

**Assemblée générale**

Distr. générale
1^{er} avril 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 133 de la liste préliminaire*
Planification des programmes

**Exécution des programmes de l'Organisation
des Nations Unies pour l'exercice biennal 2008-2009****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport sur l'exécution des programmes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2008-2009 est présenté conformément à l'article 6.1 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Il contient des renseignements sur les résultats obtenus par l'Organisation au cours de l'exercice biennal par rapport aux réalisations escomptées et sur les produits, mesure classique des résultats. Il présente un compte rendu détaillé des résultats obtenus pour chacun des chapitres du budget pour un total de 712¹ réalisations escomptées exécutées au titre des 34 chapitres du budget-programme. En outre, il comporte, au chapitre II, un exposé des principaux résultats obtenus par l'Organisation pour ses 10 éléments de programme, qui devrait permettre aux États Membres d'évaluer la performance du Secrétariat à un niveau plus général. Il ressort de l'examen de l'exécution des programmes sous l'angle des produits, figurant au chapitre III, que le taux atteint pour la réalisation des produits est identique à celui de l'exercice précédent, soit 89 %. Ce chiffre s'applique à plus de 32 100 produits qui ont été exécutés par l'Organisation au cours de l'exercice considéré.

On trouvera au chapitre IV un exposé des principaux résultats obtenus pour chaque titre du budget, par programme et sous-programme, y compris des indications sur les écueils ou les obstacles rencontrés par les départements dans ce contexte. Du fait que le présent rapport contient des renseignements plus détaillés sur le

* A/65/50.

¹ Non compris les 117 réalisations escomptées se rapportant au programme ordinaire de coopération technique, dont il est rendu compte dans le cadre du chapitre 22. En conséquence, les renseignements inclus dans le présent rapport couvrent 829 réalisations escomptées, au total.



chapitre 22 (Programme ordinaire de coopération technique), les résultats y sont présentés de façon plus complète que dans le rapport sur l'exécution des programmes de l'exercice précédent, mais des problèmes de méthode subsistent. Un récent rapport du Secrétaire général intitulé « Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » (A/64/640), mentionnait trois points sur lesquels il convenait de corriger des déficiences structurelles pour améliorer la qualité des rapports sur l'exécution des programmes au Secrétariat : la formulation des cadres logiques de budgétisation, le moment où le rapport sur l'exécution du programme est publié et la capacité de faire le lien, au moyen du système actuel d'information de gestion, entre les résultats obtenus et les ressources mises en jeu. Sachant qu'un bon système de communication d'informations sur l'exécution des programmes est fondamental pour rendre son action plus efficace et plus transparente, l'Organisation continuera de travailler en collaboration avec les États Membres pour remédier à ces insuffisances.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Examen d'ensemble des principaux résultats obtenus par l'Organisation	6
A. Politique, direction et coordination d'ensemble	6
B. Affaires politiques	7
C. Justice internationale et droit international	8
D. Coopération internationale pour le développement	9
E. Coopération régionale pour le développement	14
F. Droits de l'homme et affaires humanitaires	17
G. Information	20
H. Services communs d'appui	21
I. Contrôle interne	24
J. Sûreté et sécurité	24
K. Déclaration finale sur les résultats obtenus	25
III. Exécution des produits et utilisation des ressources	25
A. Taux d'exécution	27
B. Produits ajoutés	29
C. Produits reportés	31
D. Produits supprimés	33
E. Produits reportés de l'exercice biennal précédent	34
F. Activités de coopération technique	36
G. Utilisation des ressources	38
H. Institutionnalisation de l'égalité des sexes	41
I. Observations finales sur l'exécution des produits et l'utilisation des ressources	43
IV. Exécution des programmes par chapitre du budget-programme	43
<i>Chapitre</i>	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	43
3. Affaires politiques	57
4. Désarmement	65
5. Opérations de maintien de la paix	73
6. Utilisations pacifiques de l'espace	83
8. Affaires juridiques	86

9.	Affaires économiques et sociales.	94
10.	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	109
11.	Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	113
12.	Commerce et développement	117
13.	Centre du commerce international CNUCED/OMC.	130
14.	Environnement	132
15.	Établissements humains	146
16.	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale.	156
17.	Développement économique et social en Afrique.	163
18.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	180
19.	Développement économique en Europe	194
20.	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	206
21.	Développement économique et social en Asie occidentale	220
22.	Programme ordinaire de coopération technique	226
23.	Droits de l'homme	259
24.	Opérations de protection des réfugiés et d'assistance en faveur des réfugiés	272
25.	Réfugiés de Palestine	276
26.	Assistance humanitaire	281
27.	Information	290
28A.	Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion.	295
28B.	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	300
28C.	Bureau de la gestion des ressources humaines	305
28D.	Bureau des services centraux d'appui	310
28E.	Administration (Genève)	317
28F.	Administration (Vienne)	324
28G.	Administration (Nairobi)	330
29.	Contrôle interne.	338
33.	Sûreté et sécurité.	342

I. Introduction

1. Le rapport sur l'exécution des programmes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies constitue un important outil de gestion et d'application du principe de responsabilité dans le contexte de la budgétisation axée sur les résultats. Cette méthode de budgétisation s'articulant autour d'un cycle récurrent qui comprend les phases de planification, de budgétisation, d'exécution, de contrôle et de communication d'informations, il clôt le cycle en récapitulant les principales réalisations de l'Organisation pour l'exercice biennal 2008-2009, ainsi que les produits exécutés dans le cadre du programme de travail.

2. Le présent rapport sur l'exécution des programmes de l'exercice biennal 2008-2009 est soumis conformément à l'article 6.1 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2000/8). Cette disposition définit sa forme et son contenu, ainsi que sa périodicité.

3. Par la résolution 61/245 de l'Assemblée générale, les États Membres ont réaffirmé les responsabilités qui incombent aux directeurs de programme quant à l'établissement des rapports sur l'exécution des programmes et transféré au Département de la gestion les fonctions liées au contrôle de l'exécution et le soin d'établir les rapports sur la base des éléments d'information qu'ils lui communiquent. Au cours d'une phase de transition, le rapport sur l'exécution des programmes de l'exercice biennal 2006-2007 a été élaboré et présenté au Comité du programme et de la coordination conjointement par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et le Département de la gestion. Après cette transition et conformément au mandat défini par l'Assemblée générale, ces fonctions sont dorénavant entièrement assumées par le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion qui a coordonné les travaux relatifs à l'établissement du rapport sur l'exécution des programmes de l'exercice 2008-2009.

4. Compte tenu des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-huitième session (A/63/16, par. 38), on s'est efforcé de rendre compte des résultats obtenus par l'Organisation en les exposant de façon détaillée pour chaque chapitre du budget par rapport aux réalisations escomptées. Au total, le présent rapport couvre 712² réalisations escomptées réparties entre 34 chapitres du budget-programme. Il faut cependant signaler que l'Organisation continue de se heurter à des problèmes de méthode liés à la rédaction du rapport sur l'exécution des programmes et que, pour en améliorer la qualité, il convient de remédier à des insuffisances structurelles sur trois points³, à savoir la formulation des cadres logiques qui sont un élément essentiel du cycle de planification des programmes et de budgétisation, le moment où le rapport sur l'exécution des programmes est publié et la capacité de faire le lien, au moyen du système actuel d'information de gestion, entre les résultats obtenus et les ressources mises en jeu. Mais le Secrétariat s'est engagé à régler ces problèmes structurels par une démarche progressive afin de fournir aux États Membres des renseignements de qualité

² Non comprises les 117 réalisations escomptées se rapportant au programme ordinaire de coopération technique, dont il est rendu compte dans le cadre du chapitre 22.

³ Voir le rapport du Secrétaire général intitulé « Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » (A/64/640).

optimale et extrêmement fiables sur l'exécution des programmes, en mettant l'accent sur les réalisations et les résultats.

5. Le présent rapport contient également des renseignements sur les produits, mesure classique des résultats, et rend compte de l'ensemble des résultats obtenus par l'Organisation, d'après les informations communiquées par les divers départements. On a ainsi déterminé que le taux d'exécution atteint pour les produits de l'exercice considéré était de 89 %, soit un chiffre identique à celui calculé pour l'exercice précédent. Le rapport couvre plus de 32 100 produits qui ont été exécutés par l'Organisation au cours de l'exercice en question.

6. Le présent rapport suit le plan ci-après : les chapitres II et III passent en revue les résultats accomplis par le Secrétariat sur la durée de l'exercice et contiennent des statistiques sur l'exécution des produits ainsi que des données sur l'utilisation des ressources. Ces informations sont organisées sur la base des 10 domaines d'exécution du programme qui avaient été fixés pour l'exercice biennal 2008-2009 et qui sont subdivisés en 34 chapitres budgétaires.

7. Le chapitre IV rend compte de l'exécution des programmes chapitre par chapitre, donne un résumé des résultats obtenus au niveau des programmes et des obstacles rencontrés et fournit un examen des résultats pour chaque sous-programme et chacune des réalisations escomptées correspondantes.

8. Une analyse axée sur les résultats jointe à un recensement des produits permet d'avoir une vue complète des principales réalisations de l'ONU et des travaux accomplis pendant l'exercice 2008-2009.

II. Examen d'ensemble des principaux résultats obtenus par l'Organisation

A. Politique, direction et coordination d'ensemble

9. Depuis très longtemps – plus de 60 ans –, l'ONU fournit aux États Membres des services de qualité et elle n'a pas failli en 2008-2009. Les livrets d'évaluation distribués aux États Membres dans les six langues officielles pour mesurer la qualité des services de conférence mis à leur disposition ont fait apparaître une réduction du nombre de plaintes consignées, qui est passé de 83 en 2006-2007 à 63 pour l'exercice considéré. Au total, 1 940 appréciations positives (excellent, bon ou passable) avaient été recueillies à la fin de 2008. Les résultats enregistrés pour les fonctions relatives tant à l'organisation des séances qu'à la gestion des documents au Siège ont été positifs grâce à une collaboration active avec les organisateurs des réunions et les départements d'origine qui a permis d'assurer une utilisation optimale des ressources du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

10. Le Département a continué de mettre en œuvre et d'étendre la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, y compris la gestion dynamique des documents, au Siège et dans les offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne. Le développement du grand projet informatique a également été poursuivi en mettant l'accent sur les objectifs essentiels de coordination, de rationalisation et d'harmonisation des processus dans ces quatre centres de conférence. Dans cette optique, le Département a eu recours, autant que possible, à du personnel délocalisé

ou contractuel pour le traitement de la documentation en assurant la fourniture de produits de qualité dans les délais prescrits, ce qui a permis d'obtenir un meilleur rapport coût-efficacité.

11. La création du Groupe du suivi, de l'évaluation, de la gestion des risques et des contrôles statistiques a permis de centraliser la collecte et l'analyse des données pour s'assurer que les normes en vigueur sont respectées. Globalement, le taux de conformité aux délais de soumission des documents a été de 73 % pour l'exercice 2008-2009, ce qui représente une forte augmentation par rapport à celui enregistré pour l'exercice précédent (64 %). Néanmoins, le respect des délais de soumission et des limites fixées pour le nombre de pages continue de poser des problèmes malgré les améliorations introduites par la Section de la gestion des documents. Pour y remédier, on s'est efforcé de fournir des échantillons, des modèles et des calendriers types aux nouveaux organes qui ne sont pas nécessairement bien familiarisés avec les dispositions applicables, tels que les groupes de travail et les organes du Conseil des droits de l'homme, lorsqu'il y avait lieu. Des rappels préalables ont également été adressés à tous les départements au sujet des obligations qui leur incombent en matière d'établissement de rapports. Enfin, réaffirmant l'importance que l'ONU attache aux questions d'environnement, l'Équipe de travail sur la publication a accordé la primauté au souci de l'écologie, ce qui a permis à l'Office des Nations Unies à Nairobi d'obtenir la certification de l'Organisation internationale de normalisation, et d'autres bureaux ont commencé à suivre cet exemple.

B. Affaires politiques

12. Quatre programmes – affaires politiques, opérations de maintien de la paix, désarmement et utilisations pacifiques de l'espace – ont contribué efficacement à la réalisation de deux des priorités de l'exercice biennal : le désarmement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans le cadre du programme Affaires politiques, on a appuyé les efforts de médiation et les processus électoraux dans toutes les régions du monde en 2008, notamment au Bangladesh, au Cameroun, à Chypre, en Iraq, au Kenya, aux Maldives, au Népal, au Nigéria et au Zimbabwe. Au cours de l'exercice biennal, les États Membres ont présenté près de 50 demandes d'assistance électorale et des élections importantes ont eu lieu en Afghanistan, au Bangladesh, au Ghana, en Iraq, au Liban, aux Maldives et au Népal. Les États Membres ont renforcé le programme susmentionné en augmentant son budget de 20 % et en doublant les contributions extrabudgétaires. La création d'une structure spécifique pour les fonctions de planification des politiques et d'appui à la médiation et le déploiement dynamique d'une équipe de réserve de spécialistes de la médiation ont été salués pour les effets positifs qu'ils ont eus dans le domaine de la prévention des conflits et parce qu'ils ont permis de définir des orientations et directives utiles en matière de politiques à l'intention des représentants et envoyés du Secrétaire général. Par ailleurs, on a assuré, toujours au titre du programme Affaires politiques, la fourniture des services fonctionnels qui sont demandés en permanence pour le Conseil de sécurité aux fins de la satisfaction des besoins liés à l'examen des opérations de maintien de la paix et des missions d'assistance et à l'adoption de décisions à leur sujet par le Conseil.

13. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, des orientations, des conseils et un appui stratégiques ont été fournis à 18 opérations et 2 nouvelles missions ont été déployées, l'une au Darfour et l'autre en République centrafricaine

et au Tchad. Au cours de l'exercice, on s'est largement employé à renforcer l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et à assumer intégralement les fonctions de maintien de la paix en République centrafricaine et au Tchad après le transfert de l'autorité exercée par la force de l'Union européenne, le 15 mars 2009. On a reconfiguré la mission déployée au Kosovo pour appuyer la réalisation des objectifs politiques et des objectifs de sécurité prioritaires définis par le Conseil de sécurité et poursuivi l'action engagée pour résoudre la crise en République démocratique du Congo, en mettant tout particulièrement l'accent sur la protection des civils. Le Conseil de sécurité a également été conseillé au sujet des opérations de maintien de la paix en cours et de celles qui pourraient être envisagées, de l'exécution des mandats, de la cohésion des activités et des besoins opérationnels.

14. Dans le cadre du programme relatif au désarmement, on a fait valoir la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en faisant davantage appel au concours et à la coopération des États Membres, des organisations intergouvernementales et de la société civile et, après une impasse de 10 ans, la Conférence du désarmement a décidé d'entamer des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. Par ailleurs, des travaux préparatoires et des travaux régionaux ont été effectués en prévision de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

15. En ce qui concerne le programme relatif à l'espace extra-atmosphérique, un travail très efficace a été accompli dans le domaine de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence pour faciliter l'exploitation de tous les types d'informations d'origine spatiale en comblant le fossé qui existe entre les fournisseurs d'images spatiales, les organisations humanitaires et les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes. Dans ce contexte, on a posé des jalons qui ont permis à 13 pays d'avoir accès à des informations d'origine spatiale pour appuyer toutes les phases du cycle de gestion des catastrophes.

C. Justice internationale et droit international

16. La promotion de la justice et du droit international avait été définie comme l'une des priorités du Secrétariat pour l'exercice biennal. Dans ce contexte, le Bureau des affaires juridiques a fourni des conseils juridiques sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales et à la justice transitionnelle. Il a également aidé les États et les organisations intergouvernementales à appliquer de manière uniforme et cohérente les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des accords connexes. Par voie de conséquence, le nombre des États parties à ces instruments est passé de 350 en 2007 à 375 en 2009, excédant ainsi l'objectif fixé pour l'exercice biennal. Le Bureau a augmenté sensiblement le nombre d'activités visant à aider les États à utiliser les océans et les mers de façon viable, à exploiter leurs ressources de manière équitable et rationnelle et à protéger le milieu marin.

17. Une importante nouvelle convention internationale portant sur le transport international de marchandises a été mise au point par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et adoptée par l'Assemblée générale. Cependant, la Commission n'a pas été en mesure d'assumer pleinement

son rôle de catalyseur pour l'amélioration des lois et des pratiques dans le domaine du droit commercial international en raison d'un manque de moyens.

18. Enfin, le Bureau des affaires juridiques a réglé des litiges portant sur des demandes d'indemnisation d'un montant total de plus de 25 millions de dollars présentées à l'Organisation en ramenant ce montant à 7 millions de dollars environ, ce qui a permis de réduire la responsabilité effective de l'Organisation à hauteur de plus de 72 %. Il a accompli des travaux nouveaux importants en vue de la conclusion d'accords cruciaux pour le plan-cadre d'équipement et appuyé les enquêtes menées dans de nombreux pays à la suite de violations de la législation nationale commises dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », obtenant la restitution de sommes substantielles dans des cas de fraude à l'encontre de l'ONU. Le Bureau a également joué un rôle dynamique dans la défense des privilèges et immunités du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier.

D. Coopération internationale pour le développement

19. Les départements, bureaux et autres entités intervenant dans le domaine de la coopération internationale pour le développement – Département des affaires économiques et sociales, CNUCED, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) – ont concentré leurs efforts sur trois priorités au cours de l'exercice biennal considéré : promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable dans les États Membres; développement de l'Afrique; et contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

20. Les contributions analytiques et techniques présentées par les entités susmentionnées ont enrichi les débats au sein de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en apportant des éclairages objectifs sur les questions et les politiques de développement. Par exemple, le Département des affaires économiques et sociales a communiqué à ces organes des études sur la *Situation économique et sociale dans le monde*; les rapports et notes d'orientation du Comité des politiques de développement; la publication *Handbook on the Least Developed Country Category: Inclusion, Graduation and Special Support*; les rapports du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; et les rapports du Secrétaire général sur l'intégration des pays en transition à l'économie mondiale. L'effet produit par ces documents est matérialisé dans 28 résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées sur des questions qu'ils abordent. Les mêmes documents ont fourni un cadre de référence à l'Assemblée, au Conseil et à des conférences internationales pour les débats sur les enjeux du développement économique et fait l'objet de citations dans des rapports et des notes du Secrétaire général portant sur des sujets connexes. La Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales a réalisé l'*Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement, 2009*, qui était centrée sur la problématique de l'accès des femmes

aux ressources financières et économiques, y compris au microfinancement, et de la maîtrise de ces ressources. Il convient d'ajouter que le Département s'est attaché tout particulièrement à procéder à une analyse approfondie des questions et processus de développement économique et social et à en diffuser les résultats dans le cadre de réunions, d'ateliers et de manifestations diverses; à encourager la formulation de politiques publiques en fournissant des services consultatifs et une assistance technique; à inciter les gouvernements à consolider et appliquer les accords et à ratifier les conventions internationales portant sur les questions économiques et sociales; et à mener des actions de sensibilisation pour exercer une influence sur les politiques publiques.

21. Pour ce qui est du commerce international, les délégations ont exprimé leur satisfaction au sujet des éditions 2008 et 2009 du *Rapport sur le commerce et le développement* de la CNUCED qui, selon elles, contenaient des données, des analyses et des réflexions utiles, pertinentes et en prise avec l'actualité sur les possibilités d'action pour la mobilisation de ressources en faveur du développement ainsi que sur les causes et les répercussions de la crise mondiale et les mesures requises de la part des pouvoirs publics pour y faire face. Plusieurs États Membres se sont également félicités des recherches effectuées par la CNUCED sur l'évolution du climat qui, selon eux, apportaient une contribution précieuse au débat mondial sur les changements climatiques et le développement, ou encore de ses travaux sur les crises financières mondiales et la sécurité alimentaire, qui constituaient des sujets d'étude fondamentaux pour ses organes intergouvernementaux.

22. Les rapports phares d'ONU-Habitat sur l'état des villes du monde et sur les établissements humains, intitulés respectivement *The State of the World Cities 2008/2009: Harmonious Cities* et *Planning Sustainable Cities: Global Report on Human Settlements 2009*, ont également été très appréciés. Ils ont renforcé le rôle de facilitation que cet organisme joue dans l'application d'indicateurs urbains axés sur la politique à adopter par l'intermédiaire du réseau de l'Observatoire mondial des villes. Les publications d'ONU-Habitat ont suscité rapidement un intérêt croissant de la part des médias avec la parution de plus de 3 000 articles, la présentation et la diffusion d'informations sur un grand nombre de pratiques urbaines optimales et une large exploitation de la base de données sur les pratiques optimales dans les programmes d'enseignement et de formation. Le *Rapport mondial sur les drogues*, publication phare de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, a, lui aussi, fait l'objet de nombreux articles dans les médias. Les statistiques présentées dans ce rapport et les informations qu'il contenait sur les tendances observées dans le domaine des drogues ont été exploitées pour l'évaluation des activités de contrôle des drogues après la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

23. En ce qui concerne les réunions, les ateliers et les autres manifestations à signaler, on a organisé en 2008, au titre du programme relatif au NEPAD, une réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique qui a rassemblé les États Membres, des organisations de la société civile et des organisations intergouvernementales et internationales et s'est conclue avec l'adoption, par consensus, d'une déclaration politique (résolution 63/1 de l'Assemblée générale) qui constituait une affirmation vigoureuse de l'engagement de l'Afrique vis-à-vis de son avenir et au renouvellement du soutien de la communauté internationale en faveur de son développement. Les centres de liaison des 49 pays les moins avancés ont été invités, sous le parrainage du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans

littoral et les petits États insulaires en développement, à participer à des ateliers sur le renforcement des capacités et épaulés pour l'établissement des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en prévision de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les commissions régionales.

24. Les services consultatifs et techniques fournis dans le cadre de certains programmes ont facilité la mise en œuvre de politiques efficaces dans l'intérêt des citoyens. À titre d'exemple, la Division de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales a effectué, à la demande des États Membres, 60 missions consultatives dans 32 pays en vue de renforcer les capacités aux niveaux local et national, en particulier dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de la promotion de l'administration en ligne et de la participation des citoyens. Le CCI a mis au point des méthodes nouvelles et originales qui ont fait la preuve de leur efficacité pour ce qui est de stimuler les exportations, par exemple l'utilisation de messages sur téléphone portable pour transmettre des données de marché aux producteurs, mettre des artisans urbains en Afrique de l'Est en relation avec des maisons de couture européennes et confirmer des ventes de coton effectuées d'Afrique de l'Ouest vers l'Asie. ONU-Habitat a collaboré avec 28 pays (17 en Afrique, 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 8 en Asie) pour l'exécution de programmes qui visent à élargir l'accès à une infrastructure urbaine et à des services de base écologiquement rationnels. Il a renforcé les capacités de 92 institutions partenaires à l'aide de ses programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ce qui a permis à plus d'un million de personnes supplémentaires d'avoir accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base.

25. Parmi les autres programmes performants qui ont produit des résultats concrets, il convient de mentionner ceux qui visent à promouvoir une croissance économique écologiquement viable et à encourager le développement des petites et moyennes entreprises, dirigés respectivement par le PNUE et par la CNUCED. Les initiatives prises par le PNUE ont aidé à réunir des fonds d'un montant de 175 millions de dollars des États-Unis pour financer des technologies énergétiques moins polluantes. Quelque 4 000 sociétés ont adopté des initiatives, des politiques et des pratiques viables en matière de commerce et de finance, fondées sur les principes promus par le PNUE, et plus de 300 sociétés se sont engagées à prendre des mesures ciblées pour lutter contre les changements climatiques. Soixante institutions ont été associées à l'action en faveur de la prise en compte des questions touchant les écosystèmes dans les politiques commerciales et dans les politiques de développement. L'Initiative pour une économie verte, récemment lancée par le PNUE, a permis d'accroître considérablement la sensibilisation à l'importance des investissements relatifs à l'environnement pour la croissance économique, la création d'emplois corrects et l'atténuation de la pauvreté, même en période de crise financière. Dans le domaine des transports urbains, le PNUE a dirigé le Partenariat mondial pour des carburants et véhicules propres dans le cadre duquel des campagnes ont été organisées en vue d'améliorer les carburants et les véhicules. Cet organisme a aidé près d'une centaine de pays à promouvoir des carburants et des véhicules moins polluants.

26. Le programme Empretec de la CNUCED a promu les petites et moyennes entreprises viables en aidant les entrepreneurs à créer des sociétés novatrices et

compétitives sur le plan international. Des centres Empretec sont en cours d'installation dans six pays (l'Équateur, le Pérou, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie et la Zambie); environ 3 000 personnes ayant suivi une formation dans le cadre du programme Empretec se sont rencontrées pour examiner les difficultés posées par la création d'entreprises, pour mettre en commun leurs données d'expérience en matière de gestion et pour élargir leur réseau de contacts à l'occasion de la treizième Rencontre internationale des chefs d'entreprises organisée à São Paulo (Brésil), en décembre 2008, parallèlement à la première semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

27. Pour ce qui est d'inciter les gouvernements à consolider et appliquer les accords et à ratifier les conventions internationales portant sur les questions économiques et sociales, on a également obtenu des résultats positifs. Dans le cadre de la prévention et de la répression de la corruption, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a continué d'encourager la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption qui comptait au total 143 États parties à la fin de l'exercice. En outre, 39 pays ont fait rapport sur les dispositions qu'ils ont prises en vue d'appliquer la Convention et/ou d'incorporer ses dispositions dans leur droit interne et dans leurs institutions. Les conclusions concertées adoptées par la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-deuxième session ont contribué au renforcement du soutien du principe d'égalité des sexes dans la Déclaration de Doha sur le financement du développement. Le Département des affaires économiques et sociales a également fourni un appui pour deux importants accords intergouvernementaux. Premièrement, la Déclaration de Doha sur le financement du développement, adoptée lors de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (Doha, 29 novembre-2 décembre 2008), qui complète les six chapitres du Consensus en traitant des questions nouvelles (voir la résolution 63/239 de l'Assemblée générale). Deuxièmement, le Document issu de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, 24-26 juin 2009), qui expose une unité de vues de la communauté internationale sur les causes et les incidences de la crise ainsi que sur les mesures à prendre pour y faire face, hiérarchisé les mesures à prendre rapidement et de manière résolue et coordonnée et assigné à l'Organisation des Nations Unies un rôle bien précis (résolution 63/303 de l'Assemblée générale).

28. Les actions de sensibilisation menées dans le cadre de divers programmes visaient à recueillir un appui financier et à accroître la volonté politique pour maintenir l'engagement des pays développés et des pays en développement en faveur de la réalisation des objectifs de développement arrêtés d'un commun accord. Dans ce contexte, le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a fait porter ses efforts sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Programme d'action de la Barbade). Ces efforts ont eu pour effet d'accroître la prise de conscience des besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États en développement insulaires dans le contexte du développement mondial. En ce qui concerne ONU-Habitat, la mise en évidence des questions relatives à l'urbanisation durable et la sensibilisation du public en la matière ont été accrues à la faveur de manifestations mondiales telles

que le Forum urbain mondial de Nanjing, en Chine, des Journées mondiales de l'habitat célébrées dans plus de 51 pays et des Conférences ministérielles sur le logement et le développement urbain : la conférence Asie-Pacifique, la conférence africaine et celle pour l'Amérique latine et les Caraïbes. ONU-Habitat a souligné le rôle joué par les villes dans la lutte contre le changement climatique, à l'aide d'une action menée de concert avec d'autres institutions, fonds et programmes du système des Nations Unies.

29. Le programme ordinaire de coopération technique, qui permet aux États Membres d'avoir accès à tout un ensemble de professionnels, de techniciens et de savoirs au Secrétariat, a continué de jouer un rôle important pour ce qui est de les aider à faire face aux nouveaux défis qui surgissent à l'heure actuelle et à progresser sur la voie d'un développement durable. Onze entités du Secrétariat ont participé au programme : pour quatre d'entre elles (le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED, ONU-Habitat et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), les informations sont présentées dans le cadre de cet élément de programme; pour les cinq commissions régionales [la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)], elles sont présentées dans le cadre du programme relatif à la coopération régionale pour le développement et pour les deux dernières entités [le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)], elles sont exposées dans le cadre du programme relatif aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires.

30. Dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique, le Département des affaires économiques et sociales s'est attaché en particulier à renforcer les capacités des pays en matière d'aide à l'élaboration de politiques, de stratégies, de méthodes pratiques, de réformes institutionnelles et de cadres pour l'administration en ligne, à la création de partenariats et à la mise en place de réseaux électroniques. Pour illustrer les résultats de ces interventions ciblées, on peut citer, à titre d'exemples, les ateliers consacrés au renforcement des capacités qui ont facilité l'établissement des rapports nationaux de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les actions de renforcement des capacités qui ont préparé le terrain pour la réalisation d'un consensus sur les mesures à prendre au niveau local dans les domaines thématiques – l'agriculture, le développement rural, les ressources en terres, la sécheresse, la désertification et l'Afrique – lors de la dix-septième session de la Commission du développement durable.

31. Les interventions de la CNUCED financées au moyen des fonds affectés au programme ordinaire de coopération technique ont permis d'aider les décideurs et les responsables des administrations publiques à mieux appréhender les possibilités d'action envisageables et leurs incidences. Elles ont également contribué à accroître la capacité des États Membres de réagir de façon plus efficace et intégrée à l'évolution de l'économie mondiale. Ces activités ont produit des résultats concrets, tels que la formulation par les membres du Groupe des 24 – et les représentants des banques centrales, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale – d'une position commune pour les pays en développement sur les

questions examinées lors des réunions des institutions financières internationales et sur la gouvernance de ces institutions elles-mêmes.

32. En ce qui concerne ONU-Habitat, parmi les réalisations financées au moyen des ressources susmentionnées, on peut mentionner notamment la documentation relative aux cadres nationaux d'appui à la planification régionale dans les pays les moins avancés francophones, les actions de renforcement des capacités visant à faciliter l'assistance financière de la Commission européenne en Europe orientale, les instruments opérationnels et financiers mis au point pour les logements sociaux en Europe du Sud-Est et la construction de logements abordables en République-Unie de Tanzanie. Des conseils techniques ont par ailleurs été fournis à la Bosnie-Herzégovine en vue de la réorientation des allocations-logement vers des programmes plus durables de construction de logements au moyen de ressources mobilisées sur les marchés financiers nationaux et internationaux.

33. Enfin, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a contribué dans une large mesure à promouvoir la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs à la lutte contre la drogue et le crime. Au cours de l'exercice biennal, 33 États Membres ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et 12 États ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. L'Office s'est attaché en priorité à renforcer les capacités pour la coopération internationale en matière pénale en mettant tout particulièrement l'accent sur l'extradition, l'entraide judiciaire et la confiscation. Par ailleurs, il a formé un millier de membres d'administrations publiques et d'institutions diverses dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, les trafics, la corruption, le blanchiment d'argent et la drogue.

34. Les difficultés rencontrées au cours de l'exercice biennal, dans le cas de la plupart des programmes, découlaient d'une demande croissante de services et de la nécessité de mobiliser suffisamment de ressources pour la satisfaire. S'agissant du programme relatif à la coopération internationale pour le développement, elles étaient liées essentiellement au fait qu'il fallait faire face aux conséquences délétères de la crise économique et financière mondiale, qui étaient aggravées par l'impact de la crise alimentaire et énergétique et des changements climatiques. Dans certains cas, les départements ont redéfini certaines activités pour les adapter aux nouvelles priorités et aux nouveaux défis.

E. Coopération régionale pour le développement

35. Les commissions régionales ont poursuivi leurs efforts afin de se positionner en tant que principaux centres régionaux pour la promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable dans leurs régions respectives. Toutes les commissions ont fourni des analyses critiques de politique générale, afin d'aider les gouvernements à surmonter les effets de la crise financière mondiale et d'autres problèmes urgents. Dans ce contexte, les participants à la Conférence ministérielle sur la crise financière mondiale et ses incidences pour l'Afrique, organisée par la CEA (Tunis, novembre 2008), ont adopté un communiqué concernant les mesures à prendre par les pays africains, afin d'atténuer les effets négatifs de la crise financière. Dans le cas de la CESAP, l'un des principaux résultats de cet effort a été l'engagement pris par la Commission de mettre en œuvre un cadre d'action régional en vue de surmonter les crises alimentaire, énergétique et

financière. En ce qui concerne la CEE, son Comité sur la coopération technique et l'intégration a adopté des recommandations concrètes sur les mesures innovantes à appliquer pour surmonter la crise économique mondiale et les initiatives à prendre pour atténuer l'impact de la crise sur les modes de développement novateurs. La CEPALC a publié des analyses sur la crise économique actuelle, formulé des recommandations concernant les politiques de développement sectorielles à moyen terme et à long terme, et convoqué en 2008 un séminaire sur les crises alimentaire et énergétique. À la CESAIO, les prévisions économiques régionales (décembre 2008 et décembre 2009) portaient sur l'évaluation des incidences de la crise financière mondiale et de l'inflation alimentaire.

36. Les principales publications publiées par les commissions régionales ont contribué à améliorer les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques dans les différentes régions relevant de leur compétence. On mentionnera à ce sujet le *Rapport économique sur l'Afrique (2008-2009)* et les *Perspectives économiques en Afrique*, publications établies par la CEA. Ces documents ont contribué à améliorer les politiques macroéconomiques en Afrique et fourni une analyse détaillée sur les principaux problèmes de développement auxquels sont confrontés les pays africains. Les publications de la CESAP intitulées *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* et l'*Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique* ont fait l'objet d'une large couverture de la part des médias et augmenté leur lectorat, démontrant ainsi leur importance en tant que documents de référence pour les chercheurs et les décideurs. La mise au point par la CEE du *Système de comptabilité nationale, 2008* (deux volumes; adopté par la Commission de statistique en février 2008 et 2009) a également apporté une contribution reçue favorablement. La Commission a également participé à l'élaboration du *Manuel international des indices des prix à l'exportation et à l'importation* et du *Guide pratique pour établir l'indice des prix à la consommation*. La publication par la CEPALC, au cours de l'exercice biennal, de plus de 200 publications dans les différents domaines couverts par la Commission constitue également un résultat remarquable; on mentionnera notamment ses six publications phares annuelles qui ont fait l'objet d'environ un million de téléchargements chacune durant la période et obtenu un taux de satisfaction de 95 % de la part des lecteurs. L'*Étude sur la situation économique et sociale dans la région de la CESAIO, 2007-2008*, qui demandait d'adopter des mesures concrètes eu égard aux stratégies de développement respectant les droits, compte tenu de l'augmentation des fluctuations des courants de capitaux régionaux, a également apporté une contribution importante au débat d'orientation.

37. Toutes les commissions ont indiqué qu'elles avaient fait des progrès dans leurs travaux visant à établir un consensus et à promouvoir les activités de plaidoyer. Par exemple, la CEA a contribué à l'élaboration d'une position de négociation africaine, adoptée par le sommet de l'Union africaine, en juillet 2009, afin que les préoccupations de la région concernant le changement climatique soient reflétées de manière adéquate dans l'accord global de Copenhague. Les efforts de plaidoyer de la CESAP ont abouti à l'adoption, par le premier Forum des ministres asiatiques des transports, de la Déclaration de Bangkok sur le développement des transports en Asie, qui a établi des priorités immédiates pour la coopération régionale dans le secteur des transports; et à l'élaboration de stratégies de croissance verte par huit États membres. Sous les auspices de la CEE, les ministres des transports – ou leurs représentants de haut niveau de 19 pays – ont signé une déclaration conjointe sur le

développement futur des liaisons entre l'Europe et l'Asie. En outre, 39 pays ont adhéré aux instruments juridiques de la Commission sur les transports. La CEPALC a aidé 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes à appliquer les accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, aboutissant à l'adoption de 13 programmes de politique publique dans ce domaine dans différents pays de la région. Par ses efforts en matière de plaidoyer et de renforcement des capacités, la CESAO a aidé 13 États membres à élaborer des politiques nationales à l'intention des jeunes et à établir des rapports nationaux en vue du suivi de la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse.

38. Les analyses des politiques, les normes statistiques et les instruments juridiques appuyés par les commissions régionales ont aussi été largement utilisés par les gouvernements de la région afin d'améliorer leurs résultats dans différents domaines. À ce sujet, du fait de l'organisation des ateliers de la CEA, 10 pays (Angola, Burundi, Djibouti, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mali (2009), Malawi, Soudan (2008) et Tchad) ont utilisé les manuels (sur la planification et l'énumération des recensements et le traitement des données y relatives) établis par la Commission à divers stades de leurs recensements de population. Le Comité de statistique de la CESAP a été reconnu par les États membres comme étant la principale instance pour le développement des statistiques dans la région de l'Asie-Pacifique. En outre, huit pays ont déclaré qu'ils souhaitaient améliorer leur cadre réglementaire national compte tenu des travaux de la Commission sur les satellites de communication à large bande. Les efforts de la CEE, pour sa part, peuvent être attestés par les 135 règlements et amendements concernant les véhicules, qui ont pris effet avec l'appui de la Commission à la fin de l'exercice biennal, et ont exigé de modifier les instruments juridiques; et par la mise au point de normes dans six domaines statistiques, touchant notamment le Système de comptabilité nationale de 2008. Sur le conseil de la CEPALC, un total de 17 pays ont incorporé la recommandation du Système de comptabilité nationale de 1993 dans leurs comptes nationaux (cinq nouveaux pays durant l'exercice biennal) et 28 pays ont fait des progrès satisfaisants s'agissant de la collecte de données et de l'établissement d'indicateurs sur les objectifs du Millénaire pour le développement. La CESAO a contribué à l'inclusion d'une dimension relative à l'égalité des sexes dans le plan national de l'Arabie saoudite en 2008 et à la mise en place de mécanismes en faveur des femmes par 14 États membres, avec une augmentation de six États membres en 2008-2009.

39. Les commissions régionales ont également obtenu des ressources du Programme ordinaire de coopération technique. Ces fonds ont offert aux départements la souplesse nécessaire pour répondre rapidement aux besoins des États membres, à mesure qu'ils se manifestaient, et donné à leurs interventions les moyens d'employer efficacement une approche multisectorielle du développement. Les principaux résultats obtenus avec le Programme sont récapitulés ci-après.

40. La CEA a répondu à des dizaines de demandes de coopération technique concernant des problèmes de développement nouveaux et persistants, y compris le changement climatique, l'égalité des sexes, les technologies de l'information et des communications aux fins du développement, le commerce et le renforcement de l'intégration régionale. Les missions consultatives et les activités de formation visaient à aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes appropriés aboutissant à des positions de négociation communes

sur le commerce, les avantages au niveau local, dans divers pays africains, découlant de l'adoption de politiques, d'outils et de cadres appropriés en ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, l'égalité des sexes et les statistiques.

41. Les activités menées par la CESAP visaient à promouvoir un développement inclusif et durable dans la région de l'Asie-Pacifique par la promotion de politiques appropriées de haut niveau, avec des interventions en faveur du renforcement des capacités. La Commission a mis au point des programmes destinés notamment aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement, pour faire face aux nombreuses crises de développement liées à l'alimentation, à l'énergie, aux finances et au changement climatique, ainsi qu'à deux catastrophes naturelles de grande ampleur au Myanmar et à Samoa.

42. Les activités consultatives régionales menées par la CEE, dans le cadre du Programme ordinaire de coopération technique, ont principalement été exécutées à la demande des pays en transition, notamment les pays à faible revenu et les pays en développement sans littoral. Elles ont contribué à aider les pays à adhérer aux normes et instruments internationaux, à les adopter et à les mettre en œuvre, concernant notamment les questions transfrontières, et à promouvoir la coopération régionale.

43. Les efforts de la CEPALC ont facilité la mise en œuvre de politiques sur des questions clefs, comme les interventions face à la crise financière et économique de 2008-2009, l'adoption de positions par les pays s'agissant des problèmes posés par le changement climatique, la préparation des pays de la région pour la série de recensements de population de 2010, l'application de nouvelles pratiques pour la conception et la mise en œuvre d'alliances entre le secteur public et le secteur privé, visant à promouvoir le développement des exportations et une meilleure insertion dans les chaînes de valeur mondiales, et le renforcement des capacités des États membres d'élaborer et d'appliquer des politiques macroéconomiques et d'évaluer les programmes sociaux, entre autres.

44. La CESAO a fourni des services financiers par les ressources du Programme ordinaire de coopération technique dans plusieurs domaines prioritaires. Elle a signalé des progrès importants en ce qui concerne l'autonomisation des femmes, la capacité de mise en réseaux pour les technologies de l'information et des communications, la planification stratégique, la comptabilité nationale et les investissements bilatéraux. La contribution de la Commission a permis d'obtenir des résultats concrets; on mentionnera notamment l'élaboration de la loi n° 33 pour le traitement des eaux usées et l'assainissement à Bahreïn, la promotion de la gestion des sécheresses hydrologiques; la mise en place d'un réseau de contrôle hydrologique et l'étude d'impact sur l'environnement, en Jordanie, et l'élaboration de politiques environnementales nationales en Arabie saoudite pour le neuvième Plan quinquennal de développement.

F. Droits de l'homme et affaires humanitaires

45. Deux des priorités pour l'exercice biennal 2008-2009 – la promotion des droits de l'homme et la coordination effective de l'assistance humanitaire – ont été couvertes au titre des droits de l'homme et des affaires humanitaires. L'un des programmes figurant dans l'élément de programme a trait à la promotion des droits

de l'homme, et les trois autres concernent la fourniture de services directement aux réfugiés ou aux personnes affectées par des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence humanitaire. Le présent exercice biennal a été marqué par la nécessité d'intervenir rapidement face à des situations critiques en matière de droits de l'homme dans différents pays, à des niveaux croissants de déplacements forcés de population – la population totale dont s'occupe le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) étant estimée à 34,4 millions de personnes –, ainsi qu'à des conflits persistants et à des catastrophes naturelles de grande ampleur. Ces problèmes ont continué d'opérer des ponctions dans les ressources des programmes visant à atténuer les effets négatifs de ces types de situation sur les populations vulnérables.

46. Dans le cadre du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 2008, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a noté diverses évolutions positives, principalement par le renforcement des cadres normatifs (y compris l'adoption et l'entrée en vigueur de nouveaux instruments) et le respect accru des droits de l'homme au niveau national. Sur le terrain, des spécialistes des droits de l'homme ont été dépêchés à bref délai, afin de contribuer à la prévention des violations, conformément au mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le cadre de 10 missions, notamment en Géorgie, en Guinée, en Iraq, au Kenya, à Madagascar et dans le territoire palestinien occupé; de missions d'enquête à Gaza et au Honduras; et d'une mission de surveillance avant les élections au Gabon. Toutefois, l'organisation d'interventions rapides face à des situations critiques en matière de droits de l'homme demeurerait un problème majeur qu'il fallait surmonter par le renforcement continu de la capacité d'intervention rapide du Haut-Commissariat et par une coopération accrue avec les organismes du système des Nations Unies et ses partenaires au niveau national. En 2008-2009, les importantes activités menées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont contribué à renforcer les capacités des États membres en ce qui concerne les questions relatives au respect de la légalité, notamment la justice transitionnelle; l'administration de la justice, la démocratie; et les mécanismes d'application du principe de responsabilité. Le Haut-Commissariat a mis au point des outils et des directives pour l'organisation de diverses activités de formation (10 à 15 par année) à l'intention du personnel hors Siège, des responsables gouvernementaux, des juges et des parlementaires, des institutions nationales chargées des droits de l'homme et des représentants de la société civile.

47. En ce qui concerne les réfugiés, l'exercice biennal 2008-2009 a été marqué par l'augmentation du nombre des déplacements forcés, la population totale dont s'occupe le HCR étant estimée à 34,4 millions de personnes en janvier 2009. Le Haut-Commissariat a rapidement renforcé son action face à diverses crises, y compris celles survenues en Géorgie en 2008, et au Pakistan et au Yémen en 2009. Il a collaboré avec les gouvernements afin de mettre fin aux déplacements de réfugiés en provenance d'Angola, du Burundi, du Libéria et du Rwanda. En République-Unie de Tanzanie, le HCR a aidé les autorités concernant la procédure de naturalisation de quelque 155 000 réfugiés burundais. Les initiatives d'intégration locales en Europe et en Afrique de l'Ouest ont également été renforcées. On estime que jusqu'à 135 000 réfugiés ont été réinstallés, y compris les réfugiés de longue date du Bhoutan et du Myanmar et près de 90 000 réfugiés irakiens. Le HCR a fait des progrès importants en ce qui concerne la question de l'apatridie, et contribué à modifier la politique du Bangladesh, entraînant la

confirmation de citoyenneté de quelque 300 000 personnes. En concevant leurs programmes, le HCR et ses partenaires sont confrontés à de nombreuses difficultés liées à la réduction de l'espace d'accueil, à la diminution des solutions disponibles et l'urbanisation croissante des populations visées. Les demandeurs d'asile et les réfugiés, au sein de mouvements migratoires élargis, demeurent vulnérables aux expulsions, au même titre que les migrants illégaux.

48. Les demandes croissantes des populations de réfugiés et les ressources financières limitées continuent de poser des problèmes à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui s'efforce de répondre aux besoins essentiels des réfugiés palestiniens en matière de santé et d'éducation. En décembre 2009, on comptait 482 750 élèves inscrits dans 691 écoles administrées par l'Office, avec un taux de réussite de 96,17 %. Les compétences de plus de 2 000 membres du personnel enseignant ont été améliorées et plus de 1 200 matériaux pédagogiques ont été publiés. Le nombre de personnes bénéficiant de services de planification familiale est passé à 138 000, tandis que 76 % des femmes se sont fait inscrire pour bénéficier de soins anténatals dans les trois premiers mois de grossesse, et 99,8 % des accouchements ont été effectués par du personnel qualifié. La vaccination des femmes et des enfants contre les maladies pouvant être prévenues par un vaccin s'est maintenue à une couverture supérieure à 95 %, et le nombre de patients souffrant de maladies non transmissibles sous contrôle est passé à 20,7 % au cours de l'exercice biennal. Vingt-cinq pour cent des abris identifiés comme devant être réhabilités ont été remis en état, réduisant de ce fait des conditions de vie malsaines, dangereuses et insalubres pour un certain nombre de familles réfugiées. Toutefois, l'augmentation croissante du prix du combustible et des denrées alimentaires a mis à jour de nouvelles vulnérabilités dans la communauté de réfugiés, accroissant les demandes de secours et de services sociaux qui n'ont pu être satisfaites par les contributions des donateurs.

49. Diverses situations d'urgence complexes de grande ampleur, y compris au Darfour (Soudan) et en République démocratique du Congo, ont dominé les activités de secours humanitaire durant l'exercice biennal 2008-2009. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué de mobiliser et de fournir un appui dans ce contexte, par le biais d'activités de plaidoyer, d'appels et d'un soutien opérationnel, avec l'aide des coordonnateurs humanitaires et des équipes de pays. En 2008 et 2009, il a répondu à 56 et 43 nouvelles situations d'urgence, respectivement, comprenant des catastrophes naturelles, des conflits armés et d'autres événements, comme l'épidémie de choléra qui a éclaté au Zimbabwe en 2008. L'approche par groupe a été mise en œuvre dans tous les pays dans lesquels un coordonnateur humanitaire exécute des opérations humanitaires, à l'exception du Niger et du Yémen, où la mise en œuvre devrait commencer au début de 2010. Durant l'exercice biennal, l'approche sectorielle a été appliquée dans neuf nouvelles situations d'urgence soudaines. Le Bureau a accepté les instructions permanentes sur la gestion des bureaux de pays et des bureaux régionaux. Dans le cadre de l'exercice biennal, il a également organisé des ateliers sur l'égalité des sexes et la violence sexiste à Bangkok, Johannesburg (Afrique du Sud) et Panama, et présenté le manuel et les directives sur la violence sexiste aux agents de terrain.

50. Deux des programmes – Haut-Commissariat aux droits de l'homme et Bureau de la coordination des affaires humanitaires – ont également utilisé les ressources du Programme ordinaire de coopération technique. À l'aide de ces fonds, les programmes de renforcement des capacités du Haut-Commissariat ont fourni des

compétences de haut niveau pour faire avancer les questions, stratégies et programmes sur les droits de l'homme par le biais de services consultatifs, de formation technique et de projets sur le terrain, en Afrique, dans la région Asie-Pacifique, en Europe et en Asie centrale, et dans les Amériques. Ces interventions ont notamment permis d'intégrer les droits de l'homme dans les programmes relatifs à l'administration de la justice, et de mettre au point une stratégie sur la protection des civils durant les élections.

51. Enfin, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a aidé les gouvernements et les organisations nationales, régionales et internationales à établir des normes et des procédures cohérentes permettant d'élaborer des plans d'urgence incorporant les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales dans la planification des interventions humanitaires. Plus précisément, 56 pays ont achevé un processus interorganisations qui a abouti à la mise en place d'un plan d'urgence actualisé. Les 28 pays dotés d'un coordonnateur humanitaire ont lancé des plans interorganisations, conformément aux normes, ou révisé les plans existants. Parmi les pays qui ont indiqué que la planification d'urgence présentait des avantages, on mentionnera le Burkina Faso et le Népal, s'agissant dans les deux cas de faciliter les interventions lors des crues de 2009.

G. Information

52. Si l'on prend en compte les progrès réalisés vers une meilleure connaissance de son public cible et la formation d'une attitude positive à l'égard des principaux domaines d'activité de l'ONU, le programme d'information a obtenu un haut niveau de succès durant le présent exercice biennal. Le Département de l'information a lancé de vastes campagnes de communication sur des thèmes prioritaires, y compris le développement en Afrique, les objectifs du Millénaire pour le développement et le changement climatique. En 2009, il a travaillé en étroite collaboration avec l'Équipe de soutien sur les changements climatiques du Secrétaire général, afin de diffuser des messages sur le changement climatique et la Conférence des Nations Unies sur cette question qui s'est tenue à Copenhague, par le biais de communiqués de presse des Nations Unies, de sites Web, de reportages de radio et de télévision, de publications et des activités de sensibilisation au Siège et dans les centres d'information des Nations Unies.

53. Les initiatives en matière de communication ont recouru notamment aux nouveaux outils des médias sociaux, y compris pour la campagne du Secrétaire général intitulée « Agissons et désarmons maintenant ». Twitter a permis au Département de l'information d'atteindre au moins 1,2 million de personnes et d'autres personnes intéressées de plus de 50 pays, dont un grand nombre dans les pays en développement. Une évaluation de la campagne en ligne a montré que l'utilisation de Facebook et de Twitter attirait de nombreux visiteurs sur le site Web des Nations Unies. Un canal vidéo de l'ONU a été lancé sur youtube.com, permettant de mener des activités de sensibilisation innovantes, comme la campagne intitulée « Citoyens ambassadeurs », qui encourageait les particuliers à dialoguer avec les hauts responsables des Nations Unies durant la session de l'Assemblée générale.

54. Les utilisateurs du site Web de 118 pays, dont de nombreux pays en développement, ont téléchargé des séquences audio. Les communications internes

au Secrétariat ont été renforcées : iSeek est maintenant accessible dans plus de 100 lieux d'affectation à travers le monde. La portée des produits informationnels des Nations Unies a été élargie : le nombre de stations de radio et de télévision diffusant des programmes des Nations Unies a augmenté de 37 % entre 2007 et 2009, et le nombre de visiteurs du principal site Web de l'ONU et des sites Web des centres d'information des Nations Unies a dépassé les objectifs.

H. Services communs d'appui

55. Les services communs d'appui des Nations Unies élaborent des politiques et des procédures et fournissent des orientations stratégiques, des directives et un soutien à toutes les entités du Secrétariat dans trois grands domaines de gestion, à savoir les finances et le budget, les ressources humaines et les ressources physiques (opérations de soutien et services d'appui). En bref, la présente section porte sur ce qu'on pourrait appeler l'appui administratif de l'Organisation, tant du point de vue de l'élaboration des politiques et que de la prestation de services.

56. En ce qui concerne l'élaboration des politiques, sous l'égide du Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, l'Assemblée générale a approuvé, en 2008, les statuts des nouveaux Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et Tribunal d'appel des Nations Unies pour le nouveau système d'administration de la justice (résolution 63/253), et un nouveau système d'arrangement contractuel au Secrétariat de l'ONU (résolution 63/250). Le 1^{er} juillet 2009, l'ONU a lancé un nouveau système de justice interne, constitué par ses deux piliers : l'aspect formel et l'aspect informel. Ce nouveau système indépendant, professionnalisé et décentralisé de justice interne a remplacé l'ancien système d'évaluation par les pairs. Le Bureau s'est aussi activement efforcé d'améliorer les modes de fonctionnement, lançant l'initiative relative à l'amélioration des procédures internes et le Programme de renforcement des capacités « Lean Six Sigma ». Afin de renforcer le respect du principe de responsabilité, le Bureau a présenté le rapport du Secrétaire général sur le dispositif de responsabilisation, cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne, et cadre de gestion axée sur les résultats (A/62/70 et Corr.1) à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, et coordonné l'élaboration du premier rapport intérimaire sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 2008-2009. Afin d'accroître la transparence de la gestion de l'Organisation, depuis 2008, les contrats de mission des hauts fonctionnaires sont disponibles sur iSeek, ainsi que leurs évaluations respectives, depuis 2009. En outre, depuis 2009, les contrats ont été attribués à des hauts fonctionnaires au niveau de Sous-Secrétaire général, lesquels les signent avec leurs Secrétaires généraux adjoints respectifs.

57. Le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion a obtenu d'importants résultats dans trois domaines distincts qui peuvent faire date dans l'histoire du Secrétariat. Le succès continu du plan-cadre d'équipement a été évident, comme l'ont montré les transferts de bureaux et les réinstallations de fonctionnaires dans divers locaux provisoires, qui ont été gérés avec précision et efficacité. Un total de 4 540 personnes ont été réinstallées dans des locaux provisoires situés dans les bâtiments intérieurs et extérieurs. La construction du bâtiment temporaire de la pelouse Nord en 2009, pour accueillir le Cabinet du Secrétaire général, a renforcé le succès du plan-cadre d'équipement. Également en 2009, le montant des dépenses

prévues pour l'achèvement du projet a été constamment réduit par rapport aux estimations antérieures et l'analyse de la valeur s'est poursuivie.

58. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a obtenu des résultats concernant ses travaux préparatoires pour l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et l'automatisation du traitement des contributions. Des progrès ont continué d'être faits s'agissant de l'intégrité des données financières et de l'amélioration des services aux clients, y compris le traitement des paiements. En ce qui concerne les portefeuilles de placements en dollars des États-Unis et en euros, les rendements ont dépassé les objectifs. Les rendements ont été atteints sans perte de trésorerie, en répondant aux besoins de trésorerie de tous les clients, et supérieurs à ceux des marchés, en respectant la politique de gestion de la Trésorerie de l'ONU.

59. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a également obtenu des résultats importants. Il a renforcé les mécanismes d'application du principe de responsabilité, ayant activement participé à la mise en œuvre des contrats et des plans d'action en matière de ressources humaines. Il a également développé ses activités visant à attirer des candidats qualifiés d'États Membres non représentés et sous-représentés. Le Bureau a également publié et actualisé les Directives sur la pandémie de grippe. Il s'est occupé de manière constante des questions relatives à l'hygiène du travail et à l'hygiène du milieu. La simplification du régime des engagements de 16 types de contrats de travail à 3 types de contrats au 1^{er} juillet 2009 et l'harmonisation des conditions de service entre le personnel des bureaux extérieurs et le personnel du Siège ont marqué une étape très importante dans la réforme de la gestion des ressources humaines, résultant de l'étroite collaboration qui s'est instaurée avec les parties concernées. Du fait de ces modifications contractuelles, le Règlement intérieur a été modifié pour ne comprendre plus qu'un ensemble de dispositions au lieu de trois. Divers bulletins et instructions administratives du Secrétaire général ont été modifiés et approuvés en 2008-2009.

60. Le Bureau des services centraux d'appui a obtenu de bons résultats en ce qui concerne la qualité des services fournis. Par exemple, pour les voyages, des services économiques et efficaces ont pu être offerts à l'issue de négociations avec les principales compagnies aériennes, lesquelles ont permis d'obtenir une réduction de 29 % par rapport au coût intégral des voyages autorisés. Un système amélioré en ligne pour les demandes de visas et autres documents connexes a également été mis en place, qui a permis de réduire le temps nécessaire pour la délivrance des documents de voyage et demandes de visas de l'ONU. Une formation approfondie a été dispensée au personnel chargé des achats, tant au Siège de l'ONU que dans les missions de maintien de la paix, ce qui a permis d'améliorer la transparence et d'accroître l'efficacité de la procédure de passation de marchés au sein de l'Organisation. Le système de délivrance de laissez-passer est actuellement en cours de modernisation, afin de renforcer ses aspects liés à la sécurité, y compris la reconfiguration de ces documents par l'introduction des dispositifs de sécurité les plus récents, comme la biopuce, afin de garantir leur fiabilité et d'assurer leur conformité aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le programme de réforme des procédures d'achat a été achevé au cours de l'exercice biennal, avec la soumission à l'Assemblée générale de rapports sur la gestion des achats et les pratiques responsables en matière d'achats, comme l'Assemblée l'a demandé.

61. À l'Office des Nations Unies à Genève, des réunions régulières ont été tenues avec les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies à Genève, qui ont facilité l'échange d'informations et renforcé les efforts en vue d'améliorer la cohérence des activités des organismes des Nations Unies y ayant leur Siège. Par exemple, le lancement du calendrier en ligne donnant la liste de toutes les réunions des organismes des Nations Unies a fourni une base importante pour la cohérence à l'échelle du système et offert des informations pratiques utiles pour la communauté diplomatique et autres parties prenantes. L'Office a également renforcé ses activités en matière de sensibilisation, d'information et de partenariat avec la société civile par la célébration de journées internationales et d'autres importantes manifestations comme le lancement de la série de conférences à Genève, inaugurée par le Secrétaire général. En ce qui concerne la prestation de services, la Division de l'administration a appliqué ses indicateurs de succès concernant les programmes comme démontré par les différentes mesures des résultats qui dépassent les objectifs dans presque tous les domaines, y compris : une réduction nettement supérieure aux objectifs du montant des engagements non réglés; une réduction supérieure aux objectifs du temps nécessaire pour l'attribution de crédits extrabudgétaires; et la disponibilité de l'infrastructure du réseau de télécommunications et de données pendant les heures de travail a dépassé l'objectif prévu (en moyenne 99,98 % en 2009).

62. L'Office des Nations Unies à Vienne a pu répondre à toutes les demandes de services et reçu des commentaires positifs de la part des États Membres sur la question de la qualité des services fournis. Il a reconfiguré son site Web en allemand, en anglais et en français et s'est également occupé de faciliter les travaux de désamiantage dans ses locaux, il a aussi joué un rôle de premier plan dans les questions liées à l'environnement. Le Service des technologies de l'information a vu ses idées récompensées dans le cadre du programme « L'ONU au XXI^e siècle pour le système national de contrôle des drogues, qui est actuellement utilisé dans plus de 40 pays, et pour l'application d'une procédure en ligne relative à la cessation de service des fonctionnaires. Il s'est classé au premier rang en 2008 et 2009 en ce qui concerne l'enquête de satisfaction des utilisateurs concernant les technologies de l'information et des communications organisée à l'échelle du Secrétariat. Le Service a développé les services fournis aux États Membres dans le cadre de la lutte contre la drogue et la criminalité avec les outils logiciels utilisés pour la lutte contre le blanchiment de capitaux (goAM) et la gestion des cas pour les administrations publiques (goCASE) (goaml.unodc.org, gocase.unodc.org), et le modèle structuré sur la mise en place des centres de données pour les administrations publiques (goIDM) (goidm.unodc.org).

63. L'Office des Nations Unies à Nairobi a réussi à réduire à moins de trois heures les délais nécessaires pour effectuer la réparation de la totalité des dysfonctionnements infrastructurels signalés à son service de maintenance pendant l'exercice biennal. Parmi les autres résultats qu'il a enregistrés, on mentionnera la promulgation du Bulletin du Secrétaire général définissant les fonctions de l'Office (ST/SGB/2009/3) et l'amélioration continue des services de la Section de la comptabilité, afin de répondre efficacement aux besoins des clients. Le pourcentage de versements effectués et de transactions enregistrées dans un délai de 30 jours ou moins à compter de la réception de tous les documents appropriés était de 93 % au 31 décembre 2009.

I. Contrôle interne

64. Le Bureau des services de contrôle interne a lancé des initiatives en matière d'assurance de qualité et d'amélioration de la qualité, et effectué des évaluations de la qualité dans chaque sous-programme, afin de veiller au respect constant des normes de qualité des plus élevées. Les enquêtes effectuées par la Division de vérification interne des comptes ont montré que les clients étaient généralement satisfaits de la qualité de ses travaux. Sur une échelle de 1 à 4, 4 étant la meilleure note, la Division a obtenu 2,8 pour la qualité. La Division de l'inspection et de l'évaluation, quant à elle, a effectué une évaluation externe de la qualité de ses rapports. Trois rapports d'inspection de la Division sur sept, soit 43 %, ont été jugés de bonne qualité, tandis que les quatre autres, soit 57 %, ont été considérés comme étant de qualité moyenne. La Division examinera les domaines exigeant des améliorations, afin d'améliorer la qualité de ses rapports lors du prochain exercice biennal.

65. Au cours du présent exercice biennal, les trois sous-programmes du Bureau – la Division de vérification interne des comptes, la Division des investigations et la Division de l'inspection et de l'évaluation – ont actualisé et considérablement développé leurs manuels respectifs, afin de tenir compte des changements intervenus dans le milieu du travail et d'assurer la cohérence avec les normes internationales. Les manuels sont accessibles à tous sur le site Web du Bureau, ce qui permet d'améliorer la transparence et de faire mieux comprendre ses travaux.

66. Enfin, le BSCI a mis au point un cadre global pour la gestion des risques qui lui permettrait de hiérarchiser les allocations de ressources au contrôle des activités de programme et des domaines opérationnels les plus exposés aux risques de fraude, de gaspillage, d'abus et d'irrégularités de gestion. L'adoption d'une approche fondée sur les risques correspond aux critères des normes IPSAS.

J. Sûreté et sécurité

67. Le rythme opérationnel du programme de sûreté et sécurité s'est considérablement accéléré, avec un nombre important de déploiements d'urgence pour appuyer les opérations hors Siège. Le programme a obtenu un engagement accru des pays hôtes aux cours des années, en raison notamment de l'augmentation du nombre de crises, lesquelles ont permis au Département de la sûreté et de la sécurité d'expliquer son mandat et ses activités aux divers groupes de représentants permanents.

68. Le Département de la sûreté et de la sécurité s'est efforcé d'améliorer sensiblement la sécurité du personnel au niveau mondial. À cette fin, il a concentré son action sur le maintien d'évaluations actualisées des risques et des menaces en matière de sécurité et sur une meilleure application des normes minimales de sécurité opérationnelle. Pour l'exercice biennal, 84 % des lieux d'affectation disposaient d'une évaluation actualisée des risques en matière de sécurité. Les évaluations sont continuellement mises à jour pour les pays et les zones dont les niveaux d'alerte sont élevés ou lorsque des changements importants interviennent dans le domaine de la sécurité. Une cellule de crise a été mise en place pour 15 situations de crise et pleinement activée pour 9 crises déclarées. Le programme a aussi prêté son concours à deux enquêtes majeures sur les attentats à la bombe à Alger.

K. Déclaration finale sur les résultats obtenus

69. Les délibérations concernant l'amélioration des rapports sur l'exécution des projets au Secrétariat en axant davantage ces documents sur les résultats, ont commencé il y a plus de 10 ans. À sa trente-huitième session en juin 1998, le Comité du programme et de la coordination, a conclu que, dans les documents futurs, une attention accrue devrait être accordée à l'analyse qualitative, afin de tenir compte des résultats obtenus dans la mise en œuvre des activités de programme (voir A/53/16). Depuis lors, le Comité a formulé presque chaque année des recommandations analogues, dont la dernière était une demande faite au Secrétariat, à sa quarante-huitième session, « de continuer à procéder à des aménagements méthodologiques en vue d'améliorer la qualité de la formulation des réalisations escomptées et des indicateurs de résultats » (A/63/16, par. 36).

70. Le Secrétariat a répondu à chacune de ces demandes en déployant des efforts énergiques afin d'atteindre cet objectif et la qualité des rapports s'est nettement améliorée au cours des années, bien que certaines faiblesses demeurent. Dans ce contexte, dans son rapport le plus récent (A/64/640), le Secrétaire général a mentionné trois problèmes systémiques auxquels il fallait remédier pour améliorer la qualité des rapports sur l'exécution des programmes : la formulation des cadres logiques; le moment où le rapport sur l'exécution du programme est publié; et la capacité de faire le lien, au moyen du système actuel d'information de gestion, entre les résultats obtenus et les ressources mises en jeu. Les solutions proposées consistaient à établir un groupe de suivi des résultats, à publier un rapport intérimaire sur l'exécution des programmes et à appuyer l'application du projet Umoja (progiciel de gestion intégrée), afin de faire le lien entre les résultats obtenus et les ressources utilisées. Ces recommandations n'ont été approuvées ni par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/64/683 et Corr.1), ni par l'Assemblée générale; bien que les deux entités aient reconnu la nécessité de concentrer les efforts sur la gestion axée sur les résultats et sur l'amélioration des cadres logiques qui sont au cœur des rapports sur l'exécution des programmes, en tant que mesure indispensable pour améliorer ces documents.

71. Toutefois, même dans le contexte des limitations existantes, les États Membres trouveront des informations très utiles dans le présent rapport pour l'exercice biennal 2008-2009, tant au niveau des éléments de programme qu'à celui des chapitres du budget. Ces informations leur permettront d'évaluer l'exécution des activités par l'Organisation en analysant les résultats et les réalisations qui y sont décrits. Si la gestion axée sur les résultats est encore une démarche en évolution au sein de l'ONU, le Secrétariat est déterminé à l'appliquer intégralement, car cet élément de même que la gestion des risques constituent des éléments clefs d'un système efficace d'application du principe de responsabilité, auquel le Secrétaire général est résolument attaché.

III. Exécution des produits et utilisation des ressources

72. Comme le prescrivent le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation [ST/SGB/2000/8, règle 106.1 a) ii)], les progrès effectivement réalisés doivent être déterminés par rapport aux engagements pris dans les textes explicatifs relatifs aux programmes qui figurent dans le budget-

programme approuvé, et présentés dans un rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination. On entend par produit le produit ou service final que l'exécution d'un programme permet de fournir aux utilisateurs finals pour que les objectifs visés soient atteints. Le rapport sur l'exécution du programme concerne six catégories de produits « quantifiables », à savoir : a) les services fonctionnels pour les réunions; b) la documentation à l'intention des organes délibérants; c) les groupes d'experts, rapporteurs et services de dépôt; d) les publications en série; e) les publications isolées; et f) les autres activités de fond (expositions, brochures, manifestations spéciales, documents techniques, missions d'enquête et missions spéciales, et promotion des instruments juridiques, entre autres).

73. Les produits « quantifiables » se distinguent des autres activités par le fait qu'ils sont définis et quantifiés avec précision dans le budget-programme et que leur exécution peut donc être clairement suivie. D'autres activités génèrent des produits « non quantifiables », c'est-à-dire des produits dont le nombre ne peut être ni planifié ni prévu précisément car ils sont fonction de demandes émanant de gouvernements ou correspondent à des services dont la portée est incertaine. Ces produits sont décrits dans le budget-programme mais ne sont pas définis ni quantifiés avec précision et il est donc impossible de rendre compte de leur degré d'exécution. Ils représentent cependant une bonne partie des activités du Secrétariat et absorbent une part non négligeable des ressources disponibles. Il s'agit notamment de services consultatifs, de stages de formation, de projets opérationnels, de services de conférence ou de tâches administratives. Bien que les produits non quantifiables ne soient pas mentionnés dans les paragraphes du présent rapport consacrés à l'exécution, on en a cependant tenu compte dans l'analyse de l'utilisation des ressources et des activités de coopération technique (voir la section F du chapitre III ci-après) et dans la partie consacrée aux réalisations escomptées.

74. L'inventaire des produits programmés a été dressé d'après les textes explicatifs des programmes de travail afférents aux sous-programmes pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 tel qu'approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/237 A à C. Le budget-programme 2008-2009 comportait 26 689 produits programmés. Avec les 652 produits reportés de l'exercice 2006-2007, le nombre de produits programmés était donc de 27 341, auxquels 3 321 produits ont été ajoutés au cours de l'exercice biennal à la demande d'organes délibérants, ce qui a porté à 30 662 le nombre de produits à exécuter en 2008-2009. En outre, 1 476 produits ont été ajoutés au programme de travail et exécutés à l'initiative du Secrétariat. Le nombre total de produits quantifiables s'est donc chiffré à 32 138 pour l'exercice biennal. Les données relatives à l'exécution de ces produits figurent au tableau I (celui-ci exclut les chapitres du budget qui ne comprennent que des produits non quantifiables) et sont reprises de façon plus détaillée dans les tableaux relatifs à l'exécution chapitre par chapitre présentés ci-après.

A. Taux d'exécution

75. Au cours de l'exercice biennal, 31 758 produits ont été achevés sous la forme prévue, tandis que 380 ont été achevés après avoir été reformulés⁴ (les uns et les autres comptent comme ayant été exécutés). Au total, 625 produits ont été reportés à l'exercice biennal suivant et 2 773 ont été supprimés. Le report ou la suppression de produits ont été décidés par les organes délibérants ou par les directeurs de programmes (conformément à la règle 106.2 b) des règles régissant la planification des programmes).

76. Selon les éléments du programme de travail retenus, on peut déterminer le taux d'exécution des produits de trois façons différentes. La première méthode (I_M) consiste à calculer le pourcentage des produits exécutés par rapport à l'ensemble des produits prescrits (produits initialement prévus, plus produits reportés, plus produits ajoutés par des organes délibérants). Le deuxième mode de calcul (I_T) indique le taux d'exécution global de tous les produits, c'est-à-dire de la somme des produits prescrits et des produits ajoutés à l'initiative du Secrétariat. Enfin, le troisième mode de calcul ($I_{T/P}$) donne le ratio du nombre total de produits exécutés (qu'ils aient été programmés, reportés, reformulés ou ajoutés à la demande d'organes délibérants ou à l'initiative du Secrétariat) par rapport au nombre de produits inscrits dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009. Ce ratio reflète l'ensemble des produits exécutés au titre d'un programme donné par rapport à ce qui avait été inscrit au budget-programme au début de l'exercice. Pour comprendre l'intérêt de cette formule, il faut savoir que des ressources budgétaires ont été allouées à l'exécution des produits inscrits au budget-programme de l'exercice biennal, mais que des faits nouveaux survenus au cours de l'exercice peuvent avoir conduit à ajouter des éléments au programme de travail, qui a dû être exécuté dans la limite des ressources allouées. Ce taux d'exécution rend donc compte de l'intensité du travail fourni pour atteindre les résultats voulus dans les différentes entités. Le « nombre de produits » indiqué au tableau 1 est la somme des produits quantifiables initialement programmés, reportés et ajoutés à l'initiative des organes délibérants et du Secrétariat.

Tableau 1

Taux d'exécution des produits par chapitre du budget-programme^a

Chapitre du budget	Nombre de produits ^b	Taux d'exécution (pourcentage)		
		I_M	I_T	$I_{T/P}$
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	2 333	90	90	99
3. Affaires politiques	1 372	82	83	90
4. Désarmement	1 991	71	73	91
5. Opérations de maintien de la paix	233	99	99	138
6. Utilisations pacifiques de l'espace	593	100	100	118

⁴ On considère qu'un produit a été reformulé lorsque son descriptif, tel qu'il figurait dans le budget-programme, a été modifié mais que ce produit porte sur le même sujet que le produit initialement programmé.

Chapitre du budget	Nombre de produits ^b	Taux d'exécution (pourcentage)		
		I _M	I _T	I _{T/P}
8. Affaires juridiques	2 745	84	84	143
9. Affaires économiques et sociales	3 060	91	91	99
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	115	89	90	117
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	124	94	94	104
12. Commerce et développement	2 015	89	91	125
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	281	85	85	88
14. Environnement	1 173	98	98	113
15. Établissements humains	714	89	90	112
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	1 502	89	89	124
17. Développement économique et social en Afrique	371	91	91	100
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	498	94	94	101
19. Développement économique et social en Europe	3 068	91	92	107
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	597	96	97	128
21. Développement économique et social en Asie occidentale	491	81	82	90
23. Droits de l'homme	5 395	89	89	109
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	166	81	81	83
26. Aide humanitaire	695	99	99	100
27. Information	291	98	98	102
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	801	100	100	118
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	933	100	100	101
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	340	69	69	80
28E. Administration (Genève)	3	100	100	100
28F. Administration (Vienne)	3	100	100	100
28G. Administration (Nairobi)	6	100	100	200
29. Contrôle interne	120	92	93	102
33. Sûreté et sécurité	109	71	71	71
Total	32 138	89	89	108

^a Produits quantifiables uniquement.

^b Comprend tous les produits exécutés (qu'ils aient été prescrits ou ajoutés à l'initiative du Secrétariat).

77. En 2008-2009, le taux d'exécution des produits prescrits (I_M) a été de 89 %, comme en 2006-2007. Le taux d'exécution global (I_T) a atteint 89 %, contre 90 % pour l'exercice précédent. Il s'agit du deuxième taux d'exécution le plus élevé atteint par le Secrétariat. S'agissant des 31 chapitres et sous-chapitres du budget figurant au tableau 1, le taux d'exécution des produits prescrits a été supérieur ou égal à 90 % pour 18 chapitres, contre 23 lors de l'exercice biennal précédent, et compris entre 80 et 89 % pour 10 chapitres, contre 5 lors de l'exercice précédent. Trois chapitres seulement ont eu des taux d'exécution inférieurs à 80 %, à savoir les chapitres Désarmement et Sûreté et sécurité (71 %) et le chapitre Bureau de la gestion des ressources humaines (69 %).

78. Le taux d'exécution du chapitre 4 (Désarmement) a effectivement été nettement inférieur à la moyenne (71 %) en 2008-2009, bien qu'en net progrès par rapport aux deux exercices précédents (65 % en 2006-2007 et 59 % en 2004-2005). Cela tient au grand nombre de produits supprimés par le Bureau des affaires de désarmement (519), qui représentaient 32 % des produits programmés par celui-ci et 19 % de l'ensemble des produits éliminés au Secrétariat⁵.

79. Le programme relatif à la sûreté et à la sécurité se trouvait dans une situation similaire, puisque son taux d'exécution était de 71 %, résultat pourtant supérieur à celui enregistré lors du précédent exercice (50 %). Au total, 32 produits ont été éliminés au cours de l'exercice, soit 6 % des produits programmés pour le Département de la sûreté et de la sécurité.

80. En ce qui concerne le Bureau de la gestion des ressources humaines, son taux d'exécution a sensiblement chuté en raison de la suppression de 104 de ses produits, due pour 90 d'entre eux à la diminution des besoins en matière de services fonctionnels pour les réunions intergouvernementales.

81. Comme indiqué plus haut, l'indice $I_{T/P}$ correspond au rapport entre le nombre total de produits exécutés et le nombre total de produits initialement programmés. Cet indice donne la mesure de l'esprit d'initiative et de la capacité des départements et bureaux de faire face à des circonstances imprévues, et il montre les difficultés et incertitudes qu'il y a à tenter de planifier l'exécution des produits avec un certain degré de précision deux ou trois ans à l'avance. Les départements et bureaux doivent parfois exécuter des produits supplémentaires pour faire face aux problèmes qui se font jour et aux changements de priorité. Le taux moyen d'exécution ($I_{T/P}$) pour l'ensemble du Secrétariat s'est établi à 108 %. Il a été supérieur à la moyenne pour 12 chapitres du budget-programme et inférieur pour 19 chapitres. Le taux moyen d'exécution pour l'exercice est supérieur à celui de l'exercice précédent (106 %). Ce résultat témoigne de l'aptitude constante des directeurs de programmes à s'adapter et à faire face à des demandes imprévues en exécutant un plus grand nombre de produits.

B. Produits ajoutés

82. Au cours de l'exercice biennal, 4 797 produits ajoutés au programme de travail soit par des organes intergouvernementaux, soit par le Secrétariat, ont été exécutés. Le pourcentage de produits ajoutés par rapport au nombre total de produits prévus a

⁵ Au total, le Bureau des affaires de désarmement a supprimé 519 produits, sur les 2 778 éliminés pour l'ensemble du Secrétariat au titre de 33 chapitres du budget.

été plus élevé qu'auparavant (18 % en 2008-2009, contre 16 % en 2006-2007 et 14 % en 2004-2005). Comme lors des exercices biennaux précédents, une part importante (91 %) des produits ajoutés l'ont été à l'initiative d'organes intergouvernementaux. Ils relevaient pour la plupart des catégories de la documentation à l'intention des organes délibérants (1 335 produits, soit 40 %) et des services fonctionnels pour les réunions (1 716 produits, soit 51 %). Les produits ajoutés à l'initiative du Secrétariat relevaient quant à eux des catégories ci-après : services fonctionnels pour les réunions (41 %), documentation à l'intention des organes délibérants (33 %), et autres activités de fond et stages, séminaires et ateliers (24 %). Les données relatives aux produits ajoutés sont présentées au tableau 2 pour les chapitres concernés.

Tableau 2
Produits ajoutés

Chapitre du budget	Total produits ajoutés	Décision d'organes délibérants	Justification			
			Secrétariat			
			Total	Raison tenant au programme	Disponibilités des fonds extra- budgétaires	Produits ajoutés (pourcentage) ^a
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	206	164	42	42	—	10
3. Affaires politiques	68	41	27	27	—	5
4. Désarmement	390	229	161	147	14	24
5. Opérations de maintien de la paix	65	62	3	3	—	39
6. Utilisations pacifiques de l'espace	94	94	—	—	—	19
8. Affaires juridiques	1 058	1 026	32	32	—	63
9. Affaires économiques et sociales	176	132	44	43	1	6
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	20	1	19	12	7	21
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	11	4	7	7	—	10
12. Commerce et développement	464	55	409	383	26	30
14. Environnement	88	31	57	32	25	8
15. Établissements humains	105	10	95	86	9	17
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	367	314	53	22	31	32
17. Développement économique et social en Afrique	17	4	13	4	9	5
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	28	25	3	3	—	6
19. Développement économique en Europe	328	267	61	54	7	12
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	136	28	108	54	54	30

Chapitre du budget	Justification					
	Total produits ajoutés	Décision d'organes délibérants	Secrétariat			Produits ajoutés (pourcentage) ^a
			Total	Raison tenant au programme	Disponibilités des fonds extra- budgétaires	
21. Développement économique et social en Asie occidentale	31	20	11	11	–	7
23. Droits de l'homme	970	765	205	203	2	22
26. Aide humanitaire	2	–	2	2	–	–
27. Information	7	3	4	2	2	2
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	119	–	119	119	–	17
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	7	7	–	–	–	–
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	31	31	–	–	–	10
29. Contrôle interne	9	8	1	1	–	8
Total	4 797	3 321	1 476	1 289	187	18

^a En pourcentage du nombre de produits quantifiables prévus et reportés.

83. Sept chapitres du budget (Désarmement; Affaires juridiques; Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences; Commerce et développement; Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale; Développement économique en Europe; et Droits de l'homme) totalisent 79 % de l'ensemble des produits ajoutés. Pour ces sept chapitres, 74 % des produits ajoutés l'ont été à la demande d'organes délibérants : pour cinq d'entre eux, ces produits ont représenté plus de 75 % des ajouts, tandis que pour les deux autres (Désarmement et Commerce et développement), ils ont représenté moins de 60 % et de 15 % des ajouts, respectivement.

C. Produits reportés

84. Sur un total de 32 138 produits, 625 (2 %) ont été reportés, contre 660 (2 %) en 2006-2007 et 537 (1,6 %) en 2004-2005. On considère qu'un produit a été reporté, quel que soit son stade d'exécution, s'il n'a pas été mis à la disposition des utilisateurs directs à la fin de l'exercice biennal, même s'il doit être exécuté et est effectivement disponible au début de l'exercice suivant. Comme lors de l'exercice précédent, dans 66 % des cas, les produits reportés ont principalement été des publications en série (38 %) et des publications isolées (28 %).

85. Au paragraphe 17 de sa résolution 59/275, l'Assemblée générale a demandé des détails sur les raisons pour lesquelles des produits inscrits aux programmes n'auraient pas été entièrement exécutés, auraient été reportés ou auraient été supprimés. Le tableau 3 indique les principaux motifs du report de produits par chapitre du budget et le tableau 4 les raisons principales de la suppression de

produits. Des renseignements plus détaillés sur les raisons du report de produits sont disponibles en ligne.

Tableau 3
Justification du report de produits

Chapitre du budget	Justification						Produits reportés (pourcentage) ^a
	Total, produits reportés	Décision d'organes délibérants	Raison tenant au programme	Vacances de poste/ budget ordinaire	Vacances de poste/ fonds extra-budgétaires	Fonds extra-budgétaires insuffisants	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	3	—	3	—	—	—	—
3. Affaires politiques	74	36	38	—	—	—	6
4. Désarmement	19	2	9	—	—	8	1
6. Utilisations pacifiques de l'espace	2	—	2	—	—	—	—
8. Affaires juridiques	141	5	136	—	—	—	8
9. Affaires économiques et sociales	98	8	89	1	—	—	3
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	3	1	2	—	—	—	3
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	4	—	4	—	—	—	4
12. Commerce et développement	47	5	38	1	—	3	3
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	16	—	16	—	—	—	6
14. Environnement	8	—	8	—	—	—	—
15. Établissements humains	35	1	28	—	—	6	6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	31	—	28	—	—	3	3
17. Développement économique et social en Afrique	24	—	19	1	—	4	7
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	6	—	6	—	—	—	1
19. Développement économique en Europe	59	4	49	2	—	4	2
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	13	2	5	4	—	2	3
21. Développement économique et social en Asie occidentale	16	—	8	8	—	—	3
23. Droits de l'homme	19	1	18	—	—	—	—
26. Aide humanitaire	1	—	1	—	—	—	—
27. Information	1	—	1	—	—	—	—
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	1	—	1	—	—	—	—
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	2	—	2	—	—	—	—
29. Contrôle interne	2	—	2	—	—	—	2
Total	625	65	513	17	—	30	2

^a En pourcentage du nombre de produits quantifiables prévus et reportés.

D. Produits supprimés

86. Sur un total de 32 138 produits, 2 773 (10 %) ont été supprimés, contre 2 610 (8 %) en 2006-2007 et 2 565 (7,7 %) en 2004-2005. Les suppressions découlant de décisions d'organes délibérants ont représenté 28 % du total, contre 43 % lors du précédent exercice. Celles qui étaient dues à l'initiative de directeurs de programmes ont représenté 66 % du total, contre 51 % seulement en 2006-2007. Cette augmentation est imputable aux suppressions enregistrées dans la catégorie des services fonctionnels pour les réunions intergouvernementales, qui ont représenté 54 % de l'ensemble des suppressions opérées pour des raisons tenant au programme. La situation est analogue à celle observée pendant l'exercice précédent, lors duquel 61 % des suppressions (qui étaient souvent le fruit des efforts faits pour réduire ou rationaliser les calendriers de réunion et de publication) avaient concerné les services fonctionnels pour les réunions et la documentation à l'intention des organes délibérants. Au total, 1 845 produits ont été supprimés pour des raisons tenant au programme, contre 1 320 pendant l'exercice précédent, soit une hausse de 16 %.

Tableau 4
Justification de la suppression de produits

Chapitre du budget	Justification						Produits supprimés (pourcentage) ^a
	Total, produits supprimés	Décision d'organes délibérants	Raison tenant au programme	Vacances de poste/ budget ordinaire	Vacances de poste/ fonds extra-budgétaires	Fonds extra-budgétaires insuffisants	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	219	55	164	–	–	–	10
3. Affaires politiques	162	21	135	–	–	6	12
4. Désarmement	519	1	469	–	–	49	32
5. Opérations de maintien de la paix	2	–	2	–	–	–	1
8. Affaires juridiques	292	132	160	–	–	–	17
9. Affaires économiques et sociales	164	13	147	1	–	3	6
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	8	–	4	1	–	3	8
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	3	–	3	–	–	–	3
12. Commerce et développement	131	58	55	6	–	12	8
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	25	–	25	–	–	–	9
14. Environnement	12	–	12	–	–	–	1
15. Établissements humains	34	1	24	–	–	9	6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	129	5	115	–	–	9	11
17. Développement économique et social en Afrique	5	–	3	–	–	2	1
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	26	22	4	–	–	–	6

Chapitre du budget	Justification						
	Total, produits supprimés	Décision d'organes délibérants	Raison tenant au programme	Vacances de poste/ budget ordinaire	Vacances de poste/ fonds extra-budgétaires	Fonds extra-budgétaires insuffisants	Produits supprimés (pourcentage) ^a
19. Développement économique en Europe	200	56	126	2	–	16	7
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	6	2	4	–	–	–	1
21. Développement économique et social en Asie occidentale	74	–	59	15	–	–	16
23. Droits de l'homme	573	328	240	–	–	5	13
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	32	–	32	–	–	–	19
26. Aide humanitaire	3	1	2	–	–	–	–
27. Information	5	–	5	–	–	–	2
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	3	3	–	–	–	–	–
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	3	–	3	–	–	–	–
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	104	90	14	–	–	–	34
29. Contrôle interne	7	1	6	–	–	–	6
33. Sécurité et sécurité	32	–	32	–	–	–	29
Total	2 773	789	1 845	25	–	114	10

^a En pourcentage du nombre de produits quantifiables prévus et reportés.

E. Produits reportés de l'exercice biennal précédent

87. Le tableau 5 donne des informations sur 652 produits dont l'exécution prévue en 2006-2007 avait été reportée à l'exercice 2008-2009. Ce chiffre est supérieur au nombre des produits qui avaient été reportés à l'exercice précédent (527). Sur ces 652 produits, 412 ont été exécutés (63 %), 92 ont été de nouveau reportés (14 %) et les 148 restants ont été supprimés (37 %). Sur l'ensemble des produits éliminés, 37 % relevaient des catégories des publications et des autres activités de fond. En ce qui concerne les reports, il convient de noter que 74 % des 92 produits reportés pendant deux exercices biennaux étaient des publications. Un tableau reprenant les produits reportés par catégorie figure dans la version étoffée du rapport.

Tableau 5
**État d'exécution des produits reportés de l'exercice
biennal précédent**

Chapitre du budget	Produits reportés de l'exercice 2006-2007	État d'exécution		
		Produits exécutés	Produits reportés à l'exercice 2010-2011	Produits supprimés
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	3	2	1	–
3. Affaires politiques	38	25	8	5
4. Désarmement	3	3	–	–
8. Affaires juridiques	71	42	25	4
9. Affaires économiques et sociales	66	31	25	10
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	6	3	0	3
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	1	0	0	1
12. Commerce et développement	79	63	4	12
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	7	3	2	2
14. Environnement	67	62	–	5
15. Établissements humains	32	21	5	6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	53	28	8	17
17. Développement économique et social en Afrique	15	9	–	6
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	10	10	–	–
19. Développement économique en Europe	104	61	10	33
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	8	8	–	–
21. Développement économique et social en Asie occidentale	15	9	–	6
23. Droits de l'homme	29	4	1	24
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	4	4	–	–
26. Aide humanitaire	1	1	–	–
27. Information	4	4	–	–
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	8	8	–	–
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	5	4	1	–
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	17	1	2	14
28G. Administration (Nairobi)	3	3	–	–
29. Contrôle interne	2	2	–	–
33. Sûreté et sécurité	1	1	–	–
Total	652	412	92	148

F. Activités de coopération technique

88. Dans la nomenclature des produits utilisée aux fins de l'établissement des budgets, les produits concernant la coopération technique relèvent de quatre catégories : a) services consultatifs; b) stages, séminaires et ateliers; c) bourses et subventions; et d) projets opérationnels. Ces produits ne sont pas quantifiables dans la mesure où ils sont fournis à la demande des gouvernements ou lorsque des fonds deviennent disponibles; leur nombre n'était donc pas connu avec précision au début de l'exercice biennal. Comme il est impossible de déterminer un chiffre de référence permettant de faire des comparaisons entre les prévisions et les réalisations effectives, les taux d'exécution ne peuvent pas être calculés. On trouvera dans le tableau 6 une estimation du nombre de produits exécutés à cette rubrique.

89. Si la plupart des produits de coopération technique des commissions régionales, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du PNUE, du Haut-Commissariat pour les réfugiés, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, de l'UNODC et d'autres entités encore étaient liés à la fourniture de services consultatifs et de services de formation, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient est un cas particulier puisque toutes ses activités bénéficient directement aux réfugiés palestiniens. Sur le nombre total de produits de coopération technique exécutés pendant l'exercice 2008-2009, 4 607 (60 %) étaient des services consultatifs, fournis à l'occasion de 3 231 missions. C'est le Centre du commerce international qui a organisé le plus grand nombre de stages de formation (600) et c'est au chapitre Droits de l'homme que le plus grand nombre de bourses et de subventions ont été octroyées (138).

Tableau 6
Produits de coopération technique exécutés en 2008-2009

Chapitre du budget	Services consultatifs			Formation		Bourses et subventions		
	Total, produits	Nombre de services	Nombre de missions	Nombre de cours	Nombre de participants	Projets exécutés	Nombre de bourses et de subventions allouées	Nombre de bénéficiaires
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	75	—	—	37	387	—	—	—
3. Affaires politiques	57	—	—	7	227	34	—	—
4. Désarmement	50	—	—	42	1 541	3	—	—
5. Opérations de maintien de la paix	3	—	—	—	—	5	—	—
6. Utilisations pacifiques de l'espace	103	63	20	30	1 936	13	14	15
8. Affaires juridiques	498	641	39	28	770	1	20	20
9. Affaires économiques et sociales	345	130	219	71	2 339	81	38	156
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	1	—	—	1	50	—	—	—
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	18	10	10	2	120	—	4	4

Chapitre du budget	Services consultatifs			Formation		Bourses et subventions		
	Total, produits	Nombre de services	Nombre de missions	Nombre de cours	Nombre de participants	Projets exécutés	Nombre de bourses et de subventions allouées	
							Nombre de bénéficiaires	
12. Commerce et développement	1 265	514	494	535	18 151	225	–	–
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	809	2	–	600	26 570	127	–	–
14. Environnement	1 115	684	955	306	13 400	93	37	176
15. Établissements humains	646	373	495	67	2 369	299	–	–
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	563	367	173	56	1 866	62	2	62
17. Développement économique et social en Afrique	225	51	56	60	2 193	74	32	60
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	142	13	15	59	8 104	45	2	15
19. Développement économique en Europe	187	42	42	140	8 217	6	–	–
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	193	212	585	105	4 510	38	2	2
21. Développement économique et social en Asie occidentale	71	22	30	16	555	33	–	–
23. Droits de l'homme	448	96	89	127	4 504	24	138	138
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	38	2	4	9	311	26	–	–
25. Réfugiés de Palestine	47	–	–	–	–	76	–	–
26. Aide humanitaire	19	31	1	53	1 183	5	–	–
27. Information	27	3	3	93	6 451	–	–	–
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	21	–	–	35	679	–	–	–
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	259	1 350	–	4	251	–	–	–
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	1	1	1	–	–	–	–	–
28D. Bureau des services centraux d'appui	98	–	–	98	4 520	–	–	–
33. Sûreté et sécurité	296	–	–	583	8 559	–	–	–
Total partiel (missions, participants et bénéficiaires)			3 231		119 763			648
Total	7 620	4 607	–	3 164		1 270	289	

90. En outre, 1 583 produits ont été exécutés au titre de la catégorie des services de conférence, de l'administration et du contrôle, qui regroupent des services et produits concernant l'administration et la gestion d'ensemble, les services centraux d'appui, les services de documentation et de publication, la planification, l'établissement des budgets et la comptabilité, les fonctions de contrôle et les services de conférence.

G. Utilisation des ressources

91. Étant donné qu'il n'a pas été possible d'incorporer des données d'ordre financier dans le rapport sur l'exécution du programme, on a eu recours à une unité de mesure supplétive afin de rendre compte des ressources utilisées au cours de l'exercice biennal pour exécuter les produits et parvenir aux résultats escomptés, à savoir le nombre de mois de travail des administrateurs. Il s'agit là d'un indicateur intéressant en ce sens que le nombre de mois de travail des administrateurs constitue une composante majeure de l'utilisation des ressources.

92. Comme lors de l'exercice précédent, une part importante revient, dans le décompte des mois de travail utilisés, au programme Réfugiés de Palestine (chapitre 25), qui n'exécute pas de produits quantifiables inscrits au budget de l'exercice biennal mais qui, avec ses 207 fonctionnaires recrutés sur le plan international et ses quelque 30 000 agents locaux, fournit des services à environ 4,7 millions de réfugiés. Il s'agit bien entendu d'un cas particulier, du fait tant des activités menées, l'intégralité du programme de travail bénéficiant directement aux réfugiés de Palestine, que de l'échelle, nettement supérieure à celle de tous les autres programmes du Secrétariat. Au total, 532 215 mois de travail, soit 81 % du total consigné par le Secrétariat (656 842), ont été utilisés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient aux fins de l'exécution de son programme de travail. Il ne serait donc guère judicieux de prendre le chapitre 25 en considération dans l'analyse globale, sous peine d'en fausser les résultats. Les tableaux et paragraphes qui suivent ne tiennent donc pas compte du programme Réfugiés de Palestine.

93. Au total, le Secrétariat a utilisé 124 626 mois de travail (y compris les mois de travail des consultants) pour exécuter les produits de l'exercice 2008-2009 et obtenir les réalisations escomptées. Sur ce total, 87 884 (71 %) ont été financés au moyen du budget ordinaire et 36 743 (29 %) par des ressources extrabudgétaires : dans le premier cas, 95 % des mois de travail revenaient aux administrateurs et 5 % aux consultants, et dans le second cas, cette proportion était de 76 % et de 24 % respectivement. Les administrateurs ont effectué 89 % du nombre total de mois de travail, contre 11 % seulement pour les consultants.

94. On trouvera au tableau 7 la ventilation du nombre total de mois de travail utilisés par chapitre du budget (à l'exclusion du chapitre Réfugiés de Palestine) et le pourcentage des mois de travail utilisés pour exécuter des produits quantifiables.

Tableau 7
Mois de travail utilisés^a

Chapitre du budget	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	Q ^b
	Administrateurs	Consultants	Administrateurs	Consultants		
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	27 333	39	613	183	28 168	3
3. Affaires politiques	3 122	15,09	872	26	4 035	98
4. Désarmement	372	27	131	71	601	90
5. Opérations de maintien de la paix	643	0	6 649	15	7 307	62
6. Utilisations pacifiques de l'espace	391	0	102	4	496	60

Chapitre du budget	Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	Q ^b
	Administrateurs	Consultants	Administrateurs	Consultants		
8. Affaires juridiques	1 786	0	533	0	2 319	65
9. Affaires économiques et sociales	5 191	180	325	78	5 774	90
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	126	0	14	0	140	99
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	359	36	0	14	409	99
12. Commerce et développement	3 790	152	1 161	718	5 820	56
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	2 482	0	53	68,19	2 603	22
14. Environnement	864	74	2 991	1 460	5 389	45
15. Établissements humains	701	15	688	1 286	2 690	39
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	1 465	99	1 836	204	3 604	72
17. Développement économique et social en Afrique	1 629	144	73	229	2 075	72
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1 831	72	269	382	2 556	50
19. Développement économique en Europe	2 247	211	396	91	2 944	86
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 561	223	169	1 280	4 232	69
21. Développement économique et social en Asie occidentale	1 104	190	61	63	1 418	78
23. Droits de l'homme	4 489	202	3 094	538	8 323	63
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	0	0	1 698	12	1 710	18
26. Aide humanitaire	294	10	1 188	178	1 670	86
27. Information	6 546	27	212	33	6 817	91
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	251	23	52	33	359	37
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	1 434	0	1 625	0	3 058	51
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	1 668	198	838	40,6	2 744	5
28D. Bureau des services centraux d'appui	1 576	1 511	245	2	3 333	<1
28E. Administration (Genève)	960	17	739	0	1 716	<1
28F. Administration (Vienne)	528	4	192	0	724	2
28G. Administration (Nairobi)	2 459	936	300	1 728	5 423	<1
29. Contrôle interne	2 515	30	66	10	3 219	12
33. Sûreté et sécurité	2 589	147	215	0	2 951	9
Total	83 305	4 578	27 998	8 745	124 627	42

^a Pourcentage de mois de travail consacrés à l'exécution de produits quantifiables.

^b À l'exception du chapitre 25.

95. En ce qui concerne les activités de fond, 32 % du nombre total de mois de travail ont été consacrés à des activités de développement économique et social, et 12 % à la paix, au désarmement et à la sécurité. Il convient de noter que sur le total de 124 627 mois de travail, 18 744 (15 %) ont été consacrés au service d'organes intergouvernementaux et 33 665 (27 %) à l'exécution de produits relevant de la catégorie des autres activités de fond. Au total, 42 % des mois de travail ont été consacrés à l'exécution de produits quantifiables. On se souviendra que les produits quantifiables sont ceux qui entrent dans les deux premières catégories (six sous-catégories) indiquées dans le tableau 8 ci-après. Par ailleurs, 58 % de l'ensemble des mois de travail ont servi à l'exécution de produits dans les domaines de la coopération technique et des services de conférence, dont 16 % ont été consacrés aux services consultatifs, aux stages, séminaires et ateliers, aux bourses et subventions, et aux projets opérationnels, et 42 % aux services de conférence, à l'administration et au contrôle, activités considérées comme des produits non quantifiables. On trouvera au tableau 8 la ventilation des mois de travail par grande catégorie d'activités pour l'exercice 2008-2009.

Tableau 8

Ventilation des mois de travail d'administrateur par catégorie de produits pour l'exercice 2008-2009, à l'exclusion du chapitre 25 (Réfugiés de Palestine)

<i>Catégorie de produits</i>	<i>Budget</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Fonds</i>	<i>Pourcentage</i>	Total	<i>Pourcentage</i>
	<i>ordinaire</i>		<i>extrabudgétaires</i>			
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts	14 389	16	4 355	12	18 744	15
Services fonctionnels pour les réunions	5 489	6	1 663	5	7 152	6
Documentation à l'intention des organes délibérants	6 557	7	1 824	5	8 381	7
Groupes d'experts, rapporteurs, services de dépôt	2 343	3	869	2	3 212	3
Autres activités de fond	21 550	25	12 115	33	33 665	27
Publications en série	4 435	5	715	2	5 150	4
Publications isolées	2 746	3	1 683	5	4 429	4
Autres activités de fond	14 370	16	9 717	26	24 087	19
Coopération technique	9 205	10	10 547	29	19 749	16
Services consultatifs	3 362	4	3 230	9	6 592	5
Stages, séminaires et ateliers	2 902	3	2 155	6	5 057	4
Bourses et subventions	95	<1	110	<1	204	<1
Projets opérationnels	2 847	3	5 049	14	7 896	6
Services de conférence, administration, contrôle	42 739	49	9 729	26	52 468	42
Services de conférence, administration, contrôle	42 739	49	9 729	26	52 468	42
Total	87 884	100	36 743	100	124 627	100

H. Institutionnalisation de l'égalité des sexes

96. Comme lors de l'exercice précédent, et en application de la résolution 56/132 de l'Assemblée générale, les directeurs de programmes ont été priés de veiller, au moment de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009, à ce que la sensibilisation à la problématique de l'égalité des sexes débouche sur des actions concrètes. Ils devaient donc manifester de manière tangible, à travers les réalisations escomptées et les indicateurs de succès formulés dans les programmes de travail, l'attention qu'ils portaient à cette problématique.

97. S'agissant de la formation assurée par le Secrétariat, 3 461 stages, séminaires et ateliers étaient prévus au titre de 27 chapitres. Les femmes ont représenté 33 % des participants (45 607 sur 138 969), soit une augmentation d'un point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent (32 %). Par ailleurs, sur les 648 bourses accordées dans le cadre de 10 programmes, 208 (32 %) l'ont été à des femmes. Globalement, sur les 246 808 personnes ayant bénéficié d'une formation en participant à des stages, à des séminaires et à des ateliers ou grâce à l'octroi de bourses, 93 802 (33 %) étaient des femmes.

98. Un certain nombre de départements et de bureaux ont fait une place à la problématique de l'égalité des sexes dans leur programme de travail au cours de l'exercice biennal. En mai 2009, cinq commissions régionales (CEPALC, CEA, CEE, CESAP et CESEAO) ont entrepris de mener ensemble un projet consistant à renforcer les capacités en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes par la mise en réseau de communautés de savoir locales, qui a permis d'établir un cadre méthodologique commun et d'arrêter un certain nombre d'indicateurs destinés à évaluer la violence dirigée contre les femmes. Ce projet vise à accroître les capacités en matière de production de données statistiques et de partage du savoir à l'échelon régional. Le Département des affaires économiques et sociales s'est pour sa part attaché à mettre en œuvre la résolution 53/132 dans le cadre de l'exécution de son sous-programme Parité entre les sexes et promotion de la femme. Il s'est également penché sur des questions touchant la promotion de l'égalité des sexes à la faveur de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, le renforcement des capacités de la Commission de la condition de la femme et l'accroissement de l'aptitude des organismes des Nations Unies à institutionnaliser l'égalité des sexes. Le PNUE a quant à lui fait en sorte que cette problématique soit prise en considération dans le cadre de diverses réalisations escomptées. Ainsi, au titre du volet de son sous-programme Mise en œuvre des politiques consacré au renforcement des capacités des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes en vue d'assurer la prise en compte systématique des meilleures pratiques et de l'égalité des sexes, il a encouragé l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre de la gestion des ressources naturelles en veillant à ce que les femmes participent activement aux comités de pilotage des projets relevant de sept programmes nationaux.

99. Le tableau 9 ci-après indique, pour chaque chapitre du budget, le nombre total d'hommes et de femmes ayant reçu une formation dans le cadre de stages, de séminaires et d'ateliers, ainsi que le pourcentage de femmes bénéficiaires. L'Organisation doit indéniablement faire davantage aux niveaux de la gestion des programmes, de la prestation des services, du recrutement et des promotions, et appliquer pleinement les résolutions 2004/4 du Conseil économique et social et 56/132 de l'Assemblée générale, en vue d'institutionnaliser l'égalité des sexes dans les activités opérationnelles et dans les aspects des travaux du Secrétariat ayant trait au suivi, à l'établissement des rapports et à l'évaluation.

Tableau 9

Nombre de participants aux stages, séminaires et ateliers et de bénéficiaires de bourses pour l'exercice biennal 2006-2007 : ventilation par sexe

Chapitre du budget	Stages, séminaires et ateliers	Nombre total de participants		Pourcentage de femmes
		Femmes	Hommes	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	37	200	187	52
3. Affaires politiques	16	199	497	29
4. Désarmement	67	665	2 448	21
5. Opérations de maintien de la paix	3	0	179	<1
6. Utilisations pacifiques de l'espace	58	442	1 523	22
8. Affaires juridiques	30	398	497	44
9. Affaires économiques et sociales	85	2 002	2 274	46
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	1	20	30	40
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	11	177	311	37
12. Commerce et développement	606	7 728	14 043	35
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	600	8 244	18 326	31
14. Environnement	377	7 487	11 109	40
15. Établissements humains	67	813	1 521	35
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	56	326	1 540	17
17. Développement économique et social en Afrique	60	463	1 730	22
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	59	2 307	5 797	29
19. Développement économique en Europe	172	4 322	7 022	38
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	105	1 962	2 548	44
21. Développement économique et social en Asie occidentale	20	273	707	28
23. Droits de l'homme	127	2 064	2 440	45
24. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	35	138	1 674	8
26. Aide humanitaire	54	311	1 022	23
27. Information	95	2 382	4 612	34
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	35	228	451	34
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	4	91	160	36
28D. Bureau des services centraux d'appui	98	1 601	2 919	35
33. Sûreté et sécurité	583	764	7 795	9
Total	3 461	45 607	93 362	834

I. Observations finales sur l'exécution des produits et l'utilisation des ressources

100. En 2008-2009, le taux d'exécution des produits prescrits (I_M) a été de 89 %, comme en 2006-2007. Le taux d'exécution global (I_T) a atteint 89 %, contre 90 % pour l'exercice précédent. Il s'agit du deuxième taux d'exécution le plus élevé atteint par le Secrétariat. S'agissant des 31 chapitres et sous-chapitres du budget pour lesquels on dispose du taux d'exécution des produits, celui-ci a été supérieur ou égal à 90 % pour 18 chapitres, contre 23 lors de l'exercice biennal précédent, et compris entre 80 et 89 % pour 10 chapitres, contre cinq lors de l'exercice précédent. Trois chapitres seulement ont eu des taux d'exécution inférieurs à 80 %, à savoir les chapitres Désarmement et Sûreté et sécurité (71 %) et le chapitre Bureau de la gestion des ressources humaines (69 %).

101. Au cours de l'exercice biennal, 4 797 produits ajoutés au programme de travail soit par des organes intergouvernementaux, soit par le Secrétariat, ont été exécutés. Le pourcentage de produits ajoutés par rapport au nombre total de produits prévus a été plus élevé qu'auparavant (18 % en 2008-2009, contre 16 % en 2006-2007 et 14 % en 2004-2005).

102. En outre, 625 produits (2 %) ont été reportés, contre 660 (2 %) en 2006-2007 et 537 (1,6 %) en 2004-2005. Quant aux produits supprimés, leur nombre s'est élevé à 2 773 (10 %), contre 2 610 (8 %) en 2006-2007 et 2 565 (7,7 %) en 2004-2005.

103. Au total, 124 626 mois de travail (y compris les mois de travail des consultants) ont été utilisés pour l'exécution de ces produits : 71 % ont été financés au moyen du budget ordinaire et 29 % par des ressources extrabudgétaires. En ce qui concerne la répartition de ces mois de travail, 32 % ont été consacrés à des activités de développement économique et social, 23 % aux orientations générales et aux services de conférence, 22 % à l'information, à l'administration et au contrôle, 12 % à la paix, au désarmement et à la sécurité, 9 % aux droits de l'homme et à l'aide humanitaire et 2 % aux affaires juridiques.

IV. Exécution des programmes par chapitre du budget-programme

Chapitre 2

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

Principaux résultats obtenus

104. Durant l'exercice biennal 2008-2009, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a continué de développer la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, en particulier la gestion dynamique de la documentation, au Siège de l'Organisation et à l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Nairobi. Des ressources ont été mises en commun ou transférées en fonction des besoins, davantage de travaux ont été confiés à l'extérieur, et le plan de travail a été en grande partie exécuté. Grâce à la création du Groupe du suivi, de l'évaluation, de la gestion des risques et des contrôles statistiques, il a été possible de réunir et

d'analyser les données de façon centralisée et, ainsi, d'établir des normes et de veiller à leur respect. L'équipe spéciale des services de publication a fait du respect de l'environnement sa priorité absolue; l'Office des Nations Unies à Nairobi a été certifié ISO 14001 par l'Organisation mondiale de normalisation et d'autres offices devraient suivre très prochainement. Deux des trois initiatives mondiales liées aux technologies de l'information et des communications sont entrées dans la phase opérationnelle, la troisième ayant été retardée par d'autres priorités du Bureau des technologies de l'information et des communications. Les négociations menées avec les secrétariats des grandes organisations en vue de rééquilibrer le calendrier des réunions se sont poursuivies. Au Siège, les activités de gestion des réunions et de gestion des documents ont donné de bons résultats, une collaboration active avec les organisateurs de réunions et les départements auteurs ayant permis de veiller à une utilisation optimale des ressources du Département. Les activités de formation croisée et de formation entre pairs ont été poursuivies, ce qui a favorisé la mise en commun des pratiques de référence, et des échanges de personnel ont été organisés dans l'intérêt de la mobilité et de l'organisation des carrières. Un coordonnateur a été chargé de veiller à l'utilisation optimale des fonds limités disponibles pour la formation des nouvelles recrues venues occuper les postes devenus vacants en raison des nombreux départs à la retraite.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

105. Le renforcement de la capacité de réserve (dont il était question dans le document A/62/161 et Corr.1 et 2) a permis de fournir des services d'interprétation pour une plus grande partie des réunions d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins », mais le Département constate que ces organes sont de plus en plus nombreux. Si cette tendance se poursuit, il viendra un moment où il ne pourra plus suivre. L'Office des Nations Unies à Genève connaît la même situation et la question est à l'examen.

106. Le respect des délais de soumission et du nombre limite de pages continue à poser des problèmes malgré les progrès accomplis grâce aux efforts de la Section de la gestion des documents. C'est particulièrement vrai pour les nouveaux organes, qui n'ont pas forcément une très bonne connaissance du système. Les efforts se poursuivent pour que ces organes disposent rapidement des exemples, modèles et calendriers types dont ils ont besoin.

107. Il faudra que l'accent continue d'être mis sur la formation et que suffisamment de moyens de formation continuent d'être dégagés si l'on veut assurer le bon déroulement de la transition entre les fonctionnaires des services linguistiques qui partent à la retraite et ceux qui, ayant été recrutés grâce à des activités d'information et de collaboration et à l'issue de concours, viendront les remplacer.

Taux d'exécution des produits

108. Les résultats ci-dessus ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 90 % des 2 291 produits prescrits et quantifiables.

109. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès approuvés sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 2)].

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

110. Durant l'exercice biennal, un fichier central des agents contractuels des quatre centres de conférence du Département a été constitué et utilisé à titre expérimental, le but étant de faciliter la sélection d'agents répondant aux besoins, d'étoffer la liste d'agents et d'améliorer autant que possible la cohérence et la fiabilité des procédures administratives. L'initiative informatique mondiale, axée sur la coordination, la rationalisation et l'harmonisation des méthodes de gestion des services de conférence des quatre centres, a encore été développée. Pendant la deuxième moitié de l'exercice biennal, l'augmentation de la charge de travail du Conseil des droits de l'homme (Genève) a occasionné de sérieuses difficultés. Beaucoup d'organes principaux et subsidiaires concernés étant nouveaux, un grand nombre de documents excédant le nombre de mots autorisé ont été soumis très en retard. Un dialogue et une coordination approfondis ont été nécessaires pour parvenir à une solution acceptable.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

111. Le Département a collaboré activement avec le Bureau de la gestion des ressources humaines pour trouver des moyens d'améliorer et d'accélérer la procédure de recrutement, et pour que les concours de recrutement de personnel linguistique soient organisés en temps voulu. Les ressources limitées du Bureau font qu'il reste difficile d'organiser et de mener à bien chaque année suffisamment de concours (jusqu'à 15) pour compenser les départs à la retraite prévus dans les centres de conférence et les commissions régionales. Au Siège de l'Organisation, le Département traite à lui seul, chaque année, une centaine de postes dans Galaxy et s'assure que les responsables font diligence. En moyenne, les postes sont pourvus en 131 jours alors que l'objectif est de 120 jours.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

112. Le personnel est, à peu de choses près, composé à 80 % de fonctionnaires occupant des postes linguistiques, pour lesquels les considérations de sexe et de nationalité n'interviennent pas. L'équilibre entre les sexes a pourtant été atteint au sein du Département puisque 51 % des administrateurs sont des femmes. En ce qui concerne la représentation géographique, 66 % des personnes recrutées par le Département en 2009 provenaient de pays non représentés ou sous-représentés.

d) Une part de plus en plus grande de la documentation est soumise dans les délais voulus

113. Dans l'ensemble, le taux de respect des délais de soumission s'est amélioré puisqu'il est passé de 64 % pour 2006-2007 à 73 % pour 2008-2009. À l'Office des Nations Unies à Genève, cependant, de nombreux rapports du Conseil des droits de l'homme, organe nouvellement créé, ont été soumis en retard et dépassaient le nombre limite de mots, ce qui a fait baisser le taux global de respect des délais de 44 % pour 2006-2007 à 35 % pour 2008-2009. Grâce à la création d'un groupe de travail actif, des améliorations notables ont pu être constatées à la fin de l'année. La Section de la gestion des réunions du Siège de l'Organisation ayant permis

d'améliorer la planification des réunions, il a été créé une Section de la gestion des documents, qui gère la documentation de façon active et en continu.

Gestion des conférences – New York

Sous-programme 1

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

- a) *Amélioration du service des séances sur le plan de l'organisation et des procédures et renforcement des services fonctionnels et techniques de secrétariat fournis aux États Membres et aux autres participants aux réunions prescrites*

114. Conformément aux objectifs de travail fixés dans son cadre stratégique, la Division des affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social a continué à fournir un appui procédural, technique et analytique pour faciliter le bon déroulement des travaux et l'application des mesures de suivi des organes dont elle s'occupe, et contribué aux efforts de revitalisation de l'Assemblée générale et à la réforme d'autres organes de l'Organisation. Elle a fourni tous les services nécessaires au fonctionnement des mécanismes intergouvernementaux relevant de son mandat, comme en témoignent les 361 évaluations positives qu'elle a reçues. Elle s'est, de plus, efforcée de trouver des moyens novateurs de continuer à améliorer l'efficacité de son travail au vu de l'augmentation du nombre de questions et de réunions qu'il lui est demandé de couvrir. À cette fin, elle a fait des analyses, élaboré des documents de synthèse, aidé à repérer les tendances et proposé des hypothèses et différentes façons de procéder aux présidents des organes et aux États Membres.

- b) *Meilleur respect des délais d'établissement et de soumission des documents régissant le fonctionnement des réunions intergouvernementales dont le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences assure le service*

115. La liste préliminaire des questions dont l'Assemblée générale est saisie, à partir de laquelle le Secrétariat fixe les créneaux, a été publiée avant la date prescrite. De plus, dans le cadre de la revitalisation de l'Assemblée générale, les grandes commissions adoptent leurs programmes de travail provisoires avant d'achever les travaux de la session en cours. Chaque année, en juillet, la Division fait publier le projet de programme de travail de l'Assemblée générale. En général, elle respecte scrupuleusement les créneaux définis par le Département et soumet tous les documents dont elle est l'auteur à la date convenue. Tous les ans, le Département envoie à l'ensemble des départements auteurs un mémorandum rédigé par la Division. Cet outil de gestion dynamique de la documentation sert à rappeler à l'avance aux départements les obligations que leur impose l'Assemblée générale en matière d'établissement de rapports.

Sous-programme 2

Planification, gestion et coordination des services de conférence

- a) *Amélioration de la qualité des services de conférence*

116. Des formulaires d'évaluation rédigés dans les six langues officielles ont été envoyés aux États Membres; le nombre de plaintes formulées, qui était de 83 pour

2006-2007, est tombé comme prévu à 63 pour 2008-2009. À la fin de 2008, le nombre total d'appréciations favorables reçues (excellent, bon, passable) était de 1 940. Une enquête électronique sur le sous-programme 2 lancée en novembre 2009 a donné 745 avis favorables et seulement 38 défavorables.

- b) *Utilisation efficace des services de conférence unifiés, lorsque c'est possible et plus économique et sans que la qualité des services fournis en pâtisse*

117. Les taux d'utilisation des capacités des services d'interprétation et de traduction, fixés respectivement à 93 % et 100 %, ont été atteints. La répartition de la charge de travail entre les lieux d'affectation s'est faite en fonction de multiples paramètres comme l'urgence des documents, le lieu des réunions et les compétences disponibles dans chaque centre de conférence.

- c) *Utilisation accrue des services de réunion offerts aux organes intergouvernementaux, aux organes d'experts et aux conférences spéciales conformément aux résolutions, aux règles et aux dispositions concernant les langues*

118. Le pourcentage des réunions avec interprétation qui étaient prévues et se sont effectivement tenues a augmenté pour atteindre 98 %, ce qui est très proche de l'objectif de 100 % et ce grâce au renforcement de la capacité de réserve, qui a permis de satisfaire une plus grande partie des demandes de services d'interprétation reçues une fois le plan hebdomadaire des réunions établi. Le nombre de réunions sans interprétation qui étaient prévues et se sont effectivement tenues s'est légèrement accru pour atteindre 82 %, contre 81 % pour 2006-2007. En 2008-2009, 93 % des demandes de services d'interprétation émanant d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins » ont été satisfaites.

- d) *Renforcement au Secrétariat du système de répartition des responsabilités et de responsabilisation afin d'assurer la soumission dans les délais de la documentation à traiter et sa distribution en temps opportun aux États Membres et aux participants aux réunions, conformément à la règle des six semaines*

119. La Section de la gestion des documents a, avec les bureaux auteurs, des contacts étroits qui lui permettent de suivre les documents programmés et de veiller à ce qu'ils soient soumis dans les temps. Chaque mois, un rapport sur la gestion de la documentation rend compte du respect des délais. Dans l'ensemble, la part de la documentation soumise dans les délais a fortement augmenté puisqu'elle a atteint 73 % pour 2008-2009 contre 63 % pour 2006-2007. Pour les documents qui sont soumis dans les temps et ne dépassent pas le nombre de pages autorisé, le taux de respect des délais de parution est de 82 % pour 2008-2009 contre 81 % pour 2006-2007.

- e) *Augmentation des services de conférence fournis aux groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres*

120. Conformément aux prescriptions des organes délibérants, le Département s'efforce de satisfaire les demandes de services d'interprétation des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres, dans la limite des ressources disponibles. La mise en place d'une capacité de réserve devant permettre

de satisfaire une plus grande partie des demandes des organes autorisés à se réunir « selon les besoins », a également eu un effet positif sur le service des réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres. En 2008-2009, 85 % des demandes de services d'interprétation et 100 % des demandes de locaux ont été satisfaites, contre 79 % et 100 % en 2006-2007.

Sous-programme 3

Services de documentation

- a) *Documents délibératoires et autres faisant l'objet de travaux de référence, d'édition et de traduction de qualité, dans le respect de la spécificité de chaque langue*

121. À la fin de l'année 2008, la Division de la documentation avait reçu 729 appréciations favorables sur son travail. L'enquête électronique lancée en novembre 2009 a donné 47 avis positifs supplémentaires, contre seulement deux négatifs.

- b) *Qualité et bon rapport coût-efficacité des services d'édition et de traduction*

122. Le Département continue à utiliser au maximum la traduction délocalisée et la traduction contractuelle, tout en veillant à la qualité des produits et au respect des délais impartis, et affine constamment ses outils de planification des capacités et de prévision pour améliorer ses résultats. La diminution de la part de la documentation traitée en interne a permis d'améliorer le rapport coût-efficacité.

Sous-programme 4

Service des séances et services de publication

- a) *Services d'interprétation, services d'établissement de procès-verbaux de séance et services de publication de qualité*

123. Quelque 432 avis positifs (excellent, bon, passable) ont été reçus en 2008, et 110 autres ont été recueillis grâce à l'enquête électronique globale lancée en novembre 2009. Au total, pour l'exercice biennal, 20 appréciations négatives ont été reçues, contre 35 pour l'exercice 2006-2007.

- b) *Qualité et bon rapport coût-efficacité des services d'interprétation, des services d'établissement des procès-verbaux de séance et des services de publication*

124. L'amélioration du rapport coût-efficacité et de la qualité (y compris le respect des délais) des services de publication dépendra en grande partie de la mise en œuvre d'outils et de méthodes modernes de publication numérique. Une stratégie globale à moyen terme pour la viabilité des services de publication de l'Organisation a été conçue et approuvée à la fin 2008. Le bon coût-efficacité des services d'imprimerie ressort de l'augmentation des revenus tirés des activités facturées (augmentation de 20 % par rapport à 2007). En 2008-2009, 26 % des pages ont été imprimées au moyen de technologies d'impression à la demande. Pour les services d'interprétation, l'efficacité par rapport aux coûts a été assurée grâce à une combinaison optimale d'interprètes permanents et d'interprètes indépendants. Un mécanisme de contrôle a été établi pour que le délai de publication des procès-verbaux du Conseil de sécurité n'excède pas un jour ouvrable. De même, des

mesures strictes ont été instaurées au début de 2009 pour que les procès-verbaux de l'Assemblée générale soient publiés dans les temps. Les services de traitement de texte devront peut-être être encore rationalisés et modernisés; la phase conceptuelle de ces projets est en voie d'achèvement.

Gestion des conférences – Genève

Sous-programme 2

Planification, gestion et coordination des services de conférence

a) Amélioration de la qualité des services de conférence

125. Durant l'exercice biennal, le Département a reçu 13 lettres dans lesquelles des clients exprimaient leurs remerciements pour les services fournis, et l'Office des Nations Unies à Genève a félicité les services concernés. D'après les résultats de l'enquête, pour la période considérée, 96,3 % des clients (1 632 réponses sur 1 694) ont été globalement satisfaits de la qualité des services assurés.

b) Utilisation efficace des services de conférence unifiés, lorsque c'est possible et plus économique et sans que la qualité des services fournis en pâtisse

126. Les efforts se sont poursuivis en vue de la mise en commun des services de conférence des différents centres de conférence. Des dispositions ont été prises pour que les capacités permanentes de l'Organisation soient utilisées avec efficience; ainsi, dans la mesure du possible, des interprètes des différents centres ont été affectés à diverses conférences organisées ailleurs qu'au Siège. Les négociations approfondies menées avec les secrétariats des principaux organes basés à Genève ont abouti à l'établissement d'un calendrier des réunions plus équilibré qui ne prévoit pas au même moment trop de réunions pour lesquelles des services de conférence complets doivent être fournis. Des interprètes ont participé à 22 missions de rapporteurs spéciaux s'occupant des droits de l'homme en 2009 et à 19 missions de ce type en 2008, et ont accompagné le Secrétaire général lors de deux voyages en Afrique. Des interprètes indépendants locaux ont été recrutés pour huit missions de rapporteurs spéciaux en 2008 et sept missions de ce type en 2009. Pour certaines missions, les interprètes ont dû travailler de longues heures et dans des conditions difficiles et dangereuses, situation à laquelle ils ont fait face avec beaucoup de professionnalisme.

c) Utilisation accrue des services de réunion offerts aux organes intergouvernementaux, aux organes d'experts et aux conférences spéciales conformément aux résolutions, aux règles et aux dispositions concernant les langues

127. Le Département a analysé en détail les décisions des organes délibérants ayant trait aux services de conférence. Il s'est notamment concentré sur les activités touchant les droits de l'homme, en particulier celles du Conseil des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires et les préparatifs relatifs aux services de conférence devant être fournis au nouveau Comité des droits des personnes handicapées, afin de déterminer avec précision la charge de travail que toutes ces réunions liées aux droits de l'homme devraient entraîner. Sur la base de cette analyse, la Division de la gestion des conférences a tenu des consultations régulières avec les secrétariats fonctionnels pour améliorer la planification. Ces efforts ont permis d'obtenir un taux d'utilisation des services d'interprétation de 90 %.

- d) *Renforcement de la responsabilité et du système de responsabilisation au Secrétariat afin d'assurer la soumission en temps voulu des documents et la distribution, en temps voulu, des documents aux États Membres et aux participants aux réunions, conformément à la règle des six semaines*

128. Des consultations ont régulièrement été menées avec les différents secrétariats fonctionnels dont l'attention a été appelée sur la nécessité de planifier les réunions. Ces efforts ont rendu la situation plus prévisible et ont simplifié la planification de l'allocation des ressources nécessaires.

- e) *Fourniture accrue de services de conférence demandés par les groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres*

Sous-programme 3 **Services de documentation**

- a) *Documents délibératoires et autres faisant l'objet de travaux de référence, d'édition et de traduction de qualité, dans le respect du génie de chaque langue*

129. En 2008, des services de référence, d'édition et de traduction de qualité ont été fournis, ce que démontrent l'absence de plaintes et la satisfaction générale exprimée par les clients. Deux enquêtes comprenant une question sur la qualité linguistique des documents ont suscité des commentaires positifs. Les tendances observées montrent que la qualité linguistique des documents est stable, l'appréciation moyenne étant « très bonne, voire excellente » (21.01-21.03.08), et les commentaires montrent que les représentants apprécient la qualité linguistique des documents (3-14.11.08). Des efforts ont été faits pour harmoniser les pratiques et les procédures (références et édition électroniques (JIP, EdiDoc); fichier commun des agents contractuels; contrôle de la qualité), l'objectif ultime étant la mise en commun des ressources et les gains à l'échelle du système. Par rapport à 2007, la Division de la gestion des conférences a édité et publié un plus grand nombre de volumes de l'*Annuaire de la Commission de droit international*.

- b) *Qualité et coût-efficacité des services d'édition et de traduction*

130. L'amélioration de la qualité et du rapport coût-efficacité s'est poursuivie grâce à un recours accru au travail délocalisé (de préférence au recrutement de personnel non local) et à la traduction contractuelle (voir tableau 10), ainsi qu'à un contrôle de la qualité plus strict.

Tableau 10
**Comparaison de l'utilisation des différentes formes de traduction,
2006-2008**

(Pourcentages)

<i>Année</i>	<i>Traduction interne</i>	<i>Traduction contractuelle</i>	<i>Traduction délocalisée</i>
2006	88,3	8,1	3,6
2007	87,1	8,6	4,4
2008	80,2	15,6	4,2

Sous-programme 4

Service des séances et services de publication

a) Services d'interprétation, service des séances et services de publication de qualité

131. La qualité des services d'interprétation fournis pour les réunions que les États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont tenues à Poznan et à Copenhague a été largement reconnue; l'adoption de la présentation standard de New York a contribué à harmoniser la présentation des documents et facilité leur réutilisation dans les systèmes de traitement des documents; les mécanismes de contrôle de la production ont permis d'éviter les plaintes de clients et de veiller à ce que des services d'impression et de distribution de qualité continuent d'être fournis en temps voulu, tant pour les réunions organisées à l'Office que pour celles qui se tiennent ailleurs qu'à Genève. Deux enquêtes réalisées en 2008 ont montré que 97,2 % des clients étaient satisfaits. Une seule plainte officielle a été reçue concernant la qualité des services d'interprétation, de traitement de texte et de publication; des mesures ont immédiatement été prises pour régler le problème.

b) Qualité et bon coût-efficacité des services d'interprétation du service des séances et des services de publication

132. Pour les services d'interprétation, l'Office a atteint un bon rapport coût-efficacité en combinant dans des proportions optimales les services des interprètes permanents, ceux d'interprètes indépendants et ceux d'interprètes détachés d'un centre à un autre. La plupart des interprètes détachés du Service d'interprétation n'ont pas dû être remplacés, ce qui a permis de réaliser des économies considérables tout en accroissant la productivité et le taux d'utilisation des capacités. L'adoption d'un nouveau système de dictée numérique offrira davantage de souplesse aux traducteurs et opérateurs de traitement de texte. L'adoption des toutes dernières technologies d'impression à la demande a permis d'améliorer le rapport coût-efficacité de la production des documents et des publications.

Gestion des conférences – Vienne

Sous-programme 2

Planification, gestion et coordination des services de conférence

a) Amélioration de la qualité des services de conférence

133. Des questionnaires ont été distribués aux représentants durant toutes les principales conférences inscrites au calendrier afin qu'ils donnent leur avis sur la documentation. Il y a eu trois plaintes en 2008-2009, alors qu'il n'y en avait pas eu en 2006-2007. Le Service de la gestion des conférences a organisé des réunions d'information à l'intention des représentants des missions permanentes pour les informer de l'évolution de la situation dans les services de conférence et leur donner l'occasion de faire des commentaires et de poser des questions. Le Service a aussi envoyé des messages électroniques à toutes les missions permanentes sises à Vienne pour appeler leur attention sur le questionnaire en ligne du Département.

- b) *Utilisation efficace des capacités des services de conférence à l'échelle mondiale, dans les cas où c'est possible et rentable, sans que la qualité des services fournis en souffre*

134. Durant la période considérée, 1 % seulement des travaux de traduction ont été confiés à d'autres lieux d'affectation. L'Office des Nations Unies à Vienne a contribué à l'utilisation optimale des services de conférence à l'échelle mondiale et assuré le service de 22 réunions d'organes sis à New York organisées ailleurs qu'au Siège.

- c) *Utilisation accrue des services de réunion offerts aux organes intergouvernementaux, aux organes d'experts et aux conférences spéciales conformément aux résolutions, aux règles et aux dispositions concernant les langues*

135. Les activités liées aux réunions se sont intensifiées en prévision des grandes conférences de 2009 et 2010, mais aussi des réunions de nouveaux groupes de travail à composition non limitée, des réunions et consultations des groupes régionaux et des réunions intersessions sur les travaux des organisations sises à Vienne destinées à établir les documents de session et préparer les conférences et les négociations à venir. Étant donné que l'Office des Nations Unies à Vienne ne dispose que d'une seule équipe élargie d'interprètes, la plupart des réunions supplémentaires demandées se sont tenues sans interprétation.

- d) *Renforcement au Secrétariat du système de répartition des responsabilités et de responsabilisation afin d'assurer la soumission dans les délais de la documentation à traiter et sa distribution en temps opportun aux États Membres et aux participants aux réunions, conformément à la règle des six semaines*

136. Le taux global de respect des délais de soumission a baissé, puisqu'il était de 45 % pour 2009 contre 55 % pour 2008 et 48 % pour 2007, ce qui s'explique principalement par le fait que les indicateurs ont été alignés sur ceux de New York à la suite des sessions de formation par les pairs sur la gestion dynamique des documents qui se sont tenues en 2008 et conformément aux décisions prises en 2009 à la Réunion de coordination des chefs des services de conférence. Les créneaux de soumission, qui, depuis l'introduction du système à Vienne en 2004, prenaient la forme d'une fenêtre de deux jours avant ou après la date limite, ont été ramenés à un seul jour. Cette redéfinition a fait baisser le taux global de respect des délais de soumission. Du point de vue des secrétariats fonctionnels et des organes intergouvernementaux auxquels des services sont fournis, il est malaisé de relever ce taux car la règle des 10, 4 et 6 semaines est difficile à appliquer et n'est pas forcément pertinente, en ce qui concerne les travaux et documents d'un grand nombre d'entre eux. Le Service de gestion des conférences continue d'appliquer la règle lorsqu'il établit le nouveau calendrier des soumissions tous les six mois, or la dynamique des activités des organes intergouvernementaux fait que les documents ne peuvent être élaborés et lui être soumis, comme prévu, 10 semaines à l'avance, et il est donc indispensable de faire preuve d'une grande souplesse. Il est arrivé, par exemple, que des organes subsidiaires ne concluent leur session que 10 semaines, voire moins, avant le début de la session de l'organe dont ils relèvent. En pareil cas, de longues négociations ont dû être menées avec les départements auteurs pour fixer les créneaux en fonction des dates immédiatement pertinentes plutôt que de la règle

arbitraire des 10, 4 et 6 semaines. Une fois accepté par les deux parties, le calendrier a été approuvé par les départements auteurs et les créneaux définitivement fixés, conformément à la recommandation issue de la réunion de coordination de 2009. Le Service de la gestion des conférences a poursuivi le dialogue avec les secrétariats et les bureaux des organes directeurs afin de parvenir à des accords officiels sur les délais qui devraient s'appliquer. Le calendrier des réunions étant variable, il a été convenu que l'application stricte de la règle des 10, 4 et 6 semaines n'était ni tenable pour le Secrétariat, ni dans l'intérêt des organes intergouvernementaux concernés.

- e) *Augmentation des services de conférence fournis aux groupes régionaux et à d'autres grands groupes d'États Membres*

137. Les 819 demandes de salles, de personnel d'appui et de matériel technique ont toutes été satisfaites en fonction de la situation particulière de Vienne.

Sous-programme 3 **Services de documentation**

- a) *Documents délibératoires et autres faisant l'objet de travaux de référence, d'édition et de traduction de qualité, dans le respect de la spécificité de chaque langue*

138. La base de données terminologique de Vienne, VINTARS, a été transférée en 2009 sur une plate-forme .NET moderne; un groupe de travail sur la coordination terminologique et l'Équipe du développement des applications du Service de la gestion des conférences examinent actuellement les moyens d'améliorer encore le système. Les questions à l'étude portent sur la structure du système, le rôle des membres du Service qui utilisent et alimentent la base, les liens vers d'autres bases de données, y compris DTSearch, et l'avenir du système. L'outil de référencement électronique élaboré par l'Office des Nations Unies à Vienne a été notablement amélioré. Il a été présenté aux membres du Département qui ont participé à l'atelier de coordination terminologique qui s'est tenu à Vienne en décembre 2008, et aux référenciers et traducteurs de l'Office des Nations Unies à Genève en novembre 2009. Des améliorations continuent d'être apportées pour que ces outils, et d'autres, soient pleinement compatibles et se complètent; ils peuvent d'ores et déjà être utilisés par le personnel des services linguistiques interne et délocalisé, ainsi que par les agents contractuels. Les efforts visant à assurer la qualité de la documentation sont menés aussi bien en amont, par exemple avec le programme d'information sur les règles d'édition, qu'en aval, avec entre autres un contrôle de la qualité effectué avant publication pour tous les documents traduits à l'extérieur. L'utilisation d'outils de traduction assistée par ordinateur, en particulier Trados, se répand chez les traducteurs et les réviseurs grâce à l'enrichissement des mémoires de traduction nécessaires; elle permet d'améliorer la cohérence des documents.

- b) *Qualité et coût-efficacité des services d'édition et de traduction*

139. Le taux global d'utilisation des services de traduction s'est établi à 100 %, comme pour 2006-2007. La proportion de traducteurs indépendants non locaux a été ramenée de 11 % pour 2006-2007 à 6,5 % pour 2008-2009, et la part des travaux de traduction confiés à des agents contractuels a augmenté, passant de 21 % pour 2006-2007 à 27,2 % pour 2008-2009. La création dans chaque section de traduction, en

2010-2011 d'un poste de réviseur hors classe (P-5) supplémentaire qui viendra renforcer les capacités et l'adaptation progressive des services de traitement des documents aux nouvelles procédures de travail devraient permettre au Service de contrôler la qualité d'un grand nombre de documents avant publication, en respectant la plupart du temps les délais impartis. Pour 2009, le taux global de respect des délais de parution impartis est de 40 %, soit un léger recul par rapport à 2008 (47 %), mais un progrès par rapport à 2006 (35 %) et 2007 (30 %). En utilisant occasionnellement les capacités internes pour la composition des documents, le Service a pu réaliser certaines économies et traiter rapidement les documents urgents.

Sous-programme 4

Service des séances et services de publication

a) Services d'interprétation et service des séances et services de publication de qualité

140. Des questionnaires ont de nouveau été distribués aux représentants à toutes les principales conférences inscrites au calendrier afin qu'ils donnent leur avis sur la documentation. Il y a eu quatre plaintes en 2008-2009 alors qu'il n'y en avait pas eu en 2006-2007. Le Service de gestion des conférences a organisé des réunions d'information à l'intention des représentants des missions permanentes pour les informer de l'évolution de la situation dans les services de conférence et leur donner l'occasion de faire des commentaires et de poser des questions. Le Service a aussi envoyé des messages électroniques à toutes les missions permanentes sises à Vienne pour appeler leur attention sur le questionnaire en ligne du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

b) Qualité et bon rapport coût-efficacité des services d'interprétation, du service des séances et des services de publication

141. Le taux global d'utilisation des services d'interprétation, qui était de 84 % pour 2006-2007, a atteint 86 % pour 2008-2009. Des économies ont été réalisées, principalement parce que des sessions ont été écourtées et ne se sont pas prolongées d'une semaine sur l'autre. Le recrutement est toujours effectué très précisément en fonction du calendrier des réunions. Le taux global d'utilisation est toutefois conforme aux prévisions.

a) Étant donné que l'Office des Nations Unies à Vienne ne dispose que d'une équipe élargie de permanents, la combinaison d'interprètes des différentes catégories n'est plus du tout optimale quand il y a des postes vacants. Le problème se pose avec encore plus d'acuité lorsque des réunions se tiennent en parallèle car, en bonne logique, une autre équipe d'interprètes devra venir en renfort. Lorsque trois réunions se tiennent en parallèle, le rapport est encore plus déséquilibré.

b) À Vienne, l'impression est entièrement numérisée : les documents délibératoires sont envoyés par un système d'acheminement électronique au Groupe de la reproduction et de la distribution et toutes les publications en couleur sont envoyées électroniquement à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour impression numérique. En outre, le nombre d'exemplaires à imprimer est continuellement ajusté pour la distribution initiale; il n'est pratiquement gardé aucun exemplaire en stock et d'autres moyens de distribution (clefs USB, CD-ROM, sites Web, par exemple) sont considérés comme tout aussi valables. Le taux

d'impression à la demande est donc de 100 %. La distribution de CD-ROM contenant l'ensemble des documents d'avant session ou les annexes aux rapports annuels coûte beaucoup moins cher que l'impression et la distribution d'exemplaires papiers, et les participants aux réunions se sont dits satisfaits de ne pas devoir s'encombrer de documents volumineux.

Gestion des conférences – Nairobi

Sous-programme 2

Planification, gestion et coordination des services de conférence

a) Amélioration de la qualité des services de conférence

142. Trois enquêtes sur la qualité des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi ont été réalisées en 2008 et 100 % des réponses relatives à la qualité globale ont été positives. En particulier, il y a eu 100 % de réponses positives concernant les services d'interprétation, la rédaction des rapports, la coordination des réunions et la distribution des documents. À l'occasion de consultations directes, les États Membres se sont dits globalement satisfaits de la qualité des services fournis.

b) Utilisation efficace des services de conférence intégrés à l'échelle mondiale, chaque fois que cela est possible et plus économique et sans que la qualité des services fournis en souffre

143. L'Office des Nations Unies à Nairobi continue d'améliorer son taux d'utilisation, en particulier pour les services d'interprétation, pour lesquels il a atteint un taux de 69 %, contre 52 % pour l'exercice précédent. Pour les services de traduction, le taux s'est maintenu à 100 %. L'Office a également renforcé ses contacts et ses échanges de personnel (surtout des interprètes, des traducteurs et des opérateurs de traitement de texte) avec d'autres lieux d'affectation. Il collabore étroitement avec les autres centres de conférence du Département, la CEA et la CESAP, et le Tribunal pénal international pour le Rwanda, en envoyant ou en faisant venir du personnel disponible pour compléter les ressources internes au lieu de faire appel à des interprètes indépendants, ce qui fait augmenter le taux d'utilisation des ressources pour l'ensemble des lieux d'affectation. En ce qui concerne la gestion des conférences à l'échelle mondiale, l'Office a assuré le service de 18 réunions en Afrique pour le compte de l'Office des Nations Unies à Genève.

c) Utilisation accrue des services de réunion offerts aux organes intergouvernementaux, aux organes d'experts et aux conférences spéciales conformément aux résolutions, aux règles et aux dispositions concernant les langues

144. L'Office des Nations Unies à Nairobi continue d'assurer le service des réunions de tous les organes intergouvernementaux et organes d'experts, ainsi que des conférences spéciales dont la Division est chargée. Outre qu'elle s'est acquittée de ses tâches pour les réunions des organes directeurs du PNUE, des secrétariats des conventions et d'ONU-Habitat, la Division a joué un rôle majeur en fournissant des services de conférence à l'ancien Secrétaire général Kofi Annan, qui servait de médiateur pour les pourparlers de paix qui ont suivi les élections au Kenya. Elle fournit le même type d'appui à l'Envoyé spécial pour l'est de la République démocratique du Congo, l'ancien Président du Nigéria, Olusegun Obasanjo, pour lui

permettre de jouer son rôle dans les négociations de paix. Ces deux missions, qui n'étaient pas prévues, ont porté de 70 à 98 le nombre des réunions inscrites au budget ordinaire par exercice biennal, et par conséquent fait augmenter le nombre total de réunions et le taux d'utilisation des installations de conférence.

- d) *Renforcement au Secrétariat du système de répartition des responsabilités et de responsabilisation afin d'assurer la soumission dans les délais de la documentation à traiter et sa distribution en temps opportun aux États Membres et aux participants aux réunions, conformément à la règle des six semaines*

145. Grâce à un système de créneaux plus efficace et à un processus interactif mieux structuré entre la Division des services de conférence et le secrétariat du Conseil d'administration du PNUE et d'ONU-Habitat, il a été possible de porter le taux de respect des délais de soumission à plus de 52 %, alors qu'il était de 48 % pour l'exercice précédent, tout en maintenant à 100 % le respect des délais de parution des documents soumis dans les temps et dans le respect du nombre de pages autorisé.

- e) *Augmentation des services de conférence fournis aux groupes régionaux et à d'autres grands groupes d'États Membres*

146. Les 119 demandes de services pour des réunions de groupes régionaux ont toutes été satisfaites, les clients étant fréquemment disposés à fournir des fonds extrabudgétaires pour compléter les ressources du budget ordinaire.

Sous-programme 3

Services de documentation

- a) *Documents délibératoires et autres faisant l'objet de travaux de référence, d'édition et de traduction de qualité, dans le respect de la spécificité de chaque langue*

147. La qualité des services de traduction et d'édition a été améliorée grâce à une utilisation plus efficace des outils de traduction assistée par ordinateur et des prévisions plus fiables concernant les capacités à prévoir. Ces outils ont donné à l'Office des Nations Unies à Nairobi les moyens de prévoir des capacités correspondant plus précisément aux produits à exécuter. Un recours plus systématique au fichier commun des traducteurs contractuel, qui a permis d'augmenter les capacités en période de forte activité a également contribué aux résultats obtenus. Les enquêtes du Service de la gestion des conférences et les consultations directes menées avec les représentants des États Membres indiquent que ces derniers ont été très satisfaits de la qualité des services de documentation, dont la rédaction des rapports, l'édition et la traduction. La participation de traducteurs internes à la formation d'étudiants qui font des études de troisième cycle en traduction améliorera considérablement la qualité des travaux des fonctionnaires et des traducteurs contractuels.

- b) *Qualité et coût-efficacité des services d'édition et de traduction*

148. Durant l'année, le coût-efficacité et l'efficacité des services de traduction ont été améliorés. Les délais de production ont été réduits et il y a eu des progrès sur le plan de la qualité des textes traduits. Une meilleure collecte des données a permis

d'établir des statistiques plus fiables. L'Office des Nations Unies à Nairobi travaille avec ses clients pour que le système des créneaux soit davantage utilisé, ce qui permettrait d'améliorer le respect des délais de soumission et de mieux gérer la documentation. Le projet de télétravail a aidé les deux groupes linguistiques concernés à assurer la continuité des services. L'Office a davantage fait appel à des indépendants locaux (en particulier pour la rédaction de rapports) pour les réunions tenues à Nairobi, ce qui a permis de réduire les frais de déplacement et les dépenses salariales, et le ratio entre traduction interne et traduction délocalisée s'est nettement amélioré puisqu'il a augmenté de 8 % en 2008. Enfin, la Division a aidé les universités locales à mettre en place un programme de formation du troisième cycle en traduction grâce auquel la pénurie de professionnels des langues devrait s'atténuer en Afrique.

Sous-programme 4

Service des réunions et services de publication

149. Les enquêtes menées pendant l'exercice biennal montrent que les clients ont été très satisfaits des services d'interprétation. En outre, le pourcentage de postes vacants a reculé de 20 %, ce qui a rééquilibré le ratio entre interprètes permanents et interprètes indépendants, qui a atteint 80 à 20 pour l'exercice biennal 2008-2009 alors qu'il était de 75 à 25 pour l'exercice 2006-2007. En recrutant plus d'interprètes locaux, l'Office a aussi réduit son empreinte carbone.

150. Les services de gestion des conférences de Nairobi ont progressé sur le plan de l'intégration des services de publication à l'échelle du Département grâce, en grande partie, au travail de fond accompli par le Groupe de travail sur les activités de publication. De même que les services de gestion des conférences de New York, Genève et Vienne, ceux de Nairobi ont poursuivi leur avancée dans l'ère du numérique en se dotant de matériel qui leur permet de travailler plus étroitement avec les clients des services de publication. En 2009, la Division a réussi à réduire de 85 % le temps nécessaire à la réalisation des plaques d'imprimerie et a éliminé complètement l'emploi de substances chimiques et plastiques. Elle s'est équipée pour pouvoir produire elle-même des revêtements protecteurs qui rendront plus résistantes les couvertures de ses publications et pouvoir produire plus d'une douzaine de dépliants et d'étiquettes différents. Ainsi, la Division a pu, comme elle s'en était donnée l'objectif pour 2009, réduire au maximum les coûts de transport et les émissions de gaz à effet de serre associés à la sous-traitance de travaux de ce type. Dotée de ce matériel, elle ne doit plus sous-traiter ni transporter quoi que ce soit pour la fabrication des revêtements et le découpage à l'emporte-pièce.

151. La Section des services de publication est certifiée ISO 14001:2004.

Chapitre 3

Affaires politiques

Principaux résultats obtenus

152. Les six divisions régionales issues de la dernière restructuration ainsi que le Groupe de la planification des politiques et le Groupe de l'appui à la médiation ont poursuivi leurs activités de prévention des conflits et formulé des conseils et des orientations politiques à l'intention des représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général et d'autres acteurs du système qui en ont fait la demande.

En 2008, quelque 24 situations de conflit ont été réglées. La coopération en matière de prévention des conflits a été élargie aux organisations régionales et aux institutions spécialisées du système des Nations Unies. En outre, les divisions régionales ont directement concouru à un certain nombre de processus de paix et fourni leur appui à des conseillers pour les questions de paix et de développement dans des zones prioritaires. Durant l'exercice biennal, les États Membres ont déposé près de 50 nouvelles demandes d'assistance électorale, et des élections importantes se sont déroulées dans plusieurs pays, dont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Ghana, l'Iraq, le Liban, les Maldives et le Népal. Le Département des affaires politiques a continué de prendre les dispositions nécessaires en amont pour que le Conseil de sécurité et ses organes subsidiaires puissent mener à bien leur difficile mandat. Le Département a favorisé le dialogue entre les parties concernées, notamment les gouvernements, les entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les représentants de la société civile, sur tous les aspects de la question de Palestine. Le Groupe de la décolonisation a soutenu les travaux du Comité spécial de la décolonisation, de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Enfin, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient a contribué aux négociations politiques entre les parties et aux négociations régionales.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

153. La résolution 63/261 de l'Assemblée générale impose de s'intéresser en particulier à l'évaluation des résultats et aux modifications structurelles touchant les divisions régionales ainsi que la planification des politiques et l'appui à la médiation. L'Assemblée générale ayant approuvé le projet de renforcement des effectifs proposé par le Département des affaires politiques, les pénuries de personnel ont été quelque peu atténuées entre 2008 et 2009, mais les effets ne s'en feront pleinement sentir qu'au prochain exercice biennal. Les crédits budgétaires alloués aux activités de fond, comme les voyages autorisés, restent insuffisants. L'insuffisance des fonds alloués aux projets a également empêché le personnel de participer plus activement aux activités opérationnelles menées sur le terrain. L'expérience a notamment montré qu'il fallait continuer de promouvoir la communication et l'intégration au sein de la Division, objectif qui se concrétisera en 2010 grâce à la mise en place, à l'échelle du Département, d'un intranet et d'un système de gestion des connaissances.

Taux d'exécution des produits

154. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 82 % des 1 345 produits quantifiables prescrits.

155. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 3)].

Direction exécutive et administration

- a) *Programme de travail efficacement géré dans la limite des ressources humaines et financières disponibles*

156. Pendant l'exercice 2008-2009, le Département a continué de fournir en temps voulu les produits et services demandés par tous ses clients. Il a répondu à 98 % de

toutes les demandes de documents et de services présentées dans les délais ou en avance, les 2 % restants correspondant à des demandes soumises légèrement hors délai. Le Département a fait une utilisation optimale des ressources, en maintenant son taux élevé d'exécution du budget, qui approche des 100 %.

b) Fourniture d'un appui technique et administratif efficace aux missions politiques spéciales, aux bureaux extérieurs et aux envoyés de haut rang

157. Au cours de l'exercice, le Département a continué de renforcer ses effectifs mais, faute de ressources suffisantes, l'appui aux missions politiques spéciales demeure un problème. Le Siège ne disposant pas de ressources suffisantes pour fournir l'appui nécessaire aux missions, le Département a dû utiliser les postes permanents créés lors de son dernier renforcement et des fonds extrabudgétaires à cette fin. Le Département a continué de réunir chaque semaine les coordonnateurs des missions politiques spéciales pour suivre l'exécution du budget et les taux de vacance de postes, et pour mettre en commun les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience. Un accord de prestation de services entre le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions est actuellement mis au point en vue d'améliorer l'appui à la gestion des missions politiques spéciales. Les réunions mensuelles entre les deux départements n'ont pas permis de régler tous les problèmes et ont été remplacées par des réunions plus régulières au niveau de la direction.

c) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

158. Le nombre moyen de jours s'écoulant entre la date de publication d'un avis de vacance de poste publié sur Galaxy et la date de la décision du chef du Département qui choisit la personne à recruter a été ramené à 116 en 2008. Toutefois, ce chiffre a augmenté de 19 jours en 2009 en raison de facteurs externes qui ne dépendent pas du Département.

d) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

159. Les résultats sont inégaux dans ce domaine : on a constaté une augmentation de 4 % du recrutement de personnel issu de pays non représentés ou sous-représentés, mais le nombre de femmes nommées à des postes de la catégorie des administrateurs ou de catégorie supérieure pour un an ou plus a baissé de 1,9 %.

e) Amélioration des délais de présentation des documents

160. Le Département s'efforce toujours d'améliorer la coordination avec les services internes et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour éviter les retards. Il respecte aujourd'hui davantage les délais de présentation et a amélioré la qualité des documents qu'il soumet. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a participé à l'élaboration d'un calendrier type pour l'élaboration des rapports qui est conforme à la règle des 10-4-6 que le Département des affaires politiques respecte. Pour améliorer les délais de présentation des rapports, il y a deux créneaux (le premier court de janvier à juin et le second de juillet à décembre) pendant lesquels les résolutions et les mandats sont examinés et où l'on détermine avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences à quelles dates les rapports peuvent être soumis de

manière à être publiés en sorte que les États Membres aient le temps de les examiner. Le Département des affaires politiques a également réduit le nombre de demandes de dépassement du nombre de mots maximum en faisant preuve de concision dans ses rapports.

Sous-programme 1

Prévention, maîtrise et règlement des conflits

- a) *Capacité accrue de la communauté internationale de recenser les situations de conflit, d'y faire face et de participer à leur règlement*

161. Dans le cadre de ce sous-programme, les activités d'alerte rapide se sont poursuivies, et des conseils et des orientations politiques ont été donnés aux représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général, aux coordonnateurs résidents, aux équipes de pays des Nations Unies et aux bureaux régionaux comme le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. La coopération a été élargie à des organisations régionales telles que l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, la Communauté des Caraïbes et le Marché commun (CARICOM). Des situations de conflit ont été réglées à différents niveaux et intervalles, et les objectifs de performance ont été atteints alors même que les tâches sont devenues plus exigeantes et plus variées.

- b) *Maintien du processus de paix sur la bonne voie*

162. Les six divisions régionales et le personnel chargé de la planification des politiques et de l'appui à la médiation ont directement contribué à un certain nombre de processus et de négociations de paix et d'efforts de médiation. Ils ont en outre fourni leur appui à des conseillers pour les questions de paix et de développement déployés dans des zones prioritaires et ont coopéré à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes couvrant plus de 20 situations ou régions. Par ailleurs, ils ont lancé, mené à bien et continuent de mener un certain nombre de projets financés au moyen de ressources extrabudgétaires. Ils ont atteint les résultats escomptés pour l'exercice biennal, et ce alors même que certaines divisions régionales disposaient de moins de personnel pendant le premier semestre de l'exercice.

Sous-programme 2

Assistance électorale

- a) *Les États Membres qui demandent une assistance disposent de moyens accrus pour organiser des élections périodiques et régulières*

163. Près de 50 nouvelles demandes d'assistance électorale ont été reçues dans le cadre de ce sous-programme au cours de l'exercice biennal. Un nombre croissant de demandes portent sur l'utilisation de la technologie dans les élections, ce qui peut être plus complexe aux niveaux technique et politique, et bien évidemment coûteux. En 2008 et 2009, d'importantes élections se sont déroulées sous les auspices de l'ONU en Afghanistan, en Algérie, au Bangladesh, aux Comores, au Ghana, en Iraq, au Liban, au Malawi, aux Maldives, au Népal et en République de Moldova. C'est dans le cadre de ce sous-programme que le système des Nations Unies est intervenu dans ces élections, sur la demande des États Membres concernés, en apportant une assistance électorale et en envoyant des missions d'évaluation qui ont contribué au

déroulement pacifique du processus et à l'amélioration des moyens techniques dont disposaient les autorités nationales pour organiser des élections dignes de foi.

Sous-programme 3 **Affaires du Conseil de sécurité**

a) Réunions organisées dans les meilleurs délais et dans le respect des procédures fixées

164. Grâce à ce sous-programme, le Conseil a pu tenir 464 séances officielles et 297 consultations; les organes subsidiaires ont tenu 318 séances; et le Conseil a adopté 196 décisions au cours de l'exercice biennal. Il convient de noter en particulier que les services fonctionnels du Conseil de sécurité ont été constamment sollicités aux fins de l'examen des activités des opérations de maintien de la paix et des missions d'assistance politique, et en vue de prendre des mesures les concernant. En outre, un appui fonctionnel a également été fourni à 13 comités des sanctions et contre le terrorisme et à un groupe de travail contre le terrorisme, au Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure et au Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique. Les membres du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires ont félicité le Département des affaires politiques d'avoir fourni un appui administratif et fonctionnel de qualité en respectant les délais impartis.

b) Meilleur accès aux informations relatives aux travaux du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires

165. Au cours de l'exercice, la Division des affaires du Conseil de sécurité a continué de coordonner et de superviser (avec le concours technique du Département de l'information) l'enrichissement des sites Web de tous les comités des sanctions en activité, et en particulier celui du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées. Le menu de navigation principal a été simplifié, un plan du site a été ajouté afin d'offrir un meilleur aperçu du contenu, et la fonction de recherche a été améliorée. En outre, la Division a coordonné et supervisé (toujours avec le concours technique du Département de l'information) la conception, dans toutes les langues officielles, du premier site Web consacré au Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure, qui comprend des informations intéressantes sur les activités du groupe de travail. Elle a également observé que la version électronique améliorée du *Répertoire* avait été abondamment utilisée.

c) Application des décisions du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires nécessitant l'appui fonctionnel du sous-programme

166. Au cours de l'exercice biennal, la Division des affaires du Conseil de sécurité a contribué au bon déroulement de quatre missions du Conseil de sécurité (en Afrique, où il s'est rendu à Djibouti (concernant la Somalie), au Soudan, au Tchad, en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire; en Afghanistan; à Haïti; et en Afrique, où il s'est rendu en Éthiopie, au Rwanda, en République démocratique du Congo et au Libéria); et de quatre missions de ses organes subsidiaires (quatre missions du Comité des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban, notamment en Mauritanie, au Sénégal et au Mali). Les représentants de ces

organes se sont également rendus en Fédération de Russie, à Bruxelles (auprès des institutions européennes) et à Vienne (pour participer à un atelier international réunissant les coordonnateurs nationaux de la lutte antiterroriste). Ces visites ont respecté un calendrier rigoureux et permis d'aborder des questions délicates dans les régions concernées.

Sous-programme 4 **Décolonisation**

- a) *Le Comité spécial et l'Assemblée générale seront en mesure de mener à bien leurs mandats respectifs en matière de décolonisation et de faire progresser la décolonisation des 16 derniers territoires non autonomes*

167. En 2008 et 2009, le Comité spécial de la décolonisation et l'Assemblée générale se sont efforcés de faire avancer le processus de décolonisation des 16 derniers territoires non autonomes. Le Groupe de la décolonisation a également fourni une assistance dans le cadre des travaux du Comité spécial et de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission). Plusieurs documents et rapports ont été établis pour informer davantage le Comité spécial des différents aspects touchant les 16 territoires relevant de sa compétence : les 16 documents de travail annuels sur ces territoires, plusieurs rapports du Secrétaire général et 2 rapports du Président du Conseil économique et social concernant l'assistance. Le Groupe a également contribué à la préparation, à l'organisation et au suivi de séminaires régionaux annuels tenus en Indonésie (2008) et à Saint-Kitts-et-Nevis (2009) à l'intention des représentants du Comité spécial, des puissances administrantes et des territoires non autonomes.

Sous-programme 5 **Question de Palestine**

- a) *Grâce au travail effectué par la Division des droits des Palestiniens, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sensibilisera davantage la communauté internationale à la question de Palestine et mobilisera l'opinion internationale en faveur des droits du peuple palestinien et du règlement pacifique de la question de Palestine*

168. La Division des droits des Palestiniens a favorisé le dialogue entre les parties concernées, notamment les gouvernements, les entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les représentants de la société civile, sur tous les aspects de la question de Palestine. Les relations et la coopération avec la société civile ont été resserrées à la faveur de conférences et de rencontres internationales organisées dans le cadre du sous-programme et d'autres activités. Le système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine est devenu l'une des ressources sur la question de Palestine les plus largement consultées sur Internet. Avec la participation continue d'un grand nombre d'États Membres et de pays observateurs, la Division a également organisé des manifestations annuelles pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Sous-programme 6

Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient

- a) *Les participants renouvelleront leur engagement de prendre des mesures parallèles sur la voie d'une paix durable*

169. Une équipe de pays chargée de l'action humanitaire a été créée. Présidée par le Coordonnateur de l'action humanitaire, elle se réunit tous les mois et se compose d'organismes d'aide humanitaire de l'ONU et d'organisations non gouvernementales internationales et nationales. C'est en son sein que les stratégies d'intervention humanitaire communes sont élaborées et que les décisions concernant le principe de la responsabilité sectorielle sont prises. Les approches intersectorielles mises en œuvre dans les domaines de la santé, de la protection, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de la logistique ont renforcé les interventions humanitaires. De plus, l'équipe de pays a mis en place des opérations de relèvement rapide pour faire face à la crise de Gaza. Un groupe d'intervention humanitaire a également été créé pour décider de la réalisation d'évaluations des besoins et assurer la cohérence entre les activités humanitaires et de développement. Les deux procédures d'appel global (2008-2009) ont été mises au point avec la participation accrue de partenaires palestiniens, dont les autorités palestiniennes et des organisations non gouvernementales.

- b) *Mobilisation de ressources pour améliorer la situation socioéconomique du peuple palestinien*

170. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient a dirigé les efforts de l'ONU en faveur des négociations politiques et de l'application de la feuille de route entre les parties. Il a également contribué aux négociations régionales entre Israël et la République arabe syrienne, y compris en soutenant les négociations indirectes qui se sont déroulées en 2008 sous les auspices de la Turquie et en maintenant des voies de communication entre les deux parties. Il a par ailleurs joué un rôle essentiel dans les initiatives mises en place par l'ONU en faveur de l'instauration de la paix globale dans la région, notamment dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Initiative de paix arabe, en entretenant un dialogue nourri et en envisageant toutes les possibilités en ce sens. Le Coordonnateur spécial a participé à quelque 460 rencontres extérieures et 200 réunions internes de l'ONU. Les membres du groupe chargé des affaires régionales ont participé à environ 400 autres réunions.

- c) *Réponse coordonnée aux besoins humanitaires du peuple palestinien*

171. Le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient a soigneusement surveillé l'exécution du budget mensuel de l'Autorité palestinienne et les déficits budgétaires naissants, qui auraient pu miner la capacité de l'Autorité palestinienne de satisfaire aux exigences fixées. Il a mis en évidence les problèmes, notamment lors d'exposés au Conseil de sécurité, et maintenu des contacts réguliers avec le Fonds monétaire international pour être tenu au fait de la situation macroéconomique générale du territoire palestinien occupé. Dans le cadre d'une mobilisation des ressources faisant appel au système des Nations Unies, aux donateurs, à l'Autorité et à d'autres parties concernées, l'Autorité palestinienne a reçu 1,8 milliard de dollars en 2008. Le Bureau a apporté

son soutien aux organismes et programmes des Nations Unies œuvrant dans le territoire palestinien occupé pour ce qui est de l'établissement de rapports sur les entrées et sorties financières du Système palestinien de gestion de l'aide. Les importantes campagnes de levée de fonds et de sensibilisation menées par l'Autorité palestinienne, l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs ont conduit les donateurs à verser plus de 3,1 milliards de dollars pour financer l'Autorité et soutenir son programme de réforme pendant l'exercice biennal.

Sous-programme 7

Bureau d'appui à la consolidation de la paix

a) Fourniture efficiente de services de secrétariat à la Commission de consolidation de la paix

172. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a participé à l'organisation de rencontres entre le Président et les Vice-Présidents de la Commission de consolidation de la paix. Il a facilité l'examen du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix et du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (A/63/881-S/2009/304). Le Bureau a en outre apporté un soutien fonctionnel aux quatre réunions consacrées à un pays de la Commission de consolidation de la paix et a contribué au bon déroulement de 15 réunions pendant l'exercice biennal. Les conseils et le soutien apportés aux travaux de la Commission de consolidation de la paix dans différents pays ont été bien accueillis.

b) Efficacité dans la mobilisation de ressources pour le Fonds pour la consolidation de la paix et dans l'affectation de ces ressources

173. À la fin de l'exercice biennal, 48 donateurs s'étaient engagés à verser 331,4 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix, montant supérieur de plus d'un million de dollars à l'objectif arrêté lors de la création du Fonds. Le montant des contributions annoncées a été déposé sur le compte du Fonds pour financer les programmes. Des enveloppes budgétaires ont été distribuées une fois que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a approuvé les plans des priorités présentés par les pays susceptibles de bénéficier de l'aide. Au total, 164,8 millions de dollars ont été répartis entre les 107 projets approuvés.

c) Élaboration de stratégies intégrées de consolidation de la paix et amélioration de la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies aux fins de la consolidation de la paix

174. Les quatre pays visés par la Commission de consolidation de la paix ont adopté des stratégies intégrées de consolidation de la paix, lesquelles ont à ce jour permis de déterminer les priorités en matière de consolidation de la paix, de suivre les résultats et de renforcer le dialogue avec le système des Nations Unies.

d) Définition de pratiques exemplaires et analyse des politiques

175. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a établi 30 documents dans la perspective des réunions du Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience, lesquelles ont offert des occasions très fructueuses de débattre des questions liées à la consolidation de la paix. Adoptant un format ouvert, le Bureau a élargi le débat aux partenaires extérieurs au système des Nations Unies, comme la société civile.

Sous-programme 8

Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé

a) Enregistrement progressif des dommages signalés et tenue du Registre des dommages

176. À la fin de l'exercice biennal, 3 017 demandes d'enregistrement de dommages avaient été recueillies dans le territoire palestinien occupé et envoyées au Bureau du Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, à Vienne. Sur la totalité de ces demandes, 1 431 ont été traduites et enregistrées dans la base de données personnalisée du Registre. Le Bureau a examiné et traité 777 demandes, lesquelles ont été soumises au Conseil pour examen et décision. Le Conseil a tenu sept réunions au cours de l'exercice et approuvé toutes les recommandations formulées par le Directeur exécutif. Des activités de sensibilisation et d'information ont été menées dans le but de sensibiliser les populations des régions touchées (dans le nord de la Cisjordanie, dans le territoire palestinien occupé) à l'existence du Bureau du Registre des dommages ainsi qu'à la possibilité de déposer des demandes d'enregistrement de dommages et des conditions à remplir pour ce faire. Le Bureau a étendu son action auprès de quelque 65 000 Palestiniens touchés par l'édification du mur.

Chapitre 4

Désarmement

177. Les principales fonctions du Bureau des affaires de désarmement consistent notamment à : promouvoir les objectifs du désarmement nucléaire et de la non-prolifération, ainsi que le renforcement des régimes de désarmement applicables à d'autres armes de destruction massive, et aux armes chimiques et biologiques; promouvoir les efforts de désarmement dans le domaine des armements classiques; fournir un appui fonctionnel et organisationnel aux activités de normalisation entreprises dans le domaine du désarmement en vue de promouvoir les mesures préventives en matière de désarmement; et encourager les efforts régionaux de désarmement. Le Bureau fournit également des renseignements sur les efforts de désarmement déployés par les Nations Unies et soutient l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de désarmement pratiques après un conflit, par exemple lorsqu'il s'agit de désarmer ou de démobiliser des ex-combattants et de les aider à se réinsérer dans la société civile. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, les principales réalisations du Bureau des affaires de désarmement ont notamment compris ce qui suit : après une impasse de 10 ans, la Conférence du désarmement a adopté son programme de travail de fond et a décidé d'entreprendre des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, ainsi qu'un débat de fond sur trois autres points de son ordre du jour. Le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a tenu sa troisième session en 2009; ayant adopté les décisions de procédure nécessaires, il a permis à la Conférence de commencer ses travaux dans des conditions optimales. Six ateliers régionaux ont été organisés pendant l'exercice biennal pour soutenir les activités du Comité établi en application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. La troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en

œuvre du Programme d'action a formulé des recommandations concrètes sur des questions essentielles à régler dans ce contexte. Par sa résolution 64/48, l'Assemblée générale a décidé d'organiser en 2012 une conférence des Nations Unies sur un traité relatif au commerce des armes en vue de fournir aux États un cadre normatif destiné à guider leurs décisions sur les transferts d'armes. Les trois centres régionaux pour le désarmement ont été renforcés afin de répondre efficacement aux demandes des États Membres et, en 2008, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a été transféré à Katmandou, après avoir exercé ses activités à partir de New York pendant 20 ans.

178. Les efforts déployés par le Bureau des affaires de désarmement afin de promouvoir la résolution des questions de désarmement et de faciliter la conclusion d'accords internationaux sont limités par son aptitude à influencer les États lorsqu'ils sont réticents à manifester la volonté nécessaire. À titre d'exemple, en dépit des réunions et ateliers qui ont été organisés, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'est toujours pas entré en vigueur, et la Convention sur certaines armes classiques n'est toujours pas universellement appliquée. Comme les crédits budgétaires ouverts sont limités, les activités inscrites au programme dépendent largement de contributions volontaires extrabudgétaires dont le niveau a été affecté négativement par la concurrence qui se livre pour bénéficier de fonds provenant d'un même groupe de donateurs, une situation qui a encore été aggravée par la récession financière sévissant à l'échelle mondiale. L'obtention de fonds suffisants pour financer durablement les opérations et activités des trois centres régionaux continue de poser un défi en dépit des efforts de collecte de fonds qui sont déployés de manière soutenue et vigoureuse.

Taux d'exécution des produits

179. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés qui représentent 71 % des 1 830 produits quantifiables prescrits.

180. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le budget programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 4) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

a) Programme de travail géré efficacement

181. Les contributions de fond fournies par le Bureau des affaires de désarmement comprennent les conseils et analyses politiques adressés au Secrétaire général sur les questions liées au désarmement et à la non-prolifération. Par ailleurs, le Bureau des affaires de désarmement améliore le niveau de sensibilisation des États Membres à des questions importantes et nouvelles en organisant des réunions et des exposés, ainsi qu'en publiant des renseignements. La préparation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et du projet de cadre stratégique pour la période 2012-2013, ainsi que les travaux portant sur les questions liées à la politique budgétaire et en matière de ressources humaines, ont été entrepris dans les limites des délais prévus.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

182. Le Bureau des affaires de désarmement gère 58 postes inscrits au budget ordinaire, dont 37 font partie de la catégorie des administrateurs. Au 31 décembre 2009, le taux de vacance global au sein du Bureau était de 5 %. Pendant l'exercice biennal, le Bureau a enregistré un délai de sélection moyen de 189 jours pour les postes vacants. Aucun effort n'est épargné pour accélérer le processus de recrutement en affichant en temps utile les avis de vacance de postes dans le système Galaxy et en finalisant le processus d'entrevues. En 2008, le délai de sélection moyen était de 127 jours. Toutefois, en 2009, les exigences du service ont parfois retardé la constitution de jurys de sélection départementaux, ce qui a affecté la finalisation du processus de sélection dans le système Galaxy.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

183. Au 31 décembre 2009, le pourcentage de femmes sélectionnées pour occuper des postes de la catégorie des administrateurs au Bureau des affaires de désarmement était de 52 %, le pourcentage global de femmes faisant partie de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur se situant à 34 %. Dans le pourvoi des postes vacants, il est dûment tenu compte de la nécessité d'assurer l'équilibre géographique et de recruter des ressortissants d'États Membres sous-représentés. Pour l'exercice biennal considéré, 50 % de l'ensemble des candidats recrutés pour assurer l'équilibre géographique étaient originaires de pays non représentés ou sous-représentés.

d) Amélioration des délais de présentation de la documentation

184. Pour l'exercice biennal considéré, le Bureau des affaires de désarmement a atteint un taux de conformité de 95 % aux délais de soumission des documents aux soixante-troisième et soixante-quatrième sessions de l'Assemblée générale. Toute la documentation nécessaire aux autres réunions organisées par le Bureau a été préparée sous sa forme définitive dans les délais prescrits.

e) Recensement des questions nouvelles à porter à l'attention des États Membres

185. Pendant l'exercice biennal, les représentants des États Membres ont eu l'occasion de rencontrer le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement à 85 reprises afin de proposer des initiatives ou d'avoir des entretiens sur les possibilités de collaboration avec le Bureau. Ces entretiens ont porté sur les efforts multilatéraux déployés dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, et plus particulièrement sur les accords internationaux de désarmement, les armes de destruction massive, le terrorisme et les armes légères, les zones exemptes d'armes nucléaires et les centres régionaux pour la paix et le désarmement. Cela représente 77 % de l'objectif que l'on se propose d'atteindre pendant l'exercice biennal. Ce chiffre serait nettement plus élevé si les réunions du Haut-Représentant avec des représentants d'États Membres à l'occasion de ses missions officielles ailleurs qu'au Secrétariat à New York pouvaient être reflétées dans cette mesure.

f) *Plus grande cohérence des politiques de gestion des activités de désarmement de l'ONU*

186. Pendant l'exercice biennal considéré, le Bureau a entrepris 108 activités conjointes, à savoir des réunions, des ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités, des expositions et des publications, ainsi que la constitution de collections d'armes, la destruction d'armes, la formation d'agents de maintien de l'ordre et l'élaboration de propositions de projet. Ce chiffre est trois fois plus élevé que le nombre des activités entreprises au cours de l'exercice biennal précédent.

Sous-programme 1

Négociations multilatérales sur la limitation des armements et le désarmement

a) *Amélioration de la qualité des services fonctionnels et techniques fournis à la Conférence du désarmement et aux conférences et réunions des États parties à divers accords multilatéraux de limitation des armements et de désarmement, y compris la non-prolifération sous tous ses aspects*

187. Bénéficiant du soutien technique et fonctionnel du Service de Genève, la Conférence du désarmement a réussi à soumettre, en 2008, une nouvelle proposition visant à surmonter l'impasse et à intensifier ses activités techniques. Suite à la création du Groupe d'appui à la mise en œuvre, les États parties à la Convention sur les armes biologiques ont clairement reconnu les compétences fonctionnelles et techniques du Secrétariat. En 2009, le Groupe d'appui à la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques a continué de dépasser les attentes, ainsi que l'ont reconnu les États parties à l'occasion de diverses réunions et manifestations. En ce qui concerne les autres organes créés en vertu d'instruments internationaux, les États parties à la Convention sur certaines armes classiques se sont inspirés de ce qui avait été fait dans le cas de la Convention sur les armes biologiques et ont décidé, en 2009, d'établir un groupe similaire.

b) *Renforcement de l'assistance dans l'application des décisions, recommandations et programmes d'action adoptés par les conférences et réunions des États parties aux divers accords multilatéraux de limitation des armements et de désarmement*

188. Tenant compte des conseils fournis par le Secrétariat, les États parties sont convenus de faire rapport sur les mesures prises en vue de la mise en œuvre des dispositions du dernier protocole à la Convention sur certaines armes classiques, de créer une base de données sur les restes explosifs de guerre afin de regrouper les demandes d'assistance, de mettre au point un mécanisme destiné à faciliter la consultation et la coopération entre les parties, et de tenir des réunions d'experts. Suite à la mise sur pied du Groupe de soutien à la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques, les États parties permettent au Secrétariat de contribuer plus efficacement aux efforts déployés pour renforcer la Convention, de façon à entraver la mise en point ou l'utilisation d'armes biologiques, notamment grâce à une amélioration des moyens utilisés en vue de sa mise en œuvre au niveau national et à un renforcement de la coopération dans le domaine des sciences et des technologies biologiques dans le cadre de leur application à des fins pacifiques, par exemple sur le plan des mesures visant à prévenir les maladies infectieuses et à les combattre.

- c) *Renforcement des compétences des États Membres en matière de désarmement et de non-prolifération grâce au programme de bourses d'étude, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, et répartition entre les sexes plus équilibrée pour ce qui est de la participation au programme*

189. Le Service de Genève a mis en œuvre le Plan d'action tenant compte des sexospécificités, ce qui s'est traduit par une augmentation à 45 % du pourcentage de femmes participant au Programme de bourses d'étude, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. En raison de contraintes d'ordre financier, le programme a dû, en 2008 et 2009, réduire le nombre de ses participants de manière à ce qu'il corresponde au nombre de bourses initialement créées par l'Assemblée générale.

Sous-programme 2

Armes de destruction massive

- a) *Facilitation concrète des délibérations et négociations, ainsi que de la recherche d'un consensus, sur les questions de désarmement, y compris la non-prolifération sous tous ses aspects, et les questions d'universalité liées aux armes de destruction massive, en particulier aux armes nucléaires et à leurs vecteurs, par les États membres, les États parties et les autres États intéressés, sur leur demande*

190. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles a achevé ses délibérations en juin 2008 et a rédigé un rapport de consensus qui a été présenté à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale (A/63/176). Le Service a fourni un appui organique à la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies; la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a mis au point avec succès les textes nécessaires à la Conférence d'examen de 2010, y compris son ordre du jour, ce qui a permis de regagner une partie du terrain perdu en 2005 en intégrant les décisions et la résolution de la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, ainsi que le Document final de consensus de la Conférence d'examen de 2000. Bien que le Comité préparatoire n'ait pas été en mesure d'aboutir à un accord sur les recommandations de fond à adresser à la Conférence d'examen, comme il l'avait fait en 1999 et 2004, les délibérations portant sur la version préliminaire des recommandations de fond ont jeté les bases des négociations qui auront lieu par la suite à la Conférence d'examen.

- b) *Plus grand usage par les États Membres des informations sur les questions liées aux armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, y compris les nouvelles tendances et l'évolution dans ce domaine, ainsi que sur la menace potentielle d'utilisation d'armes de destruction massive et de matières connexes dans le cadre d'actes terroristes*

191. Les améliorations constantes et les mises à jour régulières apportées au site Web du sous-programme pendant l'exercice biennal 2008-2009 se sont traduites par une augmentation du nombre de consultations de ce site. Le nombre moyen de pages vues par mois sur le site Web consacré aux armes de destruction massive au 31 décembre 2009 était d'environ 31 409, tandis qu'il dépassait 6 977 pour le site du

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), ce qui représente une augmentation de 16,3 % du nombre de consultations. Au cours de l'exercice biennal, le Service a reçu de la part des États Membres et de la société civile quelque 44 demandes d'avis techniques. Des membres du personnel du Service ont présenté des exposés sur des questions liées aux armes de destruction massive en 2008 et 2009, à l'occasion de 21 ateliers, séminaires et programmes de formation. Le service a également répondu à un nombre croissant de demandes d'exposés sur le désarmement et la non-prolifération destinés à des étudiants du 1^{er} cycle et à des diplômés de l'enseignement supérieur.

- c) *Prise de conscience accrue chez les États Membres de la nécessité d'intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes quant à la teneur et aux activités du sous-programme*

192. Le Service s'est efforcé d'augmenter le pourcentage de femmes dans tous les ateliers et groupes d'experts gouvernementaux qui ont été organisés. À titre d'exemple, sur les 52 participants au Séminaire sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, qui a eu lieu au Brésil en 2008, 13 (soit 25 %) étaient des femmes. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur les missiles, qui s'est réuni en 2007-2008, comprenait une experte (Israël) et une consultante.

Sous-programme 3

Armes classiques (y compris mesures pratiques de désarmement)

- a) *Renforcement de l'action internationale visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes légères*

193. En 2008, la troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, organisée sous les auspices des Nations Unies, a adopté son Document final. Le nombre des rapports nationaux soumis sur la mise en œuvre du Programme d'action est passé de 62 en 2006 et de 32 en 2007 à 110 en 2008. Cependant, le nombre des nouvelles initiatives entreprises aux niveaux international, régional et national en vue de la mise en œuvre de ce programme est tombé de 580 au cours de l'exercice biennal 2006-2007 à 316 en 2008. En 2009, une série d'ateliers régionaux sur la mise en œuvre du Programme d'action a commencé, des activités de ce genre ayant eu lieu à Sydney et Katmandou, et à Kigali en juillet.

- b) *Participation à un niveau élevé des États Membres aux instruments des Nations Unies relatifs aux mesures de confiance dans les questions militaires et de sécurité, et nouvel élargissement de la portée de ces instruments*

194. La participation globale à l'utilisation de ces instruments a diminué. En 2008, 91 États ont communiqué des renseignements à l'Instrument normalisé des Nations Unies pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des Nations Unies s'est réuni en 2009 et a présenté son rapport à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session (A/64/296). Le Service des armes classiques a organisé un atelier régional sur la transparence en matière d'armes à Dakar, en juin 2009. Il s'agit là du premier atelier régional consacré à cette question depuis décembre 2006. En 2009, 78 États ont

communiqué des renseignements au Registre des Nations Unies, tandis que 58 États ont fait de même en ce qui concerne l'Instrument normalisé pour l'établissement des rapports sur les dépenses militaires.

c) *Renforcement du dialogue international pour promouvoir des mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques*

195. Des progrès graduels ont été enregistrés dans la recherche d'un consensus international sur les mesures de désarmement portant sur les armes classiques. La Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement a été présentée à l'Assemblée générale, qui a demandé au Secrétaire général de préparer un rapport sur la question de la violence armée et du développement. La Convention sur les armes à sous-munitions a été adoptée en 2008, et l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de veiller à ce qu'elle soit soutenue. Le Conseil de sécurité s'est réuni en 2008 pour débattre des moyens d'améliorer la sécurité collective tout en gardant les dépenses militaires à un niveau aussi bas que possible. En 2008, un groupe gouvernemental s'est penché sur la question des munitions et a rédigé un rapport sur les stocks de munitions classiques en surplus (A/63/182). L'Assemblée générale a adopté une résolution dans laquelle elle a décidé de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le Traité sur le commerce des armes en 2012 (résolution 64/48).

Sous-programme 4
Information et sensibilisation

a) *Utilisation accrue des supports d'information du Bureau des affaires de désarmement et meilleur accès à ces supports*

196. En 2008, le Service de l'information et de la sensibilisation a remanié la présentation de sa publication phare intitulée *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, de façon à le rendre plus facile à consulter en utilisant des diagrammes et des graphiques. La partie 1 de l'*Annuaire* (Résolutions et décisions) a été publiée en avril 2008 et 2009. La partie 2 de l'*Annuaire* est publiée chaque année en septembre. Les commentaires adressés par les États Membres, les milieux universitaires et diverses organisations ont été positifs. Pendant l'exercice biennal considéré, le Service a publié quatre documents hors série, à savoir les numéros 14 à 17, en les présentant sous une forme qui les rend désormais plus faciles à consulter. Utilisant les compétences de son personnel interne et en collaboration avec le Département de l'information, le Service de l'information et de la sensibilisation a modernisé le site Web du Bureau pour le rendre plus attrayant, facile à consulter et convivial, ce qui a permis aux services spécialisés du Bureau de mettre leurs pages Web respectives à jour tout en conservant le mode de présentation normalisée utilisé pour l'ensemble du site.

b) *Amélioration de la préparation des États en vue d'entamer des délibérations et négociations multilatérales dans le domaine du désarmement*

197. Pendant toute la durée de l'exercice biennal considéré, le Service de l'information et de la sensibilisation a continué de diffuser régulièrement, par voie électronique, des renseignements à l'intention des principaux usagers de ses services (États Membres, milieux universitaires et ONG), et notamment des déclarations du Secrétaire général et du Haut-Représentant, des mises à jour sur les faits nouveaux

concernant les questions de désarmement multilatéral et de sécurité internationale, des avis sur des manifestations et des publications, ainsi qu'un bulletin quotidien. Chacune des principales publications du Bureau des affaires de désarmement est accessible en ligne.

c) Application des recommandations de l'étude de l'ONU faite en 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et non-prolifération

198. Le rapport biennal sur l'application des recommandations de l'étude de 2002 est devenu un outil de partage d'informations utilisé par les États pour faire rapport sur leurs activités tous les deux ans. Il a également bénéficié du soutien actif des ONG œuvrant dans le domaine de l'éducation, qui ont communiqué régulièrement des renseignements. Le Bureau a ajouté des outils d'enseignement sur le désarmement et la non-prolifération à ceux qui sont déjà offerts par l'entremise du Cyberschoolbus des Nations Unies et a apporté des améliorations aux moyens existants, et il a continué de leur assurer une vaste diffusion, que ce soit sous la forme de publications imprimées ou électroniques. Le Bureau des affaires du désarmement a produit une carte révisée des zones du monde qui sont exemptes d'armes nucléaires (la zone exempte d'arme nucléaire en Asie centrale sera bientôt une réalité) et l'a publiée sous forme de carte postale en vue de sa diffusion par les ONG partenaires, ainsi que de tapis de souris vendus comme cadeau éducatif à la Librairie des Nations Unies.

Sous-programme 5
Désarmement régional

a) Possibilités accrues de coopération, coordination et collaboration à l'échelle régionale entre les États et les organisations régionales et sous-régionales sur les questions liées au désarmement, à la non-prolifération et à la paix et la sécurité régionales et internationales

199. Pendant tout l'exercice biennal, le Service du désarmement régional a amélioré les possibilités de coopération entre les États et les organisations régionales et sous-régionales en exploitant les moyens institutionnels des États Membres et des organisations régionales et sous-régionales de lutter contre le trafic illicite d'armes à feu et d'intensifier les échanges de renseignements et de données d'expérience entre les États et d'autres entités, de façon à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de désarmement multisectorielles conçues pour réduire la violence armée et à promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre des instruments multilatéraux de désarmement et de non-prolifération.

b) Plus grande coopération entre les entités nationales, régionales et sous-régionales à l'intérieur de chaque région et sous-région dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération sous tous ses aspects et de la paix et la sécurité régionales et internationales

200. Pendant l'exercice biennal considéré, le Service du désarmement régional a contribué à renforcer la confiance et la coopération entre les entités nationales, régionales et sous-régionales à l'intérieur des régions desservies par les trois centres régionaux; il est intervenu dans chaque région et sous-région dans les domaines du désarmement et de la sécurité internationale en stimulant la participation d'un nombre accru de ces entités à ses activités, en lançant des invitations, en organisant

des manifestations et des initiatives de formation régionales ou sous-régionales, et en répondant, dans l'exécution de ses activités, aux demandes d'assistance et de collaboration qui lui étaient adressées.

- c) *Capacité accrue des entités nationales, régionales et sous-régionales d'appliquer des mesures en matière de désarmement, de non-prolifération sous tous ses aspects, et de paix et sécurité régionales et internationales*

201. Pendant tout l'exercice biennal, le Service du désarmement régional a poursuivi ses activités de sensibilisation et a continué de renforcer la capacité des entités nationales, sous-régionales et régionales dans le domaine du désarmement et de la prolifération sous tous ses aspects, et à favoriser la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir la paix et la sécurité régionales et internationales en fournissant des services consultatifs et de formation.

Chapitre 5

Opérations de maintien de la paix

Principaux résultats obtenus

202. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont continué de fournir une direction stratégique et des directives opérationnelles quotidiennes à 18 opérations sur le terrain auxquelles ont participé plus de 119 000 soldats de la paix des Nations Unies, dont la plupart ont des mandats multidimensionnels complexes. Le Département de l'appui aux missions soutient 12 autres missions politiques spéciales gérées par le Département des affaires politiques, ainsi que la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Durant l'exercice biennal, les deux départements se sont consacrés aux activités suivantes : renforcement de la MINUAD; reprise de toutes les fonctions assumées par la force de l'Union européenne en République centrafricaine, après la passation des pouvoirs le 15 mars 2009; réorganisation de la mission au Kosovo pour appuyer les priorités dans le domaine des politiques et de la sécurité définies par le Conseil de sécurité; poursuite des efforts visant à résoudre la crise en République démocratique du Congo, en particulier pour ce qui est de la protection des civils.

203. Les deux départements ont poursuivi leurs consultations avec les États Membres, les missions sur le terrain et autres parties prenantes clefs sur un vaste programme d'action intitulé « A new partnership agenda: charting the new horizon for United Nations peacekeeping » [document officiel, non traduit], qui définit des priorités pour améliorer l'efficacité des opérations de maintien de la paix. Dans le cadre de ce programme d'action, le Département de l'appui aux missions a mis au point une stratégie globale d'appui aux missions qui a pour objectif de réorganiser en profondeur dans les cinq ans à venir la manière dont les services d'appui sont fournis aux missions. Le Département a continué de fournir un appui intégré aux missions dans le domaine des ressources humaines, des finances et du budget, de la logistique, et des services informatiques et télématiques, ainsi que de la déontologie et de la discipline. Au Tchad, il a mis en place un ensemble complexe d'arrangements juridiques, opérationnels et transitoires régissant l'emploi et le déploiement des moyens et fournit des services d'appui en vue d'un déploiement plus vaste sur le terrain pour permettre la transition entre la force de l'Union

européenne au Tchad et en République centrafricaine (EUFOR) et la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). En Somalie, le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM a fourni à celle-ci un dispositif d'appui logistique.

204. Le Département de l'appui aux missions a aussi facilité les services de téléphonie installés au siège de l'Union africaine, établissant ainsi un lien vital avec les sièges de l'AMISOM à Nairobi et à Mogadiscio. Au Soudan, le Mécanisme de coopération tripartite, qui comprend des représentants du Gouvernement soudanais, de l'ONU et de l'Union africaine, a continué d'être un bon moyen de renforcement de la confiance afin d'accélérer le déploiement de la Mission et de relever effectivement les défis en matière de logistique. Les réformes de la gestion des ressources humaines approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/250 ont été appliquées dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales à compter du 1^{er} juillet 2009.

Difficultés rencontrées et renseignements tirés de l'expérience

205. Les défis à relever doivent permettre de répondre aux besoins suivants : soutien politique continu et résolu de la part de tous les membres du Conseil de sécurité et définition de mandats clairs, réalistes et réalisables; fourniture par les parties prenantes des ressources requises pour réaliser les mandats avec succès; volonté politique des parties à un accord de paix/à un conflit et coopération continue avec l'ONU pour appuyer de tels processus; appui des acteurs régionaux et d'autres États Membres clefs à la négociation et à l'application des accords de paix et des mandats pour le maintien de la paix; engagement résolu des donateurs vis-à-vis des activités principales de maintien de la paix et de celles entreprises en vue d'assurer un relèvement rapide; planification poussée avant le lancement d'opérations complexes, sans préjuger des décisions des États Membres. Au nombre des défis supplémentaires, on note ceux-ci : des règles d'organisation claires pour le démarrage des missions, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources humaines et les achats, et une capacité, contrairement à ce qui est le cas actuellement, de faire face aux responsabilités assignées par le Comité des politiques dans les domaines de la réforme de la police, du système pénitentiaire et du secteur de la sécurité.

Taux d'exécution des produits

206. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 99 % des 223 produits quantifiables prescrits.

207. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès sont décrits dans le budget-programme pour 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 5)].

Direction exécutive et administration

a) Programme de travail efficacement géré

208. À la fin de 2009, le Département des opérations de maintien de la paix fournissait une direction stratégique et des directives opérationnelles quotidiennes à 18 opérations sur le terrain, dans lesquelles sont engagés plus de 199 000 soldats de la paix des Nations Unies, la majorité de ces opérations ayant des mandats multidimensionnels complexes. Au nombre des réalisations, on relève ce qui suit :

renforcement de la MINUAD; exercice de la plénitude des fonctions du maintien de la paix en République centrafricaine et au Tchad; exécution du mandat de maintien de la paix au Burundi et facilitation d'une transition en douceur au Bureau d'appui intégré pour la consolidation de la paix, sous la direction du Département des affaires politiques; réorganisation de la mission au Kosovo pour appuyer les priorités dans le domaine des politiques et de la sécurité; soutien aux autorités haïtiennes pour leur permettre de faire face aux conséquences des ouragans de septembre 2008 et encourager la reconstruction et un relèvement rapides; appui apporté aux élections en Afghanistan; effort continu pour faire face à la crise en République démocratique du Congo, en particulier pour ce qui est de la protection des civils.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

209. Le temps moyen de sélection est réduit en fonction du nombre de postes d'officier détaché dont la liste doit être communiquée aux États Membres pendant 90 jours. En outre, le nombre de nouveaux postes approuvés pour le Département des opérations de maintien de la paix et pour le Département de l'appui aux missions (257 postes pendant l'exercice biennal) a exigé un grand nombre de recrutements, ce qui représente un investissement considérable en temps pour les directeurs de programme. À tous les niveaux de l'administration, ce nombre de postes vacants à pourvoir en temps voulu, tout en veillant à assumer les responsabilités programmatiques clefs, a représenté un véritable défi.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

210. La plupart des postes au sein du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions ne sont pas soumis au système des fourchettes souhaitables. De ce fait, les recrutements qui ont une incidence sur la représentation géographique sont dans une grande mesure ceux de fonctionnaires recrutés sur concours. Durant l'exercice biennal, on a continué d'améliorer la diversité géographique des fonctionnaires dans les deux départements en question. En ce qui concerne les 130 postes de la catégorie des administrateurs, autres que ceux de fonctionnaires promus, qui ont été sélectionnés et dont le financement a été assuré avant tout par le compte d'appui, 54 nationalités étaient représentées. Dans l'ensemble, le nombre d'États Membres représentés au sein du personnel permanent est passé de 81 au début de 2008 à 93 actuellement.

d) Respect accru des délais fixés pour la soumission des documents

211. Des retards indus continuent de se produire, certains bureaux sous-estimant les délais requis pour la vérification et l'approbation des documents à présenter à l'Assemblée générale. Par ailleurs, les bureaux ne connaissent pas suffisamment les exigences du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences en matière de forme et de présentation des documents. Pour remédier à cette situation, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont désigné des coordonnateurs de la documentation qui surveillent les créneaux pour la remise des documents à traiter, assurent la liaison et facilitent les contacts entre le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et les bureaux qui présentent des documents, et fournissent des orientations et une aide à ceux-ci, le tout afin d'améliorer la présentation en temps

voulu de documents en bonne et due forme. Les coordonnateurs continuent également à faire connaître les orientations du Département concernant la forme des documents destinés à l'Assemblée générale, la procédure précise à respecter pour la communication électronique sur l'intranet via le portail e-doc, ainsi que les informations concernant les possibilités de formation à cet égard, en vue de faciliter le respect des exigences du Département pour la présentation des documents.

Sous-programme 1 **Opérations**

- a) *Fourniture en temps voulu de conseils avisés et formulation de recommandations sur les questions relatives au maintien de la paix à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, des autres organes intergouvernementaux, des pays qui fournissent des contingents et de ceux qui apportent une contribution d'un autre ordre*

212. Des conseils concernant les opérations de maintien de la paix en cours ou envisageables, l'exécution des mandats, l'intégration et les besoins opérationnels sont fournis aux missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies, au Bureau des affaires humanitaires, au PNUD, au HCR, au Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets (UNOPS), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), au Programme alimentaire mondial, à la Banque mondiale, au FMI, à l'Union africaine, à la CEDEAO, à l'Union européenne, à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), aux organisations non gouvernementales et aux médias.

- b) *Opérations de maintien de la paix dirigées et appuyées de manière efficace et efficiente*

213. La planification des missions a été achevée, compte tenu des priorités des missions, en ce qui concerne la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) (expansion et déploiement au Darfour), la Mission hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) (création des missions), la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Sous-programme 2 **Questions militaires**

- a) *Réduction du temps nécessaire pour planifier, déployer et mettre en place les composantes militaires des opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité*

214. Le Bureau des affaires militaires met au point des documents stratégiques de base au stade de la planification. Ils concernent les aspects suivants : besoins de la Force, structure de la Force, concept d'opérations, directives aux chefs de la composante militaire; règles d'engagement. Le Bureau doit planifier les opérations aériennes et maritimes et il est en mesure de déployer rapidement les officiers d'état-major de la Force. En janvier 2009, il a créé l'équipe qui dirige la

planification de la MINURCAT. Une planification efficace a permis également de faciliter le déploiement rapide de nouveaux contingents et la capacité militaire de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), de la MONUC, de la MINUAD et de la MINURCAT. À l'actif de la période considérée, on notera en particulier la planification en vue de la création de la MINUAD et de la MINURCAT, la liquidation de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), la planification avant mandat de la mission en Somalie, la planification du retrait et la reconfiguration de missions ayant une importante composante militaire.

b) Amélioration de l'efficacité de la composante militaire des opérations de maintien de la paix et des résultats obtenus

215. Le Bureau a mis au point ou revu les documents relatifs aux capacités et au commandement et au contrôle pour toutes les opérations de maintien de la paix, afin de fournir en permanence des conseils visant à aider les composantes militaires à concevoir les instruments requis pour exécuter le mandat. Il prépare les questions à examiner et assure le suivi de l'exécution des recommandations formulées par les conférences de coopération entre les missions pour ce qui est des missions voisines ou de celles qui ont des problèmes communs. Il organise aussi des conférences annuelles des chefs des composantes militaires. Outre les réunions d'information habituelles qu'il organise pour les États Membres afin de trouver et de déployer les contingents les plus capables, le Service de la constitution des effectifs propose à présent une approche sur mesure à l'intention des pays qui fournissent déjà des contingents ou qui s'appêtent à en fournir.

Sous-programme 3

État de droit et institutions chargées de la sécurité

a) Réduction du temps nécessaire pour planifier, déployer et mettre en place les composantes état de droit et sécurité des opérations de maintien de la paix prescrites par le Conseil de sécurité

216. La Force de police permanente a fourni un appui important à la Division de la police pour permettre à celle-ci de réduire le temps nécessaire pour créer des composantes de police et réaliser à l'intention de celle-ci des concepts d'opérations, des manuels et des procédures en vue du lancement d'opérations de maintien de la paix. La Force de police permanente a continué à augmenter les efforts déployés en vue de planifier des missions envisagées en Afrique et ailleurs. Ses membres ont participé et continuent de participer à des missions d'évaluation visant à renforcer la coordination avec d'autres composantes au sein du Département afin de réduire le temps nécessaire pour déployer les composantes état de droit et sécurité là où il le faut.

b) Augmentation de l'efficience et de l'efficacité des composantes état de droit des opérations de maintien de la paix

217. Les efforts visant à mettre au point et à actualiser les matériels existants se poursuivent. Un guide de l'utilisateur en matière de gestion des risques de la politique « désarmement, démobilisation et réinsertion » a été élaboré, tout comme une politique concernant la gestion des programmes de soutien carcéral. La Division de la police a continué de sélectionner et recruter des fonctionnaires de police

possédant les compétences techniques requises pour des tâches de police spécialisée dans le domaine de la réforme de la police et de l'expérience des opérations. Elle a élaboré des définitions d'emploi et les a communiquées aux États Membres pour leur permettre d'identifier des candidats qualifiés. Elle a aussi mené des entretiens avec les candidats pressentis pour s'assurer qu'ils possédaient les qualifications requises.

c) Appui aux services nationaux chargés de faire respecter la légalité et d'assurer la sécurité dans les pays qui sortent d'un conflit

218. Le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité continue d'apporter son appui aux institutions et aux services nationaux chargés de la sécurité dans plusieurs missions, notamment, la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et, récemment, la MINURCAT. Du fait que les Missions état de droit menées par l'Union européenne assument des responsabilités en matière d'état de droit, l'ONU n'exerce plus de fonction en matière de police ou dans le domaine de l'état de droit. Le Département des opérations de maintien de la paix, qui a été chargé de donner des orientations à l'échelon mondial dans le domaine de la police et des établissements pénitentiaires, même en dehors des zones de conflit, prévoit que le type de soutien qu'il est amené à fournir va aller croissant d'ici à la fin du cycle en cours, notamment en ce qui concerne des projets envisagés à terme en Afrique de l'Ouest.

d) Activités ciblées de marquage, construction de clôtures, déminage et sensibilisation au danger posé par les mines dans les pays et les collectivités touchés

219. La création de systèmes efficaces de surveillance des victimes fait que les programmes peuvent identifier les zones à risque présentant un danger pour les populations visées. Ces systèmes fixent des priorités en matière de déminage et déclenchent la fourniture de services de sensibilisation au danger des mines et d'aide aux victimes. À partir des données concernant le type de blessures et la gravité de celles-ci ainsi que des données concernant le sexe, il est possible de déterminer les services médicaux et de rééducation appropriés. Une surveillance efficace permet aux planificateurs de cibler les groupes à risque, en prenant en considération le sexe et l'emploi, afin de sensibiliser lesdits groupes aux dangers des mines et établir des priorités en ce qui concerne les zones de déminage. Pour la dernière période au sujet de laquelle on dispose de données (années civiles 2007 et 2008), on signale une réduction de 14 % des pertes en vies humaines (soit 134 tués en moins) dans les programmes que suit le Service de la lutte antimines (ONU).

e) Fonctionnement de mécanismes opérationnels de la lutte antimines permettant de déployer le matériel nécessaire à la mise en place et au soutien des opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité

220. La participation de spécialistes de la lutte antimines et d'experts des domaines connexes des mesures d'urgence et de la coordination (15 membres du personnel dont la candidature a été évaluée, ont été ajoutés au fichier durant l'exercice biennal 2008-2009) fournit un cadre de personnel formé et connaissant bien les exigences des interventions d'urgence au titre de la lutte antimines, ainsi que les liens existant entre de telles interventions et les autres domaines d'intervention humanitaire en cas d'urgence. Grâce à cela, il est possible d'intervenir plus efficacement dès le départ

et d'apporter une valeur ajoutée sous la forme de renseignements plus concis et plus précis communiqués aux autorités nationales, aux donateurs et aux communautés locales. Une telle valeur ajoutée a pu être apportée par la mise en place de mécanismes, conjointement avec l'ONU, des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs, que l'intervention rapide à Gaza a récemment validée.

- f) *Mise en place, dans le domaine de la lutte contre les mines, d'institutions et de structures d'importance appropriée, suffisamment équipées et disposant de personnel formé, qui soient capables d'atteindre les objectifs fixés au niveau national sans aide internationale ou avec une aide internationale limitée*

221. Au Soudan, quatre ateliers ont été tenus sur une période de neuf mois. Ils ont débouché sur l'élaboration d'un plan de transition. Au Liban, les autorités nationales assument des responsabilités à compter du 1^{er} janvier 2009 dans le cadre d'un mémorandum d'accord entre elles et l'ONU. Dans les deux cas, on a désigné un fonctionnaire bien au fait des questions de transition. En Afghanistan, on a confié à des nationaux des postes clefs, notamment ceux de directeur et de chef des opérations. Une telle « nationalisation » et l'intégration de ces fonctions dans des structures nationales appropriées sont garantes de la viabilité et de la durabilité. Le suivi est assuré par un groupe interinstitutions créé pour surveiller l'application de la stratégie par la réalisation du plan stratégique 2006-2010.

Sous-programme 4 **Politiques, évaluation et formation**

- a) *Élaboration ou aide à l'élaboration et communication en temps utile de politiques, procédures et consignes permanentes répondant aux besoins du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et des missions*

222. Parmi les 31 documents directifs publiés en 2008-2009, il faut accorder une attention toute spéciale à l'approbation finale et à la publication du document intitulé « Principes et directives du maintien de la paix des Nations Unies », ce qu'on appelle aussi la doctrine Capstone, qui fournit une vision cohérente et contemporaine du maintien de la paix par les Nations Unies. Un autre élément marquant est la politique concernant l'autorité, le commandement et le contrôle dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui précise non seulement la chaîne de commandement civile, militaire et de police, mais aussi les questions de primauté dans des situations de troubles à l'ordre public et la gestion du matériel appartenant aux contingents dans le cadre d'opérations intégrées. La révision de la première version du guide pratique pour la mise en train des missions a été menée à terme et on a élaboré un document sur les enseignements tirés de l'expérience et un autre sur le projet de concept opérationnel touchant la protection des civils dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

- b) *Aide à la poursuite du développement du site intranet du Département, principal moyen de diffusion des politiques, procédures et politiques permanentes auprès du personnel des missions*

223. Les fonctions du site intranet ont été perfectionnées pour lui permettre d'accueillir des documents dans d'autres langues, rationaliser l'affichage des

documents, améliorer les bases de données cartographiques, proposer aux utilisateurs un forum plus convivial pour afficher leurs observations et ajouter une « bande » pour annoncer de nouveaux documents. On s'est également occupé de sensibiliser le personnel au site, notamment en publiant une lettre d'information concernant les nouvelles politiques et procédures, avec un lien direct à l'intranet, en diffusant un résumé des nouveaux téléchargements et en incluant une session consacrée à l'utilisation de l'intranet pour la formation initiale des fonctionnaires. Ces initiatives ont permis d'augmenter le coefficient d'utilisation du site, comme l'illustre le fait que plus de 32 217 documents ont été téléchargés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2009, 45 265 utilisateurs ayant consulté l'intranet.

c) Formation ou aide à la formation de tous les soldats de la paix déployés, sur la base des supports de formation normalisés des Nations Unies

224. Durant l'exercice biennal 2008-2009, le Service intégré de formation a fourni une formation préalable au déploiement à plus de 1 000 fonctionnaires civils déployés dans toutes les missions de maintien de la paix des Nations Unies. La formation préalable au déploiement des militaires et des policiers incombe aux États Membres, avec un soutien du Service intégré de formation, qui fournit des directives en matière de formation, élabore des documents normalisés, organise la formation des formateurs, valide des programmes de formation conformes aux normes des Nations Unies et déploie des équipes mobiles de formation. En 2009, les efforts ont été axés sur le soutien aux pays qui fournissent des militaires et des policiers, notamment en publiant des règles de base en matière de politique de formation concernant le soutien à la formation préalable au déploiement afin de préciser les procédures à suivre. En outre, le Service intégré de formation a organisé six ateliers de formation de formateurs et sept visites de validation des programmes de formation en 2009, sur la base des nouvelles politiques et règles de base en matière de formation.

d) Mise à jour des supports de formation au maintien de la paix et diffusion auprès des pays qui fournissent des militaires et des policiers, ainsi qu'auprès du personnel civil

225. Des modules de formation génériques normalisés ont été mis à jour et publiés en juillet 2009 en tant que supports clefs de la formation préalable au déploiement, ainsi que de nouveaux supports de formation spécialisés à l'intention de la police. Ces supports ont été mis à la disposition de tous les États Membres et institutions de formation au maintien de la paix sur le nouveau site Web intitulé « Plate-forme de ressources du maintien de la paix ». À la fin de 2009, les supports clefs de la formation préalable au déploiement avaient été téléchargés en moyenne 672 fois, et les supports de formation spécialisée en moyenne 127 fois. Les supports clefs ont été intégrés dans la formation préalable au déploiement du personnel civil dispensée par le Service intégré de formation à Brindisi, afin de s'assurer que le programme était mis à jour.

e) Évaluation de l'exécution des missions et suivi des résultats en vue de l'amélioration des politiques, des procédures et de la formation, ainsi que de la gestion dans les missions et au Siège

226. Entre janvier 2008 et décembre 2009, le Groupe de l'évaluation de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation a mis au point des politiques

d'évaluation des missions pour le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions et d'auto-évaluation à l'intention du Siège. Durant cette période, trois évaluations transversales ont été réalisées respectivement par la MINUS, la MINUAD et la MINUT à propos des cellules d'analyse conjointes des missions et des centres d'opérations civilo-militaires. Ces évaluations ont débouché sur la création au Siège du Groupe d'appui aux cellules d'analyse conjointes des missions. Le Groupe d'appui a revu la politique suivie en 2006 pour les cellules d'analyse conjointes des missions et les centres d'opérations civilo-militaires, conçu des directives et élaboré des politiques révisées desdites cellules et desdits centres, politiques qui ont été adoptées en février 2010 par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, et fourni un mécanisme pour la désignation des fonctionnaires appelés à occuper des postes dans les cellules d'analyse conjointes des missions. En outre, une mission de suivi auprès de la MINUS a été entreprise pour examiner la façon dont étaient appliquées les recommandations des cellules d'analyse conjointes des missions.

- f) *Élaboration d'un cadre stratégique pour la coopération avec les entités partenaires qui participent au maintien de la paix, en vue d'assurer l'efficacité et la cohérence des activités des missions*

227. Des cadres stratégiques de coopération ont été convenus avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le PNUD. Ils renforceront la coopération avec ces partenaires clefs. Ces cadres, qui trouvent à s'appuyer sur de précédents arrangements de coopération, contribueront à améliorer la planification initiale, la coordination stratégique et l'exécution de tâches opérationnelles importantes au niveau des missions et du siège. En ce qui concerne l'Union européenne, c'est sur la base des directives de planification Union européenne-Nations Unies en matière d'opérations militaires qu'a été réalisé le déploiement de l'EUFOR au Tchad pour appuyer la MINURCAT.

Sous-programme 5

Appui administratif aux munitions

- a) *Amélioration de l'efficiency et de l'efficacité des opérations de maintien de la paix*

228. Le délai d'examen du projet de budget final pour les missions qui reçoivent la visite d'une équipe Abacus a été réduit en ce qui concerne le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, passant de deux semaines en 2006-2007 à un jour en 2007-2008. Grâce à une délégation plus large de pouvoir aux missions, la Division du personnel [des missions] a pu faire passer progressivement aux services de soutien stratégique des ressources destinées aux services de soutien opérationnel administratif. Elle a ainsi pu croître sa capacité d'exécuter des activités ciblées d'information, de conseils aux fonctionnaires en place à propos des possibilités de carrière, d'examen de candidatures aux opérations de la paix présentées par le biais du système Galaxy et de réponse aux candidats. Ainsi, la Division a examiné toutes (100 %) les candidatures existantes et les nouvelles candidatures reçues pendant la période considérée (contre 61 % durant la période précédente). Elle a également accru son taux de placement, qui est passé de 45 % en 2008 à 81 % en 2009 pour ce qui est du

personnel ayant fait preuve d'un comportement professionnel satisfaisant et qui servait dans des missions en cours de réduction ou de liquidation.

Sous-programme 6 **Services d'appui intégrés**

- a) *Réduction du temps nécessaire pour préparer, déployer et mettre en place les opérations de paix et autres missions dont le Conseil de sécurité a décidé la création*

229. La Division du soutien logistique a conservé son objectif et son état de préparation tels qu'ils sont exposés dans la directive. Elle a maintenu un lot de bord complet pendant le déploiement d'une mission (par exemple, au Darfour) et un second lot de bord, garant de souplesse lorsque deux missions commencent en même temps.

- b) *Amélioration de l'efficiency et de l'efficacité des opérations de paix*

230. Le Service des transports et des mouvements et le Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide de la Division du soutien logistique ont continué de satisfaire aux besoins des missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions concernant les stocks stratégiques pour déploiement rapide, les véhicules et les mouvements stratégiques, notamment le personnel des pays qui fournissent des militaires et des policiers et la mise à disposition d'aéronefs pour les opérations aéroportées sur le théâtre. La Division a continué de publier et de mettre à jour des manuels d'appui pertinents et des directives à l'intention des missions. La Division des technologies de l'information et des communications a continué de fournir un soutien dans ces domaines à toutes les opérations de maintien de la paix, aux missions politiques spéciales et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, ainsi qu'aux organismes, fonds et programmes des Nations Unie, selon que de besoin.

- c) *Amélioration de la qualité et du niveau d'efficacité des services d'achat et réduction du délai de traitement des demandes⁶*

⁶ La proposition visant à créer un service des achats au sein du Département de l'appui aux missions (qui englobe l'Équipe des achats des missions de maintien de la paix relevant de la Division de la gestion) n'a pas été approuvée par l'Assemblée générale. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son rapport (A/61/937, par. 126 à 131), a augmenté la capacité des achats au sein de la Division de la gestion afin de mieux satisfaire des besoins en matière d'achats destinés aux missions de maintien de la paix. Le Comité consultatif a noté ce qui suit dans le même rapport : « Compte tenu des recommandations qu'il a émises au sujet de la fonction Achats (voir les paragraphes 126 à 131) et de la baisse de la charge de travail qui en résulterait pour le Département de l'appui aux missions, le Comité consultatif estime qu'il n'est pas utile pour le moment de doter le Département de deux postes de sous-secrétaire général ». Faute d'approbation des ressources demandées, aucun résultat n'a pu être signalé au titre des réalisations escomptées.

Missions de maintien de la paix

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

- a) *Le Conseil de sécurité est informé rapidement en cas de non-respect de ses résolutions*

231. L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) a continué de rendre compte au Siège directement, et aussi par l'intermédiaire de la FINUL et de la FNUOD, de la situation dans le domaine des opérations. Durant la période considérée, tous les rapports ont été présentés en temps voulu. L'ONUST a contribué de manière significative aux rapports sur les produits présentés par la FINUL et la FNUOD; aussi une partie de ses réalisations englobe-t-elle cette contribution. En outre, il fournit, par l'entremise du bureau de liaison au Caire, une liaison et des interactions quotidiennes en Égypte; au Liban, il le fait par l'entremise du bureau de liaison à Beyrouth; il en va de même, par l'entremise de bureaux de liaison, à Tel-Aviv, à Amman et en République arabe syrienne. En 2009, la presse a consacré une attention plus grande à l'ONUST, à mesure que le débat sur les relations entre les pays arabes et Israël se portait sur les frontières. L'ONUST a aussi accru son niveau d'accès aux interlocuteurs dans les cinq pays couverts par sa mission.

Groupes d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

- a) *Présence d'observateurs militaires des Nations Unies dans les postes opérationnels du Groupe sur le terrain de part et d'autre de la ligne de contrôle, afin de surveiller les violations du cessez-le-feu*

232. Le maintien du cessez-le-feu au Jammu-et-Cachemire et les informations relatives aux développements dans la région ont fait l'objet de 730 rapports quotidiens, de 104 rapports hebdomadaires et de 24 rapports mensuels.

- b) *Patrouilles, inspections et enquêtes efficaces et efficientes sur les violations du cessez-le-feu*

233. Des tâches sur le terrain (enquêtes, expéditions sur le terrain, missions de reconnaissance, postes d'observation, visites sur le terrain et réception de requêtes) ont été menées à bien dans le respect des consignes générales.

Chapitre 6

Utilisations pacifiques de l'espace

Principaux résultats obtenus

234. Dans le cadre des fonctions de secrétariat exécutif du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite qu'il continue d'assumer, le Bureau des affaires spatiales a donné aux fournisseurs et aux utilisateurs de six systèmes uniques de localisation, de navigation et de mesure du temps par satellite les moyens d'assurer la compatibilité et l'interopérabilité de leurs systèmes pour favoriser le développement socioéconomique. L'Initiative des Nations Unies pour les sciences spatiales fondamentales a été lancée pour renforcer les capacités nationales en mettant la technologie des petits satellites au service du développement durable. Le Bureau est parvenu à s'imposer comme un acteur

essentiel en ce qui concerne l'accès à l'information d'origine spatiale et son exploitation, en particulier en cas d'intervention d'urgence, y compris pour les petits États insulaires en développement. En rapprochant les fournisseurs d'imagerie spatiale, les organisations humanitaires et les autorités nationales chargées de gérer les catastrophes, il a donné à 13 pays la possibilité d'accéder à l'information d'origine spatiale dans toutes les phases du cycle de la gestion des catastrophes. Grâce à l'approche volontariste adoptée pour aider les États Membres à appliquer le régime juridique international qui régit les activités spatiales, notamment s'agissant de l'immatriculation des objets spatiaux, 11 pays ont pris des mesures au titre de la Convention des Nations Unies sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et de la résolution 1721B (XVI) de l'Assemblée générale de 1961.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

235. La demande ininterrompue de services de renforcement des capacités et de conseil, en particulier dans le domaine du droit de l'espace et des politiques relatives à l'espace, exige de garantir la continuité de la programmation eu égard à la planification et à la fourniture des services en question. L'insuffisance des ressources disponibles, en particulier le manque de temps de travail, demeure un obstacle à la garantie d'une telle continuité. Tous les fonctionnaires dotés de l'expérience et des compétences requises pour exploiter pleinement les possibilités offertes par le programme assument également d'autres responsabilités d'une importance déterminante pour l'exécution générale des programmes. Une autre difficulté tient au fait qu'il est de plus en plus difficile de procéder à des échanges de notes ou de conclure des accords avec le pays hôte au sujet des activités du programme dans les délais requis et d'une manière satisfaisante. Or, de tels accords constituent une condition préalable à l'organisation d'activités hors Siège et à l'élaboration des programmes opérationnels.

Taux d'exécution des produits

236. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 100 % des 593 produits quantifiables prescrits.

237. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès approuvés sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 6)].

Réalisations

- a) *Meilleure compréhension, acceptation et application par la communauté internationale du régime juridique international institué par l'ONU pour régir les activités spatiales*

238. Les efforts déployés pour faire en sorte que les États Membres engagent un dialogue au sujet de l'application du régime juridique international qui régit les activités spatiales ont incité l'Arabie saoudite, la Belgique, l'Égypte, la Grèce, l'Indonésie, le Pakistan, les Pays-Bas, la République bolivarienne du Venezuela, la République de Corée, la Thaïlande et la Turquie à fournir des informations conformément aux dispositions de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et de la résolution y afférente. L'Australie, le Brésil et le Royaume-Uni ont fourni des informations en application du Traité sur

l'espace extra-atmosphérique et de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (Accord sur le sauvetage). De plus, la République populaire démocratique de Corée a ratifié le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, la Jamahiriya arabe libyenne l'Accord sur le sauvetage et la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, et la République populaire démocratique de Corée et le Nigéria la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

- b) *Renforcement de la capacité des pays d'utiliser les sciences et les techniques spatiales et leurs applications dans les domaines touchant, en particulier, au développement durable, et des mécanismes chargés de coordonner les questions relatives à l'espace et les activités spatiales*

239. Vingt et une activités ont été organisées pour renforcer la capacité des pays d'utiliser les sciences et les techniques spatiales et leurs applications. Entre autres activités, un soutien consultatif technique a été fourni au Burkina Faso pour qu'il mette en place un réseau national de télésanté et à la Bulgarie pour qu'elle adopte les divers outils de météorologie spatiale disponibles à travers le monde dans le cadre de l'Initiative internationale sur la météorologie spatiale. Dans le cadre de ses fonctions de secrétariat exécutif du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite, le Bureau des affaires spatiales a facilité la coordination entre les fournisseurs et utilisateurs des systèmes actuels et futurs pour progresser sur la voie de l'accès universel et de la compatibilité des systèmes spatiaux de localisation, de navigation et de mesure du temps. L'Initiative des Nations Unies pour les sciences spatiales fondamentales a été lancée pour renforcer les capacités des pays en développement dans ce domaine.

- c) *Amélioration de la cohérence et de l'effet de synergie dans les travaux relatifs à l'espace menés par les organismes des Nations Unies qui cherchent à utiliser les sciences et techniques spatiales et leurs applications pour promouvoir le développement humain et le renforcement des capacités*

240. En vue d'établir des directives et normes communes en matière de localisation, de navigation et de mesure du temps, la participation de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale, de l'Union internationale des télécommunications et de l'ISO aux activités du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite a été facilitée. Le PNUD et le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes ont contribué aux activités de renforcement des activités du programme liées à la gestion des catastrophes. Dans le cadre de la coprésidence du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, les responsables du programme ont facilité la participation de représentants de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de l'Université des Nations Unies aux travaux du Groupe. Les efforts déployés ont permis de renforcer les liens entre le Groupe de travail et les agences spatiales et les prestataires commerciaux en vue de mieux coordonner l'accès à l'imagerie spatiale entre institutions.

- d) *Meilleures compréhension et acceptation, assorties de la volonté d'agir, manifestées par les pays et les organisations internationales et régionales compétentes des mesures à prendre pour donner accès à tous les types d'information d'origine spatiale propres à appuyer le cycle complet de la gestion des catastrophes, et pour développer la capacité de les exploiter à cette fin*

241. Pour faciliter l'accès à l'information d'origine spatiale et son utilisation pour la réduction des risques de catastrophe et les interventions d'urgence, des partenariats ont été établis avec les principaux fournisseurs privés et publics d'images spatiales et avec les grandes sociétés informatiques. Diverses activités ont été menées avec les organisations régionales et internationales, dont des campagnes d'information et de sensibilisation, la fourniture de services techniques consultatifs, la mise en place d'un réseau de bureaux d'appui régionaux et de centres nationaux de coordination, la collecte et la diffusion à tous les partenaires de données pertinentes, par l'intermédiaire du portail de connaissances et de publications. Des missions consultatives techniques ont été menées au Burkina Faso, en Équateur, aux Fidji, au Ghana, en Jamaïque, en Namibie, au Samoa et au Togo avec l'appui d'experts des organisations et agences spatiales régionales et internationales, et l'Afghanistan, le Guatemala, le Kenya, les Maldives et les Philippines ont bénéficié de services techniques consultatifs.

Chapitre 8

Affaires juridiques

Principaux résultats obtenus

242. Le Bureau des affaires juridiques a continué à fournir des avis juridiques concernant la paix et la sécurité internationales et la justice transitionnelle, notamment s'agissant du règlement intérieur de différents organes des Nations Unies, et défendu les privilèges et immunités dont jouissent le personnel et les installations des Nations Unies à travers le monde. Le Bureau a aidé à réduire la responsabilité effective de l'Organisation à hauteur de 72 % dans des plaintes formées contre elle et ayant abouti, le montant total alloué à ce titre ayant été ramené à 7 millions de dollars sur un montant total demandé supérieur à 25,2 millions. Il a conclu des accords essentiels pour le plan-cadre d'équipement, ainsi que pour les arrangements immobiliers et logistiques relatifs aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il a appuyé des enquêtes menées dans de nombreux pays à la suite de violations de la législation nationale dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture, obtenant ainsi des restitutions importantes dans des affaires de fraude contre l'Organisation des Nations Unies. En 2008, le Bureau a préparé et organisé le soixantième anniversaire de la Commission du droit international et réalisé des progrès importants dans la formulation d'instruments juridiques en appuyant les organes compétents. Il a continué d'énrichir la Médiathèque de droit international des Nations Unies (à laquelle l'Association internationale des bibliothécaires du droit a décerné sa distinction pour le meilleur site sur la toile en 2009), qui dote l'Organisation d'un outil multimédia fournissant un accès illimité et gratuit aux formations juridiques internationales et d'une bibliothèque de recherche via Internet. La CNUDCI a achevé l'élaboration de deux textes importants que l'Assemblée générale a adoptés, à savoir : une convention sur le transport international de marchandises et un guide pratique sur la coopération en

matière d'insolvabilité internationale. De plus, 136 nouvelles décisions judiciaires ou arbitrales ont été rendues sur la base de textes de la CNUDCI et 66 nouvelles formalités conventionnelles et incorporation dans le droit interne de textes de la CNUDCI ont été signalés. Le Bureau a continué d'aider les États Membres et les organisations intergouvernementales à appliquer de manière cohérente la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et les accords connexes, ainsi qu'à renforcer la coopération et la coordination dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer. Il a fourni une assistance à la Commission des limites du plateau continental, qui a adopté neuf recommandations sur les demandes concernant le tracé des limites extérieures du plateau continental, et présenté un résumé de sept des recommandations publiées. En outre, deux États côtiers ont présenté des cartes marines et des coordonnées définissant les limites extérieures de leur plateau continental sur la base des recommandations de la Commission, contribuant ainsi de manière significative à l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le Bureau a multiplié les activités visant à assurer l'utilisation viable des océans et des mers, l'exploitation équitable et rationnelle de leurs ressources, la conservation de leurs ressources biologiques et l'étude, la protection et la préservation du milieu marin. Il a également préparé et organisé la célébration de la première Journée mondiale de l'océan, le 8 juin 2009. Il a par ailleurs inauguré une version rénovée de son site Web qui contient désormais la plus grande collection de traités au monde; organisé plusieurs manifestations spéciales au cours desquelles 111 États ont accompli 191 formalités conventionnelles. Cinq nouveaux traités importants ont été déposés auprès du Secrétaire général, 2 037 formalités conventionnelles ont été traitées (signatures, ratifications et accessions aux traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général), et 3 124 traités et 1 961 formalités conventionnelles ultérieures ont été enregistrés auprès du Secrétariat.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

243. Les principales difficultés rencontrées et les principaux enseignements tirés de l'expérience sont décrits ci-après.

- Les observations faites par les bureaux clients et les enseignements tirés de l'expérience ont permis d'améliorer les instruments juridiques et inspiré des mesures visant à accroître l'efficacité et la rapidité des services juridiques.
- La mise au point de normes juridiques pour faire face à la croissance du commerce international met en jeu de nouveaux défis pour la Commission, dont les activités d'amélioration du droit et des pratiques supposent de fournir également une assistance technique, en particulier dans les pays en développement. Faute de moyens, la Commission ne peut exploiter pleinement ses capacités. Le rôle d'organisme coordonnateur que joue la Commission en sa qualité de principal organe juridique du système des Nations Unies dans le domaine du commerce international n'est pas suffisamment reconnu. Il faut y remédier.
- La Section des traités estime que la gestion axée sur les résultats l'aide grandement à rester concentrée sur les divers objectifs et cibles fixés et en bonne voie de les atteindre, en s'appuyant sur sa méthode de travail et sur la collecte régulière de données et en gardant à l'esprit les réalisations escomptées clairement établies dans son plan de travail annuel. De plus,

l'expérience a montré que la planification avancée et l'établissement de priorités dans le programme de travail étaient absolument nécessaires. Elle a également montré que certains indicateurs de succès étaient difficilement mesurables, tandis que d'autres n'étaient pas nécessairement représentatifs des progrès accomplis sur le plan des réalisations escomptées. Certaines réalisations escomptées et certains indicateurs de succès ont donc été affinés. Certaines des mesures de résultats ont également été affinées pour tenir compte des données recueillies et d'autres considérations, comme il est indiqué dans le plan-programme.

Taux d'exécution des produits

244. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 84 % des 2 713 produits quantifiables prescrits.

245. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès approuvés sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 8) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

246. Des réunions régulières entre le Conseiller juridique et le directeur de chaque unité, des réunions régulières du Comité de gestion du Bureau, et des réunions-débats entre le Conseiller juridique et les fonctionnaires de chaque unité ont été tenues pour faciliter l'exécution du programme de travail. La représentation du Secrétaire général aux conférences juridiques et dans les procédures judiciaires a été assurée, selon que de besoin, et des avis juridiques ont été régulièrement fournis au Secrétaire général.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

247. Au 31 décembre 2009, le Bureau affichait un taux de vacance global de 2,9 % des 143 postes inscrits au budget ordinaire. Le délai moyen de sélection s'établissait à 108 jours tout au long de l'exercice biennal. Dans la cadre de la rationalisation des activités du Service administratif, des efforts de plus en plus soutenus sont déployés pour afficher les avis de vacance de poste en temps utile dans le système Galaxy et mener les entretiens dans les meilleurs délais. L'utilisation de listes de candidats présélectionnés et de profils d'emploi types a aidé le Bureau à pourvoir rapidement les postes vacants.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

248. Le Bureau s'emploie résolument à pourvoir les postes vacants en tenant dûment compte du principe de la répartition géographique équitable au Secrétariat. Pendant l'exercice biennal, 50 % des fonctionnaires recrutés provenaient d'États Membres non représentés et sous-représentés. Dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 53,8 % des fonctionnaires du Bureau sont des femmes, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2008. Au 31 décembre 2009, le taux de sélection de femmes dans la catégorie des administrateurs approchait 90 %.

d) *Respect des délais de soumission des documents*

249. Le Bureau a obtenu de bons résultats en matière de respect des délais de soumission des documents. Il convient de noter que certains documents publiés sous l'en-tête du Bureau ne sont, en réalité, pas de son ressort.

e) *Renforcement de la coordination des travaux des conseillers juridiques et des attachés de liaison juridiques du système des Nations Unies*

250. Au cours de l'exercice biennal, le Bureau a organisé sept réunions des réseaux juridiques de l'ONU, dont il a également assuré les services, en vue de renforcer le partage, la coordination et la cohérence des conseils juridiques dispensés à l'échelle du système. Les réseaux en question sont au nombre de trois : i) les conseillers juridiques des institutions spécialisées des Nations Unies; ii) les juristes des bureaux, fonds et programmes des Nations Unies; iii) les juristes en poste sur le terrain dans le cadre d'opérations de maintien de la paix de l'Organisation ou de missions politiques spéciales.

Sous-programme 1

Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies

a) *Communication diligente d'avis juridiques pertinents, de manière à faciliter le fonctionnement des organes principaux et subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, conformément au droit international, y compris le régime juridique de l'ONU, ainsi que des mécanismes internationaux de justice connexes, conformément aux décisions des organes délibérants*

251. Le Bureau a continué de fournir en temps voulu des avis touchant une vaste gamme de questions, en attribuant à chacune d'elles un rang de priorité tenant compte de son importance et de son urgence. Le Bureau a répondu à 600 demandes d'avis portant sur la question des privilèges et immunités et à plus de 400 demandes dans chacun des domaines suivants : maintien de la paix et droit pénal international. Il a achevé l'élaboration d'instruments juridiques tels que des accord sur le statut des forces et des missions, rapidement et sans sacrifier la qualité. Le Bureau a examiné dans les meilleurs délais les cas de violation des dispositions d'instruments juridiques internationaux, protégeant ainsi les intérêts de l'Organisation à l'échelle mondiale. Les cas de violation examinés pendant la période considérée portaient notamment sur : l'immunité de juridiction dans les procédures engagées contre l'Organisation au sujet du travail; l'immunité de juridiction des fonctionnaires; l'exonération fiscale du personnel recruté sur le plan local; l'arrestation et la détention de fonctionnaires des Nations Unies; l'exemption des obligations militaires; l'exonération fiscale des actifs de l'Organisation. Le Bureau a participé activement à la création du Tribunal spécial pour le Liban. Il a ainsi pris des mesures en prévision de l'entrée officielle en fonctions du Tribunal spécial le 1^{er} mars 2009; de la prestation de serment des juges, du Procureur, du Greffier et du Chef du Bureau de la défense; et de l'adoption du règlement de procédure et de preuve du Tribunal spécial.

Sous-programme 2**Services juridiques généraux fournis aux organes et aux programmes des Nations Unies***a) Protection optimale des intérêts juridiques de l'Organisation*

252. À la fin de l'exercice biennal 2008-2009, sauf disposition contraire du Bureau, les privilèges et immunités de l'Organisation avaient été maintenus dans toutes les affaires dont la Division des questions juridiques générales avait été saisie.

b) Réduction, dans toute la mesure possible, des obligations juridiques de l'Organisation.

253. À la fin de l'exercice biennal 2008-2009, la Division des questions juridiques générales avait aidé à réduire la responsabilité effective de l'Organisation à hauteur de plus de 72 % dans des plaintes formées contre elle et ayant abouti, le montant total alloué à ce titre ayant été ramené à 7 millions de dollars sur un montant total demandé supérieur à 25 millions. Ainsi, alors que l'objectif fixé était de 35 %, le montant total alloué au titre de la responsabilité effective de l'Organisation a été inférieur à 28 % du montant des plaintes formées contre elle.

Sous-programme 3**Développement progressif et codification du droit international***a) Progrès dans l'élaboration d'instruments juridiques*

254. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, la Commission du droit international a achevé la première lecture des sujets suivants : « Ressources naturelles partagées », « Effets des conflits armés sur les traités » et « Responsabilité des organisations internationales ». Elle a également progressé dans l'examen des sujets « Réserves aux traités », « Expulsion des étrangers » et « Protection des personnes en cas de catastrophe ». Parmi les autres réalisations importantes obtenues par d'autres organes juridiques appuyés par la Division de la codification figure l'adoption par l'Assemblée générale des projets de statut du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies et du règlement intérieur établi par chacun de ces deux tribunaux (résolution 64/119 de l'Assemblée générale). Par ailleurs, dans sa résolution 64/115, l'Assemblée a pris note du document intitulé « Adoption et application des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies », élaboré par le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation et présenté en annexe à la résolution.

b) Meilleures connaissance et compréhension du droit international

255. Les efforts déployés pour revitaliser la Médiathèque de droit international des Nations Unies ont abouti à la création d'une nouvelle médiathèque des Nations Unies sur Internet. Fondée sur la technologie moderne, cette médiathèque permet à l'Organisation de dispenser gratuitement des formations de haute qualité dans le domaine du droit international à un nombre illimité de particuliers et d'institutions du monde entier grâce à Internet. Au cours de l'exercice biennal, la Médiathèque a été consultée dans plus de 175 pays et territoires. De plus, trois autres sites Web ont été créés, ce qui porte à 19 le nombre total de sites Web gérés par la Division. La Médiathèque a reçu le prix 2009 du meilleur site Web décerné par l'Association

internationale des bibliothèques juridiques. La Division a continué d'étendre son programme de publication assistée par ordinateur à certaines de ses autres publications juridiques pour en garantir la distribution en temps voulu. Elle a également mené des activités de formation dans le domaine du droit international, dont deux programmes de bourses auxquels ont participé 40 personnes provenant de pays en développement et de pays en transition.

Sous-programme 4

Droit de la mer et des affaires maritimes

- a) *Aptitude accrue des États Membres et des organisations intergouvernementales à appliquer de manière uniforme et cohérente la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et les accords connexes*

256. Le Bureau des affaires juridiques continue à contribuer, par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, à rendre plus uniforme et plus cohérente l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des accords connexes, en fournissant une assistance plus efficace aux réunions des organes des Nations Unies et de la Convention chargés de l'application de ces instruments et en publiant un rapport annuel d'ensemble sur les océans et le droit de la mer et des rapports annuels sur la viabilité des pêches, ainsi que d'autres publications. De ce fait, le nombre d'États parties à la Convention et aux accords est passé de 350 en 2007 à 375, soit plus que l'objectif fixé pour l'exercice biennal. Le nombre d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ayant participé au Processus consultatif est resté inchangé en 2009, soit 102 organisations. Les réalisations mesurées par les deux indicateurs de succès ont dépassé les objectifs prévus pour l'exercice biennal.

- b) *Possibilités accrues pour les États d'exploiter les ressources des mers et des océans tout en respectant la Convention et les accords connexes*

257. Le Bureau des affaires juridiques a aidé les États à exploiter les ressources des mers et des océans en continuant à fournir une assistance à la Commission des limites du plateau continental et diverses activités de renforcement des capacités. Grâce à ces activités, le nombre de demandes présentées à la Commission est passé de 15 en 2007 à 51 en 2009, le nombre de réunions de la Commission passant par conséquent de 116 en 2006-2007 à 260 en 2008-2009. De plus, la Division a redoublé d'efforts pour aider les États à assurer l'utilisation viable des océans et des mers, l'exploitation équitable et rationnelle de leurs ressources, et la conservation de leurs ressources biologiques, en menant 42 activités en ce sens en 2008-2009 contre 19 à la fin de 2007, ainsi que 38 activités destinées à améliorer la coopération dans le domaine de la préservation et de l'utilisation rationnelle du milieu marin et, plus particulièrement, de la biodiversité, au-delà des limites de la juridiction nationale, contre 36 en 2007.

- c) *Coopération accrue des organisations intergouvernementales aux travaux du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer*

258. La coopération des organisations intergouvernementales aux travaux du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer a continué de se développer durant l'exercice biennal. Le nombre de contributions des

organisations intergouvernementales aux rapports annuels du Secrétaire général à l'Assemblée générale concernant les océans et le droit de la mer, y compris les rapports spéciaux, est passé de 69 en 2007 à 101 en 2009. Le nombre d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ayant participé activement aux débats tenus lors des réunions du Processus consultatif a également augmenté, passant de 99 en 2007 à 201 en 2009.

- d) *Coopération renforcée entre les organisations intergouvernementales et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer en vue de la coordination des questions touchant les océans*

259. La Division participe aux réunions d'ONU-Océans, mécanisme de coordination interinstitutions pour les questions marines et côtières du système des Nations Unies, et à celles du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin et des groupes et mécanismes interinstitutions spéciaux chargés d'examiner des questions relatives aux océans. Elle a continué à mener des activités avec d'autres organisations intergouvernementales, notamment en effectuant des études conjointes et en donnant suite à des demandes d'assistance. En 2009, la Division a participé à 29 activités conjointes, contre 28 en 2007.

Sous-programme 5

Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international

- a) *Contribution à la modernisation du droit commercial et des pratiques commerciales et réduction des incertitudes et des obstacles juridiques résultant de l'inadaptation et de la disparité des lois*

260. Le nombre de décisions fondées sur la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI atteste l'utilisation pratique des textes de la Commission dans les transactions commerciales. Le nombre d'affaires communiquées au secrétariat de la Commission indique une nette augmentation du nombre de références aux instruments de la CNUDCI dans la jurisprudence. Il convient de noter que les correspondants nationaux ne rendent pas systématiquement compte des affaires nationales au secrétariat de la Commission. Lors d'une réunion tenue le 16 juillet 2009, les correspondants nationaux ont donc été encouragés à rendre compte de manière plus rigoureuse des décisions nationales fondées sur la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI. D'autres sources d'information relatives aux décisions judiciaires fondées sur la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI sont également prises en considération.

- b) *Contribution à une meilleure compréhension des questions de droit commercial international et à l'application plus large des normes de la CNUDCI*

261. Le nombre de publications consacrées aux travaux de la CNUDCI est demeuré important, tout comme le nombre de références à la Commission dans les bases de données juridiques. Le nombre de pages vues sur le site Web de la CNUDCI est un indicateur indirect mais important de l'intérêt que le monde extérieur porte aux textes de la Commission. Le nombre de visiteurs, en constante augmentation ces dernières années, s'est stabilisé en 2009. Le site Web de la Commission, disponible dans les six langues officielles de l'Organisation, jouit d'une réputation

internationale en tant que principale source d'information dans le domaine du droit commercial. En outre, de plus en plus de visiteurs consultent les pages publiées dans des langues autres que l'anglais.

c) *Meilleures coordination et coopération entre les organisations internationales qui s'occupent de droit commercial international*

262. Parmi les activités menées dans ce domaine, l'élaboration de documents de coordination, l'organisation de réunions de coordination et de consultation, ainsi que la participation à ces réunions, ont permis de mieux faire connaître les programmes de travail et les activités des organisations internationales qui s'occupent de droit commercial international, de recenser les domaines d'intérêt mutuel et de prendre conscience aussi bien de la nécessité que des moyens de renforcer les efforts de coordination et de coopération pour éviter les doublons et le chevauchements. Les unités spécialisées chargées de l'assistance technique et de la coordination ayant pris des mesures pour identifier et exploiter les possibilités d'activités communes, les activités menées ont été plus nombreuses et axées sur des objectifs plus précis.

d) *Facilitation des travaux de la CNUDCI*

263. Les appréciations favorables que les représentants ont données au Secrétariat témoignent de leur grande satisfaction. Néanmoins, le faible nombre de réponses reçues chaque année laisse supposer que les représentants et observateurs des États Membres ne jugent pas indispensable d'évaluer spécifiquement le secrétariat de la CNUDCI à l'occasion de la session de la Commission. Le niveau général de satisfaction des clients du secrétariat de la Commission est également perceptible à travers les lettres de remerciements reçues tout au long de la période considérée.

Sous-programme 6

Garde, enregistrement et publication des traités

a) *Accès amélioré aux traités déposés auprès du Secrétaire général, aux formalités s'y rapportant et aux renseignements concernant leur état, ainsi qu'aux traités déposés au Secrétariat pour enregistrement et publication et aux formalités conventionnelles s'y rapportant*

264. En 2008, cinq traités ont été déposés auprès du Secrétaire général, ce qui porte à 544 le nombre total de traités déposés auprès du Secrétaire général. Aucun nouveau traité n'a été déposé en 2009. En 2008-2009, 2 037 formalités conventionnelles ont été présentées aux fins de dépôt auprès du Secrétaire général, et 2 933 traités et 1 823 formalités conventionnelles ont été enregistrés auprès du Secrétariat. Quarante-six volumes du *Recueil des Traités* des Nations Unies ont été publiés au cours de l'exercice biennal (86 étaient en cours de publication à la fin de 2009) et les relevés mensuels des traités enregistrés ont été publiés régulièrement, sauf ceux d'octobre et novembre qui étaient en cours d'élaboration à la fin de 2009. Le site Web de la Section des traités a été consulté fréquemment, 200 000 pages étant vues en moyenne chaque mois. La migration de la base de données de la Section vers une nouvelle plate-forme a eu une incidence sur certains indicateurs.

b) Promotion d'une participation élargie des États au cadre institué par les traités multilatéraux

265. Le nombre d'activités entreprises pendant l'exercice biennal se situe dans la fourchette ciblée, mais dans la partie inférieure. Ceci s'explique par le fait que seulement cinq nouveaux traités ont été déposés au cours de la période considérée. Il convient de noter qu'il n'est pas possible de tenir des statistiques sur chaque État ou région, ni sur l'état de leur participation au cadre institué par chaque traité ou groupe de traités ou par l'ensemble des traités déposés auprès du Secrétaire général.

c) Meilleures connaissance et compréhension, par les États Membres, des aspects techniques et juridiques de la participation au cadre institué par les traités multilatéraux et de l'enregistrement des traités auprès du Secrétariat

266. Quatre séminaires de formation ont été organisés au Siège et quatre autres au niveau régional, 411 participants en ont bénéficié. D'autre part, plus de 1 000 questions portant sur des aspects techniques et juridiques ont été reçues et traitées en ligne. Certaines des informations publiées sur le site Web de la Section des traités n'ont pas pu être mises à jour pendant une partie de 2008 en raison de la migration de la base de données sous-jacente. Le site Web a été rouvert en septembre.

d) Respect plus strict du cadre institué par les traités

267. Les séminaires de formation organisés au Siège et dans les régions continuent de faire l'objet d'appréciations très positives de la part des participants et des États Membres. De nombreux États manifestent l'intérêt d'accueillir des séminaires régionaux, mais les moyens de financement demeurent le principal sujet de préoccupation. La Section continue de fournir des conseils techniques aux États, aux bureaux des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux autres organes conventionnels en matière de dépôt et d'enregistrement. Environ 800 conseils ont été fournis par écrit au cours de l'exercice biennal (sans compter les conseils informels).

Chapitre 9

Affaires économiques et sociales

Principaux résultats obtenus

268. Pendant l'exercice biennal, la crise financière et économique mondiale a fortement compromis le développement en faisant peser un poids supplémentaire sur les ressources du Département des affaires économiques et sociales. Le Département a rapidement fait le nécessaire pour fournir aux États Membres l'analyse indépendante de la crise dont ils avaient besoin. Il a fait progresser la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, et les travaux de recherche et d'analyse des politiques dans des domaines importants, tels que l'utilisation de la technologie pour lutter contre les effets des changements climatiques. Le Département a facilité l'organisation des activités suivantes : Forum du Conseil économique et social pour la coopération en matière de développement (juillet 2008); Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (septembre 2008); examens ministériels annuels consacrés au développement durable (juillet 2008) et à la santé publique mondiale (juillet 2009); Conférence internationale de suivi sur le

financement du développement (novembre/décembre 2008); Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (juin 2009); et Sommet sur les changements climatiques (septembre 2009). Le programme du Département a contribué à l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, à la pleine et entière acceptation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et à l'adoption d'un document concret sur le plein emploi et le travail décent. Il a fourni un appui décisif à la mise en œuvre de la campagne du Secrétaire général intitulée « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

269. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, le Département a redoublé d'efforts afin de renforcer le programme de l'ONU en matière de développement. La planification préalable et un dialogue harmonieux se sont avérés essentiels pour fournir un appui efficace aux États Membres. La mise en commun de l'information avec d'autres entités des Nations Unies a permis de déterminer les possibilités en matière de collaboration et, ainsi, de renforcer la cohérence des politiques de gestion des activités économiques et sociales. Le renforcement du volet développement de l'action du Secrétariat résultant de l'augmentation des effectifs a suscité de nouvelles attentes parmi les États Membres quant à l'amélioration de l'efficacité et de la coordination de l'exécution des programmes sociaux, économiques et environnementaux.

Taux d'exécution des produits

270. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 91 % des 3 016 produits quantifiables prescrits.

271. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 9)].

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

272. Le Département a constamment veillé à ce que les produits et les services soient fournis dans les délais impartis et à ce que les ressources soient utilisées de manière efficace et rationnelle. Le taux général d'exécution de ses produits a été de 91 % (comparé à 92 % en 2006-2007), et le taux d'utilisation des crédits budgétaires de 93,6 % (comparé à 96,1 % en 2006-2007). Le Département continue de contrôler systématiquement l'exécution des programmes. La légère diminution du taux d'utilisation des crédits budgétaires découle en partie du fait que, dans sa résolution 63/260, l'Assemblée générale a approuvé l'affectation de ressources supplémentaires au volet développement pour la deuxième moitié de l'exercice biennal.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

273. En raison principalement de l'augmentation du nombre de vacances imprévues, dont les cessations de service et autres mouvements de personnel notamment dus aux engagements à titre temporaire, et, en partie, du processus de recrutement aux nouveaux postes relevant du volet développement, le pourcentage de postes vacants pendant l'exercice biennal est passé à 7,2 % (comparé à 4,8 %

pendant l'exercice 2006-2007). Le délai moyen de sélection pendant l'exercice biennal est passé à 180 jours (comparé à 161 jours pendant l'exercice biennal précédent).

274. Le Département des affaires économiques et sociales continuera de s'employer à réduire le délai de sélection et prendra des mesures à cet effet en concertation avec le Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH) (à titre d'exemple, des cours de formation sur l'évaluation des candidats dans Galaxy ont été organisés à l'intention des nouveaux responsables de postes à pourvoir). Il continuera également d'envoyer régulièrement à tous les directeurs de programme des informations sur la situation en matière de vacances de postes, notamment sur les vacances prévues ou dues à d'autres mouvements de personnel, afin de les aider à planifier les affectations et les recrutements en temps utile.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

275. Le Département poursuit ses efforts pour améliorer la représentation géographique et l'équilibre entre les sexes. Pour l'exercice biennal considéré, le pourcentage des recrutements de ressortissants d'États Membres non représentés ou sous-représentés est de 21,2 %. Pour ce qui est de la proportion d'hommes et de femmes dans les effectifs, à la fin de l'exercice biennal, le pourcentage de femmes était de 45,2 % parmi les postes d'administrateur et les postes de rang supérieur. S'agissant de la représentation géographique, les directeurs de programme continueront d'examiner systématiquement les candidatures recevables après 60 jours de candidats externes ressortissants d'États Membres non représentés ou sous-représentés. S'agissant de la proportion d'hommes et de femmes dans les effectifs, lors de la sélection des candidatures recevables après 15 et 30 jours, les candidatures internes de femmes dotées de qualifications équivalentes à celles des hommes continueront d'être examinées en priorité. Pour les candidatures recevables après 60 jours, les directeurs de programme continueront de procéder à un examen systématique des candidatures de femmes afin de repérer les candidates qualifiées et de les recruter en priorité.

d) Plus grande ponctualité dans la présentation de la documentation

276. En 2008, 226 documents officiels présession devaient être soumis et 177 ont été présentés dans les délais prévus, soit un pourcentage de 78 %. Le respect des délais de présentation a donc augmenté de 2 % par rapport à 2007, et cette augmentation s'est poursuivie en 2009 : la présentation de 199 documents officiels présession était programmée et 168 documents ont été présentés dans les délais prévus, soit 85 %.

e) Plus grande cohérence dans la gestion des activités économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation grâce à l'appui du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales

277. Le Département a participé à plusieurs réunions avec d'autres entités du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales afin d'harmoniser les politiques. Il a largement eu recours à la technologie de la vidéoconférence pendant l'exercice biennal et a tenu plus de 100 vidéoconférences afin d'encourager la collaboration avec d'autres entités du Comité exécutif. Dans un souci

d'harmonisation et pour éviter les doublons, le Département a tenu des consultations lors de l'élaboration du budget-programme pour l'exercice 2010-2011 et du cadre stratégique pour la période 2012-2013. Il a collaboré avec d'autres entités des Nations Unies à la préparation d'un certain nombre de rapports, notamment ses rapports phares, dont celui intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale », le rapport sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et celui du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Sous-programme 1

Appui au Conseil économique et social et coordination

- a) *Contribution plus importante de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social à l'élaboration, à la coordination et à l'harmonisation des politiques dans un sens permettant de promouvoir et de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de développement convenus au niveau international et de mieux articuler les politiques et les activités opérationnelles de développement*

278. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont continué de recevoir un appui au titre du sous-programme en raison du rôle important qu'ils jouent dans le traitement des problèmes de développement les plus pressants de notre temps. Dans le cadre de l'examen ministériel annuel, le Conseil économique et social a présenté une étude approfondie et qualitative des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international et des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment dans les domaines traités lors de l'examen ministériel annuel, à savoir le développement durable (2008) et la santé (2009). En 2008, la tenue du Forum pour la coopération en matière de développement a permis de centrer le dialogue sur les plans politique et normatif et les compétences techniques. L'Assemblée générale a mené un dialogue de fond axé sur des mesures concrètes, notamment la mondialisation et le développement, ainsi que la mise en valeur des ressources humaines. En 2009, les préparatifs de la Réunion plénière de haut niveau de 2010 de l'Assemblée générale ont été avancés en vue de l'adoption d'un document énergétique privilégiant l'action.

- b) *Rôle renforcé du Conseil économique et social dans le pilotage de ses organes subsidiaires et la promotion de l'exécution coordonnée et cohérente des activités dans le système des Nations Unies*

279. Le Forum pour la coopération en matière de développement tenu en 2008 a été l'occasion d'examiner les tendances de cette coopération, notamment en ce qui concerne les stratégies, les politiques et les moyens de financement, de favoriser une amélioration de la cohérence des activités de développement des différents partenaires et de renforcer les liens entre les activités normatives et opérationnelles de l'Organisation. Les contributions des commissions techniques du Conseil économique et social aux travaux de celui-ci ont augmenté, en particulier sur le thème de l'examen ministériel annuel. La pratique consistant à réunir les présidents des commissions techniques et le Bureau du Conseil économique et social au mois de janvier a joué un rôle déterminant. Six commissions ont également inscrit à leur ordre du jour le thème de l'examen ministériel annuel en 2008 et en 2009. Ayant de nouvelles possibilités d'interventions, les organisations non gouvernementales sont

mieux renseignées sur les travaux du Conseil économique et social et le nombre d'organisations accréditées auprès du Conseil a augmenté.

- c) *Rôle renforcé du Conseil économique et social en matière de reconstruction et de développement après un conflit et interaction plus étroite avec le Conseil de sécurité, ainsi qu'il en a décidé*

280. Le rôle du Conseil économique et social a été renforcé grâce aux services organisationnels et techniques destinés au Groupe consultatif ad hoc sur Haïti et à la multiplication des échanges avec la Commission de consolidation de la paix. À l'issue de la mission qu'il a effectuée en Haïti en mai 2009 afin d'évaluer la situation dans ce pays, le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti a présenté au Conseil un rapport (E/2009/105) mettant en évidence les obstacles au relèvement de ce pays qui sort d'un conflit. Le Conseil a adopté la résolution 2009/4 et formulé des recommandations précises sur certains des aspects des conclusions du rapport. Il a par ailleurs prorogé le mandat du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti. Dans sa résolution 2009/32, le Conseil économique et social a invité la Commission de consolidation de la paix à renforcer sa collaboration avec lui, notamment par un dialogue plus approfondi entre celui-ci et les présidents des différentes formations de la Commission.

Sous-programme 2

Problématique de l'égalité des sexes et promotion de la femme

- a) *Progrès vers l'égalité des sexes et l'élimination des discriminations fondées sur le sexe par un effort de promotion de l'application intégrale et effective du Programme d'action de Beijing, des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, du Document final du Sommet mondial de 2005 et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

281. La Division de la promotion de la femme a créé une base de données sur la violence à l'encontre des femmes et élaboré l'*Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement, 2009*, consacrée à l'accès des femmes aux ressources économiques et financières, dont le microfinancement, et au contrôle qu'elles exercent sur ces ressources. L'*Étude mondiale* a mis en lumière les incidences que la crise économique et financière a eues sur l'application du Programme d'action de Beijing. Pendant le débat de la Commission de la condition de la femme à ses cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions, 214 orateurs au total, dont des représentants d'États Membres et de groupes régionaux, ont présenté les mesures prises pour exécuter le Programme d'action de Beijing. L'objectif visé, qui était d'entendre 160 déclarations, a été dépassé de 33 %. L'analyse des résolutions adoptées lors des soixante-deuxième et soixante-troisième sessions de l'Assemblée générale a montré que 29,9 % d'entre elles répondaient aux critères établis, l'objectif des 25 % étant ainsi atteint. La plupart des résolutions portant sur l'égalité des sexes ont été adoptées par la Deuxième Commission et la Troisième Commission.

- b) *Renforcement de la capacité de la Commission de la condition de la femme de s'acquitter de son mandat, notamment de promouvoir l'institutionnalisation de l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale*

282. Les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-deuxième session ont encouragé un engagement plus résolu en faveur du principe de l'égalité des sexes dans la Déclaration de Doha sur le financement du développement. Celles que la Commission a adoptées à sa cinquante-troisième session ont fait progresser le débat relatif au partage égal des responsabilités, notamment pour ce qui est de la prestation de soins liés au VIH/sida. Pendant le débat général de la Commission de la condition de la femme à ses cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions, 195 orateurs au total, dont des représentants d'États Membres et de groupes régionaux, ont présenté les mesures prises en vue de l'application de stratégies d'intégration de la problématique hommes-femmes aux échelons national et régional. L'objectif fixé a été dépassé de 200 %. Pendant l'exercice biennal, 3 963 représentants d'organisations non gouvernementales se sont inscrits sur place afin de participer au débat de la Commission. L'objectif fixé a été dépassé de 98,15 %.

- c) *Renforcement de la capacité des organismes des Nations Unies de tenir systématiquement compte des questions d'égalité des sexes et de prendre des mesures ciblées pour accorder aux femmes toute la place voulue dans leurs politiques et programmes*

283. Le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme concentre ses activités sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, notamment en rapport avec la question des femmes et la paix et la sécurité et, par l'intermédiaire du Coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes : a) assure le secrétariat du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes. Il a établi un partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies afin de renforcer les capacités à l'échelle du système en vue d'une intégration plus efficace de la problématique hommes-femmes et, dans ce cadre, élaboré un projet de manuel sur ce thème. En réponse aux questionnaires envoyés par le Bureau, 68 entités ont fourni des contributions destinées aux rapports sur l'intégration de la problématique hommes-femmes que le Secrétaire général a présentés en 2008-2009 au Conseil économique et social; b) en juin 2008, 24 départements/bureaux comptaient 20 administrateurs ou plus, dont moins de 50 % étaient des femmes. Seize départements et bureaux ont augmenté le pourcentage de femmes administrateurs. Le pourcentage de femmes au Secrétariat n'est que de 37,7 %.

Sous-programme 3

Politiques sociales et développement social

- a) *Contribution aux débats et accords internationaux sur les grandes questions de développement social inscrites à l'ordre du jour des organes intergouvernementaux des Nations Unies*

284. La facilitation des processus intergouvernementaux dans le cadre du sous-programme a contribué à favoriser le consensus entre les États Membres et à renforcer le débat international sur la promotion du plein emploi et du travail décent

et sur l'intégration sociale, en particulier des personnes âgées, des jeunes, des familles et des personnes handicapées. Les principales réalisations sont les suivantes : premier document directif négocié et axé sur l'action relatif au plein emploi et au travail décent; adoption de résolutions sur les dimensions sociales du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); dans les objectifs de développement adoptés au niveau international, accent placé sur les personnes âgées et les jeunes, ainsi que sur l'intégration de la question des personnes handicapées; pleine et entière acceptation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; adoption du plein emploi et du travail décent comme thème de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté et d'un plan d'action à l'échelle du système à l'appui de la Décennie; décision de célébrer l'Année internationale des coopératives.

b) Renforcement de la capacité des États Membres et de la société civile d'élaborer et d'appliquer des politiques et des programmes sociaux

285. Le développement et le renforcement de l'initiative lancée lors du précédent exercice biennal afin d'inclure le renforcement des capacités dans les missions consultatives se sont poursuivis : à présent, presque toutes les missions consultatives comprennent un volet formation. Des ateliers régionaux ont renforcé les capacités du personnel de plusieurs pays simultanément, favorisant la mise en commun des données d'expérience et un apprentissage réciproque. Dans le cadre du sous-programme, des efforts accrus ont également été faits pour établir des partenariats avec les commissions régionales et les fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies. La Convention relative aux droits des personnes handicapées ayant recueilli 75 ratifications et 143 signatures, les États Membres ont commencé à incorporer ses buts et objectifs aux aspects de leurs politiques et programmes relatifs aux droits des personnes handicapées et à l'inscription de cette question à l'ordre du jour du développement.

c) Amélioration de la connaissance et de l'appréciation des questions de développement social par les gouvernements, la société civile et le secteur privé

286. Le site Web du sous-programme a enregistré 3,1 millions de visites en 2008-2009, ce qui dépasse l'objectif de 2,5 millions de visites qui avait été fixé. La fourniture en ligne de documents et d'informations a joué un rôle essentiel pour assurer les services d'appui des mécanismes intergouvernementaux et promouvoir l'action et les objectifs des organisations dans le domaine du développement social. Le système d'enregistrement préalable en ligne a permis d'enregistrer 502 représentants d'organisations non gouvernementales souhaitant participer aux travaux de la Commission du développement social, 2 932 participants à la session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et 217 participants à la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Le nombre élevé de débats entre les parties prenantes a favorisé la coopération, la connaissance des questions concernant le développement social et les peuples autochtones et la mise en place de réseaux entre les organismes des Nations Unies, les gouvernements, la société civile et les peuples autochtones.

Sous-programme 4 **Développement durable**

- a) *Débat effectif et consensus sur les principaux enjeux du développement durable et sur les dossiers prioritaires du programme de travail pluriannuel : agriculture, développement rural, sécheresse, désertification, Afrique et questions transversales*

287. Au titre du sous-programme, la Division du développement durable a continué de fournir un appui fonctionnel et technique à la Commission du développement durable, lors de sa session d'examen (seizième session) et de sa session directive (dix-septième session), afin de lui permettre d'examiner rigoureusement les dispositions en faveur du développement durable du module thématique du troisième cycle d'application, d'en débattre et de parvenir à un accord. Elle a facilité l'organisation de réunions d'application régionales (RIMS) et de plusieurs réunions intersessions dirigées par les gouvernements. Les interventions des délégués et d'autres parties prenantes importantes lors des seizième et dix-septième sessions de la Commission et au cours de réunions et d'entretiens tenus par la Division du développement durable avec les délégués ont montré que l'appui fourni était très apprécié. Les membres du Bureau de la Commission et les participants au Salon du partenariat de la Commission, au centre d'apprentissage et aux séances de concertation des grands groupes ont également fait part de leur satisfaction.

- b) *Meilleure disponibilité de l'information sur les options de politique générale, les mesures pratiques et les initiatives concrètes requises pour l'adoption et la réalisation de l'objectif de développement durable aux niveaux local, national, régional et international*

288. La Division du développement durable a continué, au titre du sous-programme, de s'employer à mettre à la disposition du public des informations à jour sur les activités de la Commission, le suivi du Plan de mise en œuvre de Johannesburg et les principales questions relatives au développement durable. Les émissions transmises sur le Web par la Division du développement durable ont permis au grand public de suivre les travaux de la Commission. L'objectif du sous-programme pour l'exercice biennal 2008-2009, qui était d'enregistrer 2 millions de visites et de téléchargements, avait déjà été dépassé en 2008, avec 2 525 976 de visites. D'après une analyse récente des données relatives à la fréquentation du site Web, ce dernier a été consulté entre 7 000 et 10 000 fois par jour en moyenne en 2009. Pour les seizième et dix-septième sessions de la Commission, les États Membres ont fourni 138 contributions aux bases de données (études de cas de partenariats, pratiques optimales et enseignements tirés de l'expérience en 2008).

- c) *Renforcement des capacités techniques, humaines et institutionnelles des pays en développement et des pays en transition en matière d'application de plans et de stratégies nationales pour le développement durable de l'énergie, des ressources en eau et des ressources naturelles*

289. Dans le cadre du sous-programme, le Département a apporté une assistance technique et opérationnelle aux pays en développement et aux pays en transition. L'objectif visé, qui était qu'au moins 92 % des pays se disent satisfaits, a été atteint : 92 % des participants ont qualifié d'« excellente » la qualité des services de renforcement des capacités fournis, notamment les réunions de groupes d'experts, les ateliers et les voyages d'étude. Cette appréciation a été établie grâce aux

informations fournies en retour par les participants et les bénéficiaires des projets concernant les services et l'aide fournis. Pendant la période considérée, la Division du développement durable a atteint son objectif en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, 620 experts nationaux ayant bénéficié des activités de renforcement des capacités, soit trois fois plus que l'objectif fixé pour l'exercice biennal, qui était de 230 experts.

Sous-programme 5 **Statistique**

- a) *Renforcement du système statistique mondial, avec la participation plus active des pays et une collaboration plus étroite entre les organisations internationales, se traduisant notamment par des progrès dans l'harmonisation et la rationalisation des indicateurs de développement*

290. Les deux indicateurs de résultats ont évolué favorablement. Le nombre de participants aux sessions de la Commission de statistique a augmenté, ce qui atteste du vif intérêt que les États Membres portent à la prise de décisions relatives au système statistique mondial. Les bases des innovations méthodologiques futures et des activités de renforcement des capacités en matière de statistique sont jetées lors des réunions annuelles de la Commission de statistique. Les efforts concertés visant à améliorer la coordination avec d'autres organisations et partenaires internationaux se sont également intensifiés, en particulier dans les importants domaines que sont l'échange effectif de données (indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement et autres données) et le contrôle de la qualité des données.

- b) *Utilisation plus efficace et plus systématique, par les gouvernements, les organisations internationales, les établissements de recherche, le secteur privé et le public, des données statistiques et des informations techniques produits dans le cadre du sous-programme*

291. Les objectifs établis pour les deux indicateurs sont largement dépassés puisque le nombre de demandes de données statistiques satisfaites (27,8 %) et le nombre de visites enregistrées par la page Web du sous-programme (43 %) ont fortement augmenté. Cela montre non seulement que tous les utilisateurs (gouvernements, organisations internationales, instituts de recherche, secteur privé et grand public) s'intéressent davantage aux produits de la Division de statistique mais aussi que celle-ci est mieux à même de répondre à la demande. La Division de statistique, a adopté une stratégie consistant à placer le site Web au centre de ses échanges avec les clients et usagers, qui a donné de bons résultats en raison de son fort potentiel de croissance. L'augmentation sensible du nombre de demandes de données satisfaites est due en grande partie au lancement d'un système novateur d'accès aux données en ligne (UNdata).

- c) *Capacité accrue des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, d'établir et de compiler, archiver, analyser et publier régulièrement des statistiques officielles et des indicateurs dans les domaines économique, social, démographique et environnemental, de manière à produire des données de qualité à l'usage des décideurs et du public*

292. Les données initiales font apparaître un taux de satisfaction très élevé au sujet des activités de renforcement des capacités menées au titre du sous-programme.

D'après les résultats d'une enquête de suivi standard, 80 % des participants aux ateliers confirment que les activités ont eu des effets concrets en certifiant qu'ils ont utilisé les supports éducatifs par la suite et appliqué les recommandations. Ce résultat dépasse clairement l'objectif fixé, qui était de 70 %.

Sous-programme 6

Population

- a) *Facilitation concrète de l'examen, par les États Membres, des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des textes issus de la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale*

293. La Division de la population s'est conformée à 100 % aux délais de soumission de la documentation lors des deux sessions de la Commission de la population et du développement. Les délégations ont fait référence de manière positive à la qualité de la documentation et des services fonctionnels fournis à la Commission par la Division. En termes d'impact, la délégation des États-Unis a déclaré que la Division de la population restait essentielle en tant que source neutre de compétences spécialisées sur les questions relatives à la population, et que ses produits étaient très utiles à de nombreuses parties prenantes. Le Brésil a estimé que les données de la Division étaient indispensables à l'élaboration d'analyses comparatives de pays et de régions. Le Soudan, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a loué les activités menées par la Division afin de promouvoir l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

- b) *Sensibilité accrue aux questions démographiques nouvelles et émergentes et connaissances plus approfondies et meilleure compréhension des problèmes au niveau national, en particulier dans les domaines de la fécondité, de la mortalité, des migrations, du VIH/sida, de l'urbanisation, de l'accroissement de la population et du vieillissement*

294. Les réunions d'information organisées en 2008 et en 2009 par la Division de la population à l'intention des délégations ont suscité un vif intérêt. À la demande des groupes intéressés, les réunions d'information habituellement organisées à l'intention de toutes les délégations au sujet de la session annuelle de la Commission de la population et du développement ont été complétées par des réunions d'information à l'intention des membres de l'Union européenne et des États associés, ainsi que des membres du Groupe des 77. La Division de la population a organisé trois réunions d'information consacrées au Forum mondial sur la population et le développement. Des personnalités officielles des États Membres et des organisations intergouvernementales ci-après ont visité la Division : Arabie Saoudite, Australie, Bangladesh, Belgique, Cap-Vert, États-Unis, Israël, Italie, Jordanie, Maroc, Mexique, Parlement européen, Pays-Bas, Qatar, Soudan, Suède et Suisse. Le nombre de personnalités officielles ayant visité la Division et suivi une réunion d'information est d'environ 200, soit plus du double de l'objectif fixé.

- c) *Meilleure accessibilité et ponctualité des informations et données démographiques utilisables par les États Membres, la société civile et les universités*

295. Le nombre d'abonnés au service de notification par courrier électronique a augmenté de 20 %, soit un peu plus que l'objectif fixé. Afin de disposer d'un répertoire à jour de l'utilisation de ses données dans les médias, la Division de la population a créé un blog. Les informations ainsi publiées proviennent principalement du service « Google news alerts » et ne sont pas entièrement neutres, mais ce blog fournit des exemples de la manière dont les données produites par la Division sont utilisées dans les articles et les éditoriaux publiés par la presse du monde entier.

Sous-programme 7

Politiques et analyse du développement

- a) *Intensification des débats internationaux, obtenue en aidant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à cerner et comprendre les questions économiques nouvelles et émergentes, en particulier dans la perspective de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, dont les objectifs du Millénaire pour le développement*

296. Les produits du sous-programme ont enrichi les débats de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en apportant des analyses impartiales des questions et des politiques relatives au développement. En 2008-2009, les principaux produits ont été les suivants : publication intitulée « La situation économique et sociale dans le monde »; rapports et notes de politique générale du Comité des politiques de développement; Manuel sur la catégorie des pays les moins avancés (PMA) (*Handbook on the Least Developed Country category: Inclusion, Graduation and special support measures*); rapports du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; et rapports du Secrétaire général sur l'intégration des pays en transition dans l'économie mondiale, les sanctions unilatérales contre des pays en développement et la coopération pour le développement avec les pays à revenu intermédiaire. L'importance de ces analyses a été reflétée dans 28 résolutions et décisions connexes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Elles ont en outre servi de documentation de base lors des débats sur les questions relatives au développement économique menés à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social, et lors de conférences internationales, et ont été citées dans les rapports et les notes du Secrétaire général sur la question.

- b) *Approfondissement du dialogue sur la situation économique mondiale, notamment dans le sens d'une appréciation commune des perspectives économiques mondiales et de leurs implications pour l'avenir des pays en développement*

297. Les analyses produites au titre du sous-programme ont renforcé le dialogue sur la situation économique mondiale mené à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social. Les principaux produits sont les rapports intitulés « Situation et perspectives de l'économie mondiale » (2008 et 2009), et les rapports communs du sous-programme comprenant des contributions du Bureau du financement du

développement, du Département des affaires économiques et sociales, de la CNUCED et des commissions régionales des Nations Unies. Ces analyses ont été partiellement prises en compte par le Conseil économique et social lors de ses deux sessions (2008 et 2009) consacrées à l'examen des mises à jour en milieu d'année (E/2008/57 et E/2009/73), à l'occasion desquelles le Conseil a apprécié le diagnostic précoce qui y était présenté quant aux facteurs à l'origine de la crise économique mondiale, ainsi que de l'analyse du contrecoup de la crise sur les pays en développement. Le contenu de la publication « Situation et perspectives de l'économie mondiale », ses mises à jours mensuelles et en milieu d'année et le système de surveillance de la vulnérabilité à l'échelle mondiale au titre du sous-programme ont été intégrés aux discours du Secrétaire général et d'autres hauts responsables des Nations Unies, et cités dans plusieurs rapports et notes du Secrétaire général.

- c) *Renforcement des capacités des pays en développement d'intégrer des politiques macroéconomiques et sociales dans leurs stratégies de développement nationales, y compris grâce à une meilleure compréhension des mécanismes permettant d'atténuer l'insécurité économique et de rendre la stabilisation macroéconomique compatible avec la réduction durable de la pauvreté*

298. En 2008, la Division de l'analyse des politiques de développement a achevé un projet de renforcement des capacités axé sur l'évaluation des stratégies de développement visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement dans 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Début 2010, un projet similaire sera mis au point définitivement dans cinq États arabes et, plus tard au cours de la même année, dans quatre pays d'Asie et trois pays d'Afrique. L'élaboration d'un projet sur les incidences des politiques macroéconomiques, des chocs externes et des systèmes de protection sociale, mené conjointement avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), s'est achevée en 2009 dans sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2009 également, dans le cadre d'un projet visant à aider les PMA en Asie et en Afrique à se doter de stratégies de sortie, des enquêtes ont été menées auprès de partenaires de développement afin d'évaluer l'utilisation des mesures d'aide aux PMA, et les éléments obtenus ont été publiés sur le site Web du projet et utilisés aux fins du processus d'examen du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés.

Sous-programme 8

Administration publique et gestion du développement

- a) *Approfondissement du dialogue sur une meilleure compréhension des questions touchant l'administration publique, la gouvernance participative, le renforcement des capacités, la promotion du professionnalisme et de l'éthique et la gestion des connaissances au service du développement*

299. Les résultats positifs sont attestés par au moins sept références, recommandations et décisions figurant dans les rapports et résolutions présentés aux organes intergouvernementaux, notamment la résolution 63/202 de l'Assemblée générale, intitulée « Les technologies de l'information et des communications au service du développement » et la résolution 64/186, intitulée « Renforcement de la connectivité grâce à l'autoroute de l'information transeurasienne »; les résolutions 2008/32 et 2009/18 du Conseil économique et social, relatives au rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de ses septième et huitième

sessions, respectivement; la table ronde organisée par la Deuxième Commission sur le thème « L'État au sortir des conflits – reconstruction de l'administration publique »; le rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social sur les mesures à prendre pour renforcer la coopération dans le cadre de l'application des décisions issues de la Phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (voir E/2009/92), et le rapport sur l'évaluation des progrès réalisés dans l'application et le suivi des décisions issues du Sommet (A/64/64-E/2009/10) (voir <http://www.unpan.org/IMDIS-2008-2009>).

- b) *Meilleure connaissance et diffusion améliorée des innovations et des bonnes pratiques en matière de réforme du secteur public, de gouvernance participative et de gestion des connaissances au service du développement*

300. Les pages du site Web du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration ont été consultées 127 399 529 fois et les documents publiés en ligne ont été téléchargés 20 995 994 fois. Le Réseau a été modernisé et réorganisé au moyen de technologies Web de pointe qui le rendent plus complet et plus facile à utiliser. Le centre de formation en ligne du Réseau a continué de proposer des cours gratuitement et le nombre d'inscriptions a augmenté de plus de 230 % depuis l'exercice biennal précédent. Dans le cadre du sous-programme, deux cérémonies ont été organisées pour décerner le prix Champion du service public et il a été organisé deux ateliers sur le renforcement des capacités axés sur la promotion des pratiques et des méthodes innovantes en matière de service public, qui ont rassemblé plus de 400 participants de toutes les régions du monde. Le succès ainsi remporté a été confirmé par 46 lettres louant les activités d'échange et de mise en commun des connaissances organisées au titre du sous-programme (voir <http://www.unpan.org/IMDIS-2008-2009>).

- c) *Capacité accrue des gouvernements nationaux de renforcer la gouvernance participative, le professionnalisme et la responsabilisation du secteur public pour obtenir de meilleurs résultats, y compris en utilisant les technologies de l'information et des communications*

301. La formulation de 27 recommandations méthodologiques et techniques atteste des progrès accomplis dans le renforcement des capacités des gouvernements nationaux. Les produits les plus importants sont les suivants : Meter II, outil en ligne donnant aux gouvernements les moyens de savoir quels sont leurs points forts, ainsi que les domaines à améliorer aux fins de la mise en place de conditions propices à l'administration nationale en ligne, et donc à une amélioration de la prestation de services publics; un guide pour le transfert et l'adaptation des innovations en matière de gouvernance; et un glossaire en ligne sur l'administration publique. À la demande des États Membres, 60 missions consultatives ont été menées dans 32 pays afin de continuer d'accroître les capacités aux échelons local et national, en particulier dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de l'administration en ligne et de l'engagement citoyen. Au titre du sous-programme, des services efficaces d'appui technique ont continué d'être fournis aux projets de coopération technique. Les 21 ateliers de renforcement des capacités ont rassemblé 230 participants venus de 50 pays en développement et bénéficiant d'une aide financière (voir <http://www.unpan.org/IMDIS-2008-2009>).

Sous-programme 9

Gestion durable des forêts

- a) *Dialogue international concret sur la gestion durable des forêts et facilitation de la mise en œuvre du programme de travail pluriannuel du Forum des Nations Unies sur les forêts et de l'application de l'instrument juridiquement non contraignant pour la gestion durable de tous les types de forêts*

302. Les activités menées au titre du sous-programme ont contribué à une gestion durable des forêts en facilitant le dialogue international et l'adoption d'accords sur les forêts. Le nombre de décisions et d'éléments adoptés par les organes intergouvernementaux qui étaient fondés sur des documents directifs proposés au titre du sous-programme a augmenté de 55 %. Les plus importantes de ces décisions ont été le lancement d'un processus de facilitation du financement des forêts visant à aider les pays à réunir des fonds provenant de toutes les sources existantes, et l'élaboration d'une résolution intitulée « Les forêts dans un monde en évolution, renforcement de la coopération et coordination des politiques et programmes intersectoriels, contributions régionales et sous-régionales ». Les activités menées au titre du sous-programme 9 ont également facilité les négociations menées au sein des secrétariats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et ont contribué à faire avancer l'élaboration de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, notamment en appuyant les initiatives portant sur des éléments importants de l'instrument qui ont été mises en œuvre sous la direction des pays concernés.

- b) *Renforcement du suivi et de l'évaluation des activités convenues au niveau international pour assurer une gestion durable des forêts et meilleure présentation de rapports sur ces activités*

303. Dans le cadre du sous-programme, plusieurs rapports importants ont été produits sur la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'ensemble relatifs aux forêts, les activités des entités régionales qui s'intéressent aux forêts et les positions des États Membres sur les questions clefs en matière de financement des forêts. Les rapports présentés par le Secrétaire général à la huitième session du Forum intergouvernemental sur les forêts et les résolutions élaborées ultérieurement sur le financement des forêts et sur les forêts dans un monde en évolution ont fait fond sur les analyses de ces rapports.

- c) *Meilleures coopération, concertation et coordination internationales dans le domaine des forêts, au moyen d'une gestion améliorée et plus efficace des connaissances des pouvoirs publics, des grands groupes et des organisations, des mécanismes et des instances concernés, dont le Partenariat de collaboration sur les forêts*

304. Au titre du sous-programme, le Département des affaires économiques et sociales a assuré le service du Partenariat de collaboration sur les forêts et la participation aux sept initiatives communes lancées par le Partenariat de collaboration sur les forêts, facilitant ainsi la coopération et la coordination internationales sur les forêts. Il a également piloté une nouvelle initiative sur le

financement des forêts; lancé une collaboration spéciale avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et avec plusieurs entités régionales qui s'intéressent aux forêts; et continué de favoriser la coordination avec les porte-parole des grands groupes. Le Département a également formulé de nombreuses propositions relatives au transfert de technologies et au renforcement des capacités et a mené avec d'autres entités des Nations Unies des efforts concertés dans le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention du crime.

Sous-programme 10

Financement du développement

- a) *Suivi effectif et multipartite de la mise en œuvre et du suivi du Consensus de Monterrey et des décisions connexes*

305. L'objectif établi pour la période 2008-2009, qui était de comptabiliser 28 contributions importantes des parties prenantes à l'évaluation annuelle de l'application du Consensus de Monterrey a été dépassé de 58 contributions. Ce résultat plus important que prévu a été obtenu grâce à la préparation multipartite de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement. Dans le cadre du suivi, les apports techniques de la Banque mondiale, du FMI, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la CNUCED et du PNUD, les communiqués annuels du Comité du développement et du Comité monétaire et financier international et les déclarations ministérielles du Groupe des 77 et de la Chine, ont joué un rôle déterminant lors de l'élaboration des rapports annuels présentés à l'Assemblée générale (A/63/179 et A/64/322) et au Conseil économique et social (E/2008/7 et E/2009/48), contribuent ainsi au suivi effectif et multipartite de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.

- b) *Rôle renforcé et utilisation plus large de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ainsi que des organes intergouvernementaux et organes délibérants compétents d'autres acteurs institutionnels, à des fins de suivi et de coordination des conférences*

306. L'objectif fixé pour la période 2008-2009, qui était de 26 résolutions importantes, comptes rendus, communiqués ou déclarations présidentiels sur le suivi et la coordination des conférences, a été dépassé grâce à l'adoption de deux importants accords intergouvernementaux. Le premier est la Déclaration de Doha sur le financement du développement, adoptée lors de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, qui complète les six chapitres du Consensus en traitant des questions nouvelles (voir la résolution 63/239 de l'Assemblée générale). Le second est le document issu de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui expose une unité de vues de la communauté internationale sur les causes et les incidences de la crise ainsi que sur les mesures à prendre pour y faire face, hiérarchise les mesures à prendre rapidement et de manière résolue et coordonnée et assigne à l'Organisation des Nations Unies un rôle bien précis (voir la résolution 63/303 de l'Assemblée générale).

- c) *Engagement plus entier des gouvernements et coopération et interaction plus étroites entre tous les acteurs institutionnels et non institutionnels participant au financement du développement pour veiller au bon suivi de l'application des accords conclus et des engagements pris à la Conférence internationale sur le financement du développement*

307. L'objectif fixé au titre du sous-programme pour la période 2008-2009, qui était de 26 réunions importantes sur le financement du développement des diverses parties prenantes, a été atteint. Les activités ci-après ont été organisées en 2008 en prévision de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement : six séances d'examen informelles de l'Assemblée générale consacrées aux six domaines thématiques du Consensus de Monterrey, cinq consultations régionales et deux auditions de la société civile et du secteur commercial. En 2009, le Dialogue thématique interactif de l'Assemblée générale (New York, 25-27 mars 2009) a été organisé au titre des préparatifs de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement. D'autres consultations de parties prenantes, ateliers et séminaires ont été organisés dans le cadre du suivi des deux conférences.

Chapitre 10

Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement

Principaux résultats obtenus

308. L'appui international visant à répondre aux besoins et préoccupations particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement s'est accru du fait que les États Membres et les organisations internationales ont pris davantage conscience des obstacles au développement auxquels se heurtent ces groupes de pays.

309. S'agissant des pays les moins avancés, les progrès tiennent en grande partie aux efforts associés aux préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui devrait se tenir en Turquie en 2011. Le processus préparatoire à l'échelle du système a été lancé en mars 2009. Le Bureau a mis au point la feuille de route et le cadre conceptuel destinés à l'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (Programme d'action de Bruxelles), et les éléments de fond destinés au nouveau cadre mondial de partenariat en faveur des pays les moins avancés.

310. En décembre 2009, 16 pays avaient consacré plus de 0,1 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés. Les efforts de sensibilisation ont également porté sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Programme de la Barbade).

311. Ces initiatives ont eu pour effet d'accroître la prise de conscience des besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement dans le contexte du développement mondial. L'intensification du débat sur les changements climatiques a récemment fourni une nouvelle occasion de donner un coup de projecteur sur les préoccupations des trois groupes de pays les plus vulnérables.

Taux d'exécution des produits

312. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 89 % des 96 produits quantifiables prescrits.

313. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 10)].

Direction exécutive et administration

a) Bonne gestion du programme de travail au moyen des ressources en personnel et des ressources financières prévues

314. Le Bureau a assuré l'exécution des produits et des services prévus dans les délais impartis. Le taux d'exécution des produits et services a été de 86 %; il aurait pu s'élever à 100 % si les organes législatifs n'avaient pas décidé de reprogrammer certaines des activités liées aux sous-programmes. Bien qu'il n'ait pas pu atteindre ses objectifs en matière de recrutement et d'affectation du personnel, le Bureau a continué de faire bon usage des ressources à sa disposition, mais des efforts considérables ont été faits pour accélérer ces processus. Le Bureau a également encouragé les hauts responsables à prendre part au programme de formation des Nations Unies relatif à la gestion et au recrutement du personnel.

b) Prise de conscience accrue des besoins et des problèmes particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement qui exigent l'attention des États Membres et des organisations internationales

315. Il a été possible, grâce à des activités de sensibilisation ciblées et soutenues, de maintenir les préoccupations des trois groupes de pays les plus vulnérables au centre des priorités de la communauté internationale, comme l'illustre par exemple la déclaration ministérielle sur la crise alimentaire faite à la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les documents finals de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, et de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement ont reconnu et rappelé la situation particulière de ces trois groupes de pays vulnérables, et ont demandé à ce que des efforts visant à répondre à leurs besoins soient déployés à l'échelle mondiale. En outre, un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale est énoncé des décisions tendant à renforcer les activités du système des Nations Unies en faveur de ces trois groupes de pays.

Sous-programme 1

Pays les moins avancés

a) Poursuite de l'engagement en faveur des objectifs et cibles du Programme d'action de Bruxelles

316. Les représentants des pays les moins avancés ont joué un rôle de plus en plus actif lors des rencontres internationales, notamment les réunions du Conseil économique et social, les travaux de l'Assemblée générale – en particulier de la Deuxième Commission –, les réunions internationales organisées par diverses institutions des Nations Unies et les négociations de l'OMC. Par ailleurs, au moins 20 des déclarations, résolutions et décisions qui ont été émises en 2008 et 2009

énonçaient des mesures spécifiques en faveur des pays les moins avancés. Cette évolution positive s'explique par le fait que les pays les moins avancés ont renforcé leurs capacités nationales de négociation dans plusieurs domaines. Les activités de renforcement des capacités entreprises par le Bureau ont permis d'appuyer la réalisation des engagements du Programme d'action de Bruxelles.

b) Accroissement des ressources internationales consacrées aux objectifs et cibles du Programme d'action de Bruxelles

317. Le nombre des pays membres du Comité d'aide au développement qui consacrent au moins 0,1 % de leur revenu national brut à l'aide extérieure au développement en faveur des pays les moins avancés est passé de 13 en 2007 à 16 en 2008. En mars 2009, 45 des pays les moins avancés faisaient partie du Cadre intégré renforcé; des études diagnostiques sur l'intégration du commerce et des ateliers de validation avaient été menés pour 30 d'entre eux, et 13 autres en étaient aux premiers stades du processus. L'accès préférentiel au marché a légèrement progressé, mais avec des effets limités en raison de son emploi restreint et de l'érosion persistante des préférences.

c) Renforcement de la coordination avec les entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales et multilatérales pour assurer l'application et le suivi intégré du Programme d'action de Bruxelles aux échelons national, régional et mondial

318. Les coordonnateurs nationaux de l'ensemble des 49 pays les moins avancés ont été invités à participer à des ateliers sur le renforcement des capacités et ont reçu un appui aux fins de l'établissement des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en vue de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en étroite collaboration avec le PNUD et les commissions régionales. Des séminaires et des ateliers ont été organisés en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Université des Nations Unies, la CNUCED, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, la Banque mondiale, l'Alliance des petits États insulaires et l'Union interparlementaire, sur des sujets allant de l'impact de la crise financière et des changements climatiques sur les pays les moins avancés à la facilitation des échanges. Le renforcement de la coordination avec les entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales et multilatérales a contribué à assurer l'application et le suivi intégré du Programme d'action de Bruxelles aux échelons national, régional et mondial, et a tout particulièrement aidé les pays les moins avancés à exprimer leur représentation d'un partenariat renouvelé en faveur du développement durable.

Sous-programme 2

Pays en développement sans littoral

a) Application rapide et plus vigoureuse du Programme d'action d'Almaty afin d'instaurer des systèmes efficaces de transport en transit et de réduire les coûts des transactions commerciales

319. Dans son examen à mi-parcours de 2008, l'Assemblée générale a estimé que les pays en développement sans littoral et les pays de transit voisins avaient fait, avec l'appui de leurs partenaires de développement, d'importants progrès sur la voie

de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty. L'élément le plus marquant en la matière depuis 2003 a été le renforcement de l'engagement des partenaires de développement eu égard à la modernisation des infrastructures de transport et à la facilitation des échanges, ainsi qu'à l'aide, à l'allégement de la dette et à l'accès au marché. À titre d'exemple, les pays développés ont appliqué un régime d'admission en franchise à 94 %, en moyenne, du total des exportations (à l'exclusion des armes) provenant de pays en développement sans littoral, ce qui représente une augmentation par rapport aux 80 % enregistrés en 2000. Les contributions aux rapports du Secrétaire général ont montré que bien plus de 250 mesures spécifiques ont été mises en œuvre au cours de l'exercice biennal.

b) Accroissement des ressources internationales devant permettre de répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral

320. Sept pays en développement sans littoral ont reçu plus de 10 % du total de leur aide publique au développement destinée aux secteurs des transports, de l'entreposage et des communications en 2006 (les statistiques pour 2008 ne seront pas disponibles avant 2010). L'augmentation de l'aide publique au développement dans les secteurs des transports et des communications a amélioré la capacité des pays en développement sans littoral de financer les investissements dans des projets à long terme d'entretien et de développement des infrastructures. En 2009, 10 de ces pays ont atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Ces évolutions positives ont permis d'affecter à la réalisation de projets publics prioritaires davantage de crédits, lesquels seront libérés du service de la dette.

Sous-programme 3

Petits États insulaires en développement

a) Renforcement de l'appui international en vue de l'application de la Stratégie de Maurice

321. Le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales ont continué d'appeler l'attention sur les questions liées au développement durable des petits États insulaires en développement, notamment sur les effets des changements climatiques, qui constituent une grande menace pour la survie de ces États. En outre, le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a organisé un séminaire sur les mesures visant à réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques en partenariat avec l'Alliance des petits États insulaires et la Dag Hammarskjöld Foundation. Enfin, l'Alliance des petits États insulaires a tenu en septembre 2009 un sommet sur les changements climatiques, à l'issue duquel elle a adopté la Déclaration de 2009 sur les changements climatiques.

b) Renforcement de la collaboration interinstitutions et des partenariats en faveur des petits États insulaires en développement

322. Un certain nombre de manifestations ont été organisées dans le but de renforcer la capacité de négociation collective des petits États insulaires en développement sur certaines questions centrales, telles que les changements climatiques. Des ateliers portant sur l'amélioration de la coopération et de la coordination grâce à la connectivité dans le Pacifique et rassemblant des partenaires

clefs tels que le PNUD, la CESAP, la Banque mondiale et le secteur privé ont été organisés. Un forum de partenariat avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a été organisé. De nouveaux numéros du *World Statistic Pocketbook* et des bulletins d'information concernant les petits États insulaires en développement ont été publiés. En outre, le Bureau a contribué, tant sur le fond que du point de vue logistique, à l'organisation du sommet de l'Alliance des petits États insulaires. Toutes ces activités ont concouru à la progression de la cause des petits États insulaires en développement.

Chapitre 11

Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

Principaux résultats obtenus

323. À l'échelon mondial, l'appui de la communauté internationale en faveur de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été renforcé par la Réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique, qui a été tenue par l'Assemblée générale le 22 septembre 2008 et a rassemblé des États Membres, des organisations de la société civile, des organisations intergouvernementales, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les institutions de Bretton Woods, l'OMC, les banques régionales de développement, la CNUCED et des représentants du secteur privé d'Afrique. Cette réunion de haut niveau a débouché sur l'adoption par consensus d'une déclaration politique (résolution 63/1 de l'Assemblée générale), qui exprimait très clairement l'engagement de l'Afrique à l'égard de son avenir et a donné un nouvel élan à l'appui de la communauté internationale en faveur du développement de l'Afrique. Les conclusions de cette réunion ont été présentées à l'occasion de plusieurs rencontres mondiales, notamment la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue le 25 septembre 2008, et le Forum pour le partenariat avec l'Afrique, tenu en novembre 2008.

324. Au niveau régional, le Mécanisme de coordination régionale a été amélioré et renforcé, comme en ont témoigné l'augmentation du nombre de participants et l'amélioration des interactions à l'intérieur des groupes thématiques et entre eux. Par ailleurs, les groupes associent de plus en plus la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Banque africaine de développement et les communautés économiques régionales à leurs activités, et mettent leurs projets en conformité avec les priorités des organisations africaines régionales et sous-régionales.

325. Les Réunions de haut niveau consacrées l'une à l'Afrique et l'autre aux objectifs du Millénaire pour le développement ont toutes deux fait l'objet d'une grande couverture médiatique, notamment grâce aux campagnes de promotion organisées par le Département de l'information. L'analyse de cette couverture a révélé que l'on avait publié 758 articles dans 57 pays, dont presque un quart en Afrique, et que quasiment la moitié des articles touchaient à des questions africaines. Au-delà du vaste public auquel s'adresse habituellement le magazine *Afrique Renouveau* et le site Web connexe, la Section Afrique du Département est parvenue à organiser la publication sur support papier et au format électronique de

1 310 courts articles de fond provenant de la revue *Africa Renewal/Afrique Renouveau*.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

326. À la fin de 2009, le principal défi est de veiller à ce que la communauté internationale tienne ses engagements à l'égard de l'Afrique, tout en faisant face aux effets négatifs de la crise économique et financière mondiale, que vient aggraver l'impact de la crise alimentaire et énergétique et des changements climatiques. Au cours de l'exercice biennal, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a dû redéfinir certaines de ses activités pour les adapter aux priorités et aux défis nouveaux, tels que la crise économique et financière mondiale. À l'échelle régionale, l'un des principaux enjeux est d'obtenir des organismes des Nations Unies concernés et des organisations régionales et sous-régionales africaines qu'ils s'engagent encore davantage et intensifient encore leurs efforts. Les activités d'information de la Section Afrique du Département de l'information n'ont pas la portée espérée, en partie du fait des capacités limitées de la Section; cette dernière est toutefois en mesure de surmonter ces difficultés en ciblant mieux le public auquel elle s'adresse et en faisant un plus grand usage de l'Internet et d'autres outils informatiques d'information.

Taux d'exécution des produits

327. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 94 % des 117 produits quantifiables prescrits.

328. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 11)].

Sous-programme 1

Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

- a) *Appui accru de la communauté internationale au développement de l'Afrique en général et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en particulier*

329. Au cours de l'exercice biennal, l'appui de la communauté internationale au développement de l'Afrique et au NEPAD a été renforcé. Vingt-deux des 25 recommandations (soit 88 %) figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les besoins de développement de l'Afrique (A/63/130) ont été reprises dans la Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique (résolution 63/1 de l'Assemblée générale), signe de leur approbation par les États Membres. Le nombre des activités menées par des organismes des Nations Unies en faveur du développement de l'Afrique est passé à 138 au cours de l'exercice biennal, chiffre légèrement supérieur à l'objectif fixé, qui était de 135. En outre, pendant l'exercice biennal 2008-2009, le nombre de rencontres consacrées à la coopération Sud-Sud est passé de quatre à six (l'objectif fixé) à la fin de 2009, ce qui montre l'appui croissant de la communauté internationale à l'Afrique.

b) *Amélioration de la coordination des activités d'appui au développement de l'Afrique au sein du système des Nations Unies dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*

330. La coordination des activités d'appui au développement de l'Afrique au sein du système des Nations Unies a été encore renforcée. Au 31 décembre 2009, le nombre des activités menées conjointement par les organismes concernés du système des Nations Unies en faveur du développement de l'Afrique était passé de 35 à 45, dépassant donc l'objectif fixé à 40. Par ailleurs, l'un des principaux signes du renforcement de l'appui coordonné au développement de l'Afrique est le fait que les départements, fonds, programmes et organismes des Nations Unies ont préparé très activement la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les besoins de développement de l'Afrique au sein de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies sur la situation économique critique, le redressement économique et le développement de l'Afrique, convoquée par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique. Les contributions apportées au rapport approfondi du Secrétaire général aussi bien que les 15 manifestations parallèles qu'ont organisées conjointement les divers organismes, départements et organisations le 22 septembre 2008 ont été l'expression de cette coordination.

c) *Sensibilisation accrue aux problèmes de développement de l'Afrique*

331. Tout au long de l'exercice biennal, le nombre moyen de consultations quotidiennes du site Internet du Bureau a été supérieur à l'objectif fixé (300 consultations par jour), voire largement supérieur puisqu'on a relevé 542 consultations par jour en décembre 2008 et 795 en décembre 2009. Cette augmentation témoigne de l'intérêt croissant pour les questions liées au développement de l'Afrique. La fréquentation du site Internet a atteint un niveau record pendant les mois d'octobre et novembre 2008, soit dans les jours qui ont suivi la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les besoins de développement de l'Afrique, signe que cette réunion est parvenue à sensibiliser davantage la communauté internationale aux questions liées au développement de l'Afrique et à susciter de l'intérêt pour les activités des organismes des Nations Unies en faveur de l'Afrique.

Sous-programme 2

Coordination régionale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

a) *Amélioration de la cohérence, de la coordination et de la coopération entre les organismes des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique aux niveaux régional et sous-régional*

332. Le mécanisme de consultation régionale a pris de l'ampleur. Le nombre de participants aux réunions du mécanisme a augmenté (197 participants à la neuvième réunion et 193 à la dixième réunion). Les activités menées dans le cadre des groupes ont un impact concret sur l'Union africaine et le programme du NEPAD. Ainsi, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, les activités en rapport avec les personnes déplacées, les réunions interorganisations sur la coordination et l'harmonisation des politiques et stratégies liées au VIH/sida, à la tuberculose et au paludisme, le Programme intégré pour le développement de

l'agriculture en Afrique et les politiques concernant la science et la technologie sont autant d'exemples témoignant d'interactions fortes, d'une coordination améliorée et d'une collaboration plus étroite entre les groupes du mécanisme, d'une part, et entre ces derniers et les départements concernés de la Commission de l'Union africaine, d'autre part. La mise en place, en juillet 2008, d'une plate-forme de mise en réseau des connaissances a permis un débat électronique autour des domaines thématiques du mécanisme de consultation régionale en vue de renforcer la coordination et la collaboration. Des mécanismes de coordination sous-régionaux sont actuellement créés en Afrique centrale, orientale et australe, qui rassemblent des organisations du système des Nations Unies et les communautés économiques régionales et ont pour but la mise en œuvre efficace du NEPAD au niveau sous-régional.

- b) *Amélioration de la coordination et de la coopération entre les organismes des Nations Unies et les organisations du continent africain (Union africaine, Banque africaine de développement et communautés économiques régionales) au service d'une mise en œuvre efficace du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique aux niveaux régional et sous-régional*

333. La Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales participent plus largement au mécanisme de consultation régionale. La plupart des participants ont considéré que la dixième consultation régionale avait été un succès, du point de vue tant de son organisation que de la qualité des travaux. Le mécanisme a permis d'améliorer la coordination des activités menées aux niveaux régional et sous-régional par les organismes des Nations Unies en faveur du développement de l'Afrique; de renforcer la coopération entre le système des Nations Unies et les organisations régionales africaines; d'améliorer l'appui institutionnel apporté à la Commission de l'Union africaine, à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et aux communautés économiques régionales; et de renforcer la promotion du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. La Commission économique pour l'Afrique tient des consultations régulières avec l'Agence de planification et de coordination et participe aux réunions de cette dernière, et réciproquement. Les deux organisations organisent conjointement les grandes réunions de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission de l'Union africaine (réunions statutaires annuelles, Forum pour le développement de l'Afrique). Les activités de promotion du NEPAD et d'appui à ce dernier aux niveaux national, régional et mondial se sont intensifiées.

Sous-programme 3

Activités d'information et de sensibilisation à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

- a) *Amélioration de la qualité des revues Africa Renewal et Afrique Renouveau*

334. La fréquence de publication des articles de la revue *Afrique Renouveau* atteste de la qualité de cette dernière. En 2008, la Section Afrique a publié 26 courts articles de fond, qui se prêtaient, de par leur format et leur longueur, à une publication par les médias. La même année, ces articles ont été publiés 578 fois sur 245 supports – papier ou électroniques – différents, soit une augmentation, par rapport à 2007, du nombre de « reprises » (374 en 2007) et du nombre de supports (191 en 2007). En 2009, la Section a publié 31 courts articles de fond se prêtant, de par leur format et leur longueur, à une publication par les médias. En 2009, ces

articles ont été publiés 732 fois sur 255 supports papier ou électroniques différents. L'objectif fixé a donc été pleinement atteint en 2008 et partiellement atteint en 2009.

- b) *Sensibilisation des lecteurs visés aux principales questions thématiques traitées dans les documents d'information produits par le sous-programme, aussi bien sur papier que sur le site Web*

335. En décembre 2009, le Département a présenté dans un tableau les résultats du sondage qu'il avait soumis aux lecteurs de ses revues durant l'exercice biennal. Ceux-ci ont révélé que, dans l'ensemble, les objectifs fixés avaient été pleinement atteints. Ils indiquaient en effet qu'un plus fort pourcentage de lecteurs (89 %, l'objectif fixé étant de 65 %) se disaient au fait des principales questions thématiques et des objectifs du NEPAD : ainsi, 89 % des personnes ont répondu « oui, beaucoup » et « oui, dans une certaine mesure » à la question : « La lecture de la revue *Afrique Renouveau* vous aide-t-elle à mieux comprendre les questions prioritaires qui concernent l'Afrique? »

- c) *Sensibilisation des lecteurs visés aux objectifs du NEPAD*

336. L'évaluation de la plupart des réalisations escomptées du sous-programme s'est appuyée sur un sondage effectué tous les deux ans. L'analyse qui a été faite des résultats du sondage pour l'exercice biennal 2008-2009 a révélé que l'objectif fixé, à savoir une meilleure sensibilisation du public visé, avait été pleinement atteint. Ainsi, le pourcentage des personnes ayant répondu « oui, beaucoup » et « oui, dans une certaine mesure » à la question : « Savez-vous quels sont les objectifs fondamentaux du NEPAD? » atteignait 74 %, ce qui représente un progrès par rapport à l'exercice biennal précédent, où il était de 65 %.

Chapitre 12

Commerce et développement

Principaux résultats obtenus

337. En 2008, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a, à sa douzième session, adopté la Déclaration d'Accra et l'Accord d'Accra qui ont réaffirmé l'importance de la Conférence en sa qualité d'organisme du système des Nations Unies chargé d'assurer le traitement intégré du commerce et du développement et des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable.

338. Outre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord d'Accra, durant l'exercice biennal, la CNUCED s'est attaqué à bon nombre des nouveaux problèmes, tels que les crises alimentaire, énergétique et financière, dans ses publications, à ses réunions et lors des manifestations qu'elle a organisées. Les délégations ont notamment été nombreuses à s'intéresser au *Rapport sur le commerce et le développement* et au *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, qui leur ont semblé contenir des données, des analyses et des idées utiles, pertinentes et actualisées sur les mesures à prendre pour mobiliser des ressources pour le développement, ainsi que sur les causes et les effets de la crise mondiale et la conduite à suivre pour y faire face.

339. Plusieurs délégations se sont en outre félicitées des recherches menées sur les changements climatiques, notamment les sources d'énergie renouvelables. Sur les autres fronts, plusieurs initiatives de la CNUCED ont permis de renforcer les capacités de 22 pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement, notamment en facilitant la participation aux chaînes d'offre et de valeur pour ces produits.

340. La Déclaration d'Ezulwini, adoptée en 2009 à la troisième Réunion des ministres du commerce des pays en développement sans littoral, a été préparée par un groupe restreint de ces pays en coopération avec le Programme spécial de la Conférence en leur faveur. La déclaration souligne leurs préoccupations, donne des orientations précises sur les activités à court terme et demande aux partenaires de développement de poursuivre leur assistance.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

341. En 2009, les crises économique, financière et écologique ont dominé la vie parlementaire et les activités relatives à l'assistance technique. Une des grandes difficultés consistait à éviter que, face à ces crises, les pays n'adoptent des mesures perpétuant des modèles de production et de consommation non durables sur les plans économique, social et écologique. Il est nécessaire d'améliorer la coordination et les échanges entre les activités de recherche, d'analyse et d'assistance technique afin de renforcer les synergies et d'assurer une meilleure fourniture de l'assistance intégrée aux pays bénéficiaires. En raison de la complexité croissante de la gestion de la dette, des analyses et un appui supplémentaires, notamment dans le domaine des dettes intérieures, seront nécessaires. La pleine participation des régions et des pays bénéficiaires à leurs projets respectifs grâce au partage des responsabilités leur permettra de prendre en main ces projets dès le début, et de contribuer ainsi à leur bonne exécution. Il faudra accroître l'aide aux pays en développement tributaires des produits de base pour qu'ils puissent intégrer dans leurs stratégies nationales de développement les directives en la matière. Les activités de la CNUCED en matière de renforcement des capacités et de coopération technique devront mieux tenir compte des réalités économiques des pays et des possibilités offertes par l'intégration régionale, et fournir un appui ciblé et mieux adapté aux demandes et aux besoins des pays bénéficiaires qui ne sont pas tous au même stade de développement.

Taux d'exécution des produits

342. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 89 % des 1 606 produits quantifiables prescrits.

343. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 12) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

a) Meilleure reconnaissance par les États membres de la pertinence des travaux de la CNUCED

344. Durant l'exercice biennal, la CNUCED a poursuivi ses efforts de lutte contre la crise financière mondiale, qui a constitué le thème général des travaux de son appareil intergouvernemental. L'accent a été mis en particulier sur la sécurité alimentaire, notamment en Afrique, sur le rôle de l'agriculture et sur les mesures à

prendre pour améliorer la situation. Les délégués des pays donateurs ont été nombreux à réaffirmer leur attachement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres engagements pris en faveur du développement. La plupart des délégués des pays en développement ont déclaré que la coopération Sud-Sud devrait compléter, et non remplacer, la coopération Nord-Sud. Ils ont souligné l'importance de traduire les idées et suggestions issues des travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED en actes concrets répondant aux besoins et aux préoccupations spécifiques de différents groupes de pays, notamment les pays africains, les pays les moins avancés et les pays sans littoral.

b) Les mandats sont intégralement exécutés

345. En 2008, le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme, ayant examiné les rapports d'activité sur la mise en œuvre des recommandations contenues dans les deux précédents rapports d'évaluation, a noté avec satisfaction les conclusions concertées des réunions, et les progrès accomplis dans l'application des recommandations, et a encouragé le Secrétariat à poursuivre ses efforts. Concernant l'évaluation du programme d'adhésion à l'OMC de la CNUCED, l'application des quatre recommandations restantes et, partant, la réalisation de l'objectif, ont posé des difficultés, liées à la lourdeur des procédures administratives nécessaires à la gestion de près de 400 petits fonds d'affectation spéciale et à une recommandation concernant le financement prévisible du programme par les donateurs. La première question est traitée par le regroupement de ces fonds d'affectation spéciale par thème. Le groupe de travail n'a examiné aucun rapport de suivi en 2009.

c) Meilleure intégration de la problématique hommes-femmes dans les travaux de la CNUCED

346. Les initiatives prises par la CNUCED en 2008 ont notamment porté sur l'organisation, en partenariat avec le Secrétariat du Commonwealth, et parallèlement à la douzième session de la Conférence, d'une manifestation intitulée « Commerce et problématique hommes-femmes : perspectives d'une croissance durable et d'une réduction de la pauvreté »; le lancement du prix de la femme chef d'entreprise à la douzième session de la Conférence; la tenue en Inde de la conférence internationale intitulée « Vers l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques commerciales »; et la publication de deux études sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les stratégies commerciales et de développement en Afrique. Les activités de la CNUCED en 2009 ont notamment consisté en la tenue d'une réunion intergouvernementale d'experts sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques commerciales et la publication de deux études connexes. La CNUCED a également participé à une session sur le commerce et la problématique hommes-femmes organisée dans le cadre de la Semaine du commerce international du Département pour le développement international du Royaume-Uni. La CNUCED a contribué à l'élaboration de plusieurs rapports des Nations Unies sur des questions liées à la problématique hommes-femmes, notamment le rapport du Secrétaire général en vue du débat de haut niveau de la session de fond de 2010 du Conseil économique et social.

d) *Programme de travail intégralement exécuté*

347. Le montant des dépenses par rapport aux ressources disponibles était conforme à l'objectif fixé.

e) *Délais de recrutement et d'affectation du personnel*

348. La durée moyenne du processus de recrutement en 2009 a dépassé de 93 % l'objectif de 150 jours. Cela peut s'expliquer par le retard déjà pris dans le traitement des dossiers ouverts les années précédentes. Des retards considérables indépendants de la volonté de la CNUCED ont également été pris, notamment en ce qui concerne l'examen des avis de vacance de poste à afficher sur Galaxy; la communication, pour examen par les départements, des candidatures recevables par l'Office des Nations Unies à Genève; et le traitement des dossiers par le Bureau de la gestion des ressources humaines. Il convient de noter que le nombre de jours pris, en moyenne, pour pourvoir les postes devenus vacants en 2009 a considérablement diminué, passant à 164 jours, soit 56 % de moins que pour le nombre total de postes pourvus en 2009, dont la moyenne est de 289 jours. Plusieurs mécanismes supplémentaires ont été mis en place pour assurer le suivi de la procédure de recrutement.

f) *Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs*

349. Les résultats affichés à la fin 2009 montrent que la CNUCED a à la fois atteint l'objectif visant à améliorer la représentation géographique, soit 16,7 % (au-dessus de l'objectif fixé à 8 %) et l'équilibre entre les sexes, qui a atteint 38,7 %, dépassant l'objectif fixé à 37,5 %. Ce dernier résultat s'explique par la rationalisation du régime des engagements au Secrétariat, dont la révision de la méthodologie de calcul de l'équilibre entre les sexes. La mesure des résultats dans ce domaine inclut désormais les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur engagés pour un an ou davantage, financés à la fois par le budget ordinaire et par le budget des projets. La CNUCED poursuit ses efforts d'amélioration dans ces deux domaines, et a notamment pris à cet effet des mesures visant à recruter les candidats figurant sur la liste de lauréats de concours nationaux ainsi qu'à renforcer le rôle du Coordonnateur pour les questions relatives à la situation des femmes dans le processus de sélection.

g) *Délais de soumission de la documentation mieux respectés*

350. À la suite de la Conférence d'Accra, des progrès ont été accomplis dans l'amélioration des délais de présentation des documents présélectionnés à traduire. De mai à décembre 2008, 40 % de la documentation a été présentée dans les délais, contre 27 % durant l'exercice 2006-2007. Il convient également de noter que pour le dernier trimestre 2008, du fait de la réorganisation de la Section de la gestion des documents du Secrétariat, tous les documents pour les réunions intergouvernementales ont été soumis pour traitement dans les délais. Grâce aux efforts collectifs de toutes les parties intéressées – divisions auteurs, entités chargées de l'approbation et de la gestion des documents –, le taux des documents de la CNUCED destinés aux organes délibérants et servant aux réunions intergouvernementales qui ont été présentés à temps pour traduction en 2009 a

atteint 91 % (61 documents sur 67). Tous les documents pour le cycle des réunions d'experts 2009-2010 ont eux aussi été soumis pour traduction dans les délais.

Sous-programme 1

Mondialisation, interdépendance et développement

- a) *Meilleure compréhension des options de politique générale aux niveaux national et international et de leurs implications, en vue d'une croissance plus rapide et plus stable et d'un recul de la pauvreté dans les pays en développement, grâce à la promotion de politiques appropriées*

351. Les analyses et les recommandations de politique générale ayant trait à cet objectif ont été longuement examinées aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions du Conseil du commerce et du développement. Les États Membres ont approuvé 33 recommandations de politique générale ou conclusions de travaux de recherche : l'objectif fixé pour l'exercice biennal a donc été dépassé. Les délégations ont été nombreuses à s'intéresser aux rapports 2008 et 2009 sur le commerce et le développement, qui leur ont semblé contenir des données, des analyses et des idées utiles, pertinentes et actualisées sur les mesures à prendre pour mobiliser des ressources pour le développement ainsi que sur les causes et les effets de la crise mondiale et la conduite à suivre pour y faire face. Plusieurs délégations ont en outre jugé que les recherches menées sur les changements climatiques étaient une contribution précieuse au débat mondial sur les changements climatiques et le développement.

- b) *Progrès réalisé sur la voie d'un endettement soutenable des pays en développement, grâce à une meilleure gestion des finances et de la dette et à un rééchelonnement ou un allègement de la dette*

352. Cinquante-sept pays utilisent le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) pour la gestion quotidienne de leur dette, et 13 nouveaux projets supplémentaires ont été signés avec les pays et les institutions qui utilisent actuellement le système. Quarante-six projets de renforcement des capacités menés dans 46 pays ont permis de dispenser à plus de 1 000 fonctionnaires une formation à la validation des données sur la dette et à l'établissement de bulletins statistiques. Des rapports tels que celui du Secrétaire général sur le règlement durable du problème de la dette des pays en développement ou le rapport présenté à l'Assemblée générale sur les effets des crises financière et économique sur la viabilité de la dette des pays en développement ont aidé ceux-ci à améliorer leur position débitrice. Un nouveau projet visant à promouvoir les prêts et les emprunts souverains responsables, financé par le Gouvernement norvégien, a favorisé des progrès sur la voie d'un endettement soutenable, grâce à des travaux de recherche et d'analyse, à des directives et à la mise en place de groupes consultatifs.

- c) *Amélioration des données statistiques et des données tirées de l'expérience et autres éléments d'information dont disposent les décideurs, aux niveaux national et international, lorsqu'ils conçoivent les politiques commerciales, financières et économiques et les stratégies de développement*

353. La mise en place d'un nouveau système d'information statistique en 2007 a renforcé l'aptitude de la CNUCED à cerner les données et les indicateurs quantifiant les conditions économiques. Le système a permis de rétrécir le calendrier de

production du *Manuel de statistiques de la CNUCED* de plus de six mois, d'intégrer les séries de données des années précédentes dans un format commun et harmonisé et de faciliter la consultation électronique des statistiques pour les pays membres participant aux préparatifs de la douzième Conférence. L'intégration des informations en une seule base de données permet de calculer des indicateurs de plusieurs domaines tels que les tendances du commerce international ou de la finance et les tendances macroéconomiques. Le système a prouvé son efficacité et le nombre de demandes d'économistes souhaitant la compilation de nouvelles séries chronologiques et le calcul d'indicateurs dérivés a considérablement augmenté.

- d) *Renforcement du cadre décisionnaire et institutionnel et de la coopération internationale pour le développement de l'économie palestinienne grâce à l'amplification des activités de la CNUCED dans ce domaine, financées par des ressources adéquates*

354. Aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions du Conseil du commerce et du développement, 34 délégués ont félicité le secrétariat pour la qualité de ses travaux de recherche sur les politiques à adopter, son assistance technique et ses évaluations des besoins basées sur des enquêtes servant à orienter les plans et les stratégies du futur État palestinien en matière de développement économique. La grande majorité des délégués ont souscrit aux conclusions du Secrétariat sur la situation économique difficile de la Palestine et ont affirmé la nécessité de renforcer les ressources et les activités opérationnelles connexes. Dans des conditions extrêmement difficiles, le secrétariat a poursuivi ses avancées et ses progrès dans la recherche sur des domaines essentiels de coopération technique, la fourniture de services consultatifs, la facilitation du commerce, la promotion de l'investissement et l'intégration régionale. À la fin de 2009, l'objectif de ce programme de travail pour l'exercice considéré, qui portait sur 10 mesures et initiatives, a été dépassé.

Sous-programme 2

Investissement, entreprises et technologie

- a) *Capacité accrue au niveau national de débattre des enjeux associés à l'investissement international et de leur incidence sur le développement*

355. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde* est un instrument indispensable destiné à aider les décideurs à mieux comprendre les nouvelles questions touchant l'investissement étranger direct et, partant, à renforcer leur capacité de formuler des politiques en la matière qui soient plus propices au développement. Des formations dans le domaine des statistiques sur l'investissement étranger direct ont également été organisées afin de renforcer les capacités des pays en développement de débattre des enjeux associés à l'investissement international. Ainsi qu'il ressort d'une enquête réalisée auprès des ateliers de formation, plus de 85 % des participants se sont dits très satisfaits des sessions, qui ont rempli les objectifs de 89 % d'entre eux. Deux nouveaux produits – le *Global Investment Trend Monitor* et le *Investment Policy Monitor* – ont en outre été lancés. L'un et l'autre ont reçu une large publicité dans les grands organes de la presse, tels que le *Wall Street Journal*, et des échos très favorables de la part des décideurs.

- b) *Meilleure compréhension des politiques permettant d'attirer et d'exploiter au mieux les investissements étrangers directs et les transferts de technologie, ainsi que de l'incidence des accords internationaux sur le développement*

356. Huit examens de politique d'investissement ont été réalisés dans le cadre du sous-programme durant l'exercice biennal, en vue d'améliorer les stratégies, les politiques et le cadre de l'investissement des pays en développement afin de permettre à ces derniers d'attirer et d'exploiter au mieux les investissements étrangers directs. Le premier Forum mondial de l'investissement, lancé en 2008, a été consacré au rôle de l'investissement étranger direct dans le processus de développement économique et aux méthodes améliorées de promotion de l'investissement. Les *Études de la CNUCED sur les politiques d'investissement international au service du développement* et la *Série consacrée aux problèmes relatifs aux accords internationaux d'investissement* ont été évaluées au moyen d'une enquête menée en 2008 auprès des décideurs, qui leur ont donné les notes les plus élevées (entre 4 et 5 en moyenne sur une échelle de 5) en ce qui concerne la qualité des politiques qui y sont recommandées, leur capacité à améliorer la compréhension du lecteur et leur qualité analytique.

- c) *Amélioration des possibilités offertes aux entreprises des pays en développement et des pays à économie en transition d'accroître leur compétitivité grâce à l'approfondissement des liens entre entreprises nationales et étrangères et meilleure compréhension des questions nouvelles qui se posent dans les domaines suivants : normes en matière de comptabilité et de communication de données, responsabilité des entreprises, transparence et pratiques de référence dans les entreprises*

357. Des centres Empretec sont en cours d'installation dans six pays (Équateur, Pérou, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie et Zambie). Près de 3 000 personnes ayant suivi une formation dans le cadre du programme Empretec de la CNUCED se sont rencontrées pour examiner les difficultés liées à la création d'entreprises, pour mettre en commun leurs données d'expérience en matière de gestion et pour élargir leur réseau de contacts à l'occasion de la treizième Rencontre internationale des chefs d'entreprises organisée à San Paulo (Brésil) parallèlement à la première Semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Plusieurs études de cas réalisées en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques en Afrique, en Asie et en Amérique latine, dans divers secteurs d'activité, ont mis en évidence le lien existant entre les sociétés transnationales étudiées et leurs fournisseurs locaux. La première édition du prix de la femme chef d'entreprise a été lancée en 2008 à Accra pour rendre hommage aux entreprises appartenant à des femmes qui ont bénéficié des services de développement des entreprises du programme Empretec. D'après les réponses aux questionnaires distribués aux participants de la réunion du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, 95 % des personnes interrogées considéraient que les sessions avaient été utiles.

Sous-programme 3

Commerce international

- a) *Meilleure compréhension des enjeux et capacité accrue des pays en développement, y compris des pays non membres de l'Organisation mondiale du commerce, d'analyser, de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies commerciales appropriées dans les domaines du commerce international, du système commercial international et des négociations commerciales et amélioration de l'environnement commercial international de manière à leur faciliter l'accès aux marchés et à rendre plus favorables les conditions d'entrée de leurs exportations*

358. La CNUCED a aidé à renforcer les capacités des pays en développement, en particulier les PMA, et celles des pays en transition, leur permettant de participer effectivement au système commercial international. Les activités de la CNUCED ont eu des effets positifs durables sur le renforcement de leurs capacités humaines, institutionnelles et de réglementation s'agissant de formuler des politiques commerciales et de mener des négociations en la matière, ce qui leur permet de tirer parti du développement. À la cinquante-troisième session du Groupe de travail, les membres ont réaffirmé la nature unique et complète du programme d'assistance technique à l'adhésion à l'OMC et le rôle majeur qu'il a joué dans leur intégration, dans des conditions qui leur sont favorables, à l'économie mondiale et au système commercial multilatéral. Conformément à l'Accord d'Accra, la CNUCED a aidé les pays à renforcer leurs capacités de définir leurs propres priorités en matière de négociation, a encouragé une plus grande cohérence entre les accords commerciaux bilatéraux et régionaux au sein du système commercial multilatéral et a appuyé les mécanismes de coopération régionale.

- b) *Renforcement des capacités et outils analytiques et statistiques et des outils de référence à l'appui des décisions des pays en développement aux niveaux national, régional et international, dans le domaine du commerce et d'une meilleure compréhension à l'échelle mondiale de l'interdépendance du commerce, de la compétitivité et du développement*

359. La CNUCED a dirigé l'Équipe d'appui multiorganisations sur les obstacles non tarifaires aux fins de la mise au point d'une nouvelle classification de ces obstacles, en proposant plusieurs méthodes de collecte de données qui sont actuellement mises à l'essai dans le cadre d'un projet pilote mené dans sept pays en développement. Les outils d'analyse du commerce utilisés par la CNUCED, tels que le système d'analyse et d'information sur le commerce et le système World Integrated Trade Solution (TRAINS-WITS), ont permis d'identifier et de surmonter les obstacles à l'accès aux marchés, de déterminer les débouchés commerciaux et de promouvoir une participation éclairée aux négociations commerciales multilatérales et régionales. Plus de 9 200 nouvelles licences ont été délivrées pour le système WITS durant l'exercice biennal 2008-2009. Les travaux visant à améliorer la précision de l'indice du commerce et du développement se poursuivent. Le nombre de pays pris en compte pour le calcul de cet indice au cours de la période considérée est passé à 125 (contre 123 précédemment).

- c) *Renforcement de la capacité des pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement ainsi que des partenariats internationaux portant sur les produits de base et le développement*

360. Diverses initiatives de la CNUCED ont permis de renforcer la capacité de 22 pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement. Ces initiatives ont porté sur les domaines suivants : i) liens entre le secteur des produits de base et la réduction de la pauvreté; ii) renforcement de la participation aux chaînes d'offre et de valeur des produits de base; iii) financement du développement du secteur des produits de base; iv) systèmes d'information et statistiques sur les marchés; v) échanges de produits de base; vi) conformité aux normes commerciales internationales publiques et privées; vii) métaux et minéraux; viii) énergie; et ix) coopération internationale dans le secteur des produits de base.

- d) *Renforcement de la capacité des pays en développement de cerner et traiter les questions ayant trait à la concurrence et à la protection des consommateurs, et de contrer efficacement les pratiques commerciales restrictives sur les marchés nationaux et internationaux*

361. L'assistance apportée par la CNUCED sous la forme de recherches, d'analyses et de réunions consultatives sur diverses questions ayant trait à la concurrence et à la protection des consommateurs a aidé les pays à analyser les effets négatifs des pratiques anticoncurrentielles sur le commerce et le développement et à prendre des mesures pour adopter, réviser et appliquer efficacement les lois et politiques en matière de concurrence. Les États membres ont fortement apprécié le rôle joué par la CNUCED dans les domaines de l'appui analytique et de l'assistance technique et lui ont demandé de poursuivre et d'élargir ses activités en la matière⁷. Des examens volontaires par les pairs (Jamaïque, Costa Rica, Indonésie, Kenya, Tunisie et Union monétaire ouest-africaine) ont été menés, ce qui a donné lieu à un échange de vues et de pratiques optimales sur le rôle que le droit et les politiques de la concurrence peuvent jouer en renfort de la libéralisation des échanges et des réformes. Grâce à l'assistance de la CNUCED, 12 pays (Bhoutan, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Indonésie, Lesotho, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Swaziland et Uruguay) ont accompli des progrès importants en ce qui concerne l'élaboration, l'adoption, la révision et l'application d'une législation nationale sur la concurrence et la protection des consommateurs.

- e) *Renforcement de la capacité des pays en développement de concilier les objectifs liés aux activités et aux politiques commerciales et les objectifs du développement durable d'une manière mutuellement avantageuse et plus grande prise en compte des objectifs de développement durable des pays en développement dans le cadre des débats internationaux*

362. La Division du commerce international des biens et services et des produits de base a lancé une nouvelle série d'activités axées sur ses compétences de base dans le domaine du renforcement des capacités des pays en développement. Lors de la mise

⁷ À la douzième session de la CNUCED et lors des réunions du Groupe intergouvernemental d'experts sur le droit et la politique de la concurrence.

en œuvre de ces activités, la Division a mis l'accent sur les questions suivantes : la crise alimentaire; la volatilité des prix de l'énergie; et les nouveaux débouchés commerciaux et possibilités d'investissement offerts par le mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto ainsi que par l'élargissement des marchés des produits et des services liés à la biodiversité. En 2009, les activités menées dans le cadre du sous-programme visaient à aider les pays en développement à comprendre et à affronter les causes et les conséquences des crises économique et financière et des crises connexes liées au climat, à l'alimentation et à l'eau et, plus important, à saisir les possibilités réelles d'une croissance moins polluante, notamment à faible émission de carbone, comme dans le cas des biocarburants. L'accent a également été mis sur une meilleure compréhension des liens fonctionnels entre le mandat de l'OMC et les négociations menées par celle-ci, en tenant compte des relations élargies entre le commerce, l'énergie et les changements climatiques. Les travaux relatifs au développement durable, notamment l'agriculture biologique, ont privilégié les besoins des petits exploitants agricoles et les moyens de faciliter leur accès aux chaînes de supermarchés.

Sous-programme 4

Infrastructure de services pour le développement, efficacité commerciale et mise en valeur des ressources humaines

- a) *Amélioration de la logistique commerciale des pays en développement, grâce notamment au renforcement des systèmes de transport, des dispositifs de facilitation des échanges et du cadre réglementaire et douanier*

363. D'après les rapports émanant des bénéficiaires sur le terrain, les mesures suggérées ont permis d'améliorer la capacité des partenaires dans les pays en développement d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures de facilitation du commerce et des transports, et de moderniser les douanes [Système douanier automatisé (SYDONIA)] grâce à l'automatisation des procédures de dédouanement.

- b) *Sensibilisation accrue des pays en développement aux options politiques et stratégiques qu'offrent les applications économiques des technologies de l'information et des communications et meilleure connaissance de ces options*

364. Le Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et des communications au service du développement, dont la CNUCED est l'un des principaux acteurs, a continué de promouvoir la question des statistiques relatives aux technologies de l'information et des communications (voir produits connexes). La disponibilité des indicateurs quantifiant les conditions économiques, basés sur la liste d'indicateurs fondamentaux du Partenariat, a continué de s'améliorer. Plus de 60 pays en développement ont bénéficié d'une formation et sont mieux à même de fournir ces informations en vue de l'élaboration des politiques. La première analyse de pays que la CNUCED a publiée au sujet des effets des technologies de l'information et des communications sur les activités commerciales concernait la Thaïlande. L'harmonisation des cadres régionaux sur le cyberdroit s'est poursuivie en Afrique de l'Est et en Amérique latine avec l'aide de la CNUCED, ce qui devrait accroître la compétitivité internationale des pays concernés. Le Cambodge et la République démocratique populaire lao ont entrepris de renforcer les capacités des décideurs eu égard aux conséquences juridiques des technologies de l'information et des communications avant d'examiner et de promulguer leur législation en la

matière. Durant l'exercice 2008-2009, l'examen des politiques touchant la science, la technologie et l'innovation en Angola, au Ghana, au Lesotho et en Mauritanie a permis à ces pays de renforcer ces politiques et de mieux les intégrer dans leurs stratégies globales de développement. Un autre programme axé sur la science, la technologie et l'innovation, le Réseau de centres d'excellence, a continué à promouvoir la collaboration Sud-Sud entre les institutions scientifiques et technologiques de premier plan des pays en développement, et a facilité l'organisation de formations de base et de perfectionnement dans le domaine des biotechnologies et de la science, de la technologie et de l'innovation.

- c) *Capacités renforcées des pays en développement dans les domaines du commerce, des investissements et des services d'appui au commerce, par la mise en valeur des ressources humaines, la constitution de réseaux et l'utilisation rationnelle de l'informatique*

365. Durant l'exercice 2008-2009, 18 universités ont rejoint le réseau de l'Institut virtuel de la CNUCED; de nouveaux supports pédagogiques pour les universités ont été mis au point et adaptés à la situation des pays; des modules de soutien ont été proposés; des ateliers de perfectionnement professionnel destinés aux universitaires ont été organisés sur le plan régional et national; des bourses de perfectionnement à la CNUCED ont été accordées à des universitaires; des projets de recherche communs ont été mis en œuvre par les universités associées à l'Institut; et les services virtuels de l'Institut ont été renforcés. Cinq cours régionaux sur les principaux enjeux économiques internationaux ont été dispensés aux décideurs et aux universitaires, auxquels s'ajoutent 12 formations accélérées en la matière à l'intention des diplomates en poste à Genève. Grâce aux activités menées dans le cadre du projet TrainForTrade, le Cambodge et la République démocratique populaire lao sont allés de l'avant dans leur processus législatif, la Guinée a pris des mesures dans le domaine de la facilitation du commerce et le Bénin a donné la priorité au tourisme durable comme outil indispensable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, l'Angola, Djibouti, le Ghana, le Guatemala, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Pérou et la République-Unie de Tanzanie ont lancé des cycles de formation sur la gestion portuaire locale, le Bénin, le Cameroun, la Guinée et le Sénégal ayant quant à eux poursuivi leurs activités de formation dans ce domaine. TrainForTrade a également permis de continuer à mettre au point du matériel d'enseignement à distance et de dispenser des cours traditionnels et en ligne dans les pays bénéficiaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Sous-programme 5

Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux

Développement de l'Afrique

- a) *Accroissement de la diversité des options politiques nationales et internationales en vue de promouvoir le développement de l'Afrique dans les domaines de compétence de la CNUCED*

366. Il ressort du *Rapport sur le développement économique en Afrique* 2008 que la plupart des pays africains ont pris de vastes mesures de libéralisation du commerce et que l'on peut considérer que leurs économies sont ouvertes depuis le milieu des années 90; toutefois, les résultats à l'exportation enregistrés après la libéralisation

du commerce ont été faibles en termes d'augmentation du volume des exportations et du ratio exportations/PIB, et en termes de diversification des exportations de produits agricoles et d'articles manufacturés à forte valeur ajoutée. Un manuel directif développant et approfondissant l'analyse du *Rapport sur le développement économique en Afrique 2007* a par ailleurs été publié en 2009. Deux ateliers destinés aux parties prenantes ont été organisés en 2008 au Burundi et en Zambie afin de présenter le projet du manuel, et trois ateliers de diffusion ont été organisés en 2009 au Rwanda, en Sierra Leone et au Ghana pour présenter le manuel. Un atelier sur les stratégies de développement en Afrique a été organisé afin de solliciter la contribution d'économistes africains de renom à la douzième session de la Conférence.

b) Utilisation accrue des services fournis à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de diverses initiatives intergouvernementales et interinstitutions concernant l'Afrique

367. La Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux a participé en 2008 et en 2009 aux mécanismes de consultation régionale du NEPAD. Celui-ci ne lui a pas adressé de demandes d'avis spécifiques mais le nombre de demandes d'avis consultatifs sur diverses initiatives intergouvernementales et interinstitutions concernant l'Afrique a augmenté⁸. La Division a notamment répondu à des demandes d'avis et de contribution sur les rapports suivants : un rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur la gouvernance; les travaux du Centre de recherche pour le développement international (Canada) sur la consolidation de la paix; le projet de l'Institut nord-sud sur la mobilisation des ressources nationales en Afrique subsaharienne en 2008; le chapitre consacré aux pays fragiles dans l'édition 2009 du *Rapport européen sur le développement*; et l'atelier organisé par la Banque africaine de développement sur les mesures à prendre face à la crise financière internationale de 2009. À la fin 2009, un projet commun a été conclu avec la Commission de l'Union africaine en vue de renforcer la communication et l'application de la recherche et de l'analyse des politiques de la CNUCED sur l'Afrique et sur les pays africains les moins avancés.

Pays les moins avancés

a) Meilleure compréhension des problèmes de développement des pays concernés et consensus accru entre les partenaires de l'économie mondiale à cet égard

368. Le *Rapport 2008 sur les pays les moins avancés* examine l'évolution de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans ces pays, et l'on y suggère l'adoption de politiques de gestion de l'aide comme mesure concrète pour améliorer les modalités du partenariat pour le développement. Selon le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, les crises financière et économique mondiales sont l'occasion pour ces pays d'adopter une nouvelle approche stratégique,

⁸ En 2008 durant les travaux de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (à la fois à la conférence préparatoire et à la conférence ministérielle) et à la réunion de haut niveau sur les besoins de l'Afrique en matière de développement organisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies à l'ouverture de l'Assemblée générale.

et l'État devrait jouer un nouveau rôle en se basant sur un modèle d'économie mixte et en adoptant des pratiques de bonne gouvernance. Des ateliers de renforcement des capacités axés sur les recommandations de politique générale énoncées dans les récents rapports sur les pays les moins avancés ont été organisés à l'échelle régionale à l'intention des décideurs de ces pays en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Asie ainsi qu'en Angola, au Mali et au Niger. Des conseils d'expert ont été fournis à l'occasion de réunions de l'OCDE et de la Banque mondiale sur l'intégration de la science, de la technologie et de l'innovation dans les politiques nationales et la coopération au service du développement.

- b) *Intégration accrue des politiques et priorités commerciales dans les plans nationaux de développement, à l'aide du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés et renforcement des capacités aux fins du contrôle national et de l'application des matrices d'action du Cadre intégré renforcé*

369. Quarante-cinq pays ont participé à l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce du Cadre intégré. Bien que celui-ci soit dans une période de transition, les activités menées à l'échelon national dans les pays se sont poursuivies, la CNUCED ayant fourni un appui depuis les étapes préliminaires jusqu'à la mise en œuvre des projets en organisant des ateliers préalables aux études diagnostiques et des missions consultatives, et en participant à des réunions, notamment aux ateliers de validation à Vanuatu et aux Comores, auxquels elle a aussi contribué. En février 2009, 36 études diagnostiques sur l'intégration du commerce avaient été achevées et 8 études supplémentaires étaient en cours. Le nombre des nouvelles études à préparer est limité : Haïti, dont l'examen technique a été approuvé, attend le lancement de l'étude, l'Érythrée a provisoirement été retirée (sur décision du Gouvernement) du Cadre intégré depuis 2003, et l'examen technique pour la Guinée équatoriale n'a pas encore été approuvé.

Programmes spéciaux

- a) *Renforcement de la coopération internationale en vue de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, intitulé « Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit », et de l'accroissement de la participation effective des pays en développement sans littoral et des autres groupes de pays mentionnés au paragraphe 33 du Consensus de São Paulo au système commercial mondial*

370. 2008 a été l'année de la réunion d'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty. La Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED a pris une part active directe ou indirecte à de nombreuses activités menées en vue de l'examen à mi-parcours. Les activités réalisées dans le cadre du programme spécial en faveur des pays en développement sans littoral étaient axées en 2009 sur les préparatifs de la troisième réunion des ministres du commerce de ces pays, tenue les 21 et 22 octobre 2009 à Ezulwini (Swaziland). Étant donné le bouleversement du climat économique mondial, les discussions ont été dominées par les conséquences de la crise économique mondiale sur les pays en développement sans littoral et par les politiques et mesures susceptibles d'en atténuer les effets sur les perspectives de développement des pays

en question. La réunion a enregistré une forte participation, avec la présence de plus de deux tiers des 31 membres du groupe des pays en développement sans littoral.

- b) *Contribution à la suite à donner à la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement tenue en 2005*

371. Durant l'exercice biennal 2008-2009, la CNUCED a intensifié son appui aux petits États insulaires en développement (les membres pris individuellement et dans leur ensemble, en tant que groupe, par l'intermédiaire de l'Alliance des petits États insulaires) dans leurs efforts visant à amener la communauté internationale à accomplir des progrès eu égard à plusieurs aspects économiques essentiels de la Stratégie de Maurice, tels que : a) la radiation de la catégorie des pays les moins avancés; et b) les mesures d'appui international dans le système commercial multilatéral. En 2008 et 2009, six petits États insulaires en développement ont bénéficié de l'assistance directe de la CNUCED en ce qui concerne la question de la radiation de la liste : trois pays en période de transition précédant la sortie de la catégorie des pays les moins avancés (sortie éventuelle) : Kiribati, Tuvalu et Vanuatu; deux pays sortant de la catégorie : les Maldives et Samoa (durant leur période de transition); un pays sorti de la catégorie : le Cap-Vert. D'autres pays les moins avancés ne faisant pas partie des petits États insulaires en développement (la Guinée équatoriale, Haïti et le Lesotho) ont également bénéficié de ces services consultatifs.

Chapitre 13

Centre du commerce international CNUCED/OMC

Principaux résultats obtenus

372. Le Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) a continué à soutenir efficacement chacun de ses groupes de clientèle : décideurs, organismes de promotion du commerce et petites et moyennes entreprises. L'édition 2009 de l'enquête auprès des clients a confirmé que ses interlocuteurs dans les pays en développement sont de plus en plus satisfaits des services qu'ils reçoivent. Les travaux du CCI visent de plus en plus à avoir un impact et des résultats durables, qui assurent un bien meilleur retour sur investissement en matière de développement des exportations. L'évolution vers des programmes pluriannuels de plus large portée s'est très nettement accélérée en 2009, avec quatre programmes importants en cours, renforçant la confiance que les donateurs témoignent au CCI au vu de ses réalisations. Ces programmes s'accompagnent d'une collaboration plus intensive avec un large éventail de partenaires, notamment l'OMC, la CNUCED, l'ONUDI, d'autres organismes des Nations Unies, des banques de développement, des organismes régionaux, des entreprises multinationales et des institutions spécialisées dans le commerce. Des méthodes novatrices ont fait la preuve de leur efficacité pour stimuler les exportations, par exemple l'utilisation de messages sur téléphone portable pour transmettre des données de marché aux producteurs, mettre des artisans urbains en Afrique de l'Est en relation avec des maisons de couture européennes et confirmer des ventes de coton d'Afrique de l'Ouest vers l'Asie. Une politique d'évaluation renforcée, et un mécanisme correspondant, ont commencé à produire de bons résultats, qui sont diffusés afin d'être plus largement connus et améliorés. Grâce à de nouveaux indicateurs mettant davantage l'accent sur les

résultats, l'organisme a gagné en efficacité et obtenu des réalisations globalement conformes aux attentes.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

373. Il reste difficile pour les concepteurs de projets et les directeurs de programme du CCI d'avoir un impact durable, et cette exigence oblige également les interlocuteurs extérieurs à améliorer leur efficacité et leur efficience dans les délais impartis. Travailler avec d'autres partenaires qui fournissent des conseils est à la fois nécessaire et contraignant – notamment parce que cela suppose que les interlocuteurs fassent preuve de réactivité. Certains projets ont été entravés par l'instabilité politique et la précarité des conditions de sécurité dans plusieurs pays. Il faudra s'employer davantage à obtenir des informations permettant de mesurer plus précisément la contribution apportée par le Centre à la réduction de la pauvreté, à l'autonomisation des femmes et à la gestion durable de l'environnement, car cela rendra son action encore plus efficace. Toutes les composantes d'un système complet de gestion axée sur les résultats sont en place. Le CCI doit redoubler d'efforts pour concrétiser les synergies et gains d'efficacité qui devraient suivre au cours du prochain exercice.

Taux d'exécution des produits

374. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 85 % des 281 produits quantifiables prescrits.

375. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 13)/Add.1).

Sous-programme 6

Aspects opérationnels de la promotion du commerce et du développement des exportations

a) Aide à apporter aux responsables politiques pour l'intégration du secteur des entreprises dans l'économie mondiale

376. L'édition 2009 de l'enquête auprès des clients a confirmé qu'un nombre accru de décideurs (50 % en 2009 contre 30 % en 2007) se déclaraient satisfaits de l'appui fourni par le CCI pour aider à mieux comprendre les besoins du secteur privé, faciliter l'intégration du développement du commerce dans les politiques nationales de développement et encourager le secteur privé à participer plus activement aux efforts de promotion du commerce. C'est grâce à un appui centré sur les clients et sur le transfert d'un pays à l'autre de l'expérience acquise que les indicateurs de résultat liés à la présente réalisation ont progressé au cours de l'exercice.

b) Capacité accrue des organismes de promotion du commerce à soutenir les entreprises

377. Au cours de l'exercice, une large gamme d'activités ont été menées en collaboration avec des institutions de promotion du commerce dans un grand nombre de pays en développement et de pays parmi les moins avancés. Les travaux d'une nouvelle section ont posé des bases solides qui devraient permettre d'obtenir des résultats significatifs en 2010-2011, venant s'ajouter aux progrès importants

réalisés par plusieurs institutions de promotion du commerce en 2008-2009. Les résultats quantitatifs ont été inférieurs aux prévisions du fait de l'incidence de la création d'une nouvelle section et du délai nécessaire pour obtenir des résultats significatifs. Le renforcement des institutions de promotion du commerce est essentiel pour démultiplier l'impact de l'appui et des conseils fournis par le CCI.

c) Renforcement de la compétitivité internationale des entreprises

378. Le CCI a continué à fournir un appui à un large éventail d'entreprises issues de secteurs très divers. Bien qu'il soit très difficile de trouver de nouveaux débouchés en période de récession économique, des succès ont été enregistrés. Parmi les nombreuses réussites, on peut citer les cas des producteurs de mangues haïtiens et maliens, des producteurs de piments libériens, des producteurs de café en Afrique de l'Est et de producteurs de fleurs coupées en Éthiopie. Des producteurs de coton issu de l'agriculture biologique sont mis en relation avec les acheteurs, puis à toute l'industrie de la mode, grâce à un site Web créé avec l'aide du CCI. À la suite d'un appui fourni par le CCI, 95 petites et moyennes entreprises réunies dans le cadre du cinquième Forum économique de l'océan Indien se sont orientées vers des activités d'exportation. Le CCI a étendu la portée de l'appui qu'il offre aux entreprises, en leur fournissant de nouveaux services se rapportant au droit commercial, au financement des échanges commerciaux, à l'emballage et au marketing.

Chapitre 14

Environnement

Principaux résultats obtenus

379. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est la voix de l'environnement au sein du système des Nations Unies. Il joue un rôle de catalyseur, de défenseur, d'enseignant et de facilitateur, œuvrant à promouvoir l'usage avisé et le développement durable de l'environnement mondial. À cette fin, le PNUE collabore avec un grand nombre de partenaires et assure notamment les activités suivantes : évaluer l'état de l'environnement mondial, régional et national; mettre au point des instruments internationaux et nationaux relatifs à l'environnement; renforcer les institutions responsables de la gestion de l'environnement; faciliter le transfert de connaissances et de moyens techniques et promouvoir de nouveaux partenariats et de nouvelles attitudes au sein de la société civile et du secteur privé. Parmi les principales réalisations qu'il a obtenues au cours de l'exercice 2008-2009 figurent 19 décisions enregistrées dans des enceintes intergouvernementales et 59 citations dans des revues scientifiques faisant référence à ses évaluations de l'état de l'environnement. S'appuyant sur l'assistance juridique fournie par le PNUE, trois pays ont adopté une législation nationale de protection de l'environnement, deux pays en poursuivent l'élaboration et quatre pays révisent leur législation en la matière. Les besoins relatifs à l'environnement ont été pris en compte dans les mécanismes et plans de redressement et de consolidation de la paix mis en place dans 20 pays touchés par des conflits ou des catastrophes. Douze mécanismes nationaux de planification du développement intègrent des pratiques optimales pour la gestion des ressources naturelles et 41 mesures de remise en état des écosystèmes au niveau local ont été enregistrées. Onze plans-cadres nationaux pour l'aide au développement intègrent des principes de bonne gestion des ressources naturelles et 19 projets entrepris par des pays visent à tenir compte des liens entre la pauvreté et

l'environnement dans les processus de développement nationaux (www.unpei.org/). Grâce à l'appui que le PNUE a fourni à près de 100 pays pour la promotion de carburants et de véhicules plus propres, il ne reste plus que 12 pays utilisant l'essence au plomb. La majorité des pays en développement ou en transition ont pris des mesures visant à réduire les taux de soufre dans les carburants et à promouvoir l'utilisation de véhicules plus propres. L'action menée par le PNUE a aidé à mobiliser 175 millions de dollars pour financer des technologies plus propres pour la production d'énergie. Environ 4 000 entreprises ont présenté des projets commerciaux et financiers, des politiques et des méthodes reposant sur les principes défendus par le PNUE et plus de 300 entreprises se sont engagées à mener une action ciblée concernant les changements climatiques. Soixante institutions participent à l'intégration de la problématique des écosystèmes dans les politiques commerciales et de développement. L'Initiative pour une économie verte, nouvellement lancée, a considérablement aidé à mieux faire apprécier les contributions apportées par les investissements verts, en termes d'aide à la croissance économique, de création d'emplois décents et de réduction de la pauvreté, y compris en réponse aux occasions particulières qui se sont présentées au cours des crises financières. La campagne pour un milliard d'arbres, lauréate d'un Prix ONU 21, a abouti à la plantation de 7,4 milliards d'arbres, soit plus de sept fois l'objectif initial. Le PNUE s'est fermement positionné en tant que partenaire du Comité international olympique et d'autres organismes sportifs pour faire en sorte que l'on tienne compte des aspects relatifs à l'environnement dans l'organisation des Jeux Olympiques de Beijing et d'autres manifestations sportives.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

380. La mise en place de partenariats et leur renforcement se sont avérés efficaces pour exécuter le programme de travail du PNUE et concrétiser le développement durable. Il est en effet difficile de cerner les différents publics concernés à différents niveaux dans les domaines de l'environnement et du développement, et plus difficile encore d'influer sur leurs comportements. Le PNUE doit avoir des contacts plus suivis avec des acteurs et décideurs qui ne sont pas issus du secteur de l'environnement, afin de poursuivre l'intégration de l'environnement au cœur des politiques et mesures nationales de développement. Il importe de définir des priorités dans le cadre des plans nationaux de développement et, si possible, de les formuler en s'appuyant sur une analyse économique qui prouve toute l'utilité pour le développement national d'une gestion viable des ressources naturelles. Il faut recueillir des données concrètes par pays attestant les liens entre l'environnement, la réduction de la pauvreté et la croissance favorable aux pauvres pour surmonter le scepticisme des décideurs, des économistes et des spécialistes de la planification et pour les convaincre que cela vaut la peine d'investir dans une gestion durable de l'environnement.

Taux d'exécution des produits

381. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 98 % des 1 116 produits quantifiables prescrits.

382. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 14)].

Sous-programme 1
Bureau du Directeur exécutif

- a) *Amélioration de l'intégration des activités relatives à l'environnement dans le système des Nations Unies et de la prise en compte des questions liées à l'environnement dans le cadre plus large du développement durable*

383. En vue de la réalisation de l'objectif fixé, 12 projets ont été lancés en collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies, et 30 mécanismes interorganisations et processus intergouvernementaux intègrent des facteurs environnementaux. Plusieurs outils ont été mis au point pour l'ONU concernant la neutralité climatique et les pratiques responsables en matière d'achats, en réponse à l'engagement souscrit par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Un rapport de l'ONU sur son empreinte carbone et son objectif d'un bilan carbone de zéro a été lancé au Sommet de Copenhague sur le climat. Le rapport de l'ONU sur les pratiques responsables en matière d'achats a été établi à l'attention de l'Assemblée générale. Un groupe de l'ONU sur la gestion durable a été mis sur pied. Pour intégrer l'environnement dans les programmes sectoriels, trois processus des Nations Unies, portant sur les objectifs en matière de biodiversité pour l'après-2010, sur la gestion des terrains et sur « l'économie verte », ont été mis en place. Pour intégrer l'environnement dans les activités opérationnelles de l'ONU, un processus portant sur les garde-fous environnementaux et sociaux à respecter a été engagé dans le cadre de l'examen des normes de gestion fiduciaire de l'Organisation.

- b) *Recadrage de l'action du PNUE par rapport aux besoins de ses États membres, notamment en matière de renforcement des capacités et d'appui technologique, la problématique hommes-femmes étant davantage prise en compte lors de l'exécution de ses programmes et projets*

384. Le fait que 78 % des États membres ont participé à la vingt-cinquième session du Conseil d'administration et Forum ministériel mondial pour l'environnement confirme que les travaux du PNUE répondent de mieux en mieux aux besoins de ses États membres. Conformément à l'objectif fixé, 50 % des ressources du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont été consacrées à la mise en œuvre du Plan stratégique de Bali. Près de 75 % de ces activités étaient des interventions d'assistance technique et de renforcement des capacités, mises en œuvre avec l'appui des bureaux régionaux du PNUE dans des pays en développement ou en transition économique. Plus de 550 fonctionnaires du PNUE ont été formés à la transversalisation de la problématique hommes-femmes, ce qui a permis d'intégrer cette dimension dans 82 projets complets. Cette problématique a aussi été pleinement intégrée dans la Déclaration sur les changements climatiques en Afrique, les cadres sous-régionaux de lutte contre les changements climatiques en tenant désormais compte.

- c) *Amélioration de la gestion du programme de travail du PNUE et renforcement de la collaboration entre les divisions du PNUE en matière d'exécution des programmes*

385. Le programme de travail du PNUE pour l'exercice 2008-2009 fait l'objet d'une exécution et d'une gestion efficaces, comme en témoigne le taux d'exécution de 98 %. Grâce à la publication d'études sur l'exécution des programmes et de rapports sur la gestion de l'information qui permettent à la direction générale et aux

responsables des sous-programmes de suivre l'état de l'exécution du programme de travail et de l'obtention de résultats, les taux d'exécution sont en progression pour les quatre derniers exercices biennaux.

d) Amélioration de la gestion des ressources financières et humaines du PNUE

386. Plusieurs indicateurs témoignent des progrès accomplis dans la gestion des ressources financières du PNUE : le Directeur exécutif a pu couvrir la totalité des crédits ouverts par le Conseil d'administration en prélevant des ressources sur le Fonds pour l'environnement; les fonctions de gestion du Fonds ont été transférées de l'Office des Nations Unies à Nairobi au PNUE; les administrateurs du Fonds ont été affectés à des tâches fonctionnelles dans les sous-programmes; le taux d'utilisation des crédits du Fonds est de 100 %. Le taux de vacance de postes pour tous les postes relevant du budget ordinaire du PNUE est conforme à l'objectif et celui des postes extrabudgétaires a diminué de 5 %. Le PNUE a employé une procédure simplifiée pour pourvoir un certain nombre de postes vacants ou appelés à le devenir, par un programme de rotation interne effectuée sur la base du volontariat, qui a été conçu comme moyen de promouvoir le développement professionnel des fonctionnaires et de favoriser leur mobilité tout en faisant mieux correspondre les compétences du personnel et les besoins des programmes du PNUE.

e) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

387. La durée moyenne des recrutements a oscillé entre 155 et 158 jours pendant deux trimestres consécutifs. Plusieurs mesures ont été prises au cours du présent exercice pour accélérer la procédure de sélection des candidats. L'accès aux fonctions de membre des organes centraux de contrôle a été élargi, la formation des membres de ces organes a été renforcée, des plans de recrutement ont été élaborés au niveau des divisions et des bureaux, un appui accru a été apporté aux chefs de service responsables de postes à pourvoir et tous les avis de vacance de poste ont fait l'objet d'un suivi attentif. Ces mesures, qui ont déjà abouti à une réduction considérable de la durée moyenne des recrutements, témoignent de la détermination du PNUE à continuer à viser l'objectif de 120 jours et à améliorer l'ensemble du processus de recrutement.

f) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

388. Grâce à plusieurs mesures destinées à attirer des candidates qualifiées, le PNUE est parvenu à la parité des sexes dans ses recrutements à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Dans cette catégorie, le PNUE a également recruté 41 nouveaux fonctionnaires issus d'États membres non représentés ou sous-représentés, dépassant l'objectif fixé à 15. Le PNUE compte désormais 158 administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur issus d'États membres non représentés ou sous-représentés, qui constituent 24 % de l'effectif de leur catégorie.

g) Évaluation efficace du programme du PNUE et respect accru des recommandations issues des évaluations et des audits

389. Des évaluations ont été menées pour un sous-programme et 40 projets, aboutissant à 255 recommandations. Parmi l'ensemble des recommandations

acceptées, 37 (26 %) ont été pleinement appliquées (conformité) et 24 (17 %) l'ont été partiellement (conformité partielle). La qualité des évaluations menées par le PNUE a considérablement progressé ces dernières années, grâce aux améliorations apportées au contrôle de la qualité par les équipes d'évaluation. Pendant deux années consécutives (2007 et 2008), toutes les évaluations soumises au Fonds pour l'environnement mondial par le Bureau de l'évaluation du PNUE ont été classées comme satisfaisantes ou modérément satisfaisantes, un résultat supérieur à ceux de tous les autres organismes d'exécution collaborant avec le Fonds, y compris la Banque mondiale et le PNUD. Les recommandations issues d'audits sont appliquées de manière de plus en plus exhaustive, comme en témoigne le taux d'application de 97 % enregistré au cours de l'exercice.

Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants

- a) *Élargissement de la portée des évaluations scientifiques portant sur l'exposition aux rayonnements ionisants aux niveaux régional et mondial et sur les risques et les effets qui en découlent sur le plan de la santé des populations et de l'environnement et mise à jour de ces évaluations*

390. Les évaluations du Comité ont une portée plus importante que jamais et les éléments nouveaux concernant les risques que pose l'exposition aux rayonnements ionisants seront à la base de la révision des Normes fondamentales internationales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnements, adoptées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'AIEA, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); le PNUE a aussi annoncé son intention de participer à la révision de ces normes.

- b) *Sensibilisation des décideurs, de la communauté scientifique et de la société civile aux évaluations scientifiques du Comité et recours accru à ces évaluations comme base solide pour l'évaluation des risques liés aux rayonnements et la prise de décisions concernant la protection contre ces rayonnements*

391. Le nombre de téléchargements du site Web du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a récemment augmenté, sans doute en raison de la mise en ligne de son rapport de 2006 et de ceux d'années antérieures (en revanche, les volumes I et II du rapport de 2008 n'ont pas encore été publiés).

Sous-programme 1 Évaluation de l'environnement et alerte rapide

- a) *Évaluations environnementales participatives, adaptées aux politiques et scientifiquement crédibles*

392. Des évaluations environnementales participatives ont été signalées par 156 États, 30 organismes des Nations Unies, 72 centres de collaboration pour l'élaboration du rapport sur l'avenir de l'environnement mondial et 2 416 scientifiques qui ont participé activement aux travaux du PNUE sur les évaluations

environnementales. La pertinence pour les décideurs des constats issus de ces évaluations est démontrée par 19 références qui y ont été faites dans des décisions enregistrées par des enceintes intergouvernementales (soit une référence de moins que l'objectif visé). De plus, 59 références à des évaluations environnementales du PNUE ont été publiées dans des revues scientifiques telles que *The New Scientist*, *The Harvard International Review*, *The Journal of Environmental Quality* et *Sustainability Science* (soit 47 % de plus que l'objectif de 40 références), ce qui tend à indiquer que ces rapports sont considérés par la communauté scientifique comme des sources utiles, pertinentes et fiables. Le nouveau rapport intitulé *Climate Change Science Compendium 2009* a déjà été cité par 15 publications de référence.

- b) *Participation accrue d'institutions partenaires aux réseaux appuyés par le PNUE et amélioration des échanges des données et des informations disponibles en ce qui concerne l'environnement, afin qu'elles puissent être utilisées dans le cadre des évaluations, des systèmes d'alerte rapide et lors de la prise de décisions*

393. Les institutions partenaires, notamment les bureaux nationaux de statistique, les autorités de protection de l'environnement et les universités, sont de plus en plus nombreuses à participer à des réseaux soutenus par le PNUE : elles sont au nombre de 301, contre un objectif de 250. Le portail de données GEO est administré en collaboration avec un large éventail de fournisseurs de données aux niveaux mondial et régional. Le nombre moyen de téléchargements à partir du portail (à l'adresse <http://geodata.grid.unep.ch>) était de 3 590 par mois, soit nettement plus que l'objectif de 1 600. Dix-sept dépêches d'alerte, visant à permettre aux décideurs d'accorder sans retard l'attention voulue aux problèmes qui se posent dans le domaine de l'environnement, ont été diffusées, alors que seules 15 dépêches étaient prévues. Les dépêches sur les points chauds de l'environnement (<http://na.unep.net/geas/>, en anglais), également reprises dans la publication intitulée *Afrique : Atlas d'un environnement en mutation* (<http://www.unep.org/dewa/Africa/AfricaAtlas/>) ont servi de catalyseur pour des mesures de remise en état des écosystèmes au niveau national.

- c) *Renforcement des moyens institutionnels et technologiques dans les pays en développement et les pays en transition économique aux fins de la collecte de données, de la recherche, de l'analyse, du suivi, des évaluations de l'environnement, de la diffusion rapide de messages d'alerte, ainsi que de la constitution de réseaux et de partenariats*

394. Le renforcement des moyens institutionnels et technologiques a été entrepris dans toutes les régions concernées, avec l'appui d'interlocuteurs de premier plan, à travers 85 partenariats (l'objectif était de 80) avec des institutions de protection de l'environnement dans des pays en développement ou en transition économique. Des experts en environnement issus de pays en développement ont suivi des stages de formation adaptés à leurs besoins. Ainsi, 100 experts du Panama qui ont participé à des formations virtuelles sur la conduite d'évaluations intégrées de l'environnement élaborent à présent le rapport 2009 sur l'avenir de l'environnement au Panama. En Afrique, des spécialistes chargés d'établir un diagnostic de l'état de l'environnement ont notamment été formés au Rwanda, ce qui a aidé ce pays à élaborer son premier rapport sur ce thème, dont les conclusions ont été entérinées par le Parlement.

Sous-programme 2

Droit et conventions relatifs à l'environnement

- a) *Augmentation du soutien en faveur d'une capacité accrue des gouvernements et d'autres parties prenantes de prendre en compte les objectifs écologiques nationaux dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté, y compris, le cas échéant, de manière synergique et solidaire*

395. Le PNUE s'est consacré à l'intégration de l'environnement dans les politiques nationales relatives au développement durable, notamment en collaborant dans plusieurs pays avec les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies à l'élaboration de plans directeurs. À sa soixante-troisième session, l'Assemblée générale a souligné le rôle moteur joué par le PNUE dans la promotion du développement durable et l'importance que revêt la mise en œuvre du Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités. Le PNUE a lancé un projet en vue d'intégrer systématiquement l'environnement dans les politiques de développement en mettant l'accent sur les objectifs arrêtés au niveau international. Le quatrième programme consacré au développement et à l'examen périodique du droit de l'environnement (Programme Montevideo IV), adopté par les États membres à la vingt-cinquième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial pour l'environnement, comprend des éléments du sous-programme relatifs aux liens entre l'environnement et la pauvreté, les droits de l'homme et d'autres aspects du développement durable.

- b) *Accroissement de la collaboration entre le PNUE et les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement, les organismes scientifiques et les intervenants mondiaux, régionaux et nationaux, ainsi que de l'appui à la collaboration entre ces entités, en vue d'améliorer l'exécution de ces accords et de renforcer les synergies entre eux, et renforcement de la coordination au sein du système des Nations Unies aux fins de la conduite d'activités de protection de l'environnement*

396. Le PNUE a mené 22 activités en collaboration avec les secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organismes compétents. L'appui du PNUE a eu un effet positif sur l'issue d'un certain nombre de conférences des parties à des accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres négociations intergouvernementales connexes. Les effets de synergie entre les différents accords relatifs aux produits chimiques et aux déchets ont été considérablement développés et il a été décidé de tenir une réunion spéciale commune des conférences des parties à ces accords immédiatement après la prochaine session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial pour l'environnement. Les ateliers de préparation organisés à l'intention des négociateurs sur les changements climatiques ont permis aux parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques d'affiner leurs positions nationales et régionales en prévision des réunions. Plus de 60 pays ont reçu une aide pour mettre en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement et trois institutions régionales ont été dotées des moyens voulus pour mener des activités de renforcement des capacités dans ce domaine. Le Groupe de la gestion de l'environnement a renforcé la collaboration entre organismes des Nations Unies en lançant des initiatives telles que les pratiques responsables en matière d'achats et l'objectif d'un bilan carbone de zéro pour l'ONU.

c) *Renforcement des cadres juridiques intéressant l'environnement afin de promouvoir un développement durable*

397. Les initiatives visant à améliorer les cadres juridiques existants ou à en concevoir de nouveaux, au nombre de 106 (dépassant l'objectif, qui était de 104), témoignent des progrès accomplis. La mise au point d'un nouvel instrument mondial juridiquement contraignant pour le mercure a été décidée par le Conseil d'administration à sa vingt-cinquième session. Grâce à l'assistance fournie par le PNUE, 13 pays ont pu négocier et mettre au point un nouvel instrument de renforcement de la coopération sous-régionale dans le cadre du Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est. Cinq pays d'Asie centrale envisagent d'arrêter les modalités d'application d'un traité sur l'environnement en Asie centrale. Grâce à l'assistance juridique fournie au niveau national par le PNUE, trois pays ont adopté des dispositions précises en matière d'environnement ou promulgué une loi, deux pays poursuivent l'élaboration de textes législatifs et quatre pays révisent leur législation en la matière.

d) *Amélioration des moyens dont disposent les États Membres pour renforcer l'exécution de leurs lois sur l'environnement et renforcement des moyens dont disposent les institutions et autres intervenants pour la faciliter*

398. À la suite de l'organisation d'un programme de renforcement des capacités des juges, le Gouvernement philippin a chargé plus de 100 tribunaux de statuer sur des affaires relatives à l'environnement. Le Gouvernement indonésien met en place un programme de certification à l'intention des juges qui suivent une formation au droit de l'environnement et constitue un tribunal spécialisé dans les questions relatives à l'environnement. Vingt-trois pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes ont commencé à coopérer à la mise en œuvre de politiques et de lois sur la gestion des déchets. À la Conférence des juges d'Asie centrale tenue en 2008, les participants ont signalé que leurs systèmes judiciaires avaient réalisé des avancées pour ce qui est de promouvoir l'accès à l'information, la participation du public à la prise de décisions et l'accès à la justice sur les questions d'environnement. À la suite de la formation dispensée par le PNUE, il y a eu une progression notable des connaissances et des compétences des fonctionnaires de l'État et des autres parties prenantes, en particulier en ce qui concerne la législation relative aux changements climatiques.

Sous-programme 3

Mise en œuvre des politiques

a) *Amélioration de l'accès aux outils de mise en œuvre pertinents (y compris les forums) pour faciliter la gestion intégrée des ressources naturelles et la remise en état, par les gouvernements et d'autres parties prenantes, des écosystèmes dégradés, l'accent étant mis sur l'eau douce, les côtes et les océans*

399. Afin d'améliorer l'accès aux outils de mise en œuvre pertinents pour faciliter la gestion intégrée des ressources naturelles et la remise en état des écosystèmes dégradés, le PNUE a conçu et mis à la disposition des parties concernées 27 outils (dépassant l'objectif, qui était de 25) ainsi que 35 applications pratiques de ces outils (ce qui correspond à l'objectif). Parmi les applications pratiques des outils, on peut citer un manuel d'évaluation pour la rémunération des services liés aux

écosystèmes, des principes directeurs pour l'adaptation aux changements climatiques dans la planification et la prise de décisions à l'échelon national et des plans d'action nationaux pour lutter contre les sources terrestres de pollution de l'environnement marin. Grâce aux compétences spécialisées du PNUE en matière d'évaluation des risques environnementaux, les besoins relatifs à l'environnement et les activités prioritaires à cet égard ont été pris en compte dans les mécanismes et plans de redressement et de consolidation de la paix mis en place dans 20 pays touchés par des conflits ou des catastrophes.

- b) *Renforcement des capacités des gouvernements et autres parties intéressées d'intégrer systématiquement des pratiques optimales tenant compte de l'égalité des sexes pour la gestion des ressources naturelles dans les activités nationales de développement et de remise en état des écosystèmes dégradés*

400. Le renforcement des capacités des gouvernements et autres parties intéressées est attesté par 12 travaux de planification du développement national reposant sur les meilleures pratiques de gestion des ressources naturelles (dépassant l'objectif, qui était de 10) et 41 initiatives de remise en état des écosystèmes au niveau local (dépassant l'objectif, qui était de 40). Trois pays ont entrepris de se doter de lois-cadres nationales sur l'environnement tenant compte des questions régionales ou transfrontières relatives aux forêts, à la protection des espèces animales et à la préservation de paysages forestiers de grande valeur. En ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes pour la gestion des ressources, des femmes ont participé activement aux travaux des comités de pilotage de sept programmes nationaux et des activités de conservation au niveau local et de promotion de nouveaux moyens de subsistance ont été menées dans trois pays pour répondre aux besoins des femmes et leur offrir des débouchés.

- c) *Meilleure prise en compte par les partenaires du PNUE dans leurs programmes et activités ordinaires des outils et des pratiques qu'il a expérimentés en matière de gestion des ressources naturelles et de remise en état de l'écosystème*

401. Bien qu'en deçà de l'objectif de 15, les 11 plans-cadres nationaux pour l'aide au développement qui comprennent des volets relatifs aux ressources naturelles témoignent des progrès réalisés vers une meilleure prise en compte par les partenaires du PNUE dans leurs programmes et activités des outils et des pratiques qu'il a expérimentés en matière de gestion des ressources naturelles. À la suite de la fourniture par le PNUE de conseils spécialisés sur l'élaboration d'un plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, des questions touchant l'eau douce et la gouvernance foncière ont été intégrées dans le document final établi par le Botswana pour la période 2008-2013. De même, l'environnement et la gestion des ressources naturelles figurent en bonne place dans les documents de programmation du nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Afghanistan, dans le plan de travail 2009 pour l'assistance humanitaire et le relèvement rapide au Soudan et dans le Programme pour le changement de la Sierra Leone.

- d) *Renforcement des capacités des États Membres d'incorporer l'aspect urbain des questions écologiques dans les politiques, les stratégies et la planification relatives au développement durable; renforcement de la capacité des partenaires compétents de favoriser et de lancer ce processus*

402. Dans le domaine des transports urbains, le PNUE est aux avant-postes du Partenariat pour des carburants et véhicules propres, qui lance des campagnes en faveur de l'amélioration des carburants et des véhicules. Le PNUE a fourni un appui, à l'échelon régional ou national, à près d'une centaine de pays pour la promotion de carburants et de véhicules propres. À la fin de 2009, seuls 12 pays utilisaient encore l'essence au plomb et la majorité des pays en développement ou en transition économique ont également adopté des mesures en vue de réduire les taux de soufre dans les carburants et de promouvoir l'utilisation de véhicules plus propres. En matière d'environnement urbain, le PNUE a aussi établi un cadre de coopération stratégique avec ONU-Habitat et le Conseil international pour les initiatives écologiques locales, approfondissant sa collaboration avec ces deux organismes et aidant des villes du monde entier à s'attaquer aux problèmes propres à l'environnement urbain. Le PNUE a aussi renforcé sa participation à l'initiative de l'Alliance des villes.

- e) *Généralisation de l'accès à l'éducation et à la formation aux questions environnementales, dans un contexte formel et informel, de divers groupes aux fins de la promotion de la conservation de l'environnement*

403. Le PNUE a collaboré avec ses partenaires des organismes des Nations Unies, des systèmes d'éducation nationale et d'établissements d'enseignement supérieur à l'élaboration de programmes d'éducation et de formation aux questions environnementales et à la mise au point d'outils et de kits de formation permettant d'influer sur les politiques environnementales, les programmes scolaires et universitaires, les législations et les pratiques de gestion au niveau national. Conformément à l'objectif fixé, huit programmes d'éducation et de formation aux questions environnementales ont été conçus par des établissements d'enseignement en collaboration avec le PNUE. Trente et une institutions d'enseignement supérieur proposent ces programmes aux fins de la promotion de la conservation de l'environnement (soit plus que l'objectif, qui était de 30). Le fait que six universités africaines élaborent, corrigent et réorientent actuellement leurs programmes dans le cadre du Partenariat pour la prise en compte des questions d'environnement et de viabilité dans les universités africaines lancé par le PNUE est une nouvelle preuve des progrès accomplis vers la généralisation de l'accès à l'éducation et à la formation aux questions environnementales.

Sous-programme 4 **Technologie, industrie et économie**

- a) *Renforcement des aptitudes des intervenants et de la capacité institutionnelle à intégrer les considérations environnementales et sociales aux décisions touchant l'énergie, l'accent étant mis sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'utilisation de l'énergie*

404. Grâce en partie à l'action du PNUE, de plus en plus d'institutions aussi bien publiques que privées s'engagent depuis quelques années à appliquer des politiques et programmes d'utilisation de sources d'énergie moins polluantes. Le PNUE a

fourni un appui dans ce domaine à 25 institutions (ce qui correspond à l'objectif fixé) et à 25 États (soit 9 % de plus que son objectif, qui était de 23). De même, les investissements dans des énergies propres progressent rapidement dans le monde entier et le PNUE a contribué à cette tendance en aidant à mobiliser 175 millions de dollars à cette fin (soit 46 % de plus que son objectif pour l'exercice, qui était de 120 millions de dollars).

- b) *Amélioration de la compréhension et de l'application par les décideurs des secteurs public et privé des modes de consommation et de production viables, notamment dans des secteurs tels que le bâtiment et le tourisme, et augmentation du nombre d'initiatives bénévoles visant à promouvoir la responsabilité des entreprises en matière d'environnement ainsi que la prévention des crises environnementales et les mesures à prendre pour y faire face*

405. La compréhension et l'application accrues de principes de gestion respectueux de l'environnement se reflètent dans le fait que 52 États (plus que l'objectif, qui était de 40) se sont dotés d'outils d'évaluation et de politiques et programmes de consommation et de production viables. Le nombre d'entreprises industrielles et commerciales ayant adopté, pour leurs activités commerciales et financières, des initiatives, des politiques et des pratiques viables, fondées sur les principes promus par le PNUE, est passé de 2 500 à 4 000 (60 % de plus que l'objectif fixé pour le présent exercice, qui était de 3 500 entreprises). En adoptant de telles initiatives, ces entreprises s'engagent à respecter les principes de respect de l'environnement et de responsabilité citoyenne, et à participer à des programmes de travail communs sur l'utilisation efficace des ressources et le renforcement des capacités, financés conjointement par les secteurs privé et public. Dans le cadre du programme des chefs d'entreprise pour la protection du climat, lancé par le PNUE, le Pacte mondial et le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, plus de 300 entreprises se sont engagées à adopter des mesures ciblées en vue de lutter contre les changements climatiques.

- c) *Augmentation des moyens dont disposent les pays et la communauté internationale pour que, d'ici à 2020, les modes d'utilisation et de fabrication des produits chimiques en réduisent au minimum les effets gravement néfastes sur la santé et sur l'environnement, objectif fixé dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg*

406. Le PNUE a accueilli les réunions tenues dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et, à travers son Programme de démarrage rapide, a fourni un appui à 84 pays et autres parties prenantes (contre un objectif de 70) pour 92 projets, à l'aide du montant d'environ 20 millions de dollars versé au fonds depuis 2006. Le PNUE a mené avec succès les activités suivantes : il a aidé 12 pays à commencer à intégrer la gestion des substances chimiques dans leurs programmes de développement par l'entremise de projets conjoints PNUE/PNUD; soutenu les activités de la Convention de Stockholm, qui porte sur les émissions de polluants organiques persistants et leur suivi, et fourni un appui à huit pays pour la mise en place de leurs réseaux d'échange d'informations sur les produits chimiques; collaboré avec l'OMS et d'autres organisations intergouvernementales pour mettre au point des directives et des outils de formation pour la gestion des pesticides, pour faciliter la prise de

mesures internationales visant à réduire, dans le cadre d'un partenariat, les risques liés au mercure et pour poser les bases de négociations internationales sur un instrument juridiquement contraignant sur le mercure; réuni des données scientifiques sur le plomb et le cadmium.

- d) *Meilleure capacité des pays et des institutions, y compris financières, de prendre en considération les questions touchant les écosystèmes dans leurs politiques et pratiques économiques et commerciales, dans le but de parvenir à un développement durable et de faire reculer la pauvreté*

407. Les 60 institutions œuvrant à l'intégration des questions touchant les écosystèmes dans les politiques commerciales et les mécanismes de développement confirment la réalisation de l'objectif quantitatif et le renforcement des capacités des pays et des institutions. L'Initiative pour une économie verte, nouvellement lancée, a considérablement aidé à mieux faire apprécier les contributions apportées par les investissements verts, en termes d'aide à la croissance économique, de création d'emplois décents et de réduction de la pauvreté, y compris en réponse aux occasions particulières qui se sont présentées au cours des crises financières. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir l'attention considérable que la presse a consacrée à la question dans le monde entier. De plus, dans le cadre de l'Initiative commune de lutte contre la crise lancée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, l'Initiative pour une économie verte a contribué à la formulation d'un plan d'action interinstitutions qui a servi de base pour les mesures communes adoptées par le système des Nations Unies en réponse à la crise économique.

Sous-programme 5

Coopération et représentation régionales

- a) *Facilitation et soutien de la concertation et du dialogue à la recherche d'un consensus dans le monde entier et dans les régions*

408. Le PNUE a apporté un soutien efficace à la concertation et au dialogue, comme en témoignent les 41 messages formels adressés par des délégations pour transmettre des commentaires positifs (quatre fois plus que l'objectif, qui était de 10). Une illustration supplémentaire en est que de nouveaux grands groupes participent aux débats du PNUE sur la gouvernance environnementale et que l'objectif de neuf grands groupes collaborant avec le PNUE a été atteint. Le PNUE a aussi collaboré avec d'autres organisations de la société civile n'entrant pas dans la catégorie des grands groupes définis dans le cadre d'Action 21, comme des associations culturelles ou caritatives, des médias, des organisations intergouvernementales ou des groupes à vocation artistique ou culturelle. Une autre réalisation notable est le nombre croissant d'organisations prenant part aux travaux du Forum mondial de la société civile à l'échelon régional et mondial. Avec 342 organisations et 88 pays représentés au sein du Forum, l'objectif de 120 organisations et 60 pays a été largement dépassé.

- b) *Coopération accrue avec les gouvernements et les partenaires intergouvernementaux, non gouvernementaux et du système des Nations Unies dans le cadre de l'exécution des programmes et projets aux plans régional, sous-régional et national, en s'attachant aux priorités environnementales déterminées par le Conseil d'administration du PNUE et par les organismes régionaux*

409. Un total de 124 accords de coopération (plus du double de l'objectif, qui était de 60) noués avec des gouvernements, des institutions régionales et des acteurs des médias ont scellé de nouveaux partenariats pour répondre aux priorités environnementales dans les régions. Parmi les résultats obtenus, on peut citer : un plan-cadre global pour les programmes africains sur les changements climatiques; un réseau régional d'adaptation visant à promouvoir l'adaptation aux changements climatiques en Asie et dans le Pacifique; un nouveau rôle dévolu au PNUE, celui de secrétariat de l'Initiative Environnement et sécurité, qui vise à apporter une réponse intégrée face aux menaces qui planent sur l'environnement et la sécurité en Europe; une plate-forme régionale d'information sur des modes de production et de consommation viables pour tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; et le projet « *BIC Goes Green* », visant à faire du circuit de Formule 1 à Bahreïn, le Bahrain International Circuit, un centre d'excellence dans sa catégorie en matière de respect de l'environnement.

- c) *Amélioration de la cohérence dans l'exécution des programmes et des projets du PNUE aux niveaux régional, sous-régional et national en réponse aux besoins et aux priorités identifiés à ces différents niveaux*

410. L'exécution des programmes du PNUE gagne en cohérence grâce aux échanges avec les organismes partenaires des Nations Unies, au niveau national afin que la contribution apportée par le PNUE s'insère dans les programmes communs de pays, et grâce au renforcement des capacités des partenaires nationaux. Quelque 69 programmes et projets de renforcement des capacités et de transfert de technologie sont en cours d'exécution dans les régions et pays, alors que l'objectif n'était que de 50. Ils reposent sur une analyse des besoins des pays et font l'objet d'une coordination avec les partenaires de développement. Grâce à cette présence, le PNUE a pu influencer sur les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement de plus de 30 pays et le volet environnement figure en bonne place dans les plans d'action nationaux de 7 pays. Dans certains cas, l'exécution des activités du PNUE est complétée par les travaux d'autres organismes pour rendre plus efficace l'action d'ensemble de l'ONU.

- d) *Renforcement des capacités des États Membres d'intégrer la notion d'environnement durable dans les activités nationales de développement, notamment dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les plans pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*

411. Dix-neuf projets visant à intégrer la notion d'environnement durable dans les activités nationales de développement, soit 27 % de plus que l'objectif de 15 prévu, ont été entrepris par des pays qui s'emploient à renforcer leurs capacités en la matière. Cinq États Membres ont intégré les liens entre pauvreté et environnement dans la planification du développement et quatre pays ont mis en place des mécanismes destinés à incorporer les considérations relatives à l'environnement dans leurs cadres d'élaboration des budgets. Cinq États Membres ont renforcé leurs

systèmes de suivi et d'évaluation en y intégrant les questions relatives aux liens entre pauvreté et environnement et font actuellement le bilan des progrès accomplis vers la préservation de l'environnement au moyen des indicateurs et des données voulues. Cinq États Membres se sont engagés à intégrer les liens entre pauvreté et environnement dans leur planification du développement et dans leurs mécanismes de prise de décisions et de budgétisation, après avoir reçu des équipes de l'Initiative Pauvreté et environnement du PNUD et du PNUE un appui sous la forme d'activités de renforcement des capacités.

e) Rationalisation, coopération et coordination accrues au sein du système des Nations Unies en ce qui concerne les activités touchant à l'environnement

412. Les 31 mécanismes interorganisations et processus intergouvernementaux qui comprennent des dimensions environnementales (dépassant l'objectif de 30) témoignent des progrès accomplis vers une coopération et une coordination accrues dans le domaine de l'environnement. Il s'agit notamment de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire constituée par le Secrétaire général; de l'Équipe spéciale Changements climatiques et viabilité écologique créée par le Groupe des Nations Unies pour le développement; du module « économie verte » adopté dans le cadre de l'Initiative commune de lutte contre la crise lancée par le Conseil des chefs de secrétariat; du Groupe de travail sur les changements climatiques créé par le Comité de haut niveau sur les programmes; de l'Équipe interinstitutions sur les changements climatiques du Groupe de la communication des Nations Unies; et du partenariat PNUE/UNICEF. Le PNUE a joué un rôle actif dans un grand nombre de débats sur les politiques et programmes, notamment en ce qui concerne les problèmes posés par les changements climatiques et les crises alimentaire, énergétique et financière mondiales, qui sont interdépendants, et a contribué de façon significative à l'élaboration de plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, de la Déclaration ministérielle du débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2008 et des textes issus de la dix-septième session de la Commission du développement durable.

Sous-programme 6
Communication et information

a) Connaissance et prise en compte accrues des problèmes environnementaux et des activités menées par le PNUE dans tous les secteurs de la société

413. Les communiqués de presse du PNUE ont été diffusés par voie électronique à 1 350 journalistes du monde entier. Environ 10 900 coupures de presse citant les travaux du PNUE ont été recensées, ce qui dépasse de loin l'objectif de 4 600. Les statistiques de visite du site Web du PNUE (www.unep.org) témoignent de l'intérêt croissant accordé aux problèmes d'environnement : 40 479 891 visiteurs uniques, 490 438 037 consultations, 198 975 959 pages visionnées et 39 491 592 téléchargements. Le nombre de visiteurs sur le site du Réseau pour un climat neutre (<http://www.unep.org/climateutral/>) a progressé de 360 % entre 2008 et 2009, passant de 38 463 à 195 353. Un autre signe de la sensibilisation croissante du public aux questions d'environnement est le nombre de publications vendues : 11 995 (119 % de l'objectif). Afin de rendre les publications du PNUE accessibles à tous, les clients issus de pays en développement bénéficient d'une remise de 50 % et ceux issus des pays les moins avancés d'une remise de 75 %.

- b) *Développement des partenariats entre le PNUE et les organisations qui se consacrent aux enfants et aux jeunes, les associations sportives, les organisations non gouvernementales, les gouvernements et le secteur privé afin d'encourager l'adoption d'attitudes et de mesures en faveur de l'environnement, en tenant compte des considérations touchant la problématique hommes-femmes*

414. La Journée mondiale de l'environnement est un des temps forts de la coopération du PNUE avec ses partenaires autour d'activités liées à l'environnement. Plus de 1 215 initiatives visant à célébrer cette journée en 2008 et 2009 ont été enregistrées dans plus de 161 pays (soit 51 % de plus que l'objectif de 800). La Campagne pour 1 milliard d'arbres n'a pas cessé de s'amplifier. L'objectif de 1 milliard d'arbres a été relevé à 7 milliards et, à la fin de décembre 2009, 7,4 milliards d'arbres avaient été plantés. La Campagne a remporté le prix ONU 21 en 2008, qui lui a été décerné en reconnaissance de la contribution exceptionnelle qu'elle a apportée pour promouvoir l'efficacité au sein de l'ONU. Les partenariats avec des organisations de jeunesse et sportives se développent. Le PNUE s'est fermement positionné en tant que partenaire du Comité international olympique et d'autres organismes sportifs pour faire en sorte que l'on tienne compte des aspects relatifs à l'environnement dans l'organisation des Jeux olympiques de Beijing et d'autres manifestations sportives.

Chapitre 15

Établissements humains

Principaux résultats obtenus

415. La mise en évidence des questions relatives à l'urbanisation durable et la sensibilisation du public en la matière ont été accrues à la faveur de manifestations mondiales telles que le Forum urbain mondial de Nanjing, en Chine, des Journées mondiales de l'habitat célébrées dans plus de 51 pays et des conférences ministérielles sur le logement et le développement urbain : la conférence Asie-Pacifique, la conférence africaine et celle pour l'Amérique latine et les Caraïbes. ONU-Habitat a souligné le rôle joué par les villes dans la lutte contre le changement climatique, grâce à une action menée de concert avec d'autres institutions, fonds et programmes du système des Nations Unies. La demande et l'utilisation dont font l'objet les grands rapports d'ONU-Habitat, le *Rapport mondial sur les établissements humains* et le *Rapport sur l'état des villes dans le monde* sont en augmentation. Par ailleurs, ONU-Habitat a renforcé son rôle de facilitateur en ce qui concerne l'application d'indicateurs directifs en matière de politique urbaine par le biais du réseau de l'observatoire mondial des villes, fort de 136 adhésions.

416. Les questions d'urbanisation durable ont été incorporées dans 23 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et dans 20 plans nationaux de développement. Vingt-huit des 60 pays recevant un appui technique d'ONU-Habitat en matière de planification urbaine, de gestion et de gouvernance ont amélioré leurs politiques et pratiques dans ces domaines. Sur plus de 300 villes soutenues par l'agence, 112 sont en progrès dans certains aspects de l'aménagement urbain au profit de tous, principalement en ce qui concerne la gouvernance, la sécurité et la gestion des risques. Avec l'aide d'ONU-Habitat, 48 pays procèdent à l'application de mesures destinées à améliorer l'accès à la terre et au logement, 19 d'entre eux

appliquant d'autres mesures destinées à renforcer la sécurité des droits fonciers et à limiter les expulsions.

417. ONU-Habitat a enregistré une progression des capitaux mobilisés en faveur des logements sociaux et des équipements urbains de base. Au total, 31 pays ont adopté des mesures pour développer l'accès aux équipements et aux services urbains de base. Les capacités de 92 institutions partenaires ont été renforcées, ce qui a permis à 1 030 000 personnes d'obtenir l'accès à l'eau potable et à un assainissement de base au cours de l'exercice biennal. Les projets mis en place par ONU-Habitat ont profité à plus de deux millions de personnes, plus particulièrement en Afghanistan, en Iraq, au Liban et en Somalie. Le Plan d'action pour l'égalité des sexes 2008-2013 a été mis au point et approuvé, tandis qu'un fonds spécial a été créé pour appuyer les initiatives entreprises par les jeunes en vue de la mise en œuvre du Programme pour l'habitat.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

418. Si les partenariats et les réseaux nouveaux ou renforcés ont été déterminants pour permettre à ONU-Habitat de promouvoir et d'exécuter ses activités en matière d'urbanisation durable, la mobilisation de tous les acteurs aux échelons régional et national reste un défi. La préférence des donateurs pour les fonds réservés à des projets spécifiques rend difficile la concrétisation de priorités urbaines définies dans un cadre national. ONU-Habitat est confronté à la gageure d'appartenir au Secrétariat des Nations Unies tout en agissant comme un programme de l'Organisation. Ce double statut représente un obstacle aux efforts déployés pour respecter les exigences du Secrétariat, qui sont parfois incompatibles avec les mandats au titre desquels les États Membres demandent à l'agence de fonctionner comme un programme, ce qui se traduit en outre par l'établissement contraignant de rapports multiples.

Taux d'exécution des produits

419. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 89 % des 619 produits quantifiables prescrits.

420. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 15)].

Direction exécutive et administration

- a) *Amélioration de la cohérence des politiques de gestion des activités du système des Nations Unies et d'autres instances intergouvernementales dans le domaine des établissements humains, et renforcement des relations avec les principaux partenaires*

421. ONU-Habitat a poursuivi l'harmonisation de ses programmes avec ceux des autres entités des Nations Unies : ce sont plus de 28 activités, alliances et accords au niveau mondial qui ont été mis en œuvre avec d'autres bureaux, organismes, fonds et programmes des Nations Unies (OMS, PNUD, Département des affaires économiques et sociales, etc.). Dans le domaine des villes et du changement climatique, des accords formels ou des programmes conjoints, ou les deux, ont été mis en place avec le PNUE et la Banque mondiale. Une action de sensibilisation pour faire reconnaître les liens entre l'urbanisation et le changement climatique a

fait ressortir le rôle de la gestion de la planification urbaine et de la gouvernance dans la lutte contre le changement climatique. De concert avec 10 organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales, ONU-Habitat a assumé la responsabilité technique des questions de logement, de biens fonciers et immobiliers dans des zones de conflit et dans des cas complexes d'urgence humanitaire. Par ailleurs, on a noté une augmentation du nombre d'activités conjointes dans le domaine de l'évaluation et de la planification stratégique qui ont contribué à une cohérence accrue.

b) Bonne exécution du programme de travail

422. L'exécution du programme de travail a gagné en efficacité et en rendement. Certains gains d'efficacité sont attribués à la rationalisation et à l'informatisation des procédures internes. Au cours de l'exercice biennal, on est parvenu à réduire le délai moyen pour le recrutement, l'approbation des accords de coopération et les achats, ce qui s'est traduit par une diminution des retards dans l'exécution du programme de travail. Les gains d'efficacité sont également attribués à la délégation de pouvoir, aux bureaux régionaux, pour les décisions concernant l'approbation des projets, ainsi qu'au renforcement du comité d'examen du programme de façon à assurer la qualité des projets et leur harmonisation avec le programme de travail.

c) Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes au sein du personnel qualifié et expérimenté

423. Pendant l'exercice biennal en cours, le recrutement de candidats issus de pays non représentés ou sous-représentés a constitué 28 % du recrutement total, dépassant ainsi de 20 % l'objectif fixé. En ce qui concerne l'équilibre entre les effectifs des deux sexes, ONU-Habitat s'est efforcé de recenser les femmes qualifiées pour des postes d'administrateur. Au terme de l'exercice biennal, 39 % des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs ou de rang supérieur étaient des femmes. En interne, les femmes sont vivement encouragées à postuler à des postes de responsabilité, et les vacances de postes font l'objet d'une large diffusion auprès des autres organismes, notamment par le biais des référents pour la problématique hommes-femmes, afin de susciter une plus grande participation féminine.

d) Meilleur alignement des ressources en personnel sur les besoins découlant des principaux domaines d'activité du plan stratégique et institutionnel à moyen terme

424. On a réalisé en 2008 un inventaire des compétences et un recensement des disparités. On a cerné les besoins en matière de formation et la mise en œuvre des plans de formation se poursuit. L'évolution positive des indicateurs dépasse les attentes et au bout de deux ans, les progrès de l'harmonisation des ressources en personnel avec le plan stratégique et institutionnel à moyen terme sont évidents : 90 % de l'ensemble des postes d'administrateur ont été réévalués pour être en conformité avec ce plan. Les lacunes que l'on a relevées dans la mise en œuvre du plan seront traitées dans le cadre du recrutement et de la formation.

e) *Amélioration des délais de présentation de la documentation*

425. On enregistre une légère progression, de 70 à 75 %, de la présentation dans les délais impartis des documents d'avant-session. Dans le cadre des efforts qui se poursuivent pour solidifier la gestion axée sur les résultats dans tous les aspects des opérations, on a mis au point un système de suivi amélioré pour ce qui est de la présentation des documents au Conseil d'administration et au Comité des représentants permanents, mesure qui devrait permettre un meilleur respect des délais au cours du prochain exercice biennal.

f) *Amélioration du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre et des résultats d'ONU-Habitat*

426. ONU-Habitat a énormément renforcé ses capacités pour ce qui est du suivi et de l'établissement de rapports axés sur les résultats, un domaine dans lequel plus de 100 fonctionnaires ont reçu une formation, tandis qu'une politique du suivi et de l'évaluation a été élaborée. Le plan stratégique et institutionnel à moyen terme fait désormais l'objet d'un cadre de résultats où figurent des résultats stratégiques clairement définis, les réalisations escomptées et les indicateurs permettant de mesurer l'exécution. Cet outil sert désormais de guide pour tout ce qui touche à l'élaboration des programmes, leur suivi et l'établissement de rapports sur leur exécution. Huit rapports intérimaires sur la mise en œuvre du plan et les opérations de pays ont été présentés au Comité des représentants permanents, six évaluations stratégiques ont été effectuées et une évaluation externe de la mise en œuvre du plan a fait ressortir l'ampleur des progrès réalisés dans l'établissement des bases sur lesquelles asseoir une gestion axée sur les résultats au sein de l'Organisation.

g) *Accès et sensibilisation accrus des principaux partenaires et du public aux dernières informations pertinentes sur les questions relatives à l'urbanisation et aux établissements humains et leur évolution, et sur les activités d'ONU-Habitat*

427. ONU-Habitat a pu améliorer l'accès et la sensibilisation des principaux partenaires à l'information sur l'urbanisation et les établissements humains grâce à des manifestations importantes, à la couverture de presse obtenue, et à la diffusion d'informations sur le Web et dans des publications, les résultats dépassant dans certains cas les objectifs fixés. Pour la Journée mondiale de l'habitat 2009, ce sont 109 manifestations qui ont été organisées dans 45 pays, contre 62 dans 36 pays pour la journée 2008. La consultation des sites Web publics a enregistré une augmentation sensible du nombre de visiteurs, qui dépasse les 3 millions. Les téléchargements sont aussi en hausse, plus de 300 000 publications ayant été téléchargées au cours des six derniers mois de l'exercice biennal, contre 90 000 seulement les six premiers mois. La nouvelle stratégie d'image et de sensibilisation adoptée par ONU-Habitat a favorisé une meilleure couverture médiatique des questions relatives aux établissements humains. On relève chaque semaine dans la presse internationale plus de neuf articles sur les rapports phares d'ONU-Habitat, tandis qu'à l'échelle mondiale, le nombre total d'articles sur les sujets traités dans ces grands rapports et sur la Journée mondiale de l'habitat s'élève à plus de 10 000.

- h) *Mise en œuvre satisfaisante d'un plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 et d'une stratégie de mobilisation des ressources et de communication, clairement définis et axés sur les résultats*

428. La mise en œuvre du plan pour la période 2008-2013 est en cours. Elle est assortie de responsabilités clairement définies en matière de stratégie et de programmes pour déterminer les mesures stratégiques et institutionnelles à effet rapide et celles qui sont indispensables. Quatre équipes spéciales, appuyées par le personnel, ont participé à l'introduction du plan. S'appuyant sur cinq documents directifs et stratégiques, un cadre de résultats comportant les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du plan a été mis en place. Un nouveau service chargé de la mobilisation des ressources a été créé. L'objectif fixé pour les fonds non réservés n'a pas été tout à fait atteint, le taux de succès s'établissant respectivement à 93 % et 98 % en 2008 et 2009. Il a en revanche été dépassé de 36 % pour les fonds réservés en 2008. Dans le domaine de l'image, l'opération de lancement aujourd'hui terminée a débouché sur un profil plus marqué d'ONU-Habitat. L'Organisation a également amélioré sa communication interne et le partage de l'information grâce à l'Internet et à des réunions organisées régulièrement.

Sous-programme 1

Logement et développement durable des établissements humains

- a) *Amélioration de l'accès des groupes vulnérables, particulièrement des pauvres, au logement, à la propriété et à la terre, en vue de la réalisation de l'objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire concernant les taudis*

429. On constate une augmentation du nombre de pays et de partenaires d'ONU-Habitat qui lancent et adoptent des mesures et des stratégies améliorées en vue de l'assainissement des quartiers de taudis et de la lutte contre leur apparition : 41 gouvernements et autorités locales procèdent à la révision ou à la mise en œuvre de telles mesures, alors qu'ils n'étaient que 32 au cours de l'exercice biennal précédent, et 40 organisations sont désormais partenaires du réseau « Global Land Tool Network », qui a efficacement contribué à mieux faire connaître les questions de politiques et les questions techniques auprès de publics différents. Dans le cadre de la stratégie destinée à favoriser l'accès des pauvres à la propriété, à la terre et au logement, un groupe mondial constitutif d'experts et d'organisations spécialisées dans les politiques du logement a été créé. ONU-Habitat a mobilisé plusieurs gouvernements et 32 partenaires du Programme pour l'habitat en vue d'améliorer les cadres réglementaires et de renforcer les capacités concernant la réalisation des droits au logement, à la terre et à la propriété. Le fait que 32 partenaires et 19 gouvernements aient pris des mesures pour réduire les expulsions arbitraires et illégales (ils n'étaient que 27 en tout lors du précédent exercice biennal) s'est traduit par une prise de conscience accrue dans ce domaine.

- b) *Amélioration de la capacité d'assurer une gouvernance et une planification urbaines participatives, transparentes, favorables aux pauvres et adaptées à l'âge et au sexe des bénéficiaires*

430. Des gouvernements et des partenaires du Programme pour l'habitat ont adopté et utilisent des instruments de gouvernance et de planification urbaines : 40 partenaires le font actuellement et encouragent le recours à ces instruments, en particulier les directives sur la décentralisation, et 60 pays lancent, modifient et

mettent en œuvre des politiques, des mesures législatives et des stratégies au service de la bonne gouvernance urbaine. L'amélioration de la planification, de la gestion et de la gouvernance urbaines relève d'une approche intégrée en faveur de laquelle des progrès ont été réalisés dans 128 villes, notamment en ce qui concerne les mécanismes participatifs adaptés aux pauvres et tenant compte du sexe des bénéficiaires. Une série d'instruments de gestion financière mis au point en 2006 ont été utilisés par plusieurs administrations locales, et la demande en la matière a augmenté au cours des deux exercices biennaux précédents.

c) Renforcement des relations avec les autorités locales et leurs associations

431. L'adoption et l'application des directives d'ONU-Habitat relatives à la décentralisation ont renforcé les relations avec les autorités locales et leurs associations. Huit organisations mondiales et régionales d'autorités locales participent au programme de coopération selon les directives internationales convenues en matière de décentralisation. Deux réunions d'experts dans ce domaine, organisées en Inde et en Norvège en 2008, ont abouti à l'élaboration de cadres stratégiques destinés à favoriser la mise en œuvre de ces directives. Grâce au renforcement de son réseau des maires, ONU-Habitat est parvenu à faire signer la Déclaration de Nairobi sur l'amélioration de la gouvernance locale par 32 villes au cours de la Conférence régionale des maires en février 2009.

d) Amélioration de la capacité de réaliser des aménagements urbains plus durables, plus sûrs, mieux protégés contre les catastrophes, et mieux à même de gérer les situations consécutives à un conflit ou une catastrophe, et intensification des activités de mobilisation menées à cette fin au niveau national

432. Par le biais de ses différents programmes, ONU-Habitat s'est fait avec succès l'avocat d'un développement urbain respectueux de l'environnement, de villes sûres et de la capacité de gérer les situations consécutives à une catastrophe. Avec l'aide de l'agence et du PNUE, 24 pays au total ont renforcé leurs capacités en matière de gestion du milieu urbain, en mettant l'accent sur les aspects urbains du changement climatique et de la biodiversité. Vingt-trois municipalités supplémentaires dans sept pays bénéficient de l'appui à la lutte contre la violence et la criminalité urbaines, portant le total à 125 municipalités dans 28 pays, alors qu'elles n'étaient que 65 lors du précédent exercice biennal. Dans le cadre du rôle consultatif et technique que l'agence continue de jouer, ONU-Habitat a offert ses services à 21 gouvernements et partenaires aux prises avec des établissements humains en situation de crise ou en sortant. C'est ainsi que l'agence a envoyé sur place une équipe de spécialistes affectée à son programme au Pakistan pour participer aux efforts de relèvement déployés par le Gouvernement chinois après le séisme de mai 2008 dans la province du Sichuan.

e) Renforcement des établissements nationaux et internationaux de formation et de renforcement des capacités afin de mieux répondre aux besoins actuels et nouveaux de formation et de renforcement des capacités en ce qui concerne le développement durable des logements et des établissements humains

433. Comme prévu, on a assisté à une augmentation du nombre d'établissements nationaux et internationaux de formation et de renforcement des capacités dont la consolidation a bénéficié du soutien d'ONU-Habitat, le chiffre total atteignant 102 en décembre 2009. Pour répondre aux besoins actuels des administrations locales en

matière de formation et de renforcement des capacités, leurs instituts de formation ont reçu un appui sous forme de fourniture d'outils pédagogiques, de formation des formateurs et de soutien institutionnel. Dans les pays sortant d'une crise, le renforcement des capacités des administrations locales a porté sur la planification et la gestion urbaines, ainsi que sur tout éventail de questions touchant à l'environnement, au changement climatique, à la problématique hommes-femmes et à la gouvernance locale.

Sous-programme 2

Suivi du Programme pour l'habitat

- a) *Meilleure prise de conscience, à l'échelon mondial et au niveau des gouvernements, des autorités locales et des partenaires du Programme pour l'habitat en ce qui concerne les caractéristiques des établissements humains et les tendances observées, notamment l'urbanisation durable et les pratiques de référence, ainsi que les progrès accomplis dans le cadre de l'exécution du Programme pour l'habitat et de la réalisation des objectifs pertinents énoncés dans la Déclaration du Millénaire*

434. ONU-Habitat a contribué à une meilleure prise de conscience de la part des principaux partenaires, à l'échelon mondial, en ce qui concerne les caractéristiques des établissements humains et les tendances observées, comme en témoignent les éléments suivants : l'accroissement rapide de la couverture médiatique et de la demande dont font l'objet les principaux grands rapports de l'agence, *L'état des villes dans le monde 2008-2009 : villes harmonieuses* et *Planifier des villes durables, 2009 – Rapport mondial sur les établissements humains*, avec pour résultat plus de 3 000 articles sur les rapports phares d'ONU-Habitat dont les médias ont fait état; le nombre d'observatoires urbains utilisant les directives d'ONU-Habitat en matière d'indicateurs urbains est passé de 20 lors de l'exercice biennal précédent à 136 aujourd'hui; les pratiques urbaines optimales documentées et diffusées, qui étaient au nombre de 2 500, dépassent aujourd'hui le chiffre de 3 000; et ce sont 24 établissements au total qui se sont servis des grands rapports de l'agence et de sa base de données des meilleures pratiques pour élaborer leurs programmes d'enseignement et de formation.

- b) *Meilleure compréhension, par les gouvernements, les autorités locales et les autres partenaires du Programme pour l'habitat, du rôle joué par l'économie urbaine et régionale dans le développement national, et plus particulièrement des liens entre l'économie rurale et l'économie urbaine*

435. On constate une augmentation du nombre de demandes d'information sur les directives et de conseils sur les grandes orientations en ce qui concerne les liens entre les zones rurales et les zones urbaines ainsi que les questions économiques, ce qui traduit une meilleure compréhension, par les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat, du besoin de parvenir à des solutions politiques durables pour l'équilibre des échanges entre zones rurales et zones urbaines, et de l'importance économique des villes. C'est ainsi qu'en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, ONU-Habitat a fourni des conseils de stratégie politique sur les modalités des échanges entre zones urbaines et zones rurales au profit d'un programme soutenu par le Fonds commun pour les produits de base, la FAO et l'ONUD, l'objectif étant de relier la production rurale aux marchés urbains dans le bassin du Lac Victoria.

- c) *Meilleure prise de conscience de la part des gouvernements, des autorités locales et des partenaires du Programme pour l'habitat concernant la nécessité d'intégrer systématiquement les principes d'égalité des sexes et de partenariat et les préoccupations des jeunes dans les activités liées aux établissements humains*

436. Les questions relatives à la problématique hommes-femmes ont été intégrées dans 35 programmes pour les établissements humains, le Plan d'action pour l'égalité des sexes 2008-2013 d'ONU-Habitat ayant fourni un cadre stratégique pour la mobilisation des partenaires. Lancé en 2008, le Fonds d'opportunités pour un développement mû par la jeunesse urbaine va renforcer la capacité d'intégrer les préoccupations des jeunes dans la mise en œuvre du Programme pour l'habitat. À l'heure actuelle, ces préoccupations sont prises en compte dans 18 des programmes pour les établissements humains. En outre, 67 initiatives menées par des jeunes ont été financées à l'aide du Fonds. La multiplication des partenariats public-privé, qui sont passés de 5 à 22, a jeté les bases d'une participation croissante du secteur privé à l'amélioration des établissements humains au profit des pauvres. Le nombre de programmes dans lesquels ONU-Habitat et ses partenaires appliquent systématiquement le principe du partenariat avec la société civile, les parlementaires et d'autres partenaires stratégiques, est passé de 38 au cours de l'exercice biennal précédent à 52 aujourd'hui.

Sous-programme 3 **Coopération régionale et technique**

- a) *Renforcement de la capacité d'exécuter des politiques, stratégies et programmes en matière d'établissements humains aux niveaux régional, national et local, l'accent étant mis sur la réduction de la pauvreté dans les villes et les interventions face aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme*

437. On enregistre une progression sensible du nombre de pays où ONU-Habitat a renforcé la capacité des institutions d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pour réduire la pauvreté urbaine. Fin décembre 2009, l'agence collaborait avec 69 pays au renforcement institutionnel pour une urbanisation durable, contre 49 pays à la fin de l'exercice biennal précédent. Vingt-sept pays ont renforcé la capacité de leurs institutions de faire face aux catastrophes et de réduire la vulnérabilité dans ce domaine, tandis qu'ONU-Habitat soutient 31 initiatives visant à améliorer les interventions en cas de catastrophes naturelles ou anthropiques.

- b) *Amélioration des politiques nationales de logement et d'aménagement urbain répondant aux normes internationales établies par ONU-Habitat et meilleure connaissance au niveau des régions de la situation et des tendances observées dans les villes*

438. L'élaboration de politiques dans ces domaines a enregistré des progrès qui ont été intensifiés par le lancement de la Campagne mondiale pour une urbanisation durable en 2009. Quarante-cinq pays procèdent à l'élaboration et à l'adoption de politiques urbaines améliorées, et 53 autres à la mise en œuvre de politiques et de stratégies visant à l'assainissement des quartiers de taudis et à la lutte contre la formation de bidonvilles. Le nombre de partenaires d'ONU-Habitat qui procèdent à un suivi des caractéristiques des établissements humains en vue de l'élaboration et

de l'application des politiques est passé de 40 au cours de l'exercice biennal précédent à 50 aujourd'hui. Plusieurs nouveaux partenaires et partenaires de longue date ont été mobilisés pour le Rapport sur l'état des villes en Afrique lancé en novembre 2008. Le Rapport sur l'état des villes d'Asie a vu la mobilisation de partenaires supplémentaires pour la collecte de données sur les meilleures pratiques en matière de logement et de développement urbain.

- c) *Meilleure intégration des principes d'urbanisation durable dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et les stratégies et plans nationaux de développement, notamment les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, lorsqu'il en existe*

439. Les questions relatives à la pauvreté urbaine ont été intégrées dans 20 plans nationaux de développement, 10 documents sur la réduction de la pauvreté, 23 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, figurant par ailleurs dans les activités conjointes des équipes de pays des Nations Unies dans 17 autres pays. Sur les 40 équipes de pays où ONU-Habitat joue un rôle actif, 33 descriptifs de programmes de pays d'Habitat ont été élaborés en s'inspirant des cadres nationaux de planification, qui serviront de base à l'intégration des questions relatives à l'urbanisation durable dans les futurs plans-cadres et les plans-cadres supplémentaires pour l'aide au développement. Ce chiffre dépasse de loin l'objectif de 10 descriptifs généraux de programme de pays à fin 2009.

Sous-programme 4

Financement des établissements humains

- a) *Renforcement des moyens institutionnels en vue de permettre à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains d'aider efficacement les États Membres et les partenaires du Programme pour l'habitat à mobiliser des ressources financières aux fins de leurs projets de développement des établissements humains destinés aux pauvres, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition*

440. ONU-Habitat a créé avec succès le Fonds d'affectation spéciale pour les opérations expérimentales de prêts de capitaux de départ remboursables, se dotant ainsi de solides moyens pour aider les États Membres à réunir des financements en faveur de logements sociaux et des infrastructures connexes. Les procédures opérationnelles et le manuel correspondant, qui ont été approuvés en avril 2008, ont été mis en place pour faciliter l'exécution des projets. Les projets au titre des opérations expérimentales ont été confirmés pour le Bangladesh, le Kenya, le Népal, le Nicaragua, l'Ouganda, la Palestine et la République-Unie de Tanzanie, dépassant ainsi l'objectif du lancement de projets dans quatre pays, avec un taux de rendement de 6,7 dollars par dollar investi pour les deux premiers projets.

- b) *Augmentation des investissements publics et privés mobilisés par la Fondation, notamment par sa Facilité pour la réfection des taudis, en faveur des établissements humains, grâce à des mécanismes novateurs de financement du logement et des infrastructures connexes*

441. Un nombre croissant de pays collaborent avec ONU-Habitat au renforcement des mécanismes de financement en faveur du logement et des infrastructures connexes : leur chiffre est passé de 15 lors de l'exercice biennal précédent à 28

aujourd'hui. Une somme de 5 millions de dollars des États-Unis a été réunie grâce à la Facilité d'ONU-Habitat pour l'assainissement des quartiers de taudis et aux investissements, dans le cadre des opérations expérimentales de prêts de capitaux de départ remboursables, dans les projets de logement à prix modéré et la réfection des taudis. On enregistre des progrès notables dans l'exécution de projets pouvant bénéficier de financement par l'intermédiaire de la Facilité pour la réfection des taudis. Des mécanismes de financement innovants ont été lancés dans quatre pays (le Ghana, l'Indonésie, la République-Unie de Tanzanie et le Sri Lanka), et les progrès dans ce domaine sont encourageants. Neuf pays ont apporté à leurs politiques des modifications institutionnelles pertinentes pour faciliter la mobilisation de capitaux publics et privés en faveur de logements à des prix abordables, et des infrastructures connexes. On note aussi des progrès importants dans le développement du partenariat et de la collaboration en matière de mécanismes de financement innovants, enregistrant notamment le soutien de la Fondation Rockefeller.

- c) *Renforcement des capacités et amélioration des conditions afin de ménager un meilleur accès aux infrastructures et services de base dans des établissements urbains de tailles variées, notamment à l'eau potable et aux services d'assainissement, et d'atteindre la cible fixée à cet égard dans la Déclaration du Millénaire*

442. Vingt-huit pays au total (8 en Asie, 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 17 en Afrique) collaborent avec ONU-Habitat à la mise en œuvre de programmes destinés à ménager un meilleur accès à des équipements et des services de base respectueux de l'environnement en milieu urbain. Les capacités de 92 institutions partenaires ont été renforcées grâce aux programmes sur l'eau et l'assainissement, et l'on dénombre 1 030 000 personnes supplémentaires ayant accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base. Trente-quatre centres urbains bénéficient des réformes mises en place au niveau national pour améliorer l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, les services de gestion des déchets solides et les infrastructures connexes. Le renforcement des capacités en matière de production d'électricité, de transports et de fourniture d'eau a été inscrit dans les programmes d'infrastructure urbaine et de services de base urbains en cours. Cinq pays collaborent avec ONU-Habitat à l'établissement de bilans énergétiques portant sur l'eau et l'assainissement ainsi que sur les transports publics et non motorisés.

- d) *Élargissement des partenariats entre ONU-Habitat et les institutions financières internationales et régionales pour faire en sorte que les activités de mobilisation et d'assistance technique de l'Organisation contribuent à promouvoir et à accroître les investissements dans la construction de logements d'un coût abordable et des infrastructures connexes par les institutions financières, ce qui permet d'améliorer la cohérence et l'efficacité de l'aide au développement*

443. Pendant l'exercice biennal en cours, on a assisté au renforcement des partenariats existants et à une diversification qui a vu l'apparition de nouveaux types de partenariat, 15 au total, comprenant des banques de développement et des institutions du secteur privé. On note aussi une extension géographique. Outre les accords avec les banques de développement d'Asie et d'Afrique, celui qui a été signé avec la Banque interaméricaine de développement pour étendre aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes le programme d'eau et d'assainissement constitue

une réalisation majeure. Dans le cadre de ce programme, trois projets ont été mis en place dans trois pays de la région en collaboration avec les gouvernements nationaux, les municipalités et les institutions locales, dont les organisations non gouvernementales. En dépit de la crise financière, ONU-Habitat a mobilisé 168 millions de dollars auprès des institutions financières internationales et régionales en faveur de logements à prix abordable et des infrastructures connexes.

Chapitre 16

Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale

Principaux résultats obtenus

444. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a continué d'aider à enrichir les connaissances et à consolider les tendances intersectorielles pour que la communauté internationale puisse mieux faire face aux problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme. La multiplication du nombre de sites Web renvoyant à celui de l'Office ou qui y sont reliés, nombre qui a doublé depuis 2007 pour passer de 4 100 à 8 651, témoigne de l'utilisation accrue des publications de l'Office. Sa publication phare, le *World Drug Report* a fait l'objet de plusieurs articles dans les médias. Des progrès visant à renforcer les moyens scientifiques et criminalistiques dont disposent les États Membres pour satisfaire aux normes internationalement acceptées ont été constatés chez 286 institutions qui avaient demandé à obtenir de l'Office des documents et des informations techniques.

445. L'Office a aidé des États Membres à ratifier et à mettre en œuvre des traités internationaux et à se doter d'une législation interne en matière de drogues, de criminalité et de terrorisme. Au total, 143 États parties ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et 39 pays ont fait part des mesures qu'ils s'emploient à prendre pour appliquer la Convention ou en intégrer les dispositions dans leur législation nationale et le système institutionnel. Plusieurs instruments ont été élaborés et diffusés pour aider à appliquer la Convention, dont une liste d'auto-évaluation et un guide technique. Un mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention a également été établi. Les États Membres ont procédé à 117 nouvelles ratifications au total et 69 pays sont dotés de lois antiterroristes nouvelles ou révisées qui en sont à divers stades d'adoption. Le nombre d'États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a augmenté régulièrement pour atteindre 153. La quatrième session de Conférence des Parties a suscité l'élan nécessaire à une meilleure application de la Convention et à la promotion de ses dispositions relatives à la coopération internationale. Avec la réouverture du site Web, le nombre de visites est graduellement passé de 200 000 en janvier 2008 à 307 000 en décembre 2009. L'Office a commencé à transformer son portefeuille de projets divers en un modèle intégré (programmes régionaux/thématiques) qui devrait finalement regrouper tous les projets.

446. L'Office continue de coopérer étroitement avec des États Membres et organisations régionales à l'élaboration et à l'exécution de programmes régionaux de promotion de l'état de droit et de la sécurité commune en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et latine, et en Europe du Sud-Est, conformément à la résolution 2009/23 du Conseil économique et social, intitulée « Appui à l'élaboration et à l'application des programmes régionaux de l'Office des Nations Unies contre la

drogue et le crime ». Cette approche-programme permet aux pays partenaires de s'approprier le programme en l'alignant sur les politiques et priorités régionales et nationales et en l'intégrant aux aspects normatifs et opérationnels des activités de l'Office et de s'assurer le concours plus actif d'autres entités des Nations Unies et donateurs multilatéraux.

447. L'Office a réussi à attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème de sécurité que posent le trafic et la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest. Diverses initiatives régionales ont abouti à l'adoption de mesures concrètes. De nouveaux programmes régionaux ont en outre été élaborés, parachevés et approuvés au niveau ministériel. Lors de leur mise en œuvre, ils ont été assortis d'objectifs intégrés visant à lutter contre le trafic et la criminalité transnationale organisée, à promouvoir la justice et l'intégrité, à assurer la prestation de soins aux toxicomanes et à veiller à leur prise en charge en Afrique de l'Est, dans les Balkans, dans les Caraïbes, en Amérique latine et en Asie de l'Est. Le premier centre de renseignement régional, établi à Almaty avec le concours technique de l'Office à l'intention des pays d'Asie centrale, a été inauguré. L'Afghanistan, le Pakistan et la République islamique d'Iran ont mené leurs premières opérations conjointes de lutte contre les stupéfiants dans le cadre de l'initiative triangulaire de l'Office.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

448. La collecte et l'analyse de données ainsi que l'établissement de rapports à ce sujet se sont améliorées encore que beaucoup reste à faire pour combler les lacunes observées. À cause des législations de certains États Membres en matière d'importation de substances réglementées à des fins scientifiques, leurs laboratoires n'ont pas pu participer aux actions communes menées à l'échelle internationale. La portée des conventions et le nombre croissant de ratifications exigent que l'Office puisse étendre la gamme de ses activités d'assistance juridique et technique pour mieux répondre aux demandes et aux besoins. Le renforcement global et durable des capacités nationales en matière de justice pénale antiterroriste doit aller de paire avec la poursuite de la ratification d'instruments et de la fourniture d'une assistance en matière de rédaction de lois. Un principal problème demeure : celui qui consiste à trouver suffisamment de ressources pour financer les infrastructures de base et à établir un équilibre plus durable entre le financement des programmes et celui des activités de base.

Taux d'exécution des produits

449. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 89 % des 1 449 produits quantifiables prescrits.

450. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 16)].

Direction exécutive et gestion

a) Gestion efficace du programme de travail

451. Un taux d'exécution du programme de 106 % a été réalisé à la fin de l'exercice biennal. La direction de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a fait appel à divers moyens pour suivre les décisions et activités programmées et

s'assurer qu'elles ont été appliquées comme prévu. Parmi ces moyens, on peut citer notamment ExTrack, qui permet de veiller à l'application des décisions du Comité exécutif et un outil dont se sert le Directeur exécutif pour suivre l'exécution des principales activités.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

452. Au 31 décembre 2009, la durée moyenne de vacance d'un poste d'administrateur à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime était de 113 jours, soit un peu moins que le délai de 120 jours fixé dans le Plan d'action en matière de ressources humaines.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

453. L'Office a utilisé des mécanismes d'approche pour attirer des candidats potentiels d'États Membres non représentés au sous-représentés, ainsi que des candidates, travaillant hors des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Sur les 33 nouveaux fonctionnaires nommés dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 5 étaient originaires d'États Membres sous-représentés. La représentation des femmes dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur titulaires d'un engagement d'au moins un an était de 51 % au 31 octobre 2009. L'harmonisation des arrangements contractuels en une seule série de Règlement du personnel à compter du 1^{er} juillet 2009 fait que le pourcentage représente à la fois des agents relevant de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (précédemment régie par la Série 100 du Règlement du personnel) ainsi que ceux de la catégorie L de l'ancienne Série 200. Sur les 33 nouveaux fonctionnaires engagés ou transférés à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en 2009, 11 étaient des femmes (29 %).

d) Identification des nouvelles questions sur lesquelles devraient se pencher les États Membres

454. Au cours de l'exercice 2008-2009, le Directeur exécutif a informé à 31 reprises divers groupes d'États Membres des nouvelles questions sur lesquelles l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime devraient se pencher. Les réunions d'information avec divers groupes d'États Membres se veulent des consultations faisant partie intégrante d'un processus continu visant à obtenir des États Membres les conseils et le soutien politique nécessaires à la mise en œuvre d'activités ou d'initiatives particulières.

Sous-programme 1

Recherche, analyse et sensibilisation

a) Utilisation accrue de données factuelles par la communauté internationale pour s'attaquer aux problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme

455. L'utilisation des publications de recherche de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a augmenté comme en témoignent le nombre croissant de sites Web renvoyant au site de l'Office ou offrant un lien vers ce site, le doublement du nombre depuis 2007 (de 4 100 à 8 615), ainsi que la multitude de téléchargements d'ouvrages de recherche. La publication phare, le *World Drug Report*, a fait l'objet de nombreux articles dans les médias. Les statistiques qui y

sont consignées ainsi que les tendances en matière de drogue qui y sont signalées ont permis de procéder à une évaluation de l'action menée pour lutter contre la drogue au lendemain de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'Office s'est employé à améliorer sa collecte de données relatives à la criminalité et à les tenir à la disposition du public et des décideurs. En 2009, l'Office a publié une étude faisant le point de l'action mondiale de lutte contre la traite des êtres humains.

b) Amélioration des capacités scientifiques et médico-légales nationales

456. Plus de 286 institutions (contre 299 au cours de l'exercice 2006-2007), ont contribué à améliorer les capacités scientifiques et médico-légales des États Membres afin qu'ils puissent satisfaire aux normes internationalement reconnues, et ce en sollicitant des informations et ouvrages techniques par le biais de l'Office. Le nombre de laboratoires ayant participé à l'action commune menée à l'échelle internationale a augmenté de 100 %, dépassant ainsi l'objectif de 65 laboratoires fixé pour l'exercice biennal. Au total, 694 trousseaux d'analyse sommaire de drogues et de précurseurs et 272 trousseaux types de poche ont été confectionnés et distribués aux autorités de police de 37 États Membres. Des séminaires et des stages de formation ont été organisés et ont réuni des scientifiques au niveau régional, ainsi que des scientifiques et leurs clients au niveau national, et ont ainsi permis de renforcer la coopération et la constitution de réseaux. Le réseau des sciences médico-légales d'Asie a été inauguré avec le concours de l'Office.

c) Appui renforcé aux activités menées au niveau national dans les domaines de la lutte contre les drogues, la prévention de la criminalité et la justice pénale

457. Le nombre d'annonces de contributions officielles faites notamment par des bailleurs de fonds comme les gouvernements, les organismes du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, fondations privées, ONG et sociétés privées et d'accords de financement signés en 2008-2009 s'établissait à 610. Les contributions volontaires versées par des donateurs s'élevaient à 475,5 millions de dollars dont 24,5 millions de dollars étaient destinés à des fonds non réservés. Le principal groupe de donateurs a contribué l'équivalent de 60 %, les nouveaux donateurs et les donateurs nationaux 31 %, l'apport d'autres donateurs tels que les organismes du système des Nations Unies, les entreprises et fondations privées correspondant à 9 %.

d) Meilleure connaissance dans le public des questions liées aux drogues, à la criminalité et au terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, ainsi que des règles et normes de l'ONU en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale

458. La réouverture du site Web de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a eu pour effet de porter le nombre de visites de 200 000 en janvier 2008 à 307 000 en décembre 2009. Des productions radiophoniques et télévisées ont été distribuées à des réseaux locaux et internationaux d'au moins 76 pays. L'Office diffuse à présent des émissions de radio et de télévision de manière plus judicieuse en se ménageant plus de temps d'antenne sur de vastes réseaux internationaux. En outre, l'Office a accru la quantité de supports audiovisuels dont ses utilisateurs en ligne ont besoin pour suivre l'évolution des tendances chez les téléspectateurs et les auditeurs. En 2009, l'Office a officiellement commencé à faire appel à des sites et

des réseaux sociaux, auxquels sont venus s'ajouter Flickr, Facebook, YouTube et Twitter pour porter son message à un auditoire à la fois plus vaste et plus précis. La fidélité de nos membres affiliés à ces réseaux nous a permis d'ajouter quotidiennement plus de 30 000 utilisateurs à nos divers groupes et connexions en ligne.

Sous-programme 2

Services pour l'élaboration des politiques et l'adhésion aux traités

- a) *Meilleure qualité des services fournis pour la prise de décisions et la définition d'orientations par la Commission des stupéfiants, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant et la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption et pour l'accomplissement de la tâche de l'Organe international de contrôle des stupéfiants*

459. Une enquête réalisée lors de la cinquante et unième session de la Commission des stupéfiants a confirmé la qualité des services fournis aux organes conventionnels et aux organes directeurs chargés des problèmes de drogues, de la criminalité et du terrorisme en révélant que 85 % des membres du bureau élargi de la Commission s'en étaient dits entièrement satisfaits. Une autre enquête effectuée lors de la dix-septième session de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale est venue confirmer ce sentiment chez 85 % des membres de son bureau élargi. Le retour d'information sur la préparation, la documentation et les résultats de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée dont le service a été assuré a également été très positif.

- b) *Renforcement de la lutte contre les drogues et des régimes juridiques de lutte contre la criminalité, la corruption et le terrorisme*

460. Le Programme de prévention du terrorisme a contribué à améliorer l'état de ratification des instruments juridiques universels contre le terrorisme. Au cours de la période allant de janvier 2008 à décembre 2009, des États Membres ayant reçu une assistance technique de l'Office ont procédé à environ 117 nouvelles ratifications des instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme. En décembre 2009, 106 pays ont ratifié les 12 premiers instruments universels de lutte contre le terrorisme et 58 ont ratifié la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (le treizième instrument). Trente-six États sont devenus parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption au cours de l'exercice biennal, portant ainsi à 143 le nombre total d'États parties à compter de décembre 2009.

- c) *Les États Membres sont mieux à même de respecter les dispositions des instruments internationaux sur la lutte contre les drogues, la criminalité, la corruption et le terrorisme*

461. De janvier 2003 à décembre 2009, 69 pays ont pris des mesures visant à incorporer les dispositions des instruments juridiques universels dans leur législation nationale (31 au moins ont adopté une loi antiterroriste, et 38 en sont à divers stades d'établissement d'une nouvelle législation ou de révision des lois en

vigueur). L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a aidé à renforcer les capacités du système de justice pénale nationale à appliquer le régime juridique contre le terrorisme dans 100 pays en mettant en œuvre une stratégie nationale, sous-régionale ou régionale. Au cours de l'exercice biennal, 39 pays ont rendu compte de l'action qu'ils ont menée pour appliquer la Convention des Nations Unies contre la corruption ou en incorporer les dispositions dans leur législation nationale et leur système institutionnel. Un mécanisme d'examen de sa mise en œuvre a également été établi.

d) Renforcement des systèmes de justice pénale grâce à une utilisation et une application efficaces des règles et normes

462. Au cours de la première année de l'exercice biennal 2008-2009, l'Office a fourni des conseils à plusieurs pays (13) afin qu'ils soient mieux à même d'administrer leur droit pénal et de réduire la criminalité conformément aux règles et normes en vigueur en matière de prévention du crime et de justice pénale. Des pays comme l'Afghanistan et la Guinée-Bissau qui sortent d'un conflit ont bénéficié d'une attention particulière. Des instruments spécifiques (lois types, manuels) ont été élaborés au moyen des compétences requises pour aider les pays à utiliser et à appliquer les règles et les normes en matière de prévention du crime et de justice pénale.

Sous-programme 3
Assistance et conseils techniques

a) Renforcement de l'application de l'état de droit

463. Quatre manuels, un nouvel arsenal de mesures, des supports de formation et autres documents ont déjà été publiés en 2008 dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies au titre de la réforme de la justice pénale. Trois instruments supplémentaires ont été élaborés et utilisés dans une quarantaine de pays dans le cadre de conseils techniques et de programmes fournis en 2009.

b) Renforcement de la capacité des États Membres d'adopter et de mettre en œuvre des stratégies de prévention et de rééducation dans les domaines des drogues et de la criminalité

464. Au cours de l'exercice biennal, l'Office a amélioré la qualité et étendu la couverture des services de prévention de la consommation de drogues, de traitement et de prise en charge de la toxicomanie, de prévention, de traitement, de soutien et de prise en charge du VIH/sida au sein des communautés, en milieu carcéral et chez les personnes vulnérables face au trafic de drogues dans 94 pays, favorisant ainsi le recours à une approche des drogues et de la criminalité axée sur la santé. Soixante et un pour cent des États Membres ont reçu une aide pour élaborer, exécuter, suivre et évaluer des programmes de prévention des drogues et de traitement et de prise en charge de la toxicomanie conformes à la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues (résolution 5-20/3 de l'Assemblée générale). Durant le présent exercice biennal, l'Office a aidé plus de 50 pays à mobiliser des ressources, à établir des groupes de travail multisectoriels, à évaluer les besoins en matière de programmes et à renforcer les capacités, en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un ensemble complet de soins liés au VIH/sida. L'Office a d'abord mis en place les programmes nationaux de lutte contre

le VIH/sida ci-après et a ensuite appuyé et amélioré leur mise en œuvre : services de prévention et de soins fournis aux utilisateurs de drogues injectables dans 20 pays, programmes de prévention et de soins en milieu carcéral dans 15 pays et programmes d'aide aux victimes de la traite des êtres humains dans 7 pays. Une assistance a également été apportée à un certain nombre de pays pour les aider à élaborer des politiques et des programmes de lutte contre le sida fondés sur les droits de l'homme, tenant compte de la problématique hommes-femmes, et équitables, qui soient conformes aux traités relatifs aux droits de l'homme et aux autres normes internationales dans ce domaine, permettre aux sociétés civiles de faire reculer les préjugés et la discrimination et améliorer l'accès des populations les plus exposées aux services liés au VIH.

- c) *Capacité accrue des États Membres d'appliquer des mesures de lutte contre la criminalité, y compris la corruption, le blanchiment d'argent, la traite d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et d'armes à feu, et la production et le trafic de drogues illicites*

465. L'Office a coopéré avec plus de 80 États Membres dans le cadre de ses projets d'assistance technique relatifs à la traite d'êtres humains et au trafic de migrants, pour renforcer leur capacité dans ce domaine en leur offrant une formation spécialisée, en les dotant de moyens, en leur fournissant des modules de formation approfondie et en publiant un manuel à l'intention des parlementaires. Dans le domaine de la réforme de la justice pénale et de la lutte contre la corruption, il a également prêté son concours par le biais de projets d'assistance technique visant à améliorer l'intégrité et la transparence des institutions nationales de justice pénale, à fournir des services consultatifs et à apporter d'autres contributions techniques à plus de 50 États Membres, y compris les pays sortant d'un conflit ou en phase de transition, dans les domaines de la lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance, de la réforme de la justice pénale, l'accent étant mis en particulier sur la réforme pénale, la justice pour mineurs et l'assistance aux victimes, et la prévention du crime. Des publications, manuels et supports de formation divers ont également été publiés en vue de renforcer les capacités des États Membres.

- d) *Réduction des cultures illicites moyennant le développement d'activités de substitution et la création de moyens de subsistance durables*

466. Pour ce faire, l'Office a fait porter l'essentiel de ses efforts sur la sensibilisation de la communauté financière internationale pour l'encourager à intégrer des plans de lutte contre les drogues axés sur le développement dans ses stratégies de développement national élargies. Dans ce domaine, l'Office a organisé une table ronde officielle, échangé des pratiques de référence et mis en commun les enseignements tirés de l'expérience, organisé des réunions techniques, des séminaires et des visites sur le terrain, et favorisé la coopération Sud-Sud. En vue de tirer parti des travaux importants réalisés au Pérou concernant la création de petites entreprises agricoles, un séminaire a été organisé et 17 participants venus de la Chine, de la Colombie, de l'Équateur, du Myanmar, de la République démocratique populaire lao et de la Thaïlande ont été invités à visiter différents villages agricoles où des projets de développement d'activités de substitution sont actuellement exécutés.

e) *Renforcement des moyens dont disposent les pays de transit pour lutter contre le trafic de drogues*

467. L'Office a aussi continué à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités visant à doter les pays de transit de moyens de lutte contre le trafic de drogues par le biais du Programme mondial des conteneurs (pour constituer et former des brigades spécialisées dans la lutte contre les drogues dans les principaux ports de conteneurs de quatre pays de transit) et dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris (pour attirer l'attention des donateurs sur les besoins en matière de lutte contre le trafic de drogues des pays de transit touchés par ce fléau). L'Initiative du Pacte de Paris a également permis de créer le Mécanisme automatisé d'aide aux donateurs qui aide à mieux cibler les contributions des donateurs et l'assistance fournie dans le cadre du Programme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Chapitre 17

Développement économique et social en Afrique

Principaux résultats obtenus

468. L'expertise technique et l'avantage comparatif dont jouit la Commission économique pour l'Afrique en matière de création de connaissances, de communication et de renforcement des capacités restent largement reconnus dans toute la région. La Conférence annuelle des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique a instauré un cadre d'action global couvrant un certain nombre de questions importantes, comme la croissance et la réduction de la pauvreté; l'emploi productif; le développement social, y compris l'émancipation juridique des femmes; la gouvernance; l'agriculture et les changements climatiques; et le financement du développement. En ce qui concerne l'intégration régionale, la CEA a continué de soutenir les institutions compétentes et de promouvoir la coopération transfrontière dans des domaines tels que l'exploitation minière, l'eau, l'énergie, les transports et la facilitation du commerce.

469. À cet effet, la CEA a notamment apporté une assistance technique à la Commission de l'Union africaine et offert un appui intersectoriel. S'agissant des communautés économiques régionales, elle a adopté des programmes pluriannuels dirigés par des bureaux sous-régionaux, lesquels ont produit des résultats positifs. Par exemple, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ont décidé d'harmoniser leurs politiques commerciales en créant une zone commune de libre-échange.

470. La CEA a mené plusieurs activités de renforcement des capacités afin que l'Afrique participe davantage au commerce international. Elle a notamment proposé des formations à l'élaboration de stratégies de négociation pour l'OMC et d'autres négociations commerciales bilatérales. Elle a également aidé des pays africains à définir une position commune pour la mise en œuvre, le suivi et l'examen de l'initiative Aide pour le commerce. Pour proposer une réponse à l'échelle du continent à la récente crise économique et financière, la CEA a participé à plusieurs réunions consultatives et établi des documents de référence portant sur la participation de l'Afrique au Sommet du Groupe des Vingt organisé à Londres en avril 2009.

471. Pour aider l'Afrique à faire face aux problèmes posés par les changements climatiques, la CEA a contribué à l'établissement d'une position commune de négociation, qui a été adoptée au sommet de l'Union africaine tenu en juillet 2009, afin qu'il soit dûment tenu compte des problèmes de la région dans l'Accord de Copenhague sur les changements climatiques. Avec le concours de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement (BAD), la CEA a créé le Centre africain sur les politiques climatiques pour garantir que les informations et services climatologiques sont dûment utilisés dans la planification, les politiques et les programmes de développement en Afrique. En encourageant la bonne gouvernance, la CEA a favorisé le dialogue démocratique et la coordination des politiques dans 28 pays africains. Le *Rapport sur la gouvernance en Afrique* reste le document le plus complet pour mesurer les progrès réalisés en matière de gouvernance sur le continent.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

472. La crise économique et financière mondiale a obligé la Commission économique pour l'Afrique à renforcer l'appui qu'elle apporte aux pays africains, notamment en analysant rigoureusement les répercussions de la crise sur le continent et en déterminant les moyens d'y faire face. Globalement, les travaux relevant des sous-programmes ont été entravés par l'insuffisance des ressources qui s'explique essentiellement par les activités menées dans de nouveaux domaines difficiles, comme les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole et les changements climatiques, qui utilisent exclusivement des ressources extrabudgétaires progressivement mobilisées pendant l'exercice biennal. Il faudrait élaborer une stratégie de mobilisation des ressources plus efficace et plus prospective pour remédier à cette insuffisance chronique. Il convient d'échanger davantage les connaissances au sein de la CEA et avec d'autres organisations, les décideurs et des établissements de recherche afin de rapprocher les politiques de recherche-développement et de mettre au point d'autres moyens efficaces de communiquer aux décideurs les recommandations pratiques et les enseignements tirés de l'expérience.

Taux d'exécution des produits

473. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 91 % des 358 produits quantifiables prescrits.

474. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 17)].

Direction exécutive et administration

a) Programme de travail géré avec efficacité

475. La Commission économique pour l'Afrique a exécuté 93 % des produits prévus et 22 autres produits à la demande d'États membres et d'institutions partenaires. L'ajournement de l'exécution de 6 % des produits s'explique principalement par des problèmes touchant aux programmes qui découlent du resserrement de la collaboration entre la CEA, la Commission de l'Union africaine et la BAD et les principales communautés économiques régionales. Ce partenariat porte sur des activités phares telles que la rédaction et la publication conjointes de

grands textes. Parmi les produits ajournés qui devront être exécutés au cours du premier trimestre de 2010 figure l'organisation de manifestations spéciales, de formations de groupe et de projets opérationnels, qui sont principalement des activités extrabudgétaires.

b) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

476. Parmi les fonctionnaires recrutés en 2008, 15 % étaient issus d'États membres sous-représentés, 75 % d'États membres se situant dans la fourchette optimale et 10 % d'États membres surreprésentés, tandis que 13,3 % des fonctionnaires recrutés en 2009 venaient d'États membres sous-représentés. En outre, 30 % des candidats recrutés en 2008 étaient des femmes, contre 28 % en 2007.

c) Recensement et examen des questions nouvelles ou anciennes qui appellent l'attention des États membres

477. Les deux sessions annuelles de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique organisées sous les auspices de la CEA ont porté sur les problèmes nouveaux et chroniques auxquels l'Afrique fait face au XXI^e siècle et dans le nouvel environnement économique international, et sur le renforcement de l'efficacité des politiques budgétaires en faveur de la mobilisation des ressources nationales. Dans la Déclaration de consensus adoptée par la Conférence en 2008, les ministres africains ont admis qu'il fallait mettre en œuvre des stratégies visant à assurer une croissance durable, partagée et multisectorielle afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La Conférence de 2009 a débouché sur l'adoption d'une déclaration ministérielle énonçant notamment des recommandations quant aux moyens de faire face à la crise économique et financière, lesquelles ont été approuvées lors du Sommet de l'Union africaine tenu en juillet 2009.

d) Meilleure cohérence des décisions touchant la gestion des activités économiques et sociales du système des Nations Unies en Afrique

478. Le Mécanisme de consultation régionale, qui sert de cadre aux consultations destinées à accélérer l'exécution des programmes de tous les organismes de l'ONU à l'appui du NEPAD, a désormais vocation à coordonner les activités de fond et non plus à organiser des consultations. La participation aux réunions du Mécanisme a progressé. En effet, ses neuvième et dixième réunions – qui étaient présidées par la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies et coprésidées par des représentants d'organisations africaines – ont attiré plus de 200 personnalités de haut rang. Neuf groupes thématiques ont été créés pour couvrir les domaines prioritaires du NEPAD. Les réunions organisées par ces groupes sont devenues plus structurées et régulières et la coordination globale de l'appui apporté par l'ONU à l'Union africaine et au programme du NEPAD a été resserrée, les débats en ligne sur les questions abordées par le Mécanisme ayant quant à eux été favorisés.

e) Renforcement de la promotion des activités et des orientations de la CEA

479. Les Services d'information et de communication ont fourni un appui stratégique en faveur de la mise en œuvre de la stratégie de la CEA en matière d'information et de communication, notamment grâce aux activités suivantes, entre autres : un plan de promotion des manifestations dans les médias locaux et

internationaux; la communication aux médias de documents sur les conférences et réunions; et l'élaboration et la diffusion de communiqués et d'articles de presse. Plusieurs grandes manifestations spéciales ont permis de repositionner l'image de la CEA aux yeux de ses interlocuteurs, notamment la célébration du cinquantième anniversaire de la Commission et de la Journée des Nations Unies, la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme et la tenue de la troisième Conférence économique africaine.

Sous-programme 1

Commerce, finances et développement économique

- a) *Capacité accrue des États membres en matière d'élaboration, d'exécution et de supervision de politiques macroéconomiques solides et de meilleurs cadres institutionnels à des fins de développement durable conformément aux priorités du NEPAD*

480. Ce sous-programme a contribué à l'amélioration des politiques macroéconomiques appliquées en Afrique, notamment grâce à une publication annuelle de premier plan, le *Rapport économique sur l'Afrique*, et aux études techniques présentées lors des conférences annuelles des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. L'édition 2009 du *Rapport économique sur l'Afrique* dégageait des recommandations pratiques et des stratégies pour aider les pays africains à développer le secteur agricole en établissant des chaînes d'approvisionnement régionales afin d'assurer une croissance et un développement durables. Le rapport sur les *Perspectives économiques en Afrique* fournit une analyse approfondie et des orientations reposant sur des observations factuelles concernant les principaux défis auxquels les économies africaines font face en matière de développement. Pour ce qui est de la promotion de la convergence des politiques macroéconomiques en Afrique, des évaluations et une étude des structures macropolitiques dans les pays africains ont été réalisées dans le cadre du sous-programme. Une formation à l'élaboration de politiques macroéconomiques efficaces a également été dispensée à 17 fonctionnaires et membres du personnel d'instituts de recherche sur les politiques nationales en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

- b) *Amélioration de la capacité des États africains de participer efficacement aux négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales*

481. Le sous-programme a permis de consolider les connaissances et les capacités d'analyse commerciales des responsables des politiques et des négociations commerciales, s'agissant notamment des procédures et des questions structurelles touchant à l'OMC, comme l'atteste la participation accrue des pays africains aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales. En partenariat avec la Commission de l'Union africaine, un rapport d'audit sur les accords de partenariat économique provisoires et des projets de recommandations concernant les méthodes de négociation des accords ont été élaborés dans le cadre du sous-programme. Les ministres africains du commerce et des finances ont pris acte des résultats obtenus. La réunion du groupe spécial d'experts sur le thème « Recueillir les fruits des accords de partenariat économique » (Addis-Abeba, octobre 2008) a permis d'instaurer un cadre harmonisé et intégré de négociation des accords. Dans le cadre d'une autre réunion spéciale d'experts (Genève, septembre 2009), des recommandations sur les négociations de l'OMC ont été synthétisées à l'intention de la région.

- c) *Renforcement de la capacité d'élaborer et d'appliquer des politiques et programmes en matière de commerce et de financement du développement en vue de promouvoir la compétitivité à l'échelle internationale*

482. Un rapport sur le Consensus de Monterrey et le développement en Afrique a été présenté à l'occasion de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique tenue en 2008. Une session extraordinaire destinée à examiner les activités de financement du développement en Afrique a également été convoquée à l'occasion de la Conférence. La Conférence ministérielle sur la crise financière internationale et ses répercussions sur les économies africaines, organisée par la CEA (Tunis, novembre 2008), a débouché sur l'adoption d'un communiqué énonçant les mesures que les pays africains devraient prendre en vue d'atténuer les retombées néfastes de la crise financière. Un document de synthèse issu de la réunion d'un groupe d'expert sur le financement du développement et les politiques budgétaires (Abuja, février 2009) a été présenté à la session annuelle de la CEA (Le Caire, juin 2009). Un atelier sur l'intégration des questions hommes-femmes dans les politiques commerciales a été organisé en avril 2009 à Addis-Abeba, grâce auquel les participants ont amélioré leurs compétences en la matière.

- d) *Renforcement de la capacité d'élaborer et d'appliquer des politiques et programmes propres à créer un environnement susceptible d'accroître la compétitivité internationale des secteurs industriels et des autres secteurs productifs de l'Afrique afin que les États membres puissent bénéficier de la mondialisation*

483. Il est ressorti de la réunion d'un groupe d'experts sur les politiques macroéconomiques, les capacités de production et la croissance en Afrique (Addis-Abeba, novembre 2008) que les économies africaines devraient procéder à des modifications structurelles dans bien des domaines et s'intéresser en particulier à la croissance favorable aux pauvres ou partagée, aux investissements et biens publics, à la sécurité de l'emploi et aux moyens de subsistance dans les zones rurales et urbaines. Cette réunion a permis d'accroître les capacités des participants en ce qui concerne la recherche, la conception et l'exécution de politiques et de programmes visant à améliorer la compétitivité de l'industrie et des secteurs productifs en Afrique.

Sous-programme 2

Sécurité alimentaire et développement durable

Amélioration des capacités nationales d'élaboration et d'exécution de politiques tenant compte des interdépendances entre l'agriculture et l'environnement, à mettre en œuvre dans le cadre de plans et de stratégies de développement durable et d'autres plans et stratégies nationaux en vue d'assurer la sécurité alimentaire et le développement durable

484. Les États membres ont adopté l'approche régionale défendue par la CEA en matière de développement et de transformation agricoles en Afrique. Les 19 pays membres du COMESA ont entrepris, dans le cadre du sous-programme, de s'appuyer sur la stratégie préconisée par la CEA pour créer un marché agricole commun couvrant les denrées alimentaires et produits agricoles de base à valeur stratégique. Les États membres ont également adopté le cadre et les principes

directeurs relatifs aux politiques foncières en Afrique établis par la Commission de l'Union africaine, la CEA et la BAD. De même, ils ont arrêté une position commune pour l'Afrique en perspective des négociations qui entoureront l'accord mondial sur les changements climatiques de l'après-2012. À sa dix-septième session, la Commission du développement durable a adopté des orientations et mesures pratiques visant à accélérer le développement durable et la sécurité alimentaire.

Sous-programme 3

Gouvernance et administration publique

- a) *Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles en matière de gouvernance démocratique, de droits de l'homme et de consolidation de la paix pour permettre aux États africains de réaliser les objectifs et d'honorer les engagements régionaux et internationaux, notamment le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le Mécanisme d'évaluation intra-africaine et les objectifs de la Déclaration du Millénaire*

485. Grâce au projet qu'elle a mis en place pour mesurer et contrôler les progrès accomplis sur la voie de la bonne gouvernance en Afrique, la CEA a favorisé le dialogue démocratique, l'amélioration de la gouvernance et la coordination des politiques dans 32 pays africains qui avaient établi un rapport national en prévision de l'élaboration du *Rapport sur la gouvernance en Afrique*. Les rapports de pays – qui portaient sur la conception d'enquêtes, la formation et l'organisation d'ateliers – ont permis de renforcer les moyens institutionnels dont 32 États membres disposaient pour assurer la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme, la consolidation de la paix et la réalisation des buts et engagements régionaux et internationaux, dont le Mécanisme d'évaluation intra-africaine et les objectifs fixés dans la Déclaration du Millénaire. Avec le concours de la CEA, le secrétariat du Mécanisme d'évaluation intra-africaine a pu mener des examens par pays et des missions d'appui dans plus de 14 pays.

- b) *Renforcement de la capacité des pays africains d'améliorer les résultats et de promouvoir le sens des responsabilités, le sentiment d'appropriation et la transparence dans la fonction publique et les organismes publics*

486. Une conférence internationale sur le thème des institutions, de la culture et de la corruption en Afrique a été organisée en partenariat avec le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. Elle a encouragé les pays africains à débattre du problème de la corruption en s'appuyant sur 55 documents de conférence et a débouché sur l'élaboration de nouvelles politiques, stratégies et initiatives visant à enrayer la corruption sur le continent et à associer les principaux partenaires à la lutte contre ce fléau. Des mesures et des réformes concrètes sont mises en place, comme en atteste le nombre de pays africains ayant ratifié la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la corruption. En ce qui concerne l'amélioration de la prestation de services, la CEA a publié un document traitant des pratiques innovantes et optimales pour réformer le secteur public.

- c) *Renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé et la société civile, dans le cadre de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et des programmes de développement, ainsi que pour la prestation de services*

487. Les missions sur le terrain menées par la CEA en collaboration avec un groupe d'experts issu de partenariats public-privé (financés par le Gouvernement de la République de Corée) dans sept pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont permis de renforcer les moyens dont les États membres disposent pour appliquer les principales stratégies convenues au niveau régional dans des secteurs tels que le développement infrastructurel et énergétique, en définissant et en recommandant des moyens permettant de maîtriser les facteurs de risque et les contraintes financières. Avec le concours du Gouvernement de la République de Corée, une « visite commerciale guidée » a été organisée dans le cadre du sous-programme à l'occasion du Forum Corée-Afrique pour stimuler le développement du secteur privé. Ce sous-programme a facilité la collaboration entre chefs d'entreprise. Pour ce qui est du renforcement des capacités, il a permis d'améliorer les capacités des petites et moyennes entreprises africaines dans deux domaines : la création de réseaux interentreprises et l'exploitation des débouchés.

Sous-programme 4

Information et sciences et technologies au service du développement

- a) *Amélioration de la capacité des pays africains de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies sans exclusive, qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, visant à utiliser l'information aux fins du développement*

488. La Division des technologies de l'information et des communications, de la science et de la technologie a rempli ses objectifs et renforcé la capacité des États membres de formuler et de mettre en œuvre des politiques et stratégies d'information en faveur du développement. Grâce au sous-programme, quatre nouveaux pays (ils étaient 26 en 2007 et sont désormais 30) ont formulé des politiques et des plans visant à développer l'infrastructure nationale de l'information et de la communication et l'infrastructure nationale de données géospatiales. Par suite des longs processus consultatifs et avec l'appui des Gouvernements canadiens et finlandais, le sous-programme a permis d'aider : quatre pays (Côte d'Ivoire, Gambie, Nigéria et Sierra Leone) qui ont défini ou appliqué des cadres généraux de développement de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication et de l'infrastructure nationale de données géospatiales; trois autres pays (Bénin, Mali et Niger) qui ont mis au point des stratégies en vue d'informatiser l'administration publique, l'éducation et le secteur de la santé; et le Bénin, qui a appliqué une stratégie d'informatisation du secteur de l'éducation pour mettre en œuvre ses plans de développement de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication.

- b) *Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de l'information aux fins du développement, aux niveaux national, régional et sous-régional*

489. On a réussi à améliorer la disponibilité et l'utilisation de l'information aux fins du développement en consolidant les connaissances, en renforçant les capacités et en menant des projets pilotes sur des questions touchant à l'économie du savoir. Six autres initiatives ont été conçues, ce qui a permis d'atteindre l'objectif fixé, à savoir

la mise en place de 30 initiatives et programmes pilotes (contre 24 en 2007), dont de nouveaux programmes de renforcement des capacités. Par exemple, la CEA a lancé la stratégie africaine de cybersécurité, dans le cadre de laquelle ont été menées des activités d'information et d'étude des politiques qui ont permis au Burkina Faso, au Ghana, au Kenya et au Mozambique d'analyser les besoins aux niveaux politique, législatif, réglementaire et infrastructurel. Une autre initiative mise en place dans le cadre du sous-programme, et financée par le Canada, a contribué au développement des transactions et services bancaires mobiles en Afrique du Sud, au Kenya et au Sénégal. Cette aide a permis de renforcer les capacités des décideurs de ces pays et a favorisé l'adoption de mesures institutionnelles visant à créer des autorités nationales chargées de la cybersécurité.

- c) *Amélioration de la capacité des États membres de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des programmes pour la promotion de la science et de la technique en vue de faire face aux problèmes et priorités de développement de l'Afrique*

490. Dans le cadre du sous-programme, le Partenariat scientifique avec l'Afrique a été lancé au cours d'une conférence spéciale tenue en mars 2008, qui a été pour plus de 800 participants l'occasion d'étudier comment la science, la technologie et l'innovation peuvent accélérer la croissance économique en Afrique. Dix pays (Congo, Éthiopie, Gambie, Ghana, Malawi, Mali, Nigéria, Rwanda, Swaziland et Zambie) ont commencé à prendre des mesures pour intégrer ce cadre régional dans leur système national en matière de science, de technologie et d'innovation. En outre, le Mozambique a également bénéficié de l'aide de la CEA pour mettre en application sa stratégie dans ces domaines. Le sous-programme contribue à la création d'une communauté électronique pour atteindre les objectifs scientifiques en Afrique et, à cette fin, prévoit les activités suivantes : publication du bulletin d'information *Partenariat scientifique avec l'Afrique*; création d'un forum électronique sur la science et la technologie; et promotion des discussions en ligne sur la science et la technologie au service du développement de l'Afrique.

Sous-programme 5

Coopération économique et intégration régionale

- a) *Renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration de politiques dans les domaines du commerce intra-africain axé sur le développement et l'intégration régionale*

491. Le sous-programme a permis d'élargir les connaissances et l'information des pays, ce qui a contribué au renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration de politiques dans les domaines du commerce intra-africain axé sur le développement et l'intégration régionale. Cinq pays (Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie et Rwanda) ont adopté l'accord régissant l'Agence de facilitation des transports en transit dans le couloir central qui soutient la mise en place de systèmes efficaces de transport en transit pour améliorer la compétitivité du couloir central. Deux pays (Burundi et République-Unie de Tanzanie) ont ratifié l'accord en question. Le sous-programme a aidé le COMESA (19 pays), la SADC (14 pays) et la CAE (5 pays) à créer une zone commune de libre-échange qui doit en principe renforcer l'intégration des marchés et le commerce intra-africain.

- b) *Capacité accrue des pays d'adopter des politiques et de mettre en œuvre des programmes visant à développer l'infrastructure et à mettre en valeur les ressources naturelles, ainsi que d'autres biens publics régionaux, dans le but de favoriser le commerce intrarégional et l'intégration régionale*

492. Pour favoriser le commerce intrarégional et l'intégration régionale, des activités de renforcement des capacités ont été menées ou lancées dans le cadre du sous-programme pour permettre aux pays concernés d'adopter des politiques et de mettre en œuvre des programmes visant à développer l'infrastructure et à mettre en valeur les ressources naturelles. Pour faciliter la concrétisation des réalisations escomptées, une réunion sur le développement des transports en Afrique a été organisée en octobre 2009 à Addis-Abeba en partenariat avec le Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne, avec la participation des experts des communautés économiques régionales, d'autres organisations régionales et des États membres.

Sous-programme 6

Égalité des sexes et participation des femmes au développement

- a) *Prise en compte plus systématique de l'égalité des sexes dans les politiques, les stratégies et les programmes nationaux de réduction de la pauvreté, et réalisation des objectifs fixés dans la Déclaration du Millénaire*

493. Grâce au soutien technique apporté par l'intermédiaire du sous-programme, le Bureau de statistique du Ghana a recruté un spécialiste de la problématique hommes-femmes qui contribue à intégrer cette question dans le travail statistique de l'institut. Djibouti s'est engagé à mener auprès des ménages des enquêtes sur les budgets-temps dans le cadre du Plan d'action national pour la réforme du système statistique. Les communautés économiques régionales ci-après ont établi un plan d'action régional visant à intégrer la problématique hommes-femmes dans leur travail et, ainsi, à faire une plus large place à cette question dans les politiques et programmes des États membres : Union du Maghreb arabe, Communauté des États sahélo-sahariens, CEDEAO, CAE, Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et Autorité intergouvernementale pour le développement. Le Centre de développement du genre de la CEDEAO a établi un plan stratégique sur les politiques relatives à l'égalité des sexes qui servira de cadre aux activités que la Communauté mène en la matière.

- b) *Amélioration de la capacité des États membres de mettre en œuvre les résolutions, les conventions, les instruments et les protocoles régionaux et mondiaux sur les droits fondamentaux des femmes et d'en assurer le suivi*

494. Quarante-cinq pays ont présenté leur rapport sur l'exécution du Programme d'action de Beijing après 15 ans. Ils se sont rendu compte qu'il fallait contrôler leur capacité de mettre en œuvre les instruments internationaux et régionaux et établir des rapports à ce sujet. Grâce à l'aide apportée dans le cadre du sous-programme, un nombre croissant de pays a élaboré des politiques relatives à la problématique hommes-femmes, adopté la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et adhéré au Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique. En conséquence, Maurice a formulé une politique nationale relative à la problématique hommes-femmes qu'elle a adoptée en 2008, l'Ouganda a mis au point un plan d'action national et la région de la

Communauté de développement de l'Afrique australe a même adopté en 2008 le Protocole de la SADC sur le genre et le développement.

Sous-programme 7

Activités sous-régionales de développement

Activités sous-régionales en Afrique du Nord

- a) *Amélioration de la capacité des États membres, de l'Union du Maghreb arabe, de la Communauté des États sahélo-sahariens, d'autres organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des programmes sectoriels et macroéconomiques harmonisés afin de répondre aux principales priorités sous-régionales de développement en Afrique du Nord, notamment dans les domaines de la gestion de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources en eau, des migrations, de l'emploi et de la création d'emplois, du commerce intrarégional et international, et du développement des technologies de l'information et des communications*

495. La multiplication des missions (10 pendant l'exercice biennal 2008-2009 contre 5 pendant l'exercice 2006-2007) a permis de renforcer les capacités des États membres. Ces services consultatifs et autres activités, tels le programme pluriannuel de l'Union du Maghreb arabe, les réunions sectorielles et les publications, ont contribué à renforcer les capacités des États membres et de l'Union. Par exemple, la mission en Mauritanie visait à faire prendre conscience aux décideurs de la nécessité de développer le domaine de la statistique et de s'inspirer de l'expérience du Maroc.

- b) *Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national pour soutenir les activités de politique générale, l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes d'intégration sous-régionale en Afrique du Nord*

496. Les résultats obtenus sont positifs au regard des indicateurs de résultats. Trois réseaux et trois accords ont pu voir le jour grâce au soutien apporté par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord. Le fait que le bureau ait été réinstallé à Rabat a stimulé les partenariats aux niveaux national et sous-régional. L'exécution du programme pluriannuel, la promotion du dialogue entre décideurs et associations professionnelles dans le cadre des initiatives de gestion des connaissances menées par le bureau sous-régional et les tables rondes sur l'intégration régionale organisées par le Comité intergouvernemental d'experts ont permis d'asseoir le secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe et de renforcer la capacité des États membres de formuler des politiques, notamment sur le thème de la sécurité alimentaire. On notera également qu'un Centre des jeunes dirigeants d'entreprise pour le Maghreb a été créé avec l'appui du bureau sous-régional et grâce à la collaboration entre les centres implantés en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

- c) *Renforcement du rôle des mécanismes intergouvernementaux à l'échelon sous-régional par des échanges accrus entre les principales parties intéressées qui œuvrent au développement de la sous-région, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales*

497. Le Comité intergouvernemental d'experts a examiné certains sujets et s'est prononcé sur les questions suivantes : petites et moyennes entreprises; intégration;

emploi; et formation. À cet égard, il a recueilli des recommandations et des propositions concernant la gestion du bureau. Les sujets ont été choisis parmi les principales questions dont les pays de la sous-région jugent qu'elles sont prioritaires. Le fait que les réunions du Comité se tiennent avant la Conférence des ministres favorise les synergies entre les deux rencontres et, partant, entre les débats sous-régionaux et régionaux.

Activités sous-régionales en Afrique de l'Ouest

- a) *Amélioration de la capacité des États membres, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des programmes concernant la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement, le développement du secteur privé et la promotion des investissements, l'emploi et la réduction de la pauvreté, et la reconstruction, le relèvement et le développement après un conflit*

498. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont élaboré et diffusé plusieurs publications, organisé cinq réunions spéciales d'experts et apporté une assistance technique et des conseils consultatifs à la Commission de la CEDEAO, au secrétariat du Mécanisme d'évaluation intra-africaine du NEPAD et à divers pays membres. En outre, le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest a mené sur le terrain des projets visant à renforcer la CEDEAO, l'Union économique et monétaire ouest-africaine et le secrétariat de l'Union du fleuve Mano sur le plan institutionnel, à créer un cadre de gestion de l'information et du savoir sur la coopération et l'intégration économiques régionales pour l'Afrique de l'Ouest, et à élaborer un système de gouvernance et une stratégie africaine de création et de rétention de la richesse. Les réalisations présentées ci-dessus ont permis de renforcer les capacités des communautés économiques régionales, des organisations de la société civile et d'autres organisations intergouvernementales dans les domaines de la planification stratégique et de la coordination et l'harmonisation des programmes d'intégration régionale. Elles ont également renforcé les capacités du secteur privé, des organisations non gouvernementales et de l'université dans la sous-région.

- b) *Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national à l'appui des activités de mobilisation, d'élaboration de politiques et d'exécution des programmes pluriannuels conçus en collaboration avec la CEDEAO, et pour contribuer à la mise en œuvre des programmes établis dans le cadre du NEPAD*

499. Au cours de l'exercice biennal, le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA a continué de consolider le réseau unissant les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, s'agissant en particulier de l'échange de savoirs sur les objectifs du Millénaire pour le développement, les politiques d'adaptation au changement climatique et les mesures à adopter pour atténuer les incidences négatives de la crise financière internationale sur les économies de l'Afrique de l'Ouest. En collaboration avec la Commission de la CEDEAO, le bureau a également établi un rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest; organisé le deuxième Forum d'affaires de l'Afrique de l'Ouest, et quatre réunions spéciales d'experts; et mené des missions régulières dans six

États membres pour les sensibiliser à la stratégie africaine de création et de rétention de la richesse, instrument de référence qu'il a mis au point aux fins du développement. En outre, un nombre croissant de publications du bureau et des divisions du siège de la CEA ont été diffusées. Les utilisateurs finaux ont été recensés dans une liste qui est diffusée par voie électronique.

- c) *Renforcement du rôle des mécanismes intergouvernementaux à l'échelon sous-régional par des échanges accrus entre les principales parties intéressées qui œuvrent au développement de la sous-région, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales*

500. En plus d'avoir régulièrement mis à jour la liste des institutions et des coordonnateurs nationaux et sous-régionaux participant à ses travaux, le bureau sous-régional a dressé durant l'exercice biennal considéré une liste de diffusion dans laquelle sont notamment recensés les organismes ayant déjà pris part à ses activités, et il s'est mis en rapport avec un groupe de médias occupant une place de premier plan dans la région. Ce groupe a largement contribué à faire connaître les travaux du bureau et de la CEA, et permet également de connaître l'opinion du public visé. De plus, le Centre d'information des Nations Unies a permis de renforcer les capacités du bureau en matière de diffusion et d'information.

Activités sous-régionales en Afrique centrale

- a) *Amélioration de la capacité des États membres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), des organisations intergouvernementales et de la société civile de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des programmes macroéconomiques et sectoriels harmonisés afin de répondre aux principales priorités sous-régionales de développement, notamment dans les domaines de la gestion macroéconomique; du développement des transports et de l'infrastructure; de la reconstruction, du relèvement et du développement après un conflit; de la sécurité alimentaire et des technologies de l'information et des communications*

501. Pendant la période considérée, le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale a fait paraître plusieurs publications, dont le rapport phare pour 2008 et 2009 intitulé *Les économies de l'Afrique centrale*. Il a également mis sur pied un modèle macroéconomique destiné à aider la CEEAC et la CEMAC à élaborer un programme économique régional pour leurs États membres. Il a assuré 12 missions de consultation au bénéfice de la CEMAC et de ses États membres dans le domaine des transports, des ressources en eau, des technologies de l'information et des communications, du financement de l'intégration régionale, des politiques commerciales, de la libre circulation des personnes, du rôle dévolu aux deux sexes dans le monde contemporain et de la sécurité alimentaire. En collaboration avec la Division de la science et de la technologie, il a organisé un atelier sur le cadre réglementaire des technologies de l'information et des communications à l'intention des experts de la sous-région. Des experts du Cameroun, du Gabon et de la République centrafricaine ont aussi été formés aux divers aspects de l'intégration régionale.

- b) *Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national pour soutenir les activités de politique générale, l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes d'intégration sous-régionale en Afrique centrale*

502. Le Bureau sous-régional, la CEEAC et la CEMAC ont signé un plan pluriannuel qui couvre les domaines d'intérêt des différentes institutions sous-régionales et dans le cadre duquel 19 projets clefs ont été mis en œuvre. Dans le domaine des infrastructures, un mécanisme de suivi auquel participe la CEA, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, la CEMAC et la CEEAC a été créé pour veiller à l'exécution du plan directeur de transport commun pour l'Afrique centrale. Dans le cadre de ce plan, 55 projets prioritaires ont été adoptés et 435 millions de francs CFA (soit environ 1 million de dollars) ont été levés grâce à la contribution de la Banque, de la CEMAC et de la CEEAC, le Bureau sous-régional ayant quant à lui fourni une assistance technique et assuré l'organisation de réunions de groupes spéciaux d'experts dans le cadre de son programme de travail ordinaire. Le Bureau sous-régional a aussi contribué au renforcement de la coordination entre les organismes du système des Nations Unies au sein de la sous-région.

- c) *Renforcement du rôle des mécanismes intergouvernementaux à l'échelon sous-régional grâce à l'accroissement des échanges entre les principales parties prenantes qui œuvrent au développement de la sous-région, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales*

503. Les réunions organisées par le Bureau et les réunions statutaires des partenaires sous-régionaux ont donné lieu à des échanges de connaissances, et abouti à l'adoption et à la mise en œuvre de politiques régionales dans le domaine du développement sectoriel et institutionnel. Des rencontres ont régulièrement été organisées avec les institutions d'intégration régionales de la sous-région pour aborder des questions d'intérêt commun. Les réunions de comités d'experts ont également permis aux États membres et aux institutions d'intégration régionale de mettre en commun leurs connaissances. Sa revue trimestrielle, son bulletin d'information hebdomadaire, ses CD-ROM et son site Web sont des moyens pour le Bureau de favoriser les échanges d'informations afin de renforcer les liens entre les principaux partenaires de la sous-région. Le Centre d'information des Nations Unies à Yaoundé et les coordonateurs nationaux participent également à la diffusion des publications et à l'établissement de réseaux dans la sous-région.

Activités sous-régionales en Afrique de l'Est

- a) *Amélioration de la capacité des États membres, du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, de la Commission de l'océan Indien, des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes macroéconomiques et sectoriels harmonisés dans des domaines prioritaires tels que la sécurité alimentaire, la propriété foncière et l'environnement; les transports, l'énergie, la mise en valeur des bassins des fleuves et des lacs; la gestion macroéconomique, l'égalité des sexes, l'emploi des jeunes, ainsi que le développement et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication*

504. Au nombre des réalisations du Bureau de la sous-région pour l'Afrique de l'Est on compte : l'organisation de la douzième conférence ministérielle annuelle de

la sous-région en mars 2008 (Addis-Abeba), la tenue de réunions d'experts, la conduite d'études et d'analyses des politiques et la fourniture de services consultatifs au secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans le cadre du plan pluriannuel de la CEA en faveur des communautés économiques régionales. Ces activités ont couvert des domaines comme les réformes financières en Afrique de l'Est, la réalisation des objectifs de la communauté internationale, comme le NEPAD et les objectifs du Millénaire pour le développement, l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Est et le renforcement de l'intégration régionale. Le Bureau sous-régional a développé ses services consultatifs et ses autres programmes d'appui technique pour aider les communautés économiques régionales à renforcer leurs capacités. Dans le cadre du programme pluriannuel d'aide à ces communautés, le Bureau régional a réalisé une étude importante en décembre 2008 pour aider le secrétariat de l'Autorité intergouvernementale à formuler un plan stratégique d'intégration minimale.

b) Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national pour soutenir les activités de plaidoyer, l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Est

505. Pour renforcer les partenariats au niveau sous-régional, le Bureau a effectué des travaux de recherche, organisé des rencontres régionales et fourni des services consultatifs destinés à promouvoir le renforcement des capacités des États membres. Durant le cycle 2008-2009, il a mis en place un observatoire de l'intégration régionale, qui mesure en permanence les progrès accomplis par la sous-région dans le domaine de l'économie, de la consolidation de la paix et des politiques de sécurité. L'observatoire a créé un site Web interactif qui publie des informations consacrées à l'intégration régionale; mis en place un réseau d'institutions; contribué à la création d'une base de données régionale sur les méthodes, outils et instruments de collecte de données; facilité le partage des connaissances et dispensé des formations. Pour aider les pays de la sous-région à définir leurs objectifs prioritaires, le Bureau a établi des programmes pluriannuels en partenariat avec cinq communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales.

c) Renforcement du rôle des mécanismes intergouvernementaux à l'échelon sous-régional par des échanges accrus entre les principales parties prenantes qui œuvrent au développement de la sous-région, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales

506. Afin d'optimiser sa collaboration avec les pays d'Afrique de l'Est et les communautés économiques régionales, le Bureau de la sous-région a apporté son concours à la tenue, en novembre 2008, d'un atelier consacré au plan d'intégration minimale de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. L'atelier, organisé en collaboration avec le secrétariat de l'Autorité, a réuni des experts de pays de la sous-région et d'institutions partenaires de l'Autorité. Comme demandé par les chefs d'État présents au douzième sommet de l'Autorité intergouvernementale en juin 2008, cet atelier a donné lieu à la formulation de recommandations et de lignes directrices pour l'élaboration du plan d'intégration minimale. La mise en œuvre de ce dernier sera un moyen de revitaliser l'Autorité et de lui permettre de remplir son rôle d'organisation d'intégration régionale et d'élément constitutif essentiel de l'Union africaine.

Activités sous-régionales en Afrique australe

- a) *Amélioration de la capacité des États membres, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes macroéconomiques et sectoriels harmonisés concernant les priorités de développement sous-régional, y compris la sécurité alimentaire; le commerce intra-sous-régional, le développement des infrastructures/la mise en valeur des ressources minérales; le développement industriel; l'égalité des sexes, les jeunes et l'emploi; et le VIH/sida*

507. Grâce à un processus participatif et à l'organisation de forums de discussion, le Bureau sous-régional pour l'Afrique australe a pu renforcer les capacités analytiques et décisionnelles des États membres et d'autres parties prenantes, pour les aider à surmonter les difficultés spécifiques qu'ils rencontraient en matière de développement économique et social. Parmi les principales réalisations du Bureau, on compte l'organisation à Lusaka d'un forum sur l'application des protocoles de la SADC et des dispositions du traité portant création de la COMESA ayant trait à la création d'une zone de libre-échange et d'une union douanière dans la sous-région, et l'organisation de la quatorzième session du Comité intergouvernemental d'experts sur l'Afrique australe consacrée, entre autres, aux difficultés que connaît la sous-région et aux possibilités qui s'offrent à elle. D'autres activités de renforcement des capacités ont été menées, comme des ateliers, des séminaires et des formations sur la convergence macroéconomique, le développement des TIC, la démographie et les migrations, l'eau et l'assainissement et les outils de suivi du respect de l'égalité des sexes.

- b) *Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national pour soutenir les activités de plaidoyer, l'élaboration de politiques et l'exécution des programmes pluriannuels avec les principaux partenaires et parties concernées, y compris le CDAA, le secrétariat du NEPAD et la Banque de développement de l'Afrique australe*

508. En mettant notamment l'accent sur la collaboration institutionnelle, le Bureau sous-régional a pu accomplir des progrès importants dans le renforcement des partenariats. À cette fin, il a mené des consultations avec les bureaux sous-régionaux de la Commission de l'Union africaine et de la BAfD pour définir les domaines dans lesquels la Commission, la Banque, la CEA et la SADC pourraient collaborer. Le cadre de partenariat commun à la BAfD, la Commission de l'Union africaine et la CEA prend la forme d'un pacte et d'un certain nombre de propositions de domaines thématiques d'intérêt commun; son adoption s'est accompagnée de la désignation des domaines d'intervention conjointe. Au nombre des initiatives communes on compte : l'atelier sur l'eau et l'assainissement organisé par la Commission de l'Union africaine, la BAfD et la CEA; l'atelier sur la population, les migrations et l'intégration régionale organisé par la CEA, l'OIT, l'Organisation internationale pour les migrations et la SADC; l'élaboration, par la SADC et la CEA, d'une publication célébrant l'action de certaines personnes et institutions en faveur de l'égalité entre les sexes et du développement, et d'un outil régional de suivi du respect de l'égalité des sexes.

- c) *Renforcement du rôle des mécanismes intergouvernementaux à l'échelon sous-régional par des échanges accrus entre les principales parties prenantes qui œuvrent au développement de la sous-région, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales*

509. Pendant l'exercice biennal, le Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe a tenu deux sessions, qui ont été l'occasion pour les différentes parties prenantes issues du secteur public, du secteur privé ou de la société civile d'établir un dialogue et de procéder à un échange de vues et d'idées constructif pour parvenir à une communauté de vues. Ces rencontres ont aussi été l'occasion pour le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord et ses partenaires (secteur public, ONG, organisations de la société civile et secteur privé) de renforcer leurs relations.

Sous-programme 8

Planification du développement et administration

- a) *Renforcement des compétences techniques et analytiques des experts des secteurs public et privé qui s'acquittent des fonctions essentielles de planification économique stratégique et de gestion dans les États membres*

510. L'Institut africain de développement économique et de planification a continué à offrir ses services à ses différents partenaires. Dix étudiants en provenance de huit pays y ont obtenu leur maîtrise en politique économique et en gestion. Onze étudiants de sept pays différents, qui avaient été admis au programme en novembre 2007, y ont poursuivi leurs études. Les cours proposés, au nombre de 18, portaient sur des domaines comme la théorie économique avancée ou les techniques quantitatives, ou sur des questions ayant spécifiquement trait à l'Afrique, comme l'intégration régionale, la gestion de la dette et les négociations à l'OMC. En 2008, le programme de formation accélérée a attiré 93 participants, dont 26 femmes. L'Institut a organisé un atelier commun avec l'Organisation internationale pour les migrations sur la question des migrations, auquel ont assisté différentes personnalités et des hauts fonctionnaires.

Sous-programme 9

Statistiques

- a) *Renforcement des capacités statistiques des États membres afin d'améliorer la gestion économique et le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement convenus aux niveaux national et international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, dans les textes issus des grandes conférences des Nations Unies et dans les accords internationaux conclus depuis 1992*

511. Plusieurs activités ont été menées dans le cadre du sous-programme afin de renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données. À la suite des ateliers organisés sur le recensement, 10 pays supplémentaires se sont mis à utiliser les manuels (sur la planification, la conduite et le traitement des données du recensement, élaborés dans le cadre du sous-programme) à un stade ou à un autre du recensement de leur population. Ces pays sont les suivants : Angola, Burundi, Liberia, Malawi et Soudan (en 2008), et Djibouti, Guinée-Bissau, Kenya, Mali et Tchad (en 2009). D'autres pays, au nombre desquels la Côte d'Ivoire, la Guinée et Madagascar, se sont engagés en 2009 à prendre des mesures pour préparer leur recensement. Ces

réunions ont permis de faire augmenter le nombre de pays procédant à des recensements et partageant les meilleures pratiques.

- b) *Renforcement de la capacité de collecter des statistiques ventilées par sexe et tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les groupes socioéconomiques*

512. Les enquêtes sur le budget-temps sont le principal moyen dont les pays disposent pour collecter et diffuser des informations sur la contribution des femmes à l'économie et leur part dans les activités non rémunérées. Dans le cadre du sous-programme, des ateliers de formation ont été organisés et une aide directe a été fournie à six pays d'Afrique pour effectuer de telles enquêtes, depuis la conception des questionnaires jusqu'à la diffusion des résultats. Les premières informations reçues montrent que les cinq ateliers sous-régionaux de formation à la diffusion et à l'utilisation des outils élaborés en commun par les participants au sous-programme et le Centre africain pour le genre et le développement social, ont permis à 12 pays pilotes de renforcer leurs capacités à se servir de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique et à recueillir les données nécessaires pour mesurer le respect de l'égalité entre les sexes et le degré d'autonomisation des femmes. Ces pays sont les suivants : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Tunisie.

Sous-programme 10 **Développement social**

- a) *Amélioration de la capacité des États membres d'élaborer, d'exécuter et de superviser des stratégies de réduction de la pauvreté compatibles avec les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et les priorités du NEPAD*

513. Le Rapport annuel sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement et les stratégies de réduction de la pauvreté en Afrique a été accueilli favorablement par la Conférence des ministres des finances, du développement économique et de la planification, qui s'est tenue au Caire en 2009. L'Assemblée de l'Union africaine a vu dans ce rapport un moyen d'encourager tous ses membres à atteindre ces objectifs. Pendant la période considérée, les travaux analytiques réalisés sur la prestation de services dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été achevés et complétés par une étude menée dans 15 pays pour évaluer la conformité des stratégies de réduction de la pauvreté et des plans de développement national aux objectifs du Millénaire. Les résultats obtenus ont utilement permis d'alimenter la base de connaissances nécessaire à la transmission du savoir entre collègues et au partage des connaissances entre États membres, et contribué à renforcer les capacités des États d'Afrique.

- b) *Renforcement de la capacité des pays d'intégrer les dimensions sociales dans tous les secteurs du développement, notamment en tenant compte des objectifs du Millénaire pour le développement et des préoccupations des populations ainsi que des besoins des groupes socialement vulnérables*

514. Les activités du sous-programme en faveur des jeunes, qui s'inscrivent dans le prolongement du cinquième Forum pour le développement de l'Afrique organisé sur

le thème des jeunes et l'exercice des responsabilités au XXI^e siècle, ont très concrètement contribué à l'élaboration du programme de promotion de la jeunesse de l'Union africaine. Environ 295 représentants de gouvernements, d'organisations internationales, régionales et sous-régionales, et d'organisations de la société civile et de jeunes ont participé à la Conférence ministérielle internationale sur la population et le développement 15 ans après, qui s'est tenue du 20 au 23 octobre 2009 à Addis-Abeba. Dans leur document final, les États membres se sont de nouveau engagés à intensifier leurs efforts pour mobiliser les ressources nécessaires, améliorer les stratégies nationales et accroître les ressources institutionnelles et humaines afin de hâter la réalisation des objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des objectifs du Millénaire pour le développement au cours des cinq prochaines années.

Chapitre 18

Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique

Principaux résultats obtenus

515. Durant l'exercice 2008-2009, la CESAP a renforcé sa position de centre régional de promotion du développement non exclusif et durable en Asie et dans le Pacifique grâce à ses activités de plaidoyer et ses travaux d'analyse stratégique de haut niveau. Une réalisation majeure a été l'engagement pris par la Commission de mettre en place un cadre d'action régional pour résoudre les crises alimentaire, énergétique et financière. Les publications phares de la CESAP, comme *l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* et *l'Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique*, ont bénéficié d'une couverture médiatique sans précédent et leur lectorat s'est élargi, témoignant ainsi de leur statut d'ouvrage de référence pour les décideurs et les chercheurs de la région.

516. La Route d'Asie et le chemin de fer transasiatique, deux projets de longue date de la CESAP, ont continué de stimuler un certain nombre d'initiatives nationales et multilatérales. Les efforts de sensibilisation menés à un niveau élevé ont conduit à l'adoption, par le premier Forum des ministres asiatiques des transports, de la Déclaration de Bangkok sur le développement des transports en Asie, qui définit les domaines prioritaires de la coopération régionale dans le secteur des transports. Ces efforts de sensibilisation soutenus ont également abouti à l'élaboration, par huit États membres, de stratégies de croissance écologique dans le domaine de l'environnement.

517. La Commission a continué d'œuvrer en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La publication commune de la CESAP, du PNUD et de la Banque asiatique de développement intitulée *A Future within Reach 2008: Regional Partnership for the Millennium Development Goals in Asia and the Pacific* a suscité beaucoup d'éloges. Elle fait le point sur les chances d'atteindre les objectifs et les cibles, met en lumière les principales difficultés et analyse les mesures à prendre pour atteindre les objectifs. La CESAP a aussi fait porter ses efforts sur les difficultés spécifiques à la réalisation des objectifs en matière de santé, produit des analyses à l'appui de ses activités de plaidoyer et offert une tribune pour l'échange des bonnes pratiques. L'appui que la Commission a apporté à l'élaboration d'une stratégie dans la région Pacifique pour les personnes

handicapées et à l'amélioration des statistiques en matière de problématique hommes-femmes et d'incapacités ont permis de soutenir ces efforts. Au niveau sous-régional, plusieurs villes se sont engagées à adopter les projets de gestion des déchets solides au profit des pauvres préconisés par la CESAP, et les institutions de financement du logement de six États membres ont décidé de constituer un réseau d'institutions officielles et locales spécialisées dans les microcrédits pour échanger des pratiques novatrices.

518. Durant l'exercice 2008-2009, la CESAP a renforcé ses partenariats avec des organisations sous-régionales et d'autres organismes des Nations Unies pour renforcer l'efficacité d'ensemble des activités de développement. Par exemple, l'évaluation conjointe sur la situation après le cyclone Nargis réalisée en partenariat par le Gouvernement du Myanmar, les Nations Unies et l'ASEAN, a joué un rôle décisif dans la mobilisation des ressources au profit des sinistrés. De même, l'étude intitulée « Striving together: ASEAN & the UN » élaborée par la CESAP avec des contributions des organismes du Mécanisme de coordination régionale, a été un facteur clef pour intensifier le partenariat entre les directions de l'ASEAN et des organismes des Nations Unies.

Difficultés rencontrées et objectifs non atteints

519. La principale difficulté rencontrée par la région pendant l'exercice 2008-2009 a été de devoir prendre, dans l'urgence et sans discontinuer, des mesures rapides, efficaces et cohérentes pour faire face aux multiples crises menaçant son développement en matière alimentaire, énergétique, financière et climatique. La CESAP a aidé ses États membres à relever ce défi en leur fournissant les analyses voulues et en leur présentant des solutions possibles.

520. L'adoption par la Commission d'un nouvel appareil de conférence (voir résolution 64/1), a encouragé un plus grand nombre de gouvernements à assister à ses sessions et à celles de ses comités subsidiaires. En mettant l'accent sur l'examen de questions spécifiques de préférence à une approche par grand domaine thématique, il a été possible d'avoir un débat enrichissant et d'aboutir à des résultats concrets.

Taux d'exécution des produits

521. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 94 % des 495 produits quantifiables prescrits.

522. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 18)].

Direction exécutive et administration

- a) *Le programme de travail est géré et appuyé efficacement par le personnel et les ressources nécessaires*

523. À la fin de l'année 2009, 91 % des produits prévus pour l'exercice 2008-2009 avaient été exécutés, ce qui correspond à l'objectif fixé pour cet exercice. Les ressources en personnel, et autres, nécessaires à l'exécution intégrale des programmes ont donc été fournies et gérées de façon adéquate pendant l'exercice biennal.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

524. Comme la responsabilité du recrutement est partagée par les chefs des services recruteurs, les spécialistes des ressources humaines, les membres des jurys d'entretien et les membres des organes centraux de contrôle, un certain nombre de démarches ont été entreprises en parallèle pour accélérer le recrutement des administrateurs. La CESAP a organisé des sessions de formation à la rédaction des avis de vacance de poste, au choix des épreuves écrites, à la préparation des questions à l'oral et à l'évaluation des candidats. De plus, la quasi-totalité des membres des jurys d'entretien ont suivi la formation obligatoire sur les techniques d'entretien fondées sur les compétences. Des formations et des ateliers ont aussi été régulièrement organisés pour expliquer aux membres des organes centraux de contrôle et aux chefs de service concernés par les vacances de poste leur rôle et leur responsabilité. Pour simplifier et accélérer encore les recrutements, les organes centraux de contrôle de la CESAP ont tenu des réunions « virtuelles », ce qui facilite le respect des délais d'examen des candidatures et de décision. La planification des effectifs du secrétariat a aussi été un moyen pour la CESAP de procéder à des recrutements en temps voulu.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

525. De nombreuses initiatives ont été menées afin que le personnel soit recruté sur la base de la représentation géographique la plus large possible, et on s'est attaché à veiller à l'équilibre entre les deux sexes lors du recrutement des administrateurs, à quelque niveau que ce soit. La stratégie adoptée a notamment consisté à faire connaître plus largement les possibilités de carrière à la CESAP afin d'attirer des candidats du monde entier, en particulier des États membres non représentés ou sous-représentés, à cibler des domaines de compétence spécifiques et à améliorer l'équilibre entre les sexes. À la fin 2009, la CESAP a consenti des efforts supplémentaires en adoptant une démarche plus systématique et en diversifiant ses activités, y compris par des campagnes de communication. L'une des premières mesures prises, qui s'est avérée efficace, a été d'améliorer la représentation géographique et l'équilibre entre les effectifs des deux sexes par le biais de concours nationaux de recrutement. Ces efforts devraient donner des résultats au premier trimestre de 2010.

d) Identification des questions nouvelles à porter à l'attention des États membres

526. La CESAP a repris sa place de principal centre régional de promotion du développement durable et non exclusif en Asie et dans le Pacifique. De nombreux États membres se sont engagés à faire de la Commission une entité forte, capable de diriger le processus de développement dans la région. Cet engagement s'est non seulement manifesté par une participation accrue aux activités de la CESAP, mais aussi par l'intention exprimée par certains États, comme la Chine, la Fédération de Russie, le Japon ou la République de Corée, d'accroître leurs contributions financières.

e) Amélioration de la pertinence des politiques pour la gestion des activités économiques et sociales de l'ONU

527. Le nombre des activités menées en collaboration avec d'autres entités a continué de progresser. Ces activités communes ont porté sur certains des problèmes

les plus graves que connaît la région. La coordination des efforts et la synergie rendus possibles par la collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, y compris dans le cadre du mécanisme de coordination régionale Asie-Pacifique, ont permis à chacun d'apporter une contribution dans son domaine de compétence propre et de démultiplier ainsi l'impact combiné des activités de développement menées par l'ONU dans la région.

f) Mobilisation et promotion de l'information sur le rôle de la CESAP dans la région de l'Asie et du Pacifique

528. Durant l'exercice 2008-2009, la Commission s'est affirmée comme l'instance privilégiée où les pays de la région nouent des contacts et définissent la position de la région sur les défis mondiaux. Dans les médias, elle est présentée de plus en plus souvent comme un acteur clef, qui, par la formulation de lignes d'action, contribue à régler les problèmes de la région, y compris ceux qui ont trait aux crises économique, alimentaire, énergétique et climatique. Elle bénéficie d'une couverture médiatique accrue, qui se manifeste par la multiplication du nombre d'articles publiés sur ses travaux, dont 17 tribunes libres du Secrétaire exécutif parues dans 54 journaux de la région, et un intérêt grandissant accordé à l'information qu'elle publie sur son site.

g) Réalisation de progrès par les pays les moins avancés sur la voie de leur radiation de la liste des PMA grâce à la mobilisation des efforts régionaux pour traiter les problèmes des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral et insulaires dans le contexte des mandats mondiaux

529. Durant l'exercice biennal 2008-2009, la Commission a mis l'accent sur les besoins de groupes spéciaux de pays et adopté un certain nombre de résolutions à cet égard, dont la résolution 64/1 sur la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission; la résolution 64/6 sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP; la résolution 65/1 sur l'application du Document final de Bali pour faire face aux crises alimentaire, énergétique et financière; et la résolution 65/6 sur l'appui à la création d'un groupe international de réflexion des pays en développement sans littoral. Ces pays ont bénéficié d'une attention accrue grâce, d'une part, à la volonté du Secrétaire exécutif de centrer davantage les pourparlers régionaux sur le Pacifique et, d'autre part, aux sessions préparatoires des organes spéciaux chargés des pays en développement insulaires du Pacifique, des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral consacrées aux questions de développement présentant un intérêt particulier pour ces groupes d'États.

Sous-programme 1
Pauvreté et développement

a) Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques économiques et de développement efficaces, viables et soucieuses de l'égalité des sexes en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment dans le domaine de la réduction de la pauvreté

530. Durant l'exercice 2008-2009, la CESAP a lancé des concertations interactives sur les mesures à prendre face aux principales difficultés économiques et sociales des États membres, et contribué au renforcement des capacités en matière de

formulation et de mise en œuvre des stratégies de développement économique et de réduction de la pauvreté par le biais d'activités analytiques et normatives. Selon les informations disponibles, cela a incité les États membres à adopter un certain nombre de mesures efficaces, viables et respectueuses de la problématique hommes-femmes, comme le renforcement des filets de sécurité sociale en période de récession économique, l'établissement d'un plan régional d'action pour venir rapidement en aide aux banques nationales en difficulté, et le renforcement des mécanismes de coordination régionale des politiques macroéconomiques. Les résultats obtenus et le rayonnement accru des activités de la CESAP peuvent pour partie être attribués à la couverture médiatique sans précédent dont a bénéficié la publication phare de la Commission, l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*, et d'autres activités.

- b) *Renforcement de la capacité des gouvernements, de la société civile et du secteur privé en Asie et dans le Pacifique, en particulier dans les pays les moins avancés, d'élaborer et d'exécuter des programmes de lutte contre la pauvreté qui soient efficaces et viables et qui tiennent compte de l'égalité des sexes et privilégient les groupes économiquement vulnérables*

531. Les gouvernements, la société civile et le secteur privé ont continué à renforcer leur capacité d'élaboration et d'exécution de programmes de lutte contre la pauvreté, comme l'attestent les 25 bonnes pratiques adoptées par les États membres durant l'exercice 2008-2009. Plusieurs villes se sont engagées à introduire les techniques décentralisées de gestion des déchets solides au profit des pauvres préconisées par la CESAP. Les institutions de financement du logement de six États membres ont décidé de constituer, en Asie et dans le Pacifique, un réseau d'institutions semblables à caractère officiel et local, et spécialisées dans les microcrédits, pour échanger des pratiques novatrices. D'autres pratiques et approches promues par la CESAP ont été reproduites ou appliquées aux mécanismes d'épargne et de crédit locaux, à l'intégration de l'amélioration des quartiers insalubres dans la planification nationale, à l'approvisionnement en eau, aux méthodes de planification intégrées et aux techniques de développement rural.

- c) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques, des projets et/ou des programmes de recherche en matière de développement pour réduire la pauvreté rurale grâce au développement durable de cultures secondaires*

532. Les activités menées par la CESAP dans le domaine du développement des cultures secondaires ont permis de renforcer la capacité des pays à élaborer et exécuter des politiques et des programmes de réduction de la pauvreté rurale. Il apparaît que 66 % de ceux qui ont participé aux activités de la CESAP ont déclaré être en mesure d'employer les connaissances et les compétences qu'ils avaient acquises, comme la certification des cultures secondaires pour améliorer l'accès aux marchés pour les paysans pauvres et valoriser les produits frais et les produits industriels.

Sous-programme 2 Statistique

- a) *Renforcement des capacités des pays de la région, en particulier des pays les moins avancés, afin qu'ils puissent fournir les données requises pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement convenus internationalement*

533. Durant l'exercice 2008-2009, la CESAP a continué de soutenir le renforcement de la capacité des pays à collecter des données dans le domaine des statistiques de l'état civil, du secteur informel et des emplois informels, et à élaborer des normes internationales relatives aux statistiques des incapacités. Les États membres ont pris conscience du rôle moteur joué par le Comité de statistiques pour élaborer des statistiques en Asie et dans le Pacifique. En outre, en vue d'encourager la formation de partenariats, un dialogue sur l'établissement de statistiques ventilées par sexe a été lancé, en particulier pour mesurer les violences faites aux femmes. En outre, la CESAP a pu contribuer au renforcement des capacités des pays par le biais de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, et en particulier par ses contributions aux réseaux de formation à la statistique. Le renforcement des capacités nationales est attesté par l'augmentation du nombre de pays disposant de deux points de données, voire plus, pour au moins les deux tiers des indicateurs fixés au titre des objectifs du Millénaire pour le développement.

- b) *Amélioration de l'accès des responsables politiques, de la communauté du développement et du public dans son ensemble à des indicateurs comparables de développement à court terme*

534. Au sein de la région, l'accès des responsables politiques, de la communauté du développement et du public aux indicateurs de développement à court terme s'est amélioré grâce à la création de plusieurs sites Web publiant les statistiques essentielles. L'accès aux microdonnées issues des enquêtes et des recensements s'est également amélioré, et davantage de pays d'Asie et du Pacifique sont désormais en mesure de mettre ces données à la disposition des chercheurs et des analystes politiques pour faciliter l'élaboration de politiques fondées sur des faits. L'*Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique* a été remanié pour devenir une publication de référence sur la région pour le grand public. La méthode multisectorielle et participative de production de l'*Annuaire* et la gestion centralisée des principales statistiques ont permis d'harmoniser les ensembles de données au sein du secrétariat et beaucoup contribué à la qualité des études analytiques de la Commission.

- c) *Amélioration des connaissances et meilleure compréhension des tendances socioéconomiques nationales et régionales fondamentales, en particulier des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, par des statisticiens et des responsables politiques nationaux dans la région de l'Asie et du Pacifique*

535. Les pays de la région ont une meilleure connaissance et compréhension des tendances socioéconomiques nationales et régionales fondamentales. Ce phénomène se manifeste en particulier par le succès que connaît l'*Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique* : le site Web a été consulté plus de 45 000 fois et la publication a été téléchargée par plus de 10 000 lecteurs. Pour aider la région à surmonter ses difficultés socioéconomiques, en particulier celles liées aux crises alimentaire et

énergétique et à la catastrophe du cyclone Nargis, la Commission a mené des activités destinées à renforcer la compréhension et la qualité des informations statistiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et à améliorer la collecte de données à la suite d'une catastrophe pour continuer à progresser sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le domaine des catastrophes naturelles, la Commission a travaillé en étroite partenariat avec les organismes des Nations Unies en mettant l'accent sur l'utilisation d'outils statistiques et d'information géographique normalisés dans le cadre de la préparation au risque de catastrophe et des activités de relèvement rapide.

Sous-programme 3

Développement des pays et territoires insulaires du Pacifique

- a) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent formuler des politiques et des stratégies visant à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables*

536. Durant l'exercice 2008-2009, les pays du Pacifique ont renforcé leur capacité à élaborer et appliquer des mesures destinées à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables, comme l'atteste le développement de mécanismes nationaux de coordination pour les personnes handicapées, qui ont donné lieu à l'élaboration d'une stratégie régionale, l'adoption, ou l'élaboration, dans trois pays de politiques nationales en faveur des personnes handicapées, la formulation dans trois pays de plans d'action nationaux en faveur de l'emploi des jeunes, qui sont destinés à être intégrés aux politiques nationales dans le domaine de l'emploi et du travail, et la mise au point d'outils pédagogiques consacrés à la création d'emplois et de sources de revenus pour les jeunes. Des services consultatifs sur l'emploi des jeunes et la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice et des objectifs du Millénaire pour le développement ont été fournis aux pays les moins avancés.

- b) *Renforcement de la coopération sous-régionale pour améliorer le développement économique et social durable des petits États insulaires en développement*

537. Afin d'étoffer les outils analytiques nécessaires au renforcement du développement économique et social durable des petits États insulaires en développement, la Commission a consacré sa publication *Pacific Perspectives 2009: Crises and Opportunities* aux principaux problèmes rencontrés par les pays du Pacifique en matière de développement, et son *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* aux défis communs liés à l'emploi, à la crise financière mondiale ou à des phénomènes climatiques graves, que ces pays doivent relever. Une plate-forme a été établie pour permettre aux pays du Pacifique de partager leurs données d'expérience et leurs bonnes pratiques dans des domaines comme l'aménagement urbain, l'emploi, la connectivité, le développement durable, les personnes handicapées, la Stratégie de Maurice et la planification, la budgétisation, le chiffrage et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Grâce à la formulation d'indicateurs sur la situation des femmes, la Commission a contribué à la mise en place de mécanismes sous-régionaux propres à intégrer la problématique hommes-femmes dans les politiques de développement.

Sous-programme 4 **Commerce et investissement**

- a) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent négocier, conclure et appliquer efficacement des accords commerciaux multilatéraux et autres en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement*

538. Durant l'exercice 2008-2009, les pays ont continué à renforcer leur capacité à négocier, conclure et exécuter des accords commerciaux multilatéraux et autres, ce qu'attestent les progrès réalisés par les États membres ayant un statut d'observateur auprès de l'OMC dans leurs négociations d'adhésion à cette dernière. Sur les quatre États membres envisageant d'adhérer à l'Accord commercial Asie-Pacifique, un a demandé à devenir membre de l'Organisation. Les activités de formation de la CESAP ont permis aux participants d'améliorer leur capacité à concevoir, négocier et mettre en œuvre des politiques commerciales. Le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation commerciales, qui continue à s'étendre, a contribué à promouvoir et publier des travaux de recherche régionaux, et à organiser des séminaires à l'intention des décideurs politiques et des chercheurs. La base de données sur les accords de commerce et d'investissement dans la région Asie-Pacifique, outil analytique permettant de mesurer l'exécution des accords de commerce régionaux, a été étoffée, ce qui a permis d'améliorer la capacité des États membres et du secrétariat à suivre les progrès accomplis.

- b) *Renforcement des capacités et de la coopération régionale pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes commerciaux afin de promouvoir la compétitivité internationale*

539. Des progrès ont été accomplis dans le renforcement des capacités d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et des programmes commerciaux afin de promouvoir la compétitivité internationale, grâce, en particulier, aux formations assurées par la CESAP. Le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie et dans le Pacifique, qui a été créé en 2009 pour renforcer les capacités et stimuler la coopération régionale, a axé ses activités sur l'appui aux initiatives d'instauration d'un guichet unique, l'établissement d'une structure permettant aux experts locaux d'acquérir des connaissances et des compétences techniques, et l'organisation d'activités de renforcement des capacités et de formation. L'augmentation du nombre des utilisateurs d'informations commerciales et du réseau E-TISNET a été telle que la Commission a pu atteindre ses objectifs en la matière avant la fin du cycle biennal.

- c) *Renforcement des capacités de concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes créant des conditions propices à l'investissement et favorisant un secteur privé compétitif*

540. Les recommandations relatives aux politiques à mener et les réactions des participants témoignent du succès des actions de la CESAP en faveur du renforcement des capacités de conception et de mise en œuvre des politiques et programmes créant des conditions propices à l'investissement et favorisant un secteur privé compétitif durant le cycle 2008-2009. Ces initiatives, menées en collaboration avec différents partenaires, ont essentiellement porté sur les questions relatives à la responsabilité sociale des entreprises et aux chaînes de valeur des

petites et moyennes entreprises de la région. Les activités relatives au Pacte mondial ont permis de renforcer la capacité des coordonnateurs de réseaux locaux, et les participants se sont engagés à développer une communauté de pratiques afin d'aider les signataires à appliquer le Pacte. Le portail Web des communautés a reçu en moyenne 1 500 visites par mois durant la phase pilote de mise en œuvre.

- d) *Renforcement des capacités de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui favorisent une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté rurale grâce aux transferts de technologies agricoles et à la mise en valeur des entreprises agricoles*

541. Par l'intermédiaire de son Centre de recherche agronomique et d'outillage agricole de l'Asie et du Pacifique, la CESAP a pu contribuer au renforcement des capacités des pays de la région de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui favorisent une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté rurale grâce : au lancement d'une étude thématique sous-régionale sur la sécurité alimentaire; au programme régional de formation de formateurs sur les techniques de culture du riz hybride; à la réunion du groupe d'experts sur le développement de l'outillage agricole pour une agriculture écologiquement viable, et à un atelier sur le développement des bioénergies. De l'avis des participants, ces activités leur ont permis de renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine des bioénergies, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture écologiquement viable. En outre, le transfert des technologies agricoles s'est accéléré grâce : aux activités de synthèse de politiques et de recherches normatives en matière de technologies vertes, et aux travaux de recherche-développement dans le domaine du génie agricole, des techniques agricoles de conservation, du développement de l'outillage agricole et de l'application du mécanisme pour un développement propre.

Sous-programme 5

Transport et tourisme

- a) *Renforcement des connaissances et des capacités des pouvoirs publics, de la société civile et des organisations non gouvernementales afin qu'ils puissent élaborer et appliquer des politiques et des programmes efficaces et viables dans le domaine des transports et du tourisme, axés notamment sur les objectifs du Millénaire pour le développement et traitant des questions de sécurité routière*

542. L'adoption, par le Forum des ministres des transports d'Asie, de la Déclaration de Bangkok sur le développement des transports en Asie durant l'exercice 2008-2009 a montré que les gouvernements de la région pouvaient élaborer des politiques et des programmes dans le domaine des transports. En vue de la réalisation à long terme d'un système international intégré de transport intermodal et de logistique, la Déclaration a fixé un certain nombre de priorités immédiates en matière de coopération régionale. En outre, les États membres ont adopté de nombreuses initiatives de promotion de la sécurité routière en se fondant sur les objectifs et indicateurs établis par la Commission. Cette dernière a élaboré un outil analytique permettant à un pays d'évaluer facilement sa capacité à mettre en œuvre des projets de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et de concevoir un plan d'action pour surmonter ses difficultés dans ces domaines.

- b) *Renforcement de la capacité des gouvernements et des institutions financières internationales d'utiliser la Route d'Asie, le Réseau ferroviaire transasiatique et d'autres initiatives lancées par la CESAP pour établir des liaisons de transport intermodal international*

543. La Route d'Asie et le Réseau ferroviaire transasiatique, qui ont fait l'objet d'accords intergouvernementaux, continuent de stimuler le développement routier et ferroviaire de la région et de susciter un certain nombre d'initiatives nationales, bilatérales et multilatérales. Plusieurs pays ont intégré le développement de ces réseaux dans leurs plans ou stratégies nationales. La Route d'Asie a servi de référence à des programmes de coopération sous-régionale comme ceux de l'ASEAN et de l'Organisation de coopération économique, ou encore le programme de coopération économique des pays du Bassin du Mékong, le programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle et le couloir Europe-Caucase-Asie. À la fin de l'année 2009, l'achèvement du tronçon de la Route d'Asie reliant tous les pays enclavés de la région a permis de renforcer la capacité des gouvernements et des institutions financières internationales d'utiliser la Route d'Asie et le Réseau ferroviaire transasiatique. En outre, les États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération sont parvenus à se mettre d'accord sur un projet d'accord sur la facilitation du transport international routier, processus auquel le secrétariat a contribué grâce à ses travaux analytiques.

- c) *Renforcement de la capacité des gouvernements et des industries des pays d'appliquer des mesures visant à améliorer les opérations et la logistique dans le domaine des transports internationaux*

544. En se fondant sur la méthode distance-temps/coût élaborée par la CESAP pour évaluer les axes de transport internationaux, les gouvernements ont pris un certain nombre d'initiatives pour recenser et éliminer les obstacles à la circulation. Par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement, cette méthode a été appliquée aux pays du programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale et du programme de coopération économique dans le Bassin du Mékong. Conformément à l'accord sur le transport transfrontalier dans le Bassin du Mékong, trois pays ont officiellement ouvert des points de passage frontaliers et le couloir est-ouest a été ouvert au trafic. Le succès du projet de Réseau ferroviaire transasiatique et l'utilité de ce dernier pour faciliter le commerce international ont été attestés par la multiplication des mouvements transfrontières de conteneurs transportés par train-bloc. Trois corridors de transport intermodal reliant le nord-est et l'Asie centrale ont été recensés, et des projets de mémorandum d'accord et de cahier des charges en vue de l'établissement de comités directeurs ont été examinés.

Sous-programme 6

Environnement et développement durable

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes en faveur d'une croissance écologique*

545. Durant l'exercice 2008-2009, les États membres ont fait des progrès importants pour rendre la croissance économique de la région plus « verte ». À la fin de l'année 2009, au moins huit pays avaient élaboré, ou étaient en train d'élaborer des stratégies pour une croissance écologique. Six pays ont demandé un appui en

matière de renforcement des capacités, et trois autres se sont dits intéressés par le lancement de projets pilotes. Les efforts déployés pour promouvoir une croissance écologique comme moyen de parvenir à un développement durable respectueux de l'environnement et pour étendre et renforcer les partenariats en la matière ont permis d'acquérir une meilleure visibilité, de parvenir à une meilleure compréhension de la croissance verte et d'obtenir la reconnaissance d'un nombre croissant de partenaires au sein de la région.

b) Renforcement de la capacité des pays de concevoir des moyens d'action socioéconomiques et de les utiliser pour améliorer la gestion et la protection de l'environnement

546. Diverses activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées pour œuvrer en faveur d'un développement économique respectueux de l'environnement et élaborer des moyens d'action socioéconomiques propres à réaliser cet objectif. Grâce à un certain nombre de programmes d'écoresponsabilité, la CESAP a pu contribuer au renforcement des capacités de certains groupes de pays, comme ceux du Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement, ou de catégories spécifiques de la population, comme les citoyens. Au sein de l'initiative pour un développement durable de l'infrastructure urbaine, la Commission a apporté son concours à l'élaboration et à l'application de politiques et d'activités destinées à améliorer l'environnement urbain.

c) Amélioration de la capacité des pays d'élaborer des politiques et stratégies efficaces en faveur de l'utilisation de techniques plus efficaces et moins polluantes pour la production, la gestion et l'utilisation des ressources énergétiques aux niveaux national, infrarégional et régional

547. L'adoption d'un certain nombre de mesures par les décideurs politiques, et le soutien fourni par les États membres aux actions menées par la CESAP en faveur de l'amélioration de la sécurité énergétique au niveau sous-régional et régional attestent des capacités accrues des pays d'élaborer des politiques et des programmes en la matière. Afin d'atteindre l'objectif plus large, à savoir la gestion de l'énergie au service du développement durable au niveau sous-régional, la CESAP a continué d'aider les États membres à renforcer leurs capacités à résoudre les problèmes d'énergie de la sous-région, y compris par l'intermédiaire du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale et du mécanisme intergouvernemental de coopération en matière énergétique en Asie du Nord-Est.

d) Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et d'appliquer de bonnes politiques et stratégies de développement durable en matière de gestion des ressources en eau et des catastrophes naturelles, particulièrement dans les pays exposés au risque de catastrophes (préparation, réaction et relèvement)

548. La CESAP a mené une série d'activités pour améliorer les capacités des pays en matière de gestion des ressources en eau. Six pays d'Asie du Sud-Est ont ainsi pris des mesures pour intégrer la gestion des risques de catastrophe à l'échelle communautaire dans les projets de développement socioéconomique. La Commission a aussi adopté la résolution 64/2 intitulée « Coopération régionale en vue de l'application du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : renforcer la capacité de

récupération des pays et des collectivités de la région de l'Asie et du Pacifique face aux catastrophes naturelles ». Des progrès ont également été accomplis en vue de l'utilisation d'une terminologie spécifique de l'écorendement dans un certain nombre d'instruments nationaux relatifs à la gestion des ressources en eau, par exemple dans des lignes directrices pour la planification et le développement d'une infrastructure hydrique ayant un bon écorendement, dans une stratégie pour le développement d'une infrastructure de ce type, et dans des procédures de gestion des eaux de pluie, et de l'intégration du développement d'une infrastructure hydrique ayant un bon écorendement dans les plans de développement quinquennaux.

Sous-programme 7

Technologies de l'information, des communications et de l'espace

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et programmes, notamment d'établir des initiatives favorisant l'égalité d'accès aux technologies de l'information, de la communication et de l'espace, en visant tout particulièrement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme d'action du Sommet mondial sur la société de l'information*

549. En 2008-2009, la contribution de la CESAP au renforcement des moyens des pays dans les domaines de l'informatique, de la communication et de la technologie spatiale a été mise en évidence lorsque huit d'entre eux ont déclaré qu'ils souhaitaient améliorer leur réglementation en tirant parti des travaux de la CESAP en matière de satellites de communication à large bande. Ces pays étaient intéressés par l'utilisation du Wideband InterNetworking Engineering Test and Demonstration Satellite (WINDS) aux fins de la communication et de la gestion des catastrophes, mais aussi en complément des câbles en fibre optique, ce qui leur permettrait d'élargir encore l'accès aux TIC dans le Pacifique et en Asie du Sud. Un pays a pris des dispositions pour élaborer une politique nationale en matière de TIC avec l'appui de la CESAP et quatre autres ont mis en application des outils conçus par la Commission aux fins de la création de centres locaux de communication en ligne en zones rurales.

- b) *Utilisation des technologies de l'espace en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international et de réduire l'ampleur des catastrophes : renforcement des capacités nationales, des partenariats et des mécanismes de coopération régionale*

550. S'agissant de l'utilisation de la technologie spatiale, la CESAP a continué d'apporter son appui aux mécanismes de coopération régionale et de renforcement des capacités, en partenariat étroit avec d'autres entités du système des Nations Unies. Parmi les principales avancées enregistrées en 2008-2009, on peut citer la mise en place d'un cadre de coopération en matière d'action préventive visant à limiter les effets des catastrophes, le soutien apporté par les agences spatiales de la région à un mécanisme régional de suivi des catastrophes dues à la sécheresse et d'alerte rapide, ou encore la mise en place d'un réseau permettant d'accéder à l'information relative à l'espace et aux applications de l'initiative Sentinel Asia, qui regroupe dans un premier temps 10 points de contact nationaux. En outre, 16 pays sont devenus membres du Mécanisme régional de coopération Sud-Sud pour la réduction des risques de catastrophe, promu par la CESAP, deux États membres ont proposé des cours de formation aux applications de la géo-informatique et des technologies spatiales à la

gestion des risques de catastrophe, et les partenariats noués dans le cadre de la composante régionale pour le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) ont été renforcés.

- c) *Amélioration des capacités des pays et des institutions nationales au moyen de programmes de formation à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement socioéconomique*

551. En 2008-2009, la CESAP a contribué à améliorer la capacité existante d'utilisation des TIC aux fins du développement socioéconomique par l'entremise du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et des communications pour le développement, institution régionale. L'Academy of ICT Essentials for Government Leaders s'est déployée dans 12 pays et un appui consultatif a été fourni au titre de l'institutionnalisation de l'Academy dans les cadres de renforcement de capacités nationaux. Quelque 87 % des participants aux séances de formation de l'Academy ont déclaré que cette formation leur avait permis d'améliorer leurs compétences en matière d'utilisation des TIC aux fins du développement socioéconomique. Le renforcement des capacités a également été appuyé dans le cadre d'ateliers de formation ciblés, consacrés à la gouvernance en ligne, à la réduction des risques de catastrophe, à la parité des sexes, à la sécurité de l'information, à l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées et aux statistiques sur l'économie de l'information. En tout, pendant l'exercice biennal considéré, ce sont 1 105 participants originaires de 66 pays qui ont bénéficié de la formation dispensée par le Centre.

- d) *Renforcement de la capacité des pays d'entretenir et de promouvoir des systèmes d'innovation nationaux, l'objectif étant de créer des conditions propices au transfert de technologie et d'aider les pays de la région à faire face aux problèmes de développement dans le contexte de la mondialisation économique*

552. Grâce à leur participation à des mécanismes de transfert de technologie et à d'autres programmes de renforcement de capacités appuyés par le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie, l'institution régionale spécialisée, et ses réseaux régionaux, les capacités de 16 États membres ont été renforcées à deux titres : transfert de technologie et gestion de l'innovation. Quinze États membres se sont impliqués dans des mécanismes de coopération institutionnelle destinés à renforcer la capacité de promouvoir l'utilisation de ressources en énergie renouvelables. En outre, des services consultatifs sur le transfert de technologie aux petites et moyennes entreprises (PME) ont été fournis à des institutions de trois États membres et 13 pays ont participé à une réunion consacrée à la promotion des réseaux de transfert de technologie aux PME organisée à l'intention de partenaires régionaux.

Sous-programme 8

Développement social, y compris les problèmes sociaux persistants et les problèmes émergents

- a) *Renforcement de la capacité des pays de prendre systématiquement en compte les problèmes liés à la condition féminine dans les domaines prioritaires*

553. En 2008-2009, la capacité des pays de prendre systématiquement en compte les problèmes liés à la condition féminine dans les domaines prioritaires a encore

progressé, comme en témoignent les rapports adressés par les gouvernements à la Commission du développement durable au sujet de diverses mesures prises en faveur de la parité des sexes au niveau national. La CESAP y a contribué, notamment par l'entremise de l'organisation d'un atelier sur le thème « Le Programme d'action de Beijing et ses prolongements aux niveaux régional et mondial » – 81 % des participants ayant fait savoir qu'ils y avaient glané de nouvelles idées pour encourager la parité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la région. En outre, 68 % des participants à la réunion d'un groupe d'experts consacrée aux statistiques relatives à la problématique hommes-femmes et aux indicateurs liés au recours à la violence contre les femmes, à l'appui de l'exécution de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Programme d'action de Beijing, ont fait savoir qu'ils avaient acquis de nouvelles connaissances quant aux outils permettant d'exercer une autorité en se montrant sensibles aux problèmes des femmes.

- b) *Renforcement de la capacité des pays de se doter des institutions nécessaires et d'élaborer et d'appliquer des mesures visant à améliorer la santé de tous, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement*

554. Quelque 89 % des participants aux réunions et ateliers organisés à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire liés à la santé ont fait savoir qu'ils en avaient appris davantage sur les politiques et interventions efficaces en la matière. Ils ont en particulier apprécié le rôle joué par le secrétariat, en tant que tribune d'échange de bonnes pratiques et source de travaux analytiques propres à appuyer les activités de sensibilisation. Ils ont aussi pris acte de divers apports constructifs en termes de renforcement des capacités. Les publications qui rendent compte de l'action menée en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire liés à la santé ont été accueillies avec une grande satisfaction par les États membres et les autres parties prenantes.

- c) *Renforcement de la capacité des pays de prendre en compte les aspects sociaux dans les divers domaines de développement, notamment de traiter les problèmes démographiques et de répondre aux besoins des groupes sociaux vulnérables*

555. Les résultats des initiatives prises par la CESAP pour que les questions sociales soient prises en compte dans les divers secteurs concernés par le développement ont été abordés au cours des sessions de la Commission et de ses comités, de réunions intergouvernementales, d'ateliers et dans les réponses à des questionnaires de portée nationale. Dans leurs déclarations, les gouvernements ont fait savoir qu'ils avaient prévu d'intégrer des mesures en faveur des handicapés dans les politiques relatives aux TIC, de tenir compte des besoins des groupes vulnérables dans les politiques économiques et de faire systématiquement une place aux problèmes des femmes dans les cadres de développement nationaux. À l'issue des réunions de la CESAP organisées sous l'égide de la Division du développement social, 90 % des participants ont indiqué qu'elles leur avaient permis d'envisager plusieurs options politiques. En outre, 95 % des répondants ont indiqué qu'ils comprenaient mieux, désormais, les préoccupations et les besoins des groupes socialement vulnérables.

Chapitre 19

Développement économique en Europe

Principaux résultats obtenus

556. La Commission économique pour l'Europe (CEE) est l'une des cinq commissions régionales de l'ONU : son principal objectif est de promouvoir la coopération et l'intégration économiques parmi ses membres. Au cours de sa session biennale de 2009, la Commission a renouvelé son appui à ses États membres et réaffirmé que la réforme de ses grandes orientations stratégiques avait été menée à bien. On pourra prendre connaissance ci-après des principaux accomplissements de la CEE au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

557. Le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention d'Aarhus est entré en vigueur en 2009. On a enregistré 39 adhésions à des instruments juridiques de la CEE sur les transports et les gouvernements de pays à revenu faible ou intermédiaire se sont fixé des objectifs nationaux et régionaux en matière de sécurité routière. Dans le domaine des statistiques, la CEE a contribué à l'élaboration de normes dans six domaines, à commencer par un système de recommandations pour la comptabilité nationale, qui a vu le jour en 2008. Des directives en matière de politiques du logement ont été conçues, qui mettent l'accent sur les segments les plus défavorisés de la population.

558. La mise en œuvre du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques a débuté à l'échelle mondiale. L'action menée par la CEE en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie a été étendue à l'ensemble des pays par l'entremise du projet Rendement énergétique mondial 21, lancé avec quatre autres commissions régionales. Vingt nouveaux rapports d'États membres faisant état des progrès enregistrés dans l'application des accords environnementaux multilatéraux conclus sous l'égide de la CEE ont été reçus.

559. En termes de concertation sur les politiques, les ministres des transports – ou des représentants de haut niveau – de 19 pays ont signé une déclaration conjointe sur la future mise en place de liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie. Lors du Dialogue annuel sur la sécurité énergétique, les convergences entre politiques de sécurité énergétique et d'énergie durable ont été établies plus solidement. À l'issue de la réunion d'examen organisée au niveau régional à l'occasion de Beijing +15, les États membres de la CEE ont émis des recommandations essentielles en ce qui concerne l'application de la nouvelle législation contre la violence sexiste, la lutte contre la pauvreté des femmes, la défense des droits des migrantes et l'élaboration de politiques nationales.

560. La CEE a revitalisé le Mécanisme de coordination régionale afin de contribuer au renforcement de la cohésion à l'échelle du système et renforcé sa coopération avec les commissions régionales et avec d'autres partenaires – PNUD, PNUE, Commission européenne et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Difficultés rencontrées et objectifs non atteints

561. Outre qu'elle élabore des instruments et normes juridiques, la CEE s'attache de plus en plus à promouvoir leur application, en particulier dans les pays en période de transition économique. La prestation d'une assistance technique exige des ressources supplémentaires – ce qui constitue un défi, compte tenu de la

diminution prévue du montant des ressources extrabudgétaires en conséquence de la crise économique et financière mondiale. On observe un développement des activités intersectorielles, grâce à la coordination entre divisions au titre d'enjeux essentiels du développement qui appellent une approche de ce type, comme la parité des sexes, les OMD et le changement climatique.

Taux d'exécution des produits

562. Pour établir les résultats mentionnés plus haut, on est parti du principe que 91 % des 3 007 produits quantifiables prescrits avaient été exécutés.

563. Les réalisations escomptées et les indicateurs de résultat approuvés figurent dans le Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 19) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

a) Programme de travail géré efficacement

564. Le programme de travail pour 2008-2009 a été mené avec efficacité. Sur les quelque 3 000 produits prévus pour cette période, y compris un certain nombre de produits supplémentaires exécutés, la CEE a terminé l'exercice biennal avec un taux d'exécution de 92 % environ, soit juste au-dessous de l'objectif de 93 % initialement fixé. Elle a promu la coopération intersectorielle et la cohérence, au plan intersectoriel, de l'action qu'elle mène grâce à des mesures spécifiques, parmi lesquelles : i) la création d'une équipe spéciale sur les indicateurs environnementaux, qui implique deux sous-programmes de la Commission – environnement et statistiques; ii) tenue d'un débat à l'échelle de l'organisation sur l'adaptation aux changements climatiques et sur l'atténuation de leurs effets, ainsi que sur les activités menées par la CEE en préparation de sa soixante-troisième session et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2009; iii) la création d'une page Web contenant des informations sur ses activités intersectorielles.

b) Personnel recruté et nommé en temps voulu

565. En 2008-2009, les postes sont restés vacants pendant 226 jours en moyenne. Si l'objectif de 200 jours n'a pas été atteint, c'est principalement en raison de la réforme contractuelle intervenue en 2009 aux ressources humaines. Cette réforme a entraîné une charge de travail plus élevée qu'à l'accoutumée, tant pour la CEE que pour les services de gestion des ressources humaines de l'ONUG, à laquelle sont venues s'ajouter des difficultés imprévues pour transférer les contrats existants dans le système intégré de gestion (SIG). En outre, deux démissions imprévues ont été enregistrées pendant la période considérée.

c) Représentation géographique plus équitable et meilleur équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes

566. Le taux de représentation géographique s'est amélioré, passant de 12 % en 2006-2007 à 18,2 % en 2008-2009, frôlant ainsi l'objectif fixé de 20 %. S'agissant de l'équilibre entre les sexes, l'objectif fixé pour 2008-2009 a été atteint, puisque trois femmes ont été nommées à la classe D-1 pendant l'exercice biennal – on dénombre 45 % de femmes parmi les administrateurs et 50 % aux postes de la classe D-1 et de rang supérieur.

d) *Meilleur respect des délais de remise de la documentation*

567. La CEE estime que, sur la base des dates prescrites dans l'Internet Document Records, Information and Tracking System (iDRITS) (système informatisé de suivi de la production documentaire sur Internet) pour la remise des documents, elle est parvenue à respecter la règle des 10 semaines gouvernant la parution de la documentation avant les sessions avec la même rigueur que lors de l'exercice biennal précédent.

e) *Plus grande cohérence dans la politique de gestion des activités de la CEE par rapport à d'autres organismes (faisant ou non partie du système des Nations Unies)*

568. Sept nouvelles initiatives ont été prises pour accroître l'efficacité de la coopération entre la CEE et d'autres entités : i) renforcement des liens avec le PNUD; ii) examen coordonné par la CEE des mémorandums d'accord conclus entre les commissions régionales et le PNUD; iii) revitalisation du Mécanisme de coordination régionale; iv) instauration d'un groupe de travail thématique dans le cadre du Mécanisme; v) organisation, conjointement avec le PNUD, le Gouvernement allemand et le Comité exécutif du Fonds international pour la sauvegarde de la mer d'Aral; vi) signature d'un mémorandum d'accord avec le Centre européen de recherche en politique sociale; vii) signature d'un mémorandum d'accord et coopération avec le Secrétariat permanent de la Commission intergouvernementale du couloir Europe-Caucase-Asie.

f) *Meilleure sensibilisation au travail accompli par la CEE et amélioration de l'accès des États membres et des autres parties prenantes à l'information y relative*

569. La CEE s'attache à faire mieux connaître son travail et ses activités et à améliorer l'accès à l'information disponible sur ce sujet. Lors des réunions avec le Comité exécutif de la CEE, les États membres ont été régulièrement tenus informés des faits nouveaux grâce aux séances d'information du Secrétaire exécutif et à divers rapports et documents. Pour ce qui est de la diffusion de l'information auprès du public, il faut savoir que le site WEB de la CEE a été consulté par plus de 70 millions de personnes pendant l'exercice biennal considéré. Depuis 2008, le nombre de consultations de pages Web est utilisé en tant qu'indicateur de l'utilisation du site Web de la CEE, plutôt que le nombre de téléchargements. Un travail d'harmonisation des pages Web de la CEE a également été effectué, dans le but de rendre le site plus facile à utiliser et de renforcer la communication entre les parties prenantes aux interventions de la CEE et le grand public.

Sous-programme 1
Environnement

a) *Respect plus strict, par les pays membres, des engagements régionaux et internationaux pris par la CEE*

570. Le nombre accru de rapports d'exécution reçus des États membres par la CEE pendant l'exercice biennal témoigne des progrès réalisés au titre de la mise en œuvre des cinq accords régionaux sur l'environnement, qui couvrent la pollution atmosphérique, l'eau, les accidents industriels, les évaluations d'impact environnemental et la participation du public à la prise de décisions intéressant

l'environnement. La Commission a approuvé la réforme du processus « Environnement pour l'Europe ». Le nombre de pays qui ont rendu compte de la mise en œuvre des principales décisions prises lors de la Conférence ministérielle de Belgrade de 2007 est passé de zéro à 40. Le nombre de Centres d'information sur l'environnement (Aarhus) qui permettent aux populations et aux entrepreneurs locaux d'accéder à l'information et à une formation est passé de 20 à 25, traduction concrète des efforts accrus consentis à cette fin.

b) Amélioration de la performance environnementale dans les pays en transition

571. Le comportement des pays en période de transition économique vis-à-vis de l'environnement s'est amélioré pendant l'exercice biennal, trois nouveaux pays (Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan) ayant fait la démonstration de progrès à cet égard, mesurés à l'aune d'un ensemble d'indicateurs dont ont fait état des études spécialisées sur la question. En application du Programme d'études de performance environnementale, la seconde étude consacrée au Kazakhstan a été menée et a fait l'objet d'un examen collégial par le Comité des politiques de l'environnement de la CEE en 2008. En 2007, le Kazakhstan avait donné effet à 60 % des recommandations relatives à l'amélioration de la gestion de l'environnement qui avaient été énoncées dans la première étude, réalisée en 2000. Au Kirghizistan, une deuxième étude a été réalisée et a fait l'objet d'un examen collégial par le Comité des politiques de l'environnement de la CEE en 2009. En 2008, le pays avait donné effet à 65 % des recommandations relatives à l'amélioration de la gestion de l'environnement qui avaient été énoncées dans la première étude, réalisée en 2000.

c) Capacité renforcée en matière de systèmes de surveillance et d'évaluation environnementales dans les pays d'Europe de l'Est, du Caucase, d'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est

572. La capacité en matière de systèmes de surveillance et d'évaluation environnementales dans les pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale a été renforcée. Le nombre de ceux qui ont fait rapport sur l'état de l'environnement, conformément aux directives de la CEE pour l'établissement de rapports gouvernementaux sur les détails sur la protection de l'environnement est passé de 7 à 10, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan s'étant ajoutés à la liste. Des progrès notables ont été accomplis par neuf pays (Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Pologne, République de Moldova et Ukraine).

Sous-programme 2
Transports

a) Adoption, au niveau régional et/ou mondial, de modifications apportées aux instruments juridiques et recommandations en vigueur concernant les transports routiers, les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et intermodales, les passages aux frontières, le transport des marchandises dangereuses et autres questions liées aux transports ainsi qu'aux réglementations automobiles, et élaboration de nouveaux instruments juridiques et de nouvelles réglementations automobiles, notamment mondiales

573. Le nombre d'instruments juridiques existants qu'il était prévu de modifier a été dépassé, puisque plus de 15 d'entre eux l'ont été. Ces modifications avaient pour

objet de mieux refléter les pratiques commerciales modernes et l'évolution des besoins en matière de réglementation. Un certain nombre de recommandations ont également été modifiées afin de tenir compte de nouvelles avancées techniques, ainsi que de nouvelles exigences et nécessités dans les transports. Les 135 réglementations et modifications concernant les véhicules sont entrées en vigueur à la fin de l'exercice biennal, ce qui a conduit à la modification d'instruments juridiques existants, y compris ceux de l'Union européenne. Désormais, les usines fabriquant des automobiles et des pièces détachées le font en conformité avec la réglementation et les consommateurs achètent des véhicules plus sûrs et plus efficaces. Dans le domaine du transport des marchandises dangereuses, la cible fixée a été pleinement atteinte, puisque trois séries de modifications ont été adoptées par le Comité d'experts compétent.

b) Application plus large des instruments juridiques et des recommandations de la CEE en matière de transports

574. Un des principaux objectifs pour l'exercice biennal était l'élargissement de l'application des dispositions des instruments juridiques. Cet objectif a été pleinement atteint, puisque le nombre de parties contractantes a augmenté, pour atteindre un total de 39. Il est aussi clair que l'application des instruments juridiques conçus sous l'égide de la CEE se généralise à l'échelle mondiale, car un nombre croissant de pays non membres de la CEE y adhèrent. S'agissant de l'adhésion de nouveaux pays aux Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses de l'ONU et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques et des modifications qui leur ont été apportées, de multiples partenaires en sont les bénéficiaires directs, parmi lesquels des gouvernements; les producteurs, fabricants et dépositaires de marchandises et de déchets dangereux; le grand public, qui bénéficie d'une plus grande sécurité; les acteurs économiques dont les échanges sont facilités par l'harmonisation des réglementations au plan international.

c) Développement supplémentaire d'infrastructures de transport permettant de resserrer la coopération économique dans la région, en particulier dans les pays d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est, ainsi que dans le Caucase et en Asie centrale

575. La première phase du projet conjoint de développement de liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie s'est conclue en février 2010 par une réunion ministérielle, à l'occasion de laquelle les ministres ont fermement appuyé le lancement de la seconde phase du projet et constitué le Groupe d'experts sur le projet conjoint. Ce groupe s'est réuni à trois reprises. Il a déjà entamé la mise à jour de la liste des projets d'infrastructures prioritaires, les préparatifs de l'extension du réseau aux pays nouvellement impliqués, l'élaboration d'un plan d'investissement international, et entrepris de s'attaquer aux obstacles non physiques aux transports internationaux. La révision du plan directeur de l'autoroute transeuropéenne et du chemin de fer transeuropéen a débuté en 2008. Les besoins en matière de transport de la population dans son ensemble, mais en particulier dans les pays non membres de l'Union européenne, seront mieux satisfaits par la nouvelle infrastructure, améliorée, qui offre un degré de sécurité nettement accru.

Sous-programme 3 Statistiques

- a) *Perfectionnement des cadres institutionnels nationaux et des pratiques correspondantes d'application dans les pays membres, conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle de la CEE*

576. La CEE, en coopération avec la Commission européenne, a procédé à l'évaluation globale du système statistique de l'Arménie et a émis 20 recommandations, élaborées en commun accord avec ce pays : elles visent une meilleure application des Principes fondamentaux et l'instauration d'un cadre institutionnel plus complet. En outre, 20 à 25 recommandations émises à l'issue d'évaluations globales antérieures ont été mises en œuvre par le Kazakhstan et la Roumanie. Quatre pays membres de la CEE (Arménie, Bulgarie, France et Kazakhstan) ont révisé ou actualisé leur législation en matière de statistique afin de s'aligner davantage sur les Principes fondamentaux de la statistique officielle et sur d'autres normes internationales.

- b) *Accélération de l'élaboration de normes et pratiques recommandées à l'échelle internationale pour assurer la comparabilité des statistiques*

577. La CEE a contribué à l'élaboration du *Système de comptabilité nationale de 2008* (en deux volumes, adopté par la Commission de statistique en février 2008 et en 2009). La CEE a également contribué à l'élaboration du *Manuel des indices des prix à l'exportation et à l'importation* et du *Guide pratique de l'établissement des indices des prix à la consommation*, tous deux en cours d'impression. Elle a participé à la conception de divers outils : i) principes et directives relatifs aux aspects confidentiels de l'intégration de données, aux fins de recherches statistiques ou apparentées; ii) directives pour l'utilisation et la diffusion de données concernant l'immigration au plan international, afin de faciliter leur utilisation dans le but d'améliorer les données relatives à l'émigration dont disposent les pays de départ; iii) un manuel consacré aux enquêtes sur les persécutions. Au cours de l'exercice biennal considéré, la CEE a mené des activités méthodologiques dans 28 des 55 domaines statistiques inclus dans la base de données relative aux activités statistiques internationales.

- c) *Rationalisation des modalités du travail statistique d'une organisation internationale à une autre grâce à l'élimination des écarts et des doubles emplois*

578. Vingt-sept organisations internationales ont participé volontairement aux activités menées en coordination au titre de la Base de données de la CEE sur les activités statistiques internationales. En outre, six groupes d'étude, équipes spéciales et groupes de travail intersecrétariats des Nations Unies ont participé à la constitution de la Base de données. Près de 70 % des activités statistiques menées par la CEE ont été entreprises conjointement avec d'autres organisations internationales – notamment au titre de travaux d'ordre méthodologique, de l'appui technique à des réunions et d'activités de formation. Cela implique d'éviter à tout prix les doublons et de tenter de combler les lacunes repérées parmi les activités statistiques.

- d) *Disponibilité accrue de données macroéconomiques, sociales et démographiques fiables, à jour et comparables, notamment sur les pays les moins avancés que compte la région*

579. Des progrès ont été enregistrés s'agissant de la disponibilité de données macroéconomiques, sociales et démographiques de haute qualité dans la base de données statistiques de la CEE. Le taux de couverture des données figurant dans les tableaux synoptiques est passé à 68 % et une enquête réalisée en ligne a montré que 80 % des utilisateurs considéraient la qualité des données fournies comme excellente ou bonne. Au cours de l'exercice biennal considéré, un certain nombre d'initiatives intersectorielles ont été prises afin d'améliorer la couverture des statistiques de la CEE. Par exemple, la coopération avec les sous-programmes transports et bois et foresterie a permis d'offrir une plus large gamme de données et de simplifier la recherche de ces données. La diffusion des statistiques en matière de transports et de foresterie est désormais facilitée par l'infrastructure du sous-programme statistiques et les données qu'elle regroupe sont présentées parallèlement aux statistiques existantes en matière d'économie et de parité des sexes.

Sous-programme 4 **Coopération et intégration économiques**

- a) *Partage élargi et promotion, par les pays membres, des meilleures pratiques concernant les questions traitées par le sous-programme*

580. En 2008-2009, il a été débattu de nouveaux ensembles de bonnes pratiques et de possibilités d'action, dont la teneur a ensuite été rendue publique, dans les domaines suivants : i) renforcement de la capacité d'innovation et de la performance en la matière; ii) renforcement des capacités en matière de gestion des droits de propriété intellectuelle; iii) financement à un stade précoce des activités des entreprises novatrices; iv) disponibilité accrue du capital à risque et de l'investissement privé pour l'innovation, le règlement de problèmes environnementaux grâce à l'innovation et l'utilisation des recherches universitaires dans le cadre du marché; v) formation et renforcement des capacités en matière de partenariats public-privé; vi) respect effectif des marques de fabrique, du droit d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle; vii) rôle de la gestion des droits de propriété intellectuelle dans le cadre du transfert de technologies et d'innovation; viii) bonnes pratiques et politiques en matière de développement fondé sur le savoir; ix) accession à la maîtrise technologique nécessaire pour être concurrentiel en matière d'innovation; x) capacité d'obtenir de sources extérieures qu'elles financent de nouvelles entreprises innovantes. Des commentaires positifs au sujet de ces possibilités d'action et de ces bonnes pratiques ont été reçus de la part des pays membres lors de réunions, de séminaires de renforcement de capacités et de sessions de formation, notamment dans le cadre du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale.

- b) *Adoption par le Comité de la coopération et de l'intégration économiques de la CEE de recommandations pratiques et de principes directeurs axés sur l'action à propos des questions figurant dans son programme de travail pour 2008-2009*

581. La CEE a adopté des recommandations pratiques sur les six thèmes suivants : i) création d'un environnement porteur pour un développement novateur;

ii) amélioration de la réglementation applicable au financement des activités liées à l'innovation; iii) amélioration du cadre juridique afin de rendre les partenariats public-privé plus efficaces; iv) promotion de la diversification économique et poursuite de l'intégration de pays en période de transition économique dans l'économie mondiale; v) politiques d'innovation qui aident à surmonter la crise économique mondiale et politiques visant à atténuer l'incidence de cette crise sur les axes de développement novateurs; vi) constitution de partenariats public-privé au Kazakhstan. L'auto-évaluation biennale menée par le Comité de la coopération et de l'intégration économiques a révélé que ces recommandations pratiques étaient en général très appréciées des parties prenantes et utilisées lors de la formulation et de l'exécution de politiques nationales dans un certain nombre de pays.

c) *Application plus large des recommandations de la CEE sur les questions traitées par le Comité de la coopération et de l'intégration économiques*

582. Étant donné que le premier ensemble de recommandations n'a été adopté par le Comité de la coopération et de l'intégration économiques qu'en décembre 2007, les États membres n'ont eu que peu de temps pour prendre des mesures pratiques afin de leur donner effet. Cependant, neuf pays les ont incorporées dans leur législation, leur réglementation ou leurs projets d'article. De plus, un ensemble d'outils sur les partenariats public-privé a été produit, qui devrait aider les pays à mettre en œuvre les recommandations pertinentes de la CEE. À la demande d'États membres, la CEE a organisé huit activités de renforcement des capacités et de consultation en vue de la définition de grandes orientations. Quatre autres séminaires et conférences consacrés entre autres au renforcement des capacités et prescrits dans le programme de travail du Comité ont été organisés par des États membres. Dans leurs commentaires en retour, les participants ont dit qu'ils les avaient jugés utiles et souhaitaient vivement que d'autres ateliers de renforcement des capacités soient organisés.

Sous-programme 5
Énergie durable

a) *Progrès dans le dialogue international entre les gouvernements et les industriels sur les questions relatives au développement de l'énergie durable – production d'énergies moins polluantes, sécurité énergétique et diversification des sources énergétiques*

583. La CEE a amené les gouvernements et l'industrie à engager un dialogue, en particulier sur la corrélation entre sécurité énergétique et énergie durable, pendant les sessions annuelles du Comité de l'énergie durable. Plus de 150 participants venus de 46 pays et représentant 16 organisations internationales ont participé à chaque session. Les enquêtes portant sur 2008 et 2009 ont montré que plus de 80 % des répondants avaient trouvé les délibérations du Comité « utiles » ou « très utiles » pour prendre des décisions et que tous avaient estimé que le dialogue et les rapports étaient soit « utiles », soit « très utiles ». Pour les deux années considérées, plus de 80 % des répondants aux questionnaires sur papier étaient des décideurs ou conseillaient des décideurs.

- b) *Avancées dans le traitement de la problématique des économies d'énergie et des rendements énergétiques dans l'ensemble de la région de la CEE, notamment dans le sens d'une diminution des impacts environnementaux et de la création d'un marché des économies d'énergie dans les pays en transition*

584. Le sous-projet de Rendement énergétique mondial 21 sur le financement d'investissements dans le rendement énergétique aux fins de l'atténuation des effets des changements climatiques est entré en phase d'exécution en 2008. Les missions d'évaluation réalisées dans 11 pays durant cette même année ont permis d'observer une participation accrue de 80 % aux activités axées sur la conservation de l'énergie et le rendement énergétique qui étaient placées sous l'égide de la CEE. Le grand nombre de participants aux sessions du comité directeur du projet Rendement énergétique mondial 21 en 2008 et en 2009 témoigne de l'intérêt et du soutien manifesté par les parties prenantes. Lors de l'atelier organisé à Kiev (novembre 2009), les institutions nationales participantes ont présenté 10 études de cas sur des projets de réforme visant à surmonter les obstacles qui freinent l'investissement dans les projets consacrés au rendement énergétique et aux énergies renouvelables, mis en œuvre avec succès dans neuf pays membres de la CEE.

- c) *Application élargie des recommandations/principes directeurs et instruments de la CEE en matière de développement de l'énergie durable, notamment de la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les ressources minérales, et des principes directeurs pour la refonte de la tarification et du subventionnement de l'énergie*

585. La nouvelle Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les ressources minérales, qui est beaucoup plus simple, plus générique et plus facile à utiliser, a été approuvée en novembre 2009. Le nombre élevé d'organisations et d'organisations non gouvernementales internationales compétentes qui ont assisté aux récentes réunions du Groupe spécial d'experts sur l'harmonisation de la terminologie relative aux énergies fossiles et aux ressources minérales est une indication de l'intérêt suscité par l'harmonisation et l'application de la Classification-cadre. Parmi les organisations compétentes qui sont représentées au sein de ce groupe spécial d'experts (rebaptisé Groupe d'experts sur la classification des ressources en novembre 2009), on dénombre quatre organisations internationales et sept organisations non gouvernementales. Au cours de l'exercice biennal considéré, 22 pays ont appliqué la Classification-cadre ou exprimé leur intention de le faire.

- d) *Progrès dans l'exécution des projets d'appui au développement énergétique durable pour le charbon, le gaz naturel et l'électricité*

586. Le volume de gazole remplacé par le gaz naturel dans les véhicules commerciaux qui parcourent l'itinéraire routier européen visé par le projet Couloir bleu a été estimé à 320 000 tonnes pour l'exercice biennal. Un projet visant à faciliter le financement de projets axés sur le méthane provenant des mines de charbon en Europe centrale, en Europe orientale et dans la Communauté d'États indépendants a été mené à bien en septembre 2008 : grâce aux activités exécutées dans le cadre de ce projet, technologies et savoir-faire ont été diffusés et on a contribué à encourager les investissements et la formation au fonctionnement du marché.

Sous-programme 6

Commerce

- a) *Adoption par les États membres de recommandations, normes, principes directeurs et outils nouveaux ou révisés de la CEE pour la facilitation des échanges, les transactions électroniques, la coopération dans le domaine réglementaire et les produits agricoles*

587. La réglementation adoptée par la Commission européenne pour l'organisation des marchés de fruits et légumes frais constitue une norme de portée générale, qui fait spécifiquement référence aux normes de la CEE. Les producteurs et les négociants se tournent donc vers celles-ci pour fixer le prix de leurs produits en fonction des diverses catégories de qualité. En conséquence, il est devenu plus nécessaire pour la CEE de réviser les normes existantes ou d'en adopter de nouvelles. S'agissant de la facilitation des échanges et des transactions électroniques, 21 normes ou recommandations nouvelles ou révisées ont été approuvées en 2008-2009, ce qui est similaire aux résultats enregistrés lors de l'exercice biennal précédent (24 en 2006-2007). En matière de coopération dans le domaine réglementaire et de politiques de normalisation, la recommandation sur la garantie métrologique de l'évaluation et des tests de conformité a également été révisée.

- b) *Application plus générale des recommandations, normes, principes directeurs et outils de la CEE en ce qui concerne la facilitation des échanges, la coopération dans le domaine réglementaire et les produits agricoles*

588. La nouvelle réglementation de la Commission européenne a eu pour effet de faire mieux respecter les normes de qualité agricole édictées par la CEE, les parties intervenant sur le marché étant à la recherche d'un vocabulaire commun pour pratiquer le commerce des produits agricoles – comme en témoigne la montée en flèche du nombre des téléchargements des normes de qualité agricole depuis le site Internet de la CEE, utilisé comme serveur mandataire. L'analyse de l'application des principaux instruments, recommandations, normes et principes directeurs portant sur la facilitation des échanges et sur les transactions électroniques révèle que les États membres et d'autres pays trouvent les normes édictées par la CEE en matière de commerce électronique utiles et qu'ils les appliquent davantage que par le passé.

Sous-programme 7

Bois et foresterie

- a) *Meilleure compréhension de la gestion durable des forêts et notamment des politiques requises pour parvenir à ce but, sur la base d'une capacité accrue d'évaluer cette gestion aux niveaux national et régional*

589. L'adoption du Programme de travail intégré du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO a permis l'exécution d'un certain nombre d'activités qui ont contribué à renforcer le secteur forestier et la viabilité de son développement, comme en témoigne le pourcentage accru de pays dotés de programmes forestiers ou de cadres similaires pour le secteur forestier, qui a atteint 71 % (objectif initial : 55 %). Le travail intensif en vue de l'amélioration de l'information en matière de gestion des forêts se poursuit grâce à la coopération avec la FAO. On a observé une amélioration notable de la quantité et de la qualité des données recueillies dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie

centrale lorsque ceux-ci ont fait rapport à l'occasion de l'Évaluation des ressources forestières mondiales de 2010. Quelque 70 % des pays ont fourni des données satisfaisantes (l'objectif de 65 % étant donc dépassé) – résultat significatif étant donné que de nombreux pays de la région se heurtent à de graves difficultés pour recueillir des données et établir des rapports.

- b) *Meilleure compréhension de l'exploitation rationnelle des ressources ligneuses, se traduisant par l'adoption de politiques favorables et par le renforcement des capacités de surveillance des activités forestières*

590. Grâce à son pouvoir fédérateur, la CEE a réuni différents acteurs du secteur forestier, notamment des responsables politiques et des industriels, ainsi que des représentants d'autres secteurs, à l'occasion de tribunes qui se sont révélées propices à un dialogue productif quant à une utilisation rationnelle du bois. Cela a permis de réviser certaines conceptions, perceptions et modalités d'action. Cela a également sensibilisé les représentants du secteur à l'importance des changements climatiques et de leurs répercussions sur le secteur énergétique. Les pays mesurent mieux ce qu'est une utilisation rationnelle du bois et sont de plus en plus nombreux à adopter des politiques en la matière, comme en témoigne le pourcentage accru de ceux qui en sont dotés (48 %, alors que l'objectif fixé était de 40 %). Le pourcentage de pays membres de la CEE ayant répondu de façon satisfaisante au questionnaire commun sur le secteur forestier a été de 74 %, légèrement en retrait par rapport à l'objectif de 80 %.

- c) *Capacité accrue des pays d'Europe orientale et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale de parvenir à une gestion durable des forêts à l'échelon national, notamment grâce à la mise en place de politiques appropriées*

591. Nombre des activités menées par la CEE dans le domaine du bois et de la foresterie ont contribué à l'adoption de programmes forestiers nationaux par un nombre accru de pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est. Douze pays de ces sous-régions ont adopté de tels programmes, ce qui est supérieur à l'objectif fixé, à savoir 10. Les ateliers de renforcement des capacités consacrés au marché des produits forestiers, à l'établissement de rapports sur les ressources forestières et aux politiques en matière de foresterie ont permis un échange accru de données entre pays membres et une meilleure utilisation de l'information fournie par la CEE sur la gestion viable des forêts. La nouvelle équipe de spécialistes CEE/FAO sur les politiques forestières en Europe orientale et en Asie centrale a facilité le règlement de problèmes intéressant l'ensemble de la région et l'accroissement de la capacité des pays de mettre en place des politiques et des institutions solides, conditions préalables à une gestion viable des forêts.

Sous-programme 8

Logement, aménagement du territoire et population

- a) *Amélioration de la capacité nationale de formuler et d'appliquer des politiques de logement tenant compte des populations défavorisées*

592. Un nombre accru de pays ont entrepris de revoir leurs politiques du logement et de la gestion des terres, l'objectif étant pour eux d'élaborer des directives en vue de l'amélioration des cadres juridiques, institutionnels et techniques existants, pour instaurer *in fine* des politiques de logement viables, une attention particulière étant

accordée aux segments défavorisés de la population. Comme en témoignent les réponses apportées à un questionnaire, les autorités nationales ont pris en compte les recommandations contenues dans les principes directeurs édictés par la CEE lorsqu'ils ont réformé leur législation relative à la planification urbaine. À titre d'exemples, la Serbie a adopté une loi sur le logement social; l'Albanie a revu sa législation relative aux copropriétés et au logement social et a approuvé un projet de logement social et un programme de subvention de prêts immobiliers; la Roumanie a adopté une loi sur les associations de propriétaires et une autre sur l'administration des copropriétés, et elle a pris des mesures pour développer le logement social; enfin, la Slovaquie a tenu compte des recommandations de la CEE dans les documents officiels se rapportant aux logements gérés par l'État.

b) Développement accéléré et réforme de l'administration foncière afin de sécuriser la propriété foncière, les investissements et les droits des intervenants, publics ou privés, dans le secteur immobilier

593. La CEE a contribué à mieux sensibiliser les responsables des politiques publiques à la nécessité d'améliorer la transparence du marché foncier afin de promouvoir un secteur immobilier efficace, dans le cadre duquel les droits de propriété soient garantis. Des réformes juridiques ont été entreprises dans les pays qui autorisent la pratique du « guichet unique » pour ce qui est de la prestation des services du cadastre et de l'enregistrement des titres de propriété : les États membres modernisent actuellement leurs systèmes en faisant appel à la numérisation et au développement de l'utilisation des technologies en ligne. Six pays ont participé à une évaluation de leurs systèmes d'administration foncière et 14 ont pris des mesures pour ajuster leurs systèmes de planification de l'espace et leur législation en la matière, conformément aux directives de la CEE.

c) Enrichissement des débats de fond sur les questions de population avec l'apport des connaissances les plus récentes issues des programmes de coopération de la CEE

594. À ce jour, les délégués de 41 États membres ont participé activement aux réunions du nouveau Groupe de travail sur le vieillissement, déterminés à exécuter son programme de travail, qui inclut : a) l'établissement de notes d'orientation contenant des exemples de bonnes pratiques; b) le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie régionale dans les États membres, y compris la conception d'indicateurs de résultats; c) le renforcement des capacités; d) l'analyse des relations entre générations. Un nombre croissant de pays mettent en œuvre des mesures visant à réduire les obstacles à la conciliation de l'exercice des responsabilités parentales et d'une activité professionnelle : on a pu le constater à l'occasion de la conférence organisée à Genève, en 2008, pour déterminer de quelle manière les relations entre générations et la problématique hommes-femmes influaient sur les changements démographiques, durant laquelle des responsables politiques et des chercheurs ont débattu des nouvelles conclusions tirées de l'exécution du programme de la CEE sur les relations entre générations et la problématique hommes-femmes et de leurs implications pour les politiques liées à la population. Cette conférence avait pour but de combler le fossé entre scientifiques et responsables politiques; les participants ont beaucoup apprécié la manière dont elle avait été conçue et les discussions auxquelles elle a donné lieu.

Chapitre 20

Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

Principaux résultats obtenus

595. La CEPALC a continué de jouer un rôle de catalyseur et de chef de file pour les questions économiques, sociales et environnementales, répondant ainsi aux besoins les plus urgents des pays de la région, compte tenu des incidences de la crise économique et financière, dans le cadre plus général des objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle a aussi continué à servir d'instance régionale et de facilitateur de consensus régionaux au sujet des défis majeurs auxquels la région est confrontée, par le biais de son analyse complète des processus de développement, de l'élaboration de politiques et de l'exécution de tâches opérationnelles. À cet égard, plus de 200 publications ont paru durant l'exercice biennal dans les différents domaines couverts; chacune des six publications annuelles phares⁹ a été téléchargée en moyenne 1 million de fois durant la période et le taux de satisfaction des lecteurs a atteint 95 %. En outre, plus de 300 ateliers et séminaires de formation ont été organisés et des services de coopération technique proposés sur de nombreuses questions liées au travail de la Commission, quelque 87 % en moyenne des destinataires et bénéficiaires estimant que ces services étaient utiles à leur travail.

596. Il faut souligner combien la CEPALC a contribué à des discussions au plus haut niveau grâce à l'élaboration des principaux documents de fond en vue des délibérations des chefs d'État et de gouvernement au Sommet ibéro-américain en 2008 et en 2009, ainsi que du troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement d'Europe et d'Amérique latine. Durant l'exercice biennal, la CEPALC a également apporté son concours à différentes réunions au sommet de dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment le premier Sommet latino-américain et caraïbe sur l'intégration et le développement organisé par le Brésil, et le cinquième Sommet des Amériques.

597. Il vaut également de noter la création de l'Observatoire de l'égalité des sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes et le soutien apporté aux États membres sur les questions ayant trait à la crise économique et aux changements climatiques. Les résultats obtenus par la CEPALC dans le domaine des politiques et des débats menés dans la région sur les questions économiques, sociales et environnementales ont été rendus possibles par le taux élevé d'exécution de son programme de travail. En effet, 97 % des produits du programme de travail de la Commission ont été exécutés durant l'exercice biennal, 32 % de produits supplémentaires ont été exécutés au-delà de ce qui était prescrit et 90 % des 48 objectifs fixés pour la période ont été atteints, dont 75 % au-delà de ce qui était attendu. Pour plus de détails sur les résultats de la CEPALC, on consultera le site http://imdis.un.org/textFiles/IS_14236_4430.doc?key=5890.

⁹ Il s'agit des publications ci-après [non disponibles en français] : *Latin America and the Caribbean in the World Economy*, *Foreign Investment in Latin America*, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*, *Social Panorama of Latin America* et *Statistical Yearbook of Latin America and the Caribbean*.

Défis à relever et enseignements tirés de l'expérience

598. Vu la complexité des processus de réforme dans la région et les demandes en évolution rapide des pays bénéficiaires, la CEPALC devrait continuer de renforcer son rôle de chef de file en fournissant en temps utile des recommandations pertinentes en matière d'analyse et de politique sur les questions de développement. Pour jouer un tel rôle, il faut maintenir un haut niveau d'efficacité et de coordination afin d'assurer une approche interdisciplinaire en intégrant différents domaines d'action et en n'ayant de cesse d'améliorer les processus de gestion. De plus, la CEPALC devrait tirer parti des relations étroites qu'elle a nouées avec les gouvernements de la région et autres institutions jouant le rôle de contrepartie pour faire le lien entre les expériences nationales et une perspective régionale, en permettant de comparer les données et d'échanger de bonnes pratiques et en fournissant des services efficaces de coopération technique.

Taux d'exécution des produits

599. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 96 % des 489 produits quantifiables prescrits.

600. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 20)].

Direction exécutive et administration¹⁰

a) *Administration efficace du programme de travail*

601. Quelque 100 % des crédits ouverts pour l'exercice ont été affectés, 96 % des produits prévus ont été exécutés, 1 % éliminé, 1 % reformulé et 2 % reportés. Les produits reportés sont essentiellement des publications déjà rédigées ou en voie d'élaboration qui doivent paraître dans les premiers mois de 2010. En outre, 240 produits ont été exécutés en plus de ceux prévus dans le cours de l'exercice biennal, ce qui représente environ 32 % du programme de travail fourni par la CEPALC dans le cadre des ressources disponibles, en réponse aux demandes des États membres. Des efforts sont en cours pour examiner et gérer le programme de travail dans le sens d'une plus grande cohérence et d'une maximisation des synergies entre les ressources du budget ordinaire et les ressources du budget extraordinaire.

b) *Recrutement et affectation du personnel dans les meilleurs délais*

602. Le nombre moyen de jours pendant lequel un poste d'administrateur demeure vacant a été de 201 pendant l'exercice biennal, par rapport à l'objectif de 159 jours. Cet écart s'explique par le petit nombre de processus de recrutement excessivement longs au niveau des administrateurs, processus qui avaient été reportés de l'année précédente pour être finalement clos en 2009. Il y a eu également une insuffisance des effectifs sur le plan des ressources humaines, imputable à des réaffectations, des retraites anticipées, des promotions (en chaîne) et des reclassements de postes. De ce fait, le Groupe du recrutement a dû travailler tout au long de l'année 2008 avec trois fonctionnaires, au lieu de cinq. Pour remédier à ces difficultés de recrutement à

¹⁰ Pour plus de détails sur les résultats, on peut consulter le site http://imdis.un.org/textFiles/IS_14236_4431.doc?key=5382.

la CEPALC, plusieurs mesures ont été prises, dont le renforcement de la planification, le suivi, la formation intensive des supérieurs hiérarchiques/de l'organe central de contrôle/du personnel, ainsi que la rationalisation des procédures de recrutement.

c) *Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes*

603. Pendant l'exercice biennal, 11 % des candidats recrutés par voie de recrutement externe venaient de pays sous-représentés et 32,58 % étaient des femmes. Ceci s'explique par le fait que très peu de pays de la région sont sous-représentés, que les fichiers du Bureau de la gestion des ressources humaines, qui sont surannés et dégaris, comptent très peu de candidats issus des concours nationaux de recrutement et provenant de pays sous-représentés, que le Bureau de la gestion des ressources humaines n'a fait place que tardivement aux activités d'information centralisées et que le pourcentage de candidates qualifiées est modeste. La CEPALC n'a reçu qu'un très petit nombre de candidatures en provenance de pays sous-représentés et qui répondaient aux exigences et besoins, en particulier sur le plan de la connaissance de l'espagnol et sur celui de l'expérience. Soucieuse d'accroître le pourcentage de personnel provenant de pays non représentés ou sous-représentés, elle va s'efforcer de tirer parti des postes vacants au titre du volet « développement ».

d) *Mise en évidence des questions nouvelles concernant le programme de développement de la région*

604. La CEPALC a soulevé au moins quatre questions nouvelles : tout d'abord, à la vingt-deuxième session de la Commission, où elle a présenté le document *Structural change and productivity growth – 20 years later : Old problems, new opportunities*; ensuite, conformément à sa résolution 633 (XXXII), elle a organisé un séminaire sur le thème « Alimentation et crise de l'énergie : défis et atouts pour l'Amérique latine et les Caraïbes » (Santiago, 4-5 septembre 2008); enfin elle a donné forme à une position régionale commune sur différentes questions par le biais de sa participation à des réunions de haut niveau, comme les sommets ibéro-américains et les sommets du Groupe de Rio. Par ailleurs, elle a fourni un soutien aux travaux de l'Assemblée générale.

605. La CEPALC a fourni un soutien à la Conférence de haut niveau sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement, tout comme elle a apporté son soutien à la région dans des échanges de vues concernant un cadre pour un accord sur les changements climatiques après 2012. À la cinquième réunion de la Conférence statistique des Amériques, elle a facilité l'accord survenu entre les autorités et les experts pour rédiger un code des bonnes pratiques en matière de statistiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

e) *Plus grande cohérence dans la politique de gestion des activités économiques et sociales de l'ONU*

606. Pour renforcer la cohérence de la politique de gestion des activités économiques et sociales de l'ONU, la CEPALC a mis en œuvre trois mécanismes. Tout d'abord, elle a contribué à l'élaboration et à la coordination du rapport régional interinstitutions sur les objectifs du Millénaire pour le développement (objectifs 4 et 5)

sur le thème de la marche vers l'établissement du droit à la santé en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui passe en revue les meilleures pratiques aux niveaux régional et sous-régional; ensuite, elle a convoqué la Réunion régionale de coordination interinstitutions le 3 novembre 2008 à son siège, avec la participation de toutes les institutions du système des Nations Unies en Amérique latine et dans les Caraïbes; enfin, elle a coordonné l'élaboration du Bulletin CEPALC/BIT sur l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui fournit des informations actualisées et comparables sur l'impact que la crise économique et financière a sur l'emploi.

Sous-programme 1

Insertion dans l'économie mondiale, intégration et coopération régionales

- a) *Sensibilisation croissante des pays de la région de la CEPALC aux échanges commerciaux mondiaux et régionaux, aux politiques commerciales et aux négociations internationales afin de faciliter la prise de décisions dans ces domaines*

607. Le sous-programme a contribué à renforcer les capacités des États membres dans ces domaines par l'entremise de ses publications et activités de formation. Il faut citer, en particulier, la publication phare qui traite de la position de l'Amérique latine et des Caraïbes dans l'économie mondiale; en moyenne, il y a eu chaque mois 16 704 téléchargements, au-delà de l'objectif de 12 000 téléchargements fixé pour l'exercice biennal; 98 % des lecteurs ont jugé le contenu bon ou excellent ou moyen. Une étude approfondie sur les perspectives d'échanges commerciaux et d'investissements entre l'Amérique latine et les Caraïbes, d'une part, et l'Asie, d'autre part, y compris trois publications relatives à la région de la CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique), à la Chine et à l'initiative prise par l'Amérique latine et les Caraïbes dans le bassin du Pacifique, ont été diffusées, et un document a été publié sur la crise financière et la coopération internationale (*Latin America and the world economy, 2008-2009: Crisis and opportunities for regional cooperation*). Une formation sur le thème de la compétitivité et de l'innovation a été organisée dans au moins cinq pays (Argentine, Chili, Mexique, Pérou et Uruguay) et plusieurs exposés ont été prononcés devant des instances et institutions internationales.

- b) *Valorisation des ressources humaines et des capacités techniques et institutionnelles des pays membres de la CEPALC en vue de négocier, d'appliquer et de suivre les engagements découlant des accords commerciaux conclus aux niveaux sous-régional, régional et multilatéral*

608. On a renforcé la compréhension qu'ont les États membres des effets de la crise mondiale et du lien qu'elle présente avec le processus d'intégration régionale, ainsi que la capacité des États membres d'utiliser des indicateurs commerciaux et de concevoir des politiques commerciales. Une assistance technique dans le domaine de la négociation et de la gestion des accords commerciaux a été fournie à au moins six pays (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Paraguay). Comme l'indiquent des études d'évaluation, les services fournis ont recueilli un taux de satisfaction de 95,2 %, au-delà de l'objectif fixé pour l'exercice biennal, qui était de 95 %. En outre, plusieurs projets ont été exécutés durant l'exercice biennal, sur des questions comme les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, la pauvreté et les politiques commerciales, et une mondialisation durable et équitable.

Par ailleurs, plusieurs cours de formation technique sur la compétitivité et l'innovation ont été organisés en Argentine, au Chili, au Mexique, au Pérou et en Uruguay.

Sous-programme 2

Production et innovation

- a) *Sensibilisation accrue des États membres de la région aux résultats des recherches et aux recommandations relatives aux principaux aspects du développement des secteurs productifs de la région produites dans le cadre du sous-programme*

609. Le sous-programme a proposé des analyses de la crise économique actuelle et des recommandations concernant le développement sectoriel à moyen et à long terme, et il a organisé un séminaire sur les atouts et les défis que représentaient pour l'Amérique latine et les Caraïbes la crise de l'alimentation et la crise de l'énergie (2008). Ses publications phares traitant de l'investissement étranger dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et des politiques de développement commercial ont fait l'objet de 945 569 téléchargements au total, donc au-delà de la cible fixée pour l'exercice biennal, qui était de 302 500 téléchargements, et 90 % des lecteurs ont exprimé leur satisfaction. Deux importantes publications, intitulées *Iberoamerican spaces: the knowledge Economy* et *Innovate to grow: challenges and opportunities for an inclusive sustainable development in Iberoamerica*, ont été présentées au Sommet ibéro-américain et fait l'objet d'une vaste diffusion. Plusieurs contributions consacrées au développement industriel ont été publiées dans des revues aussi connues que *Cambridge Journal of Economics* et *Journal of Economic Issues*; l'ouvrage intitulé *Industrial Policy and Development: The Political Economy of Capabilities Accumulation* a été publié conjointement avec Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel.

- b) *Utilisation plus fréquente des services de la Commission par des acteurs souhaitant formuler des politiques et stratégies propres à rendre les structures de production plus compétitives*

610. Fréquentés par 52 jeunes chercheurs, les cours d'été annuels de troisième cycle ont permis d'améliorer la formulation de politiques et de stratégies. Selon les enquêtes d'évaluation, 89 % des personnes qui ont répondu ont trouvé les activités de formation « utiles » ou « très utiles ». Un moteur de recherche perfectionné, qui actualise automatiquement les informations et amène le lecteur sur des pages Web spécialisées consacrées aux politiques de développement commercial, a été conçu et mis à la disposition des décideurs; il compte actuellement 189 abonnés, au-delà de l'objectif de 150 abonnés fixé pour l'exercice biennal. Des programmes de coopération technique ont été fournis à au moins 11 pays, dont un soutien à l'Uruguay pour lui permettre de réaliser son observatoire des entreprises, au Nicaragua pour lui permettre d'élaborer son plan national en matière de sciences et de technique, et à El Salvador, avec lequel la CEPALC a signé un accord dans les domaines de l'innovation, de la science, de la technologie et de l'inclusion sociale.

Sous-programme 3

Politiques macroéconomiques et croissance

- a) *Sensibilisation accrue des décideurs d'Amérique latine et des Caraïbes aux grandes questions que soulèvent l'élaboration et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques à court terme cohérentes, dans un cadre propre à renforcer la croissance à long terme*

611. Pour sensibiliser les décideurs de la région aux grandes questions liées aux politiques macroéconomiques à court terme dans un cadre propre à renforcer la croissance à long terme, on a diffusé des publications et des analyses. Selon des enquêtes réalisées parmi les lecteurs (décideurs, chercheurs, journalistes, représentants d'organisations non gouvernementales et économistes du secteur privé), le taux de satisfaction a été de 94,5 % pour les principales publications que sont *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean* et *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, au-delà de l'objectif de 60 % fixé pour l'exercice biennal. Les analyses consacrées à la politique fiscale, aux différents marchés du travail et à la macroéconomie ont paru dans une série de documents de travail et dans des publications thématiques. Face à la crise, le document *The reactions of the Governments of the Americas to the international crisis: an overview of policy measures* a été publié et actualisé chaque mois; la réaction a été très positive de la part des pays en ce qui touche les options politiques à envisager face à la crise.

- b) *Meilleure compréhension, dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, des possibilités de concilier croissance et développement à long terme*

612. La CEPALC a contribué à mieux faire comprendre dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes les possibilités de concilier croissance et développement à long terme en diffusant les conclusions de recherches et les recommandations de politique à des réunions de groupes d'experts et à des séminaires organisés sur des thèmes comme la politique macroéconomique et les fluctuations cycliques, la septième réunion de la branche andine du Réseau de dialogue macroéconomique, et les défis à relever par les institutions du marché du travail. Quelque 95 % des participants, qui étaient principalement des fonctionnaires et des décideurs des gouvernements et des institutions publiques de la région, ont considéré que les recommandations et analyses proposées à cette occasion étaient « très utiles » ou « utiles » dans la perspective de leur travail sur les politiques macroéconomiques anticycliques et de la coordination macroéconomique aux échelons régional et sous-régional, ce taux étant supérieur au taux de 65 % fixé pour l'exercice biennal.

Sous-programme 4

Développement social et équité sociale

- a) *Meilleure compréhension et capacité d'analyse, de la part des gouvernements et d'autres parties prenantes, des problèmes structurels qui se posent depuis longtemps et des nouveaux problèmes et enjeux sociaux qui sont liés à la mondialisation et qui touchent les groupes socioéconomiques les plus défavorisés, les classes moyennes, et les travailleurs et leur famille*

613. Les principales publications du sous-programme, dont la publication phare intitulée *Social Panorama of Latin America*, ont fait l'objet respectivement de 3 882 243 téléchargements et de 459 891 téléchargements, ce qui montre bien

l'intérêt que suscitent les analyses novatrices du sous-programme dans le domaine des systèmes de protection sociale, des politiques et de la dynamique de la pauvreté. Aux yeux de 135 des personnes qui ont répondu, la publication était utile, par rapport à l'objectif fixé de 42 réponses et de 1 950 téléchargements. Le document intitulé *Youth and social cohesion in Ibero-America: a model in the making*, présenté au dix-huitième Sommet ibéro-américain, a suscité un grand intérêt parmi les décideurs et les responsables gouvernementaux. Il comportait une estimation des coûts annualisés d'une série d'objectifs éducationnels (2010-2021) de pays d'Amérique latine. Les logiciels utilisés pour établir ces estimations ont été vivement appréciés par les ministères de l'éducation. En organisant chaque année des discussions sur les expériences réalisées dans le domaine du projet pour les innovations sociales, la CEPALC a renforcé les capacités des gouvernements en matière d'échange d'expériences relatives à des problèmes sociaux urgents.

- b) *Développement de la capacité des gouvernements de renforcer les institutions de politique sociale qui exploitent au mieux les ressources disponibles pour en maximiser l'incidence sociale, surtout dans le but de réduire la pauvreté et les inégalités*

614. Quelque 17 services consultatifs concernant la conception et l'évaluation des institutions et politiques sociales ont été fournis, par rapport à l'objectif fixé, qui était de 10 services consultatifs. À la suite de quoi, El Salvador, l'État plurinational de Bolivie, le Paraguay et le Pérou ont utilisé la méthode des estimations techniques des dépenses sociales, le Panama a publié son premier *Panorama social*, inspiré de la publication phare de la CEPALC, et l'État plurinational de Bolivie a appliqué son plan d'élimination de l'extrême pauvreté. La diffusion de l'information a été réalisée par le biais du site Web qui promeut l'échange d'informations, six réseaux thématiques ont été créés et on a fait du réseau d'information de l'Amérique latine et des Caraïbes une plate-forme pour la gestion sociale à forte intensité de connaissances. Quelque 37 alliances stratégiques ont été nouées et l'on a créé deux nouvelles bases de données, une concernant les indicateurs sociaux, l'autre étant une base de données vidéo en ligne renseignant sur des expériences d'innovation sociale réalisées par des organisations de base et des organisations de la société civile.

Sous-programme 5

Intégration d'une perspective sexospécifique dans le développement régional

- a) *Progrès dans l'adoption d'une perspective sexospécifique par les pays de la région pour donner suite à tous les objectifs du développement convenus à l'échelle internationale dans le cadre des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les questions économiques et sociales, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire et dans le Document final du Sommet mondial de 2005*

615. La CEPALC a promu activement la sexospécificité, ce qui a amené 15 pays à insérer des indicateurs supplémentaires dans leurs bases de données et documents pour donner suite aux objectifs de développement convenus au niveau international et à mettre en œuvre sept programmes sociaux utilisant ces indicateurs, ce qui va au-delà des objectifs fixés pour l'exercice biennal. Un observatoire régional sur l'égalité entre les sexes a été créé, cependant que le Brésil, la Colombie, El Salvador, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, le Guatemala, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay ont créé des observatoires chargés de prendre la mesure et

d'assurer le suivi de différentes questions liées à la sexospécificité. Dans le cadre de l'observatoire sur l'égalité entre les sexes et du Consensus de Quito, le réseau des femmes de la région a créé ISO-Quito, société civile qui suit de près, chaque année, l'application du Consensus. La CEPALC a également introduit une perspective sexospécifique dans l'analyse de la crise économique en intégrant cette perspective dans différentes études, dans un séminaire régional et dans des réunions nationales.

b) Progrès dans la mise en œuvre des accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes

616. La CEPALC a apporté un soutien technique à 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes en vue de l'application des accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes, et du suivi des objectifs contenus dans la Déclaration du Millénaire, ce qui a donné lieu à l'adoption de 13 programmes ou politiques gouvernementales dans ce domaine, au-delà des objectifs fixés pour l'exercice biennal (qui étaient de 11 pays et de 12 programmes). On notera, en particulier, les résultats suivants : création de neuf observatoires nationaux, adoption d'une nouvelle législation sur le statut des gens de maison en Haïti, insertion d'indicateurs sexospécifiques dans les statistiques nationales de la République dominicaine et du Pérou, et adoption d'enquêtes sur l'emploi du temps au Chili et au Pérou. Grâce à son rôle de chef de file dans la région, la CEPALC a contribué à promouvoir une approche unifiée du système des Nations Unies dans l'exécution de la campagne du Secrétaire général placée sous le slogan « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles ».

Sous-programme 6
Population et développement

a) Renforcement de la capacité technique des États membres de la CEPALC de façon à leur permettre de suivre l'évolution des tendances démographiques et à traiter des questions relatives à la population et au développement à des fins de programmation sociale

617. Au total, 20 États membres ont utilisé les connaissances et les informations actualisées de la CEPALC sur les tendances démographiques et les questions de population et de développement pour concevoir, appliquer, surveiller et évaluer leurs politiques et programmes sociaux, ce qui va au-delà de l'objectif de 14 États fixé pour l'exercice biennal. Quelque 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes utilisent le système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue (REDATAM) pour diffuser en ligne les données de leur recensement de 2000; quatre pays de la région utilisent REDATAM pour leurs indicateurs de planification sociale. On a formé 20 bureaux nationaux de la statistique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à l'utilisation du progiciel REDATAM. Les bases de données de 20 pays de la région, qui contiennent des projections et estimations en matière de population, ont été mises à jour et trois nouveaux systèmes nationaux d'indicateurs ont été mis au point durant l'exercice biennal. Des participants de 20 pays de la région ont assisté à des séminaires et ateliers sur le thème des recensements de la population et du logement à réaliser en 2010.

- b) *Renforcement de la capacité technique des États membres de la CEPALC de façon à leur permettre de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations et des objectifs énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et dans les stratégies régionales d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement ainsi que dans la réalisation des objectifs et buts pertinents inscrits dans la Déclaration du Millénaire*

618. Seize pays ont adopté des mesures dans le cadre du suivi du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. En outre, 12 pays de la région ont pris des mesures visant à réaliser les objectifs et à appliquer les recommandations du Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la population et le développement, selon les rapports concernant l'examen entrepris 15 ans après l'adoption dudit programme d'action. On notera, en particulier, les résultats suivants : quatre pays ont utilisé le Manuel de la CEPALC concernant les indicateurs de la qualité de la vie des personnes âgées en vue d'élaborer leurs rapports nationaux, et un pays a adapté ledit manuel en vue de rapports sur la mise en œuvre au niveau de l'État; un pays a créé un bureau de promotion et de protection des droits de l'homme des adultes âgés; 11 pays ont organisé des séminaires nationaux sur la Déclaration de Brasilia concernant la population et le développement; 7 pays ont fait connaître des déclarations ou accords sur les droits des personnes âgées, avec le soutien de la CEPALC.

Sous-programme 7

Planification de l'administration publique

- a) *Amélioration des connaissances des pouvoirs publics des pays membres de la CEPALC en matière de planification, de budgétisation et de développement local*

619. Le sous-programme a donné lieu à l'organisation de 28 cours internationaux, 169 cours nationaux et 5 cours à distance (cours en ligne) sur des questions comme le développement économique local, la compétitivité territoriale et la décentralisation fiscale, la planification stratégique et l'évaluation de programmes et projets publics, les finances publiques et les politiques budgétaires, la planification et la gestion publique. Ces cours ont été suivis par 4 746 étudiants provenant de 23 pays de la région, ce qui va au-delà des objectifs fixés pour l'exercice biennal, qui étaient de 540 étudiants provenant de 21 pays, le tout ayant représenté 6 000 heures de cours. Selon les enquêtes de satisfaction, 90 % des personnes qui ont répondu ont trouvé les cours « utiles », voire « très utiles » pour leur travail. Par ailleurs, il y a eu 3 128 354 téléchargements de publications et matériels techniques, ce qui atteste le grand intérêt manifesté pour la recherche appliquée que véhicule le sous-programme.

- b) *Amélioration de la coordination et des échanges de données d'expérience entre les pouvoirs publics des pays membres de la CEPALC sur les questions ayant trait à la planification, à la budgétisation et au développement local*

620. Dans le cadre du sous-programme, 12 services consultatifs techniques ont été proposés à 27,3 % des pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine et

Uruguay) sur des questions liées à la planification, à la budgétisation et au développement local dans le cadre des politiques publiques, ce qui va au-delà de l'objectif de 22 % fixé pour l'exercice biennal. En outre, 2 870 participants ont assisté aux séminaires et réunions organisés par le sous-programme sur diverses questions relatives à l'administration publique. On notera, en particulier, deux importants accords de coopération technique, conclus avec le Gouvernement mexicain à l'effet de soutenir l'application par celui-ci d'une gestion fondée sur les résultats, et l'accord conclu avec le Gouvernement brésilien à l'effet de renforcer les capacités des fonctionnaires appartenant à des entités décentralisées de promouvoir des processus de développement autochtones et d'améliorer l'efficacité des administrations locales.

Sous-programme 8

Développement durable et établissements humains

- a) *Meilleure compréhension, par les gouvernements des pays de la région et les autres parties prenantes, des tendances et des perspectives en matière de développement durable et d'établissements humains*

621. Le sous-programme a contribué à une meilleure compréhension des tendances et perspectives en matière de développement durable et d'établissements humains grâce à la diffusion de publications et d'informations et à l'organisation de séminaires et ateliers. Durant l'exercice biennal, il y a eu 3 267 444 consultations en ligne sur le site Web du sous-programme, au-delà de l'objectif fixé pour l'exercice. Selon les enquêtes d'évaluation, 75 % des participants aux séminaires et cours de formation ont trouvé ceux-ci « très utiles ». Des études sont menées dans le cadre du projet « Examen de l'économie des changements climatiques dans les Caraïbes » et les résultats (provisoire) ont été présentés à la quinzième session de la Conférence des Parties à Copenhague, ainsi qu'à des réunions de haut niveau et cours régionaux. Six mégacités d'Amérique latine ont fait l'objet d'étude sur le panorama métropolitain durable, dont les résultats ont été présentés à des réunions de groupes d'experts avec de hauts fonctionnaires de Colombie, du Chili et du Mexique.

- b) *Aptitude accrue des gouvernements des pays de la région à donner suite aux accords internationaux et aux plans d'action nationaux découlant des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et d'appliquer la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement*

622. Les activités menées durant l'exercice biennal 2008-2009 ont débouché sur le développement de nouvelles capacités institutionnelles, en particulier en ce qui concerne le réchauffement de la planète et les changements climatiques. Quelque 54 % des États membres (au-delà de l'objectif de 30 % fixé initialement) ont présenté des rapports au Forum des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes et à la dix-septième Assemblée générale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes. À cette occasion, on a présenté une étude de fond sur la pénurie de logements et l'urbanisme. On attachera une importance particulière à l'organisation à Copenhague en 2009 de trois réunions en marge de la quinzième session de la Conférence des Parties, réunions auxquelles les gouvernements de la

région ont été étroitement associés en tant qu'interlocuteurs pour les études sur l'impact économique des changements climatiques mises au point par la Division.

Sous-programme 9

Ressources naturelles et infrastructure

- a) *Renforcement des capacités institutionnelles des pays de la région, qui sont mieux à même d'élaborer et d'appliquer des politiques et des cadres réglementaires propres à accroître l'efficacité de la gestion durable des ressources naturelles et de la fourniture de services publics de distribution et d'infrastructure*

623. Le sous-programme a permis de renforcer la capacité des pays de la région en matière d'élaboration des politiques en offrant des analyses et des services consultatifs techniques aux institutions gouvernementales, aux parlements, aux universités, à la société civile et aux entreprises dans le domaine de la formulation de politiques axées sur le développement durable, en particulier sur des thèmes ayant trait aux mines (9 pays), à l'eau (12 pays), à l'infrastructure et au transport (16 pays) et aux énergies renouvelables et efficaces (13 pays), ainsi qu'à plusieurs organisations régionales ou nationales. Parmi les pays auxquels cette assistance a été proposée, 26 (dont l'Argentine, la Colombie, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou) avaient à cœur de donner suite aux recommandations de la CEPALC visant à formuler et à appliquer des politiques gouvernementales sur ces questions; cela représente, par rapport à l'objectif fixé pour l'exercice biennal, un taux de réalisation de 100 %.

- b) *Harmonisation et coordination accrues des politiques et de l'échange de données sur les pratiques optimales observée aux niveaux sous-régional et régional dans les domaines relevant du sous-programme*

624. Durant l'exercice biennal, 22 décideurs, entrepreneurs et universitaires ont accordé un satisfecit aux contributions du sous-programme à l'harmonisation et à la coordination des politiques, ce qui représente un taux de réalisation de 100 % par rapport à l'objectif. La Division des ressources naturelles et de l'infrastructure a œuvré au renforcement des capacités régionales dans le domaine de la gestion des conflits miniers, fourni une assistance à cinq pays de la région (Argentine, Colombie, Costa Rica, Honduras et Pérou), mis au point une méthode (module de commande) pour la formulation de politiques dans les domaines de la production et de l'utilisation des biocarburants qu'elle a fait parvenir à des autorités haut placées par l'entremise de sept ateliers nationaux (Argentine, Chili, Équateur, Jamaïque, Paraguay, Pérou et Saint-Kitts-et-Nevis), proposé une assistance technique en matière de sécurité routière, de ports et d'accords de concession types à 17 pays de la région (Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago), ainsi que des programmes de facilitation des transports pour les pays sans littoral, comme l'État plurinational de Bolivie et le Paraguay, et leurs principaux pays de transit.

Sous-programme 10

Statistiques et projections économiques

- a) *Modernisation de la comptabilité nationale des pays de la région grâce à l'application des recommandations méthodologiques formulées au niveau international dans le cadre du Système de comptabilité nationale de 1993, adaptées en fonction des besoins particuliers découlant de la transformation structurelle de l'économie des pays concernés*

625. La CEPALC a fourni des services de coopération technique afin de diffuser des recommandations internationales dans le domaine de la statistique, ce qui a amené cinq nouveaux pays à incorporer les recommandations du Système de comptabilité nationale de 1993, 17 pays au total ayant ainsi été amenés à compiler et diffuser leur comptabilité nationale conformément à ces directives, ce qui va au-delà de l'objectif fixé pour l'exercice biennal, soit 13 pays. Comme autres résultats importants, on notera l'actualisation de l'année de référence dans plusieurs pays, les nouvelles estimations des comptes satellites réalisées par trois pays dans le domaine de la santé, et les améliorations apportées concernant la période statistique de référence. Un soutien a été fourni à Cuba en vue de l'élaboration d'un projet détaillé d'actualisation de l'année de référence de son système de comptabilité nationale, et de la facilitation de son intégration dans le nouveau cycle du Projet de comparaison internationale. On a procédé à l'harmonisation des indices des prix à la consommation et à une estimation des parités de pouvoir d'achat dans plusieurs pays d'Amérique centrale et en République dominicaine.

- b) *Utilisation accrue des projections des indicateurs économiques et sociaux établis dans le cadre du sous-programme*

626. Durant l'exercice biennal, les efforts se sont portés sur l'actualisation et l'amélioration du portail CEPALSTAT qui donne accès à toutes les bases de données de la Division afin de rendre l'utilisation des indicateurs économiques et sociaux plus aisée et plus fréquente à la CEPALC et dans les États membres de la région. Le site Web a été consulté en moyenne 17 463 fois par mois, au-delà de l'objectif fixé qui était de 15 000 fois. Par ailleurs, les éditions 2007 et 2008 de la publication phare du sous-programme, l'*Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, ont été téléchargées 866 460 fois, ce qui montre que les statistiques de la CEPALC sont utilisées davantage, au-delà de l'objectif fixé, qui était de 600 000 téléchargements. En outre, la Division a poursuivi le travail de mise au point ou d'adaptation des normes et indicateurs dans le contexte des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui concerne la mesure de la pauvreté et un système d'indicateurs de la cohésion sociale et d'indicateurs environnementaux.

- c) *Renforcement des capacités des pays de la région, qui sont mieux à même de contrôler la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concernant la pauvreté et le bien-être social, et amélioration des politiques régissant la diffusion d'indicateurs uniformes, sur le plan national et dans le système des Nations Unies*

627. La coopération visant à renforcer la capacité de suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région s'est portée principalement sur la fourniture d'un soutien au développement des enquêtes sur les ménages et à la réduction des divergences apparaissant dans les informations

touchant le suivi des objectifs par les sources nationales et internationales en mettant au point une stratégie et un programme de conciliation en contact étroit avec les pays et des institutions internationales et avec l'appui important de la Conférence statistique des Amériques. À ce jour, 28 pays ont fait des progrès satisfaisants¹¹ en vue de la collecte de données et de la mise au point d'indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement, ce qui représente 10 pays de plus que l'objectif fixé et atteste la capacité renforcée des pays de la région de suivre la réalisation des objectifs, cependant que 31 pays ont augmenté le nombre d'indicateurs.

Sous-programme 11

Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique latine

- a) *Renforcement de la compréhension de la capacité d'analyse par les États membres du Programme de développement sous-régional et des actions pouvant être envisagées dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement économique*

628. Quelque 763 parties prenantes dans la région ont eu accès aux services et produits de la CEPALC concernant les actions pouvant être envisagées dans le domaine de la réduction de la pauvreté et pour le développement économique, soit 112 % de plus que l'objectif fixé, tandis que 93 % des personnes ayant répondu aux enquêtes menées parmi les participants aux différents ateliers et réunions (7 activités de formation et 5 réunions d'experts) ont jugé ceux-ci utiles ou très utiles, ce qui va au-delà de l'objectif, qui était de 80 %. Le bureau sous-régional a procédé à une vaste diffusion de ses publications, lesquelles ont fait l'objet de 113 784 téléchargements annuels, y compris le document ayant trait à l'analyse des causes et des effets de la crise financière dans la région; il a conclu avec El Salvador un vaste programme de coopération technique, aidé le Gouvernement nicaraguayen à élaborer un plan national pour la science, la technique et l'innovation et reçu une évaluation externe positive de son projet ayant trait au renforcement des capacités d'analyse des politiques macroéconomiques en Amérique centrale et dans les Caraïbes, ce qui atteste que les banques centrales participantes utilisent actuellement des instruments qu'elles ont acquis pour leurs programmes monétaires, projections macroéconomiques et simulations.

- b) *Renforcement des capacités techniques des États membres de la CEPALC en ce qui concerne le Programme de développement sous-régional et les actions pouvant être envisagées en matière de commerce, d'intégration et de développement durable*

629. Quelque 881 parties prenantes dans la région ont eu accès aux services et produits de la CEPALC concernant les actions pouvant être envisagées en matière de commerce, d'intégration et de développement durable, ce qui est supérieur à l'objectif fixé, qui était de 500; 87 % des personnes qui ont répondu aux enquêtes réalisées parmi les participants (610 personnes qui ont répondu ont participé à 11 groupes d'experts et 18 activités de formation) ont jugé ces groupes et activités

¹¹ Selon la base de données de l'ONU concernant les objectifs du Millénaire pour le développement, on juge satisfaisants les progrès consistant à fournir des informations concernant au moins 30 indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement pour deux années ou davantage.

utiles ou très utiles, ce qui est supérieur à l'objectif fixé, qui était de 80 %. En 2008-2009, le sous-programme a conçu des scénarios visant à évaluer les incidences économiques pour la région des changements climatiques, examiné avec les principales parties prenantes les actions pouvant être envisagées, évalué les externalités environnementales dans les raffineries de pétrole¹², fourni des conseils techniques en vue de l'adjonction de carburants fossiles dans les mélanges d'essence et œuvré en faveur de l'interconnexion des réseaux électriques en Amérique centrale. Il a aussi amené d'autres institutions des Nations Unies et institutions multilatérales à évaluer les incidences socioéconomiques et écologiques des grandes catastrophes survenues dans la région¹³ et formé le personnel national aux méthodes d'évaluation de la CEPALC.

Sous-programme 12

Activités sous-régionales dans les Caraïbes

- a) *Familiariser davantage les décideurs, les chercheurs et le public de la sous-région aux questions intéressant le développement durable et l'intégration dans le contexte du bassin des Caraïbes*

630. Quelque 504 participants ont jugé les réunions et forums organisés par le sous-programme utiles¹⁴; on a noté 243¹⁵ références dans les documents de synthèse, les ouvrages universitaires et les médias aux publications et données de la CEPALC dans le bassin des Caraïbes. Au total, 42 rapports techniques ont été élaborés et diffusés. Des publications phares, comme l'*Etude économique sur les Caraïbes* et le *Recueil des documents de travail*, ont été lancées avec succès et ont eu une bonne couverture de presse. Si l'on voulait encore une preuve de la contribution que le sous-programme a faite à l'élaboration des politiques, il suffit de se reporter aux documents de synthèse et de recherche publiés sur les sites Web de plusieurs banques centrales, organisations et ministères de la région. Dans le cadre du sous-programme, la vingt-deuxième session ministérielle du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes (CDCC) et plusieurs autres réunions

¹² Les études effectuées par le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique sur les externalités et les études réalisées par le Secrétariat mexicain à l'environnement sur les coûts des centrales électriques utilisant des combustibles fossiles et sur les complexes de raffinage au Mexique ont servi de base technique pour l'établissement des normes nationales visant à réduire les émissions de dioxyde de soufre.

¹³ Le sous-programme a fourni une assistance technique afin d'évaluer les incidences socioéconomiques des catastrophes naturelles survenues à Tabasco (Mexique), à Haïti (de concert avec le PNUD), au Nicaragua et dans l'État plurinational de Bolivie. La CEPALC et l'OPS ont coordonné avec les autorités mexicaines une évaluation de l'incidence de l'épidémie de grippe.

¹⁴ Sur un total de 923 décideurs et experts de pays membres et d'institutions partenaires qui ont participé aux 25 réunions et forums organisés durant l'exercice biennal en matière d'égalité entre les sexes, de question concernant les jeunes, de criminalité et de violence et de développement durable, y compris les changements climatiques, et sur l'initiative et sur la stratégie proposées par Maurice. On notera, et ceci est important, que toutes les manifestations n'ont pas été accompagnées d'enquêtes de satisfaction, ce qui explique qu'un nombre moins élevé de participants ont jugé ces manifestations utiles.

¹⁵ Ce nombre ne traduit peut être pas correctement le nombre total de références faites durant l'exercice biennal, car la pénurie de personnel de soutien au repérage a beaucoup compromis celui-ci, eu égard à la nature des communications dans la région.

régionales importantes¹⁶ se sont tenues. Elles ont mis en exergue le rôle important que joue le sous-programme dans le dialogue et l'élaboration des politiques.

b) *Perfectionnement des ressources humaines et des capacités techniques en matière de politiques économiques et sociales dans les Caraïbes*

631. Au total, 245 demandes d'assistance technique¹⁷ dans les Caraïbes ont été formulées et satisfaites, et 238 évaluations positives par les participants des activités de formation¹⁸ organisées par le sous-programme ont été reçues. Le sous-programme a aidé les décideurs à mieux comprendre l'économie des changements climatiques et proposé trois ateliers sur l'emploi des méthodes de la CEPALC pour l'évaluation des catastrophes. Quelque 320 personnes (127 femmes) ont bénéficié de la formation et de consultations durant l'exercice biennal. Pendant la période considérée, quatre rapports de pays sur l'évaluation des dommages causés par les catastrophes ont été élaborés. Quelque 28 fonctionnaires de la statistique, issus de 10 pays des Caraïbes, ont reçu une formation à l'utilisation du logiciel REDATAM pour les recensements organisés en 2010; le personnel d'un projet pilote réalisé à Sainte-Lucie a reçu une formation dans le domaine de l'évaluation de l'impact du secteur informel dans les pays des Caraïbes.

Chapitre 21

Développement économique et social en Asie occidentale

Principaux résultats obtenus

632. Au nombre des activités que la CESAO déploie figurent les mesures à prendre pour appuyer le Liban, le Qatar et le Yémen dans leurs efforts pour améliorer la gestion durable des ressources en énergie. En partenariat avec l'Agence allemande de coopération technique et la Ligue des États arabes, le Liban, la République arabe de Syrie et le Yémen ont pris des mesures visant à améliorer la distribution d'eau et l'assainissement dans le cadre de leurs politiques nationales de l'eau.

633. Deux jeux de documents sur les objectifs du Millénaire pour le développement, établis à l'intention des organes délibérants, ont été présentés à la vingt-cinquième session ministérielle de la CESAO en 2008. La CESAO a également fait une contribution de fond à l'élaboration de la publication du Département des affaires économiques et sociales intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, 2009 et 2010; elle a fait paraître un ouvrage sur les prévisions économiques régionales.

¹⁶ Réunion sous-régionale des Caraïbes pour évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement 15 ans après son adoption, Comité pour le développement et la coopération dans les Caraïbes et son comité de suivi, Comité consultatif technique du Mécanisme de coordination régionale, réunions du Comité directeur sur le renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique dans les Caraïbes en matière de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et Comité consultatif de haut niveau sur les changements climatiques.

¹⁷ Les sujets étaient la politique d'égalité entre les sexes, le vieillissement, le développement durable, les catastrophes et l'évaluation des risques, et la gestion du recensement.

¹⁸ Les nombreux domaines retenus pour les ateliers étaient notamment les changements climatiques, l'évaluation des catastrophes, les préparatifs du recensement, l'aide au développement accordée aux petites et moyennes entreprises, l'information, l'analyse économique et les enquêtes sur les ménages.

634. Cinq pays ont adopté des mesures de soutien à l'intégration de la politique sociale ou poursuivi activement l'assistance technique de la CESAO dans ce domaine. En outre, par ses activités de plaidoyer et de renforcement des capacités, la CESAO a aidé 13 États membres à formuler des politiques nationales pour les jeunes et élaboré des rapports nationaux pour assurer le suivi du Programme d'action mondial pour la jeunesse.

635. La CESAO a lancé son portail sur la société de l'information qui se veut une base de données informatisée et dynamique, bilingue (anglais/arabe) et régionale. La Réunion du Groupe d'experts chargés de développer dans la région de la CESAO le secteur des TIC a mis en lumière les difficultés auxquelles se heurte le développement d'un secteur des TIC qui soit autonome et viable et proposé des solutions pour surmonter de tels obstacles.

636. Avec l'aide de la CESAO, les pays membres ont atteint un taux d'exécution de 67 % des principes fondamentaux des statistiques officielles, soit 5 % de plus qu'en 2008. La CESAO a créé une bibliothèque virtuelle consacrée aux systèmes statistiques nationaux, facilité les échanges d'informations sur les meilleures pratiques et diffusé des orientations, tout comme elle a appuyé le renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique.

637. Par ses activités de plaidoyer et son assistance technique, la Commission a contribué à intégrer une dimension sexospécifique dans le plan national du Royaume d'Arabie saoudite pour 2008 et amené 14 États membres à créer des mécanismes pour les femmes, ce qui représente une augmentation de six États membres en 2008-2009. Deux autres pays ont adopté une approche sexospécifique dans leurs politiques nationales, ce qui porte le total à 10 pays.

638. Sous l'action des conflits, la dynamique régionale, notamment le déplacement de population, et les tensions entre les communautés ont été identifiées et évaluées dans le contexte de leurs ramifications locales et régionales. La CESAO a joué un rôle de catalyseur pour amener les pays membres à créer un comité intergouvernemental sur le développement et les questions nouvelles en temps de crise. Grâce à l'action de la CESAO, 11 pays membres ont rejoint les rangs de l'équipe spéciale chargée d'arrêter les mesures que doit prendre ledit comité pour renforcer la capacité des pays membres de prévenir de telles crises ou d'y faire face.

Défis à relever et enseignements tirés de l'expérience

639. La CESAO doit engager de vastes consultations avec les parties prenantes nationales, assurer l'engagement politique et l'adhésion au plus haut niveau et concevoir des mécanismes de contrôle et de suivi des projets sur le terrain. Une participation active et l'appui des pays membres au processus de planification sont de nature à mieux garantir la réalisation des résultats. Il faut développer la lecture des journaux et la consultation des moyens d'information nationaux et régionaux, ainsi que de l'Internet, comme moyens de sensibiliser l'opinion et de la familiariser avec ce qui a trait à l'action de l'ONU. La CESAO doit mettre en œuvre une stratégie active dans le domaine de la communication et adopter les nouveaux instruments dans le domaine de l'informatique. Un des grands défis qu'elle doit relever est celui de la communication effective avec les pays membres grâce à des publications appropriées, qui soient lues par les décideurs.

Taux d'exécution des produits

640. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 81 % des 480 produits quantifiables prescrits.

641. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 21)].

Direction exécutive et administration

a) Le programme de travail de la CESAO est efficacement géré et les ressources humaines et financières sont convenablement utilisées

642. Durant l'exercice biennal 2008-2009, la CESAO a accru le nombre de ses produits de 62 % (passant de 309 produits en 2006-2007 à 502 produits en 2008-2009). On peut donc dire que la CESAO a beaucoup amélioré ses résultats en 2008-2009 en atteignant un taux d'exécution de 82 % des produits. Ceci reste en deçà de 7 % de l'objectif révisé pour l'exercice biennal et de 6 % par rapport au taux d'exécution de 2006-2007. Pour bien apprécier cette amélioration, il faut tenir compte de la situation dans le domaine de la sécurité en 2008 et du taux de vacance de postes de 16,3 % en 2008 et en 2009.

b) Recrutement et affectation de personnel dans les délais prescrits

643. Soucieuse d'une plus grande transparence dans le recrutement et consciente de la nécessité de disposer d'un personnel hautement qualifié, la CESAO a adopté un processus de recrutement qui fait appel à des épreuves écrites pour toutes les vacances de poste. Désormais, les candidats ne sont convoqués pour un entretien qu'à condition d'avoir réussi l'épreuve écrite. En outre, les jurys d'entretien sont à présent composés des responsables des postes à pourvoir et de membres de l'Administration. Pour élargir le vivier de recrutement, on a abandonné pour la plupart des postes à pourvoir l'exigence de la connaissance de l'arabe. Par ailleurs, on a introduit un délai qui offre à chacune des parties un nombre donné de jours pour mener à bien des actions pertinentes.

c) Amélioration de la répartition géographique et de la parité des sexes dans le recrutement

644. En ce qui concerne le recrutement dans les pays non représentés ou sous-représentés, la CESAO a dépassé de 20 % l'objectif fixé par le Plan d'action en matière de ressources humaines. Elle a également amélioré le nombre de femmes recrutées dans la catégorie des administrateurs par rapport aux chiffres de référence de 2007. On s'est attaché à augmenter le nombre de femmes dans la catégorie des administrateurs. La faible amélioration du pourcentage de femmes nommées dans cette catégorie est imputable au fait que des candidates choisies ont à plusieurs reprises refusé au dernier moment l'offre d'engagement. En 2008 et en 2009, un grand nombre de femmes recrutées à l'issue de concours nationaux ont été mutées en dehors de la région de la CESAO. En outre, l'admission à la retraite de plusieurs femmes fonctionnaires et des licenciements amiables expliquent la réduction du nombre de femmes dans la catégorie des administrateurs intervenue à la CESAO.

d) *Identification des questions nouvelles à porter à l'attention des États membres*

645. À la vingt-cinquième session de la Commission (Sana'a, mai 2008), la CESAO a appelé l'attention des pays membres sur les questions nouvelles que sont les changements climatiques, la crise alimentaire et le développement sans exclusive, questions qui ont fait l'objet de résolutions. Elle a également organisé des réunions régionales sur le financement du développement et les pays membres ont été informés par elle du résultat de plusieurs réunions importantes des Nations Unies à l'occasion des visites officielles du Secrétaire exécutif. Par ailleurs, en coopération avec l'OIT et la Commission syrienne de planification, la CESAO a organisé un forum consultatif régional de haut niveau sur le thème des incidences de la crise financière internationale sur les pays membres de la CESAO et les solutions à y apporter (Damas, 5 au 7 mai 2009).

e) *Renforcement de la coordination dans la gestion des activités économiques et sociales par l'ONU et d'autres acteurs régionaux*

646. Trois groupes de travail interinstitutions ont été créés, le premier sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le deuxième sur les changements climatiques, le troisième sur la sécurité alimentaire. Ils se sont mis d'accord sur de nombreux produits conjoints en 2009. En coopération avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et l'OMS, la CESAO a organisé la Réunion ministérielle régionale de l'Asie occidentale sur le thème « Lutte contre les maladies non contagieuses et les blessures : un défi de taille pour le développement durable au XXI^e siècle » (Doha, 10 et 11 mai 2009). Par ailleurs, les commissions régionales collaborent à l'élaboration de leur première étude conjointe sur l'utilisation rationnelle de l'énergie.

647. Le projet Efficacité énergétique globale 21 a été lancé officiellement en Pologne en décembre 2008. Par ailleurs, quatre des cinq commissions régionales de l'ONU ont participé à un séminaire à Minsk (Biélarus) sur le thème « Améliorer la sécurité routière mondiale : fixer des objectifs régionaux et nationaux de réduction des traumatismes provoqués par les accidents de la route ».

f) *Sensibilisation accrue du public aux activités de la CESAO pour ce qui est de traiter des priorités régionales et des questions nouvelles*

648. Tout au long de 2008, la CESAO est apparue 400 fois dans les médias sonores, visuels et imprimés, en raison de l'instabilité politique au Liban, des mesures et restrictions en matière de sécurité qui se sont ensuivies et de la révision de la stratégie des médias qui appelait à une moindre exposition dans des temps troublés. Cependant, les activités de la Commission ont trouvé un écho dans des médias internationaux, comme CNN dans les pays arabes et la BBC (publication en juillet 2008 d'un article consacré au rapport de la CESAO sur le vieillissement). Depuis le début de 2009, la CESAO s'est montrée plus présente dans les médias, grâce à une réduction de la tension et des restrictions. On peut dire aussi que l'admission du Soudan comme membre à part entière de la Commission est un facteur positif.

Sous-programme 1

Gestion intégrée des ressources régionales pour le développement durable

- a) *Capacités accrues des États membres à formuler, adopter et mettre en œuvre des politiques et mesures pour gérer plus efficacement les ressources naturelles à long terme, en privilégiant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*

649. Les activités de la CESAO ont contribué à amener trois pays à prendre des mesures visant à améliorer la gestion durable des ressources en énergie : premièrement, en utilisant des combustibles plus propres (Yémen), deuxièmement, en améliorant le rendement énergétique, surtout dans le domaine de la gestion de la demande (Yémen et Qatar), troisièmement, en utilisant des techniques faisant appel à l'énergie solaire (Liban). En partenariat avec l'Agence allemande de coopération technique et la Ligue des États arabes, la CESAO a aidé trois pays (Liban, République arabe syrienne et Yémen) à intégrer dans leurs politiques nationales de l'eau des mesures visant à améliorer la distribution d'eau et l'assainissement, et elle a proposé des mesures propres à accélérer la réalisation de l'objectif 10 du but 7 des objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre de l'Année internationale de l'assainissement (2008). Le nombre de mesures et de politiques adoptées par les pays membres pour réaliser les buts 1 et 7 du Millénaire pour le développement s'est accru de six.

- b) *Capacités accrues des États membres à appliquer des pratiques et méthodes optimales aux fins d'un environnement plus efficace des zones rurales à long terme et d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) en utilisant des technologies respectueuses de l'environnement*

650. Le Dispositif intergouvernemental arabe a fait siens les rapports régionaux de fond sur l'agriculture, le développement rural, la terre, la sécheresse et la désertification présentés aux seizième et dix-septième sessions de la Commission du développement durable et qui doivent permettre la réalisation des résultats visés. La sensibilisation et le renforcement des capacités visant à appliquer des politiques et mesures de gestion durables des terres afin d'améliorer le développement rural ont connu de nouveaux progrès grâce à deux réunions, l'une sur la gestion durable des terres en tant que pratique optimale axée sur l'amélioration du développement rural dans la région de la CESAO, l'autre sur la gestion à long terme des moyens d'existence au service du développement rural dans la région de la CESAO. Des partenariats avec les organisations non gouvernementales et une institution du secteur public ont débouché sur l'adoption d'initiatives visant à renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises agricoles et manufacturières en utilisant des technologies écologiquement rationnelles, comme les serres, et des centres de formation encourageant les pratiques optimales pour une culture écologiquement rationnelle du sumac de Sicile, et un centre de formation permanente pour la fabrication de chauffe-eau solaires.

- c) *Meilleure coopération entre les États membres dans le domaine de l'énergie et de l'eau, notamment en ce qui concerne la prévention des conflits liés à l'eau et à l'environnement*

651. En partenariat avec l'Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (RFA), la CESAO a : i) contribué à améliorer les talents de négociation et

de règlement des conflits des fonctionnaires irakiens dans le domaine de la gestion conjointe des ressources en eau partagées; ii) lancé une initiative régionale pour la protection des ressources en eau (conditions préalables sur le plan juridique et institutionnel) afin d'actualiser l'information sur la protection des ressources en eau dans la région et de faire le point sur les capacités nécessaires pour assurer le respect juridique et institutionnel dans le domaine des eaux partagées devant conduire à une amélioration de la coopération régionale; iii) organisé un séminaire de formation informatique de trois jours sur la gestion de l'eau à l'intention de fonctionnaires et d'experts libanais, axé sur la population et l'utilité du progiciel de planification et d'évaluation des ressources en eau pour appuyer l'élaboration de scénarios et une prise de décisions avisée dans le bassin. La coopération de la Commission avec la Ligue des États arabes et le PNUE a permis d'institutionnaliser la Table ronde arabe sur la production et la consommation durables, donc d'assurer sa continuation.

- d) *Utilisation accrue, par les États membres, des outils et techniques propres à améliorer la productivité et la compétitivité dans les secteurs de la production*

652. La CESAO a hébergé un site Web sur le commerce et l'environnement dans la région arabe et examiné les progrès réalisés dans l'application du Programme régional (région arabe) pour le renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement. En outre, les activités de la Commission ont permis l'adoption de trois initiatives faisant appel à des outils et techniques modernes visant à améliorer la productivité et la compétitivité dans les secteurs de l'agriculture (zaatar) et de la production (vêtement) en plus d'une initiative dans le domaine de la gestion qui fait appel aux microcrédits. Les initiatives ci-après ont été adoptées : i) irrigation au goutte-à-goutte pour la culture du zaatar (thym/origan); ii) mise au point d'une technique locale pour le traitement/la transformation du zaatar; iii) utilisation de techniques informatiques pour la fabrication de vêtements; iv) renforcement des capacités dans le domaine des conseils aux petites et microentreprises agricoles dans le sud du Liban.

Sous-programme 2

Politiques sociales intégrées

- a) *Capacités accrues des États membres de promouvoir et formuler des politiques intégrées de développement social qui tiennent compte du contexte régional et culturel et qui favorisent l'équité sociale, la réduction de la pauvreté et un niveau de peuplement viable*

653. La politique sociale intégrée que préconise la CESAO a fait de nouveaux émules en 2009, cinq pays au total (par rapport à trois pays en 2007) ayant soit adopté des mesures pour appuyer l'élaboration d'une politique sociale intégrée, soit demandé un soutien technique de la CESAO dans ce domaine. De plus, 13 États membres ont réagi positivement aux activités de plaidoyer déployées par la CESAO et au renforcement des capacités dans le domaine des politiques et programmes en faveur des jeunes. L'action de la Commission dans le domaine de la création de réseaux et de la participation entre des organisations gouvernementales et la société civile a conduit à l'adoption par 5 nouvelles entités gouvernementales et 7 organisations de la société civile de l'approche fondée sur le développement social participatif et la recherche dans ce domaine, ce qui a porté le nombre à 24, permettant ainsi d'atteindre l'objectif fixé pour l'exercice biennal.

- b) *Capacités accrues des États membres de mettre au point et traduire en termes opérationnels des plans, programmes ou projets intersectoriels de développement social axés sur les jeunes, les travailleurs migrants, les personnes handicapées et les pauvres des zones rurales et urbaines*

654. La CESAO a exécuté un projet régional consistant à former des coordonnateurs issus de 13 États membres dans le domaine du recueil d'informations liées aux politiques en faveur des jeunes et de l'incorporation de ces politiques aux rapports nationaux. Dans le cadre du programme de formation de la CESAO en vue du renforcement des capacités dans le domaine du développement social participatif, l'Arabie saoudite a organisé 10 ateliers nationaux. La CESAO a mené à bien trois consultations nationales avec des décideurs en Égypte, au Liban et au Yémen sur les lacunes et obstacles politiques qui s'opposent à l'insertion de différents groupes sociaux. Une action analogue a été menée dans le domaine du recueil des informations concernant les facteurs qui contribuent à l'inégalité à laquelle se heurtent les handicapés en Jordanie. En résumé, les projets réalisés en collaboration avec des États membres et axés sur différents groupes sociaux sont passés en 2008-2009 de quatre à huit, ce qui va au-delà de l'objectif fixé, qui était de deux.

Chapitre 22

Programme ordinaire de coopération technique

Principaux résultats obtenus

655. Le programme ordinaire de coopération technique a continué d'être un important moyen d'aider les États Membres à renforcer leur capacité d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, dans la mesure où il leur a permis d'avoir accès à la grande diversité de compétences professionnelles et techniques et de connaissances dont dispose le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le programme ménage à l'Organisation la souplesse requise pour répondre rapidement aux besoins nouveaux et émergents des États Membres et donne aux agents d'exécution les moyens nécessaires pour adopter une approche multisectorielle aux fins de l'exécution des activités de développement planifiées par le Secrétariat.

656. Pendant l'exercice biennal considéré, on a poursuivi les efforts visant à intensifier le processus de renforcement des capacités au niveau des pays grâce à une intégration et à une coordination plus étroites des activités avec celles d'autres composantes du système des Nations Unies pour le développement. Afin d'améliorer l'exécution des programmes et de pouvoir mieux rendre compte des résultats concrets obtenus, l'application du cadre logique a de nouveau été étendue jusqu'au niveau des sous-programmes pour tous les agents d'exécution. Cette approche correspond à la troisième étape du processus d'amélioration en cours : lors des étapes précédentes, on avait déjà amélioré le cadre de programmation en transférant la définition des objectifs et des réalisations escomptées du niveau des chapitres du budget (en 2004-2005) à celui des programmes (en 2006-2007), puis à celui des sous-programmes (lors de l'exercice considéré).

Difficultés rencontrées et objectifs non atteints

657. Tous les agents d'exécution sont résolus à améliorer le suivi et les rapports sur la gestion assurée et les résultats obtenus dans le cadre du programme ordinaire, notamment en renforçant la gestion axée sur les résultats ainsi que les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports. Onze entités du Secrétariat de l'ONU participent à ce programme, mais aucun responsable n'a été désigné pour la coordination d'ensemble. Cette situation a fait obstacle à l'élaboration d'une stratégie plus cohérente pour la mise en œuvre du programme ordinaire au plan mondial.

658. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 22)].

659. Le programme ordinaire de coopération technique fait intervenir 11 agents d'exécution : le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED, ONU-Habitat, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la CEA, la CEE, la CEPALC, la CESAO et la CESAP. Le plan suivi pour l'exposé ci-après correspond à un ordre de présentation en fonction des agents d'exécution et des titres des chapitres du budget qui les concernent. Pour chacun d'entre eux, les réalisations escomptées pour les différents sous-programmes sont indiquées¹⁹. On notera que, outre les résultats exposés ci-dessous, les activités visées par le présent chapitre ont également contribué à l'obtention de ceux qui sont indiqués dans le cadre du budget ordinaire pour les 11 agents d'exécution. La présentation de l'analyse réalisée en vue du rapport sur l'exécution du programme a été coordonnée par le Département des affaires économiques et sociales.

A. Services consultatifs sectoriels

Département des affaires économiques et sociales

Affaires économiques et sociales

Sous-programme 1

Problématique de l'égalité des sexes et promotion de la femme

- a) *Renforcement de la capacité des pays en développement de mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing, de donner suite aux conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'avoir recours aux procédures du Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*
- b) *Amélioration de la coordination et de la coopération entre tous les intéressés pour mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing et donner suite aux conclusions du Comité*

¹⁹ Ces sous-programmes ne sont pas nécessairement articulés de la même manière que dans le budget ordinaire.

- c) *Meilleure sensibilisation au fait que la violence contre les femmes constitue une forme de discrimination et de violation des droits de la femme, et renforcement des capacités en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes*

660. Le Département a organisé une série d'ateliers sur le renforcement des capacités qui ont aidé la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau à établir les rapports nationaux sur la Convention et à donner suite aux observations finales du Comité, respectivement. Il a également organisé deux ateliers à l'intention de 12 pays d'Afrique sur le renforcement des cadres législatifs nationaux pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Grâce à ces initiatives, les parties prenantes intéressées ont élaboré des stratégies pour une action accélérée visant à établir, promulguer et mettre en œuvre une législation complète sur la violence dirigée contre les femmes. S'appuyant sur le Manuel de législation sur la violence à l'égard des femmes, les parties prenantes intéressées ont mieux pris conscience du fait que la violence contre les femmes constitue une forme de discrimination et de violation des droits de la femme.

Sous-programme 2

Politiques sociales et développement social

- a) *Renforcement de la capacité des États Membres d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures et politiques sociales efficaces, surtout dans le domaine de l'insertion sociale des personnes âgées, des personnes handicapées, de la famille, des peuples autochtones et des jeunes*
- b) *Renforcement des compétences et meilleure sensibilisation des personnes qui participent aux ateliers aux questions touchant les groupes sociaux afin de favoriser des pratiques de développement qui associent davantage toutes les parties*

661. Les bénéficiaires ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences sur les méthodes et les techniques du développement social, y compris la collecte et l'analyse d'informations qualitatives; les approches ouvertes; l'analyse sociale normative et l'élaboration de cadres logiques pour la mise en œuvre des politiques et la réalisation des projets. À cette fin, le Département a organisé des missions consultatives et des stages de formation à l'intention des pays en développement et des pays en transition dans le cadre de l'élaboration et de la promotion de stratégies nationales de développement social et de politiques axées sur des groupes sociaux. Ses interventions ont porté notamment sur l'évaluation des besoins, la communication d'informations sur les objectifs internationaux pertinents et la définition de priorités pour la formulation de politiques nationales. Les ateliers organisés avec la participation de représentants des gouvernements et de membres d'organisations non gouvernementales ont permis de promouvoir l'acquisition de connaissances essentielles et de compétences pratiques. Ils portaient sur les politiques économiques et sociales intégrées que les pays devaient adopter, la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, les politiques de la famille et les jeunes et la violence armée en Afrique.

Sous-programme 3

Développement durable

- a) *Renforcement des capacités nationales des pays en développement et en transition économique afin qu'ils mettent en œuvre des actions et des stratégies nationales aux fins du développement durable en ce qui concerne l'énergie, l'eau et les ressources naturelles*
- b) *Renforcement des compétences techniques et des connaissances à la disposition des pays en développement pour qu'ils mettent en œuvre des actions et des stratégies nationales aux fins du développement durable en ce qui concerne l'énergie, l'eau et les ressources naturelles*

662. Au total, 10 pays ont entrepris d'établir des stratégies nationales pour la réalisation d'un développement durable pendant l'exercice biennal et la meilleure compréhension des problèmes posés par les changements climatiques, acquise grâce aux activités exécutées dans le cadre du sous-programme, a contribué à développer les compétences pour le choix, le transfert et la diffusion de techniques appropriées permettant de s'adapter à ces changements et d'en atténuer les effets. Au nombre de ces activités figuraient l'organisation d'ateliers et la fourniture de services consultatifs aux pays en développement et aux pays en transition sur le développement des capacités, sur la réforme et la consolidation des institutions et sur le renforcement des apports de diverses parties prenantes, telles que le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les collectivités locales, à la réalisation d'un développement durable. Les ateliers organisés avant la dix-septième session de la Commission du développement durable ont permis de renforcer les capacités des parties prenantes et préparé le terrain pour la réalisation d'un consensus sur les mesures à prendre au niveau local dans les domaines thématiques – l'agriculture, le développement rural, les ressources en terres, la sécheresse, la désertification et l'Afrique – lors de cette session.

Sous-programme 4

Statistiques

- a) *Renforcement de la capacité des bureaux de statistique nationaux de rassembler, recueillir, compiler, conserver, analyser et diffuser à intervalles réguliers les statistiques et les indicateurs officiels dans les domaines économique, social, démographique et environnemental*
- b) *Renforcement des compétences et des connaissances des agents de l'État pour ce qui est de compiler et de diffuser les données économiques, sociales et environnementales fondamentales, conformément aux normes et aux cadres internationaux*

663. Des activités de renforcement des capacités ont été organisées à l'intention de plus de 1 700 statisticiens de pays en développement pour appuyer la collecte des données statistiques économiques de base (statistiques de la production manufacturière et du commerce international, recensements de la population et de l'habitation, statistiques de l'environnement, indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement, etc.). Une étude de suivi portant sur une période de six mois a révélé que 80 % des participants avaient appliqué au moins une des recommandations formulées lors des ateliers et que ceux-ci avaient eu des effets directs positifs sur les travaux des bureaux nationaux de statistique. Un certain

nombre d'activités de renforcement des capacités menées dans le cadre du sous-programme visaient à transférer des connaissances sur les normes et cadres internationaux nouveaux ou révisés. Les études de suivi ont confirmé que plus de 80 % des participants avaient utilisé les connaissances acquises et/ou les documents mis à leur disposition lors des ateliers. Les normes internationales relatives aux statistiques sont mieux respectées, ce qui permet d'améliorer les comparaisons entre pays et d'obtenir des données plus exploitables pour des analyses effectuées aux niveaux régional et international.

Sous-programme 5 **Population**

- a) *Amélioration de l'accès aux outils et aux ressources démographiques grâce à une meilleure diffusion des outils démographiques, notamment par le truchement d'Internet*
- b) *Amélioration de la capacité du personnel des centres de formation ou des administrations publiques d'utiliser les analyses démographiques aux fins de la planification, de la mise en œuvre ou du suivi des programmes*

664. Le sous-programme a appuyé l'élaboration d'un dictionnaire démographique multilingue consultable sur le Web, dénommé *Demopædia*, encyclopédie sur la démographie qui contient des articles dans 14 langues et est un instrument de promotion de la collaboration pour les spécialistes et les enseignants des pays en développement (<http://www.demopaedia.org/>). Des diplomates et spécialistes de 50 pays ont assisté à une séance de présentation du dictionnaire *Demopædia* durant la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement et participé à un atelier sur son utilisation lors de la vingt-sixième Conférence sur la population de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population. Un autre site Web (<http://www.un.org/esa/population/techcoop/manuals.html>) donnant accès à des manuels de démographie référencés a été mis au point dans le cadre du sous-programme. On a également organisé un atelier sur les techniques avancées d'analyse des données de recensement, auquel ont participé des ressortissants de pays d'Asie et d'Afrique. Les représentants d'organismes gouvernementaux qui ont participé à cet atelier ont acquis des compétences pratiques dans le domaine de l'analyse et du traitement des données démographiques, ce qui leur permet de mieux analyser les données des recensements et des enquêtes.

Sous-programme 6 **Administration publique et gestion du développement**

- a) *Renforcement des moyens institutionnels et techniques des administrations nationales et infranationales afin d'améliorer la prestation des services publics*
- b) *Renforcement des ressources humaines dont sont dotées les administrations publiques en ce qui concerne le professionnalisme et l'éthique dans le secteur public, la gouvernance participative, la reconstitution des systèmes de gouvernance et d'administration publique après les crises, notamment grâce à l'utilisation des technologies de l'information et des communications*

665. Les activités de renforcement des capacités opérationnelles qui ont été organisées dans toutes les régions ont produit des résultats concrets dans les

domaines visés, notamment l'élaboration de directives, de manuels et de supports de formation en ligne (<http://www.unpan.org/onlinetraining>). Des missions d'assistance technique axées sur le renforcement des capacités en matière d'administration en ligne et sur l'élaboration de politiques, stratégies, solutions et services connexes ont été effectuées dans un certain nombre de pays, notamment au Bahreïn, au Kazakhstan, en Malaisie, à Oman, en République de Corée, à Singapour et en Tunisie. Ces interventions ont permis d'obtenir des améliorations concrètes sur le plan de la définition des politiques en matière d'administration en ligne et au niveau des portails, qui sont devenus plus conviviaux, comme le montre l'Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne United Nations e-Government Survey (<http://www2.unpan.org/egovkb/>). Des services consultatifs ont été fournis dans divers pays, en particulier des pays africains, ainsi qu'une assistance pour la mise en place d'un système de gestion des demandes de permis de conduire au Belize afin de remédier au problème du non-respect des règles par les citoyens et de lutter contre la corruption au sein de l'administration des transports. Les évaluations effectuées a posteriori ont fait apparaître des réactions positives de la part des bénéficiaires.

CNUCED

Commerce et développement

Sous-programme 1

Mondialisation, interdépendance et développement

- a) *Meilleure compréhension par les pouvoirs publics des principaux problèmes économiques qui se posent sur le plan international et des incidences et interactions entre les différentes politiques sectorielles et pour ce qui est de la stratégie nationale de développement*
- b) *Meilleure compréhension des grandes orientations et de leurs incidences*

666. La CNUCED a conseillé des représentants des pouvoirs publics des pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale et des pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud, notamment sur les questions de fond relatives à la réforme du système monétaire et financier international, aux mesures à prendre au niveau international pour faire face à la crise financière et aux possibilités envisageables pour l'intégration financière régionale. Les conseils dispensés par la CNUCED ont été utiles pour : i) la formulation par les membres du Groupe des 24 et les représentants des banques centrales, du FMI et de la Banque mondiale d'une position commune pour les pays en développement sur les questions examinées lors des réunions des institutions financières internationales et sur la gouvernance de ces institutions elles-mêmes; ii) la rédaction des communiqués du Groupe des 24 lors de la réunion de printemps et de l'assemblée annuelle des institutions de Bretton Woods; et iii) la formulation d'un programme de recherche à moyen terme.

Sous-programme 2

Investissement, entreprises et technologie

- a) *Meilleure compréhension par les pouvoirs publics des principaux problèmes économiques qui se posent sur le plan international et des incidences et interactions entre les différentes politiques sectorielles et pour ce qui est de la stratégie nationale de développement*

b) *Meilleure compréhension des grandes orientations et de leurs incidences*

667. Les cinq sous-programmes ont contribué à assurer la conduite de cinq cours régionaux qui ont été organisés en Europe orientale, en Asie occidentale, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Asie et dans le Pacifique. En tout, 111 agents de l'État et praticiens ont été formés; 98 % d'entre eux ont indiqué que les cours avaient contribué pour beaucoup à améliorer leur compréhension des principaux enjeux économiques internationaux et renforcé leur aptitude à réagir de façon plus efficace et intégrée à l'évolution de l'économie mondiale, et plus particulièrement leur aptitude à préparer des notes d'orientation, à formuler des positions de négociation et à rédiger des lois. Les participants ont vivement apprécié l'accent mis sur l'approche intégrée du commerce et du développement qui caractérise les travaux de la CNUCED. Des conseils ont été dispensés à des agents des administrations publiques au sujet de la formulation des politiques et des législations en matière d'investissement, de la fiscalité et du renforcement des organismes publics qui sont chargés de promouvoir et de faciliter l'investissement.

Sous-programme 3
Commerce international

a) *Meilleure compréhension par les pouvoirs publics des principaux problèmes économiques qui se posent sur le plan international et des incidences et interactions entre les différentes politiques sectorielles et pour ce qui est de la stratégie nationale de développement*

b) *Meilleure compréhension des grandes orientations et de leurs incidences*

668. Des conseils ont été dispensés aux négociateurs commerciaux et aux responsables de l'élaboration des politiques relatives au commerce des pays en développement dans le cadre des préparatifs pour la participation au cycle des négociations commerciales de Doha, en particulier au sujet des modalités concernant l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. L'appui fonctionnel assuré pour les réunions ministérielles et d'autres réunions de haut niveau des groupes régionaux, y compris leurs préparatifs, a facilité la mise au point de plates-formes de négociation communes. Il s'agit notamment de la Déclaration de Dar es-Salaam adoptée par la sixième Réunion des ministres du commerce des pays les moins avancés, de la Déclaration de la Table ronde de Phnom Penh sur l'accession des pays les moins avancés à l'OMC, du Communiqué de la réunion informelle des ministres africains du commerce sur la consolidation de la dimension développement et de la Déclaration du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique relative à la septième session de la Conférence ministérielle de l'OMC.

Sous-programme 4
Infrastructure des services pour le développement, efficacité commerciale et mise en valeur des ressources humaines

a) *Meilleure compréhension par les pouvoirs publics des principaux problèmes économiques qui se posent sur le plan international et des incidences et interactions entre les différentes politiques sectorielles et pour ce qui est de la stratégie nationale de développement*

b) Meilleure compréhension des grandes orientations et de leurs incidences

669. Les services consultatifs étaient axés sur la poursuite de l'assistance apportée aux pays bénéficiaires pour rassembler et développer les connaissances qui permettent de renforcer leurs capacités de production, et élargir l'accès à ces connaissances. Grâce à l'aide fournie par la CNUCED, le Cambodge a progressé sur le plan de la législation, notamment en ce qui concerne la rédaction de textes de loi dans les domaines de la protection des consommateurs et du commerce électronique, tout comme la République démocratique populaire lao dans le domaine du commerce électronique. Dans le secteur du tourisme, trois communes béninoises (Abomey, Ganvié-So Ava et Ouidah) ont intégré les préoccupations liées à la viabilité à long terme dans leurs plans de développement locaux, étant conscientes que le tourisme viable est un facteur primordial pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Deux d'entre elles (Abomey et Ganvié-So Ava) ont également établi des partenariats novateurs avec des entités de coopération décentralisée et des organisations non gouvernementales pour la réalisation de microprojets dans le domaine du tourisme viable.

Sous-programme 5

Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux

- a) Renforcement des capacités des pays les moins avancés concernant la formulation de politiques commerciales prises en main au niveau national, notamment au moyen des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, contribuant à leurs stratégies de réduction de la pauvreté*
- b) Intégration par les pays les moins avancés de ces politiques dans leurs plans de développement nationaux et leurs stratégies de réduction de la pauvreté*
- c) Meilleure compréhension des grandes orientations et de leurs incidences*

670. Les missions effectuées par la CNUCED dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés ont débouché sur la formulation de projets fondés sur les matrices d'action nationales pertinentes aux Comores, en Ouganda, en République démocratique populaire lao et à Vanuatu. Grâce à l'autonomisation accrue des pays par l'intermédiaire des activités préalables aux études diagnostiques sur l'intégration du commerce, les diverses parties prenantes sur le plan national (secteurs public et privé, milieux universitaires et société civile) ont participé aux travaux de préparation de ces études de manière avertie, y compris en contribuant à la définition de leur orientation et à la mobilisation de la volonté requise ultérieurement pour une bonne mise en œuvre. Les informations communiquées aux pays sur l'intégration du commerce dans les plans de développement nationaux et/ou les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et sur la relation qui existe entre le commerce et la réduction de la pauvreté dans le cadre de missions consultatives diverses organisées dans le contexte du Cadre intégré a permis auxdits pays de mieux mesurer leur importance lorsqu'il s'agit de faire une plus large place au commerce dans les programmes nationaux de développement et dans les débats généraux sur les politiques économiques.

ONU-Habitat
Établissements humains

Sous-programme 1
Coopération régionale et technique

- a) *Renforcement de la capacité d'appliquer des politiques, stratégies et programmes en matière d'établissements humains aux niveaux régional, national et local, l'accent étant mis sur la réduction de la pauvreté dans les villes et les interventions en cas de catastrophe naturelle ou causée par l'homme*
- b) *Amélioration des politiques nationales de logement et d'aménagement urbain répondant aux normes internationales établies par ONU-Habitat et meilleure connaissance au niveau des régions de la situation dans les villes et des tendances qui se dessinent à ce sujet*
- c) *Meilleure intégration des principes d'urbanisation durable dans les mécanismes d'aide au développement du système des Nations Unies et les stratégies et plans nationaux de développement, notamment les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, lorsqu'il en existe*

671. On compte au total 24 interventions portant sur la fourniture de services consultatifs techniques dans le cadre de la formulation de politiques, de programmes de renforcement des capacités et de projets de démonstration concernant les établissements humains dans les pays en développement et les pays en transition. Dix-sept pays ont bénéficié d'un appui pour les questions liées à la pauvreté en milieu urbain, portant à la fois sur l'assainissement des taudis et la construction de logements sociaux, la reconstruction des biens matériels et la gouvernance démocratique après les catastrophes. ONU-Habitat a contribué à assurer une meilleure connaissance au niveau des régions de la situation dans les villes et des tendances qui se dessinent à ce sujet par le biais des services consultatifs techniques fournis pour les versions russe et chinoise de la publication périodique *Urban World*. Des conseils techniques ont été dispensés à 11 pays pour appuyer l'intégration de l'urbanisation viable dans les politiques nationales de développement et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Un encadrement a été assuré à l'occasion de conférences sous-régionales pour appuyer l'inclusion des recommandations concernant la justice sociale, la mise à disposition de logements abordables et l'imposition des biens fonciers dans les instruments nationaux qui définissent les stratégies et politiques correspondantes.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale

Sous-programme 1
Assistance et conseils techniques

- a) *Renforcement des capacités nationales d'application des conventions relatives au contrôle des drogues, à la criminalité transnationale organisée, à la corruption et au terrorisme, ainsi que des normes et règles de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale*

- b) *Perfectionnement des connaissances et des compétences des décideurs et des responsables de la justice pénale pour ce qui est de l'application des conventions relatives au contrôle des drogues, à la criminalité transnationale organisée, à la corruption et au terrorisme, ainsi que des normes et règles de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale*

672. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a largement contribué à encourager la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs à la lutte contre la drogue et le crime. Quelque 33 États Membres ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et 12 États ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée au cours des deux années écoulées. L'Office s'est attaché en priorité à renforcer les capacités pour la coopération internationale en matière pénale en mettant tout spécialement l'accent sur l'extradition, l'entraide judiciaire et la confiscation. À cet égard, il a encouragé une coopération efficace et réussi à promouvoir l'utilisation d'une seule langue aux fins de l'extradition et de l'entraide judiciaire. Par ailleurs, il a formé un millier de membres d'administrations publiques et d'institutions diverses dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, les trafics, la corruption, le blanchiment d'argent et la drogue. Afin de mieux répondre aux vœux exprimés par les États Membres, il a également élaboré des programmes régionaux de promotion de l'état de droit et de la sécurité humaine.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Droits de l'homme

Sous-programme 1

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

- a) *Amélioration de la sensibilisation, des connaissances et des compétences des décideurs et des agents de l'État, ainsi que des organisations régionales et sous-régionales au sujet des normes et mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des incidences de leur travail pour ce qui est des droits de l'homme*
- b) *Renforcement de la coopération entre gouvernements, institutions nationales de défense des droits de l'homme et organisations non gouvernementales, dans leurs régions respectives, pour le règlement de questions liées aux droits de l'homme exigeant une approche et des initiatives régionales*

673. Le Haut-Commissariat a amélioré la connaissance des normes et des mécanismes de protection des droits de l'homme par l'organisation d'ateliers et de formations en Afrique du Nord et dans d'autres parties de l'Afrique, en Asie et dans le Pacifique, dans les Amériques et au Moyen-Orient. Ses interventions ont suscité un intérêt accru pour les droits et les préoccupations des populations autochtones d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Ouest et d'Asie et du Pacifique. Une formation et un voyage d'étude ont également été organisés à l'intention d'experts de pays arabes pour promouvoir une culture des droits de l'homme dans cette région. Un appui technique a été fourni à la Commission Vérité, justice et réconciliation au Togo afin de prévenir les violations des droits de l'homme avant les élections de 2010. L'Institut arabe pour les droits de l'homme a renforcé ses connaissances et ses compétences sur les questions relatives aux droits de l'homme. Des ateliers ont été organisés en Asie et dans le Pacifique en vue de la mobilisation des équipes de pays des Nations Unies et dans le cadre des préparatifs pour la participation de la société civile, des institutions nationales et des États Membres à l'examen périodique universel.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires
Aide humanitaire

Sous-programme 1

Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence

- a) *Planification effective aux niveaux national et international*
- b) *Sensibilisation et approfondissement des connaissances et des qualifications au niveau des pouvoirs publics, en matière de planification des interventions d'urgence et de diffusion et d'exécution des plans*

674. L'exercice biennal a été marqué par la systématisation croissante de la planification interorganisations des interventions d'urgence et par l'application des dispositions indiquées dans les directives et les supports de formation connexes. Par voie de conséquence, 60 pays prioritaires ont été identifiés dans six régions et, à la fin de l'exercice, 56 d'entre eux (93 %) avaient fait l'objet d'un processus interorganisations qui avait abouti à la mise en place d'un plan actualisé pour les interventions d'urgence. Les 28 pays disposant d'un coordonnateur des opérations humanitaires avaient entrepris d'élaborer des plans interorganisations ou révisé les plans existants conformément aux normes en vigueur. Au nombre de ceux qui ont fait état des avantages associés à la planification des mesures d'urgence figuraient notamment le Burkina Faso et le Népal, pour lesquels elle avait facilité les interventions à la suite des inondations de 2009. En vue d'améliorer la sensibilisation à l'importance de la planification des interventions d'urgence et la qualité de cette dernière, une panoplie d'outils de planification interorganisations en ligne comprenant des modèles, un recueil des pratiques exemplaires et d'autres instruments a été créée et inaugurée à la fin de 2009.

Sous-programme 2

Services d'appui pour les situations d'urgence

- a) *Renforcement de la capacité et du degré de préparation des réseaux nationaux et internationaux de gestion des situations d'urgence et des catastrophes afin de faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence*

675. Le travail accompli par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a abouti à la conclusion d'un protocole en vertu duquel le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan sont convenus de créer un centre intergouvernemental régional de gestion des catastrophes. En 2009, le Bureau a collaboré avec ses partenaires dans le cadre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et le PNUD pour élaborer un module de renforcement des capacités en matière de planification. Le module et le programme de formation de formateurs mis au point dans le cadre de cette initiative seront opérationnels à la fin de l'année 2010. En attendant, le réseau des prestataires qui dispensent une assistance internationale dans les situations d'urgence présentant un danger pour l'environnement a été renforcé avec l'inclusion de Singapour et de la Suède. Les capacités de la défense civile singapourienne et de l'Agence civile suédoise pour la protection civile (Swedish Civil Contingency Agency) ont été renforcées dans le cadre du dispositif international pour les interventions dans les situations d'urgence écologique grâce à une formation dispensée en novembre. Des lignes directrices ont été mises au point et approuvées pour ces interventions en rassemblant et en appliquant les connaissances et les données d'expérience accumulées à ce jour dans le cadre de l'assistance internationale fournie ou reçue pour des situations d'urgence.

B. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux

Commission économique pour l'Afrique Développement économique et social en Afrique

Sous-programme 1 Commerce, finances et développement économique

- a) *Capacité nationale accrue en matière d'élaboration, d'exécution et de supervision de politiques macroéconomiques solides, notamment dans les domaines financier, monétaire et du commerce extérieur; à des fins de croissance économique accrue et de développement durable, conformément aux priorités du NEPAD*
- b) *Amélioration des connaissances et des compétences des décideurs en matière d'élaboration et d'exécution de politiques et de programmes macroéconomiques solides, notamment dans les domaines financier, monétaire et du commerce extérieur*

676. Par l'intermédiaire de l'appui technique fourni au Groupe africain de l'OMC, à Genève, pour les questions qui les intéressent dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha, les activités menées au titre du sous-programme ont contribué à renforcer la participation constructive des pays africains à ces négociations. Elles ont également contribué à accroître le nombre de positions communes adoptées par ces pays dans le cadre des négociations de l'OMC, en particulier sur la question de l'accès aux marchés, avec pour conséquence une action plus ferme et plus concertée de leur part. À titre d'exemple, le communiqué publié (en octobre 2009) par le Groupe africain a été utilisé par les ministres africains pour réaffirmer la position des pays du continent lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, tenue en décembre. Par ailleurs, le nombre d'organes présidés par des représentants du Groupe africain est passé de deux à huit entre 2005 et 2009 à l'OMC.

Sous-programme 2 Sécurité alimentaire et développement durable

- a) *Amélioration des capacités nationales d'élaboration et d'exécution de politiques soucieuses des interdépendances entre l'agriculture et l'environnement aux fins de leur application dans les plans et stratégies de développement durable et autres plans et stratégies nationaux pour parvenir à la sécurité alimentaire et au développement durable*

677. Les actions menées dans le cadre du sous-programme ont débouché sur des positions communes sur les stratégies harmonisées adoptées par les États africains lors de diverses réunions, par exemple lors du onzième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur l'eau et l'assainissement; de la Conférence de haut niveau sur l'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique; et de la réunion de consultation sur la prévision des inondations et l'alerte rapide. Le sous-programme a également contribué au renforcement des capacités des pays du Bassin du Nil (9 pays) en matière d'élaboration de stratégies pour la mise en œuvre de stratégies de gestion intégrée des ressources en eau; des capacités des pays du Bassin de la Volta (6 pays) pour l'établissement d'un observatoire sur les ressources en eau et les écosystèmes associés; des capacités des pays de la SADC (15 pays) dans la gestion des eaux transfrontières; et de celles des pays du Bassin du Zambèze (8 pays) en matière de prévision des crues et d'alerte avancée. D'autre part, un appui a été fourni pour l'établissement de l'observatoire du Système d'observation du cycle hydrologique de la Volta.

Sous-programme 3

Information et science et technique au service du développement

- a) *Mettre les États membres mieux à même de formuler et d'exécuter des politiques et des programmes d'information relatifs à la promotion des sciences et des techniques appropriées, notamment la télématique et l'informatique, face aux problèmes et priorités de développement de l'Afrique, ainsi que de constituer des économies du savoir*

678. Le sous-programme a contribué à accroître le nombre de pays qui élaborent des stratégies ou des plans nationaux d'équipement informatique et télématique. Six pays africains (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Mali, Niger et Nigéria) ont pris des mesures pour faire avancer le processus d'intégration des technologies de l'information et des communications dans divers secteurs, notamment ceux de l'enseignement, de l'administration, de la santé et de l'emploi, et pour généraliser l'utilisation de ces technologies au sein des collectivités; à l'échelle du continent, ils ont adopté les statuts de l'Alliance panafricaine pour le commerce électronique en 2009. Les activités menées dans le cadre du sous-programme ont contribué à assurer l'accès des élèves des écoles camerounaises à des ordinateurs adaptés pour un usage dans les langues locales et ont également facilité l'adoption de stratégies sectorielles pour les technologies de l'information et des communications au Botswana, en Gambie, au Swaziland et en Zambie ainsi que l'adoption de cadres juridiques et réglementaires pour ces technologies aux niveaux des régions, des sous-régions et des communautés économiques régionales.

Sous-programme 4

Coopération économique et intégration régionale

- a) *Capacité nationale accrue pour adopter des politiques et mettre en œuvre des programmes visant à la mise en valeur intégrée des ressources naturelles, notamment énergétiques, et d'autres biens publics régionaux, dans le but de favoriser l'intégration régionale*
- b) *Renforcement des connaissances et des compétences des décideurs et autres parties prenantes dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion intégrées des ressources naturelles, notamment énergétiques, et d'autres biens publics régionaux*
- c) *Renforcement de la capacité d'élaboration des politiques aux niveaux national, régional et sous-régional pour la réalisation des priorités du NEPAD et d'autres initiatives régionales*

679. Des cadres ont été élaborés dans le cadre du sous-programme pour faciliter l'harmonisation des politiques, des lois et des règlements concernant les ressources minérales et les sources d'énergie aux niveaux régional, sous-régional et national grâce à l'exécution de projets pilotes sur la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables et la négociation des contrats relatifs aux ressources naturelles. Une aide a également été apportée au Burundi et à la République-Unie de Tanzanie pour la ratification d'un protocole relatif à la création d'un couloir centrafricain et pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre les 19 pays membres de la COMESA, les 14 pays membres de la SADC et les 5 pays membres de la CAE. Le sous-programme a par ailleurs contribué au développement des capacités des États membres et des organisations régionales dans le cadre de l'adoption des nouveaux

régimes miniers par l'intermédiaire de réseaux de praticiens qui ont permis de renforcer les connaissances et les compétences, ainsi qu'à l'organisation de divers ateliers et réunions sur la reconstruction et le développement après les conflits, conformément aux orientations définies dans le programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. Des progrès notables ont été réalisés sur ce dernier point grâce à l'appui technique fourni pour l'organisation en 2009 d'une réunion élargie à l'intention de la société civile du Darfour en vue de mettre en place une mission en faveur de la paix.

Sous-programme 5

Égalité des sexes et participation des femmes au développement

- a) *Renforcement de la capacité des pays africains d'élaborer et d'appliquer des politiques et programmes sexospécifiques pour accélérer les progrès vers l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes et réduire la pauvreté*
- b) *Renforcement de la capacité des décideurs et autres parties prenantes d'utiliser des outils et des méthodologies pour des programmes et politiques favorisant l'égalité des sexes*

680. Le sous-programme a permis d'aider les États membres à élaborer des politiques et des cadres appropriés par des activités de formation et de sensibilisation sur les protocoles et les résolutions du Conseil de sécurité applicables, ce qui est attesté par le fait que le Libéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone ont adopté des plans d'action nationaux. On a également épaulé les campagnes de communication organisées par la Commission de l'Union africaine en produisant et en diffusant des documents sur la violence dirigée contre les femmes. Le sous-programme a par ailleurs appuyé le renforcement des compétences des fonctionnaires et des organisations non gouvernementales pour la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et les questions relatives aux droits fondamentaux des femmes au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Niger, à l'élaboration d'un cadre politique national en matière d'égalité entre les sexes par Maurice et à l'utilisation de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique par le Cap-Vert, le Malawi, la Namibie, le Niger, le Sénégal et la Zambie.

Sous-programme 6

Activités sous-régionales de développement

- a) *Amélioration de la capacité des États membres, des communautés économiques régionales, des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile de formuler et de mettre en œuvre des politiques et des programmes harmonisés face aux priorités du développement sous-régional*
- b) *Amélioration des connaissances et des compétences aux niveaux sous-régional et national pour la conception et l'exécution de politiques et de programmes d'intégration régionale harmonisés*

681. Le sous-programme a aidé les communautés économiques régionales à accélérer l'application, aux niveaux national, régional et sous-régional, de cyberstratégies pour la SADC; de cadres juridiques harmonisés applicables aux technologies de l'information et des communications pour la CEDEAO; d'une stratégie sur la société de l'information conçue à l'intention de la CEEAC; et des

dispositions relatives à l'administration, à la législation et à la sécurité en ligne pour le COMESA. En Afrique de l'Ouest, il a contribué à appuyer la mise en place du groupe de la préparation et du développement des projets de la CEDEAO pour l'exécution de projets d'équipement viables à l'échelon régional (dans les domaines des transports, de l'énergie, des télécommunications et des ressources en eau), d'un cadre stratégique pour l'harmonisation des politiques et la création d'un fonds de l'infrastructure régionale, y compris la préparation des travaux du troisième Forum du secteur privé de la CEDEAO en ce qui concerne les projets énergétiques régionaux et une base de données sur les ressources énergétiques. L'intégration régionale a été encouragée par des actions de renforcement des capacités axées sur l'intégration des institutions et la promotion de la coopération transfrontière dans les domaines de l'informatique et de la télématique, du commerce, des industries extractives, de l'eau, de l'énergie, des transports et de la facilitation du commerce.

Sous-programme 7 **Statistiques**

- a) *Renforcement des capacités statistiques des États membres afin d'améliorer la gestion économique et le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement convenus aux niveaux national et international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, dans les textes issus des grandes conférences des Nations Unies et dans les accords internationaux conclus depuis 1992*
- b) *Renforcement des connaissances et des compétences des décideurs et des responsables des bureaux nationaux de statistique dans le domaine de l'organisation et de la gestion des systèmes de statistiques, y compris la collecte et l'analyse des données pour améliorer la gestion économique et le suivi des progrès vers la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, y compris ceux du Millénaire*

682. Grâce à des missions conjointes organisées dans le cadre du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21), des stratégies nationales ont été élaborées pour le développement des statistiques au Burundi, à Djibouti et en République démocratique du Congo. Les activités du sous-programme ont contribué à faire mieux connaître aux décideurs et aux statisticiens nationaux les outils et compétences nécessaires à la formulation et à l'exécution de stratégies pour développer leurs systèmes nationaux de statistiques et adopter les normes statistiques et les pratiques optimales internationales. Les services consultatifs ont permis d'épauler l'Angola et la République démocratique du Congo dans la préparation et la conduite effective de recensements de la population et de l'habitation et d'aider le Botswana à adopter une loi nationale sur les statistiques. Un manuel sur la prise en compte des différences entre les sexes dans les recensements et les enquêtes a été confectionné et convenablement utilisé pour fournir des données ventilées par sexe aux fins de la planification. De même, une structure a été mise en place à l'intention des parties prenantes pour les échanges de vues et d'informations sur les statistiques ventilées par sexe [Réseau africain des statistiques sur le genre (GESNET)].

Sous-programme 8

Développement social

- a) *Amélioration de la capacité des États membres d'élaborer, d'exécuter et de superviser des stratégies de réduction de la pauvreté compatibles avec les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et les priorités du NEPAD*

683. Le sous-programme a permis de renforcer la capacité des États membres de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes efficaces en matière de réduction de la pauvreté d'une part et, d'autre part, d'améliorer le partage des connaissances sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement, par l'intermédiaire du Groupe de réflexion africain sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le cadre de ce sous-programme, on a également réalisé des études sur la planification axée sur les objectifs du Millénaire pour le développement dans 15 pays africains (Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Mali, Maroc, Nigéria, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan et Zambie); la protection sociale dans 10 pays (Afrique du Sud, Angola, Algérie, Kenya, Malawi, Mali, Maurice, Namibie, Nigéria et Tunisie); l'analyse spatiale/les juridictions infranationales dans 4 pays (Afrique du Sud, Maroc, Nigéria et Soudan); et une analyse synthétique du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, des stratégies de réduction de la pauvreté et des objectifs du Millénaire pour le développement dans 3 des pays (Afrique du Sud, Bénin et Nigéria) qui ont adopté des stratégies de lutte contre la pauvreté ou des plans de développement nationaux fondés sur ces objectifs.

Commission économique pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique

Sous-programme 1

Pauvreté et développement

- a) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques économiques et de développement efficaces, viables et soucieuses de l'égalité des sexes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment dans le domaine de la réduction de la pauvreté*
- b) *Renforcement de la capacité des gouvernements, de la société civile et du secteur privé en Asie et dans le Pacifique, en particulier dans les pays les moins avancés, d'élaborer et d'exécuter des programmes de lutte contre la pauvreté qui soient efficaces, viables et soucieux de l'égalité des sexes et privilégient les groupes économiquement vulnérables*
- c) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques, des projets et/ou des programmes de recherche en matière de développement pour réduire la pauvreté rurale grâce au développement durable de cultures secondaires*

684. La réunion régionale CESAP-ASEAN d'experts de haut niveau sur le relèvement après le cyclone Nargis et les moyens de subsistance, a permis aux pays

d'Asie et du Pacifique de mieux faire connaître les expériences régionales de lutte contre les catastrophes naturelles et renforcé leurs capacités à formuler des stratégies de relèvement à moyen et à long terme. Des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales de 17 pays d'Asie et du Pacifique ont pu améliorer leurs capacités de mise en œuvre des politiques macroéconomiques dans le contexte de la crise financière. Les pays d'Asie et du Pacifique ont renforcé leurs capacités pour faire face à la crise alimentaire et énergétique et au changement climatique, grâce à l'assistance technique fournie par la CESAP. La Commission a également contribué à l'adoption du Document final de Bali qui demande que des mesures soient prises d'urgence à l'échelon régional pour faire face aux crises alimentaire, énergétique et financière. La CESAP a aidé les pays de la région d'Asie et du Pacifique à formuler et à mettre en œuvre des politiques, projets et programmes de recherche pour lutter contre la pauvreté.

Sous-programme 2

Statistiques

- a) *Renforcement des capacités des pays de la région, en particulier des pays les moins avancés, pour qu'ils puissent fournir les données requises pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement convenus internationalement*
- b) *Amélioration de l'accès des responsables politiques, de la communauté du développement et du public dans son ensemble à des indicateurs comparables de développement à court terme*
- c) *Amélioration des connaissances et de la compréhension des tendances socioéconomiques nationales et régionales fondamentales, en particulier des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, par des statisticiens et des responsables politiques nationaux dans la région de l'Asie et du Pacifique*

685. La CESAP a mis au point un projet de programme régional pour accroître les capacités des pays en développement de la région d'Asie et du Pacifique et amorcé sa mise en œuvre afin de produire des statistiques économiques de base conformément aux normes et bonnes pratiques internationales. Ce programme a permis aux pays en développement d'améliorer leurs capacités et de produire une série de statistiques économiques de base essentielles à la prise de décisions. Les services consultatifs ont permis de mieux mesurer l'emploi informel et la contribution du secteur informel au produit intérieur brut par l'activité économique, la compilation de plusieurs indices de prix et de quantités conformément aux normes et méthodes internationales, ainsi que de mieux comprendre les méthodes de suivi et l'utilisation d'indicateurs pour mesurer les résultats dans le domaine du développement (objectif du Millénaire pour le développement). L'Institut des statistiques de l'Asie et du Pacifique a amélioré les capacités des statisticiens à utiliser et à promouvoir de nouvelles techniques, méthodes et cadres analytiques pour produire des données statistiques d'une grande fiabilité.

Sous-programme 3

Développement des pays et territoires insulaires du Pacifique

- a) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent formuler des politiques et des stratégies visant à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables*
- b) *Renforcement de la coopération sous-régionale pour améliorer le développement économique et social durable des petits États insulaires en développement*

686. Les pays du Pacifique ont renforcé leurs capacités à mettre en œuvre le Cadre d'action du Millénaire de Biwako et de Biwako +5 et à améliorer la coordination entre les parties concernées, y compris les ONG et les organisations de handicapés, grâce à l'appui fourni par la CESAP en matière de coopération technique et de services consultatifs. Les pays du Pacifique ont adopté la Stratégie régionale du Pacifique pour les personnes handicapées, lors d'un forum sous-régional sur le handicap, qui a donné aux pays de la région les outils nécessaires pour pouvoir définir les priorités nationales en vue de l'application des articles de la Convention sur les droits des personnes handicapées. La CESAP a répondu à la nécessité urgente de procéder à une évaluation des conséquences et des besoins à Samoa après le récent tsunami dans le Pacifique et au Myanmar en vue d'accroître les capacités des responsables politiques à élaborer et à mettre en œuvre des mesures de relèvement et de reconstruction suite au cyclone Nargis en mai 2008.

Sous-programme 4

Commerce et investissement

- a) *Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent négocier, conclure et appliquer efficacement les accords commerciaux multilatéraux et autres pour faciliter la réalisation des objectifs de développement international convenus, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement*
- b) *Renforcement des capacités et de la coopération régionale pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes commerciaux afin de promouvoir la compétitivité internationale*
- c) *Renforcement des capacités de concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes favorisant un climat financier propice aux investissements et un secteur privé compétitif*
- d) *Renforcement des capacités de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui favorisent une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté rurale grâce aux transferts de technologies agricoles et à la mise en valeur des entreprises agricoles*

687. Les pays d'Asie et du Pacifique ont renforcé leurs capacités et accru leur participation aux négociations sur les accords commerciaux par le biais du programme d'assistance technique OMC/CESAP. Les activités d'assistance technique ont contribué à mieux faire comprendre le processus de prise de décisions en matière commerciale et à formuler et appliquer les politiques commerciales. Des douaniers, des négociants ainsi que des transitaires et divers acteurs du commerce ont renforcé leurs capacités en matière de facilitation du commerce et de préparation au projet de guichet électronique unique ainsi que leurs moyens en termes d'examen, d'analyse et d'intégration des fonctions de leur agence dans ce projet. Les possibilités offertes par la coopération régionale et les partenariats public-privé

ont permis la formulation de politiques dans le domaine de la sécurité énergétique régionale. Les pays membres du Centre des Nations Unies pour la recherche agronomique et l'outillage agricole de l'Asie et du Pacifique ont pris des mesures pour mettre en place un mécanisme efficace de promotion de machines agricoles vertes et sans danger en encourageant le transfert de technologies vertes.

Sous-programme 5 **Transport et tourisme**

- a) *Renforcement des connaissances et des capacités des gouvernements, de la société civile et des organisations non gouvernementales pour qu'ils puissent élaborer et appliquer, dans le domaine du transport et du tourisme, des politiques et des programmes efficaces et viables, axés notamment sur les objectifs du Millénaire pour le développement et traitant des questions de sécurité routière*
- b) *Renforcement de la capacité des gouvernements et des institutions financières internationales d'utiliser la Route d'Asie, le Chemin de fer transasiatique et d'autres initiatives lancées par la CESAP pour établir des liaisons de transport intermodal international*
- c) *Renforcement de la capacité des gouvernements et de l'industrie des pays d'appliquer des mesures visant à améliorer les opérations et la logistique dans le domaine des transports internationaux*

688. Treize pays ont bénéficié de missions consultatives et d'ateliers de formation de formateurs dans le cadre du projet sur le renforcement des capacités et l'amélioration des compétences dans les opérations de transit, le transport intermodal et la logistique pour accroître les capacités des pays participants à dispenser une formation de qualité dans ces domaines. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, une assistance technique a été régulièrement fournie sur la négociation de l'accord intergouvernemental de l'Organisation de coopération de Shanghai visant à faciliter les transports routiers internationaux laquelle se compose des pays ci-après : Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Fédération de Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan. Ce domaine d'activité était considéré comme hautement prioritaire dans le Programme d'action d'Almaty. À l'issue de huit réunions de négociation, l'Accord a été adopté en juin 2008 au Kirghizistan.

Sous-programme 6 **Environnement et développement durable**

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes en faveur de la croissance écologique*
- b) *Renforcement de la capacité des pays à élaborer et appliquer des politiques socioéconomiques pour améliorer la gestion et la protection de l'environnement*
- c) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer des politiques et stratégies efficaces en vue de favoriser l'utilisation de techniques plus efficaces et moins polluantes pour la production, la gestion et l'utilisation des ressources énergétiques aux niveaux sous-régional et régional*

- d) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et d'appliquer des politiques et stratégies durables et efficaces de gestion des ressources en eau et des catastrophes naturelles, notamment dans les pays particulièrement exposés aux catastrophes, en termes de préparation, de mesures d'intervention et de relèvement*

689. La CESAP a pris des mesures pour pallier aux besoins urgents des États membres en termes d'approches stratégiques du changement climatique et de perspective régionale pour l'après-2012. Par l'intermédiaires de réunions régionales telles que l'atelier sur l'amélioration de la qualité de l'air; la réunion Asie-Pacifique pour une économie à faible émission de carbone; et l'atelier régional sur une croissance verte et à faible émission de carbone en Asie, la CESAP a encouragé l'adoption d'approches de cobénéfices ainsi que de choix stratégiques pour un développement à faible émission de carbone compatible avec le programme de développement national. Les responsables gouvernementaux de la région ont été mieux informés des retombées de l'Année internationale de l'assainissement ainsi que des problèmes majeurs à surmonter pour réaliser l'objectif relatif à l'assainissement lors d'un atelier de renforcement des capacités tenu à Macao (Chine). Les États membres de la CESAP ont également amélioré leurs capacités de formuler et de mettre en œuvre des réformes politiques dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

Sous-programme 7

Technologies de l'information, de la communication et de l'espace

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et programmes de technologies de l'information, de la communication et de l'espace, notamment d'établir des initiatives favorisant l'égalité d'accès à ces technologies, en visant tout particulièrement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme d'action du Sommet mondial sur la société de l'information*
- b) *Renforcement des capacités nationales, des partenariats et des mécanismes de coopération régionale concernant l'utilisation des technologies de l'espace pour atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international et réduire l'ampleur des catastrophes*
- c) *Amélioration des capacités des pays et des institutions nationales par des programmes de formation à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement socioéconomique*
- d) *Renforcement de la capacité des pays d'entretenir et de promouvoir des systèmes d'innovation nationaux, l'objectif étant de créer des conditions propices au transfert de technologie et d'aider les pays de la région à faire face aux problèmes de développement dans le contexte de la mondialisation économique*

690. Dix-neuf pays ont tiré parti de l'échange d'informations et de bonnes pratiques sur la gestion du risque d'inondation en milieu urbain dans la région et amélioré leur connaissance des stratégies novatrices afin de mieux se préparer et d'apprendre à lutter contre les inondations urbaines. En outre, des responsables politiques et des experts de pays les moins avancés, de pays en développement sans littoral et de petits pays insulaires en développement, y compris le Bangladesh, le Cambodge, la République populaire démocratique lao, le Kazakhstan, les Maldives, la Mongolie,

le Myanmar, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, le Sri Lanka et le Tadjikistan, ont été formés à l'exploitation de données spatiales, à la télédétection, aux systèmes d'information géographique et autres applications spatiales pour produire des informations géographiques en vue de gérer les risques naturels, de réduire le risque de catastrophe et de mettre au point un système local d'alerte au tsunami ainsi que des mesures de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets.

Sous-programme 8

Développement social, y compris les problèmes sociaux persistants et les problèmes émergents

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'intégrer systématiquement les problèmes liés à la condition féminine dans les domaines prioritaires*
- b) *Renforcement de la capacité des pays de se doter des institutions nécessaires et d'élaborer et d'appliquer des mesures visant à améliorer la santé de tous, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement*
- c) *Renforcement de la capacité des pays d'intégrer les aspects sociaux dans les divers domaines de développement, notamment de traiter des questions démographiques et de répondre aux besoins des groupes sociaux vulnérables*

691. Les activités de la CESAP ont permis de mieux coordonner les initiatives entre les partenaires des Nations Unies pour accroître l'impact des efforts faits par le système des Nations Unies pour renforcer les capacités au niveau régional tout en encourageant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En outre, l'assistance technique de la CESAP a amélioré les capacités des pays de la région du Pacifique à intégrer les aspects sociaux dans plusieurs secteurs du développement, notamment à prendre les mesures adaptées en matière de protection sociale dans la sous-région et a permis aux responsables politiques de ces pays de mieux comprendre les questions déterminantes lorsqu'il s'agit d'élaborer des mesures de protection sociale. Les pays de la région ont amélioré leur connaissance des aspects relatifs aux migrations internationales et au développement lors de la réunion de haut niveau Asie-Pacifique sur les migrations internationales et le développement qui s'est tenue à Bangkok et de la concertation sur les conséquences de la crise financière mondiale sur les migrations internationales, organisée également à Bangkok.

Commission économique pour l'Europe

Développement économique en Afrique

Sous-programme 1

Environnement

- a) *Dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, et de l'Europe du Sud-Est, capacités renforcées à établir une coopération transfrontière pour la gestion des ressources en eau et à élaborer des plans pour la gestion intégrée de ces ressources*

- b) *Gestion des ressources environnementales et naturelles transfrontières en Asie centrale améliorée par l'application des dispositions et des principes énoncés dans les conventions de la CEE relatives à l'environnement*

692. Les activités de coopération technique visaient essentiellement le renforcement des capacités nationales aux fins de la coopération transfrontière pour la gestion de l'environnement et de l'eau dans les pays d'Asie centrale, du Caucase, d'Europe orientale et de l'Europe du Sud-Est. Elles ont abouti à la signature de deux accords régissant la coopération entre des pays ayant des ressources communes en eau : un sur le bassin du Drin en Europe du Sud-Est et un sur les rivières Chu et Talas en Asie centrale. Des progrès ont également été accomplis en matière de coopération pour assurer la sûreté des barrages en Asie centrale, la gestion durable des ressources hydriques du fleuve Dniestr en Europe orientale et du fleuve Kura dans le Caucase. Quatorze pays d'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase et de l'Europe du Sud-Est ont bénéficié de projets et de missions consultatives visant à renforcer leurs capacités nationales s'agissant de la coopération transfrontière pour l'eau et les autres ressources naturelles. Ces efforts ont facilité la ratification de conventions et protocoles de la CEE ainsi que leur adhésion pendant la période à l'examen, outre l'amélioration de la mise en œuvre de ces instruments juridiques.

Sous-programme 2

Transport

- a) *Renforcement de la capacité d'accroître les adhésions aux instruments juridiques et aux recommandations de la CEE concernant les transports ainsi que d'améliorer leur application*
- b) *Renforcement de la coopération sous-régionale en vue de la création de réseaux de transport paneuropéens et de liaisons Europe-Asie*

693. Le renforcement des capacités et les services consultatifs fournis par la CEE se sont attachés à promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions et accords internationaux de la Commission dans le domaine des transports. Ils ont favorisé 15 nouvelles accessions par des pays d'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase et de l'Europe du Sud-Est aux conventions de la CEE, principalement dans le domaine du transport de marchandises dangereuses. Deux pays (Azerbaïdjan et Bélarus) ont progressé sur la voie de l'adhésion aux projets relatifs à l'autoroute transeuropéenne et au chemin de fer transeuropéen. Début 2008, la CEE a créé une structure institutionnelle pour soutenir la mise en place de liaisons entre l'Europe et l'Asie. Des services consultatifs régionaux ont permis la participation de cinq pays (ex-République yougoslave de Macédoine, Lituanie, Tadjikistan, Turquie et Turkménistan) à la phase II du projet de liaisons entre l'Europe et l'Asie. Des ateliers de renforcement des capacités ont permis d'améliorer les capacités de pays en transition sur le plan économique pour le transit international le long des voies de transport Europe-Asie.

Sous-programme 3

Statistiques

- a) *Perfectionnement des cadres institutionnels nationaux et des pratiques d'application correspondantes dans les pays membres, conformément aux Principes fondamentaux CEE de la statistique officielle*

- b) *Renforcement des moyens mis à la disposition des bureaux nationaux de statistique d'établir, de compiler, d'archiver, d'analyser et de publier régulièrement des statistiques et des indicateurs économiques, sociaux, démographiques et environnementaux officiels, conformes aux normes et cadres internationaux*

694. La CEE a dispensé une formation et fourni des services consultatifs à 17 pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Les évaluations globales des systèmes nationaux de statistique effectuées par la CEE en coopération avec plusieurs partenaires (CESAP, AELE et EUROSTAT) ont contribué à l'élaboration du cadre de statistique officiel de ces pays. Grâce à l'aide de la CEE, les pays d'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase ainsi que de l'Europe du Sud-Est ont mis en œuvre un total de 45 recommandations de la CEE au cours de l'exercice biennal. La CEE a entrepris 27 missions consultatives dans ces pays. Ces services consultatifs ont contribué à améliorer la compréhension du rôle du bureau de statistique, la communication d'informations statistiques et d'autres questions d'actualité telles que le système de comptabilité nationale et la prise en compte de la parité entre les sexes dans les statistiques. Pendant la période à l'examen, 362 participants (61 % de femmes) ont renforcé leurs capacités à l'occasion de 12 ateliers organisés par la CEE.

Sous-programme 4

Coopération économique et intégration

- a) *Meilleure connaissance des pratiques optimales et des directives relatives aux questions de coopération et d'intégration économiques, en particulier celles visées par le Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (PSEPAC)*

695. À l'aide des activités coordonnées de renforcement des capacités menées par six groupes de travail chargés de projets dans le cadre du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale, le Conseil d'administration du PSEPAC a adopté plusieurs recommandations et directives politiques concernant les meilleures pratiques dans le domaine de la coopération et de l'intégration économiques. Sept pays du PSEPAC ont enregistré des progrès importants dans leur mise en œuvre, notamment pour ce qui est des barrages et de la sécurité routière. Trois pays ont manifesté leur volonté d'accéder à la Convention de la CEE sur l'eau, outre les deux parties du PSEPAC qui l'ont déjà fait. Près de 300 représentants et experts gouvernementaux ont participé à des réunions du Conseil d'administration du PSEPAC, du Forum économique et des groupes de travail chargés de projets.

Sous-programme 5

Énergie durable

- a) *Renforcement des capacités des experts dans les pays en transition sur le plan économique en vue de la mise en œuvre des instruments internationaux et de la CEE*

- b) *Avancées dans le traitement de la problématique des économies d'énergie et des rendements énergétiques dans les pays en transition sur le plan économique, notamment dans le sens d'une diminution des impacts environnementaux et de la création d'un marché des économies d'énergie dans ces pays*

696. Dix pays en transition ont amélioré les capacités et les compétences de leurs experts pour utiliser divers instruments financiers en vue de promouvoir des investissements permettant des économies d'énergie, d'accélérer l'intégration de leurs économies dans la région et de mettre en place des systèmes d'énergie durable. Des services consultatifs sur l'efficacité énergétique et la conservation de l'énergie ont contribué à la création de centres pour l'utilisation rationnelle et la conservation de l'énergie au Kazakhstan. Dix pays ont renforcé les capacités de leurs experts nationaux pour éliminer les obstacles actuels à l'exploitation de sources d'énergies renouvelables et ont établi des rapports nationaux sur le secteur des énergies renouvelables. Deux ateliers sur l'utilisation rationnelle de l'énergie ont été organisés dans le cadre du PSEPAC ainsi que deux autres dans le contexte du projet de création d'un marché des énergies renouvelables dans l'Europe du Sud-Est. Ces activités ainsi que les services consultatifs et autres ont contribué au renforcement des capacités des pays bénéficiaires en matière de conservation et d'exploitation rationnelle de l'énergie.

Sous-programme 6 **Commerce**

- a) *Application accrue des recommandations, normes et principes directeurs de la CEE en matière de facilitation du commerce dans les procédures et réglementations des pays en transition*
- b) *Amélioration des compétences et des connaissances du personnel national pour ce qui est de l'utilisation des normes de la CEE relatives au commerce, à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques*

697. Vingt-six pays ont renforcé leurs capacités pour comprendre et appliquer les normes et mesures de la CEE s'agissant de la facilitation du commerce et ont amélioré les politiques de facilitation et d'expansion des échanges commerciaux. En conséquence, cinq pays du PSEPAC ont lancé des projets nationaux de guichet unique et deux pays ont élaboré des plans d'action de guichet unique. Quatre pays ont adopté des mesures de facilitation du commerce et cinq pays de la Communauté économique eurasiennne ont révisé leur législation dans les domaines de la facilitation du commerce, du commerce électronique et du guichet unique. L'initiative régionale sur le guichet unique a été lancée dans le Sud-Caucase. Plus de 530 participants originaires de 26 pays ont amélioré leurs capacités de mise en œuvre des politiques de développement commercial et d'intégration régionale ainsi que des mesures de facilitation du commerce grâce à la participation aux ateliers et séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEE. Environ 97 % des personnes ayant répondu aux enquêtes affirment que la formation leur a permis d'améliorer leurs capacités dans ce domaine.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

Sous-programme 1

Liens avec l'économie mondiale, intégration et coopération régionales

- a) *Renforcement de la capacité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de concevoir et d'adopter des politiques commerciales, et de mettre en œuvre et de gérer les accords issus de négociations commerciales bilatérales, sous-régionales et multilatérales*
- b) *Améliorer la transparence de l'élaboration des politiques commerciales en tenant la société civile informée des questions commerciales et en suscitant sa participation*

698. La CEPALC a organisé seule et conjointement de multiples activités de coopération technique, y compris 15 ateliers techniques, 1 cours de formation et 3 missions consultatives. Grâce à ces activités, 1 000 participants des organismes des secteurs public et privé de la région ont acquis de nouvelles connaissances et renforcé leurs capacités à recourir aux bonnes pratiques lors de la création et de la mise en place d'alliances entre le secteur public et le secteur privé afin de développer le secteur des exportations. Six ateliers techniques de la CEPALC ont contribué à renforcer les connaissances et la participation de la société civile s'agissant de l'incidence des politiques commerciales sur la réduction de la pauvreté et des rapports entre commerce et responsabilité sociale des entreprises pour 515 participants d'organismes publics ainsi que d'organisations du secteur privé et de la société civile de la région. Les connaissances acquises dans les ateliers techniques de la CEPALC ont permis de mieux sensibiliser les participants aux incidences des politiques commerciales et à la responsabilité sociale des entreprises.

Sous-programme 2

Production et innovation

Renforcement de la capacité des décideurs nationaux d'évaluer, de concevoir et de mettre en œuvre des mesures de financement et des politiques sectorielles pour encourager le développement productif et l'innovation au niveau microéconomique

699. Des responsables politiques et des techniciens d'Argentine, du Brésil, du Chili, d'El Salvador, de l'Équateur et de l'État plurinational de Bolivie, ont renforcé leurs capacités à élaborer et appliquer des politiques et des mesures relatives au développement des technologies de l'information et des communications, et notamment des politiques et stratégies d'administration électronique, grâce au soutien des services de coopération technique de la CEPALC. Dans le cadre des accords de coopération, une série de services consultatifs ont été fournis aux Gouvernements d'El Salvador et d'Équateur pour soutenir la formulation de leurs stratégies nationales d'administration électronique. Trois pays (Chili, Colombie et République dominicaine) ont utilisé des informations reçues par le biais des services de coopération technique de la CEPALC dans le domaine du financement du développement productif. En outre, 240 participants de pays de la région ont acquis de nouvelles connaissances en matière d'administration électronique, de gestion des connaissances et d'innovation.

Sous-programme 3

Politiques macroéconomiques et croissance

- a) *Renforcement de la capacité des décideurs nationaux de concevoir et mettre en œuvre des politiques et des mesures macroéconomiques de stabilisation de la croissance fondées sur l'évaluation de ses facteurs déterminants*
- b) *Meilleure compréhension, de la part des décideurs nationaux, des nouveaux facteurs influant sur la croissance dans le contexte de la mondialisation*
- c) *Renforcement des échanges et de la coordination entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et avec les organisations régionales et sous-régionales concernant l'analyse et la conception des politiques macroéconomiques*

700. Des services consultatifs ont été fournis par l'intermédiaire de 4 missions consultatives, 4 séminaires et ateliers et 2 cours internationaux dans les domaines des marchés de l'emploi et du travail, des prévisions de l'inflation et des prévisions macroéconomiques au cours de l'exercice biennal. La CEPALC a également fourni des services de coopération technique dans les domaines de la coordination des politiques fiscales et monétaires, ainsi que du renforcement des marchés financiers nationaux. L'échange de données d'expérience et la coordination au niveau de l'analyse et de la conception de politiques macroéconomiques entre les pays de la région se sont accrus grâce aux activités de coopération technique de la CEPALC. Ces initiatives comprenaient un atelier organisé conjointement avec l'Association latino-américaine d'intégration, au cours duquel au moins 50 participants de haut niveau des ministères des finances, des affaires étrangères et des banques centrales des pays membres de l'Association ont pu intensifier la coordination et l'échange de données d'expérience concernant les systèmes de paiement en devises nationales et les paiements internationaux ainsi que les crédits.

Sous-programme 4

Développement social et équité sociale

- a) *Renforcement de la capacité des décideurs nationaux de gérer et de classer les questions liées aux dépenses sociales, au marché du travail et à la protection sociale en vue d'améliorer l'évaluation des programmes sociaux*
- b) *Renforcement de la capacité des États membres de la CEPALC de surveiller les tendances des indicateurs sociaux et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*

701. Des responsables politiques de neuf pays de la région [Bolivie (État plurinational de), Colombie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Paraguay, Pérou et Venezuela (République bolivarienne du)] ont renforcé leurs capacités à gérer et à classer les dépenses sociales afin de mieux évaluer les programmes sociaux grâce aux services de coopération technique et à l'adoption des méthodes élaborées par la CEPALC. Des fonctionnaires des ministères des finances et/ou de la planification sociale de cinq pays (Bolivie (État plurinational de), El Salvador, Guatemala, Paraguay et Pérou) ont appliqué les méthodes et recommandations de la CEPALC pour développer des modèles nationaux spécifiques qui ont permis de mesurer et de contrôler les dépenses sociales et d'appuyer la formulation de politiques sociales, en s'attachant notamment aux questions de protection sociale et de marché du travail dans le contexte particulier de la crise économique et financière de 2008-2009. Les 330 participants aux ateliers techniques organisés par

la CEPALC ont renforcé leurs capacités à surveiller les indicateurs sociaux et à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment de l'objectif 1 concernant la pauvreté et la faim.

Sous-programme 5 **Population et développement**

- a) *Renforcement de la capacité technique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de suivre l'évolution des tendances démographiques et de traiter des questions de population et de développement à des fins de programmation sociale*
- b) *Renforcement de la capacité technique des pays de la région de suivre les progrès accomplis dans l'application des recommandations et la réalisation des objectifs des accords internationaux pertinents (Conférence internationale sur la population et le développement, Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et objectifs pertinents du Millénaire pour le développement)*

702. Treize pays ont renforcé leurs capacités de suivi des tendances démographiques pour utilisation lors de l'élaboration de programmes sociaux. La CEPALC a également fourni une assistance à distance à 11 pays sur la formulation et l'examen des recensements, l'analyse des perspectives démographiques et la préparation de cours de formation nationaux dans ces domaines. Deux cent quatre-vingt-six techniciens ont participé à la formation et aux ateliers sur le perfectionnement des méthodes de traitement des données de recensement à l'aide du logiciel REDATAM, un outil technologique mis au point par la CEPALC et largement utilisé dans la région et au-delà. Grâce à cinq ateliers organisés par la CEPALC, 236 participants de 20 pays ont augmenté leurs capacités techniques de suivi des progrès réalisés dans les engagements pris par la communauté internationale lors de la Conférence internationale sur la population et le développement, lors de l'adoption du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et des objectifs du Millénaire pour le développement y relatifs. Ces ateliers ont permis d'améliorer les capacités de techniciens de la région en ce qui concerne la collecte de données, l'incorporation de nouvelles technologies pour le suivi des objectifs de la Conférence et des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Sous-programme 6 **Développement durable et établissements humains**

- a) *Renforcement de la capacité des fonctionnaires nationaux, régionaux et locaux des pays de la région à évaluer et à concevoir des politiques de développement durable de l'environnement et de l'espace urbain dans le cadre des conventions internationales et régionales pertinentes*
- b) *Amélioration des connaissances du personnel technique national en vue du suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement de l'environnement et de l'espace urbain*

703. Deux réunions régionales de la CEPALC ont donné un nouvel élan aux initiatives des négociateurs et des responsables politiques sur les questions relatives aux forêts et au changement climatique afin que 11 pays de la région (Argentine,

Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Pérou et Uruguay) créent des réseaux pour échanger des données d'expérience sur les questions concernant la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts et arrêter des positions communes pour leur participation aux forums mondiaux sur le changement climatique. Deux ateliers techniques organisés en Colombie et au Pérou ont permis à des experts de 14 pays de la région [Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou, République dominicaine et Venezuela (République bolivarienne du)] d'accroître leurs capacités techniques pour définir des mesures d'atténuation du changement climatique en mettant l'accent sur la déforestation et la dégradation des forêts. La CEPALC a été la première à mettre au point des directives méthodologiques et des outils de modélisation pour aider le personnel technique de la région à effectuer des analyses de l'économie du changement climatique et à formuler des politiques et des mesures d'atténuation par l'envoi de missions consultatives dans 12 pays (Argentine, Chili, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Honduras, Paraguay, Pérou, Uruguay et Trinité-et-Tobago).

Sous-programme 7

Ressources naturelles et infrastructures

- a) *Renforcement de la capacité de mettre en œuvre des politiques de gestion durable et de préservation des ressources naturelles reposant sur une évaluation économique et institutionnelle appropriée*
- b) *Renforcement des compétences des fonctionnaires pour évaluer les différentes possibilités de décision, de planification, d'organisation et de réglementation des services d'utilité collective et des infrastructures*

704. À l'issue de missions consultatives et de sept ateliers nationaux, des techniciens de l'Argentine, de la Colombie, du Costa Rica, du Honduras et du Pérou ont appliqué une méthode conçue par la CEPALC pour aider à la formulation de politiques sur la production et l'utilisation de biocarburants. En outre, à la suite des ateliers techniques organisés par la CEPALC, des techniciens de la Barbade, du Guyana, du Suriname et de Trinité-et-Tobago ont amélioré leurs compétences techniques pour les questions d'efficacité énergétique. Cinq pays [Colombie, Équateur, Guatemala, Pérou et Venezuela (République bolivarienne du)] ont renforcé leurs compétences et leurs capacités de mise en œuvre et d'évaluation des politiques pour une gestion durable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement par suite des services consultatifs et de la formation fournis par la CEPALC. Par ailleurs, 17 pays (Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyana, Jamaïque, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago) ont amélioré leurs capacités s'agissant des questions d'infrastructures en évaluant ou en adoptant des mesures nationales et infranationales dans les domaines ci-après : sécurité routière, ports et modèles de concession et programmes de facilitation des transports pour les pays enclavés.

Sous-programme 8 **Statistiques et projections économiques**

- a) *Renforcement des compétences et du savoir des fonctionnaires en vue d'assurer la compilation et la publication de données sociales et environnementales de base conformes aux normes et aux cadres internationaux*
- b) *Renforcement de la capacité de suivre l'évolution des indicateurs économiques et sociaux (en particulier ceux des objectifs du Millénaire et des autres objectifs de développement convenus au plan international) pour la planification et la formulation des politiques sociales*

705. Du personnel technique expérimenté de bureaux nationaux de statistique de neuf pays ont amélioré leurs compétences et leur savoir pour compiler, diffuser et utiliser des données économiques, sociales et environnementales fondamentales conformément aux normes internationales en incorporant des recommandations méthodologiques reçues lors des 14 missions consultatives dirigées par la CEPALC. Trois pays (Bolivie (État plurinational de), Nicaragua et République dominicaine) ont utilisé les recommandations méthodologiques de la CEPALC pour renforcer la conception des enquêtes auprès des ménages s'agissant des indicateurs sociaux. Cinq pays [Colombie, Costa Rica, El Salvador, Panama et Venezuela (République bolivarienne du)] ont amélioré leur traitement et analyse des données dans les domaines de la pauvreté et de l'emploi en ayant recours à de nouveaux outils et méthodologies. Grâce à quatre ateliers de formation de la CEPALC, 94 participants de sept pays ont renforcé leurs capacités de suivi de l'évolution de la planification sociale et de la formulation de politiques économiques et sociales.

Sous-programme 9 **Activités sous-régionales**

- a) *Renforcement de la capacité des États membres de la CEPALC d'évaluer la réduction de la pauvreté et les problèmes économiques qui y sont liés et de formuler des politiques pertinentes, notamment au niveau macroéconomique*
- b) *Renforcement des compétences techniques et analytiques des États membres de la CEPALC en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques en matière de commerce et d'intégration, de développement durable, d'évaluation des catastrophes et de gestion des risques*

706. À la suite des 25 missions consultatives envoyées par la CEPALC, huit pays de la sous-région (Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et République dominicaine) ont amélioré leurs capacités en matière de formulation et de mise en œuvre de politiques et de mesures de suivi dans les domaines ci-après : intégration sous-régionale, commerce en insistant notamment sur les questions de douane, insertion dans les chaînes de valeur mondiales et politiques macroéconomiques pour aborder la crise financière et économique, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses impacts. Des techniciens de sept pays (Belize, Bolivie (État plurinational de), Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua et Pérou) ont renforcé leurs compétences pour évaluer l'impact socioéconomique des catastrophes naturelles et pour formuler des stratégies de réduction des risques grâce aux missions consultatives et aux cours de formation de la CEPALC. L'État plurinational de Bolivie et le Mexique ont bénéficié de services techniques axés sur les interventions rapides pour répondre aux crises

épidémiologiques. Les services de coopération technique de la CEPALC, y compris 11 missions consultatives, ont permis aux autorités haïtiennes d'améliorer leurs capacités dans les domaines de la sécurité alimentaire, des politiques macroéconomiques, de la coopération financière et de la réduction des risques.

Sous-programme 10

Activités sous-régionales dans les Caraïbes

- a) *Renforcement de la capacité technique des pays de la sous-région de suivre les progrès accomplis dans l'application de leur plan national de mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement*
- b) *Renforcement de la capacité technique des pays de la sous-région d'évaluer les conséquences socioéconomiques et environnementales des catastrophes naturelles*

707. S'agissant du point a), les autorités gouvernementales de cinq pays ont accru leurs capacités techniques et politiques pour réaliser les objectifs du développement durable grâce aux missions consultatives de la CEPALC afin d'évaluer les conséquences socioéconomiques des catastrophes naturelles, d'aider à la formulation de plans de relèvement et de stratégies de gestion des risques. En outre, trois organisations intergouvernementales ont tiré parti de ces services et de l'amélioration de la coordination avec d'autres organismes du système des Nations Unies pour renforcer leurs propres capacités à participer aux missions d'évaluation relatives aux catastrophes naturelles et aux stratégies de relèvement.

708. Pour ce qui est du point b), 98 techniciens de trois pays ont amélioré leurs connaissances méthodologiques et leurs capacités techniques de mesurer les dommages et les pertes relatives aux catastrophes naturelles au niveau sectoriel ou d'élaborer et d'appliquer des mesures préventives ou d'urgence aux niveaux national et infranational grâce à leur participation à trois ateliers de formation organisés par la CEPALC.

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

Développement économique et social en Asie occidentale

Sous-programme 1

Gestion intégrée des ressources naturelles à l'appui du développement durable

- a) *Renforcement du dialogue politique sur les questions prioritaires en matière de développement durable, en particulier sur la production et la consommation durables des ressources en eau et de l'énergie, compte tenu des considérations environnementales*
- b) *Amélioration des connaissances et des compétences des fonctionnaires, des spécialistes et des utilisateurs finals nationaux de sorte qu'ils puissent exploiter les possibilités offertes et faire face aux difficultés rencontrées pour assurer la gestion durable des ressources naturelles*

709. Des ateliers de formation ont été organisés et des services consultatifs ont été dispensés en vue d'améliorer les moyens de faire face aux problèmes rencontrés dans la gestion des ressources en eau et des problèmes environnementaux dans la région du Golfe, en Jordanie, au Liban et en Palestine. Un document intitulé *Law 33 for waste*

water and sanitary sewerage (loi 33 pour le traitement des eaux usées et les services d'assainissement) a ainsi été rédigé à Bahreïn; des activités axées sur la gestion des sécheresses hydrologiques, le réseau de gestion hydrologique et l'évaluation de son impact sur l'environnement ont été encouragées en Jordanie; une étude sur l'évaluation et la gestion stratégique du secteur des ressources en eau a été réalisée en Arabie saoudite et a conduit à l'adoption du Plan national pour les ressources en eau. Deux cents fonctionnaires ont participé à huit ateliers organisés en vue de renforcer les capacités des intervenants dans les domaines de l'énergie, des ressources en eau et de la production et la consommation durables, qui ont contribué à l'élaboration de stratégies nationales pour l'utilisation de combustibles propres. Les participants à ces ateliers ont recommandé d'adopter et de mettre en œuvre des programmes nationaux pour l'efficacité énergétique visant à répondre aux normes internationales, notamment des systèmes privilégiant l'utilisation d'énergies non polluantes.

Sous-programme 2 **Politiques sociales intégrées**

- a) *Renforcement des capacités des pays membres d'adopter une approche intégrée et participative pour formuler et mettre en œuvre des politiques sociales et en assurer le suivi*
- b) *Meilleure compréhension, par les intervenants nationaux, des principes, des approches et des instruments d'intégration des politiques sociales*

710. Des services de renforcement des capacités et de conseils ont été dispensés dans des pays tels que le Liban, où la CESAO a coopéré avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur à l'élaboration de son plan stratégique. Grâce à la fourniture de services consultatifs, un plan de développement pour la région de Borj Hammound a été élaboré et le Ministère des affaires sociales a encouragé la mise en place de stratégies visant à assurer la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes. Trois ateliers ont été organisés afin d'améliorer la compréhension des politiques d'équité sociale en intégrant les jeunes dans le processus de développement. L'atelier consacré aux besoins de formation des associations caritatives en Arabie saoudite a donné lieu à l'élaboration d'une stratégie nationale en faveur de l'emploi. Par ailleurs, en Palestine, la concertation nationale sur l'intégration des politiques sociales entre les principaux intervenants palestiniens a été renforcée et des mécanismes destinés à favoriser un consensus national ont été mis en place. Ces ateliers ont réuni 150 participants, dont 50 femmes.

Sous-programme 3 **Développement économique et intégration**

- a) *Volonté plus ferme des pays membres de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du Consensus de Monterrey, du Programme de Doha pour le développement et du système de transport intégré du Machrek arabe et de réaliser l'intégration régionale dans une économie de plus en plus mondialisée*
- b) *Renforcement des capacités des responsables gouvernementaux d'élaborer et d'appliquer des politiques et stratégies économiques rationnelles pour promouvoir une croissance économique durable*

711. Des services de renforcement des capacités et de conseils ont été dispensés aux pays membres de la CESAO dans le domaine de la macroéconomie, des accords de

l'OMC, des transports et du commerce. Une mission consultative a été dépêchée en Égypte en vue de faciliter l'application de l'Accord sur les routes internationales dans le Machrek arabe. De plus, la Commission a fourni une aide au Gouvernement d'Oman pour revoir et commenter ses septième et huitième plans quinquennaux, ainsi qu'au Ministère saoudien de l'économie et de la planification en Arabie saoudite pour son neuvième plan de développement. Quatre ateliers ont été organisés sur le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement; la promotion du système de sécurité routière au Machrek arabe; la négociation d'accords d'investissement bilatéraux visant à éviter la double imposition; et le Code de règlement des différends de l'OMC (pour l'Arabie saoudite). Cent quarante personnes ont participé à ces ateliers.

Sous-programme 4

Utilisation de l'informatique et de la télématique aux fins de l'intégration régionale

- a) *Volonté plus ferme de prendre les mesures nécessaires pour créer une société de l'information et une économie du savoir, dans le cadre du plan d'action régional*
- b) *Renforcement des connaissances et des compétences des bureaux nationaux pour qu'ils puissent mettre au point des mécanismes et des programmes propres à créer une société de l'information et une économie du savoir*

712. Des services de renforcement des capacités et de conseils ont été dispensés dans les domaines du commerce, de l'administration et de la commercialisation électroniques, et sur les stratégies et politiques relatives aux TIC. Dans ce cadre, un plan d'action pour la création d'un centre informatique au Ministère de l'économie et de la planification a été élaboré en vue de promouvoir une société de l'information en Arabie saoudite. La Commission a aidé à élaborer une politique relative à un plan d'administration électronique et un plan stratégique relatif aux TIC et à mettre en place un centre national de données en Palestine. Six ateliers ont été organisés en vue d'améliorer les connaissances et les compétences des fonctionnaires des pays membres de la CESAO concernant la mesure des indicateurs relatifs aux TIC; la cyberlégislation et son application dans la région desservie par la CESAO; les données et statistiques relatives aux TIC; les partenariats entre les secteurs public et privé à l'appui des initiatives relatives aux TIC; les investissements dans le domaine des TIC; la mise au point d'indicateurs dans le domaine des sciences et des technologies et la création d'observatoires dans la région de la CESAO; et les caractéristiques nationales de la société de l'information en Asie occidentale. Cent quatre-vingts personnes ont participé à ces ateliers, dont 35 femmes.

Sous-programme 5

Établissement de statistiques aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur les faits

- a) *Renforcement du cadre institutionnel en matière de statistiques nationales qui permette de favoriser la collecte, la production et la diffusion, en temps utile, des statistiques et des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux officiels, l'accent étant mis sur le Système de comptabilité nationale de 1993, les recensements de la population et du logement et les enquêtes sur les ménages*

- b) *Amélioration des compétences du personnel des bureaux de statistique nationaux, leur permettant de produire, de réunir, de diffuser et d'utiliser des données économiques, sociales et environnementales conformément aux normes et aux cadres de travail internationaux*

713. La CESAO a fourni des services de formation et de conseils à 11 pays membres. Par suite, un cadre a été élaboré pour la collecte de statistiques dans le secteur industriel, ce qui a permis d'améliorer la diffusion des données dans ce domaine en Arabie saoudite. Au Yémen, une enquête intégrée a été conçue en vue de la création d'un système de compilation de données aux fins de la mise au point de statistiques sur le commerce extérieur. Les services consultatifs dispensés par la Commission ont contribué à améliorer la compréhension et l'application des méthodes liées aux statistiques sur le travail, les industries, les ménages, l'économie, la vie sociale et l'environnement. Neuf ateliers ont été organisés en vue d'améliorer les capacités des fonctionnaires des pays membres dans les domaines suivants : statistiques industrielles, statistiques sur les migrations internationales, mesure de la pauvreté, planification de l'emploi, échange de données et métadonnées statistiques, analyse des statistiques et indicateurs de l'énergie, commerce des services, et amélioration des législations dans la région de la CESAO. Ces ateliers ont réuni quelque 250 participants, dont 50 femmes.

Sous-programme 6 **Promotion de la femme**

- a) *Sensibilisation accrue à la nécessité de redresser les déséquilibres entre les sexes et de tenir systématiquement compte de l'impératif d'égalité des sexes, une attention particulière devant être accordée à la présence des femmes dans les organes du pouvoir législatif et exécutif*
- b) *Amélioration des connaissances et des compétences des mécanismes nationaux chargés de rassembler et de diffuser des données de base sur la promotion et l'autonomisation des femmes et d'établir des rapports sur ces questions conformément aux conventions et aux cadres directifs internationaux*

714. Des services de renforcement des capacités et de conseils ont été dispensés à huit pays membres, ce qui a contribué à mieux faire connaître les questions liées à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à l'impact de la violence à l'égard des femmes, à la budgétisation tenant compte des différences entre hommes et femmes et au renforcement du pouvoir d'action des femmes. Pour la République arabe syrienne, un chapitre consacré aux femmes a été élaboré dans le cadre du onzième plan quinquennal. Pour l'Arabie saoudite, un chapitre sur les femmes, la famille et la société a été élaboré dans le cadre du neuvième plan de développement. Au total, 14 ateliers ont été organisés en vue de renforcer les capacités des pays membres dans les domaines suivants : la Convention, la discrimination et la violence à l'égard des femmes, le leadership et la prise de décisions, le règlement des conflits, les négociations, les communications et la capacité de mobilisation, et la protection des femmes dans les conflits armés. Environ 280 femmes ont participé à ces ateliers.

Sous-programme 7

Atténuation des conflits et développement

- a) *Meilleure compréhension, par les intervenants, des effets des conflits sur le développement socioéconomique et des questions à prendre en compte dans la gestion des conflits et les activités de relèvement*
- b) *Amélioration des connaissances et des compétences des responsables chargés de déterminer les besoins socioéconomiques et les difficultés politiques créés par les conflits et l'instabilité et d'apporter des solutions*

715. Quatre ateliers ont été organisés en vue d'améliorer les connaissances et les compétences en matière de planification stratégique et d'examiner les effets des tensions ethniques et sectaires au Liban, en Palestine et au Soudan. Une centaine de participants ont assisté à ces ateliers, dont 20 femmes. Par ailleurs, quatre représentants officiels de la Palestine ont participé à des programmes de bourses portant sur le développement institutionnel.

Chapitre 23

Droits de l'homme

Principaux résultats obtenus

716. Dans le contexte du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, plusieurs progrès ont été réalisés durant le présent exercice biennal, grâce au renforcement des cadres normatifs (notamment, l'adoption et l'entrée en vigueur de nouveaux instruments) et à une meilleure application des droits de l'homme au niveau national. L'issue positive de la Conférence d'examen de Durban tenue en 2009 a ouvert la voie à un engagement renouvelé à lutter contre la discrimination raciale, notamment grâce à la mise en œuvre du Document final de la Conférence, qui a été adopté par consensus. Le Conseil des droits de l'homme a, avec le concours du HCDH, continué à renforcer les moyens d'améliorer l'application des normes relatives aux droits de l'homme, en particulier grâce au lancement de l'examen périodique universel, 96 États ayant fait l'objet d'un examen en 2008-2009 et un suivi des recommandations ayant été réalisé dans plusieurs pays. La nomination de 33 nouveaux titulaires de mandats relevant des procédures spéciales a été approuvée par le Conseil en vertu d'une nouvelle procédure de sélection. Des activités de renforcement des capacités ont été menées aux fins d'appuyer les présences sur le terrain, d'améliorer les compétences thématiques et de consolider les alliances à l'extérieur et à l'intérieur du système des Nations Unies, notamment grâce à la mise en place d'un mécanisme permanent du Groupe des Nations Unies pour le développement et à la coopération avec la société civile, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les mécanismes régionaux, ce qui a permis d'accomplir des progrès appréciables dans la prise en compte des droits de l'homme et la fourniture d'une protection par des systèmes nationaux de plus en plus conformes, auxquels font appel un nombre croissant de détenteurs de droit.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

717. Durant le présent exercice biennal, le Conseil des droits de l'homme a constamment assigné de nouveaux mandats au Bureau, et l'appui fourni aux organes

conventionnels et aux titulaires de mandats relevant des procédures spéciales a aussi été notablement renforcé. La tâche qui consiste à intervenir rapidement dans des situations graves en matière de droits de l'homme demeure particulièrement ardue et nécessite de renforcer la capacité de réaction rapide du Bureau grâce à une coopération plus active avec les organismes du système des Nations Unies et les partenaires au niveau national. Il faut en outre s'assurer que les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les efforts déployés par le HCDH au niveau national conduisent à des changements durables sur le plan du comportement et des institutions. Le manque de ressources pour répondre aux demandes croissantes d'aide adressées au Haut-Commissariat continue de poser des problèmes.

Taux d'exécution des produits

718. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 89 % des 5 190 produits quantifiables prescrits.

719. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 23)].

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

720. Au total, la création de 54 nouveaux postes a été autorisée au titre du budget ordinaire pour 2008-2009, dont 22 postes ont été autorisés au titre des incidences sur le budget-programme de l'établissement des propositions budgétaires pour 2008-2009, et 32 nouveaux postes ont été autorisés pour 2008-2009 au titre du projet de budget-programme. De plus, cinq postes ont été transférés du Département des affaires économiques et sociales au HCDH pour assurer les services requis par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Tous les postes ont été pourvus.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

721. Le temps moyen de sélection dans Galaxy pour des postes d'administrateur a été de 262 jours (du 1^{er} janvier au 30 septembre 2009).

722. Cela représente une augmentation du temps de sélection par rapport à l'objectif fixé (200 jours) et à l'année 2005 qui est l'année de référence (230 jours).

c) Recensement des nouveaux problèmes auxquels les États Membres doivent prêter attention en ce qui concerne les droits de l'homme

723. Lors du dialogue interactif, les États ont fait 48 références à des questions soulevées dans le rapport du Haut-Commissariat, soit une légère augmentation par rapport à 2007 (42). Et, fait nouveau, elles ont en particulier mentionné des questions liées aux droits des femmes et des personnes handicapées.

d) Amélioration de la cohérence des politiques de gestion des activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme

724. Grâce à des publications et à la collaboration à d'autres documents directifs et déclarations, les normes relatives aux droits de l'homme sont mieux connues et

utilisées dans l'ensemble du système des Nations Unies, en rapport avec les questions liées au développement. Ces documents visaient en particulier à renforcer la prise en compte des droits de l'homme dans toutes les activités opérationnelles des Nations Unies hors Siège. Le HCDH a lui-même produit trois principales publications au cours du présent exercice et deux autres doivent encore être parachevées. Il a par ailleurs apporté un concours et une collaboration actifs à plusieurs documents, directives et déclarations élaborés par le Secrétariat de l'ONU et les organismes, programmes et fonds des Nations Unies. Parmi les principales réalisations, on peut notamment citer la création, en novembre 2009, d'un mécanisme spécialisé du Groupe des Nations Unies pour le développement, présidé par le HCDH, chargé d'assurer la prise en compte systématique des droits de l'homme.

e) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

725. Le pourcentage de recrutements de candidats originaires d'États Membres non représentés ou sous-représentés à des postes soumis à la répartition géographique par rapport à tous les recrutements à des postes soumis à la répartition géographique était de 8,3 %; le pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur était de 53,2 %.

f) Amélioration des délais de présentation de la documentation

726. Sur les 120 rapports établis pour les soixante-troisième et soixante-quatrième sessions de l'Assemblée générale, 59 ont été présentés dans les délais prescrits (soit 49,1 %), ce qui représente une amélioration sensible par rapport à l'exercice précédent (23,7 %), découlant de l'amélioration de la coordination interne.

g) Déploiement à bref délai de spécialistes des droits de l'homme pour contribuer à empêcher que les violations des droits de l'homme se poursuivent, conformément au mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

727. En 2008, des missions ont été déployées dans les pays suivants : i) au Kenya, en raison des violences consécutives aux élections; ii) à Beit Hanoun, dans le territoire palestinien occupé, mission d'établissement des faits de haut niveau créée par la résolution S-3/1 du Conseil des droits de l'homme; iii) Géorgie (Ossétie du Sud), lors de la crise survenue en août. En 2009, le HCDH a déployé sept missions d'intervention rapide : i) fourniture d'un appui à titre temporaire au Bureau du HCDH établi dans le territoire palestinien occupé; ii) aide à la création de la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza; iii) déploiement d'une mission d'évaluation de la situation des droits de l'homme au Honduras; iv) surveillance des violations des droits de l'homme commises en liaison avec les élections au Gabon; v) à Madagascar, pour renforcer la protection des droits de l'homme au niveau national et les moyens de promouvoir leur défense à la suite des troubles politiques; vi) envoi d'une commission internationale d'enquête en Guinée à la demande du Secrétaire général; vii) en Iraq, pour venir en aide à la Mission des Nations Unies (MANUI) déployée dans ce pays.

- h) *Visibilité accrue et meilleure connaissance des activités menées par le Haut-Commissariat*

728. Douze articles d'opinion ont été publiés dans plus de 80 journaux et autres médias desservant plus de 50 pays situés dans toutes les régions du monde durant le présent exercice. En 2008, des articles d'opinion ont été publiés pour la première fois dans un journal médical, ce qui a contribué à augmenter l'audience visée.

Sous-programme 1

Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse

Intégration des droits de l'homme

- a) *Intégration des droits de l'homme dans les programmes et activités du système des Nations Unies consacrés au développement, aux questions humanitaires, à la paix et à la sécurité, à la gouvernance et à l'état de droit*

729. Les activités qui ont été menées ont contribué à promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans les programmes consacrés aux questions humanitaires, à la paix et à la sécurité, notamment les ateliers organisés à l'intention du personnel des composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix. Plus de 400 membres du personnel ont reçu une formation dans ce domaine en 2008-2009. Le Haut-Commissariat a collaboré avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques à l'élaboration de manuels et de documents d'orientation, notamment : l'établissement des composantes justice dans les opérations de maintien de la paix et la définition de normes en matière de formation, la mise au point de méthodes d'évaluation des composantes justice et mesures punitives, et l'élaboration de la directive concernant les détentions. Par l'intermédiaire des équipes et des groupes de travail du Comité exécutif d'action humanitaire du Groupe des Nations Unies pour le développement, le HCDH contribue directement à promouvoir la prise en compte des droits de l'homme dans les activités humanitaires menées par les organismes des Nations Unies.

- b) *Renforcement des capacités du système des Nations Unies, en particulier des équipes de pays des Nations Unies, à prendre davantage en compte les droits de l'homme dans leurs programmes et activités respectifs, et à aider les États Membres qui en font la demande à se doter de structures nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et à renforcer celles qui existent*

730. Les capacités des équipes de pays des Nations Unies ont été renforcées grâce à la réalisation de 12 nouveaux bilans communs de pays/plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, avec la participation directe du HCDH aux ateliers de formation et à un appui technique pour faciliter la prise en compte des droits de l'homme dans leurs programmes communs. Le Haut-Commissariat a collaboré avec le Groupe des Nations Unies pour le développement à l'élaboration de plusieurs notes et documents d'orientation portant notamment sur les questions autochtones, les droits des personnes handicapées et la préservation de l'environnement. Il a organisé, en coopération avec l'École des cadres du système des Nations Unies, trois stages de formation de formateurs à l'intention de 75 participants, consacrés aux droits de l'homme, pour permettre aux membres du personnel des Nations Unies déployé dans les régions d'être mieux à même d'intégrer les droits de l'homme dans leurs programmes.

- c) *Meilleure connaissance des questions relatives aux droits de l'homme et de leur dimension sexospécifique dans tout le système des Nations Unies, notamment dans les équipes de pays des Nations Unies*

731. Il apparaît que le Haut-Commissariat a atteint l'objectif fixé pour cette réalisation grâce à l'organisation de stages de formation et de cours d'initiation à l'intention des coordonnateurs résidents et des représentants de pays des organismes du système des Nations Unies récemment nommés (10 à 15 par an) et à la mise en œuvre d'un projet de module de formation à une méthode de suivi des budgets fondée sur les droits de l'homme et des activités de sensibilisation, qui a été menée avec succès en Haïti et au Libéria et a réuni environ 85 participants. Le HCDH a aussi organisé une formation consacrée aux droits de l'homme à l'intention de 34 membres de son personnel afin de renforcer ses moyens internes de fournir des conseils d'expert dans ce domaine à l'ensemble du système des Nations Unies, et prévoit d'organiser chaque année un ou deux ateliers de ce type à l'avenir.

Droit au développement

- a) *Meilleure intégration de la promotion et de la défense du droit au développement dans les partenariats mondiaux pour le développement et, selon qu'il convient, dans les politiques et activités opérationnelles de développement des acteurs pertinents à tous les niveaux*

732. Le Haut-Commissariat a atteint les objectifs fixés concernant la constitution de partenariats mondiaux. Cinq partenariats ont fait l'objet d'une évaluation, notamment l'Accord de Cotonou, le Groupe de travail intergouvernemental sur la santé publique, les innovations et la propriété intellectuelle, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Programme spécial de recherche et de formation sur les maladies tropicales et le programme de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Parmi les autres activités se rapportant à la présente réalisation, on peut notamment citer la session annuelle du Groupe de travail sur le droit au développement et de son équipe de travail de haut niveau et deux ateliers d'experts organisés aux fins de définir des critères régissant l'établissement de partenariats. Par ailleurs, plusieurs missions de conseil ont été organisées en vue de procéder à un examen analytique des critères et de partenariats donnés.

- b) *Meilleure connaissance et meilleure compréhension du droit au développement à tous les niveaux*

733. Durant l'exercice 2008-2009, le Haut-Commissariat a produit 18 publications et documents se rapportant directement au droit au développement. Il a en outre diffusé près de 300 000 copies de publications consacrées de manière directe ou indirecte à ce droit dans plus de 100 pays en réponse à quelque 2 000 demandes. Comme par le passé, les ouvrages les plus largement distribués ont été les résumés analytiques et les documents publiés dans la série « Formation professionnelle », en particulier en anglais, en arabe, en espagnol et en français.

Recherche et analyse

- a) *Renforcement du respect de l'exercice universel de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, grâce à la lutte contre la discrimination à l'égard de certains groupes, notamment, mais non exclusivement, les femmes, les enfants, les personnes appartenant à des minorités, les autochtones, les handicapés, les personnes touchées par le VIH/sida, les migrants et les victimes de la traite d'êtres humains et de disparitions involontaires*

734. Le Haut-Commissariat a concouru à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation, de formation et de conseils techniques se rapportant à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; organisé des séminaires du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones; mené des activités d'appui interorganisations (OIT, PNUD) sur les questions autochtones; offert des programmes de bourses à des représentants de groupes autochtones ou minoritaires; fourni un appui technique et organisé des ateliers consacrés aux problèmes des minorités et aux activités de police; accordé des subventions à des intervenants locaux grâce aux fonds de contributions volontaires des Nations Unies; mis au point un outil de suivi de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et organisé des réunions régionales d'experts consacrées à la Convention; lancé le manuel *Handbook on HIV and Human Rights for National Human Rights Institutions* destiné aux institutions nationales de défense des droits de l'homme; dispensé des conseils techniques sur la mise en place de cadres juridiques relatifs au VIH; mis au point la version finale du Commentaire se rapportant aux recommandations de principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains; et organisé des missions d'évaluation des besoins et des activités de sensibilisation à la lutte contre la traite des personnes.

- b) *Renforcement des initiatives contribuant à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée*

735. Il apparaît que l'objectif fixé pour cette réalisation a été atteint. Le Haut-Commissariat s'est employé à renforcer ces initiatives en organisant deux séminaires régionaux préparatoires et la Conférence d'examen de Durban en avril 2008; en mettant au point des directives relatives à l'établissement des plans d'action nationaux et en élaborant une loi type sur la lutte contre le racisme; en menant des consultations et des activités de sensibilisation (en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie); en fournissant une assistance technique pour l'élaboration de plans d'action nationaux; et en organisant deux séminaires sur ces questions à Yaoundé et au Togo; en organisant un séminaire Union européenne-ONU sur le renforcement de la coopération pour les questions liées à la lutte contre les discriminations en octobre 2009; et en fournissant un appui fonctionnel aux quatre mécanismes intergouvernementaux créés dans le cadre de la Conférence mondiale contre le racisme tenue en 2001.

- c) *Renforcement de la contribution du Haut-Commissariat à la réalisation effective des objectifs du Millénaire pour le développement*

736. Durant l'exercice 2008-2009, les documents suivants ont été publiés : l'ouvrage intitulé *Claiming the Millennium Development Goals: A human rights approach*, un manuel destiné à renforcer les politiques fondées sur les objectifs du

Millénaire pour le développement et à faciliter l'élaboration de programmes axés sur les droits de l'homme; une brochure commune HCDH/OMS sur les directives relatives aux droits de l'homme et à la santé et les stratégies de réduction de la pauvreté; le manuel *Handbook on HIV and Human Rights for National Human Rights Institutions* (HCDH/ONUSIDA); et un document commun HCDH/OMS sur la protection des droits de l'homme et l'égalité entre les sexes dans les plans nationaux de santé. Le Haut-Commissariat a mené des activités d'information de haut niveau sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Une réunion d'experts a été organisée à Genève en vue d'examiner les moyens d'améliorer le recours aux méthodes quantitatives pour évaluer l'exécution des obligations en matière de droits de l'homme et améliorer le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et les travaux d'évaluation; deux concertations régionales ont été organisées sur le thème « Dialogues pour l'action : droits de l'homme et initiative en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement ».

- d) *Amélioration de la protection juridique et plaidoyer en faveur de l'exercice de l'ensemble des droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, notamment au niveau national*

737. La protection juridique a été améliorée grâce à l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le HCDH a notamment publié des ouvrages et des résumés analytiques (logement, droit à l'alimentation); organisé des ateliers et dispensé des conseils sur des questions liées au logement dans trois pays et sur le droit à l'alimentation dans deux autres; organisé des stages de formation concernant les droits économiques, sociaux et culturels dans trois pays à l'intention de 150 participants environ; rédigé des chapitres pour ses manuels de formation et de suivi et organisé plusieurs consultations et stages de formation consacrés au respect des droits de l'homme dans les entreprises. Des activités de mobilisation à un niveau élevé ont été menées dans le cadre de rencontres consacrées au changement climatique, aux migrations et aux droits des personnes handicapées dans plusieurs instances de haut niveau.

- e) *Renforcement de l'aide que l'Organisation apporte aux États Membres et autres acteurs qui en font la demande pour consolider l'état de droit et les mécanismes démocratiques de défense des droits de l'homme*

738. Les activités menées par le Haut-Commissariat ont contribué à renforcer les capacités des États Membres pour les questions liées à l'état de droit, en particulier les questions se rapportant à la justice en période de transition, à l'administration de la justice, à la démocratie et aux mécanismes de responsabilité. Le HCDH a mis au point des documents et des directives pour diverses activités de formation (10 à 15 par an) organisées à l'intention du personnel des Nations Unies hors Siège, des responsables des gouvernements, des juges et des parlementaires, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des représentants de la société civile. Il a dispensé une formation à des juges russes, sur les droits de l'homme et le droit administratif; à des juges asiatiques, sur la justice et les principes de non-discrimination et d'égalité; à des représentants des gouvernements, des journalistes et des représentants de la société civile, sur la justice en période de transition dans plusieurs pays africains; et à des parlementaires d'Amérique latine, sur la démocratie et les droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a mis au point des

documents et des directives portant sur les questions liées aux responsabilités, notamment sur les poursuites engagées aux niveaux national et international contre les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme.

- f) *Amélioration des compétences méthodologiques en matière d'organisation d'activités dans le domaine des droits de l'homme et de fourniture de conseils et d'assistance aux gouvernements et aux partenaires tant au sein du système des Nations Unies qu'en dehors*

739. Il apparaît que les compétences méthodologiques ont été améliorées et que les résultats sont généralement satisfaisants. Le Haut-Commissariat a participé à la mise au point de nouveaux outils dans ce domaine : un dossier d'information destiné aux spécialistes des droits de l'homme; une étude portant sur l'utilisation des documents d'orientation et de formation élaborés par le HCDH; et un inventaire des documents établis par le HCDH. Il a aussi concouru à la réalisation d'enquêtes et d'exercices de cartographie dans quatre pays et fourni un appui technique pour l'élaboration de plans nationaux d'action pour les droits de l'homme dans quatre autres pays. Le HCDH a lancé un processus de gestion des connaissances, qui devrait permettre d'améliorer les services dans ce domaine dans l'ensemble de l'organisation. Par ailleurs, il a publié 20 nouveaux documents et 77 traductions et diffusé près de 300 000 publications dans plus de 100 pays.

- g) *Amélioration de la capacité du Haut-Commissariat de dispenser une formation et de donner des conseils en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et de protéger les détenteurs de droits au niveau national*

740. Le Haut-Commissariat a amélioré sa capacité de dispenser une formation et de donner des conseils concernant la promotion du respect des droits de l'homme au niveau national en actualisant son manuel de formation à la surveillance du respect des droits de l'homme; en mettant au point un document d'orientation sur la protection des victimes, des témoins, des sources et autres personnes coopérant avec le HCDH; en organisant à l'intention du personnel quatre cours de formation consacrés à la surveillance du respect des droits de l'homme et aux enquêtes; en créant et en mettant en service une base de données sur la jurisprudence en matière de droits de l'homme; et en fournissant un appui technique et fonctionnel aux intervenants nationaux qui s'emploient à défendre les détenteurs de droits au niveau national.

Sous-programme 2

Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme

- a) *Fourniture en temps utile de l'appui fonctionnel et technique voulu aux organes intergouvernementaux, en particulier au Conseil des droits de l'homme ainsi qu'à ses groupes d'experts et mécanismes subsidiaires*

741. Quatre-vingt-seize pays ont fait l'objet d'un examen au titre du mécanisme d'examen périodique universel, grâce auquel le Conseil examine l'exécution par les États Membres de leurs obligations en matière des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a organisé des réunions d'information et fourni une aide financière pour permettre aux États considérés d'être représentés à Genève. Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des avis sur certaines questions de fond fournis par le Secrétariat (84,2 % des 38 personnes interrogées). Il a eu recours à des

moyens novateurs et accru le recours à l'extranet pour permettre aux participants d'accéder aux informations immédiatement. Il a aussi lancé un service d'alerte et un compte Twitter sur lequel les modifications apportées en dernière minute au programme de travail sont communiquées en temps réel. Il a mis au point un dossier d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil.

b) Fourniture en temps utile de l'appui fonctionnel voulu aux États parties concernant leur participation à des procédures simplifiées et harmonisées de présentation de rapports aux organes conventionnels

742. Durant l'exercice 2008-2009, les organes conventionnels ont simplifié et harmonisé les procédures de présentation des rapports, en adoptant des directives pour l'établissement des documents de base communs et en élaborant des directives révisées pour l'établissement des rapports se rapportant aux traités. Des activités de renforcement des capacités ont été menées dans six États parties (Congo, Mali, Mauritanie, République centrafricaine, Tchad et Togo) et deux pays ayant participé à des ateliers de formation en 2006 et 2007 ont présenté des documents de base; des activités connexes ont été menées au Mali à l'intention de 13 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest (en coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie), aux Maldives, au Niger, en Serbie et aux Seychelles. À la fin de 2009, 14 nouveaux documents de base communs présentés au titre des procédures simplifiées et harmonisées avaient été reçus. Les procédures, y compris la correspondance se rapportant à l'appui fourni par les organes conventionnels, ont été harmonisées et simplifiées grâce au recours à des outils électroniques. Le Haut-Commissariat a continué de participer à plusieurs stages de formation portant sur l'élaboration de directives pour l'établissement des documents de base communs.

c) Amélioration de la sensibilisation des acteurs nationaux et internationaux à l'existence des textes émanant des organes conventionnels et renforcement de leur compréhension, notamment grâce à de nouvelles méthodes efficaces de diffusion, par exemple une utilisation plus judicieuse de l'Internet

743. En 2008, un moteur de recherche a été amélioré en vue de permettre un meilleur accès aux travaux et de faciliter leur diffusion. Durant le présent exercice biennal, quelque 850 CD-ROM contenant un index des documents ont été envoyés à des pays connaissant des difficultés d'accès à l'Internet; 5 000 brochures d'information ont été fournies à des gouvernements, des entités des Nations Unies, notamment les opérations hors Siège, des ONG, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des universités. Le nombre des consultations du site a augmenté de 300 % en 2008, grâce à l'aide fournie par le Haut-Commissariat. Un organe conventionnel (le Comité des droits de l'homme) a adopté une stratégie en matière de relations publiques afin de garantir que ses produits sont portés à l'attention des acteurs nationaux et internationaux. Le HCDH a affiché une compilation des observations finales adoptées en 2008 sur son site et continuera de le faire en 2009. Le document de formation (en DVD) a été actualisé et est actuellement parachevé en vue d'être distribué en 2010.

- d) *Fourniture en temps utile de l'appui voulu, fonctionnel et autre, aux organes conventionnels, afin qu'il soit vérifié que les recommandations issues de l'examen des rapports des États parties sont applicables, y compris à la suite des visites effectuées dans les pays et le cas échéant de l'examen des plaintes individuelles par les organes conventionnels*

744. Les ateliers qui ont été organisés au cours de l'année ont permis aux participants de prêter leur concours aux organes conventionnels et de maintenir à l'ordre du jour du dialogue national sur les droits de l'homme la question de la mise en œuvre des traités et de la présentation de rapports à ce sujet. Les mécanismes pour les droits de l'homme ont reçu des informations détaillées au niveau national, ce qui leur a permis de formuler des recommandations plus concrètes et mieux ciblées et de coopérer avec les organes créés en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme et les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales en les encourageant à lutter systématiquement contre les violences commises à l'encontre des enfants qui travaillent. Le Haut-Commissariat a organisé de concert avec le Gouvernement mexicain un séminaire international consacré à la protection des droits de l'enfant dans les processus migratoires et a joué un rôle moteur dans les préparatifs du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales. En 2009, le HCDH a participé à l'organisation des neuvième et dixième réunions intercomités, qui se sont respectivement tenues en juin et en décembre 2009.

- e) *Intensification de la coopération, à tous les niveaux, avec les parties prenantes qui peuvent bénéficier des travaux des organes conventionnels ou y contribuer, notamment pour ce qui est de la suite donnée aux recommandations de ces organes*

745. Le Haut-Commissariat a organisé un atelier régional à Bangkok à l'intention de participants venant du Cambodge, de la Malaisie, des Philippines, de Sri Lanka et de la Thaïlande, du 18 au 23 mai 2009. Cette initiative a été l'occasion d'engager un dialogue soutenu entre les organes conventionnels et les représentants de gouvernements, les ONG, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les médias. Les participants ont prêté leur concours aux organes conventionnels et aux mécanismes des Nations Unies pour les droits de l'homme, ce qui a permis d'obtenir des données plus détaillées au niveau national et de formuler des recommandations plus concrètes par la suite. Un colloque judiciaire portant sur la prise en compte des recommandations formulées par les organes conventionnels dans les législations nationales a été organisé à Bangkok, du 23 au 25 mars 2009, à l'intention des juges doyens de six pays de l'Asie du Sud-Est. Le Haut-Commissariat a aussi facilité un dialogue entre le Représentant du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants récemment nommé et le Comité des droits de l'enfant.

Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

- a) *Renforcement de la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'aider les États qui en font la demande à élaborer une législation, une réglementation et des politiques conformes à leurs obligations internationales relatives aux droits de l'homme*

746. Grâce aux programmes de renforcement des capacités, 30 États ont révisé ou rédigé des textes de loi sur les réunions pacifiques, les droits des autochtones, les

délinquants sexuels, les réfugiés, les travailleurs migrants, les nominations dans les commissions chargées des questions liées aux droits de l'homme, la protection des témoins, la peine capitale, les personnes handicapées, la traite des personnes, la corruption, le code pénal, le droit militaire, les indemnisations, la surveillance des lieux de détention et le droit international humanitaire, et des textes législatifs ont été traduits dans deux pays. Six pays ont reçu une aide pour élaborer leurs plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme, 14 équipes de pays des Nations Unies ont reçu un soutien pour mettre au point une méthode de programmation axée sur les droits de l'homme et un cadre juridique international relatif aux droits de l'homme. Des conseils juridiques portant notamment sur la prévention de la torture, la prévention des conflits, le suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la lutte contre le VIH/sida, la justice en période de transition et le renforcement de la concertation entre les institutions et les organes conventionnels ont été dispensés aux institutions nationales de défense des droits de l'homme.

- b) *Renforcement, par le biais de l'interaction avec les États qui en font la demande, des capacités institutionnelles au niveau national, afin de surmonter les obstacles à la pleine réalisation des droits de l'homme*

747. Grâce à la fourniture de conseils juridiques, de nouveaux textes de loi visant à renforcer les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont été élaborés dans 57 pays et des lois fondées sur les Principes de Paris relatifs au statut des institutions nationales ont été adoptées dans trois pays. Des conseils juridiques ont été dispensés à 33 institutions nationales de défense des droits de l'homme concernant le processus d'accréditation. Le mécanisme de traitement des plaintes de la Commission ougandaise des droits de l'homme a ainsi pu être renforcé; la Commission mauricienne des droits de l'homme révisé actuellement son mandat; et l'Institut allemand pour les droits de l'homme s'apprête à mettre en application l'alinéa 2 de l'article 33 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Actuellement, 63 institutions nationales de défense des droits de l'homme sont dotées du statut A. Avec l'aide du HCDH, les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont pu donner suite aux recommandations encourageant la mise en place de mécanismes de justice en période de transition, faire connaître le processus d'examen périodique universel et améliorer le traitement des plaintes, ce qui s'est traduit par une amélioration de la crédibilité des institutions dans les différents pays.

- c) *Renforcement de l'appui offert par le HCDH aux activités d'éducation et de sensibilisation en matière de droits de l'homme, y compris au niveau national*

748. Trente-cinq activités d'éducation et de formation portant sur le droit international des droits de l'homme, la jurisprudence, les mécanismes des Nations Unies chargés des questions liées aux droits de l'homme, les droits des détenus, le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les violences sexuelles ont été menées dans les régions à l'intention des enseignants, des parlementaires, des juges, des gouvernements et des juristes, et des documents sur ces questions ont été distribués. Un programme radiophonique consacré aux droits de l'homme a été diffusé et un réseau de journalistes pour les droits de l'homme a été mis en place en Guinée-Bissau. À la suite du lancement d'une initiative à Moscou, un programme de maîtrise en droits de l'homme a été introduit

dans les universités russes et un programme de bourses dans le domaine des droits de l'homme est offert à l'intention des autochtones. Une formation au mécanisme d'examen périodique universel a été dispensée en Asie centrale et des activités d'information sur les droits des femmes, la discrimination raciale, le droit à la santé et les droits des personnes handicapées, y compris le droit à un logement convenable, ont été menées. Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, des documents consacrés aux droits de l'homme ont été publiés dans les langues locales et les langues officielles de l'ONU.

d) Renforcement des capacités des équipes de pays et des missions de paix des Nations Unies d'aider, à leur demande, les pays qui cherchent à mettre sur pied un système national de défense des droits de l'homme

749. La mise au point et l'approbation par le Haut-Commissaire et les secrétaires généraux adjoints du Département des affaires politiques et du Département des opérations de maintien de la paix de la Directive commune relative à la publication d'informations sur les droits de l'homme constituent une réalisation importante. Il a en outre été décidé de procéder à un examen d'ensemble de la prise en compte des droits de l'homme dans les missions organisées par le Département des affaires politiques, qui a été réalisé en 2009. Des services consultatifs dans les domaines suivants : la justice en période de transition, l'approche axée sur les droits de l'homme, la liberté d'expression et de réunion, les arrestations illégales, les peuples autochtones, et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, ont été dispensés à 40 équipes de pays des Nations Unies et missions de la paix dans le cadre de missions d'assistance technique, de stages de formation, de projets et d'activités visant à renforcer les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme, et des groupes interorganismes pour les droits de l'homme ont été mis en place. Le PNUD et le HCDH ont mis au point une série de documents sur les institutions nationales de défense des droits de l'homme à l'intention du personnel des équipes de pays des Nations Unies, qui ont permis de renforcer la coopération au niveau national et d'associer plus étroitement le HCDH aux actions menées par les organismes des Nations Unies.

e) Renforcement de la capacité du HCDH de contribuer à empêcher que les violations des droits de l'homme se poursuivent, conformément au mandat du Haut-Commissaire

750. Quatre-vingt-douze membres du personnel ont été sélectionnés et ont reçu une formation en vue de faire partie du groupe d'intervention rapide du HCDH. Vingt missions constituées par des membres de ce groupe ont été déployées en Arménie, en Géorgie (Ossétie), en Guinée, au Honduras, au Kenya et dans la République de Moldova, où une assistance d'urgence a été fournie pour permettre aux membres de l'organisme national de prévention de la torture d'avoir accès aux lieux de détention lors des troubles de l'ordre public ayant éclaté à la suite des élections législatives. Le Haut-Commissariat a participé à une mission interorganismes d'évaluation des besoins humanitaires dépêchée dans les régions touchées par le conflit en Géorgie pour contribuer à faire en sorte que les violations des droits de l'homme soient prises en compte sur les plans humanitaire et politique. Il a continué de superviser la liste des candidats pour le groupe d'intervention rapide et le Fonds d'urgence du HCDH et a signé un accord avec le Programme alimentaire mondial en vue d'entreposer des véhicules à Brindisi (Italie) pour des interventions rapides.

Sous-programme 4

Appui aux procédures thématiques d'établissement de faits relatifs aux droits de l'homme

- a) *Renforcement de l'appui apporté aux titulaires de mandats relevant des procédures spéciales, afin d'améliorer l'impact de leur activité, par le biais de l'analyse des lacunes de la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme, et de la fourniture, en temps utile, d'avis sur les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme*

751. Le Haut-Commissariat a mené diverses activités en vue d'assurer le suivi des communications, des visites de pays et d'autres activités des titulaires de mandats en activité ou nommés récemment. La mise au point de nouveaux outils a été proposée au titre des principaux sujets se rapportant aux méthodes de travail. Le HCDH a aidé les titulaires de mandats à exécuter des activités supplémentaires ou élargies liées à la présentation au Conseil des droits de l'homme de rapports sur certaines situations (comme, par exemple, la République démocratique du Congo, le Soudan et les territoires palestiniens occupés). L'analyse visait en grande partie à proposer aux États des moyens de lutter contre les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et de contribuer à les prévenir à l'avenir.

- b) *Promotion de la coopération avec les parties prenantes qui peuvent bénéficier des activités relevant des procédures spéciales et y contribuer*

752. Le Haut-Commissariat a établi de nouveaux contacts avec les réseaux d'ONG et les institutions nationales de défense des droits de l'homme aux fins d'aider à l'exécution du programme et continue d'avoir des échanges réguliers avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec les représentants du HCDH sur le terrain, notamment dans le cadre des quinzième et seizième réunions annuelles des titulaires de mandats relevant des procédures spéciales et sur une base bilatérale. Il coopère avec les gouvernements pour venir en aide aux titulaires de mandats lorsqu'ils effectuent des visites dans les pays et avec les pays qui parrainent ces activités dans le cadre des sessions du Conseil des droits de l'homme et fournit un appui au Comité de coordination des procédures spéciales. Les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales continuent d'avoir des échanges réguliers avec les organes conventionnels en assistant aux sessions de la réunion annuelle des titulaires de mandats relevant des procédures spéciales et des présidents des organes conventionnels et à des sessions conjointes.

- c) *Assistance accrue aux titulaires de mandats thématiques pour les aider à mener leurs activités de plaidoyer et leurs efforts de prévention et de protection contre les atteintes aux droits de l'homme dans les limites de leurs mandats respectifs*

753. Durant l'exercice biennal 2008-2009, les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales ont envoyé 1 602 communications traitant des cas de 4 052 particuliers, dont 21 % de femmes, à 126 pays. Les États ont répondu à 40 % de ces communications et les titulaires de mandats ont assuré le suivi de 17,3 % des communications. Le Haut-Commissariat a mené une enquête en vue de recueillir des données et d'analyser les informations permettant d'évaluer l'efficacité des travaux réalisés par les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales sur le terrain.

Des questionnaires ont été envoyés aux représentants du HCDH sur le terrain et aux équipes de pays des Nations Unies où des missions au titre des procédures spéciales ont été déployées ces deux dernières années. Une évaluation préliminaire des réponses reçues a été examinée lors de la réunion des responsables des présences sur le terrain, qui s'est tenue à Genève en novembre 2008.

- d) *Communication efficace avec les détenteurs de droits et les institutions qui agissent en leur nom sur la façon dont ils peuvent présenter leurs préoccupations aux titulaires de mandats relevant des procédures spéciales et sur la suite donnée à leurs interventions*

754. Le Haut-Commissariat diffuse pratiquement quotidiennement des communiqués de presse et des documents d'information qui rendent compte des activités menées par les titulaires de mandats thématiques ou par pays, notamment un rapport annuel détaillé de données chiffrées, un bulletin trimestriel intitulé *Special Procedures Bulletin* et la note d'information hebdomadaire *Weekly Briefing Note*. Le site des activités des titulaires de mandats relevant des procédures spéciales est actuellement étoffé et actualisé. Les travaux menés par plusieurs titulaires de mandats relevant des procédures spéciales ont été largement utilisés par des organismes partenaires de l'ONU et les médias. Il existe plusieurs exemples d'activités d'information, de coordination et de suivi menées de concert avec d'autres intervenants. Les directives relatives aux expulsions forcées liées au développement qui ont été élaborées par le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées sont de plus en plus souvent utilisées par les bureaux extérieurs des organismes s'occupant des droits de l'homme et les équipes de pays des Nations Unies. En coopération avec le Brookings-Bern Project on Internal displacement (Projet Brookings-Bern sur les déplacements internes), un manuel sur la protection des personnes déplacées a été publié à l'intention des législateurs et des décideurs. En juin 2009, trois rapporteurs spéciaux ont organisé un atelier en vue d'examiner les synergies et les modes de coopération possibles avec les institutions et organismes des Nations Unies, les ONG et les autres mécanismes pour les droits de l'homme. Les participants ont élaboré un plan d'action et un programme de travail et créé un système destiné à faciliter l'échange régulier d'informations entre les titulaires des trois mandats, les ONG, les organismes du système des Nations Unies et les mécanismes pour les droits de l'homme.

Chapitre 24

Opérations de protection des réfugiés et d'assistance en faveur des réfugiés

Principaux résultats obtenus

755. En 2008-2009, les opérations menées par le HCR à l'échelle mondiale ont répondu aux besoins des personnes dont il s'occupe dans le contexte de la récession mondiale et des problèmes interdépendants résultant du changement climatique, de l'extrême pauvreté et des conflits.

756. L'exercice biennal a été marqué par une augmentation des déplacements forcés, la population relevant du Haut-Commissariat étant estimée au total à 34,4 millions de personnes en janvier 2009. Le HCR a rapidement renforcé son

action face à diverses crises, y compris celles survenues au Pakistan et au Yémen, ainsi qu'en Géorgie en 2008.

757. Des initiatives ont été lancées afin de remédier aux insuffisances critiques en ce qui concerne le paludisme, la malnutrition, la santé procréative, la violence sexiste, l'eau et l'assainissement. L'amélioration des méthodes d'immatriculation et le recours élargi aux évaluations participatives ont permis au HCR de mieux adapter ses programmes aux besoins des hommes, des femmes et des enfants dont il s'occupe. Le projet pilote de 2008 relatif à l'évaluation globale des besoins, qui a tiré parti de ces succès, a été lancé afin de mieux répondre aux besoins sur le terrain.

758. Le HCR s'est efforcé de préserver un espace de protection compte tenu des retours involontaires en Méditerranée, dans la corne de l'Afrique et en Asie du Sud-Est. Des conférences régionales ont été organisées dans le golfe d'Aden, en Afrique de l'Ouest et au Costa Rica, afin de promouvoir des stratégies tenant compte de la protection afin de faire face aux mouvements migratoires mixtes. Le renforcement de la collaboration avec les gouvernements et la société civile a donné d'autres résultats notables, notamment l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique.

759. Le HCR s'est efforcé, en collaboration avec les gouvernements, de mettre fin aux déplacements de réfugiés en provenance d'Angola, du Burundi, du Libéria et du Rwanda. En République-Unie de Tanzanie, il a fourni une aide au Gouvernement pour la naturalisation de quelques 155 000 réfugiés burundais. Les initiatives d'intégration locale en Europe et en Afrique de l'Ouest ont également été renforcées. On estime que jusqu'à 135 000 réfugiés ont été réinstallés, dont des réfugiés de longue date en provenance du Bhoutan et du Myanmar, et près de 90 000 réfugiés irakiens. Le HCR a fait des progrès importants concernant la question de l'apatridie, et notamment contribué à introduire des changements d'orientation dans la politique du Bangladesh, entraînant la confirmation de citoyenneté pour environ 300 000 personnes.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

760. En ce qui concerne la conception des programmes, le HCR et ses partenaires se sont heurtés à de nombreuses difficultés liées au rétrécissement de l'espace d'asile, à la réduction des solutions disponibles et à l'augmentation de la population urbaine dont il s'occupe. Les demandeurs d'asile et les réfugiés dans le contexte de mouvements migratoires élargis demeurent vulnérables aux expulsions en tant que migrants en situation irrégulière. Les menaces visant la sécurité du personnel et des partenaires, et les restrictions entravant l'accès humanitaire ont compromis l'accès aux personnes dont s'occupe le Haut-Commissariat. En 2009, ce dernier a perdu trois collègues dans son opération au Pakistan. Ailleurs, des collègues, de l'Afghanistan à la corne de l'Afrique, étaient confrontés à des situations d'insécurité et à des menaces quotidiennes contre leur sécurité, simplement pour tenter de secourir les personnes dans le besoin. On trouvera des renseignements détaillés sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées par le Programme de 2008 du HCR dans son *Rapport global 2008*. Le *Rapport global 2009* sera publié prochainement et disponible en ligne sur le même site Web que le *Rapport global de 2008*.

Taux d'exécution des produits

761. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés qui représentent 81 % des 166 produits quantifiables prescrits.

762. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 24) et Corr.1).

Sous-programme 1

Protection internationale, solutions durables et assistance

- a) *Renforcement de la coopération internationale pour la protection des réfugiés et des autres personnes relevant de la compétence du HCR*

763. La coopération internationale a été maintenue sur divers éléments clefs de la protection internationale et des principes régissant le traitement des personnes déplacées et autres personnes dont s'occupe le HCR. Les réfugiés ont pu accéder à l'asile dans la plupart des juridictions, y compris un certain nombre d'États non parties à la Convention de 1951. Bien que le principe du non-refoulement ait été généralement respecté, on a noté une détérioration de la situation, en particulier dans la seconde moitié de 2009 en Europe du Sud, en Afrique de l'Est, en Asie et dans le Golfe. Les améliorations introduites dans la législation sur l'asile et la pratique suivie en cette matière l'ont généralement emporté sur les cas de détérioration des cadres juridiques et administratifs. Des progrès importants ont été faits concernant la question de l'apatridie. Le HCR a intensifié ses activités afin de sensibiliser l'opinion et de remédier à ce problème au niveau international, et pour renforcer l'engagement des acteurs des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. La protection des personnes déplacées a été sensiblement renforcée par la négociation de la Convention de l'Union africaine susmentionnée et sa signature à la fin de 2009.

- b) *Respect plus strict des normes régissant la protection internationale de toutes les personnes relevant de la compétence du HCR, compte tenu de l'âge, du sexe et des circonstances personnelles*

764. Le HCR a achevé la mise en œuvre de sa stratégie d'intégration des critères d'âge, de sexe et de diversité. Un mécanisme d'application du principe de responsabilité a été mis en place afin de mesurer les progrès accomplis dans l'exécution des politiques relatives à la protection des femmes et des enfants. À la fin de 2008, 83 % des camps et 65 % des sites urbains utilisaient des instructions permanentes pour remédier au problème de la violence sexiste. Le HCR et ses partenaires ont continué d'appliquer la Conclusion n° 107 (LVIII) du Comité exécutif sur les enfants dans les situations à risque et les recommandations figurant dans l'Étude du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants, et d'élaborer des directives sur la protection des enfants dans les situations d'urgence. Le Haut-Commissariat a aidé à élaborer des mesures concernant l'apatridie à la naissance, résultant de discriminations fondées sur le sexe. Les données sur l'âge et le sexe ont pratiquement doublé entre 2005 et 2008 pour couvrir 21 millions de personnes relevant de son domaine de compétence. Le nombre de pays pour lesquels des données démographiques sont disponibles est passé à 138 en raison de la mise en application continue du logiciel ProGres (profil d'enregistrement des réfugiés), tandis que la couverture démographique a atteint 76 % à la fin de 2008.

c) *Progrès dans la recherche de solutions durables aux nombreux cas de déplacement forcé*

765. En 2008, on estime à quelque 604 000 réfugiés et à 2,6 millions de déplacés le nombre de personnes ayant regagné librement leur pays ou leur zone d'origine. Bien qu'on ne dispose pas encore de statistiques pour 2009, on s'attend à un nombre de retours analogue. Le HCR a soumis les demandes de réinstallation de plus de 121 200 personnes en 2008, avec environ 125 000 demandes estimées pour 2009. En 2008, le Haut-Commissaire a lancé une initiative tendant à améliorer la protection et les solutions pour les réfugiés en déplacement prolongé. Elle vise cinq situations comprenant les réfugiés rohingya au Bangladesh, les réfugiés érythréens dans l'est du Soudan, les réfugiés burundais en République-Unie de Tanzanie, les réfugiés croates et bosniaques en Serbie, et les réfugiés afghans au Pakistan et en République islamique d'Iran. Des compétences ont été fournies dans les domaines de l'éducation, de l'environnement et des moyens de subsistance et les partenariats avec les organismes de développement ont été renforcés. Un nombre accru de pays accueillant des réfugiés ont offert des possibilités d'intégration locale, dont le Bélarus, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Mozambique, la Namibie, la République de Moldova, la République-Unie de Tanzanie et l'Ukraine.

d) *Renforcement des partenariats avec d'autres acteurs pour que le HCR soit mieux à même de s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire d'aider les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence dans un esprit de partage de la charge et de solidarité internationale*

766. Le HCR a renforcé ses partenariats stratégiques avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales, et le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et encouragé les alliances avec le secteur privé et les institutions de microfinancement. Il assume maintenant la responsabilité principale du module global pour la protection, notamment par la publication du *Manuel interorganisations pour la protection des déplacés internes*. Il a continué à codiriger les modules globaux de coordination et de gestion des camps et d'abris d'urgence, et participé à la mise en œuvre de modules sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé, la nutrition, l'éducation, le relèvement rapide, la logistique et les télécommunications d'urgence. Le HCR a participé à l'initiative « Unis dans l'action », aux activités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et aux missions intégrées des Nations Unies dans des pays comme l'Afghanistan, le Soudan et le Tchad. Le Haut-Commissariat a joué un rôle actif dans les efforts déployés par la communauté internationale en vue de prendre des mesures face aux conséquences du changement climatique. Il a constamment augmenté le nombre et la taille de ses donateurs gouvernementaux et intergouvernementaux et des donateurs du secteur privé.

e) *Progrès réalisés dans l'aide apportée aux pays d'accueil qui offrent une assistance aux réfugiés et aux autres personnes relevant de la compétence du HCR et dans le renforcement des moyens dont ces pays disposent pour faire face aux problèmes connexes*

767. Le HCR a fourni des moyens au personnel, aux gouvernements, aux organes judiciaires, aux organisations non gouvernementales et aux juristes pour les aider à déterminer le statut de réfugié. Sa base de données Refworld (www.refworld.org) était le principal dépositaire mondial d'informations sur la protection concernant

l'application des procédures d'asile, avec plus de 4,5 millions de visites en décembre 2009 seulement. Des programmes d'assistance ont été mis au point pour encourager le développement et la participation communautaires, renforcer les infrastructures locales et atténuer les conséquences des déplacements sur l'environnement. Par exemple, en Équateur, le HCR a travaillé en collaboration avec les autorités et d'autres organismes afin de localiser la protection et l'intégration des réfugiés dans les zones frontalières éloignées dans le cadre d'une approche globale en matière de développement économique et communautaire pour la région. Il a mis au point un Programme de formation thématique à la protection sur l'apatridie, lancé au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est qui visait à appuyer l'élaboration de stratégies régionales, visant à la fois le personnel et les partenaires du HCR.

Chapitre 25

Réfugiés de Palestine

Principaux résultats obtenus

768. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dispense une éducation de base, en plus de l'éducation secondaire au Liban seulement. L'instruction élémentaire est obligatoire, gratuite et ouverte à tous. En décembre 2009, 482 750 élèves étaient inscrits dans 691 écoles, avec un taux de réussite moyen de 96,17 %. Les compétences de plus de 2 000 membres du personnel enseignant ont été améliorées et plus de 1 200 matériaux pédagogiques ont été publiés. La formation dispensée dans le cadre de l'enseignement technique et professionnel a démontré sa souplesse en répondant aux besoins du marché de l'emploi et du travail et en surmontant les problèmes techniques et d'innovation dans les domaines de la formation et de la technologie. Plus de 2 340 élèves ont participé à 60 cours de courte durée portant sur diverses spécialisations dont les centres de formation professionnelle de l'UNRWA. Les taux d'emploi pour les élèves diplômés de ces centres étaient de 77,12 %.

769. Le nombre de personnes bénéficiant de services de planification familiale est passé à 138 000, tandis que 76 % des femmes étaient inscrites pour des soins prénatals dans les trois premiers mois de grossesse et 99,8 % des accouchements étaient effectués par du personnel qualifié. La vaccination des femmes et des enfants contre les maladies évitables a été maintenue à plus de 95 % et le nombre de patients suivis souffrant de maladies non transmissibles s'est accru de 20,7 % au cours de l'exercice biennal. Vingt-cinq pour cent des abris identifiés comme devant être remis en état ont été réhabilités, ce qui a réduit les conditions de vie insalubres, dangereuses et non hygiéniques dans lesquelles vivaient de nombreuses familles de réfugiés.

770. Le Programme d'appui au microcrédit au niveau communautaire a réorienté ses opérations vers une approche communautaire suivant laquelle les organisations locales fournissent des prêts aux réfugiés dans la communauté. Durant l'exercice biennal, 25 organisations de ce type ont accordé 5 250 prêts aux réfugiés, avec un taux global de remboursement de 95 %. Le principal résultat du Département du microfinancement pendant cette période a été l'expansion de son réseau de bureaux locaux de 15 à 17.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

771. Les demandes croissantes de la population de réfugiés et le caractère limité des ressources financières ont empêché l'Office de maintenir la qualité de ses services et d'accorder la priorité aux besoins sanitaires non satisfaits.

772. Il est indispensable d'élaborer et d'appliquer des stratégies à l'échelle du système afin de traiter des questions comme le renforcement du rôle des femmes, les handicaps de l'enfant, la santé des adolescents, l'éducation, l'acquisition de connaissances pratiques et la santé psychosociale.

773. L'augmentation des prix du carburant et des denrées alimentaires a mis à jour de nouvelles vulnérabilités parmi la communauté des réfugiés, augmentant la demande de secours et de services sociaux. Toutefois, les donateurs n'ont pas augmenté leurs contributions en proportion.

774. La situation économique à Gaza a gravement compromis l'autonomie des activités de microfinancement de l'UNRWA. Malgré une réduction de son effectif de 60 %, le programme ne peut toujours pas financer intégralement ses dépenses.

775. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 25)].

Sous-programme 1 Éducation

a) Amélioration à tous les niveaux de la qualité de l'enseignement dispensé aux réfugiés de Palestine et de l'accès aux établissements d'enseignement

776. À la fin de décembre 2009 on comptait 482 750 élèves inscrits dans 691 écoles de l'UNRWA. Le taux de passage dans la classe supérieure a atteint 96,17 % durant l'année scolaire 2008/09. Le taux d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire a augmenté tandis que ce taux a continué de diminuer pour les élèves du cycle primaire supérieur. Les taux de redoublement dans l'enseignement primaire et primaire supérieur demeurent relativement élevés. Le taux d'emploi des diplômés des centres de formation était de 77,12 %. Plus de 150 établissements d'enseignement ont été construits ou rénovés. L'effectif du personnel enseignant comptait 18 465 personnes et celui du personnel administratif 2 752.

b) Adaptation et amélioration des programmes d'enseignement généraux et techniques en fonction de l'évolution dans les pays d'accueil

777. L'UNRWA est déterminé à maintenir la parité entre les programmes adaptés par les autorités des pays d'accueil et ceux enseignés dans ses institutions. Toutes les modifications apportées aux programmes d'enseignement par les autorités de ces pays ont été adaptées et appliquées dans les écoles et centres de formation professionnelle de l'UNRWA. La formation requise pour le personnel concerné a été dispensée dans tous les domaines. Afin de faciliter l'introduction des modifications adoptées dans les programmes d'enseignement par les autorités du pays d'accueil dans le programme d'enseignement général de l'Office, des ateliers ont été organisés en vue de former le personnel et plus de 1 200 documents d'enrichissement ont été publiés.

c) *Adaptation et amélioration des programmes des établissements de formation professionnelle afin de suivre l'évolution du marché*

778. Afin de répondre aux exigences des marchés du travail aux niveaux local et régional, les établissements de formation professionnelle de l'UNRWA ont organisé de nouveaux cours et supprimé ceux qui étaient devenus dépassés. Ces nouveaux cours portent sur les domaines suivants : physiothérapie, école maternelle, stylisme de mode, technologies de l'information, soins infirmiers et comptabilité. Soixante cours de courte durée, portant sur diverses disciplines, ont été dispensés dans les centres de formation professionnelle, préparant 2 340 jeunes réfugiés palestiniens à répondre aux besoins du marché du travail. Les cours existants étaient continuellement révisés et analysés afin de promouvoir les possibilités d'emploi pour les élèves diplômés des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels.

Sous-programme 2
Santé

a) *Réduction de la mortalité infantile et maternelle due à des causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement, en particulier de la mortalité néonatale*

779. Le principal objectif du sous-programme est de promouvoir la santé des femmes et des enfants conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la Convention relative aux droits de l'enfant. La proportion des femmes enceintes inscrites pour des soins prénatals au cours des trois premiers mois de grossesse a été maintenue à 76 %. On a noté une augmentation de l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, réduisant la mortalité liée aux grossesses à haut risque ou non désirées. Le nombre total de personnes recourant à des services de planification familiale est passé à 138 000. Les services de santé maternelle et infantile ont contribué à réduire sensiblement le taux de mortalité infantile. Le taux de mortalité infanto-juvénile est calculé par le biais d'enquêtes effectuées tous les cinq ans. Une enquête est en cours et les résultats seront publiés en 2010.

b) *Réduction de la morbidité, de l'invalidité et de la mortalité dues à des maladies transmissibles et non transmissibles*

780. La couverture vaccinale contre les maladies des nourrissons et des enfants évitables par vaccination a été maintenue au-dessus des recommandations de couverture optimale de l'OMS de plus de 95 %. Le nombre de patients suivis souffrant de maladies non transmissibles a augmenté de 20,7 %. Le taux de contrôle de tous les patients souffrant de ces maladies et faisant l'objet d'un suivi médical a été maintenu au-dessus de 50 % en raison des efforts du personnel, du respect des instructions par les patients et d'une stratégie de prévention secondaire. On a pu améliorer la détection des complications tardives par une étroite supervision et une formation en cours d'emploi et par la mise en œuvre du système d'information sur la gestion sanitaire. L'un des principaux objectifs du sous-programme est de lutter contre les maladies transmissibles et non transmissibles par une stratégie intégrant la prévention et les mesures prophylactiques, une attention particulière étant accordée à la lutte contre les maladies évitables par vaccination et à la réduction des facteurs de risque prédisposant les patients au diabète sucré et aux maladies cardiovasculaires.

c) *Amélioration de la protection à long terme de l'environnement dans les camps de réfugiés et de l'approvisionnement des logements en eau salubre*

781. Des services d'assainissement de l'environnement (approvisionnement en eau, systèmes d'évacuation des eaux usées, gestion des déchets solides, lutte contre les insectes et les rongeurs) ont été dispensés à plus de 1,3 million de réfugiés dans 58 camps en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le pourcentage d'abris dans les camps reliés à des systèmes d'égouts souterrains a atteint 88 % du fait de l'exécution de projets principalement dans la bande de Gaza et au Liban. Sur les 58 camps, 52 sont déjà reliés aux systèmes d'adduction d'eau municipaux, tandis que 99,8 % des abris à l'intérieur des camps sont raccordés aux réseaux collectifs.

d) *Harmonisation des politiques de santé et des normes de services avec celles des pays d'accueil*

782. Le principal objectif du programme sanitaire de l'UNRWA est de répondre aux besoins de base des réfugiés palestiniens en matière de santé, conformément aux principes et concepts fondamentaux de l'OMS et aux normes de soins établies par les autorités du pays d'accueil pour leur propre population aux frais de l'État. Les accords de partenariat conclus avec les autorités des pays d'accueil sur les aspects suivants : vaccination, lutte contre la tuberculose, surveillance du VIH/sida, surveillance en laboratoire des maladies transmissibles qui constituent un grave problème de santé publique, distribution de suppléments multivitaminiques aux écoliers, et de vitamine A aux enfants, fournitures pour la planification familiale et détection précoce des maladies congénitales, ont été maintenus. Une vaste campagne de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole à l'intention des enfants jusqu'à 5 ans a été lancée conjointement avec le Ministère libanais de la santé, et au niveau sous-national avec le Ministère jordanien de la santé dans la vallée du Jourdain.

e) *Réduction du nombre de troubles nutritionnels*

783. Une réduction des troubles nutritionnels vise à améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables, à savoir les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les enfants d'âge préscolaire et scolaire. On a noté une légère réduction des taux d'anémie parmi la population cible dans tous les secteurs, à l'exception du Liban. La réduction n'était pas substantielle car l'Office ne dispose pas des ressources nécessaires pour lancer une stratégie de supplémentation de prophylactique. Malgré toutes les mesures prises pour améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et des enfants, une étude effectuée en 2006 à Gaza et en Cisjordanie a fait apparaître une augmentation des taux d'anémie indiquant une détérioration de l'état nutritionnel de ces groupes vulnérables dans tous ces secteurs. Une évaluation de suivi des taux d'anémie parmi la population cible est prévue pour 2010.

f) *Réduction des traumatismes psychologiques dus à des années d'insécurité et à la violence chronique*

784. L'objectif principal du Programme de santé mentale communautaire est de promouvoir et de mettre en œuvre une série d'interventions communautaires intégrées visant à améliorer le bien-être psychologique et social des réfugiés palestiniens, compte tenu des objectifs du Millénaire pour le développement liés à

l'égalité des sexes et à la santé, et conformément au Guide des politiques et des services de santé mentale établi par l'OMS (OMS, 2003). À Gaza, le Programme de santé mentale communautaire a montré que plus de 90 % des enfants palestiniens étaient exposés d'une façon ou d'une autre à des événements traumatiques et que plus de la moitié d'entre eux avaient développé des séquelles post-traumatiques modérées à graves. Au total, 71 549 sessions de conseil ont été organisées pour 23 126 personnes. Des réunions ont été organisées sur divers sujets de santé mentale afin de sensibiliser les parents, les enseignants et les étudiants.

Sous-programme 3 **Secours et services sociaux**

a) Amélioration du système de protection sociale pour les familles de réfugiés aux revenus les plus bas

785. Au total, 834 abris pour les réfugiés (627 cas de personnes en grande difficulté) ont été remis en état, dans un effort visant à assurer la sécurité des familles vivant dans des conditions dangereuses, à réduire l'insalubrité et le manque d'hygiène et à encourager la participation de la population à leur remise en état. À ce jour, 25 % du total des besoins en matière de logement, identifiés par les bureaux en 2005, ont été satisfaits. Les bouclages opérés à Gaza ont aggravé le problème. Un total de 70 364 familles en situation de détresse ont reçu une assistance comprenant 2 037 897 paniers de denrées alimentaires et des sommes en espèces. Afin de réduire l'écart de pauvreté entre les familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté, un montant de 7 395 000 dollars a été distribué par 83 963 personnes remplissant les conditions requises. Environ 4 825 familles de réfugiés confrontées à des situations d'extrême urgence financière et humanitaire ont reçu une aide en espèces d'un montant total de 874 902 dollars.

b) Amélioration du bien-être des réfugiés de Palestine défavorisés

786. Le Programme d'aide aux collectivités par le microcrédit a accordé des prêts aux réfugiés. Des directives concernant le fonds géré par la communauté et des formulaires pour la présentation de rapports ont été mis au point afin d'harmoniser les procédures et d'améliorer les rapports, le contrôle et l'évaluation. En décembre 2009, 700 emplois avaient été créés ou maintenus par le Programme, contribuant à améliorer le niveau de vie des réfugiés et de leur famille. Environ 5 250 réfugiés ont bénéficié de programmes de prêt gérés par des organisations communautaires par le biais du fonds géré par la communauté. Un total de 65 198 personnes handicapées et leur famille ont reçu des services de réadaptation directs par l'intermédiaire des 37 centres communautaires, contribuant à faciliter leur réinsertion sociale et économique. Un total de 135 988 femmes ont bénéficié des activités de sensibilisation, d'une formation et de conseils juridiques.

Sous-programme 4 **Microfinancement et microentreprises**

a) Accroissement des possibilités d'activités commerciales et rémunératrices

787. Le sous-programme n'a pas atteint ses objectifs en finançant 51 870 prêts malgré l'expansion de ses activités en Cisjordanie, en Jordanie et en République arabe syrienne. La crise économique en cours et le blocus commercial de Gaza ont

réduit les activités de soutien d'environ 20 000 prêts au cours de la période. Les mauvais résultats du personnel en Jordanie ont entravé la croissance, de même qu'un ralentissement dans la création de bureaux en République arabe syrienne. Toutefois, le sous-programme couvre maintenant ses dépenses liées à ses opérations de crédit, atteignant une capacité d'autofinancement opérationnelle de 124 % au cours du troisième trimestre de 2009. Le taux d'autofinancement en Cisjordanie a atteint 148 %, 94 % à Gaza, 117 % en République arabe syrienne et 111 % en Jordanie.

b) Meilleure mise en valeur des moyens à la disposition des femmes chefs de microentreprises

788. Un total de 10 036 prêts à des microentreprises ont été attribués à des femmes. Ce chiffre est encore inférieur à l'objectif fixé, car le marché de Gaza, qui était le plus vaste de la région pour les femmes entrepreneurs qui travaillent dans les rues, est toujours en déclin. Les prêts accordés à des femmes microentrepreneurs ont diminué de 90 % car elles ont fui les marchés en raison de l'absence de marchandises et de ventes, et de faillites. Les résultats se sont toutefois améliorés grâce à l'introduction d'un nouveau programme de prêts aux ménages dirigés par des femmes en République arabe syrienne, pays qui représentait plus de la moitié de ces prêts. On notera que 2 961 prêts d'une valeur de 4 050 000 dollars ont été attribués à des entreprises dirigées par des femmes par le biais du système de crédits ordinaire aux microentreprises (MEC et MEC+) en Cisjordanie, en Jordanie et en République arabe syrienne. En attendant la réouverture du marché de Gaza, les prêts accordés aux femmes demeureront inférieurs aux objectifs.

Chapitre 26

Assistance humanitaire

Principaux résultats obtenus

789. Se fondant sur les réalisations de l'exercice biennal précédent, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, en coopération avec ses partenaires, a fait des progrès sensibles sur la réforme humanitaire, en 2008-2009. L'approche modulaire – qui vise à combler les lacunes et à renforcer l'efficacité des préparatifs et des interventions humanitaires par une division du travail mieux définie entre les organisations – a été mise en œuvre dans tous les pays où un coordonnateur humanitaire dirige les opérations dans ce domaine. Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires a dépassé ses objectifs de financement en 2008. Si l'objectif n'a pas été tout à fait atteint en 2009, principalement pour des raisons de taux de change, la base de donateurs s'est élargie, ce qui est un succès pour une année de difficulté financière. Une note d'orientation destinée aux équipes de pays Action humanitaire a été approuvée en novembre 2009 afin de garantir une plus grande prévisibilité et une plus grande cohérence d'un pays à un autre pendant les phases de préparation et d'intervention.

790. En collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement, le personnel chargé de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes a renforcé les capacités et les activités de sensibilisation concernant la réduction des risques et a formulé des conseils touchant la prise en considération de la réduction des risques de catastrophe dans les plans-cadres des Nations Unies pour

l'aide au développement. Pendant le cycle d'établissement des rapports 2008-2009 sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, 78 pays ont établi des rapports nationaux complets et 24 pays ont soumis des rapports incomplets. Pendant le cycle précédent, seuls 36 pays avaient établi des rapports. Vingt-cinq pays au moins ont incorporé des mesures de réduction des catastrophes dans leurs plans de relèvement après une catastrophe.

791. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué à incorporer la problématique hommes-femmes dans ses rapports d'évaluation, ses activités de planification des programmes et ses documents relatifs aux appels de fonds. Des progrès ont été faits en ce qui concerne l'analyse par sexe et l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge grâce à la mise en œuvre de plans d'action axés sur l'égalité des sexes. Le Bureau a continué à appuyer la publication du Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire, lequel est désormais disponible dans les six langues officielles de l'ONU et en farsi. Le projet Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes, qui permet de déployer des spécialistes dans les équipes de pays Action humanitaire, a encore renforcé l'institutionnalisation de la problématique hommes-femmes sur le terrain. La protection des civils a également constitué une importante composante de l'exercice. L'instauration de relations de travail plus étroites entre le Bureau et les membres du Conseil de sécurité a ouvert la voie à la création du Groupe d'experts du Conseil de sécurité sur la protection des civils.

792. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires est désormais mieux armé pour plaider la cause des populations touchées par un conflit ou une catastrophe naturelle. Il a étoffé ses moyens d'information et a eu recours à des moyens visuels, y compris des produits infographiques et des films pour étayer ses activités de mobilisation.

Problèmes rencontrés et enseignements tirés de l'expérience

793. La coordination interinstitutions sur de nombreuses questions clefs touchant la coordination des secours s'est améliorée. Toutefois, il faut insister davantage sur l'évaluation des nouveaux problèmes, tendances et défis mondiaux afin de cerner de façon plus prévisible et sans retard à quel moment augmenter ou réduire l'ampleur des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Il faut définir des orientations plus précises afin que le Bureau puisse participer de façon cohérente à la planification des missions et aux activités quotidiennes des opérations de paix. Le Bureau continuera à s'associer à l'établissement d'une politique et d'orientations à l'échelle du système concernant l'intégration, notamment s'agissant de l'appui à un financement de l'action humanitaire proportionnel à la taille des économies des pays donateurs. Des mesures ont été prises dans un plus grand nombre de pays afin de mettre sur pied des mécanismes et programmes institutionnels ou de recentrer les mécanismes existants chargés de prendre en considération la réduction des risques de catastrophe. Toutefois, il faudra intensifier les investissements et les mesures pratiques d'atténuation des risques de catastrophe dans les différents secteurs afin de véritablement réduire la vulnérabilité aux échelons national et local.

Taux d'exécution des produits

794. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 99 % des 693 produits quantifiables prescrits.

795. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès approuvés sont décrits dans le chapitre correspondant du budget-programme [A/62/6 (Sect. 26)].

Direction exécutive et administration

a) Programme de travail exécuté avec efficacité et dans la limite des ressources humaines et financières allouées

796. En 2008 et en 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a amélioré la teneur de ses rapports financiers et de gestion et y a incorporé des données sur les taux d'exécution et une description des procédures de calcul des dépenses opérationnelles. Depuis février 2008, il est habilité à recruter, déployer et gérer les membres de son personnel en poste sur le terrain. De plus, le programme de gestion de la liste de candidats présélectionnés a été mis en œuvre avec succès et permet de disposer d'un vivier de candidats qualifiés et compétents qui peuvent être déployés rapidement, ce qui a contribué à ramener le pourcentage de postes vacants à 13 % au dernier trimestre 2009, alors qu'il frôlait les 20 % au début de l'exercice. Vers la fin de 2009, le Bureau a lancé la première édition de son programme d'accueil en ligne et a normalisé les arrangements d'accueil afin de faciliter la tâche des chefs des services administratifs et des autres services.

b) Cohérence des politiques de gestion des activités pluridimensionnelles de l'ONU dans les domaines de la paix, de la sécurité, du maintien de la paix, ainsi que de l'aide humanitaire et de la coordination de cette aide

797. Pour veiller à la cohérence des politiques de gestion des activités pluridimensionnelles de l'ONU dans les domaines de la paix, de la sécurité, du maintien de la paix, ainsi que de l'aide humanitaire et de la coordination de cette aide, le secrétariat du Comité permanent interorganisations et du Comité exécutif pour les affaires humanitaires a facilité les interventions interinstitutions et la mise au point de politiques dans un certain nombre de situations humanitaires. Le secrétariat du Comité exécutif a apporté son concours aux réunions mensuelles sur les problèmes humanitaires tenues par les départements de l'ONU et les organismes des Nations Unies qui s'occupent du maintien de la paix, de la sécurité, des affaires politiques, du développement et de l'action humanitaire. Le secrétariat du Comité permanent interorganisations a facilité des réunions consacrées à des questions de politique générale majeures, telles que la réforme de l'action humanitaire, l'espace humanitaire, le relèvement et la transition, et les changements climatiques. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a également joué un rôle crucial dans le cadre du Groupe directeur pour une action intégrée créé depuis peu pour veiller à la cohérence des missions intégrées – comme décrit dans le sous-programme 1 – tout en se portant garant de la prise en considération des besoins et des principes humanitaires dans les activités humanitaires.

Sous-programme 1 Analyse des politiques

a) Amélioration de la coordination, au sein du système des Nations Unies, de l'action engagée pour faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence

798. Dans le cadre de sa participation au Comité permanent interorganisations, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a encouragé la tenue de débats et la conclusion d'accords sur des questions de politique générale telles que le

financement de l'action humanitaire, l'évaluation des besoins et le classement des situations d'urgence, l'intégration, et le rôle des coordonnateurs de l'action humanitaire. Les questions des principes humanitaires, de l'espace humanitaire et de l'accès aux secours humanitaires ont été abordées à plusieurs reprises en 2008. En 2009, le Comité exécutif pour les affaires humanitaires et son Groupe central ont tenu 13 réunions sur les problèmes humanitaires en Afghanistan, au Darfour, au Myanmar, au Yémen et dans les territoires palestiniens occupés, entre autres. En novembre 2009, le Groupe de travail du Comité permanent interorganisations a approuvé une note d'orientation destinée aux équipes de pays Action humanitaire afin de garantir une plus grande prévisibilité et une plus grande cohérence d'un pays à un autre pendant les phases de préparation et d'intervention.

b) Amélioration de la planification, du suivi et de l'application du principe de responsabilité en cas de catastrophe et dans les situations d'urgence, y compris pendant le passage de la phase des secours à celle du développement

799. En 2008 et en 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué à mettre l'accent sur le renforcement de la planification, du suivi et de l'application du principe de responsabilité dans les situations d'urgence. Outre les évaluations du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et des mesures prises par le dispositif international d'intervention humanitaire au Myanmar, de nouveaux outils tels que l'outil d'évaluation de la gravité de la situation et le tableau de bord humanitaire ont été mis à l'essai. En 2009, à l'issue d'un projet pilote de deux ans, le Bureau s'est penché sur les évaluations interorganisations en temps réel, ce qui a incité le Comité permanent interorganisations à décider de s'engager en faveur de la mise en œuvre régulière d'évaluations de ce type lorsqu'une catastrophe majeure se produit. Le Bureau a facilité la création d'un groupe de travail interorganisations chargé des évaluations conjointes de l'impact humanitaire. Le projet d'évaluation et de classements des situations d'urgence a débouché sur l'établissement d'un cadre d'évaluation des besoins en cas de catastrophes soudaines.

c) Amélioration de la capacité des coordonnateurs de l'action humanitaire des Nations Unies et des dispositions générales qu'ils prennent, à la demande des gouvernements, dans le domaine de la protection des civils

800. En 2008, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a mis des documents d'orientation et des programmes de formation à la disposition des équipes de pays Action humanitaire. La Section de la protection des civils a également coopéré étroitement avec les coordonnateurs de l'action humanitaire dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités afin de veiller à ce que les nouveaux coordonnateurs se familiarisent véritablement avec les questions de protection avant de prendre leurs fonctions. Le Bureau a également appuyé directement les opérations sur le terrain et les coordonnateurs de l'action humanitaire en formulant des orientations adaptées au contexte, en organisant des ateliers et des séances d'information au niveau national, notamment en Afghanistan et au Sri Lanka, et en déployant des spécialistes des questions de protection et de la problématique hommes-femmes choisis sur les listes de candidats présélectionnées. En 2009, des documents d'orientation complets sur la protection ont été mis au point et ont été accompagnés de programmes de formation sur l'application du droit international afin d'atteindre les objectifs humanitaires par la voie de la négociation et d'activités de sensibilisation.

Sous-programme 2

Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence

- a) *Fourniture d'un appui rapide et coordonné à l'ensemble des organismes opérationnels des Nations Unies qui participent aux interventions humanitaires d'urgence*

801. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a répondu de façon opportune et coordonnée aux urgences humanitaires par l'intermédiaire de 24 bureaux de pays en 2008 et de 25 bureaux de pays en 2009, et est intervenu dans 56 nouvelles situations d'urgence en 2008 et 43 nouvelles situations d'urgence en 2009, y compris des catastrophes naturelles, des conflits armés et l'épidémie de choléra au Zimbabwe en 2008. Il a poursuivi la réforme des principes d'intervention humanitaire sous l'égide du Comité permanent interorganisations. Le principe de la responsabilité sectorielle a été mis en œuvre dans tous les pays dans lesquels des interventions humanitaires sont dirigées par un coordonnateur de l'action humanitaire, à l'exception du Niger et du Yémen, pays dans lesquels la mise en œuvre devrait commencer au début de 2010. Pendant l'exercice, il a été appliqué dans neuf situations d'urgence soudaines. Le Bureau a adopté une politique et des procédures normalisées de gestion des bureaux de pays et des bureaux régionaux.

- b) *Accroissement des ressources extrabudgétaires disponibles pour les activités humanitaires*

802. En 2008, le ratio des contributions versées par les donateurs en réponse aux appels globaux et aux appels accélérés (23 appels en 2008) a diminué légèrement par rapport à l'année précédente. En 2007, 72 % des besoins ont été couverts pour 30 appels globaux et appels accélérés, mais ce pourcentage est passé à 70 % en 2008. Toutefois, cela masque une nette augmentation (38 %) des montants reçus puisque 5,1 milliards de dollars ont été versés en 2008, contre 3,7 milliards en 2007 (les besoins ont augmenté considérablement en 2008 principalement du fait de la crise mondiale des cours des produits alimentaires). Le financement des appels globaux s'est élevé à 6,4 milliards de dollars en 2009, soit 64 % des besoins. Le ratio de financement était légèrement inférieur à celui de 2008, mais n'a pas véritablement été touché par la récession et la crise financière mondiale comme on le redoutait.

- c) *Progrès accomplis sur le plan de la prise en compte des besoins particuliers des femmes et des enfants dans les stratégies relatives aux interventions d'urgence*

803. Pendant l'exercice 2008-2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a organisé des ateliers sur la programmation axée sur l'égalité des sexes et la violence à motivation sexiste à Bangkok, Johannesburg (Afrique du Sud) et Panama, et a présenté le Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire et les Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire aux participants. Il a commencé à mettre au point un module d'apprentissage en ligne fondé sur le Guide et les Directives et a continué à s'associer étroitement à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit et aux activités du Sous-Groupe de travail sur l'égalité des sexes et l'action humanitaire du Comité permanent interorganisations. Le projet Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes, qui permet de détacher des spécialistes auprès des coordonnateurs de l'action

humanitaire et des équipes de pays Action humanitaire, a encore été renforcé et de nouveaux membres ont été inscrits sur la liste de candidats présélectionnés. Le Bureau a également pris en charge la gestion des sites Web consacrés par les organismes à la problématique hommes-femmes et a commencé à en transférer le contenu sur le nouveau site One Response.

d) Bonne coordination et bonne intégration des activités humanitaires menées par les organismes des Nations Unies avec les initiatives politiques, les mesures de sécurité et les opérations de maintien de la paix

804. En 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a précisé ses attributions et les a fait connaître à l'ensemble de son personnel par l'intermédiaire d'une instruction sur ses relations structurelles dans le cadre d'une présence intégrée des Nations Unies. Il a appuyé les coordonnateurs de l'action humanitaire et les équipes de pays Action humanitaire au Tchad et au Soudan dans le cadre de la poursuite de la montée en puissance des opérations de paix dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix dans ces pays. Il a participé aux travaux de toutes les cellules de mission intégrée, équipes spéciales intégrées et groupes de travail s'occupant de pays bien particuliers à partir du Siège. Le Département de la sûreté et de la sécurité et le Bureau ont distribué le cadre intitulé « Saving Lives Together » à tous les responsables désignés, en ont encouragé la mise en œuvre et ont continué à fournir un appui par l'entremise du nouveau Groupe de la liaison avec les ONG du Département de la sûreté et de la sécurité. En 2008, ce Département et le Bureau ont effectué une mission en Afghanistan, déployant pour ce faire du personnel de sécurité supplémentaire financé par des donateurs afin d'évaluer l'appui supplémentaire qui pourrait être apporté aux intervenants humanitaires.

e) Utilisation rapide et coordonnée du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires dans les pays se trouvant en situation d'urgence nouvelle ou prolongée

805. En 2008, le Fonds a décaissé 399 millions de dollars pour aider 53 pays à faire face à des situations d'urgence. Environ 68 % de ce montant, soit quelque 273 millions de dollars, sont allés à des interventions motivées par des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence soudaines. Cent vingt-six millions de dollars ont été consacrés à des crises qui ne recevaient pas un financement suffisant, grâce à un mécanisme qui permet aux coordonnateurs de l'action humanitaire et aux équipes de pays d'affecter des fonds aux secteurs et projets pour lesquels l'urgence est la plus aiguë. En 2009, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a prélevé 397 millions de dollars sur le Fonds qu'il a affectés, sous forme de subventions, à 16 organismes des Nations Unies et à l'Organisation internationale pour les migrations aux fins du financement de programmes humanitaires dans 52 pays. Il a fallu en moyenne trois jours entre la réception du dossier de demande de subvention et son approbation dans le cas de la composante interventions d'urgence et cinq jours dans le cas de la composante interventions sous-financées. Ce délai revêt une grande importance, car bien souvent les organismes puisent dans leurs propres réserves ou réaffectent les fonds existants pour faire la soudure entre le moment où le dossier de financement est approuvé et les fonds effectivement décaissés.

f) *Mobilisation et coordination dans les délais voulus de l'aide internationale apportée aux pays touchés par des catastrophes naturelles*

806. L'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe a effectué 16 missions en 2008, soit en moyenne plus d'une mission par mois. Treize d'entre elles étaient des interventions d'urgence et les trois autres, des missions de préparation en cas de catastrophe. La plupart des interventions d'urgence ont été organisées en réponse à des inondations et la plupart se sont déroulées dans la région des Amériques. L'Équipe a effectué 14 missions en 2009. Onze d'entre elles étaient des interventions d'urgence et les trois autres, des missions de préparation en cas de catastrophe. Toutes les missions déployées par l'Équipe pour répondre à des situations d'urgence l'ont été dans les 48 heures qui ont suivi la demande d'intervention, conformément aux consignes générales.

Sous-programme 3

Prévention des catastrophes naturelles

a) *Accroissement de la capacité des pays de réduire les risques de catastrophe*

807. Tout au long de l'exercice 2008-2009, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes a collaboré avec le Groupe des Nations Unies pour le développement afin de renforcer les capacités et de lancer des activités de sensibilisation consacrées à la réduction des risques ainsi que de formuler des conseils concernant l'intégration des principes de réduction des risques de catastrophe dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Des fonctionnaires des Nations Unies ont suivi des cours à l'École des cadres du système des Nations Unies afin de former eux-mêmes d'autres personnes à l'intégration des principes de réduction des risques de catastrophe dans les évaluations communes de pays et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. En coopération avec des partenaires comme la Commission européenne, le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD a facilité l'organisation d'ateliers sur l'intégration des principes de réduction des risques de catastrophe dans les évaluations communes de pays et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement en Colombie, en Indonésie et en Ouganda. Un examen des évaluations communes et des plans-cadres pour 2008 révèle que 27 plans nationaux de développement ont fait référence expressément à la réduction des risques de catastrophe. À la fin de 2009, une quarantaine de pays avaient adopté des programmes nationaux aux fins de la mise en œuvre de stratégies de réduction des risques de catastrophe.

b) *Accroissement de la sensibilisation au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 et de l'engagement à le mettre en œuvre*

808. Pendant le cycle d'établissement des rapports 2008-2009 sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, 78 pays ont établi des rapports nationaux complets et 24 pays ont soumis des rapports incomplets. Pendant le cycle précédent, seuls 36 pays avaient établi des rapports. Plusieurs documents thématiques, études de pays approfondies et rapports d'évaluation régionale ont été publiés en 2008-2009 et ont permis de contribuer à l'établissement de la publication intitulée *2009 Global Assessment Report on Disaster Reduction: Risk and Poverty in a Changing Climate*. Cinquante-sept pays se sont dotés de plates-formes nationales. Plusieurs pays, pour la plupart sujets à des catastrophes naturelles et ayant une longue

expérience de la gestion des catastrophes, ont renforcé leur mécanisme national de coordination et certains ont approuvé l'établissement de plates-formes nationales.

c) Renforcement de la capacité des pays de planifier à tous les niveaux les opérations de relèvement à la suite d'une catastrophe

809. Vingt-cinq pays au moins ont incorporé des mesures de réduction des risques de catastrophe dans leurs plans de relèvement après une catastrophe, notamment le Bangladesh, la Chine, Haïti, le Myanmar et le Népal. L'année 2009 a vu une intensification de la coopération entre la Commission européenne, le PNUD et la Banque mondiale dans le cadre des évaluations communes des besoins après une catastrophe. Trois évaluations de ce type ont été effectuées en Haïti, à Madagascar et au Myanmar en 2008 et sept l'ont été en 2009 (Burkina Faso, Cambodge, El Salvador, Indonésie, Namibie, Philippines et Sénégal). La Banque mondiale et le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD ont collaboré à d'autres évaluations au lendemain d'une catastrophe au Bhoutan, aux Samoa et aux Tonga. Toutes ces évaluations ont servi à appuyer les capacités des gouvernements dans les domaines de la planification et de la mise en œuvre des activités de relèvement. Plusieurs produits et outils de diffusion des connaissances ont été mis au point.

d) Renforcement de l'appui apporté par les donateurs aux programmes et projets de prévention des catastrophes et de relèvement

810. De façon générale, la réduction des risques de catastrophe reçoit une attention et un appui accrus dans le monde. Plusieurs donateurs, tels que l'Australie, la Suisse et la Commission européenne, se sont dotés de politiques et de directives pour intégrer la réduction des risques de catastrophe dans leurs activités de développement régulières. Vingt pays reçoivent un appui annuel de la part de la Banque mondiale. En 2008, au moins 25 pays se sont dotés de programmes de réduction des risques de catastrophe ou ont amélioré les programmes existants, bénéficiant pour ce faire d'une aide financière de la part du Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD. Les catastrophes majeures qui se sont produites pendant l'exercice ont donné l'occasion de lancer des initiatives de réduction des risques de catastrophe dans le cadre des programmes de relèvement. Globalement, les contributions versées au Fonds d'affectation spéciale de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, passant de 35 millions de dollars à 43 millions. Dans l'ensemble, 85 % de l'objectif fixé pour le budget du Fonds ont été atteints.

Sous-programme 4

Services d'appui pour les situations d'urgence

a) Mobilisation rapide des mécanismes et outils internationaux d'intervention d'urgence pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire internationale vers les victimes des catastrophes et des situations d'urgence, notamment le recensement des ressources nécessaires et la diffusion rapide de l'information

811. L'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe a mené 13 missions motivées par la survenue d'une catastrophe en 2008 et 11 en 2009. Elle a déployé toutes ces missions dans les 48 heures qui ont suivi la demande d'intervention, conformément aux consignes générales. Le Groupe de

soutien logistique du Bureau de la coordination des affaires humanitaires a organisé l'acheminement de 22 lots de secours en nature dans 16 pays touchés par une catastrophe, soit environ 456 tonnes d'une valeur de 4,2 millions de dollars. Il a également suivi la situation concernant un certain nombre de problèmes logistiques et diffusé l'information à ce sujet.

- b) *Renforcement de la capacité et de la préparation des réseaux et partenariats nationaux et internationaux de gestion des situations d'urgence et des catastrophes afin de faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence*

812. En 2008-2009, l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe a continué de coopérer étroitement avec ses partenaires afin de faire face aux situations d'urgence et de déployer des missions de préparation aux catastrophes lorsque la demande lui en était faite. Parmi ses partenaires figurent des réseaux de donateurs bilatéraux et des ONG, qui appuient ses missions sur le plan technique et sur celui de l'intendance, comme le Partenariat humanitaire international, le Partenariat humanitaire pour l'Asie et le Pacifique et l'Équipe d'appui des Amériques. Les ONG MapAction et Télécoms sans frontières fournissent des services de cartographie, de télécommunications et de raccordement. DHL, Microsoft et Ericsson Response, qui fournissent des services de manutention et des services informatiques et de téléphonie mobile, déploient également du personnel avec les missions de l'Équipe. Celle-ci coopère étroitement avec les mécanismes des organisations régionales, tels que le mécanisme de protection civile de l'Union européenne et l'ASEAN.

- c) *Plus grande prise en compte de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les rapports d'évaluation des catastrophes et les documents d'appel*

813. En 2008 et en 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a poursuivi ses efforts afin que la problématique hommes-femmes soit véritablement intégrée dans ses rapports d'évaluation, ses activités de planification des programmes et les documents d'appel de fonds. Des progrès ont été faits en ce qui concerne l'analyse par sexe et l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge grâce à la mise en œuvre de plans d'action axés sur l'égalité des sexes.

Sous-programme 5

Activités d'information sur les urgences humanitaires et de mobilisation

- a) *Une plus grande prise de conscience des principes et des problèmes humanitaires et un plus grand intérêt pour ces questions*

814. En 2008 et en 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a renforcé ses capacités et est devenu mieux à même de plaider la cause des populations touchées par un conflit ou une catastrophe naturelle. Il a étoffé ses moyens d'information et a eu recours à des moyens visuels, y compris des produits infographiques et des films pour étayer ses activités de mobilisation. En 2008, il a publié neuf éditoriaux dans 15 journaux et revues, y compris *USA Today*, *The Washington Times*, *The Economist* et *The National and Al-Bayan*, sur des sujets tels que la crise alimentaire en Afrique, la crise financière mondiale et les enseignements tirés de la réponse déclenchée pour faire face au cyclone Nargis. En 2009, il a publié 11 éditoriaux sur des sujets tels que la crise à Gaza, la protection des civils, la sécurité des intervenants humanitaires et les changements climatiques, qui sont

parus dans 15 langues et ont été repris dans 102 journaux et revues dans 40 pays, dont l'Australie, la Belgique, le Cambodge, la Chine, la Hongrie, le Japon, le Liban, la Norvège, Panama et la Slovénie.

b) Communication en temps voulu d'informations précises et utiles sur les urgences humanitaires

815. En 2008, le Réseau régional intégré d'information a publié 5 393 articles sur des sujets tels que les déplacements de population, les changements climatiques, les questions de santé et le désarmement et 4 rapports approfondis et a filmé 14 séquences vidéo sur les changements climatiques (en partenariat avec le PNUE) et 4 documentaires de courte durée. En 2009, il a publié quelque 5 400 articles en arabe, en anglais, en français et en portugais, et 4 rapports approfondis et filmé 22 séquences vidéo et un documentaire de durée moyenne. Dans le cadre de partenariats avec le Public Broadcasting Service et Al-Jazeera English ainsi qu'avec plusieurs réseaux télévisés de plus petite taille, le Réseau a touché avec ses films des millions de téléspectateurs en Amérique du Nord, en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. En 2009, plus de 40 millions de pages ont été consultées sur le site ReliefWeb, près de 10 millions de visites émanant de 237 pays et territoires. Le nombre d'abonnés à ReliefWeb n'a cessé de progresser pour atteindre 152 000, dont 10 000 nouveaux utilisateurs en 2009.

Chapitre 27 **Information**

Principaux résultats obtenus

816. Pendant l'exercice 2008-2009, le Département de l'information a dirigé des campagnes d'information majeures sur les droits de l'homme, les objectifs du Millénaire pour le développement, le développement en Afrique, le désarmement et les changements climatiques. Ces campagnes ont permis d'obtenir une meilleure couverture médiatique de ces thèmes prioritaires et de relayer les messages de l'ONU. En 2009, le Département a coopéré étroitement avec l'Équipe de soutien sur les changements climatiques, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le PNUE afin de diffuser des messages concernant les changements climatiques et la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague, par l'intermédiaire de communiqués de presse, de sites Web, de reportages radiophoniques et télévisés, de publications et d'activités de sensibilisation au Siège et dans les centres d'information des Nations Unies. Il s'est servi des nouveaux outils de communication et des médias sociaux, notamment dans le cadre de la campagne du Secrétaire général « Nous devons désarmer ». Twitter a permis au Département de toucher au moins 1,2 million de personnes, les abonnés étant originaires d'une bonne cinquantaine de pays, y compris de nombreux pays en développement. Une évaluation de cette campagne a montré que l'utilisation de Facebook et de Twitter a entraîné une augmentation du nombre de visiteurs sur le site Web de l'ONU. L'Organisation est également présente sur youtube.com, ce qui lui a permis de lancer des activités de sensibilisation novatrices, telles que la campagne « Citizen Ambassadors » par laquelle elle a encouragé les particuliers à s'adresser aux décideurs pendant la session de l'Assemblée générale.

817. S'agissant des partenariats, plus de 300 universités et centres de recherche se sont affiliés à l'initiative Impact universitaire du Département. Des efforts concertés ont été faits afin d'élargir la représentation géographique des ONG associées au Département. Les produits d'information de l'ONU ont été diffusés plus largement : le nombre de stations de radio et de chaînes de télévision transmettant des programmes de l'Organisation a augmenté de 37 % entre 2007 et 2009 et le nombre d'internautes consultant le site Web de l'Organisation et les sites Web des centres d'information des Nations Unies a été supérieur aux prévisions. Des internautes de 118 pays, y compris de nombreux pays en développement, ont téléchargé des séquences audio. La communication interne dans l'ensemble du Secrétariat a été renforcée : iSeek est désormais accessible dans une bonne centaine de lieux d'affectation un peu partout dans le monde.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

818. On trouvera ci-après une description des principales difficultés rencontrées et des enseignements tirés de l'expérience.

- Des activités de suivi des médias et d'analyse ont permis de déterminer que les messages de l'ONU devraient être concis et prendre en considération les particularités régionales.
- Une enquête menée en 2009 par les centres d'information des Nations Unies a mieux fait comprendre quels étaient les besoins relatifs aux sites Web dans les endroits éloignés du Siège. En général, les centres d'information entendent continuer à concevoir leurs sites Web de façon autonome, mais ont besoin d'être mieux encadrés et formés par le Siège.
- La multiplication des outils de communication sur l'Internet exige une utilisation plus stratégique des nouvelles plates-formes d'information, y compris les vidéos disponibles en ligne et les vidéos envoyées sur des appareils mobiles, les télémessages et les réseaux sociaux.

Taux d'exécution des produits

819. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 98 % des 287 produits quantifiables prescrits.

820. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès approuvés sont décrits dans le chapitre correspondant du budget-programme [A/62/6 (Sect. 27)].

Direction exécutive et administration

a) Du personnel recruté et affecté en temps voulu

821. Le Département n'a cessé de réduire le nombre moyen de jours pendant lesquels les postes d'administrateur ne sont pas pourvus. En 2009, ce nombre s'élevait à 241, contre 260 en 2008.

b) Un effectif plus équilibré sur le plan de la représentation géographique et de la répartition entre les sexes

822. Le Département emploie désormais plus de femmes que d'hommes et s'attachera à augmenter le pourcentage de fonctionnaires originaires d'États

Membres non représentés ou sous-représentés en suivant et en supervisant les activités de recrutement.

c) Des délais de présentation des documents mieux respectés

823. Le Département a soumis tous ses documents officiels, tels que les rapports du Secrétaire général et les documents du Comité de l'information et de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) dans les délais prévus, voire avant.

d) Une culture renforcée de la communication et de la coordination de l'information au Secrétariat et dans les organismes partenaires du système des Nations Unies

824. À sa huitième réunion annuelle en juin 2009, le Groupe de la communication des Nations Unies a réaffirmé que les groupes locaux de la communication des Nations Unies facilitaient grandement la coopération interinstitutions. La réunion a été l'occasion d'examiner les mesures prises pour faire progresser les activités de communication communes concernant des thèmes prioritaires, tels que les changements climatiques et la crise économique mondiale, et d'étudier comment continuer à apporter des améliorations à l'échelon local.

Sous-programme 1

Services de communication stratégique

a) Une couverture médiatique de meilleure qualité sur les thèmes prioritaires

825. La Division de la communication stratégique a lancé des campagnes d'information majeures sur les changements climatiques, les droits de l'homme, le désarmement, les objectifs du Millénaire pour le développement et le développement en Afrique pendant l'exercice 2008-2009. Elle a entrepris un suivi à large échelle des médias et a lancé des projets d'analyse sur ces thèmes. Elle a conclu que l'ONU jouait un rôle majeur concernant l'élargissement de la couverture des thèmes prioritaires et des manifestations s'y rattachant et que son action était décrite de façon neutre ou favorable dans la majeure partie des articles analysés. Une analyse des médias effectuée en 2008 sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les besoins de développement de l'Afrique a révélé que près de 40 % des titres des articles faisaient référence à l'Organisation ou à ses réunions de haut niveau. Une analyse des médias effectuée en 2009 sur le désarmement a montré qu'il était fait mention de l'ONU dans 72 % des 1 280 articles analysés.

b) Les besoins des clients sont satisfaits

826. Les résultats d'enquêtes révèlent que les entités et départements clients, tels que le Département des affaires économiques et sociales, l'Équipe de soutien sur les changements climatiques et le Département des opérations de maintien de la paix, sont très satisfaits des stratégies de communication et des dossiers d'information du sous-programme. Un atelier organisé à l'intention des spécialistes de l'information des opérations de maintien de la paix a été très bien reçu. Les départements clients ont bien accueilli les nouveaux outils médiatiques utilisés, notamment la campagne par télémessages organisée à l'occasion de la Journée internationale de la paix en 2008. La campagne « Nous devons désarmer » lancée par le Secrétaire général en 2009 a permis de sensibiliser le public aux questions touchant le désarmement et la non-prolifération nucléaires par l'entremise de sites sociaux tels que Facebook,

MySpace et Twitter. Le Département de l'information a touché au moins 1,2 million de personnes grâce à Twitter, les abonnés étant originaires d'une bonne cinquantaine de pays, y compris de nombreux pays en développement. Une évaluation de cette campagne a montré que l'utilisation de Facebook et de Twitter a entraîné une augmentation du nombre de visiteurs sur le site Web de l'ONU.

c) Une meilleure connaissance au niveau local du travail accompli par l'ONU

827. Les sites Web des centres d'information des Nations Unies, qui fournissent des informations dans cinq des langues officielles de l'ONU (anglais, arabe, espagnol, français et russe), et dans 33 autres langues, ont contribué à mieux faire connaître l'Organisation. Le nombre moyen de pages consultées chaque mois sur ces sites a augmenté de 9 % entre 2007 et 2009 pour s'établir à 3,5 millions. Les centres d'information ont lancé un nouveau portail dans toutes les langues officielles à l'automne 2008. Les résultats d'enquêtes menées en 2008 dans le cadre de réunions d'information organisées par les centres d'information ont montré que 80 % des personnes qui avaient répondu avaient dit mieux comprendre l'action de l'ONU à l'issue de ces réunions; en 2009, cette proportion était passée à 91 %.

Sous-programme 2
Services d'information

a) Utilisation accrue des nouvelles et informations sur l'ONU par les médias et les autres acteurs

828. La Division de l'information et des médias a élargi la diffusion des produits et services du Département et touche désormais un plus grand nombre d'organes de presse et d'autres clients. Le nombre de stations de radio et de chaînes de télévision qui retransmettent des programmes des Nations Unies s'élève désormais à 500. Le programme télévisé « 21st Century » est retransmis par 50 chaînes dans le monde. Le service de distribution de nouvelles télévisées de l'ONU, UNifeed, a augmenté son taux de rediffusion de près de 60 % entre 2008 et 2009. Des internautes de 118 pays ont téléchargé des séquences audio. Le nombre moyen de pages consultées chaque mois sur le site Web de l'ONU est passé de 45 millions en 2008 à 54 millions en 2009. En 2009, le Département a renforcé sa capacité d'analyser les mesures d'audience concernant le site Web en se dotant d'un nouveau système de suivi qui lui permet de savoir d'où viennent les internautes et quelle utilisation ils font du site.

b) Accès rapide des médias et autres utilisateurs aux communiqués de presse quotidiens couvrant les séances, aux séquences de télévision, aux photographies et aux autres produits d'information

829. L'objectif consistant à produire et à distribuer 90 % des produits sélectionnés dans les délais ou avant a été atteint. Quatre-vingt-quinze pour cent des photos sont traitées et publiées sur le Web le jour même où elles ont été prises; toutes les séquences de la Télévision des Nations Unies consacrées à des réunions et manifestations au Siège sont distribuées le jour même où elles ont été filmées; 84 % des communiqués de presse sont publiés dans les deux heures qui suivent la clôture de la réunion sur laquelle ils portent. Les enregistrements sonores des réunions tenues au Siège sont aussi mis à la disposition des journalistes dans les minutes qui suivent. Les bureaux de l'ONU disposent parfois de séquences en exclusivité sur

certaines crises, comme le conflit à Gaza, ce qui a permis aux producteurs d'UNifeed de les distribuer immédiatement aux principaux organes de retransmission, augmentant ainsi l'attention accordée par les médias à ces crises.

Sous-programme 3

Services de diffusion et de partage du savoir

a) Des relations renforcées et élargies avec les partenaires

830. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a noué des partenariats avec plus de 400 bibliothèques dépositaires dans 145 États Membres. Des programmes de formation ont été organisés à l'intention de ces bibliothèques à l'échelon régional afin de leur apprendre comment accéder plus aisément aux informations de l'ONU et comment se départir de leur rôle traditionnel de dépositaire pour devenir des centres de partage des connaissances. Des efforts concertés ont été faits afin d'élargir la représentation géographique des ONG associées au Département. La poursuite de la coopération avec les ONG et les établissements universitaires du pays accueillant le Siège de l'Organisation a débouché sur des programmes d'information et des conférences sur des questions dont s'occupe l'ONU. Plus de 300 universités et centres de recherche se sont affiliés à l'initiative Impact universitaire du Département. En 2009, le Département a organisé la toute première Conférence Simul'ONU mondiale à Genève, à laquelle ont participé 350 jeunes de 57 pays. L'Initiative créative de diffusion auprès des collectivités lancée par le Secrétaire général a permis de faire parler de l'ONU et des questions auxquelles elle s'intéresse dans des programmes de divertissement en vue. Un projet de sensibilisation intitulé « Citizen Ambassadors to the United Nations » a été lancé sur le Web afin de mobiliser les jeunes de la planète.

b) Meilleure connaissance des services et produits de diffusion et de partage du savoir

831. La Division des services et produits destinés au public a amélioré notablement le nombre et la qualité des sites Web dont elle a la charge, ce qui a lui permis de mieux faire connaître ses activités et produits. Parmi les nouveaux produits mis en ligne, on peut citer le site Web *United Nations Chronicle*, l'outil de recherche en ligne « UN Member States on the Record » et un site Web qui porte sur l'établissement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En 2009, le nombre moyen de pages consultées sur les sites Web relevant de ce sous-programme a atteint 5,9 millions chaque mois, soit un résultat très supérieur aux attentes du Département. Une attention plus soutenue a été accordée au contenu graphique et à l'image de marque de façon à améliorer la transmission des messages. Le taux de satisfaction des clients participant aux manifestations du Département a été élevé, comme le montre le taux de satisfaction moyen de 84 %, toutes enquêtes confondues. De plus en plus de fonctionnaires ont accès à l'information interne de l'ONU; iSeek est désormais accessible dans plus d'une centaine de lieux d'affectation.

Chapitre 28A

Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

Principaux résultats obtenus

832. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a obtenu des résultats de grande portée dans trois domaines, qui feront date dans l'histoire de l'Organisation. Le plan-cadre d'équipement a continué à bien se dérouler, comme l'ont montré la précision et l'efficacité avec lesquelles s'est déroulé le déménagement des différents services de l'Organisation dans les locaux transitoires. Quelque 4 540 fonctionnaires ont déménagé dans des locaux transitoires, pour certains à l'intérieur du complexe du Siège, pour d'autres à l'extérieur. La construction du bâtiment provisoire de la pelouse Nord en 2009, bâtiment qui abrite le Cabinet du Secrétaire général, s'est déroulée dans de bonnes conditions. De plus, tout au long de 2009, les coûts prévus pour mener le plan-cadre à son terme n'ont cessé d'être revus à la baisse et l'analyse de la valeur s'est poursuivie. Le 1^{er} juillet 2009, un nouveau système de justice interne reposant sur des procédures formelles et non formelles est entré en vigueur à l'ONU, remplaçant le système d'examen par les pairs qui avait fait son temps.

833. Le projet concernant le progiciel de gestion intégrée, Umoja, est allé de l'avant avec la mise au point d'un plan détaillé couvrant toute la phase de conception. La Secrétaire générale adjointe à la gestion a défini une stratégie de nature à garantir que le projet réponde véritablement aux besoins de l'Organisation et facilite l'exécution des mandats en prêtant plus d'efficacité à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. De plus, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition du Secrétaire général tendant à procéder à un projet pilote avant de généraliser le déploiement d'Umoja, ce qui ramènera le nombre de phases de déploiement à trois et réduira les risques pour l'Organisation. Pendant la phase de déploiement initiale, qui se fera à petite échelle, le système sera mis à l'essai dans un environnement bien circonscrit. Le déploiement dans le reste de l'Organisation se fera en deux temps.

834. Cinq réseaux de praticiens ont été organisés afin d'intensifier la mise en commun des enseignements tirés de l'expérience et les pratiques de référence dans des domaines administratifs clefs. Un projet de wiki a été lancé en collaboration avec le Département de l'information. Il s'agit par là de créer un mécanisme qui facilite la transmission du savoir institutionnel, compte tenu des nombreux départs à la retraite. L'initiative d'amélioration des processus-métier a progressé; elle est fondée sur le programme de renforcement des capacités Lean Six Sigma et elle a déjà donné de bons résultats dans un certain nombre de domaines, par exemple en permettant de procéder à certains achats plus rapidement et de raccourcir les délais de recrutement du personnel affecté aux opérations de maintien de la paix. Une plus grande transparence règne en ce qui concerne les résultats obtenus par les hauts fonctionnaires puisque l'évaluation des résultats obtenus au regard des contrats de mission est désormais disponible sur l'intranet du Secrétariat. Par ailleurs, depuis l'exercice 2008-2009, les hauts fonctionnaires ayant rang de sous-secrétaire général sont liés par des contrats de mission qu'ils signent avec le Secrétaire général adjoint dont ils relèvent. En dernier lieu, un rapport majeur a été mis au point, dans le cadre de consultations de grande ampleur coordonnées par le Bureau du Secrétaire général adjoint, sur le thème de l'élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Il sera soumis à l'Assemblée générale pour examen à la reprise de sa soixante-quatrième session.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

835. Le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion a dû faire face à des difficultés majeures pendant l'exercice 2008-2009, en particulier s'agissant de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégrée. Les activités de conception d'Umoja ont pris du retard faute de recevoir un financement suffisant.

836. Le Groupe du contrôle hiérarchique créé dans le cadre du nouveau système d'administration de la justice a reçu un nombre important de demandes dans les premiers mois de son entrée en fonctions.

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

837. Soucieux d'améliorer les services offerts aux clients et de renforcer l'application du principe de responsabilité, le Département a évalué la qualité de ses services en demandant à ses principaux clients de répondre à une enquête. Bien que les résultats fassent apparaître une diminution de la qualité pour l'ensemble du Département depuis 2007, certains services et bureaux ont obtenu de bons résultats. Le Département s'est également doté d'une boîte à idées qui l'aide à mieux connaître les besoins de ses clients : 430 suggestions ont été reçues rien qu'en 2009. Pour ne citer que quelques exemples d'amélioration de l'efficacité et de la transparence, le Département a réorganisé les pages qui lui étaient consacrées sur iSeek, mis au point un portail de traitement des dossiers concernant les voyages, offert un système en libre-service aux fonctionnaires et publié sur iSeek les avis de vacance portant sur des postes temporaires.

b) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

838. Trente-trois pour cent des candidats recrutés au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion pendant l'exercice 2008-2009 étaient originaires d'États Membres sous-représentés ou non représentés. Le Bureau compte 52,5 % de femmes, ce qui le place au-dessus de la moyenne du Secrétariat, 37,7 %, et au-dessus de l'objectif qui était fixé à 50 %. Il montre l'exemple en ce qui concerne l'amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre hommes et femmes. Il promeut également de façon dynamique la politique de l'Organisation en la matière dans les autres services du Département et dans l'ensemble du Secrétariat. La Secrétaire générale adjointe a ainsi adressé une note à tous les services du Secrétariat afin d'accélérer le recrutement aux postes de classe P-2 et P-3 et d'améliorer l'équilibre de la représentation géographique.

c) Gestion des activités de l'ONU répondant à des politiques plus cohérentes

839. La cohérence des politiques régissant la gestion des activités de l'ONU a été renforcée au moyen : i) de la coopération avec les organismes des Nations Unies représentés dans le Comité de haut niveau sur la gestion et dans le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination; ii) de l'organisation de forums tels que le forum mensuel des responsables du Département de la gestion et de la tenue de réunions mensuelles de tous les chefs de services administratifs du Siège coordonnées par le Chef du Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion; iii) de la participation de la Secrétaire générale adjointe

à la gestion au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires et au Comité de gestion; iv) de la création de groupes de travail spécialisés, tels que l'équipe spéciale d'investigation du Secrétariat; v) des consultations menées en novembre 2009 avec plus de 25 organismes, fonds et programmes des Nations Unies afin d'examiner les cadres d'application du principe de responsabilité, de gestion des risques institutionnels et de contrôle interne.

Sous-programme 1 **Services de gestion**

- a) *Amélioration des politiques de gestion, des procédures et des contrôles internes du Secrétariat, dans le strict respect des textes portant autorisation, et des règles et règlements pertinents*

840. La réforme de la gestion des ressources humaines a occupé une place centrale pendant l'exercice 2008-2009 et plusieurs mesures majeures sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2009, notamment la rationalisation du régime des engagements, l'harmonisation des conditions d'emploi et l'application d'un seul et unique Règlement du personnel. Cette réforme devrait former la base d'un Secrétariat intégré et de conditions d'emploi qui offrent une plus grande sécurité de l'emploi et une plus grande équité au personnel. Le 1^{er} juillet 2009 également, un nouveau système de justice interne indépendant, transparent et professionnalisé est entré en vigueur à l'ONU. La réforme des achats s'est poursuivie pendant l'exercice; elle vise à optimiser les procédures de passation des marchés de l'Organisation et à gérer les achats de façon plus stratégique. Les réformes ont également porté sur le renforcement des contrôles internes, des mécanismes de suivi et des programmes de formation, l'élargissement du régime des sanctions appliquées aux fournisseurs et l'imposition de restrictions concernant l'emploi des fonctionnaires chargés des achats qui quittent l'Organisation. L'établissement du rapport intitulé « Élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » s'est fait sous la direction de la Vice-Secrétaire générale et sous la coordination du Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, dans le cadre de consultations de grande ampleur. Le rapport sera soumis à l'Assemblée générale pour examen à la reprise de sa soixante-quatrième session.

- b) *Élimination des problèmes de contrôle interne et des autres insuffisances notables signalés par les organes d'audit*

841. Le Comité de gestion s'emploie à ce que les mécanismes de direction prennent en considération les conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'Organisation et à ce que les recommandations qui sont acceptées soient mises en application sans tarder. Le Comité s'est réuni à sept reprises pendant l'exercice 2008-2009 afin d'examiner les recommandations émanant du Bureau des services de contrôle interne (2 000 recommandations par an en moyenne), du Comité des commissaires aux comptes (210 recommandations) et du Corps commun d'inspection (190 recommandations). Le Comité a facilité l'accélération de la mise en application des recommandations émanant des organes de contrôle, contribuant ainsi à éliminer les insuffisances notables et à améliorer les modalités de gestion.

c) *Amélioration des modalités d'exécution des tâches*

842. L'initiative d'amélioration des processus-métier et le programme de renforcement des capacités Lean Six Sigma ont été lancés. Parmi les progrès accomplis, on peut citer le recensement de domaines clefs et de projets concrets concernant l'amélioration des modes de fonctionnement, la désignation des membres du personnel chargés de la mise en œuvre des projets, le lancement des projets, la formation et l'encadrement des membres du personnel, la facilitation de la mise en œuvre des projets et l'exécution des projets dans les délais prescrits. Par ailleurs, le Département de la gestion a travaillé en étroite coordination avec le Département de l'appui aux missions, ce qui a permis d'obtenir des résultats très rapidement, notamment une réduction de 85 % du temps de traitement du plan de dotation en matériel qui sert à équiper les missions en phase de démarrage, une réduction du temps de traitement des bons de commande qui est passé de cinq semaines à une semaine, une réduction de 16 jours du délai d'intégration des nouveaux membres du personnel, la création d'un site d'appui en ligne pour les pays qui fournissent des forces militaires et de police afin de faciliter la coordination des déploiements, et une réduction du délai de recrutement des policiers des Nations Unies qui a été ramené de 150 à 90 jours.

d) *Amélioration des méthodes, des outils et des techniques d'évaluation de l'efficacité et de la productivité aux fonctions clefs de gestion et de prestation de services*

843. Le Service de l'appui à la gestion a lancé un projet wiki avec le concours du Département de l'information afin de faciliter la transmission du savoir institutionnel. La première phase a consisté à mettre le wiki sur pied et à demander au Service du protocole et de la liaison de l'utiliser à titre expérimental. La seconde phase consiste à passer en revue tous les outils de l'Organisation de façon à en améliorer l'efficacité. Une initiative d'amélioration continue a été lancée autour de trois grandes priorités du Département de la gestion : i) l'appui à la fourniture des services indispensables au fonctionnement de l'Organisation; ii) la mise en place d'un système qui permette de regrouper et d'analyser les suggestions créatives émanant des membres du personnel; iii) la promotion d'outils de gestion standard et de pratiques de référence de façon à renforcer l'efficacité et l'efficacité des différents services. Le Service de l'appui à la gestion a également apporté son savoir-faire à la Division des achats afin de l'aider à appliquer les recommandations issues de deux initiatives Lean Six Sigma.

e) *Renforcement de l'efficacité en matière d'attribution des marchés et de cession des biens; équité, intégrité, transparence et respect des règles et règlements pertinents*

844. En 2008, le Comité des marchés du Siège a tenu 112 réunions et a examiné 751 dossiers. Le délai moyen d'examen des dossiers s'établissait à 7,06 jours. En 2009, le Comité a tenu 93 réunions et a examiné 584 dossiers; le délai moyen d'examen s'établissait 5,64 jours. Le délai moyen de traitement s'est donc établi à 6,35 jours pendant l'exercice 2008-2009. On peut en conclure que le Comité a réduit le temps nécessaire à l'examen des dossiers et gagné en efficacité.

Administration de la justice

- a) *Système d'administration interne de la justice, équitable et efficace, respectant les politiques et les règles de l'Organisation relatives aux ressources humaines*

845. La transition entre l'ancien et le nouveau système d'administration de la justice s'est déroulée pendant l'exercice 2008-2009. La plupart des mécanismes de l'ancien système ont été supprimés le 30 juin 2009 au profit du nouveau système. Durant la période pendant laquelle l'ancien système a continué de s'appliquer, la Commission paritaire de recours du Siège s'est prononcée sur 129 recours et 59 demandes de suspension de l'application de décisions. Le nouveau système de justice interne est indépendant, professionnalisé et décentralisé et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2009. Il est au cœur des mesures prises pour garantir l'équité et améliorer le respect du principe de responsabilité. Il se compose de deux mécanismes, un mécanisme informel et un mécanisme formel. Le premier vise à régler les différends par des moyens non judiciaires, tandis que le second se compose de deux niveaux d'examen judiciaire indépendant : le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et le Tribunal d'appel des Nations Unies.

- b) *Adoption de mesures visant à ce que les cadres participent en temps voulu à l'administration de la justice*

846. Des mesures ont été prises en 2008 et en 2009 afin de familiariser les cadres avec le nouveau système de justice interne, notamment sous forme d'articles publiés sur iSeek. La Secrétaire générale adjointe à la gestion a écrit à tous les chefs de département et de bureau afin de souligner l'importance qu'il y avait à appliquer les procédures en vigueur dans les délais prescrits et à veiller à l'application du principe de responsabilité lorsque ces procédures n'étaient pas respectées, notamment par l'intermédiaire du e-PAS et des contrats de mission des hauts fonctionnaires. Les retards ou l'absence de réponse sont consignés dans les rapports trimestriels établis par le Groupe du contrôle hiérarchique. Le 1^{er} janvier 2010, le Groupe a commencé à suivre les observations formulées par la direction en vue de les incorporer dans le rapport qu'il établira à la fin de l'année. Depuis le 1^{er} juillet 2009, il a demandé et reçu des observations de la part de la direction dans 115 cas. La participation de la direction s'est nettement améliorée, et le taux de respect des obligations de celle-ci s'est amélioré et est passé de 87 % en 2008 à 96,5 % en 2009.

Sous-programme 2

Services à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et au Comité du programme et de la coordination

Amélioration de la communication concernant les questions d'organisation et de procédure relatives aux réunions et renforcement de l'appui technique et des services de secrétariat fonctionnels fournis aux États Membres et aux autres participants aux réunions

847. Les réunions de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination se sont déroulées dans le respect des procédures et conformément aux programmes de travail de ces deux organes, comme le montre le fait que les objectifs ont été atteints et les délais respectés s'agissant de l'établissement et de la diffusion des programmes de travail. Tous les rapports de la Cinquième Commission ont été soumis pour traitement dans les 48 heures qui ont suivi leur adoption, voire

moins. Aucun représentant des États Membres siégeant à la Cinquième Commission n'a dit être mécontent de la façon dont les séances s'étaient déroulées et de la qualité des services techniques reçus du Secrétariat.

Chapitre 28B

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Principaux résultats obtenus

848. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a continué à fournir dans les délais des services de qualité à l'Organisation dans les domaines touchant le budget, la comptabilité et la trésorerie. L'Assemblée générale a approuvé le budget-programme pour l'exercice 2010-2011, les budgets des tribunaux internationaux et les crédits additionnels découlant des nouveaux mandats. Le Bureau a mieux respecté les délais s'agissant de la soumission du budget et d'autres rapports financiers par rapport à l'exercice biennal précédent. Le Comité des commissaires aux comptes avait émis une opinion sans réserve pendant l'exercice 2006-2007. Des progrès ont été accomplis afin de préserver l'intégrité des données, de traiter les opérations financières dans les délais et de façon fiable et d'améliorer les services proposés aux clients. Le Bureau a continué de se préparer au passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public, notamment en incitant son personnel à suivre un programme de formation en ligne. Le portefeuille d'investissements de l'ONU a fait mieux que les indices de référence, aussi bien ceux exprimés en dollars des États-Unis que ceux exprimés en euros. Les résultats, atteints sans perte de trésorerie et en répondant à tous les besoins de trésorerie de tous les clients, sont supérieurs à celui du marché et ont été obtenus en respectant les politiques de la Trésorerie de l'ONU. Le Bureau a renforcé l'efficacité de ses processus financiers internes, notamment en informatisant les opérations relatives aux contributions et en mettant en service une nouvelle fonctionnalité du SIG qui permet d'obtenir le remboursement de sommes importantes de la part d'un régime d'assurance national.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

849. On trouvera ci-après une description des principales difficultés rencontrées et des enseignements tirés de l'expérience.

- Il est devenu impératif d'automatiser et de normaliser la structure utilisée pour la présentation des rapports de façon à réduire le temps consacré aux opérations de rapprochement et à l'édition et à la traduction.
- La poursuite des gains d'efficacité est tributaire de l'existence de systèmes informatiques intégrés améliorés.
- La mise en œuvre des normes IPSAS est synchronisée avec le projet Umoja; la mise au point de programmes de communication et de formation complets dans les deux domaines posera un défi majeur et les capacités du Bureau seront mises à rude épreuve puisqu'il lui faudra adapter ses processus-métier aux nouvelles exigences sans pour autant délaisser ses clients.

- Le Bureau continuera à coopérer étroitement avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences afin d'améliorer la parution des rapports dans les délais.

Taux d'exécution des produits

850. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 100 % des 933 produits quantifiables prescrits.

851. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès approuvés sont décrits dans le chapitre correspondant du budget-programme [A/62/6 (Sect. 28B)].

Direction exécutive et administration

a) Gestion et contrôle financiers de qualité dans l'Organisation

852. Pendant l'exercice, les observations d'audit touchant les questions financières ont concerné de façon générale des points mineurs, ce qui indique que les contrôles financiers internes sont efficaces. Le Bureau du Contrôleur continue de veiller à l'efficacité de la gestion financière en donnant suite aux recommandations d'audit émanant des organes de contrôle, en surveillant de près l'exercice des délégations de pouvoir confiées à des fonctionnaires qualifiés et expérimentés et en s'assurant que les accords-cadres et les accords conclus par l'Organisation avec les organismes d'exécution et les pays hôtes cadrent avec les normes financières et sont mis en œuvre conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière. Il conseille et aide les départements et services clients dans les délais en ce qui concerne l'application du règlement financier et des règles de gestion financière. S'agissant des conclusions issues récemment des audits, il s'attache à rationaliser la délégation de pouvoir dans le domaine financier.

b) Le programme de travail du Bureau est géré efficacement et son exécution s'appuie sur des ressources humaines et financières adéquates

853. Le Bureau du Contrôleur a amélioré la gestion de son programme de travail en ramenant à cinq jours le temps nécessaire à l'examen et à l'approbation des accords-cadres et des accords conclus avec les donateurs, les pays hôtes et les organismes d'exécution, lorsque les dossiers étaient complets et qu'il n'a pas eu à relancer les clients. Dans d'autres cas, il a répondu aux clients dans les cinq jours ouvrables. Le Bureau répond à un grand nombre de demandes, qu'il s'agisse de conseils ou de l'approbation d'accords financiers conclus entre l'ONU et des gouvernements, des ONG et des entités privées, comme le montrent les 1 170 demandes qu'il a reçues en 2009 au sujet d'accords financiers sur des contributions volontaires. Soucieux de raccourcir les délais de traitement et d'améliorer la qualité des services concernant les accords, le Bureau a mis au point des accords généraux, en collaboration avec ses clients, afin d'en normaliser le contenu dans la mesure du possible.

c) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

854. Le délai moyen de recrutement et d'affectation des membres du personnel du Bureau s'est établi à 137 jours, ce qui est proche de l'objectif.

d) *Amélioration des politiques financières*

855. Il est prévu de n'apporter que des changements limités dans la perspective du passage aux normes IPSAS et il ne sera donc pas nécessaire de faire évoluer progressivement le Règlement financier et règles de gestion financière. L'ONU soumettra un nouveau règlement financier et de nouvelles règles de gestion financière harmonisés à l'Assemblée générale pour approbation pendant l'exercice 2012-2013. Le Bureau continue à améliorer les services financiers qu'il offre aux départements et bureaux du Secrétariat, aux bureaux hors Siège et aux missions de maintien de la paix. De fait, 84 % des représentants des clients (46 % d'avis favorables et 38 % d'avis neutres) ont dit être satisfaits de la qualité de l'assistance reçue concernant l'application du règlement financier, des règles de gestion financière et des politiques et procédures financières. Il convient de noter que la majorité des personnes qui ont répondu à l'enquête avaient la charge de programmes concernant le maintien de la paix.

e) *Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs*

856. Quarante pour cent des membres du personnel du Bureau recrutés pendant l'exercice 2008-2009 étaient originaires d'États Membres non représentés ou sous-représentés, contre 20 % pendant l'exercice précédent. Le pourcentage de femmes recrutées dans la catégorie des administrateurs pour un an ou plus s'est élevé à 54,2 %, contre 50 % pendant l'exercice précédent.

Sous-programme 1

Planification des programmes et établissement du budget

a) *Amélioration des rapports adressés aux États Membres sur les questions se rapportant au budget-programme et aux budgets des tribunaux pénaux*

857. Une enquête menée auprès des membres de la Cinquième Commission a révélé qu'ils étaient davantage satisfaits de la clarté, de la qualité et de la portée des documents budgétaires et des renseignements complémentaires qui leur étaient communiqués. Un plus grand nombre de rapports ont également été soumis dans les délais : 66 % pendant l'exercice 2008-2009 contre 60 % pendant l'exercice 2006-2007. À cet égard, la Division de la planification des programmes et du budget s'est attachée à établir et à suivre les dates cibles avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et les départements clients au stade de l'établissement des rapports. Elle a aussi modifié sa base de données de façon à pouvoir suivre le respect des dates cibles.

b) *Amélioration du suivi et du contrôle du budget-programme, des budgets des tribunaux pénaux et des ressources extrabudgétaires*

858. La Division continue de suivre le budget-programme, les budgets des tribunaux internationaux et les ressources extrabudgétaires sur une base régulière. Des progrès ont été faits pour réduire le pourcentage des engagements non réglés par rapport au montant définitif des crédits ouverts pendant l'exercice.

c) *Amélioration des services aux clients*

859. La Division a continué à mettre l'accent sur l'amélioration des services aux clients. Elle a ramené à trois jours le délai moyen nécessaire à l'allocation des crédits extrabudgétaires, atteignant ainsi son objectif. Une enquête auprès des clients a révélé qu'il était plus aisé d'accéder à l'information budgétaire, ce qui s'explique par les améliorations apportées au site Web de la Division depuis l'enquête précédente.

Sous-programme 2

Services financiers relatifs aux opérations de maintien de la paix

a) *Amélioration de la communication de l'information au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, aux États Membres et aux pays qui fournissent du personnel de police et des contingents militaires*

860. Pendant l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, la Division du financement des opérations de maintien de la paix avait soumis dans les délais 86 % des rapports sur l'exécution des budgets des opérations de maintien de la paix au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences; à la fin de l'exercice 2008-2009, elle avait respecté les délais de soumission de la totalité des rapports qui étaient prévus pour le 31 décembre 2009, alors qu'elle n'avait tenu les délais que dans 43 % des cas en 2007. Elle a amélioré la base de données de suivi de la soumission des rapports afin de renforcer le suivi et a amélioré son mécanisme de coordination avec le Département de l'appui aux missions, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

b) *Amélioration de l'efficacité des opérations de maintien de la paix*

861. Les obligations financières au titre des contingents et des unités de police constituées ont été réglées dans les trois mois, à l'exception de celles concernant la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, la MINUSTAH et la MINUT. Dans le cas de ces missions, les contributions mises en recouvrement ont été reçues trop tardivement et les liquidités disponibles sur les comptes spéciaux de ces missions étaient insuffisantes pour rembourser les pays fournisseurs de forces militaires et de police. D'après une enquête de satisfaction menée auprès des clients du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité en 2009, 88 % des répondants ont dit être satisfaits (opinion favorable ou neutre) de l'aide concernant les procédures budgétaires que leur apportait la Division du financement des opérations de maintien de la paix.

Sous-programme 3

Comptabilité générale, contributions et information financière

Comptabilité générale et information financière

a) *Amélioration du caractère exhaustif des données financières*

862. Les états financiers de l'ONU pour l'exercice 2006-2007 ont reçu une opinion favorable de la part des commissaires aux comptes. Deux constatations majeures concernant des questions financières relevaient de la Division de la comptabilité. Il est encore trop tôt pour évaluer les résultats concernant les états financiers de

l'exercice 2008-2009 puisque ceux-ci ne seront prêts que le 31 mars 2010 et que les commissaires aux comptes ne feront pas connaître leur opinion avant juillet 2010. Par conséquent, si l'on se fie à l'information disponible pour l'indicateur de résultat en question, l'objectif fixé a été atteint pour 2008-2009.

b) Précision et rapidité du traitement des opérations financières

863. La Division de la comptabilité a contribué au traitement des opérations dans les délais et avec fiabilité, ainsi que le montre le fait que pour l'exercice 2008-2009 88 % des comptes en banque de l'ONU ont été rapprochés dans les 30 jours suivant la fin du mois et que 80 % des paiements ont été traités dans les 30 jours, si l'on se fonde sur les données disponibles pour les périodes servant d'échantillons. Les résultats obtenus pour le traitement des paiements sont inférieurs à l'objectif de 92 %, car certaines ressources ont été réaffectées aux fins de la mise en œuvre du nouveau régime des engagements le 1^{er} juillet 2009.

c) Amélioration des services aux clients

864. D'après l'enquête de satisfaction menée par le Département de la gestion auprès des clients, 86,5 % des réponses obtenues étaient favorables ou neutres, par rapport à l'objectif de 75 %.

Recouvrement et traitement des contributions

a) Amélioration des délais de présentation de la documentation dont les États Membres ont besoin pour se prononcer en connaissance de cause sur les questions relatives au barème des traitements, à la base de financement des activités de maintien de la paix et à l'état des contributions

865. Tous les documents d'avant-session ont été soumis dans les délais en 2008 et environ 80 % des documents l'ont été en 2009.

b) Mise en recouvrement rapide des contributions dues par les États Membres conformément aux décisions de l'Assemblée générale

866. Les avis de mise en recouvrement ont été établis dans les 30 jours qui ont suivi les décisions des organes intergouvernementaux concernés, dans le strict respect de la règle de gestion financière 103.1.

**Sous-programme 4
Services de trésorerie**

a) Maintien d'une gestion prudente des fonds

867. Le portefeuille d'investissements de l'ONU a fait mieux que les indices de référence, aussi bien ceux exprimés en dollars des États-Unis que ceux exprimés en euros. Les résultats, atteints sans perte de trésorerie et en répondant à tous les besoins de trésorerie de tous les clients, sont supérieurs à celui du marché et ont été obtenus en respectant les politiques de la Trésorerie de l'ONU.

b) Amélioration de l'efficacité et de la sécurité des systèmes de paiement

868. Il n'y a eu aucune perte de trésorerie et le pourcentage de décaissements automatiques effectués par l'intermédiaire de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) est passé à 95 % comme prévu.

Sous-programme 5

Service de l'informatique financière

- a) *Établissement d'un projet cohérent de stratégie du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, qui cadre avec la mise en place envisagée des Normes comptables internationales pour le secteur public et du progiciel de gestion intégrée*

869. Le Bureau a commencé à adapter les politiques et procédures comptables et financières aux exigences découlant des normes IPSAS et du progiciel de gestion intégrée, sachant que les exigences concernant les normes sont en cours de définition et que le progiciel de gestion intégrée en est à la phase de conception. Le Service de l'informatique financière continue à appuyer les préparatifs d'application des Normes en 2014.

- b) *Ressources d'appui technique suffisantes pour tous les systèmes essentiels du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité*

870. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a entrepris de se doter d'un modèle d'appui horizontal pour ses applications cruciales, se fondant pour ce faire sur des ressources gérées de façon décentralisée. Cela permet à d'autres personnes d'intervenir lorsque les principaux responsables sont absents. Par ailleurs, afin d'organiser la relève, tous les systèmes sont décrits par écrit et s'accompagnent d'un programme de formation en vue d'encourager la polyvalence. Le Service de l'informatique financière a continué à fournir un appui aux processus financiers du Bureau et à en améliorer l'efficacité.

- c) *Renforcement de la qualité des services fournis aux membres du Bureau*

871. Parmi les améliorations majeures figurent la mise en service d'un système qui a aidé la Division de la comptabilité à automatiser les procédures relatives aux contributions et l'ajout d'une fonctionnalité dans le SIG qui permet d'obtenir le remboursement de sommes importantes de la part d'un régime d'assurance national. Un échange de courriels informels indique que les usagers sont satisfaits des services qui leur sont fournis. Une enquête menée par le Bureau des technologies de l'information et des communications a révélé que le personnel du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité était satisfait des applications mises à sa disposition. La Division de l'informatique financière entend procéder à sa propre enquête concernant les applications du Bureau.

- d) *Amélioration des rapports de gestion financière*

872. Un échange de courriels informels indique que les usagers sont satisfaits des rapports financiers produits par la Division de l'informatique financière.

Chapitre 28C

Bureau de la gestion des ressources humaines

Principaux résultats obtenus

873. La simplification des accords contractuels, qui sont passés de 16 à 3 types de contrats d'emploi depuis le 1^{er} juillet 2009, et l'harmonisation des conditions d'emploi entre le personnel sur le terrain et les fonctionnaires du Siège, constituent

une étape majeure de la réforme de la gestion des ressources humaines réalisée à la faveur d'une étroite collaboration avec les parties prenantes. Ces modifications ont permis de ramener le Règlement du personnel à une série unique de dispositions, au lieu de trois précédemment. Plusieurs circulaires du Secrétaire général et instructions administratives ont été modifiées en ce sens et approuvées en 2008-2009.

874. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a revu l'organisation de ses tâches avec pour objectif, entre autres, de les rationaliser pour en améliorer l'efficacité. Il a lancé une réévaluation du concept et de la méthode de planification stratégique des effectifs, y compris l'établissement de critères. Dans le domaine du recrutement et de la sélection des fonctionnaires, un travail important a été engagé pour mettre au point un outil plus performant, appelé Inspira, bien que le système Galaxy continue d'être utilisé.

875. Au cours de la période examinée, la Division des services médicaux s'est attachée à mettre des services cliniques et des services de promotion sanitaire à la disposition du personnel de l'ONU et de ses fonds et programmes en poste à New York; à s'assurer que dans tous les lieux d'affectation les fonctionnaires ont accès aux soins médicaux au meilleur prix; à conseiller l'administration au sujet des programmes de prestations proposés au personnel et d'autres questions d'ordre médico-administratif; à mettre régulièrement à jour les normes médicales et les politiques sanitaires et à en assurer la coordination afin qu'elles puissent être utilisées à l'échelle du système. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a pris une part active à la refonte du système judiciaire, qui a abouti à la mise en place du nouveau système d'administration de la justice à compter du 1^{er} juillet 2009.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

876. La mise en œuvre du système de gestion des aptitudes a pris du retard. On envisage désormais une entrée en vigueur de la phase I (recrutement) à partir d'avril 2010 au Siège et de juillet 2010 dans les bureaux extérieurs, et pour la phase II (gestion de la performance et formation), au cours du second semestre de 2010 tant au Siège que dans les bureaux extérieurs. L'examen exceptionnel et définitif du cas des fonctionnaires remplissant les conditions, à compter du 30 juin 2009, pour une conversion de leur engagement en nomination à titre définitif, commencera au début de 2010.

Taux d'exécution des produits

877. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 69 % des 340 produits quantifiables prescrits.

878. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont décrits dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 28C) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

- a) *Amélioration de la gestion des ressources humaines, compte tenu des besoins de l'Organisation et du personnel, pour que l'Organisation puisse s'acquitter des tâches prescrites par les États Membres*

879. Plusieurs circulaires du Secrétaire général et instructions administratives, modifiées et approuvées en 2008-2009, éclairent les politiques, pratiques et

programmes en matière de ressources humaines et débouchent sur une meilleure gestion de celles-ci. La publication des formules de notification administrative dans le Système de gestion intégrée pour chaque fonctionnaire passant de l'ancien système au nouveau est achevée. Au cours du dernier trimestre de 2008, une initiative pilote en faveur de la mobilité facultative (Initiative volontaire pour les échanges entre réseaux) a été mise en place. Lancée en octobre 2008 et achevée en août 2009, elle portait sur les transferts latéraux dans quatre réseaux professionnels. Un rapport final récapitulant les enseignements tirés de l'expérience pilote et les recommandations qui en découlent a été publié en décembre 2009. Parmi les principales recommandations figure celle d'étendre l'initiative volontaire à quatre réseaux professionnels supplémentaires en 2010.

b) Bonne exécution du programme de travail

880. Les rapports sur les ressources humaines ont été dans leur majorité établis dans les délais impartis et examinés à la satisfaction de l'Assemblée générale lors de ses soixante-troisième et soixante-quatrième sessions. Les ressources ont été utilisées dans leur totalité.

c) Recrutement et affectation du personnel en temps voulu au sein du Bureau de la gestion des ressources humaines

881. En 2008, le nombre de jours moyens pendant lesquels un poste d'administrateur est resté vacant au Bureau des ressources humaines était de 185, alors qu'il était de 160 jours en 2009; ces chiffres sont inférieurs à l'objectif de 190 jours. La moyenne pour l'exercice biennal s'établissait à 173 jours.

d) Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre hommes-femmes au sein du Bureau de la gestion des ressources humaines

882. Le Bureau continue de réaliser ses objectifs en matière de représentation géographique et d'équilibre hommes-femmes de ses effectifs, et consacre par ailleurs beaucoup d'efforts et de ressources à la promotion de ces objectifs à l'échelle du Secrétariat.

Sous-programme 1

Planification stratégique des politiques

a) Amélioration de la planification des ressources humaines

883. L'Organisation accorde une plus grande importance aux plans d'action des départements en matière de gestion des ressources humaines. Le Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires examine les résultats obtenus et appelle l'attention des chefs de département sur les objectifs qui ne sont pas atteints. Au cours de l'exercice 2008-2009, le Conseil a consacré trois réunions aux plans d'action Ressources humaines en vue des examens à mi-parcours et de fin de cycle du cinquième cycle, et de l'examen à mi-parcours du sixième cycle. Vingt-neuf départements et bureaux ont participé au cinquième cycle du plan d'action Ressources humaines et 31 au sixième cycle. La Vice-Secrétaire générale a par la suite envoyé aux chefs de département une lettre dans laquelle elle les félicitait des résultats obtenus pour certains indicateurs de succès relatifs au plan d'action Ressources humaines, tout en soulignant les insuffisances et les faiblesses qui nécessitaient toute leur attention. Les chefs de département y ont donné suite en lui

envoyant des plans d'action pour répondre aux problèmes signalés. Depuis 2008, les responsables de département peuvent aisément consulter sur Internet les statistiques concernant le plan d'action Ressources humaines et ainsi prendre des décisions en toute connaissance de cause en ce qui concerne la gestion des ressources humaines. Le site Web est consacré au plan d'action utilisé par plus de 150 responsables de département et coordonnateurs dans les principaux lieux d'affectation.

b) Meilleur contrôle des pouvoirs délégués pour la gestion des ressources humaines

884. Un nouveau cadre de suivi, en cours d'élaboration, aidera les départements et les bureaux à appliquer les recommandations en matière de suivi. Il met en valeur les diverses formes de suivi mises en place par le Bureau de la gestion des ressources humaines, les bureaux hors Siège, les services administratifs et les missions sur le terrain. S'appuyant sur ce cadre de suivi, le Bureau de la gestion des ressources humaines met au point une méthode d'autosurveillance liée aux plans d'action Ressources humaines. Il a par ailleurs effectué sept visites de suivi sur place auprès des bureaux hors Siège et des missions sur le terrain au cours de la période considérée.

Sous programme 2

Recrutement et affectations

a) Amélioration des recrutements, affectations et promotions ainsi que de la représentation géographique et de l'équilibre hommes-femmes

885. Le lancement de la gestion prévisionnelle stratégique des effectifs et le renforcement des mécanismes d'application du principe de responsabilité destinés aux chefs de département, notamment les contrats de mission liant les secrétaires généraux adjoints au Secrétaire général et les accords conclus entre les assistants des secrétaires généraux adjoints et le Secrétaire général adjoint dont ils relèvent, ainsi que l'amélioration des plans d'action et le rôle du Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires témoignent des efforts importants déployés par l'ONU pour réaliser ses objectifs dans ce domaine. L'Organisation mène également des activités de sensibilisation, notamment des campagnes de recrutement ciblées, dans les États Membres non représentés ou sous-représentés, en vue d'attirer des candidats qualifiés ressortissant de ces États Membres.

b) Accroissement du nombre de jeunes administrateurs susceptibles d'être recrutés

886. En 2008, 141 candidats au total ont été inscrits sur la liste des lauréats à l'issue de concours nationaux, ce chiffre passant à 163 en 2009 (sans compter 5 candidats supplémentaires dont le dossier est en attente, leur entretien ayant été reporté en raison de problèmes de visa). L'Organisation a mené des activités de sensibilisation aux États-Unis, en Israël, au Japon, en République de Corée, et au Royaume-Uni en vue d'attirer des jeunes qualifiés aux postes d'administrateur.

c) Amélioration des services, de l'appui et des conseils fournis aux fonctionnaires et aux départements/bureaux

887. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a récemment procédé à une enquête sur les indemnités pour frais d'études, dont on rassemble actuellement les résultats. Il effectuera une autre enquête à la fin de l'exercice biennal en vue de recueillir auprès des services administratifs et des directeurs de l'administration

(dans les bureaux hors Siège) des commentaires sur l'appui et les conseils qui leur ont été fournis par le Bureau. Ni l'une ni l'autre des deux enquêtes n'a pu être achevée en raison des contraintes liées au volume de travail. Le Bureau les terminera au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

Sous-programme 3 **Formation et perfectionnement**

a) Amélioration de la polyvalence du personnel

888. L'année 2008 a vu 39 972 inscriptions de fonctionnaires aux programmes de formation et d'organisation des carrières. Les programmes d'organisation des carrières ont enregistré 17 000 inscriptions, et ceux de formation à l'encadrement ou à la gestion, 20 000. En 2009, le nombre des inscriptions à ces programmes était de 40 000. Cependant, au 17 février 2010, toutes les données pour la période considérée n'avaient pas été reçues et regroupées. Une initiative pilote en faveur de la mobilité facultative (Initiative volontaire pour les échanges entre réseaux) a été lancée avec succès dans le courant du quatrième trimestre de 2008, et lorsqu'elle a pris fin en octobre 2009, elle s'était traduite par 26 mouvements latéraux de personnel entre les réseaux et les départements professionnels, dont plusieurs entre lieux d'affectation différents. À la faveur des enseignements retenus, cette initiative sera développée en vue d'élargir le vivier de candidats et de groupes professionnels en 2010.

b) Amélioration des conditions de travail

889. Une enquête auprès du personnel sur « les conditions de travail » a été reportée pour être menée en coordination avec le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme et conformément au plan d'action sur les mesures visant à améliorer l'équilibre hommes-femmes, notamment les formules d'organisation du travail modulables. À ce propos, une « enquête d'ambiance de travail » est prévue pour le quatrième trimestre de 2009. Le groupe de travail du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel sur la mobilité examine les mesures actuelles en matière de mobilité et fera des recommandations pour améliorer la politique dans ce domaine. Des consultations ont eu lieu en octobre 2009 entre le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme et le Bureau de la gestion des ressources humaines, il en découle un plan de travail pour la mise sur pied d'une série de sessions itinérantes dans les départements et les bureaux en vue de promouvoir, auprès du personnel, l'aménagement du temps de travail, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et l'avantage de bonnes conditions de travail. Ces dispositions ayant été adoptées au quatrième trimestre de 2009, l'initiative se poursuit en 2010.

Sous-programme 4 **Services médicaux**

a) Meilleure sensibilisation du personnel aux questions de santé

890. La Division des services médicaux a continué de coordonner la participation du personnel des Nations Unies à plusieurs manifestations de levée de fonds tels que les marches contre le VIH/sida et contre l'asthme et le cancer du sein. Au cours de la période considérée, 4 159 fonctionnaires ont participé à des marches contre le

VIH/Sida, à des séances de formation sur ce problème, ou ont sollicité des informations à ce sujet en appelant un service de téléassistance. La surveillance des facteurs de risques cardiovasculaires demeure l'un des services les plus demandés. Au cours de la période à l'examen, la Division a enregistré 4 520 visites pour des prises de tension artérielles et des analyses régulières de taux de lipides dans le sang. Les réunions mensuelles du « Diabetic Club » et les sessions de « Weight Watchers at Work » se sont poursuivies; les campagnes d'information sanitaire ont enregistré 5 747 prises de contact avec des fonctionnaires, qui sont 4 935 à avoir été vaccinés contre la grippe. En vue d'améliorer la santé des fonctionnaires au Siège ainsi que de ceux qui rentrent de missions sur le terrain, la Division des services médicaux a ajouté aux soins de santé physique des soins de santé mentale.

b) Amélioration des services médicaux destinés aux fonctionnaires

891. L'enquête en ligne sur les services sanitaires dispensés par les infirmeries a révélé un taux de satisfaction de 94,03 % chez les usagers de la Division. Le temps d'attente moyen dans les infirmeries a diminué, passant à 7,86 minutes. La Division a accru de façon importante le nombre et le niveau des activités visant à fournir un appui aux services médicaux dans les lieux d'affectation difficiles et autres lieux d'affectation hors Siège. Au cours de la période considérée, des missions d'évaluation sur place ont été effectuées auprès de la MINUSTAH, de la MINUS, de la MINURCAT, de la MANUA, de la MINUAD, de la MINUL et de la MONUC. Des hôpitaux locaux au Cameroun et à Saint-Domingue ont fait l'objet d'une évaluation en vue de servir de centres d'évacuation médicale parallèles pour la MINURCAT et la MINUSTAH; des hôpitaux à Doubaï ont été évalués pour la région Afrique du Nord. La Division a effectué des missions d'évaluation des services médicaux et sanitaires à Banda Aceh en Indonésie, au Bhoutan, en Chine, en République démocratique du Congo, en République populaire démocratique de Corée, en Ouganda et au Pakistan.

Chapitre 28D

Bureau des services centraux d'appui

Principaux résultats obtenus

892. Le Bureau des services centraux d'appui a mis en œuvre avec succès une série d'initiatives visant à améliorer ses prestations de service, ce qui s'est traduit par une proportion plus élevée de services fournis dans les délais normaux en matière de gestion des bâtiments et à la réalisation d'économies au titre des voyages grâce aux négociations menées à bien avec les principales compagnies aériennes.

893. Les locaux ont pu être maintenus en état en attendant la mise en route du plan-cadre d'équipement et pendant la période considérée, on a enregistré une diminution du nombre de dysfonctionnements des infrastructures supérieure à l'objectif fixé.

894. L'amélioration du système de délivrance des laissez-passer est à l'étude pour renforcer ses fonctions de sécurité et les opuscules sont reconfigurés pour intégrer les dispositifs de sécurité et de sûreté les plus récents, tels que la biopuce, afin de garantir la fiabilité des documents et d'assurer en permanence leur conformité aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

895. Le programme de la réforme des achats a été mené à terme pendant l'exercice biennal, et les rapports sur la gouvernance en matière d'achats et les achats responsables ont été présentés à l'Assemblée générale comme elle l'avait demandé. Plusieurs séminaires sur les activités commerciales ont été organisés dans des pays en développement et en transition. À la suite de ces séminaires, un grand nombre de fournisseurs appartenant à ces pays se sont enregistrés sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et se sont familiarisés avec les formalités et les procédures à respecter pour travailler avec les organismes des Nations Unies.

896. Les dossiers de la totalité des bureaux concernés par le plan-cadre d'équipement ont été détruits ou transférés à la Section des archives et de la gestion des dossiers en prévision du transfert de ces bureaux dans des locaux transitoires. Un dossier d'information sur les informations sensibles a été mis au point, de même que sur les opérations de maintien de la paix, en vue de favoriser une bonne gestion des dossiers et d'aider les bureaux à appliquer et respecter les dispositions de la circulaire du Secrétaire général intitulée « Informations sensibles ou confidentielles : classement et maniement » (ST/SGB/2007/6).

897. À la suite de la création en février 2009 du Bureau des technologies de l'information et des communications en application de la résolution 63/262 de l'Assemblée générale, un cadre de gestion des projets instaurant un examen plus rigoureux des projets d'investissements informatiques a été élaboré et communiqué à tous les départements. Un bureau de gestion des projets a été spécialement mis en place pour faciliter cet examen. Trois groupes de travail (sur la gestion des connaissances, la gestion des ressources et la gestion des infrastructures) ont été établis dans le cadre de la nouvelle structure de gouvernance informatique et télématique; ils procèderont également à l'examen des projets relatifs aux trois programmes stratégiques de la nouvelle stratégie relative aux TIC.

898. Le déménagement du personnel dans les locaux transitoires a bénéficié de services informatiques efficaces, ce qui a permis d'éviter les pertes de productivité normalement liées à des transferts aussi importants. Un nouveau centre informatique secondaire a également été établi; les applications essentielles y ont été transférées afin de réduire les risques de perturbation des services informatiques pendant le transfert du centre informatique principal.

899. On a procédé à plusieurs améliorations majeures de l'infrastructure informatique pour le bien de la communauté des utilisateurs. Les capacités ont été renforcées de manière significative en ce qui concerne la largeur de bande pour l'Internet, la connectivité sans fil, la connectivité entre les bâtiments dans la zone métropolitaine (New York City), le raccordement au réseau informatique étendu des bureaux hors Siège et ainsi de suite. De nombreux serveurs physiques du centre informatique ont été également remplacés par des serveurs virtuels afin de réduire les coûts, d'améliorer le fonctionnement et d'assurer la continuité des opérations. Plusieurs applications nouvelles ont également été développées et mises en œuvre pour répondre aux besoins urgents des utilisateurs, notamment un renforcement important du système de gestion intégrée pour faciliter les nouvelles réformes contractuelles dans le domaine des ressources humaines. Le « bureau mobile » a été conçu et mis en œuvre pour fournir un accès à distance et des capacités de télétravail aussi bien en situation normale qu'en cas de crise. De nouveaux outils ont été mis en place pour favoriser la collaboration et le partage de l'information.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

900. Les bâtiments du Secrétariat font l'objet de la rénovation prévue dans le plan-cadre d'équipement. Les installations, les services commerciaux et le programme d'entretien des bâtiments devront être examinés au cours des prochaines années en vue de préparer consciencieusement les opérations après les travaux et d'intégrer pleinement les nouvelles technologies.

901. La crise économique a obligé les compagnies aériennes à réduire considérablement les rabais qu'elles consentaient précédemment.

902. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 28D)].

Direction exécutive et administration*a) Bonne exécution du programme de travail*

903. Le Bureau des services centraux d'appui a atteint ses objectifs en ce qui concerne le recrutement du personnel et l'utilisation des ressources. C'est le signe que le programme a été géré efficacement dans la limite des ressources qui lui ont été attribuées au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Au total, 99,8 % des crédits inscrits au budget ont été dépensés pendant l'exercice.

b) Délais de recrutement et d'affectation du personnel

904. Au 31 décembre 2009, le délai moyen de sélection pour les postes publiés dans Galaxy était de 216 jours alors que l'objectif fixé était de 120 jours.

c) Amélioration de la représentation géographique et de la proportion de femmes dans les effectifs

905. La représentation géographique au sein du Bureau des services centraux d'appui a progressé, le taux passant de 18 % en 2006-2007 à 33,3 % en 2008-2009, honorant ainsi l'objectif de 20 % fixé dans le plan d'action Ressources humaines. Pour ce qui est de l'équilibre hommes-femmes, le Bureau a fait passer la représentation féminine d'un état de référence de 28,5 % à la fin de 2007 à 76,5 % à la fin de 2009, réalisant ainsi l'objectif de 50 % fixé dans le plan d'action Ressources humaines.

d) Amélioration des délais de présentation de la documentation

906. Pendant l'exercice biennal, le Bureau des services centraux d'appui a présenté à la date prévue le rapport sur la réforme des achats et ses deux additifs sur la gouvernance et les achats responsables.

Sous-programme 1

Services des technologies de l'information et des communications²⁰

- a) *Amélioration de l'harmonisation des initiatives en matière de technologies de l'information et des communications avec les objectifs opérationnels de l'Organisation*

907. Tous les grands projets de la Division de l'informatique du Bureau des technologies de l'information et des communications sont directement rattachés à la Stratégie relative aux TIC. Pour les projets relatifs aux TIC ne relevant pas du Bureau, le Comité d'examen des projets examine également les études générales de viabilité établissant qu'un projet spécifique concorde avec la Stratégie. Lors de la création du Bureau en février 2009, un cadre de gestion des projets a été élaboré et transmis à tous les départements, instaurant un examen plus rigoureux des projets informatiques. Un bureau de la gestion des projets a par ailleurs été spécialement ouvert pour faciliter cet examen. Trois groupes de travail (sur la gestion des connaissances, la gestion des ressources et la gestion des infrastructures) ont été établis dans le cadre de la structure de gouvernance informatique et télématique; ils procéderont également à l'examen des projets relatifs aux trois programmes stratégiques de la nouvelle Stratégie.

- b) *Amélioration de la rapidité et de l'efficacité des achats et des processus de mise en œuvre pour les technologies de l'information et des communications*

908. Les procédures d'achat peuvent être accélérées et regroupées pour répondre aux besoins tout à fait particuliers relatifs aux TIC, si les ressources adéquates existent tant en ce qui concerne les activités d'achat que les tâches fonctionnelles. Ceci s'est vérifié avec les achats relatifs au projet de progiciel de gestion intégrée, qui se sont effectués dans les délais prévus parce que les ressources nécessaires avaient été allouées dans le cadre du projet lui-même et au sein de la Division des achats. D'autres acquisitions dans le domaine des TIC n'ont pas été effectuées avec la même rapidité, essentiellement en raison de l'insuffisance des ressources au sein de la Division de l'appui technique et de la Division des achats. Au cours de l'exercice biennal, la mise en œuvre de plusieurs projets au Siège a été plus problématique que par le passé en raison du défi posé par les déménagements à grande échelle liés au plan-cadre d'équipement, et de la nécessité de planifier et d'exécuter le transfert de deux centres informatiques majeurs vers de nouveaux locaux.

- c) *Efficacité accrue dans les applications, les systèmes et les services liés aux technologies de l'information et des communications dans les services d'appui*

909. Le volume et la variété des services TIC fournis ont continué d'augmenter alors que le personnel et le matériel disponibles pour les traiter sont restés au même niveau, ce qui démontre des gains de productivité. L'efficacité est plus difficile à mesurer de manière objective, bien qu'aucune perturbation majeure ne soit à déplorer dans la fourniture des services, en dépit des difficultés liées au mauvais état des centres informatiques. En outre, le temps d'indisponibilité non programmée des applications est resté négligeable. Un service d'appui de qualité a été fourni pour un

²⁰ Depuis le 7 juillet 2008, le Directeur général de l'informatique a autorité sur toutes les questions relevant des technologies de l'information et des communications. Par conséquent, la Division de l'informatique relève du Directeur général de l'informatique.

grand nombre d'applications et de systèmes, notamment les systèmes de sécurité dans de nombreux bâtiments, les systèmes relatifs aux demandes de congé et au suivi des véhicules (CarLog), le dispositif de transparence financière, le système électronique d'évaluation et de notation des fonctionnaires, ainsi que le système d'enregistrement, le Répertoire global, le site Web de commerce électronique de l'Administration postale des Nations Unies, le bureau d'assistance financière pour le Système intégré de gestion, les solutions d'archivage du courrier électronique, le registre du Comité des commissaires aux comptes, le système d'établissement des rapports au pays hôte, le *Manuel de gestion des ressources humaines*, le *failover* automatique pour BlackBerry et les mises à niveau des systèmes de stockage de données complexes.

d) *Amélioration des interventions pour remédier aux lacunes opérationnelles*

910. La plupart des nombreuses améliorations apportées par la totalité des prestataires de services au sein de la Division de l'informatique du Bureau des technologies de l'information et des communications ont profité à un grand nombre de clients. En ce qui concerne l'infrastructure, les capacités ont été renforcées de manière significative pour ce qui est de la largeur de bande pour l'Internet, la connectivité sans fil, la connectivité entre les bâtiments dans la zone métropolitaine (New York City), le raccordement au réseau informatique étendu des bureaux hors Siège et les pare-feux. En ce qui concerne les applications, l'infrastructure Notes a été mise à niveau et plusieurs solutions nouvelles ont été mises au point et installées, telles que le système de gestion des absences des hauts fonctionnaires, la boîte à idées, la gestion des surclassements en première classe pour les voyages en avion, la facturation téléphonique iCall et l'accès à distance pour les bureaux mobiles. De nombreux systèmes ont été transférés sur des serveurs virtuels, ce qui a permis d'en améliorer le fonctionnement et la fiabilité et d'assurer la continuité des opérations. Deux projets accélérés à effet rapide ont été par ailleurs lancés et mis en place.

a) *Amélioration des capacités de gestion de l'information par l'Organisation afin de permettre une approche intégrée et coordonnée du stockage, de la recherche et de la récupération des informations sur tous les supports*

911. Comme indiqué dans le cadre stratégique, la mise en service du logiciel intégré de gestion des contenus (LIGC) était conditionnée à l'obtention des accords et du financement nécessaires, qui n'ont été reçus qu'à la fin de décembre 2008. Nonobstant l'insuffisance des ressources financières, un cadre LIGC a été élaboré et est actuellement examiné par le Groupe de travail sur la gestion du savoir nouvellement formé. À l'issue de consultations approfondies et d'une collaboration poussée avec plusieurs départements, une feuille de route détaillée et une architecture de déploiement du LIGC à l'échelle du système ont été mises au point. Une stratégie d'intégration de recherche et de portails a également été élaborée. Il s'agit dans tous ces cas de préalables importants à une bonne mise en œuvre du LIGC. Le déploiement de ce logiciel est cependant un projet complexe qui a souffert de l'insuffisance des ressources financières.

- b) *Amélioration de la capacité de gestion de la planification des ressources de l'Organisation afin de permettre une approche intégrée et coordonnée des contrôles financiers, de la gestion des ressources humaines, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de l'établissement de rapports et de la prise de décisions d'ensemble*

912. Des améliorations ont été apportées dans plusieurs domaines du système de gestion intégrée, tels que les demandes de paiement, le service de notification et les demandes de voyage, l'accent étant mis sur la réduction des enregistrements de données en double et sur le partage de l'information entre les différents systèmes. Plusieurs nouveaux « services Web » ont été créés pour faciliter le partage des données relatives au système de gestion des données en temps réel avec d'autres systèmes, ce qui a permis de réduire les cas de double emploi et d'améliorer la qualité de l'information générée et gérée par des systèmes différents. Les améliorations apportées pour la mise en œuvre des nouvelles réformes contractuelles relatives aux ressources humaines (baptisées JY09) et les scripts automatiques créés pour traiter une grande quantité d'évaluations et de notations de fonctionnaires ont permis d'économiser de manière importante les efforts humains. De la même façon, une version moderne du module Web intégré de production d'états d'exploitation a été mise en place dans trois bureaux hors Siège (l'Office des Nations Unies à Vienne, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), elle dote l'utilisateur final de capacités avancées pour exécuter des requêtes ponctuelles et lancer des alertes automatiques.

- c) *Amélioration de l'appui aux programmes fonctionnels pour atteindre les objectifs de développement de l'Organisation*

913. Les systèmes de gestion des contenus font l'objet d'une demande importante, portant à la fois sur la gestion des dossiers et sur la gestion des contenus en ligne pour les programmes de fond. Les outils de collaboration sont également très demandés. Les logiciels Quickplaces, Xythos et eRoom continuent d'être déployés en appui des systèmes de gestion des contenus assortis de quelques capacités en matière de collaboration. Le dialogue en ligne et la messagerie instantanée ont également été mis en place pour faciliter la communication entre les divers réseaux de praticiens. La gestion de contenus Web libres et des outils tels que Wikis ont aussi été mis à disposition pour la collecte et la diffusion de l'information technique. Plusieurs formules faisant appel à différentes technologies ont été fournies en appui de programmes de fond tels que le système mis au point pour la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le *Manuel de procédure du Bureau des services de contrôle interne*, la gestion des dossiers (Prodagio), l'optimisation des capacités de recherche sur Google, une meilleure exécution des requêtes pour le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc) et iSeek (notamment une plus grande fiabilité et un accès élargi).

Sous-programme 2

Autres services d'appui

- a) *Entretien des locaux en attendant la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement*

914. Les dysfonctionnements ont été moins fréquents que ne le laissait prévoir l'état des locaux, seuls 42 ayant été signalés alors qu'on misait sur un chiffre de 55

ou moins. Ce résultat indique que le complexe a été bien entretenu, en particulier ses batteries d'ascenseurs dont le fonctionnement avait subi de fréquentes perturbations au cours de l'exercice précédent. Cependant, l'augmentation rapide des dysfonctionnements dans la seconde partie de l'exercice en cours est une indication sérieuse que les systèmes, en particulier la plomberie, sont proches du point de rupture.

b) Efficacité accrue des installations

915. Malgré le vieillissement du bâtiment, la croissance des effectifs au Siège et l'appui apporté au plan-cadre d'équipement, le taux de services fournis dans des délais normaux a augmenté pendant la période considérée, passant de 65,4 % à 75 %. L'état de référence, passé de 56,8 % à 65,4 %, s'explique par une légère modification de la méthode utilisée, qui exclut des catégories de services fournis les « retouches de peinture », puisque seulement trois commandes de travaux ont été enregistrées pour cette période. Les améliorations apportées aux procédures du service d'assistance et la priorité donnée aux services demandés au titre du plan-cadre d'équipement ont contribué à l'efficacité des services de gestion des locaux.

c) Maintien de services efficaces et économiques de voyage, de délivrance de visas et de transport au Siège

916. Les négociations menées avec environ 35 grandes compagnies aériennes ont permis d'obtenir des conditions avantageuses pour les voyages officiels et une économie de 29 % sur les coûts a pu être réalisée par rapport aux prix des billets plein tarif. L'amélioration et la mise à jour du service de demandes de visas en ligne et la publication des formulaires connexes sur iSeek se sont traduites par une plus grande exactitude des demandes et par une diminution du délai de délivrance de documents de voyage des Nations Unies et des visas nécessaires. En 2009, la réduction de 29 % des coûts pour les voyages officiels, par rapport aux prix plein tarif, a été reconduite. La Section a également passé un nouveau contrat avec une société de déménagement pour le transport des meubles et des effets personnels des membres du personnel dans le monde entier, et signé un contrat à terme de trois ans pour la fourniture de papier pour photocopie recyclé à 100 % (contre 30 %).

d) Amélioration de la gestion des dossiers du Secrétariat

917. En 2008, La Section des archives et de la gestion des dossiers a mis ses normes d'archivage au service de tous les bureaux du Secrétariat pour les aider à gérer leurs dossiers dans le contexte du plan-cadre d'équipement, qui prévoyait le déménagement de tous les dossiers, la destruction de gros volumes de dossiers en les passant à la déchiqueteuse ou leur transfert à la Section d'archivage pour conservation à long terme ou à court terme. La Section a mis en place un programme pour le plan-cadre d'équipement qui a bien fonctionné; elle a continué de traiter les grandes quantités de dossiers dont elle a hérité, a analysé les enseignements tirés du plan-cadre d'équipement et amorcé la planification de l'archivage dans les locaux transitoires, puis dans le bâtiment du Secrétariat une fois qu'il sera réintégré. En 2009, elle a éliminé avec succès ou transféré les dossiers dont ont dû se débarrasser tous les bureaux affectés par la mise en route du plan-cadre d'équipement cette année-là. Elle a parachevé un dossier sur l'information sensible destiné à aider les bureaux à mettre en œuvre et respecter la circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/2007/6).

e) Amélioration de la qualité et de la rapidité de l'achat de biens et de services

918. En 2008-2009, la Division des achats a organisé une formation systématique à l'intention de son personnel tant au Siège que dans les missions de maintien de la paix, portant entre autres sur les achats fondamentaux, l'éthique et le rapport qualité-prix. Cette formation a abouti à une meilleure qualité des opérations d'achat comme en témoigne le taux de satisfaction de la clientèle (97 %). L'importance accordée à la formation à l'éthique et à la politique de tolérance zéro constitue une base solide sur laquelle repose un professionnalisme certain doublé d'un sens de l'éthique aigu en matière d'achats. En dépit de la complexité croissante des formalités dans ce domaine, le personnel affecté aux achats a pu maintenir et améliorer le temps de traitement des opérations, passé de 1,53 opération à 1,58 par fonctionnaire et par semaine.

f) Accès et participation accrus des fournisseurs des pays en développement et en transition aux activités d'achat de l'Organisation

919. En 2008-2009, 48 séminaires sur les activités commerciales ont été organisés dans des pays en développement et en transition. Ces séminaires ont mis en valeur les possibilités, pour ces pays, de travailler avec les Nations Unies et se sont traduits par une augmentation du nombre de fournisseurs en provenance des pays en questions. Ils ont également donné aux fournisseurs l'occasion de se familiariser avec les conditions requises et les procédures à respecter pour travailler avec les Nations Unies.

Chapitre 28E

Administration (Genève)

Principaux résultats obtenus

920. La Division de l'administration a obtenu des résultats satisfaisants et dépassé les objectifs fixés dans presque tous les domaines, comme l'indiquent les indicateurs de succès et les différentes mesures des résultats. Les appréciations reçues des entités clientes confirment ces bons résultats, le taux de satisfaction s'élevant à 94 % alors que l'objectif était de 93 %. On trouvera ci-après la synthèse des résultats par sous-programme. S'agissant du sous-programme 2 (Planification des programmes, budget et comptabilité), les résultats font apparaître une réduction nettement plus élevée que prévu du montant des engagements non réglés; aucun écart entre le montant des crédits extrabudgétaires et le montant des dépenses; une diminution plus forte que prévu du délai d'allocation des crédits extrabudgétaires. Les résultats des audits attestent par ailleurs la grande fiabilité des données financières. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Gestion des ressources humaines), le taux de satisfaction des entités clientes est en augmentation, en particulier dans le domaine des soins de santé. Il faudrait toutefois poursuivre les efforts en vue d'accroître le pourcentage de fonctionnaires qui se déclarent satisfaits des services administratifs fournis et de leur environnement de travail. Pour ce qui est du sous-programme 4 (Services d'appui), la mise en place d'un nouveau réseau de sauvegarde et stockage, d'un nouveau système de stockage en réseau et d'une nouvelle infrastructure de gestion des serveurs (virtuels) a permis de mieux centraliser les sources d'information sur le lieu d'affectation, ce qui s'est traduit par une diminution des délais d'extraction des données. Les améliorations suivantes ont

été apportées tout au long de l'exercice biennal : mises à niveau de l'autocommutateur privé et du système de messagerie vocale, nouvelle infrastructure de secours, nouveau système d'accès réseau distant, nouveau système de stockage centralisé des données, dispositifs antivirus et antispam de protection du système de messagerie électronique, commutateurs de réseaux pour système d'exploitation interréseau (IOS) et mises à niveau du Système intégré de gestion (SIG). La disponibilité de l'infrastructure de télécommunications et d'échanges de données pendant les heures de travail a été supérieure aux objectifs, l'accès aux applications centrales propres à l'Organisation et à l'Internet étant assuré quasiment en permanence (99,98 % de disponibilité en 2009). S'agissant du sous-programme 4 (Autres services d'appui), les résultats montrent que les entités clientes sont nettement plus satisfaites des services fournis dans le domaine des achats, le taux de satisfaction s'élevant à 96,4 % alors que l'objectif était de 85 %. Malgré le vieillissement de l'infrastructure du Palais des Nations, 100 % des demandes de service y ont été satisfaites dans des délais normaux, alors que l'objectif était de 96,7 %. Malheureusement, en raison de l'état de détérioration des locaux (dû à l'insuffisance des ressources allouées à leur entretien), l'Office n'a pas pu atteindre l'objectif établi en matière de diminution du nombre de dysfonctionnements des infrastructures.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

921. La principale difficulté pour la Division consiste encore à maintenir la qualité et l'efficacité de l'appui qu'elle apporte à sa clientèle. Cette dernière n'a cessé de croître au fil des années sans que les ressources de la Division n'augmentent dans la même proportion. La Division continue néanmoins de s'efforcer d'améliorer encore ses résultats en adoptant de nouvelles formules de prestation de services plus efficaces. Le vieillissement et la détérioration rapide des bâtiments et des installations du Palais des Nations représentent un défi pour la Division. La situation actuelle s'explique essentiellement par l'insuffisance des ressources disponibles pour l'entretien au cours de ces dernières années. L'Office a récemment lancé un projet à long terme pour l'entretien et la conservation des bâtiments en question, qui font partie du patrimoine de l'Organisation et ont une valeur historique et architecturale. Les résultats remarquables obtenus quant au niveau de satisfaction de la clientèle dans le domaine des achats témoignent de l'importance des partenariats établis par le biais des activités de formation et des débats en cours. Un modèle similaire sera appliqué aux autres services le cas échéant. Dans les années à venir, l'Office devra continuer à participer activement au projet Umoja, dans le cadre duquel sera mis en place le nouveau progiciel de gestion intégrée de l'Organisation qui doit remplacer l'actuel système SIG. Tout comme le Siège et d'autres lieux d'affectation, l'Office devra relever le défi que pose la mise en œuvre de ce projet, qui devra s'appuyer sur une gestion efficace du changement.

Taux d'exécution des produits

922. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 100 % des trois produits quantifiables.

923. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 28E) et Corr.1 et 2).

Direction exécutive et administration

a) Des services mieux gérés et des prestations de meilleure qualité

924. Le taux de satisfaction global effectif s'établit à 94 %, soit plus que l'objectif fixé qui était de 93 %. Des enquêtes de satisfaction ont été menées auprès des 29 bureaux principaux ayant bénéficié des services de la Division de l'administration. Ces bureaux ont ainsi été priés d'évaluer le temps de réaction, la qualité, la compréhension des besoins et les conseils donnés par les divers services. Alors que l'enquête portant sur l'année 2008 faisait apparaître un taux de satisfaction global de 93,3 %, ce taux est passé à 94,6 % en 2009. Ce résultat témoigne des efforts que la Division a déployés pour améliorer ses services d'appui aux clients en améliorant la gestion.

b) Renforcement de la coopération avec d'autres organismes appliquant le régime commun des Nations Unies à Genève

925. Le nombre effectif d'activités exécutées est supérieur à l'objectif fixé (14 contre 12). Outre les 10 domaines pour lesquels une approche commune a été élaborée au cours des précédents exercices biennaux (négociations avec les compagnies aériennes, alimentation en énergie électrique, fournitures de bureau, fioul domestique, service du courrier, services d'agences de voyage, polices d'assurance, cartouches de toner et d'encre, accords d'achat en quantité, et fourniture de papier), les efforts menés conjointement ont abouti à la signature de contrats pour quatre nouvelles activités en 2008-2009, à savoir : fourniture de papier, matériel de reproduction de documents, services de photocopie, services de téléphonie fixe et services mobiles de téléphonie et de télécommunication. Les résultats obtenus sont le fruit des efforts déployés pour renforcer la coopération avec les autres organismes.

c) Un système d'administration interne de la justice cohérent et conforme aux politiques et règles de l'Organisation en matière de personnel

926. Pour 2009, les résultats examinés portent sur la période allant jusqu'au 30 juin. Au 1^{er} juillet 2009, un nouveau système d'administration de la justice a été mis en place; il n'est pas examiné au titre du présent programme. Les résultats font apparaître que la durée moyenne des procédures de recours a été réduite à 240 jours, alors que l'objectif fixé était de 360 jours.

Sous-programme 2

Planification des programmes, budget et comptabilité

a) Suivi et surveillance améliorés du budget-programme et des fonds extrabudgétaires

927. Le montant effectif des engagements non réglés s'élève à seulement 3,1 % (chiffre provisoire au 14 janvier 2010) alors que l'objectif était de 6 %, la réduction obtenue est donc supérieure aux prévisions. De plus, il n'y a aucun écart entre le montant des crédits extrabudgétaires pour 2008-2009 et le montant des dépenses, comme l'indiquent les états du SIG. Ces résultats témoignent des efforts déployés pour améliorer le suivi des engagements non réglés et, le cas échéant, en assurer le règlement dans les meilleurs délais, ainsi que pour contrôler le montant des dépenses par rapport aux ressources autorisées.

b) Amélioration des services fournis aux clients

928. Le résultat effectif, soit 1,5 jour ouvrable, dépasse de 0,5 jour l'objectif fixé. Cela s'explique par les efforts faits pour diminuer le délai d'allocation des fonds extrabudgétaires. Le pourcentage des clients qui estiment que les services sont au moins « de bonne qualité » ou « de très bonne qualité » s'élève à 97,9 %, soit plus que l'objectif fixé qui était de 95 %. Ces résultats rendent compte d'une nette amélioration des services fournis aux clients.

c) Fiabilité accrue des données financières

929. Selon les données disponibles à la date d'établissement du rapport, les résultats couvrent les audits intermédiaires effectués pendant l'exercice biennal et sont conformes à l'objectif fixé, ce qui atteste que les données financières sont très fiables. Une évaluation complète ne sera possible qu'après examen de l'état vérifié par le Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice biennal, qui sera disponible au terme du travail de vérification.

d) Efficacité des services de trésorerie

930. L'indicateur de résultats fondé sur les transactions effectuées directement par le biais de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT), tel qu'il est présenté, ne s'applique pas actuellement à l'Office. En effet, la mise en place du système de décaissement automatique SWIFT a été suspendue (après l'exécution de la phase I) en raison de contraintes techniques et financières. La mise en place du système SWIFT à l'Office pourrait être poursuivie après l'exécution du projet Umoja, à condition que le module Trésorerie y ait été intégré. À la lumière de ce qui précède, l'indicateur de résultats devrait être modifié comme suit : « pourcentage de décaissements effectués selon les règles du SWIFT ». Le pourcentage effectif pour 2008-2009 s'élève à 99,6 %.

e) Ponctualité et fiabilité des opérations financières

931. Les objectifs fixés ont été pleinement atteints, le pourcentage des règlements traités et des opérations enregistrées en moins de 30 jours s'établissant à 95 % et celui des comptes bancaires apurés dans les 30 jours suivant la fin du mois à 100 %. Ces résultats rendent compte de la ponctualité et de la fiabilité des opérations financières.

Sous-programme 3

Gestion des ressources humaines

a) Meilleure qualité des services, de l'appui et des conseils prodigués aux fonctionnaires et aux entités des Nations Unies qui utilisent les services de l'Office des Nations Unies à Genève

932. Le pourcentage des fonctionnaires qui se déclarent satisfaits des services administratifs de l'Office des Nations Unies à Genève est de 61,7 %, soit moins que l'objectif fixé qui était de 90 %. L'enquête de satisfaction a été effectuée en 2009. Les fonctionnaires utilisant les services de l'Office ont été invités à indiquer s'ils avaient accès aux renseignements relatifs à ces services administratifs et s'ils étaient satisfaits des services utilisés. S'agissant du pourcentage d'entités des Nations Unies utilisant les services administratifs de l'ONUG qui se déclarent satisfaites de

l'appui et des conseils reçus, le taux effectif est de 91,4 %, soit plus que l'objectif fixé (90 %). Une enquête de satisfaction a été menée auprès des 29 bureaux principaux ayant bénéficié des services de la Division de l'administration. Les résultats obtenus témoignent des efforts que le Service a déployés pour appuyer les entités des Nations Unies.

b) Plus grande mobilité du personnel

933. L'indice de mobilité est un des principaux indicateurs de gestion mesuré dans le cadre du plan d'action Ressources humaines. Le pourcentage effectif pour l'exercice biennal est de 18,6 % (moyenne des résultats de 2008 et 2009); soit plus que l'objectif fixé (15 %). S'agissant du nombre moyen d'activités de formation et autres activités de perfectionnement par fonctionnaire, il n'existe actuellement aucun mécanisme qui permette de suivre le nombre d'activités individuelles de formation et de perfectionnement du personnel, ou d'analyser et de suivre les objectifs qui ont été atteints en matière d'apprentissage. Dans le cadre de l'enquête de satisfaction menée auprès des fonctionnaires ayant utilisé les services administratifs, le personnel a également été interrogé sur le nombre de jours de formation pris en 2009. En moyenne, les fonctionnaires ont utilisé 2,3 jours de formation en 2009.

c) Amélioration des conditions de travail

934. Une enquête de satisfaction portant sur les conditions de travail a été menée en 2009 auprès des fonctionnaires en poste à l'Office. Un taux de satisfaction effectif de 60,7 % a été enregistré, soit moins que l'objectif fixé qui était de 85 %.

d) Amélioration des soins de santé à l'intention du personnel

935. Une enquête de satisfaction a été menée auprès des organismes participant au Service médical commun de l'Office des Nations Unies à Genève. Un taux de satisfaction de 100 % a été enregistré, résultat supérieur à l'objectif de 98 % qui était fixé pour 2008-2009. Les résultats des enquêtes de satisfaction menées en 2008-2009 font apparaître un taux de satisfaction pour les services médicaux fournis de 95,3 %, alors que l'objectif initial était de 90 % pour 2008-2009. Le temps moyen d'attente des clients au service médical a diminué, passant de 6,64 minutes en 2008 à 6,36 minutes en 2009 (soit une durée moyenne de 6,5 minutes, alors que l'objectif initial était de 8 minutes d'attente). Dans l'ensemble, les résultats témoignent d'une amélioration importante des soins de santé à l'intention du personnel, grâce à la rationalisation de la structure du service et des procédures administratives et à une meilleure coordination entre les différentes parties.

Sous-programme 4

Services d'appui

Service des technologies de l'information et des communications

a) Amélioration de l'harmonisation des initiatives en matière de technologies de l'information et des communications avec les objectifs opérationnels de l'Organisation

936. En 2008, le Service des technologies de l'information et des communications a mis au point sa propre stratégie dans la lignée de la stratégie adoptée à l'échelle du

Secrétariat; un plan de mise en œuvre (le plan tactique pour les technologies de l'information et des communications) a été élaboré par la suite. Toutes les initiatives prévues pour l'exercice biennal 2008-2009 sont harmonisées avec les objectifs opérationnels de l'Organisation. Il convient de noter que le plan tactique porte sur l'ensemble de l'exercice biennal. La stratégie et le plan tactique du Service des technologies de l'information et des communications ont marqué un tournant et continuent de guider le Service dans les efforts qu'il déploie pour améliorer la qualité des services fournis aux clients, ils font du Service un fournisseur de solutions à l'échelle du système et lui permettent de perfectionner sans cesse ses méthodes de gestion interne.

b) Gains de ponctualité et d'efficacité en matière de procédures d'acquisition et de mise en place des TIC

937. Le résultat effectif de 80 % est pleinement conforme à l'objectif fixé pour l'exercice biennal. Du matériel et des applications importants ont été achetés et mis en place tout au long de l'exercice biennal, notamment des mises à niveau de l'autocommutateur privé et du système de messagerie vocale, une nouvelle infrastructure de secours, un nouveau système d'accès réseau distant, un nouveau système de stockage centralisé des données, des dispositifs antivirus et antispham de protection du système de messagerie électronique, des commutateurs de réseaux pour système d'exploitation interrégion et des mises à niveau du SIG.

c) Efficacité accrue des prestations et des appuis dans le domaine des applications, systèmes et services de TIC

938. La disponibilité de l'infrastructure de télécommunications et d'échanges de données pendant les heures de travail a été supérieure à l'objectif fixé, l'accès aux applications centrales propres à l'Organisation et à l'Internet étant assuré quasiment en permanence (99,98 % de disponibilité en 2009).

d) Volonté plus affirmée de combler les lacunes opérationnelles

939. Au début de 2008, le Service des technologies de l'information et des communications a mis en place une nouvelle procédure de gestion du changement respectueuse des directives applicables à la bibliothèque des infrastructures informatiques (Information Technology Infrastructure Library), ce qui a permis de procéder à des améliorations, soit à la demande des clients, soit pour des raisons techniques. En 2008-2009, 210 demandes de changement ont été présentées, dont 173 ont été satisfaites. Le Service est donc parvenu à satisfaire 81 % des demandes de changement. La grande majorité des demandes de changement portaient sur le réseau, la messagerie, les ordinateurs de bureau, les applications logicielles, la téléphonie, l'Internet et le stockage des données.

a) Capacité accrue de l'Organisation en matière de gestion informatique, permettant une approche intégrée et concertée pour sauvegarder, chercher et extraire l'information dans tous les formats médias

940. La mise en place d'un nouveau système de stockage en réseau et d'une nouvelle infrastructure de gestion des serveurs (virtuels) a permis de mieux centraliser les sources d'information sur le lieu d'affectation; elle a abouti à une réduction des délais d'extraction des données. À la fin de 2009, les résultats obtenus

dans ce domaine dépassaient largement les résultats escomptés pour la période considérée. Cela s'explique notamment par le fait que le Service est parvenu à tirer profit d'une baisse générale des prix au moment d'acquérir le nouveau système, ce qui lui a permis d'offrir à ses clients un système d'une capacité plus élevée que prévu.

b) Amélioration de l'appui apporté aux programmes de fond pour atteindre les objectifs de développement de l'Organisation

941. Le Service des technologies de l'information et des communications est parvenu à atteindre l'objectif consistant à exécuter 10 projets d'appui aux programmes de fond. Il s'agissait notamment de projets à l'intention de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du CCI qui ont permis à ces organismes d'améliorer la présentation des données techniques au public par l'intermédiaire de leurs sites Web respectifs et de faciliter ainsi l'examen et l'analyse des données. Le Service a mis au point un ensemble de logiciels que le CCI met à disposition des banques parties prenantes des pays en développement pour faciliter l'évaluation des risques pour les petites et moyennes entreprises. LoanCom est un système expert qui permet au personnel des banques d'examiner les demandes de prêt émanant de petites et moyennes entreprises pour évaluer les risques financiers. Parmi les autres projets appuyés par le Service figurent la fourniture de ressources multimédias interactives pour le rapport annuel de l'Office des Nations Unies à Genève, un calendrier interinstitutions pour l'établissement des rapports sur les conférences et une base de données de contacts pour gérer les activités de liaison, un système de gestion des cartes de légitimation (Bern Card), ainsi qu'un dispositif de téléprésence pour la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ces solutions ont contribué à renforcer l'échange d'informations et à améliorer les moyens de collaboration et de coopération.

Autres services d'appui

a) Entretien efficace des immeubles et des locaux

942. Le nombre effectif de dysfonctionnements des infrastructures s'élève à 29, résultat décevant par rapport à l'objectif fixé qui était de 13 dysfonctionnements. L'état matériel des immeubles et locaux s'est détérioré en 2009 du fait de l'augmentation du nombre de dysfonctionnements des infrastructures. Trois dysfonctionnements étaient dus à l'infiltration d'eaux de pluie par le toit, un autre s'expliquait par un problème de plomberie et les 25 autres par l'obsolescence de certains ascenseurs et par les retards pris dans la livraison des pièces de rechange nécessaires pour les réparations.

b) Efficacité accrue des services d'entretien

943. L'augmentation de la proportion des demandes d'intervention satisfaites dans des délais normaux est conforme à l'objectif fixé. En dépit des difficultés liées au vieillissement de l'infrastructure, les objectifs ont été atteints, ce qui a permis d'obtenir un taux de satisfaction de 100 % pour les services d'entretien fournis en 2008-2009.

c) *Gestion efficace et rationnelle du service des voyages, des visas et des transports*

944. Le pourcentage d'économies réalisées grâce aux négociations menées avec les compagnies aériennes pour les voyages en classe affaires et en classe économique demeure important. Au total, 30 accords ont été signés avec les transporteurs. Onze contrats négociés ont été établis en 2009 avec les compagnies aériennes, on a ainsi économisé ou évité 17 % des frais (toutes classes confondues) en 2008-2009.

d) *Gains de qualité et de ponctualité dans les acquisitions de biens et services*

945. Le pourcentage des clients interrogés lors d'une enquête préliminaire qui se sont déclarés satisfaits des services d'achat est supérieur à l'objectif de 85 %, le taux moyen de satisfaction s'établissant à 96,4 %. Cette amélioration peut être attribuée aux changements survenus dans la formation, l'encadrement et l'information sur les opérations d'achat. Le niveau de satisfaction des clients du Service commun d'achats a augmenté; il est pleinement conforme à l'objectif fixé qui était de 70 %. Le temps requis pour traiter les demandes d'achats a également diminué, l'objectif de deux jours ayant été atteint, ce qui témoigne des efforts considérables déployés pour établir des contrats à long terme en vue de réduire les délais d'approvisionnement.

Chapitre 28F

Administration (Vienne)

Principaux résultats obtenus

946. Le Service de la gestion des ressources financières s'est efforcé de limiter les dépenses générales et les dépenses d'appui pendant la crise financière de 2009. Dans son récent rapport sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a salué ces efforts et souligné qu'ils avaient permis d'assurer la pérennité du financement de l'Office. Parmi les réalisations les plus notables figuraient également les efforts soutenus déployés pour harmoniser les normes comptables à l'échelle de l'UNODC en vue de la mise en place des normes IPSAS; l'organisation d'un séminaire pilote sur la sensibilisation à la prévention de la fraude; et la planification et l'organisation des programmes annuels de formation à la gestion financière à l'intention des bureaux extérieurs. Le Service de la gestion des ressources humaines a facilité une importante réforme des contrats et l'harmonisation des conditions d'emploi en juillet 2009, il s'est efforcé de mieux respecter les directives relatives aux cours de formation obligatoires et a étendu les services d'aide à l'organisation des carrières, notamment par le biais des cours en ligne SkillPort (outil d'apprentissage en ligne). Le Service a organisé conjointement avec l'OSCE, l'ONUDI et l'AIEA une réunion internationale à l'échelle du système, la table ronde annuelle sur l'organisation des carrières, à laquelle ont participé 150 personnes. Le Service de la technologie de l'information a obtenu le premier rang au classement de l'enquête de satisfaction menée à l'échelle du Secrétariat auprès des utilisateurs de TIC en 2008 et en 2009. Il a élargi la gamme des services relatifs aux TIC offerts aux États Membres en matière de lutte contre la drogue et la criminalité en mettant en place des outils de lutte contre le blanchiment d'argent (goAML) et de gestion des enquêtes (goCASE) destinés aux institutions nationales compétentes (voir les sites <http://goaml.unodc.org> et <http://gocase.unodc.org>), ainsi que le

modèle de centre de données informatiques conçu pour les administrations nationales goIDM (voir le site <http://goidm.unodc.org>). La Section de l'appui général a organisé une journée de réunion d'experts au Centre international de Vienne, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. L'initiative « Cool-UN » lancée par le Secrétaire général pour réduire l'utilisation des systèmes de climatisation a été mise en œuvre avec succès; elle s'est traduite par une nette réduction de l'empreinte carbone de l'Organisation et par des économies supplémentaires. La Section des achats a poursuivi et développé ses activités d'appui sur le terrain, notamment les cours de formation aux procédures d'achat de l'Organisation, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans les délais prescrits et de garantir le versement des contributions des donateurs.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés de l'expérience

947. Des efforts sont actuellement déployés pour améliorer la qualité des services administratifs, simplifier davantage les procédures administratives, dégager des économies supplémentaires et faire en sorte que l'Organisation soit plus respectueuse de l'environnement.

Taux d'exécution des produits

948. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 100 % des trois produits quantifiables.

949. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès sont énoncés dans le chapitre correspondant du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect.28F)].

Direction exécutive et administration

a) Gestion efficace du programme de travail

950. Le Service de la gestion des ressources financières a pris des mesures énergiques pour maîtriser les dépenses générales et fait preuve de prudence dans la gestion des fonds destinés à couvrir les dépenses d'appui aux programmes pendant la crise financière de 2009. La Section de la gestion des ressources humaines a facilité une réforme des contrats et l'harmonisation des conditions d'emploi en juillet 2009. Le Service de la technologie de l'information a décroché la première place dans les enquêtes de satisfaction menées en 2008 et en 2009 à l'échelle du Secrétariat auprès des utilisateurs de services TIC. Il a étendu la gamme des services TIC fournis aux États Membres en matière de lutte contre la drogue et la criminalité. L'initiative « Cool-UN » lancée par le Secrétaire général pour réduire l'utilisation des systèmes de climatisation a été mise en œuvre avec succès; elle s'est traduite par une nette réduction de l'empreinte carbone de l'Organisation et par des économies supplémentaires. La Section des achats a poursuivi et développé ses activités d'appui sur le terrain, tout en insistant sur la nécessité de dispenser des cours de formation aux procédures d'achat de l'Organisation, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans les délais prescrits et de garantir le versement des contributions des donateurs.

b) Mise en place d'un système interne d'administration de la justice conforme aux politiques et aux règles de l'Organisation en matière de ressources humaines

951. La Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline de Vienne sont restés en place jusqu'au 1^{er} juillet 2009; ils bénéficiaient des services

d'un secrétariat composé d'un assistant administratif basé à Vienne et d'un secrétaire basé à Genève. Pendant la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 2009, aucune affaire n'était en instance devant le Comité paritaire de discipline; la Commission paritaire de recours a examiné une demande de sursis à exécution et a été saisie de trois recours en appel. Au cours du premier semestre de 2009, plusieurs réunions ont été organisées avec la Commission et le Comité pour tenir les membres pleinement informés et pour leur présenter le nouveau système d'administration de la justice. L'Administration a étroitement collaboré à la mise en place du bureau de l'Ombudsman régional à Vienne.

c) Recrutement et affectation du personnel dans les délais prévus

952. Au 31 décembre 2009, le nombre moyen de jours pendant lesquels un poste d'administrateur restait vacant à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime s'établissait à 113. L'objectif de 120 jours établi dans le plan d'action Ressources humaines pour pourvoir les postes vacants n'a pas été atteint par l'Office.

d) Amélioration de la représentation géographique et de la parité des sexes au sein du personnel

953. L'Office a continué d'utiliser tous les mécanismes d'approche possibles pour attirer des candidats potentiels de pays non représentés et sous-représentés, ainsi que des candidates, travaillant hors des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Cinq des 33 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés ou transférés à l'Office en 2009 étaient originaires de pays sous-représentés (postes financés par des fonds extrabudgétaires). Selon l'indicateur de résultats établi dans le plan d'action Ressources humaines, le pourcentage de femmes nommées à des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sur la base d'un contrat d'une durée minimale d'un an s'établissait à 51 % au 31 octobre 2009. Onze des 33 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés ou transférés à l'Office en 2009 étaient des femmes (soit 29 %).

e) Adoption d'une approche intégrée et coordonnée en matière de contrôles financiers, de gestion des ressources humaines, de gestion de la chaîne d'approvisionnement, d'établissement de rapports et de prise de décisions d'ensemble

954. Diverses applications de gestion électronique des opérations ont été mises au point et utilisées pour améliorer sans cesse l'efficacité. La Division de la gestion a tenu des réunions hebdomadaires, auxquelles ont participé tous les directeurs administratifs afin de s'informer des faits nouveaux et des projets menés dans les autres domaines, ainsi que des besoins en matière d'informatique, s'agissant notamment des 231 applications de gestion électronique des opérations actuellement mises en œuvre par les chefs d'équipe du Service de la technologie de l'information, qui se réunissent chaque semaine et assurent le suivi des demandes présentées à l'issue des réunions hebdomadaires de la Division de la gestion.

Sous-programme 2

Planification des programmes, budget et comptabilité

a) Amélioration du suivi et du contrôle du budget-programme et des ressources extrabudgétaires

955. Il convient d'appeler l'attention sur les mesures énergiques que le Service de la gestion des ressources financières a prises pour maîtriser les dépenses générales

et sur sa gestion prudente des fonds destinés à couvrir les dépenses d'appui aux programmes pendant la crise financière de 2009. Dans son récent rapport sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a salué ces efforts et souligné qu'ils avaient permis d'assurer la pérennité du financement de l'Office. Parmi les réalisations les plus notables figuraient également les efforts soutenus déployés pour harmoniser les normes comptables à l'échelle de l'Office en vue de la mise en place des normes IPSAS; le renforcement des modalités d'exécution des bureaux extérieurs; la facilitation de l'examen et du rapprochement de milliers de comptes; le renforcement de l'appui fourni aux bureaux extérieurs grâce à la réorganisation de la Section de la comptabilité.

b) Amélioration des services aux clients

956. L'objectif consistant à réduire le temps nécessaire à l'allocation de crédits extrabudgétaires a été atteint. Une enquête de satisfaction a été menée en décembre 2009. La question des délais y était abordée.

c) Amélioration du caractère exhaustif des données financières

957. Aucune opinion défavorable majeure n'a été exprimée au sujet des états financiers ou d'autres questions financières.

d) Exécution des opérations financières dans les délais et sans erreur

958. Au cours de l'exercice biennal, les décaissements et les transactions accompagnés des documents voulus ont été effectués et enregistrés dans les délais prescrits.

Sous-programme 3

Gestion des ressources humaines

a) Amélioration des services, de l'appui et des conseils fournis au personnel et aux organes des Nations Unies dont le secrétariat est assuré par l'Office des Nations Unies à Vienne

959. En octobre 2009, le Service de la gestion des ressources humaines a mené une enquête de satisfaction auprès d'un échantillon représentatif de 29 clients interrogés directement par téléphone dans le cadre des efforts menés pour consolider l'esprit d'équipe au sein du Service. Les clients continuaient d'apprécier les services fournis, mais reconnaissaient que la gamme de services était si étendue que le Service n'était pas en mesure de satisfaire la demande aussi rapidement qu'il le souhaitait, en particulier dans le cas des opérations sur le terrain.

b) Amélioration de la polyvalence du personnel

960. En moyenne, les fonctionnaires ont suivi cinq activités de formation. De plus, le Groupe du perfectionnement du personnel a proposé des programmes de formation à un plus large public, en particulier en ce qui concerne les cours de langue auxquels ont participé des membres des missions permanentes et d'autres organismes ayant leur siège à Vienne. Tous les cours ont fait l'objet d'une évaluation et les appréciations des clients ont été recueillies en vue d'améliorer les programmes.

c) *Amélioration des conditions de travail*

961. Les accords relatifs à la flexibilité des horaires de travail passés à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont été examinés par le Siège en tant qu'exemple de pratique optimale; le personnel pourra utiliser les diverses possibilités offertes, qui vont des horaires flexibles au télétravail. Presque tous les fonctionnaires bénéficient des accords de flexibilité du temps de travail, les options offertes étant intégrées dans le système d'identification et de pointage. De plus, le télétravail est plus fréquent, les fonctionnaires y ayant recours de manière occasionnelle ou, dans certaines situations, pour de plus longues périodes.

Sous-programme 4
Services d'appui

Services liés aux technologies de l'information et des communications

a) *Amélioration de l'harmonisation des initiatives en matière de technologies de l'information et des communications avec les objectifs opérationnels de l'Organisation*

962. La proportion d'initiatives liées aux technologies de l'information et des communications pouvant être rattachées à la stratégie relative à ces mêmes technologies a augmenté de manière constante, passant de 10 en 2006-2007 à 25 en 2008-2009. Ces progrès tenaient essentiellement aux activités centrales et à la revitalisation de la stratégie TIC. La grande majorité des initiatives, soit 90 % des nouvelles initiatives liées aux TIC, peuvent être directement rattachées à la stratégie. Le Service de la technologie de l'information a pris des mesures concertées qui ont abouti à une augmentation de la proportion des investissements dans les TIC qui donnent les résultats attendus ou les dépassent, le pourcentage étant passé de 70 en 2006-2007 à 75 en 2008-2009. Les avantages tirés de la création d'une équipe chargée du contrôle de la qualité se font rapidement sentir grâce à la mise en œuvre de logiciels de plus en plus stables et adaptés aux besoins.

b) *Amélioration de la rapidité et de l'efficacité des achats et des processus de mise en œuvre pour les technologies de l'information et des communications*

963. En ce qui concerne l'amélioration de la rapidité et de l'efficacité des achats (livraison dans un délai de trois semaines à compter de la date de passation de la commande) et des processus de mise en œuvre pour les TIC, on constate une nette amélioration (le résultat obtenu étant de 50 %) au cours de l'exercice biennal. Par le passé, plusieurs évaluations des grands projets relatifs aux TIC avaient appelé l'attention sur le problème des délais de livraison. Les efforts déployés par un personnel dévoué et plus nombreux, alliés à la mise en place de nouveaux systèmes plus performants et au recours plus répandu aux contrats-cadres à long terme, ont abouti à une forte augmentation de la proportion des systèmes et services qui donnent les résultats attendus (alors qu'il fallait auparavant attendre jusqu'à six mois les résultats des appels d'offres, les délais de livraison ont été ramenés à trois semaines). Les bureaux extérieurs, tout comme le siège de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Office des Nations Unies à Vienne, utilisent actuellement les mêmes contrats-cadres pour les achats de matériel. Les délais de livraison pour le matériel préconfiguré sont de trois semaines au maximum.

c) *Efficacité accrue des applications, systèmes et services liés aux technologies de l'information et des communications ainsi que des services d'appui*

964. Le nombre de services d'accès à Internet, de messagerie électronique, de partage de fichiers, de développement d'applications et de bases de données (cinq services essentiels) donnant les résultats attendus est élevé (99 %), grâce à la fourniture de systèmes efficaces et axés sur la continuité des opérations et capables, autant que possible, de se substituer les uns aux autres. La fiabilité des systèmes a eu un effet très positif sur l'efficacité du personnel et sur la productivité. Aucun temps perdu ou temps mort n'a été subi du fait de l'indisponibilité des systèmes.

d) *Amélioration des interventions pour remédier aux lacunes opérationnelles*

965. Le Groupe des services essentiels n'a ménagé aucun effort pour mettre régulièrement à niveau les outils informatiques, notamment en mettant en œuvre une nouvelle application d'assistance technique et en ajoutant des éléments à la liste des points à vérifier chaque matin (ajout d'au moins un élément par mois), y compris des alertes automatiques. Les fonctionnaires sont régulièrement formés pour fournir le meilleur niveau de services possible. Plus qualifié, le personnel est intervenu beaucoup plus rapidement, parvenant ainsi à remédier aux lacunes opérationnelles.

a) *Amélioration des capacités de gestion de l'information par l'Organisation, afin de permettre une approche intégrée et coordonnée du stockage, de la recherche et de la récupération des informations sur tous les supports*

966. Le principal outil, à savoir le Système intégré de gestion programmatique et financière (ProFi), visait à réduire le temps de recherche, de récupération et d'enregistrement des informations sur support électronique. Les activités de développement se sont poursuivies avec le lancement en avril 2009 d'une nouvelle plate-forme d'établissement de rapports fondée sur le Web, ProFi Business Intelligence, qui a simplifié et rationalisé les fonctions de recherche. Les rapports en ligne sont largement utilisés; une enquête de satisfaction a été menée auprès des utilisateurs du système ProFi, 89 % de ceux qui ont répondu se sont déclarés très satisfaits ou satisfaits; et un nouveau portail centré sur les services fournis par l'Office des Nations Unies à Vienne a récemment été inauguré.

b) *Amélioration de l'appui aux programmes de fond pour atteindre les objectifs de développement de l'Organisation*

967. Le Service de la technologie de l'information s'est lancé dans le développement d'une série de nouveaux systèmes, goAML et goCASE, pour aider les pays à lutter contre le blanchiment d'argent et à gérer les enquêtes sur les cas de corruption. Ces produits, désormais disponibles dans le cadre des programmes de fond de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sont une composante essentielle du nouveau niveau d'appui que le Service fournit aux programmes de fond. Le système goAML est utilisé en tant qu'outil normalisé de lutte contre le blanchiment d'argent par les Bermudes, la Namibie, le Nigéria, et la République-Unie de Tanzanie, ainsi que par le Kosovo, tandis que les Gouvernements irakien et nigérian utilisent goCASE comme plate-forme normalisée de gestion et d'enquête dans le cadre de la lutte contre la corruption. Les

deux systèmes évoluent de manière constante pour satisfaire aux normes internationales dans leurs domaines d'application respectifs.

Autres services d'appui

a) *Maintien de services efficaces et rentables dans le domaine des voyages, des visas et des transports*

968. À la fin de décembre 2009, d'après les résultats effectifs, le montant des dépenses autorisées s'élevait à 8 677 934 euros et les dépenses effectives ont atteint 8 436 075 euros, ce qui a permis de dégager des économies d'un montant cumulé de 241 859 euros, soit 3 %, au cours des 24 premiers mois. L'écart entre les dépenses effectives et les dépenses autorisées a diminué progressivement au cours de ces dernières années, du fait que l'Office des Nations Unies à Vienne utilise tout au long de l'année des tarifs spéciaux ou réduits. L'objectif consistant à traiter les demandes dans un délai de deux jours a été pleinement atteint.

b) *Amélioration de la gestion de la tenue des registres de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime*

969. Grâce aux efforts déployés, la réalisation de l'objectif « un bureau sans papier » est en bonne voie. La consommation de papier à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en 2007, 2008 et 2009 était en diminution de 20 % en moyenne par rapport à 2006.

c) *Amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'achat de biens et de services*

970. On constate de nets progrès dans l'efficacité des services de conseil et d'appui fournis avec professionnalisme à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que dans les bureaux extérieurs. Les changements proposés dans la révision du Manuel des achats en date du 5 juin 2008 ayant été mis en œuvre, la Section respecte plus strictement les procédures d'achat et les risques ont été réduits. La création de portails consacrés aux achats a donné accès à des renseignements utiles, aussi bien pour le personnel que pour le grand public. La diffusion sur le plan interne d'informations pertinentes concernant les achats a abouti à une meilleure compréhension des procédures d'achat sur le plan interne. Le renforcement de la coopération pour les achats conjoints avec les autres institutions du Centre international de Vienne a permis de réaliser des économies d'échelle.

Chapitre 28G Administration (Nairobi)

Principaux résultats obtenus

971. Au cours de l'exercice considéré, l'introduction de systèmes automatisés a augmenté considérablement l'efficacité des activités liées aux paiements et services suivants : notification des paiements nécessitant un décaissement après leur approbation; système de navette électronique pour les services de navette; facturation des services de visioconférence, qui a amélioré le processus de recouvrement des coûts; acheminement en ligne de tous les paiements; traitement en ligne de l'indemnité mensuelle au titre des services de sécurité; et règlement en

ligne des sommes dues aux fonctionnaires, qui a permis au service de la paie de vérifier et solder les comptes débiteurs au moment de la cessation de service.

972. La Section de la comptabilité a continué d'améliorer ses services afin de répondre efficacement aux besoins de ses usagers. Le pourcentage de paiements effectués et d'opérations enregistrées dans les 30 jours suivant réception de tous les documents nécessaires était de 93 % au 31 décembre 2009.

973. La journée de communication sur les ressources humaines a été une bonne occasion pour le personnel de l'ensemble des organismes de découvrir les services proposés. D'après les commentaires positifs recueillis, cette démarche a été bien reçue et a créé de meilleures conditions de travail avec les usagers. La création du prix du meilleur fonctionnaire du mois a été accueillie avec satisfaction et enthousiasme par le personnel.

974. Le nombre total de défaillances liées aux installations au cours des 24 mois de l'exercice biennal 2008-2009, soit 4 353, est resté bien en deçà du chiffre cible de 4 500 défaillances pour l'exercice. En d'autres termes, les installations de l'Office des Nations Unies à Nairobi ont connu 3 % de moins de défaillances que prévu durant l'exercice biennal.

975. L'accès au Système intégré de gestion a été amélioré dans les postes avancés, d'où une production plus efficace des rapports financiers et statistiques. On a renforcé l'exploitation à distance et la disponibilité des services, ainsi que les capacités en matière de visioconférences, afin de permettre la tenue simultanée de trois visioconférences. Tous les services téléphoniques sont désormais disponibles 99,99 fois sur 100. Le travail du Service des technologies de l'information et des communications s'inscrit parfaitement dans la stratégie informatique et télématique du Secrétaire général. L'installation de nouveaux serveurs plus puissants a permis au Service de lever plusieurs contraintes qu'il avait imposées sur le trafic Internet.

Difficultés et enseignements tirés de l'expérience

976. L'Office des Nations Unies à Nairobi a accordé une attention particulière à la mise à niveau de l'infrastructure électrique et hydraulique. Celle-ci constitue toujours l'un des principaux points faibles du complexe et est à l'origine de nombreuses défaillances. Les services d'achat continuent d'être débordés et n'arrivent pas à faire face aux besoins en matériel informatique et de télécommunication très divers et hautement spécialisé. Par voie de conséquence, des retards importants ont été enregistrés dans la prestation de services. Les capacités de connectivité disponibles compte tenu du financement fourni ont été complètement submergées en raison de l'usage croissant d'Internet. Les services informatiques de l'ONU n'ont pas les moyens de recherche nécessaires; il conviendrait donc de recourir plus souvent à des services extérieurs. La demande en matière de développement d'applications et d'automatisation est immense, en particulier de la part des services administratifs.

Taux d'exécution des produits

977. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 100 % des six produits quantifiables prescrits.

978. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès approuvés sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 28G)].

Direction exécutive et administration

- a) *Amélioration de la qualité de la gestion par l'adoption de règles et procédures, méthodes, outils et techniques, nouveaux ou révisés, pour les grandes fonctions de gestion et de service de la Division des services administratifs*

979. Des systèmes automatisés ont été mis en place pour les demandes de remboursement de frais de voyage standard, les remboursements forfaitaires des frais de voyage, les indemnités pour frais d'études et les bordereaux interservices. Les formulaires sont remplis en ligne, ce qui réduit grandement les formalités écrites. Les systèmes automatisés ont fait l'objet d'un suivi constant et d'améliorations visant à réduire encore les délais de traitement. L'envoi de copies numérisées des documents originaux et l'approbation et l'autorisation des démarches en ligne ont également contribué à réduire la quantité de documents papiers.

- b) *Amélioration des modalités d'exécution des tâches en termes d'efficacité et de rendement*

980. Les quatre principaux accords de prestation de services passés avec les usagers les plus importants ont été maintenus, soit un par service administratif. Il existe actuellement sept accords pour la prestation de services à d'autres organismes des Nations Unies à Nairobi au titre des services communs. Les organismes peuvent s'inscrire pour recevoir les services dont ils ont besoin, dont certains sont obligatoires. En outre, il existe des accords de prestation de services de sûreté et de sécurité et un accord commun facultatif concernant les services liés aux voyages. Ces accords permettent à tous les organismes de bénéficier de tarifs plus avantageux en raison du pouvoir d'achat accru qu'ils représentent. Une coopération plus étroite avec les usagers a entraîné une amélioration des résultats et des services fournis. De nouveaux organismes ont signé des accords de prestation de services avec l'Office, preuve que les services fournis suscitent la confiance. Les usagers sont tenus informés de plus en plus régulièrement de l'avancée des activités les concernant et de tout nouvel événement pertinent.

- c) *Système d'administration interne de la justice cohérent et conforme aux politiques et règles de l'Organisation relatives aux ressources humaines*

981. Sept dossiers étaient clos au 31 décembre 2008. Le Bureau de l'administration de la justice a été transféré au chapitre 1 en 2009.

Sous-programme 2

Planification des programmes, budget et comptabilité

- a) *Amélioration du suivi et du contrôle du budget-programme et des ressources extrabudgétaires*

982. L'objectif est de diminuer les engagements non réglés en pourcentage des crédits définitifs à la fin de l'exercice biennal. Or, au 31 décembre 2008, ce chiffre était encore élevé parce qu'il incluait des engagements non réglés du chapitre 32 concernant des activités financées sur plusieurs années, telles que les installations de sécurité. L'écart en pourcentage entre les crédits extrabudgétaires alloués et les dépenses était donc important au 31 décembre 2008 puisqu'il s'agissait de la première année de l'exercice biennal. À la fin de l'exercice, les dépenses n'avaient

pas dépassé les montants prévus, en dépit de l'augmentation du volume de services fournis, du fait de la révision périodique des engagements non réglés.

b) Amélioration des services aux usagers

983. L'objectif de réduction du temps nécessaire à l'allocation de crédits extrabudgétaires a été réalisé, avec un délai de deux jours conforme à l'accord de prestation de services de la Section du budget. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'enquête auprès des usagers était en cours et on continuait de recevoir des réponses. La rapidité des services fournis est l'un des paramètres étudiés dans l'enquête.

c) Amélioration du caractère exhaustif des données financières

984. L'audit réalisé en 2008 n'a donné lieu à aucune opinion défavorable majeure au sujet d'autres questions financières. L'audit portant sur l'année 2009 est prévu en mai 2010.

d) Exécution des opérations financières dans les temps et sans erreur

985. La Section de la comptabilité continue d'améliorer ses services afin de répondre efficacement aux besoins de ses usagers. Le pourcentage de décaissements et de transactions enregistrés dans un délai de 30 jours après la réception des documents voulus était de 93 % au 31 décembre 2009. Pour la période allant de janvier à septembre 2008, 100 % des rapprochements de comptes bancaires ont été effectués dans les deux semaines après la fin du mois. À partir d'octobre 2008, des difficultés importantes ont été rencontrées avec le Système de trésorerie intégré utilisé pour les rapprochements de comptes bancaires, d'où un pourcentage global de 83 % à la fin de 2008. Le pourcentage de décaissements effectués par voie électronique, notamment au moyen du réseau de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT), a augmenté.

Sous-programme 3

Gestion des ressources humaines

a) Amélioration des services, de l'appui et des conseils fournis au personnel et aux organes des Nations Unies dont le secrétariat est assuré par l'Office des Nations Unies à Nairobi

986. La journée de communication sur les ressources humaines a été une bonne occasion pour le personnel de l'ensemble des organismes de découvrir les services proposés par le Service de la gestion des ressources humaines. D'après les commentaires positifs recueillis, cette démarche a été bien reçue et a créé de meilleures conditions de travail avec les usagers. La lettre d'information « Habari » envoyée à l'ensemble du personnel s'est révélée être un outil de communication et de sensibilisation efficace. La réunion des directeurs administratifs tenue en 2009 a été une excellente occasion pour les bureaux hors Siège de prendre connaissance des services fournis par le Service de la gestion des ressources humaines.

b) Plus grande polyvalence du personnel

987. Les formations dispensées sur le thème de la mobilité ont aidé le personnel à mieux comprendre l'intérêt de changer de parcours professionnel. Des initiatives

telles que les programmes de réaffectations organisées ont eu un effet positif sur le plan quantitatif, notamment la réalisation de l'objectif de 20 % du plan d'action Ressources humaines. Des cours sur les perspectives de carrière ont été offerts aux fonctionnaires et ont été bien reçus et font l'objet d'une demande continuelle.

c) Amélioration des conditions de travail

988. Les fonctionnaires se sont dits satisfaits des conditions de travail à l'occasion d'ateliers de travail en équipe, de réunions-débats et de la journée des ressources humaines, tenue pour la première fois en 2008. La création du prix du meilleur fonctionnaire du mois a été accueillie avec satisfaction et enthousiasme par le personnel. Les fonctionnaires ont également participé à un vote à l'issue duquel des récompenses ont été données à 10 de leurs collègues à la fin de l'année.

d) Amélioration des services de santé offerts au personnel

989. En 2008-2009, les usagers ont été satisfaits des services offerts. En effet, la clinique a augmenté ses effectifs et a fait mieux que l'objectif d'un temps d'attente de cinq minutes. En outre, des exercices de gestion d'un nombre élevé de victimes ont été réalisés; un plan d'action en cas de pandémie a été mis en place conformément aux directives de l'OMS; un prestataire de services liés au VIH à guichet unique a été évalué; les résultats d'analyse des cinq dernières années ont été vérifiés; un appui a été fourni à l'équipe de pays de la Somalie et au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie à la suite de deux attentats à la bombe; les examens médicaux initiaux ont été réalisés dans les cinq jours ouvrables suivant l'arrivée des fonctionnaires; et le Service médical commun a été cité en exemple pour ses pratiques exemplaires.

**Sous-programme 4
Services d'appui**

Services des technologies de l'information et des communications

a) Amélioration de l'harmonisation des initiatives en matière de technologies de l'information et des communications avec les objectifs opérationnels de l'Organisation

990. La mise en œuvre intégrale du programme spécial (progiciel de gestion intégrée, progiciel de gestion des contenus, progiciel de gestion de l'infrastructure et progiciel de gestion de la relation client) dépend des plans d'action du Bureau du Directeur général de l'informatique. Les structures de gouvernance du PNUE, d'ONU-Habitat et des services communs de l'ONU ne sont pas encore alignées sur le Cadre mondial de gouvernance des technologies de l'information et des communications du Secrétariat. C'est pourquoi le Service des technologies de l'information et des communications a dû adopter des normes, des politiques et des procédures qui ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat. Il a défini une stratégie d'exécution propre à Nairobi, dont le financement reste à assurer. En outre, la formation à l'utilisation du progiciel de gestion des contenus a été menée à bien et un appel d'offres a été lancé pour l'achat du matériel nécessaire à la mise en place d'un milieu d'essai.

b) Amélioration de la rapidité et de l'efficacité des achats et des processus de mise en œuvre pour les technologies de l'information et des communications

991. L'achat d'équipement informatique commence au stade de l'évaluation des besoins. Or, la définition des besoins par les usagers en temps voulu pose problème. Le Service des technologies de l'information et des communications collabore avec les usagers afin de s'assurer que leurs besoins informatiques soient définis clairement et suffisamment à l'avance. Cet objectif a été le plus souvent atteint, mis à part les services que le Service doit fournir au pied levé pour les opérations d'urgence et en réponse aux besoins imprévus d'autres organismes des Nations Unies, en particulier s'agissant du maintien de la paix (Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, équipe de l'Envoyé spécial du Secrétaire Général pour la région des Grands Lacs). Le recrutement d'un assistant informaticien par les services d'achat pour ses activités informatiques relatives aux achats a contribué à la réalisation de cet objectif.

c) Efficacité accrue dans les applications, les systèmes et les services liés aux technologies de l'information et des communications ainsi que dans les services d'appui

992. L'accès au Système intégré de gestion a été amélioré dans les postes avancés, d'où une production plus efficace des rapports financiers et statistiques. Plus de 150 rapports financiers et statistiques ont été mis à disposition dans 24 sites différents (18 des 20 bureaux du PNUE ont accès au SIG et aux rapports financiers, tout comme 8 des 16 bureaux d'ONU-Habitat). Le nombre de processus automatisés exploités par plusieurs services (comme par exemple la procédure d'autorisation des bordereaux interservices du PNUD) a augmenté, et les capacités en matière de visioconférences ont été renforcées afin de permettre la tenue simultanée de trois visioconférences. Le Service des technologies de l'information et des communications continue de se fixer des objectifs de plus en plus ambitieux en matière de prestation de services, dans la limite des ressources disponibles et compte tenu des contraintes en termes de connectivité. Avec l'installation d'un réseau à fibres optiques, la situation devrait s'améliorer au cours du prochain exercice.

a) Amélioration des capacités de gestion de l'information par l'Organisation afin de permettre une approche intégrée et coordonnée du stockage, de la recherche et de la récupération des informations sur tous les supports

993. La bande passante disponible a été multipliée par deux pour atteindre 16 Mbps, et la configuration du réseau local et des serveurs a été optimisée. De nouveaux serveurs plus puissants ont également été installés. Le Service des technologies de l'information et des communications a ainsi pu lever plusieurs contraintes imposées sur le trafic Internet. Les fonctionnaires ont été autorisés à télécharger des documents sans limite de taille, à envoyer des courriers électroniques avec des pièces jointes d'une taille maximale de 10 Mo, à utiliser des outils de messagerie instantanée tels que MSN ou Yahoo Messenger et à communiquer via Google Talk et Skype. En moyenne, les sites Internet se sont affichés en moins de 2 minutes, soit 5 à 10 fois plus vite qu'avant la mise à niveau du réseau. Un réseau à fibres optiques a été installé en novembre 2009. Le déploiement intégral de Documentum est tributaire des plans de travail et des priorités du Bureau des technologies de l'information et

des communications. Cependant, l'Office des Nations Unies à Nairobi a pris des mesures palliatives, notamment le déploiement d'eRoom et le retrait des anciens systèmes tels que le Système de trésorerie intégré.

- b) Amélioration des capacités de planification des ressources pour la gestion de l'information dans l'Organisation afin de permettre une approche intégrée et coordonnée des contrôles financiers, de la gestion de ressources humaines, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de l'établissement de rapports et de la prise de décisions d'ensemble*

994. Tous les bureaux de Nairobi ainsi que les sites régionaux et postes avancés ont accès au SIG et aux applications connexes, et l'accès de tous les bureaux aux outils de communication financière en ligne a été optimisé. En décembre 2008, sur les 20 bureaux du PNUE à travers le monde, 18 avaient accès au SIG et aux applications connexes. Sur 943 fonctionnaires du PNUE, 573 utilisaient le SIG (61 %) dont 302 ailleurs qu'à Nairobi (soit 53% des utilisateurs). En ce qui concerne ONU-Habitat, 261 des 381 fonctionnaires (69 %) utilisaient le SIG, dont 40 (15 %) dans les antennes de l'organisme. Actuellement, le SIG est disponible dans tous les bureaux hors Siège et accessible via Citrix.

- c) Amélioration de l'appui aux programmes fonctionnels pour atteindre les objectifs de développement de l'Organisation*

995. Le projet d'élimination du papier de l'Office des Nations Unies à Nairobi est un processus continu qui a mené à l'automatisation de plus de 80 applications, dont de nombreuses applications communes, couvrant plus d'une trentaine de processus et sous-processus-métier. Cela a permis de rationaliser tous les processus de fond. Un système de gestion des informations de projet et un système de gestion des ressources sont en cours de développement, l'objectif étant d'assurer une exécution plus efficace des programmes de protection de l'environnement. De nouvelles applications ont été mises au point afin d'automatiser diverses démarches administratives. Le déploiement du logiciel de collaboration eRoom est en cours. L'Office a élaboré une stratégie visant à mettre en place la plate-forme nécessaire pour prendre en charge pleinement les programmes liés à l'environnement et ceux liés aux établissements humains. L'exécution de la stratégie est tributaire des fonds disponibles.

Autres services d'appui

- a) Amélioration des conditions matérielles dans le complexe de l'ONU*

996. Au total, on a dénombré 4 353 défaillances liées aux installations au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Ce chiffre est inférieur de 3 % au chiffre cible de 4 500 défaillances pour les deux années concernées. Le nombre de défaillances inférieur aux prévisions dénote un meilleur entretien de l'équipement et une plus grande satisfaction des usagers à l'égard des installations et des conditions matérielles dans le complexe. L'Office a continué d'investir dans des projets de modernisation et de rénovation, notamment le projet de modernisation des installations de conférence (achevé en février 2009) et le projet de rénovation des bureaux paysagers, qui comprend la modernisation et le réaménagement de l'ensemble des bureaux, y compris l'éclairage, le câblage et l'infrastructure de transmission de données et téléphonique.

b) Amélioration de l'efficacité de la gestion des installations

997. Sur les 2 121 défaillances signalées à la Section des installations et des transports, 1 227 étaient d'ordre mécanique ou liées aux canalisations et ont enregistré un temps de réaction moyen de 32 minutes; 440 étaient liées à l'aménagement et à l'entretien paysager, avec un temps de réaction moyen de 27,5 minutes; et 454 étaient liées aux installations électriques, avec un temps de réaction moyen de 48 minutes. Le temps de réaction moyen global était donc largement inférieur à une heure, ce qui signifie que 100 % des travaux de réparation ont été effectués dans les limites du temps de réaction standard de trois heures. Pour les 1 158 autres défaillances techniques enregistrées en 2008 (de janvier à juin), le temps de réaction moyen a été de 25 minutes. La tendance constatée en 2009 indique que le temps de réaction de l'Office continue d'être bien inférieur à une heure pour toutes les demandes de service, soit largement en deçà de la cible définie dans l'accord de prestation de services.

c) Maintien de services efficaces et rentables dans le domaine des voyages, des visas et des transports

998. Les économies effectives de 6,67 % réalisées pour la période d'un an allant de janvier à décembre 2008 dépassaient tout juste l'objectif de référence de 6,5 % fixé pour 2008-2009, preuve que les réalisations escomptées seraient sans doute atteintes. Bien que plusieurs compagnies aériennes (par exemple, Brussels Airlines, Swiss International Airlines et Qatar Airways) aient réduit les commissions aux agences de voyage, dont bénéficiait l'Office des Nations Unies à Nairobi, le manque à gagner a été compensé par le passage de 7 à 11 du nombre de compagnies ayant signé des accords avec l'Office. Le pourcentage effectif d'économies est passé de 6,67 % en 2008 à 8,42 % en 2009, preuve que l'objectif avait bien été réalisé.

d) Amélioration de la gestion de l'archivage

999. À la suite du recrutement d'un fonctionnaire expérimenté en matière d'archivage, le Groupe de la gestion des archives et des dossiers a mis au point et exécuté des plans de gestion des dossiers pour la plupart des départements et services de l'Office des Nations Unies à Nairobi, notamment en prévision de la mise en place du progiciel de gestion des contenus, prévue fin 2008. La moitié d'un stock de 800 boîtes d'archives historiques en attente de classement a été examinée et une base de données électronique complète des documents et dossiers qui s'y trouvaient a été créée. Des progrès constants ont été constatés dans l'élaboration d'un système de gestion des archives et des dossiers. En décembre 2009, le Groupe de la gestion des archives et des dossiers avait traité 1 636 boîtes héritées du passé sur 2 691. Le sous-groupe des archives continue de se rendre dans les différents services de la Division des services administratifs. Une visite a été effectuée et des plans de classement des dossiers ont été établis dans 67 % des services.

e) Qualité et rapidité accrues des achats de biens et de services

1000. Il y a eu une amélioration continue et progressive de l'efficacité des opérations d'achat, notamment un nombre croissant de processus automatisés, d'accords à long terme et d'activités simplifiées, rationalisées et consignées par écrit. Les délais de traitement des demandes d'achat ont été respectés. Soixante-dix pour cent des usagers ont dit être satisfaits du professionnalisme et du souci du

client dont les services chargés des achats faisaient preuve. Les demandes ont été regroupées de manière plus systématique, ce qui a entraîné une réduction du nombre de bons de commande pour certaines catégories d'articles.

f) Mécanismes élargis de partage des coûts et de services communs

1001. Le mécanisme de participation au coût des services communs a été élargi et fait désormais intervenir un nombre plus important d'organismes des Nations Unies en tant que participants ou abonnés, ainsi que deux nouvelles catégories de services communs, à savoir les relations avec le pays hôte et les opérations commerciales. Au total, 25 organismes ont signé des accords de prestation de services communs relatifs aux voyages et aux relations avec le pays hôte au cours de l'année 2008. En juin 2009, 39 organismes des Nations Unies se sont inscrits pour recevoir des services communs. Cinq nouveaux organismes ont signé l'accord de prestation de services relatif aux relations avec le pays hôte et deux nouveaux organismes ont signé l'accord de prestation de services relatif aux voyages, portant ainsi à 28 et 11, respectivement, le nombre d'organismes concernés par ces deux accords. Le Groupe des opérations commerciales a été habilité en tant que prestataire de services communs à compter du 1^{er} janvier 2009 par tous les organismes du Cadre de gouvernance des services communs.

Chapitre 29

Contrôle interne

Principaux résultats obtenus

1002. Le Bureau des services de contrôle interne a obtenu de très bons résultats par rapport aux réalisations escomptées. Le Bureau a entrepris des activités d'assurance, d'amélioration et d'évaluation de la qualité dans chaque sous-programme afin de veiller à ce que les normes de qualité les plus élevées soient toujours respectées. Les sous-programmes ont également mis à jour et étoffé considérablement leurs manuels respectifs afin de tenir compte de l'évolution des conditions de travail et de veiller au respect des normes internationales. Dans un souci de transparence et pour faciliter la compréhension du travail du BSCI, ces manuels peuvent être consultés librement sur le site Web du Bureau. Afin de mieux cerner les nouveaux problèmes qui peuvent se poser à l'Organisation et les risques s'y rapportant, le Bureau a mis sur pied un dispositif complet de contrôle des risques. L'analyse des risques lui permet d'affecter en priorité ses ressources au contrôle des programmes et domaines d'activité les plus exposés aux risques de fraude, de gaspillage, d'irrégularités, d'inefficacité et mauvaise gestion. En 2008, le BSCI a établi un plan de travail hiérarchisé selon les risques pour la Division de l'audit interne et la Division de l'inspection et de l'évaluation, conformément à l'objectif qu'il s'était fixé. L'adoption d'une démarche axée sur les risques répond aux exigences des Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. En 2009, 100 % des missions confiées à la Division de l'audit interne et à la Division de l'inspection et de l'évaluation ont été sélectionnées à l'issue d'exercices d'évaluation des risques. Au cours de l'exercice biennal, le Bureau a également accéléré de façon notable la présentation des documents ainsi que le recrutement et l'affectation de son personnel.

Difficultés et enseignements tirés de l'expérience

1003. Les efforts se poursuivent en vue de préciser la méthode de planification fondée sur les risques du Bureau en s'appuyant sur l'expérience tirée des quelques premières années d'application de la méthode. La Division de l'audit interne adoptera une vision plus globale afin de pouvoir analyser, évaluer et contrôler les risques en fonction de leur probabilité et de leur impact à l'échelle du Secrétariat. La Division de l'inspection et de l'évaluation n'a pas atteint son objectif de 100 % en ce qui concerne la qualité élevée des rapports sur les évaluations triennales approfondies et thématiques et autres évaluations, telle qu'évaluée par des observateurs de l'extérieur. La Division se penchera sur les domaines particuliers devant être améliorés afin de renforcer la qualité de ses rapports au cours du prochain exercice biennal. Le lancement de la base de données en ligne de recommandations du BSCI a été reporté en raison d'une interruption de service du fournisseur. Le BSCI prévoit de lancer le système en 2010.

Taux d'exécution des produits

1004. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 92 % des 119 produits quantifiables prescrits.

1005. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès approuvés sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/62/6 (Sect. 29) et Corr.1).

Direction exécutive et administration

a) Amélioration des délais de présentation de la documentation

1006. Le BSCI a fait d'énormes progrès dans ce domaine, essentiellement grâce à un meilleur suivi. La planification préalable et le suivi sont essentiels pour le respect des dates de soumission prévues. Le Bureau du Secrétaire général adjoint suit de manière centralisée l'avancée des rapports dont le créneau de soumission a été fixé afin de veiller à ce que les rapports soient prêts à temps. En outre, si le BSCI ne parvient pas à respecter une échéance fixée par l'Assemblée générale alors que des négociations sont en cours concernant une résolution, le Bureau s'efforce de faire part des difficultés potentielles à l'Assemblée afin qu'il en soit tenu compte dans le texte définitif de la résolution.

b) Coopération accrue avec les autres organes de contrôle des Nations Unies

1007. Le BSCI travaille régulièrement en coordination avec les autres entités de contrôle des Nations Unies, dont le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection, afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois et d'éviter aussi que des activités ne soient pas contrôlées. Outre que les plans de travail sont élaborés en commun, le Bureau tient des réunions bimensuelles avec le Comité des commissaires aux comptes pour examiner les questions d'intérêt commun et rencontre le Corps commun d'inspection selon les besoins. De hauts représentants de ces entités se retrouvent chaque année dans le cadre d'une réunion tripartite, pour examiner notamment la coordination du contrôle.

c) Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes

1008. D'après les estimations provisoires, les résultats obtenus dans les domaines de la représentation géographique et de l'équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes ont été supérieurs à ceux obtenus en 2007. En particulier, l'objectif de 2009 d'une proportion égale d'hommes et de femmes a presque déjà été atteint. Le BSCI a également atteint son objectif s'agissant du pourcentage de fonctionnaires recrutés dans les États Membres non représentés ou sous-représentés.

d) Recrutement et affectation du personnel en temps utile

1009. Le BSCI a également atteint son objectif s'agissant du délai de sélection moyen pour les postes d'administrateur, qui est tombé à 186 jours en 2009 contre 217 jours en 2007. Le Bureau a ainsi fait mieux que l'objectif de 200 jours pour 2009.

Sous-programme 1
Audit interne

a) Amélioration de la qualité des rapports présentés aux directeurs de programme et aux organes délibérants

1010. La Division de l'audit interne réalise des enquêtes auprès des usagers, comme l'exigent les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Le questionnaire est distribué au chef de chaque département, mission et bureau ayant reçu un rapport d'audit au cours de l'année afin de recueillir leurs impressions sur le travail effectué. Le taux de réponse est passé de 57,1 % en 2008 à 87,2 % en 2009. L'enquête a montré que les usagers étaient généralement satisfaits de la qualité du travail de la Division. Sur une échelle de 1 à 4, 4 correspondant à une note excellente, la Division a reçu une note moyenne de 2,8 pour la qualité de son travail. En outre, un programme d'assurance et d'amélioration de la qualité a été mis en place en décembre 2008 afin de garantir la qualité du travail de la Division. Dans le cadre de ce programme, cette dernière est en train de réaliser, à titre expérimental, cinq examens des activités d'audit à Genève et à Nairobi.

b) Attention plus grande accordée aux domaines présentant des risques pour l'Organisation

1011. En 2008, 79 % des missions du plan de travail ont été sélectionnées sur la base d'exercices d'évaluation des risques menés en 2007 et 2008. En 2009, 100 % des missions ont été sélectionnées sur cette base. Cette stratégie présente l'avantage de consacrer en priorité les ressources aux domaines qui posent le plus de risques pour l'Organisation et d'aider les directeurs de programmes à gérer ces risques. La révision de la définition d'une recommandation essentielle a entraîné une baisse du nombre de recommandations considérées comme essentielles. Cela permettra aux directeurs de programmes de consacrer leurs efforts aux problèmes pouvant nuire à l'exécution du mandat, aux opérations ou à la réputation des entités dont ils ont la charge.

c) Exécution plus efficace et efficiente des programmes et renforcement de l'obligation de rendre compte imposée à cet égard aux directeurs de programme

1012. Le taux d'acceptation des recommandations jugées essentielles s'est amélioré depuis 2007. Cela s'explique en partie par le renforcement de la supervision et de l'encadrement des auditeurs et de l'évaluation de la qualité des rapports.

Sous-programme 2

Inspection et évaluation

a) Qualité élevée des rapports d'inspection

1013. Les rapports d'inspection achevés au cours de l'année portaient sur la budgétisation et la gestion axées sur les résultats. Le rapport récapitulatif sur la gestion axée sur les résultats (A/63/268) a été accueilli favorablement par les États Membres lors de sa présentation à la Cinquième Commission. Par ailleurs, la Division de l'inspection et de l'évaluation a fait réaliser une évaluation indépendante de la qualité de ses rapports. Trois rapports sur sept, soit 43 % des rapports d'inspection de la Division, ont été jugés de « bonne » qualité, les quatre autres (57 %) étant de qualité « passable ». La Division se penchera sur les domaines particuliers dans lesquels des améliorations sont nécessaires afin d'améliorer la qualité de ses rapports durant le prochain exercice biennal.

b) Qualité élevée des rapports sur les évaluations approfondies thématiques et autres évaluations

1014. La Division de l'inspection et de l'évaluation a achevé les évaluations complètes du Département des affaires politiques, du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et du HCDH, ainsi que les évaluations des sous-programmes du Bureau de la gestion des ressources humaines (Département de la gestion), du Fonds pour la consolidation de la paix (Département des affaires politiques) et de la stratégie de gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. La Division de l'inspection et de l'évaluation a mené à bien les quatre évaluations thématiques prévues. Celles-ci portaient sur les questions thématiques choisies sur la base de l'évaluation des risques stratégiques réalisée par la Division. Cette dernière a également mené à bien tous les examens triennaux prévus. Sur les 12 évaluations approfondies, thématiques et autres soumises à l'appréciation des parties prenantes et d'experts extérieurs, 9 (75 %) ont été jugées de « bonne » qualité, les 3 autres (25 %) étant de qualité « passable ». La Division se penchera sur les points faibles identifiés dans les évaluations afin d'améliorer la qualité de ses rapports durant le prochain exercice biennal et d'atteindre l'objectif de 100 %.

c) Amélioration des outils et des méthodes employés, et recours accru à ces outils et méthodes pour l'auto-évaluation

1015. La Division a reçu 15 demandes d'aide à l'auto-évaluation au cours de l'exercice biennal et a pu accéder à 14 d'entre elles. L'appui fourni a pris les formes suivantes : formation à l'évaluation organisée pour le Corps commun d'inspection; conseils à divers programmes aux fins du développement de leurs capacités d'auto-évaluation; observations concernant l'élaboration de politiques d'évaluation à l'échelon des programmes; conseils méthodologiques pour les cahiers des charges, les enquêtes et les rapports dans le domaine de l'évaluation; et participation au groupe consultatif pour l'évaluation de la Campagne objectifs du Millénaire de l'ONU. Les échos recueillis auprès des programmes ayant reçu un appui en matière d'auto-évaluation ont été globalement positifs, la compétence et la disponibilité de la Division ayant été appréciées.

Sous-programme 3

Investigations

- a) *Meilleure protection des avoirs et des ressources de l'Organisation et respect plus strict des dispositions réglementaires*

1016. Des progrès ont été réalisés grâce aux contrôles systématiques de la qualité mis en place à l'aide de nouvelles procédures et de nouveaux outils, ainsi qu'avec la création de la Section des pratiques professionnelles pour l'assurance qualité. Un Manuel d'enquête complet garantit une meilleure cohérence et un plus grand professionnalisme dans l'exécution des fonctions d'enquête. Ces améliorations ont renforcé l'efficacité des investigations, notamment en définissant plus clairement les critères nécessaires pour qu'il y ait accusation de faute. Les rapports et conclusions d'enquête permettent donc de prendre les mesures recommandées, essentiellement l'imposition de sanctions disciplinaires et les actions en recouvrement, sur des bases plus solides. Le taux de vacance de postes est en baisse et la Division dispose ainsi des ressources humaines indispensables à l'amélioration de la qualité des rapports d'enquête et du respect des délais de publication.

Chapitre 33

Sûreté et sécurité

Principaux résultats obtenus

1017. Des progrès importants ont été accomplis dans la mise en œuvre du programme de normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et du projet de système normalisé de contrôle des accès (PACT) du Département de la sûreté et de la sécurité dans toutes les villes sièges et toutes les commissions régionales. La planification et les préparatifs en prévision des situations d'urgence et de crise dans ces lieux d'affectation ont continué de s'améliorer et les délais d'évacuation et d'intervention sont restés acceptables.

1018. Globalement, la sécurité et la sûreté du personnel s'est améliorée grâce à des évaluations actualisées des menaces et des risques et à un respect accru des normes minimales de sécurité opérationnelle. Les partenariats avec les pays hôtes ont été renforcés grâce à un recours plus fréquent à des interlocuteurs uniques. Les interventions en cas d'incident de sécurité, notamment le déploiement rapide d'agents de sécurité hors Siège là où éclatent des crises à travers le monde, ont été améliorées.

1019. Le Groupe de gestion du stress traumatique a fourni une assistance directe aux fonctionnaires touchés et mis au point des systèmes et des procédures visant à améliorer la disponibilité des soins psychosociaux dispensés dans les situations d'urgence. Le Groupe a amélioré ses services grâce à une plus grande collaboration interinstitutions et à une stratégie décentralisée de création de réseaux d'appui durables, notamment en recrutant des conseillers locaux et en créant des cellules d'intervention contre le stress traumatique.

1020. Une formation en matière de sécurité a continué d'être dispensée aux agents habilités, aux équipes de coordination du dispositif de sécurité et au personnel de sécurité des Nations Unies. Le programme Sécurité et sûreté en mission a été élargi et est désormais appliqué intégralement dans 16 pays, permettant ainsi la formation de plus de 7 000 fonctionnaires des Nations Unies. La nouvelle version du CD-

ROM sur les notions de base relatives à la sécurité sur le terrain était quasiment achevée à la fin de 2009.

Difficultés et enseignements tirés de l'expérience

1021. Les principales difficultés rencontrées dans l'exécution du programme et les enseignements tirés de l'expérience sont décrits ci-après.

- Le Département de la sûreté et de la sécurité a dû faire face aux difficultés causées par l'évolution constante des menaces et des risques auxquels l'Organisation est confrontée et par des crises inattendues dans certaines régions du monde. Les principaux obstacles rencontrés par le Département au cours de l'exercice biennal ont continué d'être liés au manque de moyens. Le Département ne disposait pas d'un système de gestion des crises pleinement opérationnel et réactif lui permettant d'intervenir efficacement en cas d'urgence.
- Le manque de ressources pour les systèmes d'information et de communication a continué de nuire au développement de systèmes et d'outils essentiels en matière de sécurité et d'informatique.
- Malgré tous les efforts faits par le Département pour parvenir à la parité entre les sexes et à une représentation géographique équitable parmi son personnel, il a continué de rencontrer des difficultés en raison du nombre limité de candidates qualifiées dans le secteur de la sûreté et de la sécurité ainsi que de candidats de pays non représentés ou sous-représentés.

Taux d'exécution des produits

1022. Les résultats susmentionnés ont été déterminés d'après les produits exécutés, qui représentent 71 % des 109 produits quantifiables prescrits.

1023. Les réalisations escomptées et indicateurs de succès approuvés sont énoncés dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 33)].

Direction exécutive et administration

- a) *Le programme de travail est effectivement soutenu par des ressources humaines et financières*

1024. Le nombre moyen de jours entre la publication d'un avis de vacance de poste et la sélection d'un candidat par le Chef du Département est tombé de 180 en 2005 et 135 en 2006 à 115 en 2008. Cependant, il est remonté à 147 en 2009, en partie parce que l'avis relatif aux postes d'agent de sécurité (S-1) est resté affiché dans Galaxy compte tenu de la nécessité de pourvoir un grand nombre de postes et de créer un fichier de plus de 100 candidats pour répondre aux besoins futurs. Le Département est résolu à réaliser de nouveaux progrès au cours du prochain exercice biennal.

- b) *Amélioration de la coordination, de l'intégration et de la conformité des politiques et procédures dans le cadre du système de gestion de la sécurité de l'Organisation*

1025. Au cours de l'exercice biennal, le Département de la sûreté et de la sécurité s'est employé à rationaliser et à harmoniser les politiques, procédures et directives d'entités du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies

antérieures à la création du Département afin de créer un cadre de gouvernance plus intégré, notamment en réagencant les manuels, tels que le Manuel de sécurité des Nations Unies et le Manuel des opérations de sécurité, afin qu'ils soient d'un abord plus facile. Le Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi a réalisé 25 missions d'évaluation du respect des normes et formulé 617 recommandations au total au cours de l'exercice biennal. Le système de surveillance du respect des normes a suivi l'avancement de l'application de ces recommandations.

c) Amélioration de la répartition géographique des postes et de l'équilibre entre les sexes

1026. Le pourcentage de femmes recrutées à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pour un an au moins est passé à 43 %. Étant entendu que la considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, le Département continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser la parité entre les sexes et une représentation géographique équitable. Il a cependant été difficile d'atteindre ces objectifs en raison du peu de candidats d'États Membres non représentés ou sous-représentés et de candidates présentant les qualifications et l'expérience nécessaire dans le domaine de la sûreté et de la sécurité. Le Département continue de sélectionner les candidats qu'il juge les mieux qualifiés pour exercer des fonctions de sûreté et de sécurité. Néanmoins, le Département est déterminé à continuer de chercher des moyens d'augmenter le nombre de femmes recrutées à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et d'améliorer la répartition géographique de son personnel.

Sous-programme 1

Coordination de la sécurité et de la sûreté

a) Garantir des conditions de sécurité et de sûreté au personnel, aux représentants et aux visiteurs au sein des locaux de l'ONU dans les villes sièges et les commissions régionales

1027. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, les services de la sécurité et de la sûreté de New York, Genève, Vienne, Bangkok, Santiago, Addis-Abeba et Beyrouth ont fait des progrès s'agissant du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et de la mise en œuvre du projet de système normalisé de contrôle des accès (PACT) (à l'exception de la CESAO, où il débutera en 2010). Le Service de la sécurité et de la sûreté de New York a fait en sorte que les directives relatives aux normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et au projet PACT soient appliquées non seulement dans les principaux bâtiments du Secrétariat de l'ONU mais dans tous les bâtiments annexes et les locaux transitoires pendant le déroulement du plan-cadre d'équipement. À Genève, le Centre de contrôle du Service de sécurité a été rénové afin d'intégrer au mieux les données fournies par plusieurs nouveaux systèmes de détection des intrusions (télévision en circuit fermé et détection des mouvements). Le Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne a mis en place une nouvelle politique de contrôle de l'accès et installé un système de surveillance du périmètre clôturé et des systèmes d'accès sécurisé de pointe faisant appel à la radio-identification, à la reconnaissance des plaques d'immatriculation et à l'inspection du dessous de caisse des véhicules. En apportant un appui technique à chaque niveau de sécurité, le Service de la sécurité et

de la sûreté a réussi à recenser les lacunes et défaillances potentielles et à mettre en place des mécanismes d'atténuation et d'intervention dans les meilleurs délais. Les services de la sécurité et de la sûreté d'Addis-Abeba, Bangkok et Santiago ont réalisé des progrès similaires en matière d'accès sécurisé en renforçant la sécurité physique des installations des Nations Unies conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges.

b) Renforcement de la coordination des dispositifs de sécurité dans les villes sièges et les commissions régionales de l'ONU

1028. Au 31 décembre 2009, le Groupe de coordination du Programme a coordonné 407 opérations. Le nombre d'opérations de protection rapprochée a été inférieur aux prévisions mais leur complexité a augmenté par rapport aux années précédentes. En outre, le Groupe a assuré la coordination des dispositifs de sécurité de la Commission d'enquête sur les circonstances de l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto, ancien Premier Ministre du Pakistan et apporté son concours au recrutement de divers spécialistes de la sécurité au sein de la Commission.

c) Amélioration de la préparation aux situations d'urgence et de crise au sein des locaux de l'ONU dans les villes sièges et les commissions régionales

1029. À New York, les cibles définies en termes de délai d'évacuation et d'intervention en cas d'incident ont été respectées. Les procédures d'évacuation du complexe de Vienne continuent d'être améliorées et prévoient une interaction importante avec les autorités du pays hôte, en particulier un exercice annuel d'évacuation totale mené conjointement par l'ONU et le pays hôte. Un nouveau Groupe de la gestion des situations de crise a été créé afin de préparer et de coordonner toutes les opérations d'urgence au Centre international de Vienne. L'Office des Nations Unies à Nairobi a poursuivi son travail de réévaluation et de mise à jour de son programme de préparation aux situations d'urgence afin de tenir compte des nouveaux enjeux, des nouvelles menaces et des dernières technologies. L'Office a aussi remanié récemment ses procédures de commandement des interventions et son plan en cas d'incident faisant un grand nombre de victimes. Le Service de la sûreté et de la sécurité de Nairobi continue d'organiser des exercices d'évacuation mensuels et trimestriels et a organisé une simulation d'incident faisant un grand nombre de victimes en juillet 2009.

Sous-programme 2

Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs

Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain

a) Amélioration de la sécurité et de la sûreté des fonctionnaires des Nations Unies, du personnel associé et des personnes à leur charge

1030. Le Département de la sûreté et de la sécurité s'est employé avant tout à améliorer considérablement la sûreté et la sécurité du personnel à travers le monde. Les efforts soutenus consacrés à l'actualisation des évaluations des menaces et des risques ainsi qu'au renforcement du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle ont joué un rôle central. Pour l'exercice biennal considéré, 84 % des sites disposaient d'une évaluation des risques pour la sécurité à jour. Le Département a actualisé en permanence les évaluations des risques pour les pays et

les zones présentant un niveau d'alerte élevé ou lorsque les conditions de sécurité changeaient de façon notable. À la fin de 2009, le Département avait fait en sorte que les normes minimales de sécurité opérationnelles soient respectées dans 83 % des sites à travers le monde. À cette fin, il a mis en place des procédures spéciales visant à aider les équipes de pays des Nations Unies à élaborer des normes minimales de sécurité opérationnelle et contrôlé et encouragé le respect de ces normes en effectuant des visites d'assistance en matière de gestion de la sécurité.

b) Intervention rapide en cas d'incident

1031. Grâce à des plans d'intervention en cas d'urgence à l'échelle des pays et à une capacité accrue de déploiement ou de réaffectation des agents de sécurité terrain dans un délai de 24 heures, le Département a fait en sorte de pouvoir intervenir rapidement et efficacement dans le monde entier en cas d'incident de sécurité. À la fin de l'exercice biennal, 78 % des sites avaient achevé de mettre au point des plans de sécurité à l'échelle des pays et 43 % des sites avaient mis à l'essai de tels plans. Le Département a effectué de nombreux déploiements d'urgence, notamment en Algérie, au Kenya, au Niger, au Pakistan, en Somalie et au Yémen. Au total, 163 spécialistes de la sécurité du Département en provenance de divers lieux d'affectation à travers le monde ont été déployés pendant 5 468 jours-hommes.

c) Perfectionnement du système de gestion de la sécurité

1032. Le Département de la sûreté et de la sécurité a renforcé ses partenariats avec les pays hôtes concernant la sûreté et la sécurité du personnel, des installations et du matériel des Nations Unies en étendant l'utilisation d'interlocuteurs uniques pour les pays hôtes à 90 % des lieux d'affectation à la fin de 2009; porté à 19 % la proportion de temps passé en dehors des capitales par les conseillers pour la sécurité; réalisé des évaluations ciblées des menaces dans les régions de conflit transfrontalier dans un délai moyen de huit heures; et diminué le temps d'attente en ramenant le délai moyen entre la survenue d'un incident et son signalement au Département de la sûreté et de la sécurité à New York de 5 heures en 2008 à une heure et demie en 2009.

Appui aux bureaux extérieurs

a) Renforcement de la capacité du personnel des Nations Unies de gérer le stress traumatique

1033. Au cours de l'exercice biennal, le Groupe de gestion du stress traumatique a été très actif en termes de prestation de services directement aux fonctionnaires et d'élaboration de systèmes et de procédures tendant à améliorer les soins psychosociaux dispensés dans les situations d'urgence. La mobilisation de moyens supplémentaires disponibles au niveau régional a permis au Département de la sûreté et de la sécurité d'économiser des fonds et de réduire les délais de déploiement. Grâce à ses efforts visant à promouvoir la collaboration entre organismes des Nations Unies, à renforcer l'état de préparation de l'ONU aux situations de crise s'agissant de la gestion du stress traumatique et à faciliter l'accès à des services de conseil durables pour tous les fonctionnaires qui en ont besoin, le Groupe a encore renforcé sa stratégie mondiale. Il a aussi été très actif dans la prestation de services directement au personnel des Nations Unies et dans la mise au

point de systèmes et de procédures visant à améliorer la disponibilité des soins psychosociaux dispensés dans les situations d'urgence.

- b) *Renforcement, grâce à la formation, des capacités en matière de sécurité et de sûreté de tous les participants au système de gestion de la sécurité des Nations Unies, notamment des responsables désignés, des membres des équipes de gestion de la sécurité, des agents de sécurité et des fonctionnaires*

1034. Au cours de l'exercice biennal, le programme Sécurité et sûreté en mission a été élargi et est désormais appliqué intégralement dans 16 pays, permettant ainsi la formation de plus de 7 000 fonctionnaires des Nations Unies. Près de 11 000 fonctionnaires ont suivi la formation sur CD-ROM concernant les connaissances avancées en matière de sécurité sur le terrain. Plus de 30 agents habilités ont assisté à une formation d'initiation à New York, plus de 20 équipes de coordination du dispositif de sécurité à travers le monde ont reçu une formation et plus de 100 hauts responsables de la sécurité ont reçu une formation en matière de direction des opérations de sécurité au forum des équipes de pays des Nations Unies, à l'École des cadres du système des Nations Unies de Turin (Italie). En 2009, 100 % des coordonnateurs des mesures de sécurité sur le terrain nouvellement recrutés par le Département de la sûreté et de la sécurité ont suivi deux programmes de certification distincts, à Chypre et à Glen Cove (État de New York).
